



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-10

Nouvelles lois p. 11

Séance publique
n° 42 p. 11-48

Questions au
Gouvernement p. 48-99

2023-2028

n° 18



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-10

Nouvelles lois p. 11

Séances publiques p. 11-48

42^e séance du mardi 22 octobre 2024 p. 11-48

Questions au Gouvernement p. 48-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

15/11/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Échange avec des élèves du « Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum »

Dans le cadre de ses visites dans des lycées, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, s'est rendu au « Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum » à Perl. Cette école, créée sur base d'un accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre en 2006, est un des seuls établissements scolaires binationaux au monde.

Lors d'un échange de vues avec les élèves de deux classes de la 11^e année qui ont choisi l'option « politique », les jeunes lui ont notamment posé des questions sur les raisons de son engagement en politique, la situation du marché immobilier au Luxembourg, les conséquences des résultats des élections aux États-Unis pour le Luxembourg et sur les partis populistes.

Le Président a encouragé les lycéens à s'engager dans la société et à prendre des responsabilités pour les autres. Il a attiré l'attention de l'audience sur les dangers qui menacent une démocratie, de l'intérieur comme de l'extérieur.

À l'issue de la rencontre avec les élèves, le Président a eu une entrevue avec les membres de la direction. La Directrice, Mme Marion Zenner, et ses adjoints, Mme Nadine Vandivinit et M. Marc Bilz, ont expliqué le fonctionnement du lycée, ses particularités, les défis quotidiens en tant qu'école binationale et les projets innovateurs futurs.



Le Président de la Chambre s'est entretenu avec des élèves du « Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum » sur des sujets d'actualité qui ont particulièrement intéressé les jeunes.

Un appel à l'action contre les armes explosives



Le Président de la Chambre a reçu Mme Nujeen Mustafa (avant-plan) et une délégation de Handicap International Luxembourg.

La veille de la traditionnelle « Pyramide solidaire », organisée par Handicap International Luxembourg le 11 octobre 2024, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rencontré Mme Nujeen Mustafa, invitée d'honneur de Handicap International Luxembourg pour cet événement.

« Les décisions prises par les hommes politiques à huis clos ont des conséquences dévastatrices pour les populations civiles. » Tel est le message principal de Mme Mustafa, une jeune Kurde ayant fui la guerre en

Syrie. Lors de son témoignage devant le Président de la Chambre, la jeune femme, qui a parcouru 3.500 kilomètres en fauteuil roulant avant de trouver refuge en Allemagne, a souligné que son histoire se termine bien, « mais ce n'est malheureusement pas le cas pour des milliers de personnes souffrant des conséquences des conflits armés ».

Au cours de l'échange de vues, le Président s'est particulièrement informé sur la situation politique en Syrie, regrettant que celle-ci soit en partie tombée

dans l'oubli en raison d'autres conflits qui secouent actuellement le monde. Mme Mustafa a rappelé que la situation reste dangereuse et complexe. Bien qu'il n'y ait plus de conflit direct, la situation économique du pays serait catastrophique et la Syrie ne serait pas en phase de reconstruction.

Interrogés par M. Wiseler sur les moyens de venir en aide, le Président de Handicap International, M. Pierre Delandmeter, ainsi que le Directeur, M. Martin Lagneau, ont sollicité son soutien pour interpeller le Gouvernement luxembourgeois afin que ce dernier condamne publiquement les États qui ne respectent pas le droit international. Ils ont également suggéré au Président d'encourager des pays à signer les traités interdisant les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions.

Le Luxembourg a signé trois traités visant à protéger les droits des civils :

- le traité d'interdiction des mines antipersonnel (dit « traité d'Ottawa ») ;
- la convention d'Oslo, qui interdit les armes à sous-munitions ;
- la déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées.

Le Directeur de Handicap International a souligné que 2023 a été l'année la plus meurtrière pour les victimes d'armes explosives utilisées dans des conflits. Il estime qu'un tiers du monde, soit 75 pays, est touché par l'utilisation de ces armes causant de nombreuses victimes. Il a ajouté que le bilan pour 2024 risque de s'annoncer encore plus sombre en raison du conflit à Gaza et des événements récents au Liban.

« Le contrôle des armements et la non-prolifération nucléaire sont un effort constant »



Mme Bonnie Jenkins (1^{re} rangée, 3^e à gauche) et sa délégation reçues à la Chambre des Députés

Une délégation américaine menée par Mme Bonnie Jenkins, Sous-secrétaire d'État des États-Unis au Contrôle des armements et à la Sécurité inter-

nationale, a été reçue par les membres de la Commission de la Défense et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopé-

ration, du Commerce extérieur et à la Grande Région le 24 octobre 2024. Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et le Président de la Commission de la Défense, M. Guy Arendt, ont fait le point avec la représentante de l'État américain sur les efforts entrepris par le Luxembourg, dont l'objectif de consacrer 2 % du revenu national brut (RNB) aux dépenses de défense d'ici 2030.

Mme Jenkins a salué les efforts luxembourgeois, puis présenté aux députés un tour d'horizon sur l'état des différents échanges en matière des problématiques d'armement dans lesquels les États-Unis sont impliqués. La discussion a porté sur le dialogue avec des acteurs majeurs comme la Russie et la Chine, mais aussi avec d'autres pays. Dans ce contexte, la Sous-secrétaire a estimé que « le contrôle des armements et la non-prolifération nucléaire sont un effort constant ». Cet effort se ferait dans les coulisses, mais n'en demeurerait pas moins essentiel.

Interrogée par les députés sur l'acuité de la problématique de la militarisation de l'espace, Mme Jenkins a déclaré prendre ce sujet très au sérieux et souhaiter que davantage de pays prennent des engagements en la matière. La Sous-secrétaire a encore affirmé que les États-Unis souhaiteraient continuer à travailler avec les partenaires comme le Luxembourg sur l'interopérabilité militaire dans le cadre du programme industriel européen.

Des députés en mission d'observation des élections aux États-Unis

Les députés Mme Alexandra Schoos et MM. Gilles Baum, Emile Eicher, Gusty Graas et Claude Haagen s'étaient rendus aux États-Unis du 2 au 6 novembre 2024 dans le cadre d'une mission de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE afin d'observer le déroulement des élections américaines du 5 novembre.

Répartis sur les villes de Los Angeles et de Las Vegas, ils ont fait partie des quelque 150 parlementaires de 40 nationalités différentes de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la

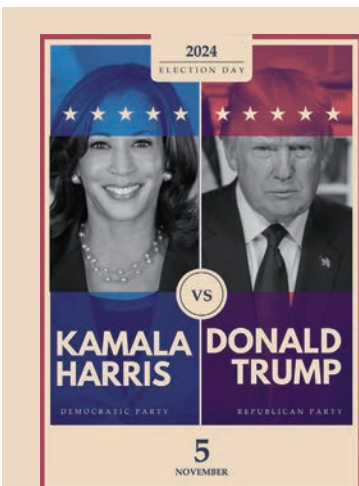
coopération en Europe (OSCE) déployés aux États-Unis pour observer les élections présidentielles.

Il s'agissait de la plus importante délégation de parlementaires de ce type jamais engagée par l'OSCE depuis le lancement des missions d'observation en 1993.

Selon les mots de la Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, Mme Pia Kauma, « lorsqu'une élection est serrée, il est important d'avoir le niveau de transparence le plus élevé possible afin que les citoyens puissent avoir confiance dans les résultats ».

Les observateurs ont effectué leur mission selon les engagements pris par les pays membres dans le document de Copenhague de 1990.

Ils se sont intéressés particulièrement à l'environnement électoral, au respect du cadre légal, à l'administration des élections, aux nouvelles technologies employées pour le vote, aux défis liés au redécoupage électoral, aux procédures le jour de l'élection et à la couverture médiatique.



De gauche à droite : M. Gilles Baum, Mme Alexandra Schoos, MM. Emile Eicher, Gusty Graas et Claude Haagen

« Le Luxembourg assume la présidence du Conseil de l'Europe à un moment crucial »

Le Secrétaire général nouvellement élu du Conseil de l'Europe, M. Alain Berset, a été reçu le 24 octobre 2024 à la Chambre des Députés. Cette visite de travail s'inscrit dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, qui débutera à la mi-novembre pour une durée de six mois.

« En cette année marquant le 75^e anniversaire du Conseil de l'Europe, les défis ne manquent pas. Le travail du Conseil devient de plus en plus indispensable », a souligné M. Claude Wiseler lors de l'échange de vues avec M. Berset.

Ce dernier a ajouté que « c'est dans les moments difficiles que les institutions peuvent appliquer les leçons tirées des périodes plus tranquilles ». Il a également insisté sur le fait que la « présidence luxembourgeoise a lieu à un moment crucial pour le continent européen ».

En plus des trois priorités du Gouvernement luxembourgeois (la défense de l'État de droit, le vivre-ensemble et l'inclusion, la culture), auxquelles, selon M. Wiseler, « le soutien de la Chambre est acquis », il faut également prendre en compte la guerre en Ukraine ainsi que les défis posés par l'intelligence artificielle.

Une lutte renforcée contre l'impunité et un cadre pour l'intelligence artificielle

En ce qui concerne la guerre en Ukraine, M. Berset a mis en avant les avancées réalisées grâce aux 46 États membres du Conseil de l'Europe et à la Cour des droits de l'homme, soulignant que des progrès significatifs ont été accomplis dans la lutte contre l'impunité. La présidence luxembourgeoise sera déterminante pour lancer la prochaine étape : la mise en place d'un mécanisme de compensation et de demandes d'indemnisation.

Quant aux défis liés à l'intelligence artificielle, M. Berset a rappelé l'adoption récente de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle, le premier instrument international juridi-



De gauche à droite : MM. Paul Galles et Gusty Graas, députés, M. Alain Berset, Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, Mme Alexandra Schoos, députée

quement contraignant dans ce domaine. Il s'est réjoui que la Chambre des Députés ait récemment adopté une charte sur l'intelligence artificielle. Il a encore exprimé l'espoir que le Luxembourg pourra, pendant sa présidence, favoriser la ratification de la Convention-cadre par les États membres.

Renforcer la visibilité du Conseil de l'Europe

Le manque de visibilité de l'institution du Conseil de l'Europe a également été un point soulevé par les membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire. Le Secrétaire général a fait savoir qu'il souhaitait en faire l'une des priorités de son mandat. Selon lui, la meilleure manière de renforcer la visibilité de cette institution est de

garantir l'application rigoureuse de la Convention européenne des droits de l'homme et des décisions de la Cour dans les 46 États membres. Il a également appelé à une meilleure visibilité du Conseil de l'Europe auprès des chefs d'État et de gouvernement.

Enfin, les membres de la délégation luxembourgeoise ont demandé des précisions sur l'avancée du processus d'adhésion du Kosovo à l'Assemblée parlementaire. M. Berset a fait part de son désir d'établir une feuille de route claire pour l'intégration du Kosovo au sein de la famille du Conseil de l'Europe, tout en déplorant le manque de progrès au sein du Conseil des Ministres des États membres sur ce dossier.



Mme Mandy Minella

Conférence de l'APCE et du Parlement hellénique à Athènes

« Promouvoir la sécurité, l'intégrité, l'égalité et l'inclusion dans le sport »

Mme la Députée Mandy Minella a participé à la conférence « Promouvoir la sécurité, l'intégrité, l'égalité et l'inclusion dans le sport » qui s'est tenue les 4 et 5 novembre 2024 à Athènes.

La conférence, qui a été organisée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et le Parlement hellénique, a permis aux participants

d'échanger des idées sur la prévention de la violence et des abus, la lutte contre le dopage, le trucage de matchs et les paris illégaux, ainsi que sur l'inclusion et l'égalité dans le sport.

À cette occasion, l'APCE a annoncé la création de la nouvelle « Alliance parlementaire pour la bonne gouvernance et l'intégrité dans le sport ».

Réunion de la Commission des droits des femmes dans les pays euro-méditerranéens de l'AP-UpM

Amélioration de l'accès des femmes aux disciplines et professions des STIM



La députée Mme Simone Beissel (1^{re} rangée, 5^e à gauche) a pris part à la réunion de la Commission des droits des femmes dans les pays euro-méditerranéens.

La Commission des droits des femmes dans les pays euro-méditerranéens de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) s'est réunie à Rome les 28 et 29 octobre 2024, sur invitation du Sénat italien. Mme Simone Beissel, représentant le Parlement luxembourgeois, a participé à cette rencontre.

L'ordre du jour a porté sur l'amélioration de l'accès des femmes aux disciplines et professions des STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) de part et d'autre de la Méditerranée. Les parlementaires ont débattu des moyens d'encourager l'éducation et la formation des femmes et des filles dans ces domaines, ainsi que de leur intégration dans le marché du travail scientifique et technologique. Un accent particulier a été mis sur l'identification des obstacles majeurs, notamment la discrimination et les stéréotypes de genre, qui freinent la pleine participation et la réussite des femmes dans les STIM.

La réunion a permis de partager des stratégies et de réfléchir à des actions concrètes pour promouvoir l'égalité des genres dans ces disciplines et renforcer ainsi le rôle des femmes dans le développement scientifique et technologique de la région euro-méditerranéenne.

Conférence de l'Assemblée interparlementaire Benelux à Ostende

Coopération renforcée pour les défis climatiques et énergétiques

L'Assemblée interparlementaire Benelux (Parlement Benelux) a tenu, le 25 octobre 2024, une deuxième conférence à Ostende axée sur les enjeux énergétiques et climatiques dans le Benelux.

Cet événement, organisé avec le soutien de la mairie d'Ostende, a réuni décideurs politiques, experts et parlementaires des pays du Benelux pour aborder les défis de la transition énergétique, des projets innovants et de la sécurité en matière d'infrastructures. Présidée par M. Pim Van Ballekom, Président du Parlement Benelux, la conférence a accueilli des interventions de spécialistes régionaux et de partenaires internationaux, renforçant l'engagement des pays du Benelux dans une démarche collaborative pour une transition énergétique durable et sécurisée.

Axes prioritaires : transition énergétique, innovation et sécurité des infrastructures

Au cours des échanges, trois priorités se sont dégagées : la transition énergétique, l'innovation technologique et la protection des infrastructures critiques, en particulier en mer du Nord. La conférence a souligné l'importance de la mer du Nord pour la transition énergétique, grâce à son potentiel en énergie éolienne offshore. De nombreux intervenants, dont la Ministre belge de l'Énergie, Mme Tinne van der Straeten, ont insisté sur l'accélération du développement des parcs éoliens comme un pilier indispensable pour atteindre les objectifs climatiques et renforcer la souveraineté énergétique européenne. Le projet de l'île énergétique Princesse Elisabeth au



De gauche à droite : Mme Barbara Agostino, Mme Francine Cloeser et M. Emile Eicher, membres luxembourgeois du Parlement Benelux ; M. Robert Graglia (Creos)

large d'Ostende, première infrastructure de ce type au monde, a été cité en exemple, symbolisant l'innovation ambitieuse de cette région.

Sécurité renforcée des infrastructures critiques

La sécurité des infrastructures a été abordée avec gravité, notamment face aux menaces récentes qui

présent sur les installations en mer du Nord, telles que les risques de sabotage de câbles sous-marins et les cyberattaques. Les participants ont insisté sur la nécessité de renforcer les mesures de surveillance et de protection en déployant des projets innovants qui augmentent la résilience de ces installations stratégiques. M. Gildas Prêcheur, Directeur adjoint et Chef

de cabinet du centre d'excellence de l'OTAN en sécurité énergétique, a souligné que cette sécurisation est cruciale pour garantir la continuité énergétique face aux défis actuels.

Les participants ont aussi rappelé l'importance de la mobilisation des communautés locales dans la transition énergétique, évoquant la sensibilisation et la participation citoyenne dans l'adoption des nouvelles infrastructures. Les échanges ont mis en lumière les meilleures pratiques en matière de transition énergétique, avec des exemples émanant de l'Assemblée baltique, du Conseil nordique et de l'Assemblée parlementaire britannique-irlandaise.

Perspectives et actions futures

À l'issue de la conférence, un engagement renouvelé a été pris pour poursuivre les efforts de coopération régionale et transfrontalière dans le Benelux, dans le cadre d'une transition énergétique plus résiliente et inclusive. La députée luxembourgeoise Mme Barbara Agostino, rapportrice et présidente de la commission de l'économie, l'énergie et de l'agriculture du Parlement Benelux, a précisé que sa commission, en collaboration avec celle chargée de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du climat, étudiera la possibilité d'élaborer une recommandation et d'assurer le suivi des actions et des avancées réalisées.

Cet événement a offert un échange riche de perspectives et de pratiques, témoignant d'une vision commune d'une transition écologique intégrée et sécurisée, fondée sur la solidarité et la coopération entre les pays du Benelux.

La Chambre des Députés était représentée par M. Emile Eicher, Président de la délégation, Mme Francine Closener, membre du Bureau du Benelux, et Mme Barbara Agostino, présidente de la commission de l'économie, de l'énergie et de l'agriculture du Parlement Benelux.

72^e Conférence des organes parlementaires spécialisés dans les affaires communautaires à Budapest
Critiques à l'égard de la présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne



De gauche à droite : MM. Tom Weidig, Gusty Graas et Franz Fayot

La Conférence des organes parlementaires spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) a rassemblé des délégations des commissions des affaires européennes des Parlements nationaux et une délégation du Parlement européen du 27 au 29 octobre 2024 au Parlement hongrois à Budapest sous la présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne (ci-après « Conseil de l'UE »).

La délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC était composée de M. Gusty Graas, Président de la délégation, M. Franz Fayot et M. Tom Weidig.

Ensemble avec les autres parlementaires présents, ils ont débattu du programme et des résultats de la

présidence hongroise du Conseil de l'UE lors de la première session de la conférence. Le débat était assez animé, étant donné que de nombreux parlementaires ont critiqué la politique extérieure de la Hongrie dans le contexte de sa présidence du Conseil de l'Union européenne car elle ne reflète guère la position de l'Union européenne (UE). Les blocages provoqués par les autorités hongroises au niveau communautaire ont également fait l'objet d'un grand nombre de critiques.

De plus, un appel à un soutien accru à l'Ukraine pendant le temps restant de la présidence hongroise s'est répandu dans la salle plénière du Parlement hongrois. M. Gusty Graas, Président de la délégation de la COSAC et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, a saisi l'occasion pour rappeler la nécessité d'un soutien actif à l'Ukraine et d'une condamnation ferme des actions menées par la Russie.

La deuxième session de cette édition de la COSAC a été consacrée à l'état de l'UE en cette année marquée par une transition institutionnelle, qui célèbre les 15 ans de l'application du traité de Lisbonne. Cette session a notamment relevé l'importance de l'implication des Parlements nationaux dans la prise de décision au niveau européen. La discussion a également révélé que les parlementaires nationaux souhaitent un dialogue renforcé avec les institutions européennes, mais aussi des solutions davantage adaptées à la réalité de la vie parlementaire nationale.

Le deuxième jour de la conférence s'est ouvert avec une troisième session, consacrée aux tendances

démographiques européennes et aux réponses apportées à celles-ci aux niveaux national et européen. Les discussions se sont concentrées sur la chute des taux de natalité et le passage d'une société de vieillissement à une société de longévité. Les parlementaires ont mis en avant l'urgence de mesures pour renforcer la croissance économique et la compétitivité de l'UE.

M. Tom Weidig a pris la parole pour souligner l'importance d'un changement de mentalité au sein de notre société, pour que le rôle crucial de parents devienne davantage désirable et prestigieux. Il a également exprimé sa gratitude et son respect envers celles et ceux qui s'engagent déjà dans cette mission. M. Franz Fayot a à son tour proposé de remédier à la tendance démographique négative à laquelle l'Europe est confrontée en misant sur un meilleur travail d'accueil et d'intégration des migrants dans les pays membres de l'UE, et de considérer l'immigration comme une opportunité plutôt que de la percevoir comme une crise.

La quatrième session était dédiée à la sécurité et à la défense au sein de l'UE. Les parlementaires semblaient être d'accord sur le fait que la guerre d'agression contre l'Ukraine a une fois de plus mis en évidence la nécessité pour l'Europe d'augmenter ses capacités en matière de sécurité et de défense.

De manière plus générale, le changement de l'ordre international ainsi que les efforts requis pour éviter une escalade des nombreux conflits qui existent actuellement à travers le monde entier ont également fait l'objet d'échanges entre les parlementaires.

„Defence Technology and Innovation Day“

D'Lëtzebuurger Industrie dobäi ënnerstëtzen, Zougang zum europäesche Verdeedegungsmaart ze kréien, dat war d'Zil vun der éischter Editioun vum „Defence Technology and Innovation Day“ de 4. November 2024 um Belval. D'Chamber war op dësem Event vu Luxinnovation duerch den Här Deputéierten Tom Weidig, Member vun der Verdeedegungskommissioun, vertrueden.

Den Här Tom Weidig huet um „Defence Technology and Innovation Day“ deelgeholl.



À Riga, les parlementaires appellent à un soutien continu à l'Ukraine



De gauche à droite : M. Ruslan Stefanchuk, Président du Parlement ukrainien, M. Laurent Zeimet, représentant de la Chambre, Mme Daiga Mieriņa, Présidente du Parlement letton

« Le Luxembourg ne cédera pas. Nous continuerons à soutenir l'Ukraine. » Tel fut le message principal de M. Laurent Zeimet, représentant du Parlement luxembourgeois au troisième Sommet parlementaire de la Plateforme internationale pour la Crimée les 23 et 24 octobre 2024 à Riga.

Lors de son intervention, le Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région a réitéré l'engagement du Luxembourg en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Un engagement enraciné dans l'histoire du Luxembourg

M. Zeimet a rappelé les épreuves historiques que le Luxembourg a surmontées, notamment l'occupation

du pays par les nazis à laquelle, il y a 80 ans, la libération du pays par les troupes alliées avait mis un terme. Ces événements, selon lui, nourrissent la détermination du Luxembourg à se tenir aux côtés des Ukrainiens dans leur lutte pour la liberté et la démocratie.

Face à une éventuelle lassitude de la guerre, un message de fermeté

Le député luxembourgeois a également adressé un message fort face à une éventuelle fatigue de la guerre : « Le Luxembourg, tout comme ses partenaires européens, ne cédera pas. En l'honneur de ceux qui, il y a 80 ans, ont traversé l'Atlantique pour défendre la liberté en Europe, nous ne baisserons pas les bras. » Il a mis en garde que la guerre en Ukraine ne concernait pas seulement l'Ukraine, mais

l'ensemble de l'Europe et ses valeurs fondamentales. « Nous ne pouvons pas accepter, et nous n'accepterons pas, que l'agression et la brutalité déterminent notre avenir », a-t-il ajouté.

Déclaration commune concernant la restauration de l'intégrité de l'Ukraine

En marge du Sommet parlementaire, une autre conférence s'est tenue sur l'implémentation de la Charte des Nations Unies et la restauration de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de l'ordre mondial. Le Président de la commission chargée des affaires étrangères et européennes, M. Gusti Graas, y a participé en ligne.

Au cours de son intervention, M. Graas a notamment affirmé que « la Chambre des Députés du Luxembourg soutiendra toujours l'Ukraine sur son chemin vers la victoire et continue à condamner l'annexion illégale de la Crimée et l'invasion de l'Ukraine par les forces russes ».

Le Sommet parlementaire de la Plateforme pour la Crimée

Le troisième Sommet parlementaire de la Plateforme pour la Crimée avait été organisé par le Parlement letton en étroite collaboration avec la Verkhovna Rada, le Parlement ukrainien. Des délégations d'une cinquantaine de pays du monde y ont participé.

Cette Plateforme internationale pour la Crimée a été créée en 2021 comme un cadre de coordination et de consultation au niveau des États et des gouvernements, des parlements, des ministres des affaires étrangères et des experts. Elle a été mise en place en vue de sensibiliser les dirigeants mondiaux et la communauté internationale à l'occupation et l'annexion illégales de la Crimée par la Russie, à l'impact négatif de cette invasion sur les droits fondamentaux de la population locale, à la sécurité dans la région de la mer Noire, à la sécurité alimentaire mondiale et à l'ordre mondial fondé sur des règles.

Deuxième Forum interparlementaire des délégations de l'Europe du Sud-Est de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Podgorica

Coopération régionale pour le secteur touristique

Les 19 et 20 septembre 2024, le Parlement de la République du Monténégro a accueilli le deuxième Forum interparlementaire à Podgorica et Budva.

Ce forum a réuni des parlementaires de toute la région pour discuter de coopération et de développement.

La Chambre des Députés du Luxembourg a montré son engagement en faveur du renforcement de la coopération parlementaire en Europe du Sud-Est à travers l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

Cet engagement s'est concrétisé par une contribution financière significative, s'étendant sur les prochaines années.

Les députés Gilles Baum et Claude Haagen ont représenté le Luxembourg en tant qu'observateurs, ce qui souligne l'importance accordée par le pays à cette initiative régionale.

Le thème central du forum, « Coopération régionale pour le secteur touristique », a orienté les discussions vers des enjeux cruciaux pour l'économie de la région.



MM. Gilles Baum et Claude Haagen (à droite)

Visite des jeunes parlementaires de l'AP-OSCE à Stavanger

Innovation énergétique, transition verte et sécurité des infrastructures



Mme Liz Braz (2^e à gauche) a rencontré d'autres jeunes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Stavanger.

Du 4 au 7 septembre 2024, Mme la Députée Liz Braz a participé à une visite du Réseau des jeunes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP-OSCE) à Stavanger en Norvège.

18 parlementaires de 13 pays se sont penchés sur l'innovation énergétique, la transition verte et la sécurité des infrastructures.

Les participants ont rencontré des acteurs locaux clés et visité des sites énergétiques. Les discussions ont porté sur les défis actuels, notamment la situation en Ukraine, et l'importance de la participation des jeunes aux décisions concernant la sécurité énergétique et environnementale. Cette visite s'inscrit dans la continuité des efforts de l'OSCE pour impliquer la jeunesse dans les processus décisionnels internationaux.

Recherche scientifique au Parlement

Les députés peuvent-ils agir lorsque le fondement factuel d'une loi leur semble erroné ?

La présente note scientifique a pour point de départ une série de questions posées dans le contexte de la loi de financement « Bascharage » de 2018 par la députée requérante.

L'objectif de cette note n'est toutefois pas d'examiner les données au fondement de cette loi ou même d'évaluer cette loi, en particulier. Différemment, il s'agit de fournir une analyse plus générale, d'une part, des moyens de contrôle dont disposent les députés en cas de doute quant à la véracité de données factuelles au fondement d'un projet de loi et, d'autre part, des règles éthiques et déontologiques auxquelles ils sont soumis.

Il ressort qu'au Luxembourg, aucune règle ne prévoit que les textes législatifs sont adoptés sur la base de données vérifiées et aucune conséquence juridique ne peut être envisagée si l'adoption d'une loi a été précédée de débats parlementaires dont le fondement semble erroné.

À l'étranger, bien que des moyens de contrôle existent également pour permettre aux parlementaires de s'informer sur les données employées à l'occasion de l'élaboration législative, le fait qu'une loi soit adoptée sur la base d'informations erronées n'a, comme au Luxembourg, aucun effet juridique sur le texte, qui peut simplement être remis en cause politiquement.

En ce qui concerne le cadre éthique et déontologique, le système luxembourgeois ne prévoit pas de règle susceptible de garantir la véracité des

données factuelles au fondement d'une loi. Ainsi, le Code de déontologie des membres du Gouvernement ne les contraint pas explicitement à fournir des informations dont la véracité et le bien-fondé sont vérifiés. En ce qui le concerne, le Code de conduite des députés ne contient aucune recommandation permettant aux députés de s'assurer que le fondement factuel d'une loi est vérifié et non erroné.

Parmi les systèmes étrangers étudiés où les membres du Gouvernement sont soumis à un cadre éthique et déontologique, aucun ne les contraint non plus explicitement à apporter aux parlementaires des informations vérifiées et non erronées. Par ailleurs, les règles de conduite à destination des parlementaires ne leur recommandent presque jamais de s'assurer que le fondement factuel d'une loi n'est pas erroné.

Finalement, à l'étranger, rares sont les codes recommandant aux parlementaires de prendre leurs décisions en se fondant sur des faits vérifiés et des informations exactes afin d'aboutir à l'interprétation la plus juste possible.

L'analyse comparative montre qu'en définitive, les États reconnaissant explicitement aux parlementaires des moyens d'agir face au fondement factuel potentiellement erroné d'une loi sont particulièrement rares. Les règles de conduite à destination des parlementaires ne précisent pas que leurs décisions doivent être fondées sur des

informations vérifiées, sauf en Autriche, en Pologne et en Lettonie, où ces dispositions restent toutefois assez générales.

Le Luxembourg ne constitue donc pas, loin s'en faut, une exception en la matière. En effet, le système luxembourgeois comme les systèmes étrangers ne prévoient pas de cadre juridique permettant de s'assurer que les textes législatifs ont été adoptés sur la base de données vérifiées. Si une loi est adoptée sur la base d'un fondement factuel qui semble erroné, les députés luxembourgeois comme leurs homologues étrangers peuvent uniquement faire jouer la responsabilité des membres du Gouvernement sur un plan politique, par exemple en leur posant des questions ou encore en déposant une motion de censure.

Résumé de la note de recherche scientifique de B. Ridard et R. El Herfi, « Les députés peuvent-ils agir lorsque le fondement factuel d'une loi leur semble erroné ? », Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 8 octobre 2024.

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Charles Delogne, Ambassadeur du Royaume de Belgique



... S. E. M. Young-Hee Chun, Ambassadeur de la République de Corée



... S. E. Mme Catharina Elisabeth Francina Lobbezoo, Ambassadrice du Royaume des Pays-Bas



... S. E. M. Carmine Robustelli, Ambassadeur de la République italienne

L'Administration parlementaire recrute :

- un chercheur spécialisé en sciences juridiques (m/f/d)
pour les besoins de la cellule scientifique du service secrétariat général, archives et recherche scientifique
poste à pourvoir sous le statut de salarié de droit privé appartenant au groupe de traitement A1

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



Prolongement des aides financières « Klimabonus Wunnen »

8405 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement. Les modifications proposées ont pour but de favoriser et d'accélérer les travaux de rénovation énergétique, ainsi que la transition énergétique des ménages vers les énergies renouvelables.

Le projet de loi prévoit ainsi de prolonger les aides financières Klimabonus Wunnen. Il vise à prolonger de 18 mois l'augmentation du « bonus de remplacement » de 30 % à 50 % pour le remplacement de chaudières alimentées au combustible fossile ou de systèmes de chauffage électrique par des solutions plus écoénergétiques. De plus, un supplément de 25 % sera accordé pour les projets d'assainissement énergétique durable. Enfin, il est également proposé de ne pas prolonger, au-delà d'une période de transition de trois mois (de juillet à septembre 2024), le supplément de 25 % sur les aides financières pour les installations solaires photovoltaïques en autoconsommation ou dans le cadre d'une communauté

énergétique. L'aide financière sera ainsi réduite à 50 % des coûts effectifs pour les installations commandées à partir du 1^{er} octobre 2024.

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 28/06/2024

Rapporteur : M. Paul Galles

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (Président : M. Paul Galles) :

08/07/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

25/09/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État

16/10/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/10/2024

42^e séance

mardi 22 octobre 2024

Sommaire

- | | | | |
|---|-------|-------|--|
| 1. Ouverture de la séance publique | p. 12 | | |
| M. Claude Wiseler, Président | | | |
| 2. Ordre du jour | p. 12 | | |
| M. Claude Wiseler, Président | | | |
| 3. Communications | p. 12 | | |
| M. Claude Wiseler, Président | | | |
| 4. Hommage à la mémoire de M. François Colling, député honoraire | p. 13 | | |
| M. Claude Wiseler, Président | | | |
| 5. Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard | p. 14 | | |
| Exposé : Mme Djuna Bernard | | | |
| 6. Dépôt d'une motion par M. Dan Hardy | p. 14 | | |
| Exposé : M. Dan Hardy | | | |
| 7. Heure de questions au Gouvernement | p. 14 | | |
| Question n° 122 du 22 octobre 2024 de M. Charel Weiler relative au renforcement du dialogue social, adressée à M. le Ministre du Travail | p. 14 | | |
| M. Charel Weiler M. Georges Mischo, Ministre du Travail | | | |
| Question n° 123 du 21 octobre 2024 de Mme Taina Bofferding relative aux pratiques misogynes dans le sport ainsi que leurs causes et conséquences, adressée à M. le Ministre des Sports | | | |
| Question n° 130 du 22 octobre 2024 de M. Marc Goergen relative à la position du Ministre des Sports envers la nomination d'un sportif condamné pour coups et blessures, adressée à M. le Ministre des Sports | p. 15 | | |
| Mme Taina Bofferding M. Marc Goergen M. Georges Mischo, Ministre des Sports (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) Mme Taina Bofferding | | | |
| Question n° 124 du 22 octobre 2024 de M. Gusty Graas relative aux contrôles frontaliers entre le Luxembourg et la France à partir du 1^{er} novembre, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | | | |
| Question écrite n° 1404 du 10 juillet 2024 de Mme Sam Tanson et de M. Meris Sehovic relative aux contrôles frontaliers entre le Luxembourg et la France à partir du 1^{er} novembre, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures et à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | p. 16 | | |
| M. Gusty Graas M. Meris Sehovic M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de M. Meris Sehovic) | | | |
| Question n° 125 du 22 octobre 2024 de M. Fred Keup relative à l'importance de la langue luxembourgeoise au niveau européen, adressée à M. le Premier ministre | | | |
| Question n° 126 du 22 octobre 2024 de Mme Mandy Minella relative à la promotion de la langue luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de la Culture | | p. 16 | |
| M. Fred Keup Mme Mandy Minella M. Luc Frieden, Premier ministre M. Eric Thill, Ministre de la Culture | | | |
| Question n° 127 du 22 octobre 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative au boycott des entreprises luxembourgeoises pour la vente de produits israéliens, adressée à M. le Premier ministre | | p. 17 | |
| Mme Nathalie Morgenthaler M. Luc Frieden, Premier ministre | | | |
| Question n° 128 du 22 octobre 2024 de Mme Joëlle Welfring relative à la nouvelle structure tarifaire sur le marché de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | | p. 18 | |
| Mme Joëlle Welfring | | | |
| 8. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring | | p. 18 | |
| Exposé : Mme Joëlle Welfring | | | |
| 9. Heure de questions au Gouvernement (suite) | | p. 18 | |
| Question n° 128 du 22 octobre 2024 de Mme Joëlle Welfring relative à la nouvelle structure tarifaire sur le marché de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (suite) | | p. 18 | |
| M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | | | |
| Question n° 129 du 22 octobre 2024 de M. André Bauler relative au plafond des revenus professionnels qui peuvent être touchés par les personnes bénéficiant d'une pension de vieillesse anticipée entre l'âge de 57 et de 65 ans, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | | p. 19 | |
| M. André Bauler Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | | | |
| Question n° 131 du 22 octobre 2024 de M. Maurice Bauer relative aux autorisations de séjour accordées en matière d'asile et d'immigration, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | | p. 19 | |
| M. Maurice Bauer M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | | | |
| Question n° 132 du 22 octobre 2024 de M. David Wagner relative à l'intention annoncée de la société Google d'investir dans le développement de l'énergie nucléaire, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | | p. 20 | |
| M. David Wagner M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | | | |

Question n° 133 du 21 octobre 2024 de M. Dan Biancalana relative aux mesures du Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme, adressée à M. le Premier ministre

M. Dan Biancalana | M. Luc Frieden, Premier ministre

p. 20
10. Question élargie n° 19 de M. Marc Goergen relative à l'égalité des genres dans le cadre du logement

M. Marc Goergen | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Marc Goergen | M. le Ministre Claude Meisch

p. 20
11. 8405 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité : M. Paul Galles

p. 22

Discussion générale : M. Paul Galles | M. Luc Emeryng | M. Franz Fayot | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen (dépôt des motions 1 à 3) | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Ben Polidori (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8405 et dispense du second vote constitutionnel

Motions : M. Gilles Baum

12. Ordre du jour (suite)

M. Claude Wiseler, Président

p. 27
13. Motion de Mme Djuna Bernard relative au rôle des syndicats lors de la négociation de conventions collectives

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Georges Engel | M. Marc Baum | Mme Djuna Bernard | M. Gilles Baum | Mme Djuna Bernard

Vote sur la motion modifiée (rejetée)

p. 27
14. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à la nouvelle structure tarifaire sur le marché de l'électricité

Exposé : Mme Joëlle Welfring

Discussion générale : Mme Carole Hartmann | M. Franz Fayot | M. Marc Goergen | M. David Wagner | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion (rejetée)

p. 28
15. Interpellation de Mme Alexandra Schoos relative à l'amélioration de la santé publique

Exposé : Mme Alexandra Schoos (dépôt des motions 1 à 3)

Débat : Mme Françoise Kemp | M. Gérard Schockmel | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Marc Baum, Mme Alexandra Schoos, M. Gilles Baum et Mme Sam Tanson) (dépôt de la motion 4) | Mme Djuna

p. 29

Bernard (dépôt de la motion 5) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Motion 1 : Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Gérard Schockmel | M. Mars Di Bartolomeo | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : Mme Alexandra Schoos | M. Gérard Schockmel | Mme Françoise Kemp | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Alexandra Schoos

Vote sur la motion 2 (rejetée) (intervention de M. Marc Goergen)

Motion 3 : Mme Alexandra Schoos | Mme Françoise Kemp | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 4 : M. Mars Di Bartolomeo | Mme Françoise Kemp (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Vote sur la motion 4 (rejetée)

Motion 5 : Mme Djuna Bernard | Mme Françoise Kemp | Mme Alexandra Schoos | Mme Taina Bofferding | Mme Carole Hartmann | Mme Djuna Bernard

Vote sur la motion 5 modifiée (adoptée)

16. Résolution de Mme Djuna Bernard relative à l'instauration d'un Conseil citoyen « Pensionsreform »
p. 44

Exposé : Mme Djuna Bernard

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | M. Marc Goergen | M. David Wagner | Mme Djuna Bernard | M. Gilles Baum (intervention de Mme Sam Tanson)

Vote sur la résolution (rejetée)

17. 8405 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (suite)
p. 46

Motions 1 à 3 : Mme Carole Hartmann | M. Franz Fayot | Mme Joëlle Welfring | Mme Carole Hartmann | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitouenen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 22 octobre 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8447 – Proposition de loi concernant la gouvernance financière d'organisations et fondations gérant des deniers publics et modifiant :

– la loi du 7 août 2023 sur les associations et fondations ;

– la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales

Dépôt : M. Franz Fayot, Député, le 10/10/2024

8448 – Projet de loi relatif à la construction du nouveau Tramsschapp Cloche d'Or et son raccordement au réseau existant

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 16/10/2024

8449 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, portant modification de la loi du 23 août 2023 sur les forêts et portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 16/10/2024

8450 – Projet de loi relative au reclassement du militaire de carrière du groupe de traitement C1 au groupe de traitement B1

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense, le 21/10/2024

8451 – Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg, le 25 juin 2024, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de

Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Chisinau, le 11 juillet 2007

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 21/10/2024

8452 – Projet de loi portant reclassement de certains membres du cadre policier de la Police grand-ducale et de l'Inspection générale de la Police au groupe de traitement B1

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 21/10/2024

3) Le projet suivant a été retiré du rôle des affaires :

8308 – Projet de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 13/09/2023

Retrait du rôle des affaires : 16/10/2024

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3387 – Demande de pétition publique : Extension des mesures de la loi du 22 mai 2024 visant à revitaliser le marché du logement

Dépôt : M. Filipe António da Silva, le 10/10/2024

3388 – Demande de pétition publique : Maintien du Token en 2025

Dépôt : M. Guido Raman, le 12/10/2024

3389 – Demande de pétition publique : Anerkennung von Hausschweinen als Haustiere und therapeutische Begleittiere im Großherzogtum Luxemburg

Dépôt : M. Yann Pellé, le 13/10/2024

3390 – Demande de pétition publique : [FR] Augmenter la limite des chèques-repas utilisés par jour (minimum 10/ jour) / [DE] Erhöhung der täglich genutzten Essensgutscheine (mindestens 10/Tag) / [EN] Increase daily meal vouchers used (at least 10/day) / [PT] Aumento do vale de refeição utilizado diariamente (pelo menos 10/dia)

Dépôt : M. Gonçalo Nuno Mendes Reis De Simoes Mouta, le 13/10/2024

3391 – Demande de pétition publique : Instaurer un barème de l'indexation des salaires pour les hauts revenus (supérieurs à deux fois le salaire moyen) afin d'éviter d'accentuer les inégalités salariales. / L'indexation automatique est un mécanisme conçu pour protéger les travailleurs contre l'inflation. Cependant, ce système profite de manière disproportionnée à ceux qui gagnent déjà des salaires très élevés

Dépôt : Mme Elisa Urbain, le 14/10/2024

3392 – Demande de pétition publique : La digitalisation des formulaires scolaires et leur intégration à MyGuichet

Dépôt : Mme Sara Patri, le 14/10/2024

3393 – Demande de pétition publique : Für ein sauberes und gesünderes Luxemburg: Rauchverbot in öffentlichen Räumen

Dépôt : M. Romain Braun, le 14/10/2024

3394 – Demande de pétition publique : Elektroautos sollen abgeschafft werden

Dépôt : M. Ricky Speidel, le 14/10/2024

3395 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant la reconnaissance des maladies professionnelles et les procédures prolongées associées

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 14/10/2024

3396 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant les divergences d'opinions entre les médecins

spécialistes et les médecins experts et contrôleurs des institutions de santé

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 14/10/2024

3397 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant l'appel de la décision de la commission médicale

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 14/10/2024

3398 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun fir eng ëmfaassend Botz vun dem Quartier Gare zu Lëtzebuerg

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 15/10/2024

3399 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant l'autorisation pour la police d'intervenir sur des terrains privés en matière de stationnement des véhicules et de leur enlèvement

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 15/10/2024

3400 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'imposition de sanctions très sévères à l'encontre des propriétaires de chiens ne tenant pas leurs animaux en laisse dans les lieux publics, y compris les forêts et les parcs non privés

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 15/10/2024

3401 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'imposition de fortes amendes contre les personnes qui crachent sur les trottoirs et jettent des mégots de cigarettes dans la rue

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 15/10/2024

3402 – Demande de pétition publique : Justice pour la Palestine : Stop au financement des armes / Justice for Palestine: Stop funding arms

Dépôt : Mme Elena D'Alessio, le 15/10/2024

3403 – Demande de pétition publique : Entkriminalisierere von Drogen

Dépôt : M. Joë Schmit, le 15/10/2024

3404 – Demande de pétition publique : Interdiction de l'application TikTok au Luxembourg

Dépôt : M. Ricardo Ribeiro, le 16/10/2024

3405 – Demande de pétition ordinaire : Pétition en matière de responsabilité civile auto en cas de sinistre extraterritorial

Dépôt : M. Michel Bastin, le 16/10/2024

3406 – Demande de pétition publique : Lëtzebuergesch als eng europäesch Sprooch unerkenne loossen

Dépôt : M. Luc Martiny, le 17/10/2024

3407 – Demande de pétition publique : Création de voies exclusives au covoiturage et bus en horaires de pointe

Dépôt : M. Rafael Crespo Vargas, le 17/10/2024

3408 – Demande de pétition publique : Payer les stages des aides-soignantes

Dépôt : Mme Nelly Dias Da Silva, le 18/10/2024

3409 – Demande de pétition publique : Mettre fin à l'impunité des violences sexuelles, sexistes, physiques, psychologiques et à la victimisation secondaire grâce à la proposition de loi de La Voix des Survivant(e)s

Dépôt : Mme Ana Pinto, le 19/10/2024

3410 – Demande de pétition publique : Abolition des devoirs à domicile obligatoires

Dépôt : M. Nicolas Junior Friden, le 20/10/2024

3411 – Demande de pétition publique : Une pétition pour que les loyers pour maisons et appartements soient adaptés au salaire minimum

Dépôt : M. Manuel Valle, le 21/10/2024

3412 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la réglementation des frais de gérance et la limitation des travaux non urgents dans les immeubles au Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz et M. Jean-Claude Schwartz, le 20/10/2024

3413 – Demande de pétition publique : Kennzeichnung der Maximalgeschwindigkeit auf Radarsäulen

Dépôt : M. Gilles Krantz, le 21/10/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Hommage à la mémoire de M. François Colling, député honoraire

Dëse Weekend krute mir d'Nouvelle vum Doud vum Éierendeputéierte François Colling. Hien ass am Alter vu 84 Joer gestuerwen. Den CSV-Süddeputéierte war 16 Joer laang an der Chamber, oni Ennerbriechung, vun 1979 bis 1995.

De geléierten Elektroingenieur huet sech an de 70er-Joren an der CSV engagéiert, deemools virun allem fir ze hëllefen, de Projet Atomzentral Rëmerschen ze kippen.

1979 ass hien eng éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn. Zwee Joer méi spéit war hie Budgetsrapporteur. An där Fonctioun huet hien heiansdo esou kritesch Téin vu sech ginn, datt esouguer d'Oppositioun gestaunt huet.

1985 ass de François Colling CSV-Fraktionspresident ginn, wat hien eelef Joer bis zu senger Demissioun Enn 1995 bliwwen ass.

Während senger Zäit an der Chamber war hie President vu ville Kommissiounen, dorënner d'Finanz- a Budgets-kommissioun, d'Meediekommissioun, d'Reglements-kommissioun, d'Kommunikationskommissioun an d'Spezialkommissioun „Enseignement supérieur“.

Och international war de François Colling engagéiert, ënner anerem an der Lëtzebuenger Delegatioun beim CPI.

Hie war 14 Joer lokalpolitesch aktiv, fir d'éischt am Gemengerot vun Déifferdeng an duerno am Gemengerot vun Esch.

1996 huet de François Colling der aktiver Politick de Réck gedréit an eng nei Erausforderung fonnt als Lëtzebuenger Verrieder beim Europäesche Rechnungshaff, wou hie bis 2007 war.

De François Colling huet vill Spieren hannerlooss. Hien huet sech ëmmer engagéiert fir en – sou wéi hien dat genannt huet – „Gläichgewicht vum der Muecht“. Hien huet sech derfir agesat, datt d'Roll vum Parlament opgewäert sollt ginn.

Ënner sengem Impuls si verschidden Neierungen agefouert ginn, zum Beispill d'Orientéierungs- an d'Aktualitéitsdebatten, wat d'Initiativrecht vun der Chamber sengerzäit ganz staark gestärkt huet. A senger Zäit an der Chamber ass och d'Reglement fundamental iwwerschaft an och eng nei Budgetsprozedur festgeluecht ginn.

De François Colling huet sech och mat derfir agesat, datt all Fraktioun e Büro an e Sekretariat sollt kréien an d'Deputéiert d'Recht op eng Indemnité de secrétariat an e Congé politiqué hätten.

Hie war en engagéierten an en dynameschen Deputéierten, dee vill Steng an d'Rulle bruecht huet, och wann hien deelweis déi gewinnte Weeër dofir verlooss huet. Mat senger heiansdo méi onkonventioneller an direkter Manéier huet hie plazeweis ugeeeckt, mee dat huet hien net gestéiert. An heiansdo hat ech souguer d'Impressioun, datt en et gâr hat.

De François Colling war eng Perséinlechkeet, déi déi national Politik markéiert huet.

Den 18. Oktober huet hien eis am Alter vu 84 Joer verlooss.

Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken.

Ech géing Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

5. Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard

Éier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech nach zwou Demandé fir Depote vu Motiounen. Déi éischt ass vun der Madamm Djuna Bernard. An d'Madamm Bernard huet d'Wuert.

Exposé

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Lëtzebuerg steet virun der Ëmsetzung vun der Mindestloun-Direktiv vum Kommissär Schmit. 80 % Taux de couverture vu Kollektivverträgg ass d'Virgab vun der EU. Doréms geet et.

An dat, Här President, misst d'gemeinsam Zilsetzung sinn, d'är sech de Lëtzeburger Sozialdialog misst verschreiwen. Mee Pustekuchen!

Säit zwou Woche rumouert et ferm am héichgeprisene Lëtzeburger Sozialmodell. Duerch wien? Ma duerch de Minister selwer, deen net nëmme virun zwou Wochen, mee och à plusieurs reprises d'exklusiv Roll vun de Gewerkschafte fir Negociatioune vun de Kollektivverträgg a Fro stellt respektiv wierklech net dozou bäidréit, fir Liicht a Kloerheet a seng eege widderspréichlech an onkloer Aussoen ze bréngen. Dat Hin- an Hiergerudders an der Kommissioun an a vergaangenen Interviewe steet souguer dem Sportsminister net gutt zu Gesiicht.

Elo ass et awer gottseidank d'Kompetenz vum Legislativ, fir Gesetzer kënnen ze änneren a fir deemno och elo schonn deem onglécklechen Hickhack an der Kommunikatioun en Enn kënnen ze setzen.

Fir eis ass et evident: D'Kollektivvertragspolitik gëtt mat de Gewerkschafte gemaach an d'Roll vun de Gewerkschafte dierf op kee Fall ageschränkt ginn. An Zäiten, wou de soziale Fridden duerch e Minister a Fro gestallt gëtt, ass et eis en Uleies, dést als Chamber ëmsou méi kloerzestellen. Oder fir et mat de Wiederer vun enger grousser Lëtzeburger Dageszeitung ze soen: Loosst eis als Chamber e bësse méi Spautz woen!

Hei ass d'Motioun.

Motion

« relative au rôle des syndicats lors de la négociation de conventions collectives »

La Chambre des Députés,

considérant

– le cadre luxembourgeois des négociations collectives actuellement en vigueur qui prévoit que les syndicats justifiant de représentativité nationale générale ou de la

représentativité sectorielle font partie intégrante de la commission de négociation ;

– l'éclat entre le Ministre du Travail et les représentants syndicaux lors d'une récente réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi,

invite le Gouvernement

– à s'engager à ne pas restreindre le rôle des syndicats justifiant de représentativité nationale générale ou de la représentativité sectorielle dans la négociation et la signature de conventions collectives de travail.

(s.) Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

6. Dépôt d'une motion par M. Dan Hardy

An dann hunn ech nach eng Demande fir den Depot vun enger Motioun, an zwar vum Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Dan Hardy (ADR), auteur | Merci, Här President. Am Numm vun der ADR-Fraktioun wëll ech haut dës Motioun deposéieren. Hei geet et dréms, zousätzlech Moosnamen ze huelen, fir déi laang Delaieren op eise Geriichter ze verkierzen. Esou ass d'Verwaltungsgeriicht mat ëmmer méi Asylaffäre konfrontéiert, wat d'Delaieren zousätzlech verlängert, wat Affären ugeet, déi de Staat an d'Gemeenge betreffen.

Och wann d'Regierung schonn eenzel Gesetzesprojeten op den Instanzeweie bruecht huet, fir der Lenteur judiciaire entgéintzewierken, fuerdert d'ADR iwwert de Wee vun dëser Motioun d'Schafe vun engem separate Geriicht fir Asyl- a Migratiounsfroen.

Ech soen Iech Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– et zanter Joren zu laangen Delaieren op de Geriichter kënn, besonnesch och um Verwaltungsgeriicht, dat ënner anerem wéinst ëmmer méi Asylaffären;

– den Zoustand fir vill Privatleit grouss Onsécherheeten a Käschte mat sech bréngt;

– och Entreprises dat dacks als substantziellen Nodeel gesinn, wann et ëm Lëtzebuerg als eventuellen Investitionsstanduert geet,

ass sech bewusst, datt

– d'Regierung Gesetzesprojeten op den Instanzeweie bruecht huet, fir der sougenannter „lenteur judiciaire“ entgéintzewierken,

fuerdert d'Regierung op,

– zousätzlech Moosnamen ze huelen, wéi zum Beispill d'Schafe vun engem separate Geriicht fir Asyl- a Migratiounsfroen.

(s.) Dan Hardy.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy.

7. Heure de questions au Gouvernement

Da komme mer bei deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minuten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minuten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 122 vum Här Charel Weiler un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Verstärkung vum Sozialdialog. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 122 du 22 octobre 2024 de M. Charel Weiler relative au renforcement du dialogue social, adressée à M. le Ministre du Travail**

M. Charel Weiler (CSV) | Merci, Här President. De Sozialdialog, iwwert deen déi lescht Deeg vill geschwat a geschriwwen ginn ass, spillt an eisem Land eng entscheidend Roll fir den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft ...

Une voix | Très bien!

M. Charel Weiler (CSV) | ... a fir de soziale Fridden. An do ass den oppenen Austausch tëscht de Salariéien, dem Employeur an der Regierung essentiel an huet an deene leschte Joerzénge, muss ee soen, och zu ville soziale Fortschreitter gefouert, sief dat bei der Ofsécherung vun der Aarbechtsplaz, den Aarbechtskonditiounen oder beim faire Loun.

Elo ass et esou, dass an de leschte Wochen eng, soe mer mol, ugespaante Relatioun tëscht dem Aarbechtsministère an de Gewerkschafte entstanen ass. A wann d'Diskussiounen iwwer esou wichteg Theemae wéi Kollektivverträgg hänkebleiwen, ass dat keng gutt Situatioun, an dat fir keen, a scho guet net fir d'Salariéien. Geplangte Reformen oder Gesetzesännerunge kënnen verzögert ginn. Den oppene Sträit kann och Konsequenze fir d'Produktivitéit vun den Entreprises hunn.

Dofir wollt ech folgend Froen un den Här Minister stellen: Kann den Här Minister erklären, wéi hien zum Sozialdialog steet a wéi hie virgesäit, de Sozialdialog erëm unzekerbelen, erëm nei ze beliewen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Dann huet den Här Aarbechtsminister d'Wuert.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat den Här Charel Weiler elo just zum Rôle vum Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg gesot huet, kann ech zu 100 % deelen. An dofir sinn ech och an deene leschten zwou Woche weiderhin net midd ginn, ëmmer nees ze ënnersträchen, wéi wichteg de Sozialdialog mir als Aarbechtsminister, awer och eis als Regierung ass.

An deem Kontext wëll ech dervu profitéieren, fir hei um Riederpult menger positiver Haltung méi speziell géigeniwwer de Gewerkschafte an de Prerogativen, déi si am Kader vun den Negociatiounen an der Ënnerschrëft vun de Kollektivverträgg hunn, nach emol kloer Ausdrock ze ginn.

An de leschten zwou Wochen hunn ech op de verschiddene mediale Plattformen an op diversen anere Plaze meng Positioun geäussert an ënnerstrach, dass ech ni gesot hunn, datt d'Gewerkschafte hire Monopol an dësem Kontext géingen ewechgeholl kréien. Ech bestätegen dat elo hei nach eemol.

An der Logik vun deem elo Gesotem hunn ech de Gewerkschafte dann och d'lescht Woch eng Invitatioun fir eng bilateral Entrevue am Ministère zougeschéckt. D'Zil vun där Initiativ ass et, an engem Esprit vu géigesäitegem Respekt a konstruktivem Dialog mateneen ze schwätzen an ze diskutéieren. An ech sinn zouversichtlech, datt mir zu engem positiven Austausch fannen an dass de Sozialdialog weider kann dee wichteg Rôle anhuelen, deen em zousteet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 123 vun der Madamm Taina Bofferding un den Här Sportsminister iwwert d'Ursachen an d'Konsequenze vu fraefeindliche Praktiken am Sport. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 123 du 21 octobre 2024 de Mme Taina Bofferding relative aux pratiques misogynes dans le sport ainsi que leurs causes et conséquences, adressée à M. le Ministre des Sports**

– **Question n° 130 du 22 octobre 2024 de M. Marc Goergen relative à la position du Ministre des Sports envers la nomination d'un sportif condamné pour coups et blessures, adressée à M. le Ministre des Sports**

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Effektiv referéieren ech mech op e rezent publizéierte Kommentar vun der Journalistin Annick Goerens mam Titel „Misogynie am Sport: Rout Kaart fir de Gerson Rodrigues“. D'Journalistin weist ganz couragéiert drop hin, dass bekannte Sportler wéinst häuslecher Gewalt respektiv Vergewaltigung ugeklot ginn a widdersprécht dem Fussballnationaltrainer, datt an esou Fäll eebe Berufflech a Privates net getrennt ka ginn.

A priori géllt: Jiddereen huet d'Recht op Resozialisatioun. Wat awer, wann esou Gewaltkloe sech heefen? Hunn d'Profisportler net hei eng Virbildfunktion? A virun allem: Kann een de Sportler vum Privatmensch trennen?

Ech verweisen hei op en Interview mam Sportspsycholog Dokter Touré, Zitat: „Et ass eng grouss Verantwortung, den Tricot vun enger Nationalmannschaft ze droen. Wann een d'Nationalmannschaft representéiert, muss ee seng Roll kennen, seng Roll akzeptéieren a sech a senger Roll auszeichnen. Op dem Spillfeld an och ausserhalb vum Spillfeld.“ Zitatenn. A fir et mat de Wiederer vun der Madamm Goerens auszedrücken, fir et op de Punkt ze bréngen: „Wat kommunizéiere mir fir Wäerter no bausen, wann ee wéi de Gerson Rodrigues fir d'Futtballekipp spillen dierf?“

Ëmmer nees gétt Gewalt, déi hanner zouenen Diere passéiert, zur Privatsaach erkläert. An dobäi ass häuslech Gewalt keng Privatsaach, mee et ass eng Strofdof a soll eeben an deementspreechend net als privat consideréiert ginn. An dat gehéiert och zur Berichterstattung vu Sportlerinnen a Sportler a muss och an de Veräiner an an de Verbänn thematiséiert ginn.

Ech hunn heizou, wéi Der mierkt, eng ganz kloer Meenung a mech interesséiert eeben heizou d'Meenung vum Sportsminister. Ech weess, dass et e ganz heikele Sujet ass, mee et stellt sech awer d'Fro, ob niewent de gesetzleche Bestrofung vu Sportler net och eebe muss sportlech Konsequenzen hannendrunner gezu ginn, fir eeben och hei e ganz kloer Zeechen ze setzen. An dass dat geet, weist nach kierlech e Beispill aus Amerika, wou e Profiäishockeyspiller op onbekanntem Zäit suspendéiert gouf. Esoulaang d'Enquête hei leeft – eebe Verdacht op häuslech Gewalt –, duerf en net un de Spiller deelhuefen an duerf e keng Aktivitéit mat sengem Team hunn.

Dofir eebe meng Fro: Sti mir net hei als Gesellschaft, als Politick och an der Verantwortung, hei d'Rout Kaart ze weisen a ganz kloer en Zeechen ze setzen, dass häuslech Gewalt en No-Go ass, dass et eebe keng Privatsaach ass? An dofir, Här Minister, mech interesséiert, wéi Dir dat heite gesitt.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, wann Der erlaabt, well dat konnt een net aus der Ufro vun der Madamm Bofferding esou erausliesen, mee mir hunn nach eng ganz änlech Fro kritt, an zwar d'Fro Nummer 130 vun Här Marc Goergen. Ech géing Iech proposéieren, mir huelen déi zwou Froen zesummen. Här Goergen, da ginn ech Iech ganz kuerz d'Wuert elo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Als Land, Dir als Regierung an och als Chamber sti mer bei sportlechen Eventer hannert den Athleeten, déi eist Land verrieden. Bei Victoirë gi mer net midd, op alle Kanäl eis Felicitatioun lasszeginn. Bei Néierlage spende mer Trouuscht a soe Merci dofir, dass déi betreffend Athleeten eis esou gutt vertraueden hunn. Alles an allem si mer houfreg op eis Athleeten, déi och d'Roll vum internationalen Ambassadeur am Kader vum Nationbranding iwwerhuelen.

Ee vun de genannten Athleeten, konkret e Fussballspiller, ass am Mäerz 2024 zu 18 Méint Prisong mat Sursis an enger Geldstrof verurteelt ginn, ënner anere well hie seng fréier Partnerin geschloen huet. D'Verhënnere an d'Verurteele vu Gewalt, besonnesch och Gewalt géint Fraen, ass net nëmme am Häerze vun de Mënscherechter, mee sollt och eng politesch Prioritéit sinn. Mir Piraten verstinn, dass e Sportsminister sech net an d'sportlech Entscheedunge wéi Nominatiounen wéll amëschen, an dach gesi mer hei d'Noutwendegkeet, dass de Minister sech kloer positionéiert. Mir kënnen net op där enger Säit einfach nokucken, wéi déi betreffen Athleeten eist Land op internationaler Bün verrieden, an op där anerer Säit gläichzäiteg soen: „Mir wieren eis vehement géint sämtlech Aarte vu Gewalt géint Fraen.“

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister d'Fro stellen: Wéi positionéiert de Minister sech an dëser Affär par rapport zu dëser Inkohärenz tëscht de politesche Wäerter a Prioritéiten an dem Fait, dass eng an deemem Kontext verurteelte Persoun eist Land vertritt?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci. Dann ass d'Wuert fir de Sportsminister an deemem Fall. Här Sportsminister.

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci den honorablen Deputéierte Bofferding a Goergen fir dës Froen, déi mech ganz, ganz staark beunroegen. All Form vu Gewalt a Feindlechkeet géigeniwwer Frae verurteelen ech hei op d'Schäerfst! En deementspreechend Behuelen huet absolutt keng Plaz an eiser Gesellschaft a scho guer net am Sport. Keng Form vun Aggressioun, mëndlecher oder physischer Natur, tolleréieren ech an dogéint muss mer virgoen.

Als Sportsminister sinn ech houfreg op all dës Wäerter, déi de Sport eise ronn 136.000 Lizenzéierten all Dag vermëttelt: Fairplay, Respekt, Integritéit an Zesummenhalt, fir nëmme dës ze nennen. D'Egalitéit vun de Geschlechter am Sport ass mir wéi och der Ministeresch Backes natierlech enorm wichteg. An dofir hu mer d'lescht Woch nach ofgemaach, nach méi enk zesummenzeschaffen. Eng éischt Campagne ass ënnerwee, fir d'Egalitéit am Sport nach méi ze promouvieren.

Och op internationalem Niveau, notamment während menger Interventioun bei der UNESCO-Konferenz zu Paräis am Kader vun den Olympesche Spiller dëse Summer, hunn ech eisen aktiven Engagement am Kampf géint d'Inegalitéiten am Sport hei zu Lëtzebuerg betount. Hei sinn zum Beispill och d'kommunal Initiativen am Kader vum Internationalen Dag vum Fraesport de 24. Januar ze nennen oder nach d'national Evenementer wéi ganz rezent de Luxembourg

Ladies Tennis Masters, de Girls Foot Day an de Festival du cyclisme féminin Ely Jacobs.

An deemem Zusammenhang wéll ech och drop hiweisen, dass de Koalitiounsaccord et virgesäit, fir d'Integritéit am Sport ze garantéieren, d'Antidopingagence ALAD ze reforméieren an eng national Strategie vum Safeguarding am Sport an Zesummenaarbecht mat der erweiderter Agence opzestellen. Ech stinn do an Diskussioun mam COSL a mat der ALAD, fir d'Statutte vun der ALAD schnellstméiglech an deem Sënn unzepassen an esou der ALAD zousätzlech Missiounen am Beräich Safeguarding ze ginn. Soubal dës Statutte ugepasst sinn, ginn och d'Aarbechten, fir eng national Strategie am Safeguarding opzestellen, opgeholl.

Ech weisen och drop hin, dass all Form vu Gewalt a Mëssbrauch am Sport onbedéngt den zoustännegen Autoritéite signaléiert soll a muss ginn.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp | An net just do!

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Op eiser Internetsite sports.lu gëtt et eng Rei vun Informatiounen, wéi Persounen, déi entweder Affer oder Zeie vun esou Virgängen sinn, solle virgoen, fir esou intolerabel Faiten ze signaliséieren an ze denoncieren.

Op Basis vun dësen Argumenter, déi ech Iech alleguerten elo ginn hunn, betounen ech nach eemol, datt fir mech a fir d'Regierung natierlech – an ech mengen, fir jiddereen hei an der Chamber – Gewalt am Sport ënner egal wéi enger Form keng Plaz huet!

(Interruption)

Privat Gewalt natierlech och net, absolutt. Absolutt!

Och wann ech mech, wéi Dir scho selwer an Ärer Fro – an Äre Froen – ugemierkt hutt, net kann an och net wéll an d'sportlech Entscheedungen a Selektiounen vun Nationalekippen oder -kaderen amëschen, verurteelen ech all Form vu Gewalt, wéi gesot, am Sport an och ausserhalb.

Et ass eis Flicht alleguerten, derfir ze suergen, datt de Sport eng sécher Plaz ass, fräi vu kierperlecher, psychologescher a sexueller Gewalt. Dofir, a sou wéi virdrun ugedeit, betounen ech nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun enger onofhängeger Ulafstell, déi d'Integritéit vum Sport soll garantéieren. Am Sport, souwéi och an eiser Gesellschaft, huet Gewalt absolutt keng Plaz!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sportsminister.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dat do waren zwar net Äntwerten op d'Froen. Sorry, dat do ware guer net d'Froen, déi mir gestallt hunn. Da soll en einfach ... Här Sportsminister, da sot einfach, Dir hutt keng Meenung dozou, mee Dir braucht eis hei net vun Doppingagencen ze zielen. Dat war guer net d'Theema!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding, Dir hutt eng Fro gestallt. Den Här Sportsminister huet seng Äntwert drop ginn.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Nee, en huet eebe grad net seng Äntwert drop ginn!

(Interruption)

Sorry, mee dat ass net d'Theema gewiescht.

M. Claude Wiseler, Président | Da komme mer zur nächster Fro, der Nummer 124 vum Här Gusty Graas, déi un den Här Innenminister adresséiert ass, an dann och zur schréiftlecher Fro Nummer 1404 vun der Madamm Tanson an dem Här Sehovic, déi zwar schréiftlech adresséiert war, mee dee selwechte Sujet huet, soudatt mer béid zesummen hei behandelen. An da ginn ech direkt dem Här Graas d'Wuert.

– Question n° 124 du 22 octobre 2024 de M. Gusty Graas relative aux contrôles frontaliers entre le Luxembourg et la France à partir du 1^{er} novembre, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

– Question écrite n° 1404 du 10 juillet 2024 de Mme Sam Tanson et de M. Meris Sehovic relative aux contrôles frontaliers entre le Luxembourg et la France à partir du 1^{er} novembre, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures et à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv, déi lescht Wochen ass jo erëm ganz vill iwwert d'Grenzkontrolle geschwat ginn. Leider, muss ee soen. Et sinn eng Rei Länner, déi erëm verschäerfte Grenzkontrollen agefouert hunn, ënner anerem Däitschland. Zënter dem 16. September sinn och erëm Kontrolle mat Lëtzebuerg agefouert ginn, mat all deenen negative Konsequenzen, déi sech doerausgestallt hunn.

Elo krute mer dann och nach d'Noriicht, dass d'Fransousen ugekënnegt hunn, se géingen ab dem 1. November och erëm Grenzkontrollen aféieren. Do muss een natierlech dann awer trotzdeem e puer Reflexiounen maachen.

An dowéinst wollt ech den Här Minister éischten emol froen: Awéiwäit ass en am Detail informéiert iwwert déi geplangte Grenzkontrolle vun de Fransousen? Soll dat méi spontan sinn? Oder soll dat awer méi geziilt sinn? Well mer mussen jo wëssen, dass dat awer och eng Rei Problemer mat sech bréngen kann, virun allem fir eis Economie. Et sinn net manner wéi plus/minus 125.000 franséisch Grenzgänger, déi all Dag an eist Land erakommen, déi derzou bäidroen, dass d'Lëtzebuergeser Economie soll gutt fonctionnéieren. Ech denken awer do virun allem och un de Secteur hospitalier, wou mer wierklech op de Recours vun ganz ville franséische Mataarbechter ugewise sinn.

Déi zweet Fro, déi sech natierlech dann och an deem Kontext stellt, ass: Wéi kënnen mer vläicht awer am Virfeld scho gewësse Moossnamen an d'Weeër leeden, wann, ëmmer hypothetesesch geschwat, effektiv déi Kontrollen do géingen agefouert ginn?

Vläicht eng drëtt Fro dann, well ee jo awer spiert, dass um Niveau vun Europa elo de Moment awer e bëssen esou eng, jo, kleng Well amgaangen ass, sech breet ze maachen, fir zousätzlech Grenzkontrollen anzeféieren – den Artikel 25 vum Schengener Vertrag, dee gesäit dat zwar vir, dass e Land, wann et d'Gefill huet, dass et gewësse Geforen ausgesat ass, dat kéint maachen –, wéi gesot, eng drëtt Fro, ob net op eemol och eis belsch Kolleegen elo op d'Iddi kommen, fir zousätzlech Grenzkontrollen anzeféieren. Dat wier natierlech, ech wëll net soen nefaste, awer trotzdeem alles aneschters wéi gutt fir de Fonctionnement vun eis hei zu Lëtzebuerg. An deem Sënn wier ech frou, Här Minister, wann Der eis do vläicht kéint zousätzlech Erklärungen ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Dann huet den Här Sehovic d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 17. vun dësem Mount huet d'franséisch Regierung eng Notifikatioun erausginn un d'Memberstaaten, d'Noperstaaten an d'Europäesch Kommissioun, dass se ab dem 1. November erëm Kontrollen an hire Grenze wëllen aféieren, dat, nodeems schon am September déi däitsch Regierung dat selwecht annoncéiert huet a mer et elo haut schon erliewen op de Grenzen, déi eigentlech sollten oppe si laut dem Esprit vu Schengen, deem Vertrag,

dee mer 1985 ënnerschriwwen hunn, deen eis Grenzen opgemaach huet, deen et erlaabt huet – de Mënschen an dësem Land an um ganze Kontinent –, fräi ze zirkuléieren, sech ze gesinn, sech ze echangéieren, also e fundamentaalt Recht an eng fundamentale Valeur an eiser Europäescher Unioun. Bon, all dat ass a gött ëmmer méi a Fro gestallt.

Ech hunn der Zeitung entnomm, dass de Minister do éischter locker ass. Ech hat iergendwou en Interview gelies, wou de Minister gemengt huet, dass déi Grenzkontrollen op der franséischer Säit jo eigentlech net vill méi wäer wéi dat, wat am Summer par rapport zu den Olympesche Spiller gemaach ginn ass. Ech hoffen, de Minister ass sech bewosst, dass d'Situatioun am normale Verkéier, an normalen Zäiten, wann d'Leit heihinner schaffe kommen an all Dag heihinner komme mussen an heemgoe mussen, net grad déi selwecht ass wéi am Summer.

Meng Froen un den Här Minister:

U wéi enge spezifesche Grenziwwergäng täuscht Lëtzebuerg a Frankräich ginn dës Kontrollen duerchgefouert? Handelt et sech ëm stationär oder mobil Kontrollen? Zu wéi engen Dageszäite wärten dës Kontrollen stattfannen? Wéi wäert séchergestallt ginn, dass dës Kontrollen net während den Haaptverkéierszäiten oder Stousszäiten duerchgefouert ginn, fir zousätzlech Stau fir d'Grenzpendler ze vermeiden? Wéi eng Auswirkungen erwaart sech d'Regierung op d'Pendler, déi grenziwwerschreidend schaffen oder liewen, wëssend, dass elo schon zwee vun eisen dräi Nopeschlänner Kontrollen agefouert hunn? Gedenken den Här Minister oder d'Regierung, bei hire franséischen Homologen ze intervenéieren, fir dës Kontrolle séier op en Enn ze bréngen? An huet d'Regierung Bedenken, dass déi nei Grenzkontrollen d'Vertrauen an d'Schenge-Regelen an an d'Reesfräiheet an der Europäescher Unioun gefäerde kéinten?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. An dann huet den Inneminister d'Wuert. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Froen. Ech war net méi spéit wéi de Sonndeg, d'ailleurs zesumme mat der Madamm Lenert, zu Schengen op der Hunnefeier. An do si mer laanscht dee grouss Panno #schengen-salve gaangen. A fir mech als Inneminister, mee och als Bierger vun eiser Europäescher Unioun, ass et extreem wichteg, dass Schengen um Liewe bleift. Mir als Lëtzebuerg si géint Kontrollen un de Bannegrenzen. Mir si fir Kontrollen un de Baussegrenzen, an déi mussen an Zukunft verstärkt ginn.

Fir elo spezifesch op déi Froen hei mat eise franséischen Noperen ze äntwerten: Mir hunn den 13. Oktober eng Notifikatioun kritt, wou mer driwwer informéiert gi sinn, wou eis matgedeelt ginn ass, dass vum 1. November bis den 30. Abrëll Grenzkontrolle gemaach ginn, dass am Fong déi vun den Olympesche Spiller verlängert gi sinn. Do steet an där Notifikatioun, dass par rapport zu Lëtzebuerg punktuell Kontrollen op Route-secondairé wäerte stattfannen, esou wéi dat och während den Olympesche Spiller war. Ech krut keng Reklamatiounen während den Olympesche Spiller, dass iergendwéi den Trafick do beaflosst gi wier.

De Premierminister hat e Gespréich mam franséische President Macron um leschten EU-Conseil. Ech hat viru knapp 14 Deeg um Rand vun JAI-Conseil hei zu Lëtzebuerg e Gespréich vu knapps zéng Minutte mat dem neie franséischen Inneminister. Deen hat mer deemols gesot, dass si sech der Situatioun hei bewosst si mat Lëtzebuerg an dass am Fong soss näischt

aneres géif gemaach gi wéi dat, wat während den Olympesche Spiller stattfonnt huet.

Dorobberhin ass och nach en Austausch um héije Beamteniveau gemaach ginn. Mäi Chef de cabinet huet och mat dem Prefet vun franséischen Inneminister, deen zoustänneg ass fir d'europäesch Politick, geschwat, deen dat selwecht confirméiert huet wéi dat, wat ech Iech elo hei gesot hunn.

De Premierminister Luc Frieden an de franséische President hu gesot, dass déi zwee Inneministeren nach eng Kéier solle matenee schwätzen. Mir kréien dat dës Woch sécherlech hin. Mir sinn, wéi gesot, amgaangen, dass virzebereeden, an duerfir kann ech haut confirméieren, dass bis elo näischt changéiert par rapport zu deem, wat während den Olympesche Spiller stattfonnt huet.

Ech wëll och drop hiweisen, dass mer jo méiglech ...

(Interruption par M. Meris Sehovic)

Pardon?

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ausser, dass Verkéier ass!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Jo, Verkéier ass ëmmer. Dofir kënnen awer d'Kontrollen net. Ech hu jo och gesot: „punktuell Kontrollen op de Routes secondaires“, wann Der gutt nogelauschtert hutt, also net op den Autobonnen.

Da wëll ech och drop hiweisen, dass et opgrond vu bilaterale Verträge, déi ech d'lescht Joer mat dem vieregte franséischen Inneminister ofgeschloss hunn, méiglech ass, gemeinsam Kontrollen an den Zich ze maachen, ënner anerem fir d'Drogekriminalitéit an d'illegal Immigratioun. D'Police hält och Kontakt op mat hire franséische Kolleegen, fir erëm sporadesch där Kontrollen ze maachen.

Da wëll ech och drop hiweisen, dass et wichteg ass, dass mer mol déi Mesuren, déi haut en place sinn, a besonnesch déi informatesch Outilen, wéi den SIS (ndlr: Schengener Informationssystem), och benotzen. Dat war och en Thema um leschte JAI-Conseil. SIS heescht, dass bei de Leit, déi aus Drëttstaatländer heihinner kommen, de Visa muss kontrolléiert ginn. Lëtzebuerg ass do gutt, mir utiliséieren dee System vill. Mee et sinn e puer Länner, déi dee System net esou utiliséieren. An och dat ass e Moya, fir d'Kontrollen op de Baussegrenze virtuell, soen ech mol esou, ze verstärken.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

An da komme mer un d'Fro Nummer 125 vun Här Fred Keup un den Här Premierminister iwwert d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuergeser Sprooch op dem EU-Niveau. A mir huelen do och nach direkt hannendrun d'Fro Nummer 126 vun der Madamm Mandy Minella un den Här Kulturminister iwwert d'Promotioun vun der Lëtzebuergeser Sprooch. A fir d'éischt huet awer den Här Keup d'Wuert.

– Question n° 125 du 22 octobre 2024 de M. Fred Keup relative à l'importance de la langue luxembourgeoise au niveau européen, adressée à M. le Premier ministre

– Question n° 126 du 22 octobre 2024 de Mme Mandy Minella relative à la promotion de la langue luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Här Premierminister, gëschter war e bedeitenden, memorandum Dag fir d'Lëtzebuergeser Sprooch, wou e Lëtzebuergeser Deputéierten et fäerdegbruecht huet,

am Parlament zu Bréissel Lëtzebuergesch ze schwätzen. Dat war de Fernand Kartheiser.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Hien huet ugefaangen op Lëtzebuergesch, an dunn ass en ënnerbrach gi vum President vum Europäesche Parlament, deen dee Moment do souz. De President huet gesot, hien dierft net Lëtzebuergesch schwätzen. Dunn huet den Här Kartheiser op Englesch weidergemaach an erklärt, wat säin Uleies ass: sech fir d'Lëtzebuurger Sprooch anzesetzen, fir d'Lëtzebuurger Sprooch ze stäerken, och um Niveau eebe vun der Europäescher Unioun.

Am Virfeld hat den Här Kartheiser scho mat der Presidentin, der Madamm Metsola, geschwat. An hien hat hie proposéiert, dass hie géif op Lëtzebuergesch schwätzen, awer am Virfeld eng Iwwersetzung fir d'Interpreete géif bereetstellen op Däitsch, Franséisch an Englesch, soudass dann och keng Onkäschte géifen derbäi entstoen.

D'Madamm Metsola, déi natierlech eng gewësse Sensibilitéit fir dat huet, well se aus dem Land Malta kënn, huet dat am Fong positiv gesinn, huet awer dem Här Kartheiser gesot, e sollt mol beim Här Frieden, Premierminister vu Lëtzebuerg, nofroen, wat deen dorwäert denkt.

Effektiv hu mer 24 Amtssproochen um Niveau vun der Europäescher Unioun. Do ass och Malteesesch derbäi. Do sinn nach vill aner Sproochen derbäi. Awer Lëtzebuergesch – woubäi Lëtzebuerg e Grënnerstaat ass vun der Europäescher Unioun; Lëtzebuergesch ass Nationalsprooch an Amtssprooch hei am Land a steet an der Verfassung – ass do net derbäi. An dat verwonnert vill Leit.

An duerfir géif ech Iech haut froen, Här Premierminister: Wéi reagéiert Dir dorobber, dass d'Madamm Metsola gesot huet, den Här Kartheiser sollt Iech froen? Wéi reagéiert Der op déi Situatioun? A gesitt Dir vläicht awer eng Méiglechkeet, dass d'Regierung sech géif asetzen, fir Lëtzebuergesch als Sprooch och um EU-Niveau ze stäerken?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President. D'Lëtzebuurger Sprooch ass e wichteg Element vun eiser nationaler Identitéit. Si ass net nëmme Mëttel fir d'Kommunikatioun, mee dréit och derzou bäi, eis kulturell Egenaarten ze erhalen an ze stäerken.

D'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch an d'Ëmsetzung vum Aktiounsplang sinn och am aktuelle Koalitionsaccord virgesinn, wat d'Wichtigkeet vun deem Thema ënnersträicht.

An deem Kontext géif ech gären den Här Kulturminister froen, wéi et allgemeng mat der Ëmsetzung vum Aktiounsplang ausgesäit, ob d'Regierung weider dozou steet a wéi d'Approche vun der Regierung ass, wat d'Valoriséiere vun eiser Sprooch op internationalem Niveau ugeet.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. An ech ginn dervunner aus, datt den Här Premierminister wäert ufänken. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, d'Lëtzebuurger Regierung ass ganz attachéiert un déi Lëtzebuurger Sprooch.

Une voix | Ou?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mir schwätzen heibanne Lëtzebuergesch. Ech maachen zu Bréissel Pressekonferenzen op Lëtzebuergesch. Mee wann et ëm déi extern Dimensioun geet vun der Lëtzebuurger Sprooch, da gëtt et och eng Dimensioun, an dat ass déi, datt ee versteet, wat mer soen. An duerfir ass et esou, datt ganz oft an europäeschen Institutiounen op Franséisch oder op Englesch geschwat gëtt, well dat Sprooch sinn, déi déi aner oft ouni Iwwersetzung verstinn.

An duerfir, mat aller Léift fir d'Lëtzebuurger Sprooch, muss een och déi praktesch Aspekter kucken, wat dat heescht, wa mer an Europa géifen op d'Lëtzebuurger Sprooch pochen, oder ze vill pochen. Éischtens gëtt et keng Iwwersetzung. A wann een déi virdu muss schrëftlech ofginn, dann ass et keng politesch Debatt méi, wou fräi geschwat gëtt. Zweetens gëtt et wéineg Iwwersetzer, déi dat kënnen. An duerfir, mengen ech, solle mer déi Fro hei, déi intern Dimensioun an eis Léift zur Sprooch, net vermësche mat der Effikassitéit vun der Lëtzebuurger Sprooch op internationalem europäeschem Plang.

D'Lëtzebuurger Regierung wäert déi doten Aspekter, esou wéi se dat scho mol an der Vergaangenheet gemaach huet, nach eng Kéier diskutéieren, fir ze kucken, ob et do Weeër gëtt. Mee et ass, mengen ech, ganz schwierig, verstanen ze ginn am Ausland – an et ass eng wichteg Saach, am Ausland verstanen ze ginn! –, wa mir zu Bréissel, zu Stroossbuerg oder soss op Plaze just op Lëtzebuergesch schwätzen. An ech mengen, datt mer déi Dimensioun, bei aller Sympathie fir eis Sprooch, net dierfe vergiessen.

Et ass och e finanzielle Punkt. Et ass e praktesche Punkt. All déi Aspekter si mer gäre bereet an der Regierung ze diskutéieren an och mat de Fraktiounen an der Chamber.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Dann ass d'Wuert fir den Här Kulturminister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci och der Madamm Minella fir d'Fro. D'Madamm Minella huet et richtig gesot: Den Aktiounsplang, fir d'Lëtzebuurger Sprooch ze stäerken, gesäit am Ganze 50 Mesüre vir, fir eis Sprooch ze stäerken an och ze valoriséieren.

Dozou gehéiert och, an de Premier huet et gesot, datt d'Regierung sech um Niveau vun der Europäescher Unioun fir eis Sprooch asetzt. An deem Sënn gëtt den Aktiounsplang och Schratt fir Schratt ëmgesat. Mir kommen hei gutt virun. An dofir wëll ech och op dëser Plaz soen, dass mer bis Enn des Joers wäerten an d'Kulturkommissioun kommen, fir Iech iwwert déi verschidde Mesürene a Kenntnis ze setzen.

D'Lëtzebuurger Sprooch ass och mëttlerweil an eiser Verfassung verankert. Jo, dat ass en neie Moment. Mir sinn houfreg op eis Sprooch a ganz kloer awer och houfreg op eis Méisproochegkeet. Wichteg: Dat eent soll net op d'Käschte vun deem anere goen!

D'Méisproochegkeet ass a bleift ganz kloer eng Stärkt vun eisem Lëtzebuurger Land. Et geet net drëms, dat eent géint dat anert auszespillen. Béides gehéiert zu eiser kultureller Identitéit a soll och complementaire zuenee bleiwen.

Dofir wäerte mer ganz kloer um Regierungsniveau doriwäert beroden, wéi konkret Pisten hei kéinten ausgesinn. An deem Sënn ass et mir wichteg, datt mer dat Wëschenswäert mat deem Rasonabele kënnen kombinéieren.

Erlaabt mer och just e Wuert zum Här Kartheiser senger Interventioun vu gëschter am Europaparlament. Et

steet mir als Kulturminister hei zu Lëtzebuerg net zou, engem Europadeputéierten ze soen, wat hien a senger Riedezäit soll soen, wéi en déi am beschte benotzt. Ech froe mech awer, ob esou spontan Aktiounen déi bescht Aart a Weis sinn, fir an där Matière do virunzuekommen.

Esou Froe mussen, jo, op hirem diplomatesch richtege Wee geléist ginn, ugeschwat ginn, no de Reegelen an och konform zu deene verschiddenen Accorden. Genau sou wéi de Premier et och gesot huet, wäerte mir dat an aller Rou um Regierungsniveau diskutéieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kulturminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 127 vun der Madamm Nathalie Morgenthaler un den Här Premierminister iwwert de Boykott vu lëtzebuergesche Firme wéinst dem Verkauf vun israellesche Produiten. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 127 du 22 octobre 2024 de Mme Nathalie Morgenthaler relative au boycott des entreprises luxembourgeoises pour la vente de produits israéliens, adressée à M. le Premier ministre**

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Säit leschter Woch zirkuléieren op de sozialen Netzwierker Opriff zum Boykott vu verschiddene Firmen, wéi zum Beispill Grosbusch, Delhaize oder nach Monoprix, well se, ënner anerem, Dattelen aus Israel verkaufen.

Déi Opriff gi symboliséiert duerch e rouden Dräieck, dee mat der Spëtz no ënne gedréit ass. Aus engem Artikel aus dem „Spiegel“ vum Mee geet ervir, dass et sech beim no ënne gerichtete rouden Dräieck ëm e Symbol vun der Terrormiliz Hamas handelt. Deemno soll dat Symbol ëmmer méi bei Protester ronderëm Däitschland optauchen.

Expertinnen an Experten no gëtt dat Symbol vun der Hamas benotzt, fir hir Feinden ze markéieren. Mat deem Zeeche gi Krichsziler an d'jiddesch Communautéit markéiert. Aner Quelle behaupten awer, dass dëst Symbol nëmme en Deel vum palästinensesche Fändel duerstelle géif a domat nëmme en Alternativsymbol wär.

An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Premierminister stellen:

Ass dem Här Premierminister dëse Boykott bekannt? Wa jo, sinn dem Här Premierminister nach Boykotten an anere Wirtschaftsberäicher bekannt? Wéi steet den Här Premierminister zu esou engem Boykott am Kontext vum Krich am Noen Osten? Huet den Här Premierminister Kenntnis, wéi aner europäesch Länner mat esou engem Boykott ëmginn? Wéi eng Moossname kënnen geholl ginn, fir d'Affer vun esou engem Boykott ze schützen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. An dann huet den Här Premierminister d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech muss der Madamm Deputéiert soen, datt ech guer keng Kenntnis hu vun esou engem Boykottopruff, och net meng Beamten, déi ech gefrot hunn. Duerfir mengen ech, datt dat an de soziale Meedien zirkuléiere mag, mee dat ass net bekannt. An och den Här Wirtschaftsminister huet mer elo grad confirméiert, datt e keng Kenntnis dovunner huet.

Generell condemnéiere mir selbstverständlech all Boykottopruff, besonnesch wann en, wéi an deem

Fall hei vun Iech beschriwwen, och eng antisemitesch Tendenz huet. Dat ass absolutt inakzeptabel fir eis Gesellschaft, eng Gesellschaft vun Toleranz, vu Respekt.

An et ass och falsch, Lëtzebuurger Firmen ze bestrofen, déi e Produkt aus engem Land importéieren. Dat, wat am Noen Oste geschitt, ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, ass ganz schrecklech! Dat ass dramatesch! Mee et ass keng Léisung, fir mat Boykottopriff – an och net mat Zeechen, déi ee kann associéiere mat terroristeschen Organisatiounen – an eis Regiounen ze operéieren. Dat verwerfe mir total!

Mee konkret sinn déi do Fäll eis net bekannt, weeder heiheim nach am direkten Ausland.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 128 vun der Madamm Joëlle Welfring un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert déi nei Tariffer an Stroummaart. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 128 du 22 octobre 2024 de Mme Joëlle Welfring relative à la nouvelle structure tarifaire sur le marché de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här Minister, ab dem 1. Januar 2025 féieren den ILR an d'Netzbedreiwer eng nei Tariffstruktur fir d'Netzkäschte beim Stroumpräis an, an dat fir d'Clienten am Nidderspannungsnetz, also haaptsächlech d'Privatstéit. Dat ass e ganz wichteg Steuerungsinstrument, fir d'Produktioun an de Verbrauch vum Stroum ënner en Hutt ze kréien, an dat mat engem ëmmer méi dezentralen Netz, wou d'Stéit zu aktiven Acteure ginn, mat Solaranlagen, Elektroautoen, Wärmepumpelen, Batterien, an dat soll och esou käschtespuerend wéi méiglech gemaach ginn.

Wat mer allerdéngs bedauern, dat ass, dass mer leider sou wéineg wëssen iwwert dës sou wichteg Ännerunge fir eis Versuergungssecherheet, déi eis alleguer esou onvirebereet treffen, an dat tout juste zwee Méint virum Akraaftriede vun deem neien Tariff a mat enger dach relativ dürftiger Kommunikatioun, bis elo haaptsächlech vum ILR.

Op Froen, notament och eis Question parlementaire vum Mount September, wéi genee dës Tariffännerungen ausgesinn a wat se fir konkret Konsequenzen op de Leit hire Portmonni hunn, gëtt et nach keng prezis Äntwerten. Leider sinn déi meescht Leit heivun iwwerrascht ginn, an dat riskéiert, e falsch Signal no bausen ze ginn, zemoos well sech dës iwwerlagert mat aneren Decisiounen, wéi zum Beispill engem Stroumpräis, deen op den nächste Januar nëmmen nach bis 30 % gedeckelt wäert sinn. Virun allem awer hu Leit, déi an nohalteg Energieléisungen investéiert hunn, Angscht, souzese bei d'Lisett gelooss ginn ze sinn. A bei villen anere riskéiert déi vill versprache Loscht op Klimaschutz ganz einfach auszebleiwen.

Dofir déi follgend Froen:

Zum Inhalt: Wäert d'Regierung déi ugeduechten nei Tariffer esou gestalten, dass sech heiraus e Virdeel ergëtt net nëmme fir d'Netzbedreiwer, mee och fir déi sougenannten Early Adopters, also déi Leit, déi elo schonn a méi zukunftssecher Léisungen investéiert hunn?

An zur Virgoensweis an zum Timing: Vu dass d'Haushalter just 20 % vum Lëtzebuurger Stroumverbrauch ausmaachen, also wäit aus manner wéi de Commerce an d'Industrie, firwat gouf net mat dese grouse

Verbraucher ugefaangen, zemoos déi och ganz oft aner Moyenen hunn, fir sech beroden ze loosse?

A well et nach esou vill oppe Froen zu der Aféierung vum neien Tariff gëtt: Wier et net besser, wann d'Regierung zesumme mat den Netzbedreiwer, mam Regulateur 2025 als Testjoer kéint notzen, fir duerno d'Tariffer an enger zweeter Etapp mat méi geneeën Wësse kënnen festzeleeën, an dat mat enger gutt preparéierter an dësem Testjoer virausgeschalter Kommunikatioucampagne, déi d'Leit schrëttweis heidrop virbereede kéint, soudass se sech en connaissance de cause heidrop astelle kéinten? Wéi gesäit de Kommunikatiouplang aus?

Merci.

8. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring

Exposé

An ech hunn och nach eng Motioun, déi ech heimat wéilt ofginn zu deem selwechten Theema, déi ech ganz gär herno géif virstellen, wann et geet.

Motion

« Nouvelle structure tarifaire sur le marché de l'électricité »

La Chambre des députés, considérant

– que la transition énergétique et l'électrification induisent des changements significatifs dans le secteur de l'énergie, notamment en ce qui concerne l'exploitation technique, l'organisation et la structure des marchés ;

– le règlement européen (UE) 2019/943 du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité qui exige que les méthodes de tarification reflètent les coûts fixes des gestionnaires de réseau tout en encourageant l'amélioration de l'efficacité, le soutien aux investissements efficaces et la facilitation de l'innovation dans l'intérêt des consommateurs, notamment dans des domaines tels que la numérisation, les services de flexibilité et l'interconnexion ;

– le besoin d'une régulation et d'une structure tarifaire adaptées à l'évolution des technologies et aux besoins des acteurs de marché ;

– le passage des utilisateurs de réseaux passifs vers un rôle plus actif, marqué par des comportements variés en matière de consommation et de production décentralisée ;

– l'évaluation par des experts externes de différents modèles tarifaires¹ adaptés afin de concevoir un système capable de répondre aux défis de la transition énergétique ;

– les observations transmises dans le cadre de la consultation publique organisée par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) soulignant que les changements doivent être acceptés par les consommateurs et ne pas pénaliser l'utilisation des énergies renouvelables ;

– la nécessité de renforcer la compréhension, par l'ensemble des acteurs, y compris les consommateurs résidentiels, des principes fondamentaux du nouveau modèle tarifaire et des répercussions concrètes de leurs comportements de consommation sur leur facture et sur l'efficacité du système énergétique ;

– l'importance d'une préparation adéquate au basculement vers une nouvelle structure tarifaire,

invite le Gouvernement

– à initier l'introduction d'une nouvelle structure tarifaire au niveau des clients à forte consommation d'électricité, tels que les grandes entreprises et industries ;

– à proposer une phase transitoire aux utilisateurs du réseau basse tension afin qu'ils puissent se familiariser avec le principe de la nouvelle structure tarifaire et évaluer son impact sur leurs factures ;

– à veiller à ce que la nouvelle structure tarifaire ne pénalise pas les clients ayant déjà investi dans la transition énergétique et à proposer un tarif incitatif en dehors des heures de pointe pour les clients dits « early adopters » ;

– à préparer une stratégie de communication transparente, claire et accessible sur le sujet afin d'informer l'ensemble des parties prenantes et pour dissiper toute incertitude ou ambiguïté ;

– à offrir aux consommateurs la possibilité de réaliser des simulations, p. ex. sur le site Internet neutre calculix.lu, concernant le nouveau modèle de tarification ;

– à introduire des aides financières supplémentaires pour le stockage de l'électricité pour des installations solaires existantes.

¹ DNV Energy Systems, "Assessment of alternative models of distribution network changes" (2022)

(s.) Joëlle Welfring, Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

9. Heure de questions au Gouvernement (suite)

– Question n° 128 du 22 octobre 2024 de Mme Joëlle Welfring relative à la nouvelle structure tarifaire sur le marché de l'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (suite)

Dann huet den Här Minister fir Wirtschaft an Energie an dësem Fall d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Madamm Welfring, fir déi Fro. Jo, et ass wouer, dass et vill Diskussiounen ronderëm déi nei Tarifikatioun gëtt. Ech wëll awer just virauschécken, och fir schonn op Är Fro ze äntweren, wat d'Regierung hei wëll maachen: Et ass esou, dass den ILR onofhängeg ass, soudass also déi doten Diskussiounen ronderëm d'Netztariffer net mat der Regierung ofgeschwat gi sinn, mee dat eng Diskussioun war, wou den ILR gekuckt huet, fir déi ganz Netzkäschten unzepassen. An dat gëtt dann esou vum ILR arréiert.

Wat ass d'Alternativ dozou? Mir wëssen, dass mer müssen an eis Netzer investéieren. An eis Netzer investéieren heescht, dass déi Käschten och duerno eriwuer op de Konsument verreckt ginn, wat an der ganzer Bepriisung vum Stroum ass. Dat heescht, de Stroumpräis besteet am Fong aus dräi Deeler: éischts den Electron selwer, zweetens den Taxen, drëttens den Netzkäschten. Hei geet et dem ILR mat där neier Tarifikatioun drëm, eis Netzer méi effizient ze notzen, dat heescht bei der Tarifikatioun, wou de Stroum, wann ee ganz vill Stroum zur nämmelechter Zäit zitt, da méi deier gëtt, fir eebe grad déi Picken do aus den Netzer erauszekréien.

Wéi kann een dat maachen, fir eis Netzer ze stabiliséieren? Majo, entweder mir bauen eis Netzer ganz grouss aus. Wa mer dat maachen, gëtt de Stroumpräis méi deier duerch de Volet vun der Tarifikatioun, déi op de Reseauen ass. Oder mir kucken, e Wee ze fannen – wat den ILR an dësem Fall hei decidéiert huet –, eng Tarifikatioun ze maachen, dass déi Spëtze sollen ofgeflaacht ginn, dass also deen, dee ganz vill Stroum mateneen zitt, och méi muss bezuele wéi een, dee ganz wéineg Stroum zitt. Dorëm ass et gaangen, fir also eis Stroumnetzer méi effizient kënnen ze notzen. Et ass eis wichteg, dass mer e stabil an e sécherchert Netz hei zu Lëtzebuerg hunn an dofir eeben och hei op dee Wee ze goen, fir d'Netzer entlaaschten ze kënnen, also déi Picken aus den Netzer kënnen erauszekréien.

Dir hutt vun der Kommunikatioun geschwat. Wéi ech dat dote matgedeelt kritt hunn, hunn ech och direkt gefrot, fir déi Kommunikatioun iwwert d'Klima-Agence kënnen unzefänken. Et gëtt emmer erëm gesot: „Mee wat kascht dat doten?“ Et ass esou, dass dat wierklech ganz individuell ass. Eng gewëssen Zort vu Consommateure wäert manner mussen bezuelen an Zukunft. Wa se also net op dee Spëtze-Stroum do ginn, kënnen se manner bezuelen. Et gëtt der awer och, déi, wa se ganz vill vun deem Spëtze-Stroum do mateneen zéien, dann och méi wäerte mussen bezuelen. Dofir ass et ganz schwéier ze soen: „Deen do bezilt méi, deen do bezilt manner.“ D'Zuele sinn haut de Moien, ech hunn et um Radio héieren, genannt ginn. Do schwätze mer vun tëschent 20 an 30 bis tëschent 200 an 300 Euro méi, wann ech méi op deem Spëtze-Stroum do ..., also wann ech méi zur nämmlécher Zäit konsumméieren.

Wourëm geet et awer? Wat ganz wichteg ass, ass, dass mer d'Diskussiounen hei an der Oplklärung kënnen féieren: Wéi evitéieren ech, dee Spëtze-Stroum ze huelen? Well dorëm geet et eis jo: déi Picken erauszehuelen. Wéi maachen ech dat? Mee andeem ech zum Beispill mäin Auto net direkt mat voller Puissance lueden, wann ech en owes net brauch, mee dass ech dem Auto ..., dat gëtt et haut bei den elektreschen Autoen, e Knäppchen, wou ee seet: „Majo, luet iwwer méi Stonne gläichméisseg.“ Da sinn ech net an deem Spëtze-Stroum. Ech kucken, dass ech vläicht net d'Wäschmaschinn, den Trockner, de Fön, d'Luuchten, d'Kachmaschinn, d'Hott an den Auto parallel matenee soll lueden oder umaachen. Grad déi Sensibiliséierung ass ganz wichteg, fir ze kucken, dass mer d'Consommateuren dozou kréien, eebe manner Stroum ze benotzen, also och manner vun deem Spëtze-Stroum ze huelen.

Zu ärer Fro, wat d'Regierung mécht, fir déi Präisser unzepassen: Do maache mer näischt, well, wéi gesot, dofir ass en onofhängegen Institut do, den ILR, deen onofhängeg vun enger Politick déi Decisiounen do hält. Ech wäert sécher net als Energieminister do agräifen an dem ILR soen, wat en ze maachen huet, onofhängeg dovun, dass ech et net kann.

Zweetens, de Volet vum Testjoer: Ech mengen, dass et ganz interessant ass, hei eebe grad déi Sensibiliséierung ze maachen, de Leit ze weisen, wéi se dee Spëtze-Stroum, also déi Picken do, aus dem Netz kënnen eraushuelen, fir dass mer d'Netz net méi grouss ausbaue müssen, well d'Netz grouss ausbauen heescht, dass d'Käschte fir de Consommateur nach méi héich géife ginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 129 vum Här André Bauler un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert den Akommesplaffong fir d'Beneficiairë vun enger Fréipensioun. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 129 du 22 octobre 2024 de M. André Bauler relative au plafond des revenus professionnels qui peuvent être touchés par les personnes bénéficiant d'une pension de vieillesse anticipée entre l'âge de 57 et de 65 ans, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Dir wësst alleguer: Zu Lëtzebuerg kann déi regulär Aarbechtsrent ab dem Alter vu 65 Joer an Usproch geholl ginn. Énner bestëmmte Bedéngunge kréien awer déi meescht Matbierger hir Pensioun well mat 57 oder 60 Joer. Et ass dat dann eng sougenannte virgezunnene Altersrent, eng Pension de vieillesse anticipée. Déi aktuell Gesetzeslag begrenzt d'Méiglechkeeten,

fir am Fall vun enger virgezunnener Altersrent eppes derbäizeverdengen, an deene meeschte Fäll op een Drëttel vum soziale Mindestloun. Wann d'Akommes iwwert dëser Grenz läit, gëtt d'Rent gekierzt oder souger entzunn.

Et wier awer wünschenswäert, wa Rentner d'Méiglechkeet hätten, fir weiderhi berufstäteg ze sinn, wa si dat wëllen, wa si dat wënschen, an datt se dann d'Fräiheet hunn, esou vill derbäizeverdengen, wéi se envisagéieren. Nieft dem Wonsch vu ville Pensionéierten, och am Alter aktiv ze bleiwen, ass eng méi laang Erwerbstätegkeet am Alter eng wichteg Moosnam, wann et ëm d'Iwwermëttlung vu Fachwëssen u méi jonk Mataarbechter geet, an et hëlleft, der Penurie u Fachkräften, besonnesch an de klengen a mëttlere Betriber, entgéintzewierken.

Am Koalitiounsprogramm steet iwwerengs och – ech zitëieren – de folgende Satz: „Le plafond des revenus professionnels qui peuvent être touchés par les personnes bénéficiant d'une retraite anticipée entre l'âge de 57 ans et de 65 ans sera revu à la hausse.“ Rezent huet och e Geriichtsurteel d'Verfassungswidregkeet vum aktuelle gesetzleche Kader festgestallt, soudass effektiv Handlungsbedarf besteet. Et besteet also eng gewëssen Urgence.

An dofir wollt ech d'Madamm Ministesch Folgendes froen: Ass si also gewëllt, an deem Sënn eng punktuell gesetzlech Ännerung virzehuelen an dat esou séier wéi méiglech, well eebe duerch dat Urteel dës Drénglechkeet besteet?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci dem Här Deputéierte fir seng ganz pertinent Fro. D'Urteel vum Verwaltungsgeriicht huet eis natierlech derzou bruecht, elo mol déi Disposition anticumul net méi esou ze applizéieren, wéi se am Code de la sécurité sociale steet fir d'Independanten. A mir sinn amgaangen, en Text ze preparéieren, fir op dote Fro eng Äntwert ze ginn.

D'Ophiewe vun deem Plaffong vun engem Drëttel vum dem Mindestloun ass nach amgaangen, diskutéiert ze ginn, och mat de Partner, déi implizéiert sinn. A mir wäerten dat och mat an d'Consultatioun iwwert d'Pensiounen eranhuelen. Mee de Projet de loi, fir d'selwecht ze schalte bei Independanten a Salariéen, ass ennerwee a wäert an deenen nächste Wochen am Regierungsrot diskutéiert ginn.

Villmoos merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 131 vum Här Maurice Bauer un den Här Inneminister iwwert d'Openthaltsgeneemegungen, déi am Kader vun Asyl an Immigratioun zougesprach goufen. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 131 du 22 octobre 2024 de M. Maurice Bauer relative aux autorisations de séjour accordées en matière d'asile et d'immigration, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Maurice Bauer (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken“, esou heescht de Koalitiounsaccord, esou ass deen iwwerschriwwen. Ech mengen, mir wunnen hei zu Lëtzebuerg an engem Land, wou mer eppes manner wéi 50 % Netlëtzebuurger bei eis wunnen hunn, wat eng grouss Chance fir eist Land ass.

An deem Kontext wollt ech den Här Inneminister froen:

Wéi ass déi aktuell Evoluitioun vun Net-EU-Bierger, déi am Kader vun de Reegelen vun der legaler Immigratioun op Lëtzebuerg kommen am Allgemengen a fir hei am Land ze schaffen am Besonneschen?

Zweet Fro: Wat sinn d'Hauptgrënn vun deene Leit, fir op Lëtzebuerg ze kommen?

An déi drëtt Fro: Wat ass d'Relatioun oder d'Evoluitioun vun den Demanden, fir Protection internationale ze kréien?

Ech soen Iech villmoos Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Dann ass d'Wuert fir den Här Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Fro. Ech widerhuele mech: Mir si fir eng responsabel Immigratiouns- an Asylpolitik. Lëtzebuerg brauch legal Immigratioun. Déi Leit, déi d'Konditiounen erfëllen, mussen schnell kënnen hei integréiert ginn. An déi Leit, déi d'Konditiounen net erfëllen, sollen esou schnell wéi méiglech erëm an hir Hierkunftsland kënnen zrëckgoen. Dofir hu mer jo och enner anere d'Maison de retour volontaire elo opgebaut.

Zu de spezifesche Froe vum Deputéierte Maurice Bauer. Ech fänken u mat den Zuele vun der Immigratioun. Vläch eng Kéier kuerz: Immigratioun ëmfaasst Leit, déi aus Drëttländer hei op Lëtzebuerg zum Beispill schaffe kommen, an Asyl ass eebe, wann een op Lëtzebuerg kënn, well ee verfollegt gëtt.

Bei der Immigratioun hate mer 2021 7.435 Demanden, dovunner sinn 89,87 % ugeholl ginn. 2022 hate mer 9.826 Demanden, dovunner sinn 92,84 % ugeholl ginn. 2023 hate mer 7.922 Demanden, dovunner sinn 90,65 % ugeholl ginn. An elo dëst Joer bis September inclus hate mer 5.575 Demanden, dovunner si 87,55 % ugeholl ginn.

An deenen Zuele sinn och d'Demandé fir déi berüümte Carte bleue européenne dran, wou mer jo hei nach d'Gesetz gestëmmt hu viru Kuerzem. Do sinn 2022 948 Titren ausgestallt ginn, 2023 818 an dëst Joer, vu Januar bis September inclus, 672 Titren.

Wat sinn elo d'Motiver fir d'Immigratioun? Op éischter Plaz ass de Regroupement familial, do hu mer 93,75 % vun den Demandé guttgeheescht. Bei den Activités salariées sinn 88,35 % guttgeheescht ginn. An dann „Autres“, wéi mir dat opféieren – dat si Studenten oder Au-pairen oder soss nach aner Kategorien –, do sinn 73,80 % vun den Demandé guttgeheescht ginn.

Elo beim Asyl hate mer 2021 1.249 Demanden, do si 76,62 % akzeptéiert ginn. 2022 hate mer 2.271 Demanden, do sinn 82,45 % vun den Demandé guttgeheescht ginn. 2023 hate mer 2.447 Demanden, do sinn 71,09 % guttgeheescht ginn. A bis elo, vu Januar bis September, hate mer 1.307 Demanden a bis elo si mer bei 67,93 %, déi guttgeheescht gi sinn.

Dann hu mer nach d'Protection temporaire, wéi zum Beispill fir d'Ukrainer. Do hate mer 2022 5.397 Demanden, do si 95,16 % guttgeheescht ginn. D'lescht Joer hate mer 1.053 Demanden, do si 86,28 % guttgeheescht ginn. An 2024, vu Januar bis September, hate mer bis elo 686 Demanden an do si 86,62 % guttgeheescht ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 132 vum Här David Wagner un den Här Minister fir Wirtschaft, PMEen, Energie an Tourismus iwwert déi ugekënnegt Absicht

vu Google, an d'Entwécklung vun der Atomenergie ze investéieren. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 132 du 22 octobre 2024 de M. David Wagner relative à l'intention annoncée de la société Google d'investir dans le développement de l'énergie nucléaire, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Google huet de 14. Oktober annoncéiert, dass de Konzern en Accord mat Kairos Power ënnerschriwwen hätt, enger US-amerikanischer Entreprise, déi kleng modular Atomreakteren entwéckelt an an de kommende Joren och kommerzialiséiere wëll. Google engagéiert sech, Atomstrom vu Kairos Power ofzekafen an de Bau vu siwe klenge Reaktere matzefinanzéieren. Op deem Wee wëllt Google dekarboniséierte Strom bezéien, fir seng Datacenter mat Energie ze fidderen, déi besonnesch opgrond vun der Entwécklung vu Kënschtlecher Intelligenz ëmmer méi Energie brauchen.

Zu Lëtzebuerg ass en Datacenter vu Google zu Bisse geplangt. 2023 huet den deemolege Premierminister Xavier Bettel gesot, dass dëse Projet net prioritär wär fir Google, ënner anerem, well d'Energieversuergung um Site net gekläert wier. Am März huet de Wirtschafts- an Energieminister dann awer elo gesot, d'Gesprécher géifen erëm lafen an hie wier zouversiichtlech, dass den Datacenter Realitéit géing ginn.

Dohier meng dräi Froen:

Déi Éischt: Ass d'Fro ronderëm d'Energieversuergung vum Datacenter gekläert, respektiv gëtt et do Entwécklungen, déi erklären, firwat deen Interessi vu Google erëm do ass?

Zweetens: Huet Google wëlles, d'Energieversuergung um méigleche Site zu Bisse mat Atomstrom ze assuréieren? An ass eventuell souguer d'Installatioun vun engem klengen modulare Reakter eng Optioun?

An drëtters: Ass d'Regierung bereet, zouzeloossen, dass Google fir hiren Datacenter – oder iergendeng aner Entreprise zu Lëtzebuerg – hir Energieversuergung mat Hëllef vun akaafem Atomstrom ka garantéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Elo huet den Här Minister fir Wirtschaft an Energie an dësem Fall d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här Wagner, fir déi Fro. Ech mengen, dass déi Reakteren, wéi se do erkläert ginn, an Europa nach net bestinn. Dat heescht, déi Fro stellt sech net, esou een am Moment zu Lëtzebuerg ze bauen.

Google ass an den Diskussiounen, wou et ëm eng Panoplie vu verschiddene Saache geet, fir den Datacenter kënnen dohinner ze stellen. Do sinn Diskussiounen, déi lafen. Et ass menges Wëssens keng Demande do, fir en SMR-Reakter (ndlr: Small Modular Reactor) dohinner ze stellen.

Et ass och net d'Volontéit vun der Regierung, dass en SMR-Reakter – insofern et en da géing ginn, well mir schwätzen hei an Hypotheesen; dee Reakter gëtt et nach net tel quel – da géing dohinner kommen. Och dat ass net Deel vun den Diskussiounen.

A souwiesou kann ech awer hei bei där doter Fro garantéieren, dass jo d'Meenung vun der Regierung zu der Atomfro ganz kloer ass an deem Punkt do. Wann esou e Reakter géing proposéiert ginn, dann ass et nom Stromgesetz nach ëmmer esou, dass den Energieminister dat accordéiere muss, also eng Erlabnis

muss ginn, fir esou eppes ze maachen. A gleeft mer, dat géif ech natierlech net maachen!

Sou. Also, dee Reakter gëtt et nach net. Et ass keng Fro, fir een dohinner ze stellen. A souguer wann dat Éischt an dat Zweet dann trotzdem wieren, géing ech trotzdem Nee soen. Also stellt sech déi Fro net.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 133 vum Här Dan Biancalana un den Här Premierminister iwwert d'Moosname vum nationalen Aktiounsplang fir d'Lutte géint den Antisemitismus. Här Biancalana.

– **Question n° 133 du 21 octobre 2024 de M. Dan Biancalana relative aux mesures du Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme, adressée à M. le Premier ministre**

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Viru knapp zéng Deeg ass zu Miedernach en Denkmal beschmiert ginn, dat den deportéierte Judde gedenkt. Dëst ass e kloer Fall vu Vandalismus. A mam Hannergrondwëssen, dass dëst Denkmal 331 Persounen gedenkt, déi de 16. Oktober 1941 an de Ghetto vu Litzmannstadt (veuillez lire: déi de 16. Oktober 1941 an de Ghetto vu Litzmannstadt respektiv den 28. Juli 1942 an dee vun Theresienstadt) deportéiert gi sinn, muss een dësen Akt ëmsou méi veruertelen.

Dee ganze Virfall gëtt och nach doduerch, mengen ech, verschlémmert, dass zum nammlechten Zäitpunkt d'Journée de la Commémoration nationale ofgehale ginn ass. D'Iwwermole vum Wuert „israélite“ léisst och de Gedanken opkommen, dass eng Vermëschung ass tëscht dem israeelesche Staat an deem, wat der jüddescher Communautéit am Zweete Weltkrich widderfuer ass.

Lëtzebuerg ass leider keen isoléierte Fall, wat antisemitisch Akte respektiv Vandalismus ugeet. Wéi aus dem Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme, dem PANAS ervirgeet, ass quasi all europäesch Gesellschaft mam Opkomme vun Antisemitismus konfrontéiert. A Frankräich am Joer 2023 waren et 1.676 Fäll, 2022 waren et der 436.

Am PANAS steet awer och, dass am Joer 2023 virun allem Hatespeech bedriwwen ginn ass, awer och antisemitisch Graffiti op Walplakater an och Kommentarer op soziale Medie gemaach goufen. Am PANAS sinn awer eng ganz Panoplie vu Mesüeren, déi effektiv do sinn, fir och de Gemengen ze hëllefen: eng technesch Hëllef, finanzielle Support, awer och Kontaktpunkte fir Affer vun Antisemitismus.

Mir haten als LSAP eng Rei Froen am August gestallt, ouni awer richteg konkret Äntwerten ze kréien. Dofir wollt ech hei nach eng Kéier d'Geleeënheet vun de jéngsten Ereignisser notzen, fir dem Här Premierminister eng Rei Froen ze stellen: Wéi gesäit et mat der Ëmsetzung vun de Mesüre fir den Affer- a Sitteschutz aus? Denkt den Här Premierminister, dass dës Mesüeren duergi fir en effikasse Schutz och an Zukunft? Wou sinn dës Mesüeren drun?

Et gëtt och d'Fro gestallt vun engem interministerielle Grupp. Schafft deen un dës Mesüeren? Wéi gesäit et mat der Ëmsetzung vun engem Kontaktpunkt fir Affer vun Antisemitismus aus? A wéi gesäit och generell d'Zesummenaarbecht tëscht dem Staat an de Gemengen aus? A wat sinn nach weider Usätz, fir d'Erënerung un d'Shoah zu Lëtzebuerg ze garantéieren an d'Affer vum Naziregimm net ze vergiessen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet den Här Premierminister d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech wëll dem Här Biancalana soen, dass dat fir d'Regierung e ganz wichtige Punkt ass. Ech begrëssen ausdrécklech dee Plang, dee vun der viregter Regierung uegheoll ginn ass – oder ënnert dem Lead vun der viregter Regierung – am September 2023, also ganz um Enn vun der Legislaturperiod, an dass et selbstverständlech eis Intentioun ass, dee Plang ëmzesetzen. Elo ass deen awer eréischt a sengen éischten Etappen. Dee Komitee, deen dodra virgesinn ass, ass viru Kuerzem och eng éischte Kéier zesummekomm. Ech hunn och d'Intentioun, eng Kéier un esou enger Sitzung vun deem Komitee deelzehuelen.

A senger éischer Sitzung huet dee Komitee sech och mat Sécherheetsfroe beschäftegt. Dat ass awer nëmmen eng Dimensioun vum Theema. Antisemitismus – ech hunn dat scho virun an der Äntwert op d'Fro vun der Madamm Morgenthaler gesot – ass absolutt condamnabel an d'Regierung wäert alles maachen, fir dass dat hei zu Lëtzebuerg net op fruchtbare Buedem fällt.

Ech condemnéieren och am Numm vun der Regierung ausdrécklech all Beschmutzung vu Monumenter, vu Gedenkplazen, wéi dat och viru Kuerzem zu Miedernach stattfonnt huet. Dat ass absolutt inakzeptabel an enger fräier toleranter Gesellschaft!

Ech mengen, et ass zu Recht, dass Dir sot, et misst een och mat de Gemengen zesummeschaffen. Ech weess net, ob do schonn eppes Konkretes leeft, mee ech huelen dat mat als Konsequenz vun Ärer Fro, fir ze kucken, wat mer do maachen. Mee mir müssen als Gesellschaft zesummen do stoen, fir dass dee Plang, dee vill Dimensionen huet, deen e relativ déckt Dokument ass, Punkt fir Punkt ëmgesat gëtt. An ech mengen, et wär vläicht eng Iddi, dass een, le moment venu, vläicht an e puer Méint, och eng Kéier an der zoustänneger Chamberskommissioun kuckt, wat bis dohin da scho gemaach ginn ass a wat een nach méi ka maachen, fir dass et zu Lëtzebuerg keng Plaz gëtt fir Antisemitismus oder generell fir Diskriminatiounen vu Leit viru Relioun, politeschen oder philosophesche Meenungen, déi vläicht net deene vun der Majoritéit entsprechen.

An dorëms geet et jo am Fong: Et dierf een net eng reliéis Communautéit, ob se minoritär oder majoritär ass, dowéinst negativ behandelen oder sech negativ doriwuer ausdrécken, och net an de soziale Meedien. Et ass also e wäit Feld an et ass eent, dat ech als Regierungschef, mee och déi ganz Regierung als extrem seriö empfangen. An do wäerte mer zesummen dru schaffen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Domat wär eis Froestonn dann ofgeschloss.

10. Question élargie n° 19 de M. Marc Goergen relative à l'égalité des genres dans le cadre du logement

Mir géingen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar der erweiterter Fro Nummer 19 vum Här Marc Goergen iwwert d'Chancéglicheheet am Kader vum bezuelbare Wunraum. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minuten Zäit fir seng Haaptfro a fir no der Äntwert vum Minister seng Zousatzfro virzedroen. D'Regierung huet 10 Minutten Zäit. An den Här Goergen huet d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Präisentwäcklung, Konditiounen, Accès si wuelbekannte Problemer, wa mir eis dat lescht Joerzängt hei am héijen Haus mam Thema Logement beschäftegt hunn. Dass dëse Problem net all Stot an eiser Gesellschaft op déi selwecht Manéier trëfft an dass d'Locataire an d'Monoparentallen déi sinn, déi am stärkste betraff sinn um Wunnengsmaart, ass och net iwwerraschend.

Wat éischer wéineg debattéiert an diskutéiert gëtt, ass, dass dës Problemer och d'Geschlechter ënnerschiddlech staark treffen. An der rezenter Etüd a Publikatioun vum LISER gëtt kloer duergeluecht, dass d'Fraen am Verglach a villen Hisiichte mat méi prekäre Situatiounen um Wunnengsmaart konfrontéiert si wéi d'Männer. Besonnesch alengerzéiend Mammen hunn et ganz schwéier. Net nëmmen ass bei hinnen den Effort – also dat, wat si finanziell mussen opbrénge fir de Logement par rapport zu hirem Akommes – vill méi héich, mee och bei de Konditiounen an der Liewensqualität si Fraen oft am Verglach méi staark vu Problemer wéi wéineg Raum, futtis Miwwelen a Fuitten an der Wunneng betraff.

Zousätzlech gëtt festgestallt, dass d'Fraen ënner anere e limitéierten Zougang zu Immobilitätkreditter hunn, wat hir Méiglechkeeten, Proprietär ze ginn, oder den Zougang zu Locatiounswunnenge reduzéiert, well si am Duerchschnitt e méi niddregt verfügbaart Akommes hu wéi d'Männer. Wat dës Analys nach schlëmmer mécht, ass, dass d'Fraen am Verglach zu de Männer och statistesch gesi vill méi oft vun engem Cumul vu Problemer betraff sinn, dat heescht, méi oft net nëmmen eng vun dësen Erausfuenderunge meeschtere mussen.

Et soll hei net drëms goen, ee Geschlecht géint dat anert auszespillen. Vill Leit hei zu Lëtzebuerg si vu Problemer am Beräich vum Logement betraff, awer dës kloer duergeluechten a statistesch bewisen Ongläichheet muss eis awer staark ze denke ginn, muss d'Regierung zum Handele beweegen, wann hir d'Gläichberechtigung um Häerze läit.

An dësem Zesammenhang wëilt ech dem Minister dës Froe stellen:

Wat maachen de Fonds du logement an d'SNHBM, fir alengerzéiende Fraen an alengstoende Fraen ze enger Wunneng ze verhëlfen? Laut Etüd si Frae méi oft gezwongen, a Wunnengen ze liewen, an deenen ze vill Leit op engem ze enke Raum wunnen a wou méi oft Schied a Problemer ze fanne sinn. Wat mécht d'Regierung hei, fir dësem Phenomeen entgéintzewierken?

Frae sinn dann och duebel esou oft wéi Männer an der Situatioun, dass se a Wunnenge liewen, wou se futtis oder ofgenotzten Haushaltsgéigestänn a Miwwelen net duerch neier austausche kënnen. Wat fir Donnéeën huet de Logementsministère an deem Sënn? An och hei: Wat mécht d'Regierung, fir och dësem Phenomeen entgéintzewierken?

Allgemeng: Wat wäert Dir genau entscheeden, fir de Fraen an dëser Situatioun ze hëlfen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Logementsminister. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och merci fir déi Fro hei vum Deputéierte Marc Goergen, déi, mengen ech, zu Recht opgeworf ka ginn.

Mir wëssen, dass mer allgemeng eng ganz ugespaante Situatioun op eise Logementsmarché

hunn. Mir kënnen eis virstellen, dass grad d'Monoparentallen aus enger ganzer Rei vu Grënn dorënner nach méi leide wéi zum Beispill Famille mat zwee Akommes. Wann ee just een Akommes huet an et muss een domadder säi Loyer kënnen bestreiden, dann ass dat sécherlech net esou einfach. Wann een aleng ass an et muss ee kucken, Kanner a Beruf ..., also sech selwer och nach en Akommes kënnen ze verschafen, dann ass och dat eng besonnesch Erausfuenderung. A ganz dacks ass et engem dann net erlaabt, Vollzäit ze schaffe respektiv et ass ee wirklech op eng Betreungsplaz ugewisen, a wann een déi net huet, da gëtt et mam eegene Revenu jo och méi schwéier.

Alles dat si Realitéiten, déi mer kennen an déi mer, denken ech, och mussen unerkennen, wa mer Logementspolitick maachen, awer sécherlech net nëmmen, wa mer Logementspolitick maachen.

Mir hunn allgemeng eng Ausrichtung, wa mer vun abordablem Wunraum schwätzen, dass mer generell probéieren, deenen, déi am schwächste sinn, wou d'Urgence am gréissten ass, déi am mannste kënnen duerch hiert eegent Akommes zu enger eegener Wunneng oder zu engem Loyer bäidroen, och prioritär hëlfen. An dozou gehéieren dann awer och ganz dacks Frae respektiv alengerzéiend Fraen aus deene Grënn, déi ech och elo hei genannt hunn an déi Dir eigentlech och an Ärer Froestellung geschildert hutt.

Dir hutt ganz prezis op de Fonds du logement higewisen. De Fonds du logement huet zum Beispill d'Méiglechkeet, Wunnengen och u verschidden ASBLe verlounen ze kënnen, déi se dann un eng ganz geziilte Populatioun weiderverlounen. Et gëtt een esou e Projet mat eelef Wunnengen, wou de Fonds du logement u Femmes en détresse verlount, déi déi dann un hir Clientèle, un hir Zilgrupp, weiderverlount. Sécherlech wär do nach méi méiglech, wann ASBLe an Acteuren an deem Beräich deementspriedend och bereet wären, sech ze engagéieren.

Sou wéi ech virdu schonn ugedeit hunn, ass et bei der Attributioun vun enger Wunneng vum Fonds du logement, mee awer och vun aneren abordable Wunnenge vun allen aneren Acteuren, siefen dat Gemengen, siefen dat aner ONGen oder eeben och déi öffentlech Promoteure Fonds du logement an SNHBM, esou, dass mer do no enger Prioritéitelëscht fueren, wou d'Urgence am gréissten ass. A virun allem ass och ee Facteur vun där Urgence: Wa Kanner schlecht logéiert sinn, da kënt een och éischer un eng Wunneng vun deene jeeweiligen Träger, wéi wann dat net de Fall ass. Also och do spillt déi prekär Situatioun vun alengerzéiende Fraen esou wäit, dass se dann och éischer eng Wunneng kënnen kréien.

Beim Calcul vum Loyer gëtt och do nach eng Kéier gekuckt, dass den Ënnerschied gemaach gëtt, well dat Kand am Stot ass a well een doduerjer jo och eng Rei vun Depensen huet, déi d'Capacitéit, fir e Loyer kënnen ze finanzéieren, nach eng Kéier erfosetzt par rapport zu enger Situatioun, wou eng Persoun fir sech aleng an engem Stot wier an déi selwecht Wunneng elo géif occupéieren an dee selwechte Revenu hätt.

Ee Beispill: Wann een 2.000 Euro géif verdéngen an et wär een aleng, da géif een an engem Logement abordable 270 Euro de Mount bezuelen. Wann ech aleng mat engem Kand wär, da wäeren et nach 195 Euro de Mount, well ganz einfach déi eege Capacitéit, déi een huet, fir zu deem Loyer kënnen bäizedroen, dann och nach eng Kéier erfosetzt gëtt. Et gëtt also scho souwuel eng Prioritéit bei der Attributioun wéi awer och duerno eng Reduktioun beim Calcul vum Loyer, déi op déi spezifesche Situatioun, déi Dir hei geschildert hutt, och ageet.

Eng änlech Situatioun hu mer och haut schonn am Beräich vun der Subvention loyer, wou mer och ganz bewosst gekuckt hunn, den Tablo esou ze strukturéieren, dass een déi selwecht Hëllef kritt, ob een elo alengerzéiend plus e Kand ass oder ob een eng Koppel plus e Kand ass. Do ass de Basismontant vun enger Communauté domestique 360 Euro an et kritt een een och 360 Euro Subvention loyer, wann een zwou Persoune plus e Kand ass. Och dat nach eng Kéier kloergemaach, fir ze ënnersträchen, dass mer do ganz besonnesch de Monoparentallen, ob Mammen oder Pappen, wëllen ënnert d'Äerm gräifen.

An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass mer jo bei der Subvention loyer am Laf vun dësem Joer, am Fréijoer vun dësem Joer, eng Decisioun geholl hunn, fir eebe grad de Montant, deen ee pro Kand ka kréien am Stot, ze verduebele vu 40 op haut 80 Euro. An och dat nach eng Kéier, fir eeben allgemeng Famille mat Kanner, déi Schwierigkeeten hunn, um Lëtzebuerg Wunnengsmarché sech e Loyer kënnen ze finanzéieren, kuerzfristeg kënnen ze hëlfen.

Dat sinn also déi Mechanismen, déi mer haut en place hunn, fir déi Politick do ze maachen. An ech denken, dass mer do an der Zilsetzung absolutt richtigleien. Dat entbënt eis awer net dovun, ze kucken, wéi mer zum Beispill och Wunnengen, déi mer iwwert de Fonds du logement un den associative Secteur an deem dote Beräich kënnen ginn ..., wéi mer dat nach kéinten ausbauen. An et entbënt eis natierlech net generell dovun, am Beräich vum Logement, mee awer och doriwwer eraus an anere Politickberäicher, ze kucken, wéi mer Famille-monoparentalle besser kënnen opstellen, fir dass se sech aus eegener Kraaft eigentlech um Wunnengsmarché kënnen och besser logéieren. Dat an hirem Interessi, mee ganz besonnesch awer och am Interessi vun deene Kanner.

Well mir wëssen: Kanner, déi schlecht logéiert sinn, a prekäre Situatiounen opwuessen, déi net vill Plaz hunn, wou d'Wunneng deen Zoustand huet, wéi Dir et och beschriwwen hutt, an där Fäll gëtt et, dass wësse mer, dass dat leider och an eise räche Land nach ëmmer eng Realitéit ass ..., an dass dat sech net favorabel op d'Entwécklung vun de Kanner auswierkt. Ech denken, dass gesi mer hei och alleguerten an. An an deem Sënn wär et gutt, wa mer och fir déi spezifesche Offere fir déi dote Clientèle nach Acteure géife fannen, déi do géife matmaachen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dir kënt eng Zousatzfro stellen, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci dem Minister fir déi wirklech positiv a konstruktiv Äntwert. Et sinn eeben och Fäll, déi mir esou am Office social erlieft hunn, dass heescht, et ass wirklech e Besoin um Terrain. An Dir hutt elo vill Mesüeren ugekënnegt. Dofir wollt ech Iech froen, ob Der bereet wäert, zum Beispill an engem Joer an d'Logementskommissioun ze kommen, vläicht mat frësch Zuelen, fir ze kucken, ob dat och eng Wirkung bruecht huet, fir dass mer do dat Thema awer nach eng Kéier uschwätzen an net vergiessen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Also, éischters, Här President, sinn ech ëmmer bereet, wann d'Deputéiert dat froen, an d'Logementskommissioun ze kommen, fir allméiglech Froen ze beantwerten, hei natierlech ganz besonnesch.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen: Ech hunn elo net besonnesch vill Mesüren ugekënnegt, ech hunn dat erkläert, wat mer haut schonn hunn, an déi Mechanismen, déi mer haut hunn an déi en faveur kënnen agesat ginn, fir d'Situatioun vu Famille-monoparentalen, grad wat de Logement ubelaangt, kënnen ze ënnerstëtzen.

Ech sinn awer absolutt bereet, de Fokus nach eng Kéier verstärkt dorobber ze riichten an och reegelméisseg Ärem héijen Haus hei e Rapport ze erstatten.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

11. 8405 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

An da komme mer bei deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass de Projet de loi 8405 iwwer eng Rei Bähëllefren am Kader vun der energieetescher Transitioun vu Wunnengen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäten hu 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, den Här Franz Fayot, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Paul Galles. Här Galles.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Paul Galles (CSV), rapporteur | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer eng Freed, Iech haut de Mëtteg de Rapport ze maache vum Projet de loi 8405. Alles am Liewen ass eng Kéier fir d'éischte Kéier, an et ass fir mech déi éischte Kéier, dass ech hei e Rapport maachen an der Chamber. Et ass mer eng Éier ...

Plusieurs voix | O!

M. Paul Galles (CSV), rapporteur | ... an ech bieden Iech dann ëm déi néideg Nosiicht fir de Fall, dass et nach net grad esou gutt ass, wéi et misst sinn.

Beim Projet de loi 8405 handelt et sech ëm eng substanzuell Ännerung vum ofgeännerte Gesetz vum 23. Dezember 2016, dat e Bähëllefesystem agefouert huet zur Fërderung vun der Nohaltegkeet, der rationaler Notzung vun Energie an den erneierbaren Energien am Beräich vum Wunnen, also de sougenannte Klimabonus Wunnen.

A mir bezéien eis hei mat deenen Zuelen, déi mer haut hei an dësem Gesetz bestëmmen, op d'Top-ups, déi dann no den Tripartitt-Verhandlungen am September 2022 agefouert gi sinn, notament fir d'Inflatioun ze bremsen a fir de Stéit an de Betriber ze hëllefen, déi energieetesche Transitioun ze beschleunegen, notament duerch energieetesche Renovatiounen an de Switch op erneierbar Energien, fir esou d'Ofhängegkeet vu fossilen Energië vun deene Stéit dann ofzebauen.

Am Detail geet et dann ëm dräi Mesüren, déi Der aus dem Projet de loi kënn erausliesen. Dat éischt ass d'Augmentatioun vun 30 % op 50 % vum Bonus de remplacement fir eng Chaudière, déi mat fossille Brennstoffe bedriwwen gëtt, duerch eng Wärmepumpe oder eng aner Heizung mat engem besseren

energieetesche Rendement a Foussofdruck ze ersetzen; zweetens déi zousätzlech 25 % bei der energieetescher Sanéierung vu Gebaier; an drëttsen sollen déi zousätzlech 25 % bei de Fotovoltaikanlagen, déi Stroum fir den Energieverbrauch produzéieren, elo mat dësem Gesetzesprojet dann net méi verlängert ginn, soudass een an dësem Fall nach 50 % erëmkritt.

Wéinst den ambitiëse Klima- an Energieziler am PNEC an der Kris am Logement, déi och derbäi kënn huet dës Regierung decidéiert, dës Mesüre vum Klimabonus Wunnen bis den 31. Dezember 2025 ze verlängeren.

De Gesetzesprojet, dee mer hei virleien hunn, den 8405, gouf den 28. Juni 2024 vum Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an der Chamber deposéiert. De Staatsrot huet de 5. Juli säin Avis ofginn. D'Chambre de Commerce huet den Avis den 23. August eraginn. An den 8. Juli sinn ech schonn zum Rapporteur ernannt ginn. De 25. September hu mer an der Kommissioun d'Avis vum Conseil d'État a vun der Chambre de Commerce analyséiert. An de 16. Oktober 2024 ass de Rapport ugeholl ginn.

Wichtig also, wéi gesot, déi Rapport bezéiungsweis déi Avis vum der Chambre de Commerce an natierlech vum Staatsrot. Mir hu se an der Kommissioun beschwat. An ech wëll awer och erwänen, dass och den OAI eis en Avis eraginn huet, deen och ganz interessant ass an dee mer och bei der Dokumentatioun derbäileien haten. All dës Avisa ware positiv vis-à-vis vun dësem Gesetzesprojet.

Ech wëll awer eng pertinent Remark aus der Chambre de Commerce hirem Avis erausgräifen an ervirsträchen, wat d'Lafzäit vun de Bähëllefren ugeet. Aus Grënn vun der Planungssécherheet sollten esou Mesüren, esou soe si, sech op d'mannst iwwer e puer Joer erstrecken a wa se geännert sollte ginn, da misst dat laangfristeg virum Auslaffe kloer kommunizéiert ginn, fir dass ee wéisst, wou een dru wier a bis weini ee seng Demandë misst maachen a wéi iwwerhaupt de ganze System dann zäitlech virukéim, notament fir ze verhënneren, dass all d'Commandë gläichzäiteg erakéimen an et esou eppes wéi Enkpäss an der Liwwerkette géif ginn. An dass dat eng duerchaus pertinent an och aktuell Fro ass, dat hu mer nach an deene leschten Deeg och matkrut: Et gouf e Reportage op engem Radio genau iwwert deen dote Punkt. An natierlech steet och hannendrun déi Gefor, dass dat kéint d'Präisser beaflossen.

Här President, wann Der erlaabt, da géif ech hei elo de Rapport vun dësem Projet de loi 8405 ofschléissen an ech géif dann direkt och Stellung huelen am Numm vun der CSV-Fraktioun.

Discussion générale

De Klimabonus Wunnen, fir dat zesummenzefaassen, dee wäert also summa summarum héich bleiwen, ganz héich bleiwen, gréisstendeels onverännert bleiwen. Just den Top-up vun de PV-Anlage soll vun 62,5 % op 50 % erofgoen. A bei de Subventiounen vun all deenen anere Programmer, zum Beispill Wärmepumpen, Sanéierung etc., soll en Top-up bäibehale ginn. Dat ass esou insgesamt e groussen an e gudden Package, dee mer hei hunn.

Erlaabt mer do zwou Bemierkungen derzou. Natierlech hu mer an der Kommissioun vill diskutéiert iwwert déi absolutt Zuelen, wann et vun 62,5 % op 50 % erofgeet. Mir kruten awer och eng Rei vun Erklärungen, firwat dat duerchaus och vertriebar ass.

Déi éischt ass déi, dass een d'Roll vun engem Incentive muss genau verstoen. Eigentlech ass en Incentive jo do, fir Leit ze motivéieren, fir e System un d'Rollen ze kréien. Dat ass hei passéiert. Dat heescht, den

Incentive huet an engem gewëssene Sënn och seng Roll hei erfëllt.

Dat Zweet ass, dass en natierlech ëmmer nach immens héich ass. Mir sinn elo bei 50 %. An da kommen natierlech och nach ënner Ëmstänn Subventiounen an den eenzelne Gemengen derbäi.

An dat Drëtt ass eng Statistik, déi mer och vum Ministère geschéckt kritt haten – op Nofro vun e puer Deputéiert aus der Kommissioun ass dat gemaach ginn –, fir nämlech ze kucken, wéi eeben d'Präisser vun de Fotovoltaikanlagen international an national evoluéieren. An déi Statistiken hu gewisen, dass se international erofginn, während se zu Lëtzebuerg éischer stabill bleiwen, a sech dat awer net duerch de Präis vun den Anlagen erkläert, mee éischer duerch de Präis vun der Main-d'oeuvre, déi hannendrustécht, fir dass se hei installéiert ginn.

A mir waren eis och an der Kommissioun an deem Debat bezéiungsweis an där Diskussioun eens, dass ee muss dee sougenannte „Effet d'aubaine“, also dee „Mitnahmeeffekt“, vermeiden, dass herno d'Subventiounen eeben net bei de Leit selwer, bei den Usagere selwer, landen.

An déi zweet Bemierkung, déi ech hei zum Gesetzesprojet am Numm vun eiser Fraktioun wëll maachen, ass, dass et natierlech wichtig ass, dass mer deen Top-up an deenen aneren zwee Beräicher bäibehalen. Besonnesch den Abau vu Wärmepumpen ass fir eis energieetesche Transitioun vun immens entscheidender Bedeutung. Et ass och eng zentral Moossnam vun eisem Energie- a Klimaplang, dee sou virgesinn ass an zu deem eis Regierung sech jo och no dem Koalitionssoffkommens gäre bekennt an dee mer esou wëlle bäibehalen.

Dat selwecht gëllt natierlech och fir déi energieetesche Sanéierung vun den Haiser. An dat ass, wann een eng Kéier esou déi fënnf Beräicher vum PNEC ukuckt, dee Beräich, an deem Lëtzebuerg nach am meeschte Potenzial huet, wou mer nach am meeschte kënnen dropleeën a wou mer nach am meeschte kënnen Energieeffizienz entwéckelen, wa mer wëlle bei déi 42 % méi Effizienz bis 2030 kommen. Dat ass och eppes, wat déi zwee Häre Ministeren, de Serge Wilmes an de Lex Delles, eis jo an där Kommissiounssëtzung am Juli – mengen ech, war et – hei an der Chamber och ganz kloer erkläert hunn an ënnerstrach hunn.

Bis elo si Wärmepumpe méi deier wéi fossill Heizsystemer. An ouni déi erhéichte Subventiounen géif sou munchen Hausbesëtzer wuel awer nach weider mat enger Masutts- oder enger Gasheizung hëtzen. An esou héich Subventiounen, wéi mer se elo hei hunn, erginn natierlech och ëmmer Sënn, well nach keng sënnavoll a wichtig alternativ Zukunftstechnologie an der Breet vun der Gesellschaft ukomm ass – ënner anere och wéinst deene méi héije Käschten.

Dat wollt Iech am Numm vun eiser Fraktioun nach derbäisoen. Ech wëll Iech dofir Merci soe fir Är Opmierksamkeet an ech ginn och am Numm vun der CSV den Accord fir dëse Gesetzesprojet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Ech soen Iech als Rapporteur fir Ären éischte Rapport villmools Merci, souwuel fir dee schrëftleche wéi fir dee mëndleche Rapport. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering, et ass un Iech.

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wollt ech emol dem Här Galles Merci soe fir dee gudden mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Une voix | Très bien!

M. Luc Emering (DP) | Den Erfolleg vun de finanziellen Hëllefle spigelt sech bei der Unzuel vun den Demanden, déi bei der Klimaagence amgaange sinn, erëm. Net manner wéi 11.000 Ufroen fir Renseignerement si bis Enn September registréiert ginn, an zousätzlech 4.000 weiderer gi bis Enn des Joers erwaart.

A 47 % vun dese Consultatiounen ass et ëm Fotovoltaikanlage gaangen, bei 27 % ëm Heizungssystemer, a bei 22 % ëm energieeffizient Isolatiounen. Konkreet kann een also soen, dass vun deene sëllege Mesüeren, besonnesch bei de Fotovoltaikanlagen, e spierbaren Interessi do ass. Dofir kënnen mir och d'Kritik net gëlle loosse, dass d'Erofsetze bei den Hëllefle vun 62,5 % op 50 % d'Nofro an deem Beräich wäert reduzéieren.

Une voix | Très bien!

M. Luc Emering (DP) | An dëst aus verschiddene Grënn:

D'Produktionskäschten an d'Käschte vun der Matière première si méi bëlle ginn, soudass d'PV-Modul als solcht, awer och op de Kilowatt Peak zeréckgerechent, signifikativ méi bëlle gëtt.

Zweetens gëtt et en héijen Duerchreecheffekt, soudass déi héich Subsiden net bei de Leit, déi investéieren, ukommen, mee se schlussendlech de Präis vun de PV-Anlage künstlech héich halen. Et ass also grondleeënd falsch, wéi dat elo oft an deene leschte Méint ëmmer erëm duergestallt ginn ass, et géife falsch Signaler gesat ginn.

Wa mer de Leit wëllen hëllef, déi an d'erneierbar Energie investéieren, an net eng abordable Technologie um Marché verdeieren, ass dës déi richteg Richtung: d'Subsiden no ënnen unzepassen. De Marché vun de Fotovoltaikanlagen ass also a Bewegung an developpéiert sech an eng positiv Richtung. A mir sinn zouversichtlech – an den Trend bestätegt dat och –, dass d'Nofro fir dës Anlage weider wäert héich bleiwen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, derbäi kënnt, dass ni dës Hëllefle an Zukunft och weider Mesüre sollen en place gesat ginn. An do sinn d'Ministère Delles a Wilmes amgaangen, kloer un eise Klimaziler ze schaffen. A si schaffen och weiderhin dodrun, och d'Transitioun fir Leit mat méi engem klengen Portmonni ze realiséieren. Well jo, fir Familjen ass et net einfach, Präisser vu 15.000 bis, jee nodeem, 30.000 Euro virzestrecken, dëst mat 4 bis gär iwwer 5 % Zënsen dann iwwer e Joer, an dann nach iwwer ee Joer mussen op de Subsid ze waarde fir esou eng Investitioun.

Dofir gëtt sech agesat, och Famillje mat engem klengen Portmonni dës Méiglechkeet ze bidden, dëst iwwer e Prefinanzement, eng Virfinanzéierung also, duerch de Staat, wou de Staat direkt säin Deel bäileet an d'Leit duerno just nach d'Hallschent vum Präis fir esou eng Anlag musse bezuelen.

En attendant begrësse mir, dass mat dësem Text d'Aiden, souwuel fir den Echange vun de Chaudières, mee och fir d'energetesch Sanéierung verlängert ginn. Et bleift wichteg, d'Leit weider mat op de Wee vun der energetescher Transitioun ze huelen a si och ze ënnerstëtzen. Als DP ass eis wichteg, dass weider derfir geschafft gëtt, de Mënsch an den Zentrum vun enger konsequenter Energie- a Klimapolitik ze setzen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Emering (DP) | Dëst kënnen mir nëmmen errechen, wa mir weiderhin derfir suergen, dass eng

propper Energie a klimaefizient Mesüre bezuelbar bleiwen. Genau dat gëtt mat dësem Projet gemaach an dofir kënnen mir als Fraktioun dës Verlängerung och nëmmen zoustëmmen.

Ech soen Iech villmools merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Franz Fayot. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geschitt elo dat, wat mer schonn Enn Juni op dëser Plaz kritiséiert hunn: Am Fall vun de Fotovoltaikanlage verlängere mer den Top-up fir en Zäitraum, dee schonn zanter dräi Wochen ofgelaf ass. Wa mer dat Gesetz haut stëmmen, fält dee réckwierkend op den 1. vun dësem Mount ewech. Dat ass keng gutt legislativ Aarbecht an dat hätte mer kënnen anescht maachen am Juni an d'Leit dobaussen och e bësse manner duercherneemaachen.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Bei de Fotovoltaikanlage muss een elo kucken, wéi sech d'Reduktioun vun Subsid op d'Demande auswierkt. Eis Suerg ass, dass déi spektakulär Dynamik insbesonnesch bei de Solaranlage kéint gebrach ginn. Gewëss, dëst war eng zäitlech begrenzte Mesür aus der Tripartitt vu September 2022, mee et wier net déi éischte Kéier, dass mer „le provisoire qui dure“ maachen. An hei wier et gerechtfertigt.

Ob mer eis Klimaschutziler errechen oder net, hânt net zulescht dovunner of, dass déi grouss Majoritéit vun de Privathaushalter de Wee vun der Energietransitioun matgeet. Et kann een dervun ausgoen, dass elo eng grouss Well vun Demandé vun Devisen nach virum 1. Oktober ënnerschriwwen gouf. Wat elo duerno geschitt, musse mer ganz gutt am A behalen.

Fir dass déi Dynamik, déi mer gesinn hunn, weider unhält, mussen an eisen Aen eng Rei Krittären erfëllt ginn:

Éischtens mussen d'Subsidë weiderhin attraktiv bleiwen. Dat gesi mer dann, ob dat wäert de Fall sinn. Mee dat hânt vun zwee weidere Krittären of.

Well, zweetens, mussen d'Betribler déi néideg Kapazitéiten hunn, fir d'Sanéierungen an d'Installatiounen an deem gewënschten Tempo och kënnen duerchzuféieren. Fir dass dës Kapazitéite kënnen optimal genotzt ginn, brauche se eng gewësse Planungssecherheet. Wann et Ännerungen um Subsideregimm gëtt, sollten dës laang genuch am Viraus bekannt ginn. Domat vermeit een nämlech, dass et zu engem staarke Pic bei den Demandé kënnt viru kuerzfristeg annoncées Delaien, sou wéi dat elo hei geschitt ass. Fir d'Zukunft bedeit dat, dass mir als LSAP erwaarden, dass virum nächste Summer, also ronn sechs Méint virum Auslaf vum Klimabonus, dee mer haut stëmmen, eng konkret Propos um Dësch läit, wéi et ab 2026 soll weidergoen. A vläicht kann de Minister der Chamber haut schonn heizou e puer Elementer uginn, wat d'Regierung do plangt.

Drëttens muss d'Regierung eng Léisung fanne fir déi Leit, déi trotz héije Subsiden d'Sue fir eng energetesch Sanéierung net kënnen virstrecken. D'Regierung huet do annoncées, dass de Staat no enger Méiglechkeet sicht, fir esou Projeten zum Deel virzefinanzéieren iwwer eng Aart Tiers-payant-Mechanismus. An dat ass eng Iddi, déi mer ganz kloer voll a ganz ënnerstëtzen. Allerdéngs muss dat dann och effikass funktionéieren. Dat heescht, d'Betribler mussen dann ouni allze vill Bürokratie an zäitno direkt vum Staat

hir Sue kréien. A wann ee weess, wat aktuell d'Delaie sinn, wier et interessant, ze wëssen, wéi dat da soll goen. Soll do nach weider rekrutéiert ginn oder ginn déi Prozesser zum Deel digitaliséiert?

Op alle Fall ass dëst wichteg, fir dass och Leit mat méi engem bescheidene Revenu kënnen hir eegen Energie produzéieren an an engem gutt isoléierten Haus wunnen, soss wäerten d'Englähcheete weider zouhuelen. An do muss ee soen, dass et fir déi mannst Leit einfach ass, den Investissement an eng Solaranlage integral virzefinanzéieren an dann ee Joer op seng Bähëllefle mussen ze waarden, virun allem an dësen Zäite vu Präisdeierecht an och insbesonnesch elo, wou vill Leit sech Suerge maachen iwwert d'Energiepräisser, déi erëm an d'Luucht ginn.

Méi accessibel mussen d'Bähëllefle och fir d'Kopropriétéite ginn. Grad bei enger Residenz ass den Investitionsbedarf fir eng energetesch Sanéierung ganz héich. A wann och nëmmen ee Proprietär keng Suen huet, fir säin Deel virzefinanzéieren, riskéiert de Projet, net ëmgesat ze ginn. Et soll een net aus den Ae verléieren, dass grad déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft oft lounen. Dat si Sujeten, déi mer och ënner anerem mussen diskutéieren, wann et dorëms geet, eisen nationale Klima-Sozialplang opzestellen.

Här President, ech kann den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn, deen an enger éischer Phas e generéise Bähëllefregimm ëm eppes méi wéi e Joer verlängert, an dat trotz de Bedenken, déi ech elo just hei geäussert hunn. D'Erwaardung vu menger Fraktioun ass allerdéngs, dass an de kommende Méint konkret Propose vun der Regierung gemaach ginn, wéi all déi Leit bei der energetescher Transitioun kënnen ënnerstëtzt ginn, déi sech keng deier Virfinanzéierung kënnen leeschten, dat souwuel am Interessi vun enger besserer Previsibilitéit wéi och vun der Ëmsetzung vun de sozialen Obligatiounen, déi Lëtzebuerg am Kader vun dem neien Emissionshandelsystem fir d'Secteur vum Transport a vun de Gebaier huet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Et geet hei ëm d'Verlängerung vum Klimabonus, deen am Fong geholl nach aus den Tripartittverhandlungen erauskënnt. Ech wëll generell ... Ech mengen, meng Virriedner hu ganz viles scho beliicht. Et ass gutt a schéin, wa mer hei esou Bähëllefle accordéieren, mee wa se bei de Leit ze spéit ukommen, dann hu mer näischt geschafft.

Ech mengen, mir mussen hei driwwer nodenken, wéi een dat Ganz an enger vereinfachter Form kann iwwert d'Bün bréngen an d'Hëllefle, déi ausbezuelt ginn, an engem rasonablen Delai kann iwwert d'Bün bréngen. Ech mengen, besonnesch elo, wou mer gesinn, datt déi Leit an den ënneschten Akommesstufen op alle Pläng gestrach ginn – wann ech esou dierf soen –, iwwerall gëtt alles vill méi deier, a wa se dann nach mussen déi do Saach, déi Transformatioun, hëllefle ..., oder wa se dat wëlle maachen a si hunn da keng Suen, da bleiwen déi all op der Streck. An da gëtt et just de Contraire vun deem, wat mer wollten errechen. Ech mengen, an deem Sënn solle mer dat verhënnere.

An ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Projet de loi. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Nodeem mer am Juni d'Joer de Klimabonus Wunnen retroaktiv ëm sechs Méint verlängert hunn, beschäftegt sech d'Chamber haut erëm mam selwechte Sujet, zum Deel fir déi héich Aidë mat Ver-spéidung ze verlängeren an zum Deel fir se erofzuschrauwen.

De sougenannten Top-up, also d'Erhéijung vun eenzelne besteeënden Aiden am Beräich vun der Energietransitioun, gouf 2022 duerch den Accord Tripartite agefouert. Trotz de Krisen, mat deenen eist Land iwwert déi lescht Joren ze kämpfen hat an déi d'Leit och an hirem Portmonni gespuert hunn, hunn ënner anerem dës Mesüeren aus dem Tripartitt-Accord dozou gefouert, dass ëmmer méi Leit sech fir eng PV-Anlag um Daach entscheet hunn. D'Erneierbarer hunn e richteg Schub erlieft.

An dat weisen och d'Zuelen: Am Joer 2023 ass eleng d'Produktionscapacitéit duerch d'Fotovoltaik ëm 24 % an d'Luucht gaang. Dës positiv Tendenz zitt sech elo nach weider; an et ass och normal, datt en Top-up vun der leschter Regierung bis Enn September bäibehale gouf. D'ës bekräftegt och net zulescht den Ëmweltminister selwer, deen net méi spéit wéi gëschter op eng Fro vum Här Sven Clement geäntwert huet, dass an de leschte Méint d'Zuel vun den Demandé fir e Subsid fir eng PV-Anlag weider staark geklommen ass, wat zu engem gudden Deel op deem attraktive Primmeregimm zréckzeféieren ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Dynamik am Beräich vum Klimaschutz muss onbedéngt weidergedriwwen ginn. Leider ginn d'Aussoen an d'Handlungen iwwert déi lescht Méint awer net an déi richteg Richtung. Do, wou d'Regierung effektiv Akzenter setzt, schéng se net de Spaass um Klimaschutz ze féieren, mee éischter de Contraire: De Stroumpreisdeckel gëtt zum Deel opgehewen, d'Aidë fir d'Fotovoltaikanlage ginn erofgeschrauft an d'Kommunikatioun ëm d'Upassung vun den Netztariffer ass net wierklech berouegend. Dat féiert zu Veronsécherung a riskéiert, d'Loscht, fir beim Klimaschutz matzemaachen, wierklech ze dämpfen.

Natierlech ass et wichteg, dass mer bei Subsidieregimenter an An op d'Evolution vun de Präisser um Marché halen an d'Käschte vun den Installatiounen vun enger PV-Anlag net artificiell héich halen. Mee fir d'Bierger/innen ass et wichteg, e Mix vu Mesüeren ze hunn, deen d'Attraktivitéit vum Invest a klimafreundlech Technologien decidéiert op engem gudden Niveau hält, an dat kombinéiert mat engem Zäitpunkt vun dësen Ännerungen, deen och soll esou gewielt ginn, dass en d'Leit an der Dynamik hält an net just de Contraire provoziert. Well och elo sinn d'Elektreschpräisser nach ganz héich, d'Stroumpreisser nach héich, an den Zäitpunkt ass net komm, fir hei nozeloossen.

Och gëschter gouf um Radio vun engem Representant vun der Fédération du Génie Technique gewarnt, dass eng ganz Partie Betriber hirem Carnet de commande voll hunn, soudass sech d'Fro stellt, ob d'Leit iwwerhaupt nach an de Genoss vun den aktuellen Aidë wäerte kommen, well d'Aarbechte vläicht net séier genuch kënnen ofgeschloss ginn, fir och kënnen eng Rechnung matzäiten anzerechen. Dat si veronséchernd Situatiounen, an déi bréngen eng Kéier d'Theema vun der Previsibilitéit vun den Aiden op. D'ës ass also net nëmme wichteg fir d'Bierger, mee och fir d'Entreprises, déi d'Energietransitioun hei am Land ëmsetzen.

Wéi geet et weider mat den Delaien a wéi wäerten an Zukunft d'Aidë weidergefuert ginn? Dat ass eng Fro, déi ech op dëser Plaz dem Ëmweltminister wéilt stellen, well eng besser Kommunikatioun a méi e wäiten Zäithorizont, wat d'Aiden ugeet, ass wierklech och eng Demande – et ass schonn ugeklonge vum Rapportier – vun der Chambre de Commerce an hirem Avis. A mir müssen dat definitiv eescht huelen.

Doriwwer eraus müssen d'Kärmesüre fir d'Klimatransitioun, déi am Energie- a Klimaplang festgehal goufen, weidergedriwwen ginn, notament de Leasing social, wou d'Stëit mat mander Revenu emissionsfräi Autoen zu engem niddrege Montant lease kënnen, oder den Opbau vun enger nationaler Renovationsgesellschaft, fir justement d'Propriétaire vu Wunnhaiser strukturéiert vun A bis Z beroden ze kënnen.

Och d'Virfinanzéierung vun den Aiden am Renovationsberäich an awer och d'Ausbildung an d'Weiterbildung vun den Handwerker si ganz wichteg Elementer. A mir wäere frou, wa mer heizou konkret Aussoe kéinte kréien, well dës Schlësselementer si wierklech och wichteg, fir manner gutt opgestallte Menagen en Zougang zu enger sécherer a propperer Energieversuergung ze erméiglechen.

Eppes ass fir eis ganz evident: Mir brauche kloer Signaler a laangfristeg Planungssécherheet fir d'Energietransitioun a konkret Schrëtt fir d'Ëmsetzung, an dat ouni politesch Onsécherheeten.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Wat den Här Galles gesot huet, dat ass alles schéin. Et klängt och gutt. Wärmepumpen, Allméigleches, also, dat ënnerschreien ech direkt bei Iech. Do hutt Der meng voll Ënnerstëtzung. Ech sinn net frou, dass Der elo déi 12,5 % erfogitt, mee dat ass och schonn alles klasséiert. Mir hu jo do scho viru Méint driwwer diskutéiert.

Et ass awer, wann een elo Är Politick verfolgegt – also net Är, Här Galles, mee déi vum Här Wilmes – gefillt einfach esou eng Aart vun neier Bestrofung, déi dës Regierung wäert aféiere fir jiddereen, deen Elektresch brauch. Mir hunn am Moment déi Situatioun – a virdrun huet den Här Delles dat hei erkläert –, dass elo nei Tariffer wäerte kommen, déi jo och dann elo Äre Projet hei wäerte betreffen, well fir d'Wärmepompe brauch een herno Stroum. An dee Stroum, dee wäert Der dann herno, baséiert op enger Moyenne, ganz komplizéiert berechnen. Wann een et dann e bësse méi waarm doheem wëll hunn, da gëtt de Stroumpreis natierlech méi héich. Egal, wéi vill Der elo subsidiéiert hutt beim Kaf, ass een awer herno bei d'Lisa gelooss, wann een esou eng Wärmepompe herno wäert abauen.

Dat selwecht iwwregens bei den Elektroautoen. Mir hunn elo gefillt fënnf, sechs Joer – an ech hunn et ënnerstëtzt – gezielt kritt: „Kaaf all en Elektroauto! Dat ass dat Besch. Dir wäert och vill spuere par rapport zu Bensinn an Diesel.“ Mee wann ech awer elo déi aktuell Politick kucke vun dëser Regierung, wat se an der Ëmwelt mécht, wäert ee mam Elektroauto ab Januar méi deier fueren, wéi wann een en Diesel huet.

Dat heescht, déi Kommunikatioun, déi Dir maacht, ass eigentlech: „Gitt den Elektro erëm of! Kaaf Iech e schéine Sechs- oder Aacht-Zylinder! Dee leeft gutt an da kënnt Der fir 1,40, 1,45 tanke goen. Mee de Stroum maache mir Iech awer deier. Mir maachen

Iech en deier an Dir bezuelt och nach méi, wann Der grad Ären Elektroauto unhänt.“ Well dat ass jo de Problem.

Dir maacht elo hei schéi Pub. An ech ginn Iech vollkomme Recht bei de Subsiden. Iwwregens, wat ech bei de Subsidie kritiséieren, ass dee Präis, deen een herno kritt, wann een eng Solaranlag huet. Well dat ass eigentlech eng Sauerei! Dee geet op 2 Cent erof de Kilowatt. Dat heescht deementspriedend, wann Der en awer akaaft doheem, hutt Der 17 Cent zum selwechte Moment. Just, wann e vun Iech kënnt, hutt Der e vill méi bëlle. Dat heescht, déi Subsiden, déi mer jo och ënnerstëtzen, sinn u sech e ganz bëllege Outil, deen alleguerten déi Fournisseure kënnen hunn, fir bëllege Stroum ze kréien zu deem Moment. De Client kritt awer näischt zeréck.

Dofir si mir Piraten och der Meenung, dass e Mindestpreis muss agesat ginn. An net nëmme bei dem Garant, well de Garant hutt Der, mee da kritt ee mander Subsiden. Dann ass een do erëm bei d'Lisa gelooss, well wann een de Variable nämlech hält op enger Solaranlag, dann ass een herno vun de Fournisseuren am Stach gelooss, well déi ëmmer méi erfoginn.

Ech hu mer d'Statistiken de Moien erausgesicht. Ech hu mer de Moien e ganzen Dossier mat de Präisser gemaach vun der Energie – ech ka geschwé bei d'Energieberodung schaffe goen –, ech kann Iech soen, et ass immens komplizéiert. Well dat Schlëmmst, dat ech erausfonnt hunn, ass, dass och nach déi Präisser, déi ee kritt fir seng Solaranlag – also dee Stroum, deen Der verkaaft, dee Kilowatt –, all Joer erfogaange sinn, während awer de Stroumpreis an d'Luucht geet. Mee wéi kann een dat dann erklären? Als Staat gi mer hin a mir ginn déi Subsidie fir déi Solaranlagen, an herno ass et just de Fournisseur, dee profitéiert, well dee kritt bëllege Stroum a säi Reseau. Do kënnt d'Logik net méi richteg hannendrun.

Gutt, Dir gitt elo hin an Dir setzt elo dee Subsidie fir déi Solaranlag erof. Iwwregens, dem Här Emering seng Logik hunn ech net verstanen. Den Här Emering huet hei gesot: „D'Subsidie gi jo elo erof.“ Bon, o Wunder, et ass normal, dass d'Leit elo alleguerten schnell eng Demande gemaach hunn a jiddereen bei d'Energieberodung ugeruff huet. Et ass och dat, wat ech vum Marché matkritt hunn, dass elo jiddereen dee Subsidie nach wollt. Ech verstinn elo net, dass een déi Logik do wëll weiderspannen a soen, dat wär eng Risendemande beim Solar. Dat ass einfach eng Normalitéit, wann ee scho virdrun ugekënnegt huet, dass een déi Subsidie wäert erfosetzen.

Also fir eis Piraten ass kloer, dass dës Regierung eigentlech d'Leit aus dem Stroum wäert erausdrängen, an dat ass eng ganz traureg Geschicht fir eis Ëmwelt a fir eis Kanner an Zukunft. Dofir hunn ech och dräi Motiounen matbruecht, wéi mir denken, dass een dat Thema kann upaken.

Dat Éischt ass, dass een de Leit net nëmme e Subsidie mécht. Well ech ginn Iech souguer do nach Recht, wann Der sot, dass Eenzeler – an ech wëll soen, et sinn Eenzelfäll – profitéiert hunn an hir Solaranlage méi deier gemaach hunn, well se woussten, dass e Subsidie géing kommen. Dat ass et sécherlech um Marché ginn. Ech hunn dat och schonn héieren. Et sinn awer Eenzelfäll. Mee da kommt, mir ginn hin a mir soen: „Wann s de eng Solaranlag hues, da kriss de e garantierte Mindestpreis“, dee variabelen, well ech weess, deen anere gëtt et jo. Mee dass mer awer op d'mannst do soen – ech wëll keng Nimm nennen, mee Dir kennt d'Fournisseuren alleguerten –, dass se do d'Leit net bei d'Lisa loossen an dat deementspriedend maachen. Dat ass dat eent.

Dat anert ass: Dir schwätzt déi ganzen Zäite vun der Netzauslaaschtung. Ma bei deene Subsidien, déi haut och gestëmmt ginn, ass et esou, dass, wann Dir en Akku wëllt – dat sinn déi Batterien, déi Der doheem huele kënn, soe mer elo 7 kWh, 10 kWh, wat Der braucht –, Der dat dann an der Ufandsdemande musst uginn. Dat heescht, alleguerten déi Leit, déi elo schonn eng Solaranlag hunn an elo vun deenen neien Netztariffer matkruten, kréien elo kee Subsid méi op deem Akku. An duerfir hunn ech eng Motioun matbruecht, fir dass een an Zukunft och deen Akku, wann een do géing norüsten, nach eng Kéier subsidiéiert ka kréien – well déi Leit kënnen jo net defir, dass elo nei Netztariffer agefouert ginn –, fir dass mer do d'Netz och eng Kéier entlaaschten, well da kënn Der iwwert dee ganzen Dag Äre Stroum späicheren anstatt just op ee Punkt.

An dann déi drëtt Motioun, déi ass, fir eeben déi Netztariffer, déi do ugekënnegt si fir Januar, nach eng Kéier ze iwwerdenken, well mir Piraten sinn net der Meenung, dass de Stroum soll méi deier ginn. Mir sinn der Meenung, dass de Stroum eent vun eise wichtigsten Instrumenter géint d'Klimakris ass an dass dat, wat dës Regierung amgaangen ass ze maahe mam Stroum, verantwortungslos ass.

Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Fir Januar 2025 warnen den ILR an d'Stroumnetzbedreier d'Konsumenten, dass d'Käschte fir de Stroum ëm bis zu 30 % wäerten eropgoen. Duerch eng nei Formel bei der Berechnung vun den Netzkäschte riskéiere grad déi Leit, déi d'Energiewend ënnerstëtzen an a Wärmepompelen an Elektroautoen investéieren, finanziell benodelegt ze ginn.

– D'Stroumgesetz vun 2007 souwéi e groussherzoglech Reglement vun 7. Abrëll 2022 gesi vir, dass d'Leit vun engem Aspeisetariff fir selwer produziéierte Stroum vun hirer Fotovoltaikanlag kënnen profitéieren, dee fir d'Joer 2025 bei 0,1374 Euro pro Kilowattstonn läit.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– fir de staatlech garantéierten Aspeisetariff, deen ee kritt fir selwer produziéierte Stroum aus senger Fotovoltaikanlag, ze erhéijen;

– fir de variablen Aspeisetariff, deen ee kritt fir selwer produziéierte Stroum aus senger Fotovoltaikanlag, minimal festzesetzen.

(s.) Marc Goergen.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Regierung huet am Koalitionsaccord festgehalen, dass si sech un den Nationale Klima- an Energieplang (PNEC) géif halen, deen duerch eng Villzuel u Moosnamen d'Reduktioun vun den Zäregasemissiounen soll errechen.

– Fir Januar 2025 warnen den ILR an d'Stroumnetzbedreier d'Konsumenten, dass d'Käschte fir de Stroum ëm bis zu 30 % wäerten eropgoen. Duerch eng nei Formel bei der Berechnung vun den Netzkäschte riskéiere grad déi Leit, déi d'Energiewend ënnerstëtzen an a Wärmepompelen an Elektroautoen investéieren, finanziell benodelegt ze ginn.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– bei der Berechnung vun den Netzkäschten ze berécksiichtegen an dofir ze suergen,

• dass Stéit, déi Stroum mat hirer Fotovoltaikanlag produzéieren, net finanziell benodelegt ginn, wa si bei

schlechtem Wieder méi Stroum aus dem ëffentleche Stroumnetz verbrauchen,

• dass Stéit, wa si an eng Wärmepompe oder en Elektroauto investéieren, net finanziell benodelegt ginn, well hirer Duerchschnëttskonsum u Stroum logescherweis duerch dës Investitiounen wäert eropgoen.

(s.) Marc Goergen.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Regierung huet am Koalitionsaccord festgehalen, dass si sech un den Nationale Klima- an Energieplang (PNEC) géif halen, deen duerch eng Villzuel u Moosnamen d'Reduktioun vun den Zäregasemissiounen soll errechen.

– Fir Januar 2025 warnen den ILR an d'Stroumnetzbedreier d'Konsumenten, dass d'Käschte fir Stroum ëm 30 % wäerten eropgoen. Duerch eng nei Formel bei der Berechnung vun den Netzkäschte riskéiere grad déi Leit, déi d'Energiewend ënnerstëtzen an a Wärmepompelen an Elektroautoen investéieren, finanziell benodelegt ze ginn, well si méi héich Netzkäschte verursaachen.

– D'Hëllef vum Förderprogramm Klimabonus Wunnen gesi vir, dass Stroumspäicheranlagen (Hausbatterien) nëmmen zesumme mat enger Fotovoltaikanlag subventionéiert ginn, mee d'Installatioun vun oder d'Norëscht mat separate Stroumspäicheranlage gëtt aktuell net subventionéiert.

– D'Moosnam N° 307 am PNEC betreffend de Régime d'aides Klimabonus Wunnen schreift vun der Eligibilitéit vu Stroumspäicheranlagen, mee de PNEC gesäit soss keng Moosnam vir, dass d'Leit méi an de Stockage vum Stroum investéieren.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– eng separat Subventioun fir de Kaf vu Stroumspäicheranlagen (Hausbatterien) anzeféieren.

(s.) Marc Goergen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten eis bei dësem Projet de loi mussen enthalen, well wéi et schonn e puermol gesot ginn ass, ginn Hëllef weidergouert an aner Hëllef ginn dann op Zäit ofgeschaaft, an eeben och déi vun der Fotovoltaik. Dat ass och schonn ... Déi Inkohärenz vun dësem Projet de loi, am aktuelle Kontext en plus, mécht engem d'Saach net einfach.

Et gëtt argumentéiert, dass d'Ofschaffung vun der Top-up-Hëllef domadder ze dinn hätt, dass d'Präisser vun de Solaranlagen erofgaange wieren. Den Här Galles huet virdru gesot, dass dat wär en internationalen Trend, zu Lëtzebuerg géif dat sech stabiliséieren wéinst de Main-d'oeuvre-Käschten. Mir hunn an der Kommissioun vill gesinn iwwert déi multifaktoriell Aspekter vun der Formatioun vun de Präisser. Mee d'Fro stellt sech, ob dat net iwwerhaapt prinzipiell en Denkefeeler ass, en Denkefeeler, deen doranner besteet, dass d'Regierung vergësst, dass et bei der Fotovoltaik net ëm e kleng Bonbon an net ëm e kleng Luxus geet, mee dass et eng klimapolitisch an och eng sozial Mesür ass. An all Mesür, déi et de Leit méi einfach mécht, Fotovoltaik ze installéieren, an déi si effektiv och dozou encouragéiert, ass an der aktueller Situatioun ze behalen.

Dat, wat d'Regierung dann elo mécht, ass awer – an ech mengen, dat wäerte mer warscheinlech gesinn, dat wäert sech erausstellen –, dass mer soumat eng Dynamik bremsen an dat duerchaus duerch eng immens klengleche Argumentatioun.

Et kann ee wierklech och driwwer diskutéieren, ob finalement d'Präisser – also global gesinn, also och mam Stroumtariff an där geplangter Berechnung vun Stroumtariff – da wierklech esou erofgaange sinn oder wäerten erofgoen, fir d'Ofschaffung vum Top-up ze rechtfertegen, well summa summarum wësse mer: Et wäert méi deier ginn. An et ass scho gesot ginn, dat hu mir als Lénk och scho gesot: Um Enn, mat der aktueller Energiepolitik, déi vun der Regierung geplangt ass, wäert et méi deier ginn, eng Wärmepompe ze hunn, wäert den Elektroauto och méi deier ginn. Mee souguer wann d'Präisser real erofgoe géifen, mee da wier et ëmsou méi wichtig, déi Subsidien trotzdeem héich ze halen.

A wann et och esou wier, dass d'Betriber déi Subside mat an hirer Facture aberechnen – wéi dat bei ganz ville Subventiounen warscheinlech och ass, bei der Subvention loyer warscheinlech och –, majo da muss ee sech vläicht och aner Weeër iwwerleeën, fir deem ze entgoen. Do gëtt et der e puer, iwwert déi ee kann diskutéieren, notamment och deen, inwiefern ee soll en ëffentleche Secteur opbauen, dee sech mat der Fotovoltaik beschäftegt an och produziéiert. Dat wier eng Méiglechkeet.

Et kann ee sech och iwwerleeën, ob een net vläicht erëm eng Präiskontroll etabléiert, wa wierklech vill Schmu gemaach gëtt mat Subsidien a ville Beräicher. Dat ass warscheinlech och néideg a warscheinlech wier dat erëm doranner ubruecht, well et ka jo net sinn, dass de Staat dohinnegeet, de Leit Subside gëtt, fir hir Solarpannoen ze installéieren, an dass herno d'Hiersteller déi Subside mat an hir Hausse repercutéieren.

Mee ganz dovunner ofgesinn – an ech mengen, dat ass en Denkefeeler –, menge mir, dass déi ganz Diskussioun ronderëm d'Käschten, déi erof- oder eropginn an déi dann anscheinend eng Hausse oder eng Baisse vun de Subventiounen justifizéieren, net déi richteg Diskussioun ass – also déi Diskussioun, déi mer awer och wierklech an e puer Sätzungen haten an der Kommissioun. D'autant plus, well mer wëssen, dass et guer net esou evident ass, erauszefannen, wéi d'Präisser sech forméieren, an dass dat jo ganz evolutiv a fluktuant ass – dat heescht, et kann een dat net dovunner ofhängeg maachen – an dass mer duerno alljoers en neie Projet de loi deposéieren, fir ze kucken, wéi mer dat adaptéieren.

Ech mengen, déi richteg Diskussioun muss ronderëm de politesche Wëlle gefouert ginn, sief et am Allgemengen, wann et drëms geet, jidderengem erneierbar a méi bëleg Energie zouzesécheren wéi och d'Chaudières ze ersetzen an och eng energieetesche Sanéierung ze sécheren an natierlech och Plaffongen ze determinéieren beim Stroum, well et kann net sinn, dass d'Leit op eemol vill ze vill musse bezuelen, wa Stroumtariffer exagerement an d'Luucht ginn an iwwerhaapt an d'Luucht ginn.

Mee dofir brauch een och zum Beispill nach aner Saachen, wéi Prefinancementer, an déi sollen och sozial gestaffelt ginn – dat soe mer schonn zënter Längere –, fir dass jidderengem, och déi, déi am mannste verdéngen, an de Genoss vun dese Mesüre kënnen kommen. Well de Rescht, fäerte mer, wäert weiderhin nëmme Gepiddels bleiwen.

Mir soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An duerno ass dann d'Wuert fir d'Regierung. Den Här Émweltminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President.

Dir Dammen an Hären Deputéiert, villmoos merci dem Här Rapporteur, dem Paul Galles, fir den éischte Rapport, deen en hei gemaach huet. Et war net déi éischte Kéier, datt en zu deemem Sujet geschwat huet, well e war nämlech de Spriecher vun der CSV, wéi am März 2022 déi viregt Regierung decidéiert hat, déi Primmen eropzesetzen an dee Regimm, dee mer elo nach eng Kéier verlängere bis den 31. Dezember 2025, anzeféieren. An dat war deemools eng Debatt, wou, mengen ech, all Mënsch hei an der Chamber averstane war, op dee Wee ze goen.

An du sinn e puer Méint méi spéit, am Dezember, als Suite vun enger weiderer Tripartitt-Sëtzung vum September, déi déi viregt Regierung mat de Gewerkschaften hat, dann nach eng Kéier Top-uppen, sozial Top-uppen, decidéiert ginn, déi mer elo hei, wéi gesot, nach eng Kéier bis den 31. Dezember 2025 verlängeren – bis op déijéineg vun der Fotovoltaik, wou mer vun 62,5 % op 50 % erfoginn –, woubäi et awer och schonn deemools ganz kloer war, datt se an der Zäit limitéiert wäeren op mol ee Joer, a wou u sech deemools am März all Mënsch hei d'Regierung scho gelueft huet, datt se géif dee Klimabonus Wunnen do reforméieren a méi ambitiéis ginn a méi generéis och déi Subside verdeelen, fir ënner anerem déi energieetesche Transitioun an déi ökologesche Transitioun kënne virunzedriewen. Mee deemools war och vun där deemoleger Regierung decidéiert ginn, dat Ganzt mol op ee Joer ze limitéieren.

Bon, wéi mer dunn als nei Regierung ugetruede sinn, ware mer an der Situatioun, datt se bis op den 31. Dezember 2023 limitéiert waren. Do hu mer mol decidéiert, se nach eng Kéier ëm sechs Méint ze verlängeren, fir eis kënne méi e kloert Bild ze maache vun der Situatioun. Mir hunn du proposéiert, se nach eng Kéier ëm 18 Méint ze verlängere respektiv eng Kéier no dräi Méint op 62,5 % an elo op déi 50 % erfözogen. An den Här Galles an och den Här Emering hunn, mengen ech, awer kloer op de Punkt bruecht, firwat: well, an do deele sech dann eeben d'Meenungen, et net de Sënn an Zweck ass vun engem Subsid, onbedéngt éiweg um selwechten Niveau gehalen ze ginn, wann ee gesäit, datt et eng Entwécklung gëtt, déi an déi richteg Richtung geet.

Dat hu mer och zum Beispill bei de Vëloer gemaach. Wann 80.000 Vëloer kaaft gi sinn, mengen ech, huet et kee Wäert méi, déi Vëloer nach ze subsidiéieren. Domadder si mer erfogaangen. Et kann ee mam selwechten Argument soen, mir hätten dat jo kënne éiweg bäibehalen. Dat kann een natierlech och maachen. Mee mir maachen et awer net! Mir hunn decidéiert, domadder erfözogen, well 80.000 Vëloer kaaft gi sinn. Et huet säin Zweck erfëllt. Et sinn awer keng 80.000 Vëloer op de Stroossen, do musse mer nach derfir suergen. Mee den Zweck ass erfëllt ginn.

An hei si mer iwwerzeegt dervunner, wa mer d'Präsenz-entwécklung kucke vun de Fotovoltaikanlagen, international, mee och national, datt déi amgaange sinn erfözogen. A mir hätten och gär, datt se weider erfoginn. Mir hätten och gär, datt de Marché do weider Upassungen no ënne mécht. Well dat soll esou sinn, well et eeben elo genuch Leit gëtt, déi op dee Wee ginn. Där gëtt et der ëmmer méi, déi dat froen, an dee Moment wäerten och d'Präisser erfogoen. Dat weist sech am Ausland an et wäert och hei zu Lëtzebuerg esou sinn.

An dann ass awer och eppes wichteg, wat och deemools am Dezember 2022 vu bal jiddwerengem heibanne gesot ginn ass: datt nach weider Mesüre muss gemaach ginn, notament d'Prefinanzéierung. Déi Prefinanzéierung ass e festen Deel vun deemem Koalitiounsprogramm, an déi wäert och agefouert ginn. Mir wäerten ufänke mat der Fotovoltaik.

An et wäert am Laf vun den nächste Wochen e Projet de loi deposéiert ginn, wou d'Prefinanzéierung fir d'Fotovoltaik da wäert proposéiert ginn hei an der Chamber, da vun Iech wäert diskutéiert ginn, fir et da kënne ze stëmmen, soudatt mer dat dann, wann dat da séier genuch geet, am Laf vun nächste Joer, hoffentlech d'éischt Hallschent d'nächst Joer, kënne aféieren.

A gläichzäiteg mat dem Depot vun deem Projet de loi, wou mer d'Prefinanzéierung wäerte maachen, wäerte mer Iech och Propose maachen, wéi et wäert weidergoe mat dem normale Regimm vun dem Subsid fir d'Fotovoltaik iwwert den 31. Dezember 2025 eraus, fir eeben den Entrepreneuren an och de Leit an deem classesche Regimm, wou een nach ëmmer e Subsid muss ufroen, nodeems een da seng Rechnung ausgestallt kritt huet, och Previsibilitéit ze ginn.

Mee déi Prefinanzéierung wäert also kommen. Mir wëllen déi gärën ëmsetzen, esou wéi mer et am Koalitiounsprogramm och annoncéiert hunn. An déi wäert selbsterständlech ville Leit hëllef, fir net méi mussen am Ufank e groussen Invest virzestrecken, komplett ze bezuelen, dann ze waarden, bis eng Demande traitéiert ginn ass an dann no enger Zäitchen herno de Subsid zrëckbezuelt ze kréien. Mee et wäert eebe vun Ufank u just nach den Delta sinn, dee muss bezuelt ginn an de Subsid kréien dann d'Entrepreneuren.

An dat wäert an enker Kollaboratioun geschéie mat dem Wirtschaftsminister, vu datt de Wirtschaftsminister zoustänneg ass fir d'Betribler a mer dat och esou am Koalitiounsprogramm ofgemaach haten, datt et eng Kollaboratioun ass. An hie wäert an den nächste Wochen domadder befaasst sinn.

Da ginn ech awer och nach ze bedenken, well vill geschwat ginn ass vun deene Matbierger, déi net esou en héicht Akommes hunn, mir wëlle jo jiddwereng mat op de Wee huelen: An deene meeschte Fäll sinn déi, déi wierklech keen héicht Akommes hunn, awer keng Proprietären! Dat heescht, et si meeschtens Locataires. An do ass et also wichteg, datt mer weiderhin och d'Proprietäre vun de Biene cibléiere mat interessante Subsiden, och mat interessante Begleetsmesüeren, fir datt déi déi Bienen, déi d'Leit do lounen, och kënne ekipéieren, entweder mat enger Wärmepompe, mat enger Solaranlage, oder eebe soss energieetesche Sanéierung maachen. Dat gëtt dacks vergiess. Dat ass eng Situatioun, déi kann ee bedauern, et ass awer eng Realitéit, datt déi meeschtens Locataires sinn, a mir mussen also och weiderhi kloer d'Proprietäre cibléieren.

(Interruption)

Dat gëllt och fir Koproprietäten, wou sech nach aner Erausforderungen stellen. Mee och do gëtt et jo eng Rei Mesüeren, déi ëmgesat gi sinn, fir och d'Koproprietäten méi op de Wee ze kréien, datt se mathëllef, an déi ganz energieetesche Transitioun ze investéieren.

Ech wëllt awer gärën alle Parteien Merci soen, déi dat heiten ënnerstëtzen. A wéi gesot, an den nächste Woche wäert Der mat weidere Mesüre befaasst ginn, déi wäerten ënnersträchen, datt dës Regierung ganz héich Ambitiounen huet, fir eis Klimaziler kënne ze errechen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Den Här Polidori wollt Iech nach eng Fro stellen, wann Der domat d'accord sidd. Et ass, wéi Der wëllt, Dir kënnt heibleiwen oder net. Här Polidori, kuerz a just eng Fro.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech hätt just eng Fro. Dir hutt gesot, dass u sech d'Präisser vun der Fotovoltaik gefall wieren. Ass dat

elo éischer op d'Moduler bezunn oder och op e ganze Projet? Hutt Der iergendwéi Zuelen iwwert déi lescht Joren, déi Der vläicht eng Kéier kënnt heibanne virleeden oder soen, wéi do d'Entwécklung effektiv ass? Well dat gëtt vill gesot, mee ass et effektiv esou? Hutt Dir dat richteg gekuckt, d'Entwécklung, oder net? Merci.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo, natierlech ass dat gekuckt gi vun onse Servicer. An dat kann ech Iech dann och gärën eng Kéier noliwweren. Ech hunn dat elo net hei zur Hand. Mee ech mengen, et muss ee jo kucken, wat déi Präisser sinn, déi gefrot ginn um Marché a wat eeben d'Leit herno derfir bezuelen. Dat gesi mer jo, dat hu mer. Déi Zuele kënne mer Iech gärën eng Kéier noreechen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu deemem Projet de loi dann ofgeschloss.

Mir géifen zum Ofstëmme iwwert de Projet de loi 8405 kommen. Ech ginn dervunner aus, datt jiddwereng vun Iech ageleggt ass, soss kréie mer Problemer mam Ofstëmme. Den Text steet am Document parlementaire 8405³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8405 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, 2 Abstentiuonen a keng Nee-Stëmm. Domat ass dës Projet also gestëmmt mat 58 Jo-Stëmm bei 2 Abstentiuonen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Dan Biancalana), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

Elo komme mer nach bei déi dräi Motiounen, déi am Kader vun deemem Projet de loi eragereecht gi sinn, an zwar allen dräi vum Här Marc Goergen. Ech géif do froen, datt mer a sech déi Motiounen hannendrun huelen. Mee ech gesinn, datt Der se wëllt virdrun huelen. Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, mir wäre ganz frou, wa mer d'Motioun vum de Piraten zum Schluss vun der Sëtzung kéinten huelen, well mir hunn nach eng Rei Informatiounen eranzehuelen. Dat do war elo extreem kuerz. An deenen zéng Minutte konnte mer elo wierklech net alleguer d'Informatiounen eranhuelen. Also, wéi gesot, zum Schluss vun der Sëtzung, da wäre mir Iech ganz dankbar.

Une voix | Très bien!

12. Ordre du jour (suite)

M. Claude Wiseler, Président | Da kënne mer dat och maachen. Wann den Auteur kee Problem domadder huet, dann ass dat och esou decidéiert.

(Assentiment)

Ech géing dann elo proposéieren, datt mer déi Motiounen, déi am Ufank vun der Sëtzung erabruucht gi sinn, elo huelen, an zwar déi vun der Madamm Djuna Bernard fir d'éischt, an dann duerno déi vun der Madamm Welfring; woubäi mer fir déi Motioun vum Här Dan Hardy ofgemaach hunn, datt déi an der nächster Sëtzung drukéint. Dann huet och déi responsabel Ministesch d'Méiglechkeet, fir hei ze sinn, wat haut net de Fall ass.

13. Motion de Mme Djuna Bernard relative au rôle des syndicats lors de la négociation de conventions collectives

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 11 de ce compte rendu)

D'Madamm Bernard huet hir Motioun schonn erklärt. Wëllt Dir nach eppes dozou soen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Sinn also bei der Motioun vun der Madamm Bernard aner Wuertmeldungen? Ech gesinn d'Madamm Weydert, den Här Engel, den Här Baum, den Här Goergen. Ok, da fänke mer u mat der Madamm Weydert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass virdrun an der Aktualitéitsstonn och schonn eng Fro un den Här Aarbechtsminister Georges Mischo gaangen, wou et notament iwwer de Sozialdialog gaangen ass. Hien huet sech ganz kloer do positionéiert. An dofir géife mer hei déi Motioun matstëmmen, awer e puer Ännerunge maachen. Also, sous condition, dass déi Ännerungen dann akzeptabel sinn, wäerte mer dat matstëmmen.

Zum Beispill am Considerant zwee, dem zweeten Titré, géife mer amplaz vun „éclat“ vu „les discussions“ schwätzen, well ech mengen, en Eclat ass awer nach e bësse méi wéi dat, wat hei war.

An dann, beim „invite le Gouvernement“, do géife mer soen: „à continuer à reconnaître le rôle des syndicats“, well ech mengen net, dass hei iergendeng Restriktioun war, mee et geet einfach ëm d'Unerkennung vun deem, wat d'Syndikater an deene leschte Jore gelescht hunn.

Dofir, wann déi Ännerungen zu der Motioun ok sinn, géif ech dann och hei d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass et um Här Engel. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Effektiv, virdrun an der Froestonn huet de Minister sech endlech kloer positionéiert an en huet endlech kloer gesot, wat e wëll an, virun allem, wat en net wëll.

Et ass och komesch, datt mer haut mussen hei an der Chamber eng Motioun stëmmen, déi an der Zäit superfetatoire genannt gi wär.

(Brouhaha)

Dann hätt d'ganz CSV gejoint: „Superfetatoire, well dat do steet am Gesetz. Dat do braucht der guer net ze maachen, dat steet am Gesetz! Firwat musse mer hei eng Motioun stëmmen, déi superfetatoire ass?“

Bon, haut stëmmen mer eng Motioun, ...

(Interruption par M. Marc Spautz)

... fir d'Regierung opzefuerderen, sech un d'Gesetz ze halen. Dat ass schonn eppes Spezielles.

Wat mech e bësse stutzeg mécht, dat sinn déi Ännerungen, déi d'CSV elo proposéiert. Mat „éclat“ an „discussion“, do kann een driwwer diskutéieren. Mee si froen elo hei, amplaz „à s'engager à ne pas restreindre le rôle des syndicats“ ze soen: „à continuer à reconnaître“. Also, „à ne pas restreindre“ an „à reconnaître“, dat ass awer zweeërlee. Dat sinn zwou verschidde Saachen. A wann hei e kloert Bekenntnis vun der CSV wier, fir d'Roll vun der Gewerkschaft net méi kleng ze maachen, also „à ne pas restreindre“, da wär dat e kloert Zeechen, da wär dat eng kloer Ausso, da wär dat eng kloer Sprooch vun der CSV.

Dat bréngt se awer hei net fäerdeg. Leider bréngt se et net fäerdeg, ze soen: „Mir wëllen hei de Gewerkschaften näischt ewechhuelen.“ De Minister huet et awer virdrun a sengen Ausféierungen an der Froestonn gesot. Elo weess ech nach ëmmer net: Ass elo dat, wat de Minister seet, dat Richtegt? Oder ass dat, wat d'CSV seet, dat Richtegt? Dat ass jo och net ëmmer esou ganz kloer bei Iech.

Bon, et hätt vill méi ...

(Interruption par M. Marc Spautz)

Et hätt hei vill Chaos kënne verhënnert ginn, wann net dee Frontalugréff do op d'Gewerkschaften komm wär. Wa mat kloer Sprooch kloer Aussoe gemaach gi wäeren, dann hätt de Minister och haut net missen zréckrudderen op Drock vu Gewerkschaften, Opposition an och op internen Drock vun der CSV. Dofir hätte mer d'Motioun, wéi se ursprénglech war, léiwéer gehat. Mir kënnen dat heiten awer matstëmmen.

Just fir awer op d'Fro vum Här Spautz ze äntworten: Am September 2022 ass d'Direktiv ugeholl ginn, just fir ze soen. Dat ass ee Joer virun de Wale gewiescht. An Dir wësst, wéi et ass an engem leschte Joer virun de Wale, dat brauch ech Iech net ze zielen, wéi do d'Diskussiounen lafen.

(Interruption)

Iwwregens, virdrun hate mer bal dräi Joer laang eng Covidsituatioun, déi Der vläicht vergiesst hutt oder vläicht gäre vergiesst, déi eis awer am Land hei schéin op Trabb gehalen huet a wou hei ganz vill Aarbechtsplaze gerett goufen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech mengen, ech ka just do weiderfueren, wou den Här Engel opgehale huet. Mir sinn an enger Situatioun, wou ouni iergendwellech Noutwendegkeet enorm

vill Porzeläin zerbrach ginn ass. Jo, vu wem? Ma vun deem, dee laut Spréchwuert am Porzeläinsbuttek ganz dacks de Porzeläin zerbrécht. Dat hätt net misse sinn!

A wann hei steet „éclat“, ech mengen, da war et en Eclat. Wann ee gesäit, wéi d'Press dorobber reagéiert huet, wéi och de Ministère selwer op den Eclat hin nach selwer Ueleg an d'Feier geschott huet mat engem komplett iwwerflëssege Communiqué, dann, mengen ech, kann een dat net anescht nennen. Fir den allgemenge Friden, datt ee seet, dat si just „Diskussiounen“ – mäi Gott, ech wëll.

„Ech hunn de Gewerkschaften näischt ewechgeholl bis den 8. Oktober.“ Dee Mantra gëtt ëmmer erëm widderholl vum Aarbechtsminister. Wéi de Geck un de Bengel hält e sech un dee Saz, deen awer näischt anescht heescht, wéi dass de Moment vum Eclat selwer doranner bestanen huet, datt en domadder gedrot huet, de Gewerkschaften eppes ewechzehuelen, nämlech eng Selbstverständlechkeet, d'exklusivt Recht vun den national representative Gewerkschaften, a Fro ze stellen. Dëst ass geschitt!

An dës Motioun probéiert, hei kloerheet ze schafen: datt d'Parlament net nëmmen, Madamm Weydert, déi historiesch Verdéngschter vun de Gewerkschaften unerkennt, mee och déi aktuell Verdéngschter vun eise Tripartitt-Modell a vun den national representative Gewerkschaften.

Duerfir mengen ech, ech kéint och mat Ärer Ännerung liewen, „à continuer à reconnaître“, mee da misst awer derbäistoen, fir datt mer ee fir allemol kloerheet schafen: „le rôle exclusif des syndicats justifiant de représentativité nationale générale ou de la représentativité sectorielle“. Well dann hu mer kloerheet geschafen: „Dorunner gi mer net!“

Wann dat de Wonsch vun dëser Chamber ass, wann dat och de Wonsch vun der CSV ass, da solle mer dat och ganz kloer esou soen. Ech géif dat heite matstëmmen, mee déi kloerheet brauche mer awer.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Da géing ech der Madamm Bernard nach eng Kéier d'Wuert ginn. Si huet eng Rei Propositionen fir Ännerungen hei virgeschloe kritt. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Och merci fir déi ënnerschiddlech Wuertmeldungen. Bon, ech mengen, doriwwer, ob et en Eclat oder Diskussiounen waren, kann een elo laang a breet diskutéieren. Mir sinn awer bereet, d'Propos do vun der CSV unzehuelen.

Och par rapport zu där zweeter Ännerung war ech u sech ganz bei Iech, „à continuer à reconnaître“, mee ech muss awer soen, d'Argument, dat hei den Här Baum elaboréiert huet, fannen ech duerchaus pertinent. An ech géif Iech wierklech wëllen un d'Häerz leeën, ob Der do d'Wuert „exclusif“ net nach wëllt drasetzen. Ech mengen, dat wier e staarkt Signal, wat grad d'Gewerkschaften elo dëser Deeg bräichte vun Ärer Partei. A mir géifen da proposéieren, dass mer effektiv d'Motioun géingen esou änneren, dass do géing stoen: „à continuer à reconnaître le rôle exclusif des syndicats“, an dann de Rescht vum Text.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Bernard. Ass dozou elo nach eng Stellung ze huelen? Jo, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, ech géif menger Fraktioun proposéieren, den Text unzehuelen ouni d'Wuert „exclusif“.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Ech muss elo just wëssen, wat ech dann hei zum Vott stellen.

(Hilarité)

Well ech kann net déi zwee elo zum Vott stellen. Dat heescht, Madamm Bernard, hei hutt Dir nach eng Kéier d'Fro, fir „exclusif“ net dranzebringen. Dat heescht, Dir decidéiert, wat zum Vott gestallt gëtt.

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Jo, dran.

M. Claude Wiseler, Président | Also, d'Madamm Bernard insistéiert, datt d'Wuert „exclusif“ mat drakënn. Ass nach eng Wuertmeldung dozou?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Wann dat net de Fall ass, dann ...

(Brouhaha)

Ech kucken nach e wéineg d'Koordinatioun, déi sech hei mécht.

(Interruptions diverses)

Sou, wann dat net de Fall ass, da muss ech a wäert ech hei dës Motioun zum Vott stellen, also mat deenen Ännerungen, déi virgeschloe ginn: „éclair“ duerch „discussion“ ersat, an „à continuer à reconnaître le rôle exclusif des syndicats“. Sou ass den Text momentan. Ok. Also, on passe au vote.

Vote sur la motion modifiée

Début du vote. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. Schluss vum Vott.

Dës Motioun ass ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme bei 20 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen. Dat ass d'Resultat vun dësem Vott.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

14. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à la nouvelle structure tarifaire sur le marché de l'électricité

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 15 de ce compte rendu)

Da komme mer bei déi nächst Motioun, dat ass d'Motioun iwwert déi nei Struktur vun den Tariffer um Elektrizitéitsmarché. Déi huet d'Madamm Joëlle

Welfring deposéiert an d'Madamm Welfring hat se nach net explizéiert. An ech si sécher, datt si se wëll explizéieren. Wann dat de Fall ass, dann ass d'Wuert elo fir Tech, Madamm Welfring.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Wéi virdu gesot, sinn d'Upassung vum den Tariffer fir d'Stroumnetzer eng ganz wichteg Etapp fir eis verlässlech Energiezouliwwerung an eisen Energiemanagement hei am Land.

Wat eis Suerge mécht, ass engersäits den Zäitpunkt, well mer der Meenung sinn, dass et hei jidderengem zeguttkomm wär, wa mer méi Zäit gehat hätten, déi Kommunikatioun virdu besser ze gestalten. D'Regierung hätt sech hei kënnen méi staark abriengen. An deen Zäitpunkt – méi Zäit – kéint een och notzen, fir zum Beispill och Méttelspannungs- oder Héichspannungsnetzer am Fong déi éischt Ännerunge vun Tariffer zouzemudden, déi och aner Méiglechkeeten hunn, sech heidrun unzepassen.

Wat och wichteg wär: dass mer deen Zäitpunkt eebe géingen notzen, fir engersäits d'Kommunikatioun richteg opzebauen, an dass mer eis och e Joer méi géinge ginn, fir eeben en Testjoer anzeféieren. Dat ass nämlech den zweete Punkt vun der Motioun, datt mer soen: D'Joer 2025 notze mer wierklech, fir Erfarungen ze gewannen, fir doropshin och d'Tariffer unzepassen.

An et ass mer ganz wichteg, dass mer wierklech och déi First Movers, also déi Éischt, déi an nohaltig Léisungen investéiert hunn, net bestrofen, dass mer deenen d'Angscht ewechhuelen a wierklech déi Tariffer esou gestalten, dass zum Beispill Leit, déi eng Wärmepompe hunn an och en Elektroauto, déi wierklech kënnen lueden duerch e favoritéieren Tariff iwwer Zäiten, déi net zu de Spëttestonne gehéieren. Dat ass am Fong och en Turet, dee ganz wichteg ass fir eis.

An dann, wat och nach ganz wichteg ass, ass, dass déi Kommunikatiounsstrategie zäit opgesat gëtt, fir dass wierklech och eng Berouegung erakënn, well et geet hei ëm eppes ganz Wichtiges an et néizt kengem vun eis, wa mer hei d'Leit geckege maachen an Angscht schüren. Dat ass keng gutt Saach.

An et wär och e ganz wichteg, e ganz praktescht Beispill, wa mer kéinte soen, mir géifen och d'Regierung encouragéieren, hei zum Beispill e Simulatiounstool zur Verfügung ze stellen, fir dass jiddweree mat senger individueller Situatioun ka probéieren erauszefannen, wéi sech dat auswierke wäert op seng Stroumkäschten.

An dat Lescht, wat ech nach eng Kéier wollt hei och ennersträichen, ass, dass et ganz wichteg wär, dass an Zukunft och Leit, déi schonn eng bestoend Fotovoltaikanlag hunn, wierklech besser Aidë kréien oder méi staark Aidë kréien, fir zousätzlech kënnen eng Batterie nozerëschten, well dat och dozou féiert, dass tatsächlech d'Notzung vun deene Fotovoltaikanlage mat zu enger Berouegung an deenen Netzer féiert.

Voilà. Dat sinn am Fong d'Haaptelementer vun dëser Motioun. Mir géingen eis freeën iwwer eng breet Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Da géing ech froen, wien d'Wuert wëllt. Jo. Ok, fänkt Dir un.

Discussion générale

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Merci och der Madamm Welfring fir d'Motioun.

Ech mengen, déi rejoinéiert e bëssen dat, wat Der an der Froestonn och schonn als Fro un de Minister gestallt hutt.

Mir hunn an de Consideranten nach eng Kéier de „besoin d'une régulation“ ugeschwat. Abee, säit dem Joer 2000 hu mer eeben den Institut luxembourgeois de régulation, deen eeben och fir den Elektrizitéitsmarché hei wéinst dem Monopol, deen eebe bestanen huet, d'Regulatioun mécht an doduerjer och de Marché encadréiert. Déi Regulatioun ass eng, déi independant ass an impartial an doduerjer dann och de Marché superviséiert.

Elo sot Der, et misst hei d'Regierung opgefuerdert ginn, eppes ze maachen, „invite le Gouvernement“. Et ass awer esou – an ech mengen, de Minister hat Tech och schonn dorobber an der Froestonn esou geäntwert –, dass mer u sech hei net an enger Kompetenz vun der Regierung sinn, mee dass mer hei eeben de Regulateur hunn, deen dee Rôle iwwerhëlt, independant an impartial. Den ILR mécht et deemno onofhängeg an et ass net an der Kompetenz vun der Regierung, dëst hei ze maachen an eng „nouvelle structure tarifaire“ opzebauen.

Dat, wat Der ugeschwat hutt, wat fir de Consommateur awer hei wichteg ass, ass notament eng Plattform wéi zum Beispill dee Calculix, deen och iwwert de Site Internet vun dem ILR accessibel ass. Ech mengen, dat ass ganz, ganz wichteg. A wann Der kuckt, Dir kommt och haut schonn iwwert den ILR duerch e Link op calculix.lu, wou Der och schonn als Consommateur kënn Vergläicher maachen. An dat ass eppes, wat, mengen ech, och nach weider kann ausgebaut ginn. Ech hu mat dem Här Minister doriwwer geschwat. En huet gesot, si wäeren amgaangen, och do nach zesumme mat dem ILR eeben ze kucken, dass déi Plattformen hei am Sënn vun dem Consommateur och nach ausgebaut ginn.

An dee leschten Turet, deen Der uschwätzt, déi zousätzlech Aide financière, dat ass och eppes, wat mer an der Ekonomieskommissioun jo och schonn ugeschwat hunn, dat heescht, wou mer och wëssen, dass den Energieministère dorunner schafft. An dowéinst geif ech u sech hei menger Fraktioun proposéieren, dass mer dës Motioun hei net géife matdroen. Op deem Punkt gëtt dru geschafft. Anerersäits ass et net un der Regierung, hei ze intervenéieren, mee et ass den ILR, deen hei seng Aarbecht independant an impartial och scho mécht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann ass d'Wuert fir den Här Fayot, duerno den Här Goergen an dann den Här Wagner. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Also, déi Motioun hei ass eis duerchaus sympathesch. Ech mengen, mir kënnen eis alleguerten erënneren, wéi mer no der Invasioun vun der Ukrain duerch Russland op eemol alleguer entdeckt hunn, dass u sech de Präis vun der Elektrizitéit op der leschter Unitéit vum Gas fixéiert gëtt an doduerjer d'Präisser op eemol vun engem Dag op deen aneren duerch de Plaffong gaange sinn. Spéitstens do hu mer verstanen, dass mer eisen Elektrizitéitsmarché anescht organiséiere missten an, effektiv, wa mer wéilten an d'Richtung goe vun den Erneierbaren, dass mer och do missten Ännerunge virhuelen an der Struktur vun deem Marché an och am Tarif vum Marché.

An d'Argument, dass mer dat hei solle just dem ILR iwwerloossen, well dat jo u sech eng onofhängeg Autoritéit ass, iwwerzeegt mech net. Dat hei ass eng politesch Fro, wéi mer eisen Elektrizitéitsmarché wëllen organiséieren, fir eeben an déi Richtung ze goe vun

engem dekarboniséierten Elektrizitéitsmarché. An do, mengen ech, kann een a muss een als Politick higoen an déi richteg Incentivë schafen.

Dofir ass dat hei eppes, wat eis am Fong éischter sympathesch ass, och fir déi Leit ze privilegiéieren, déi u sech schonn op de Wee vun der Transitioun gaange sinn, duerch Tariffer, och duerch Batterien. Ech mengen, dat ass och e sënnvolle Subsid, un deen ee kéint denken.

Dat Eenzegt, wat mech elo hei e bësse bedenklech stëmmt, dat ass déi Saach mat der Structure tarifaire fir déi Groussclients, d'Industrie. Ech war virun net allze laanger Zäit dobäi, wéi mer zesumme mam Energieminister en Tarif C bei der Industrie negociéiert hunn. Ech weess, dass dat ëmmer eng schwiereg Diskussioun ass, dass och do d'Kompetitivitéit vun enger ganzer Rei vu Betriber drunhänkt. Wann een do vläicht ... Bon, ech mengen, do muss een eng Kéier driwwer schwätzen, wat dat do heescht, déi „nouvelle structure tarifaire“, wëssend, wat awer alles och do drunhänkt. A mir wëssen, dass mer vill Efforte maachen, fir och bei de Betriber a bei der Industrie erneierbar Energie auszubauen. Mee mir hu fir dat heiten e Préjugé favorable.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann ass d'Wuert fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci deene Grénge fir déi gutt Motioun. Et ass e bëssen dee Gedankegang, deen ech och a menger Ried virdrun ausgeschwat hunn a deen ech herno an de Motiounen hat.

Dat Eenzegt, wat mer net esou gutt gefält, ass, dass Der fir d'éischt Betriber wëllt ..., well dat ass awer e bëssen ... Wa mer gär eis Betriber nach weider belaauchten – ech mengen, an der aktueller Situatioun wär dat elo net déi beschten Iddi.

Ech verstinn awer Är Iwwerleung, dass Der déi fir d'éischt wollt huelen. Ech war mer bis elo och net bewosst, ob déi iwwerhaapt herno méi belaaucht wäerte ginn. Dat muss vläicht d'Regierung soen, ob déi herno och an de Genoss – de schlechte Genoss – vun deem neien Tarif kommen. Well wa mer eis Betriber herno nach méi belaauchten um Energiemarché, da ginn déi herno nach éischter knaschteg Energië wéi Pétrol kafen, wéi op déi erneierbar ëmzeklammten. Dat wär eng denkbar schlecht Iddi. Den Energieminister ass elo net hei, mee kann eis als Chamber awer vläicht eng Kéier soen, ob d'Betriber an Zukunft och méi belaaucht wäerte ginn.

Wat mer manner gutt an Ärem Text gefält, ass „ayant déjà investi“. Et geet net nëmmen ëm déi, déi schonn investéiert hunn. Ech verstinn Äre Punkt, an deen ass richteg, mee et geet och ëm déi, déi mer an Zukunft wëllen op déi erneierbar Energië kréien. Och fir déi sollt et weiderhin attraktiv gehale ginn. Well mat deem System, deen elo ab Januar wäert kommen – éischters d'Präissteigerung um Stroum selwer an dann och nach, dass een déi Moyenne muss anhalen –, wäert et komplett onattraktiv gemaach ginn, eng Wärmepompe oder en Elektroauto ze huelen. Dir wäert ëmmer, wann Der déi umaacht, iwwer Ärer Moyenne leien an da wäert Der bestrooft gi mat deem neien Tarif.

Elo kënnen d'Regierung an d'Majoritéitsparteien natierlech soen: „Dat ass den ILR.“ Dat ass awer deene Leit, déi herno an Däischtere stinn, ganz egal. Well déi mussen d'Rechnung bezuelen. An Dir hutt de Moien um Radio héieren: Dat geet vun 20 bis 300 Euro. Elo kann een natierlech als Regierung soen: „Et ass mir egal, ech hunn domadder näischt ze dinn.“

Mir als Piraten soen dat net a mir stëmmen déi Motioun mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, eis ass et och net egal, mee anscheinend ass et der Majoritéit jo egal a si verstopp sech hannert fadenscheinegen Argumenter, wärenddeems awer eng ganz Partie vu Leit hei zu Lëtzebuerg riskéieren, wierklech a grouss Problemer ze kommen, dat nëmmen, well se eng normal Energieversuergung brauchen.

Mir wäerten dowéinst och déi heite Motioun matdroen. Et dierf een net vergiessen, dass u sech d'Stéit ongeféier 15 % vum Stroumverbrauch ausmaachen, an d'Industrie, d'Commercen an esou weider maachen 80 % vun deem Ganzen aus. Dat ass schonn e groussen Ënnerscheid.

Natierlech kann ee sech och – an ech verstinn dat och esou an dëser Motioun – iwwerleeën, dass een och eng Staffelung mécht, wat d'Betriber ueget. Et ass jo och net all Betrib d'selwecht, mir sinn eis däers bewosst, an et ass net all Betrib, deen déi selwecht héich Energiekäschten huet wéi een aneren. Mee et muss een awer déi Saache vuneneen trennen. Ech fannen dat wierklech e bësse komesch, dass d'Regierung erëm eng Kéier keng Verantwortung wëll iwwerhuelen, wann et ëm d'Wuelergoe vun de Leit geet.

An duerno, dat, wat mir och nach mengen, wat nach misst kommen, dat hunn ech och grad virdu gesot, a mir mussen eis e bësse begannen: Et muss een och iwwer e Präisdeckel diskutéieren, an net just diskutéieren, mee deen och realiséieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech gesinn nach eng Wuertmeldung vum Här Engelen. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Mir hunn zwar bei deem engen oder anere Punkt eis Bedenken, wat déi Motioun hei ubelaangt, mee am grouse Ganze kennt se de Clienten entgéint. Mir sollten dat Ganzt eng Kéier iwwerdenken an dat hei géif an déi Richtung goen. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dëser Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Soss ass elo keng weider Wuertmeldung do. Da géing ech d'Motioun vun der Madamm Welfring ...

(Interruption par Mme Joëlle Welfring)

Jo, selbstverständlech, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier reagéieren op dat, wat virdu gesot ginn ass.

Engersäits zu de Belaaschtunge vun de Betriber: Also, et ass sécher net d'Zil, iergendeen ze belaauchten, och net eis Betriber. Mee et ass ganz wichteg, dass mer mat esou engem méi komplexe System, wou mer wierklech esou Ännerungen erabrénge, Erfahrung gewannen. Dat war d'Iddi: dass ee mat de Professionellen, déi sech och anescht kënnen berode loosse an déi och e méi virausschaubaart Verhalensmuster un den Dag leeën, wann et ëm de Stroumkonsum geet, ufänkt, fir mat engem System Erfahrung ze gewannen, fir doduerch d'Privatleit herno méi an och besser beroden ze kënnen an eventuell souguer d'Tariffstrukturen nach unzepassen opgrond vun engem gestärkte Wësse mat deenen Erfahrungen, déi een da gemaach hätt. Dat war d'Iddi hannendrun. A ganz sécher war d'Iddi net, d'Betriber onnéideg ze belaauchten, mee justement vun hirer Professionalitéit ze profitéieren, fir dat heite fir d'éischt mat hinnen ze maachen. Voilà.

Dat zweet, wat ech wollt soen, zur Onofhängegkeet vum ILR: Déi ass natierlech op kee Fall a Fro gestallt. Mee et ass esou, Dir hutt jo selwer gesot, dass, zum Beispill fir dee Simulator do ze entwéckelen, do eng Diskussioun war zwëschent dem Energieminister an dem ILR. Dat weist, dass do Echangë kënnen sinn an der och sinn. Ech weess aus menge Quellen, dass do och schonn an der Vergaangenheet Aarbechtsgruppe bestanen hunn zwëschent dem Energieministère an dem ILR an den Netzbedreiwler, justement fir esou wichteg Ännerunge wéi dat hei gemeinsam virzebeereeden.

An et geet net drëm, engem ILR eppes virzeschreiwene, mee wierklech mat him zesummen dat esou ze strukturéieren, dass mer déi Ännerungen esou gutt wéi méiglech op de Wee kënnen kréien, fir d'Leit net ze verschrecken a fir justement eis Energiesécherheet och an Zukunft ze garantéieren.

Dat heescht, et geet wierklech drëm, eppes gemeinsam ze entwéckelen an ze kucken, dass een et esou timet, dass een esou mann wéi méiglech Schierbele mécht bei de Konsumenten. An dat war am Fong d'Iddi hei hannendrun, an net fir iergendengem ILR eppes virzeschreiwene. An dat war och de Sënn vun dëser Motioun. Voilà.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Elo gesinn ech keng Wuertmeldung méi, da kënnen mer dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmme. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme bei 25 Jo-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Dan Biancalana), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

15. Interpellation de Mme Alexandra Schoos relative à l'amélioration de la santé publique

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, enger Interpellatioun vun der Madamm

Alexandra Schoos iwert d'Verbesserung vum Gesondheetswiesen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur oder d'Interpellatrice huet 30 Minuten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng 7, d'Piraten an déi Lénk och 7 an d'Regierung huet 30 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här Gérard Schockmel, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Alexandra Schoos als Auteure vun der Interpellatioun. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Alexandra Schoos (ADR), interpellatrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Arthur Schopenhauer huet sengerzäit scho gesot: „Gesundheit ist nicht alles, aber ohne Gesundheit ist alles nichts.“ An deene leschte Joren oder och an deene leschte Wochen ass eis nees vill méi bewusst ginn, wéi wichteg d'Gesondheet an eise Gesondheetsystem sinn.

Dës Interpellatioun ass schonn an der leschter Legislaturperiod ugefrot ginn a mir begrëssen, dass mir dese wichtige Sujet haut diskutéiere kënnen.

Wa mir eis awer haut musse besonnesch mat deem Secteur beschäftegen, dann ass et, well e leider mat ville Problemer geplot ass, trotz der Qualitéit an dem onermiddlechen Asaz vum Gesondheetspersonal.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Dës Problemer si primär net vun dem Gesondheetssecteur verschëllt, mee dacks vun der Politick. Vun enger Politick, déi an der Vergaangenheet u verstëbste Rezepten vun anno Tubak festgehalten huet, amplat sech fir Léisunge vu muer opzemaachen. Vun enger Politick, déi net Schrëtt mat den Erausforderunge gehalen huet, Stéchwuert: demografeschen Zouwuess. Vun enger Politick, déi net de Courage hat, fir hir eege Politick kritesch ze hannerfroen.

Eis ass och bewusst, dass 20 Joer sozialisteschen Planwirtschaft bannent 365 Deeg net revidéiert kënnen ginn.

(Interruption)

Et huet kee Wäert, no hannen ze kucken, mee mir musse mat all deem, wat usteet, konstruktiv no vir kucken a schaffen.

Fir d'ADR ass den Zoustand vum Gesondheetsystem fir en entwéckelt Land wéi Lëtzebuerg net ze akzeptéieren.

Just e puer Stéchwierder als Beispiller: Nowuessproblemer an Onzefriddenheet bei de Gesondheetsberuffer, Waardezäiten an den Urgencen, Manktem u medezinnescher Versuergung am ländlechen Raum, Enkpäss an der Pediatrie, Geriatrie, Psychiatrie a sou weider, éiweg laang Delaien an Ofsoe vu Rendez-vousen. Mir haten elo eréischt rezent an enger Äntwert vun der Madamm Minister op d'parlamentareschen Fro vun der honorabelen Deputéierter Madamm Carole Hartmann héieren, dass eleng dës Joer bis elo 275-mol eng Ofso fir de PET-Scan huet missen erdeelt ginn. Hanner all deene Problemer verstoppe sech awer Dausende vun Eenzelchicksaler, déi onnéideg laang am Ongewësse gelooss ginn oder sech am Stach gelooss fillen.

Et gëtt méi Problemer wéi Léisungen am Gesondheetssecteur. Den CSV-DP-Koalitionsaccord schwätzt och méi vun Analysen an Etüde wéi vu klere Projeten. Mir hoffen awer am Sënn vun der medezinnescher Versuergung hei zu Lëtzebuerg, dass mer elo net nach véier Joer Etüden ofwaarde mussen, mee dass

d'Madamm Minister eis haut schonn iwwerrascht mat konkreten Aussoen zur Ëmsetzung vu Projeten. Als ADR wëlle mir d'Problemer upaken a konstruktiv matschaffen, fir se ze léisen, amplat nozekucken, well et gëtt héich Zäit, dass eppes geschitt.

Elo schwätzen ech fir d'éischt e bëssen iwert d'Attraktivitéit oder d'Onattraktivitéit vun de Gesondheetsberuffer.

D'Babyboomer-Generatioun geet aktuell oder geschwënn an déi wuelverdëngte Pensioun an doduerch wäert sech d'Penurie am Gesondheetssecteur warscheinlech nach verstärken. Dozou kënn nach eng rigid Struktur am Gesondheetssecteur mat massiven Aschränkungen an der Ausübung vu Gesondheetsberuffer, wéi zum Beispill d'Onméiglecheit, op eng Rei vu medezinneschen Diagnosticapparater zeréckgräifen ze kënnen an der fräier Praxis, oder d'Aschränkung duerch d'Verschreiwungspflicht vu Medikamenter an der ambulanten a stationärer Fleeg.

Engersäits hu mir e Manktem un Ausbildungsméiglecheite vu verschiddene Gesondheetsberuffer, anerersäits en Iwwerangebot an eenzelen Domänen, wat zu enger Verwirrung an Onkloerheet an der Ausbildung féiert. Hei wëll ech d'Beispill nenne vun der Infirmière, déi elo entweeder via BTS oder Bachelor ausgebilt ka ginn. Dës wäert vill Frustratiounen bréngen: eventuell ënnerschiddlech Salairen, ënnerschiddlech Karriärméiglecheiten, Hierarchiekonflikter, „Virstellung“ vun den Aufgaben, déi ze erleedege sinn, an dat am Fong fir den nämmeleche Beruff an déi nämmeleche Berufsbezeichnung.

E weidere Problem ass d'Differenz tëscht der liberaler an der ugestallter Berufsausübung, also de Fräiberuffer an deenen, déi ugestallt sinn. Als Beispill sief hei genannt: Am Spidolssecteur kann ee vu ronn zéng Mataarbechter pro Dokter ausgoen a vu Fonctionnementskäschte vu ronn 1,7 Milliounen Euro pro Dokter. Zuelen, déi an eiser liberaler Berufsausübung ondenkbar sinn, bedéngt duerch d'strikt Ëmsetze vun enger joerzëngtenaler Nomenklatur a vun der Aschränkung am Beräich vun der Gerätemedezinn.

Da wëll ech ernimmen, dass an enger Welt, wou d'Gläichgewicht tëscht Aarbechts- a Privatliwen eng ëmmer méi wichteg Roll spillt an och d'Gesondheetsberuffer ëmmer méi feminiséiert sinn, et eng Katastroph ass, dass et als Dokter praktesch onméiglech ass, hei zu Lëtzebuerg an engem Ugestalltverhältnis ze schaffen, sief et an de Spideeler – mat enger Ausnam – oder dobaussen an de Praxissen.

Sou wéi mer déi eng Gesondheetsberuffer iwwerreglementéiert hunn, sou hu mer anerer iwwerhaupt net reglementéiert, wat hir Zouloossung an Unerkennung betrëfft, sou wéi am Fall vum Psycholog. Dës féiert och zu Frustratiounen an Ongerechtegkeeten um Terrain a mécht d'Dier grouss op fir sougenannte „Scharlatanen“.

Ech kéint nach aner Beispiller opziele fir d'Grënn vun der Onattraktivitéit a Problematik vu ville Gesondheetsberuffer hei zu Lëtzebuerg, mee ech mengen, Madamm Minister, aus Äre sëllegen Entrevuen hutt Dir selwer och genuch matkritt, wou d'Kromm an der Heck läit.

Här Chamberspresident, léif Kolleegen, komme mer elo zu enger weiderer Problematik am Gesondheetssecteur: Hospitalier versus Extrahospitalier. Mir stellen eng Zentraliséierung vun de Gesondheetsstrukturen, besonnesch am Milieu hospitalier, op den Zentrum an de Süde fest. Patienten aus dem Norden an Oste si gezwongen, länger Trajeten zeréckzeleeën an onnéideg Waardezäiten a Kaf ze huelen, well et fir d'Doktere schwierig ass, op privat Initiativ

Centre-médicallien oder kleng Polikliniken am Rescht vum Land opzemaachen.

Duerch d'Konzentratioun vun der Gerätemedezinn an -diagnostik an de Spideeler ginn dës Strukturen ëmmer méi onflexibel an zu administrativen an organisatoreschen „Monsteren“. Dozou kënn, dass d'Spideeler no verschiddene Regimenter fueren: déi eng mat Belegbetter, dat heescht mat fräiberufflechen Dokter, wéi zum Beispill an den Hôpitaux Robert Schuman, an déi aner mat fest ugestallten Dokter, wéi den CHL, soudass hir Fonctionnement net matenee verglach kënnen ginn an d'Garden ënnerschiddlech organiséiert sinn.

Am Kader vun Milieu hospitalier an extrahospitalier gëtt eis och schmäärzhaft bewusst, wéi eng Defizitter mir ëmmer nach hunn an der Digitaliséierung vum elektronischen Patientendossier. Onofhängeg vun der Dateschutzproblematik stellt sech permanent d'Fro vun der Kompatibilitéit vun de verschiddenen Inselléisunge vun den eenzelnen Acteuren am Medezinnssecteur. Sou ass et haut onméiglech, ouni enormen techneschen Opwand all d'Donnéee vun engem Patient an engem eenzegen zentralen Dossier zesammenzuféieren. Dës féiert dozou, dass, a) de Patient allkéiers seng Krankengeschicht ka vu vir erzielen, b) et zu potenziell duebelen Analyse kënn, an c) de Wee zum Diagnostic a schlussendlech zur Therapie onnéideg an d'Längt gezu gëtt.

E weidere strukturelle Problem betrëfft déi Schwächst an eiser Gesellschaft: d'Kanner. Am Prinzipp hu mer am Zentrum an am Norde jeweils eng Maternité. D'Vergaangenheet huet eis awer gewisen, dass d'Struktur vun der Maternité am Norden op ganz wackeleger Bee steet, dës opgrond vum Manktem u Pédiatres néonatales, fir eng Permanence ze assuréieren. Déi eenzeg vollwärtig 24-Stonnen-Urgence gëtt vun der Kannerklinik an der Stad assuréiert.

Kënn Dir Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen – virun allem déi, déi Kanner oder Giedelcher oder Pättercher hunn – virstellen, mat engem sechs Méint ale Puppelche mat Féiwerkrämp nuets vu Wäiswampech an d'Stad ze fueren, fir gehollef ze kréien? Wann Der net zu Wäiswampech wunnt, kënn Der Iech et net virstellen. Mee denkt einfach drun, well Dir misst bis an d'Stad kommen, wann Der do géngt wunnen. Ech perséinlech kann a wëll mer et net virstellen.

E weidere Problem bei eise Kanner ass déi mental Gesondheet, e Sujet vu brennender Aktualitéit. Am Kader vun der Organisatioun vun de Seancé #MengChamber, organiséiert vum Zentrum fir politesch Bildung, ass dese Sujet quasi och ëmmer op der Dagesuerdnung vusäite vun de Kanner. An ech mengen, dat kënnen och d'Kolleegen heibanne bestätegen.

Wann een u Kanner denkt, denkt een awer och un d'Kommunikatioun a sech ausdrécken a verständlech maachen, wann ee Péng huet. Dat ass awer leider net nëmmen e Problem vun eise klengen Patienten, mee och vun deene groussen an de Spideeler. Duerch dee staarke Wuessstem si mer op Personal aus dem Ausland ugewisen, dat dacks nëmmen eng vun deenen dräi administrative Sprooche kann. Dës féiert zu Frustratiounen opsäite vun de Patienten, well si sech an enger Noutsituatioun net verständlech maache kënnen respektiv d'Gesondheetspersonal net verstinn.

Eng weider grouss Baustell ass eng nach ëmmer net un déi modern Medezinn an hir Besoinen ugepassten Nomenclature. An deem Sënn géif ech hei gär eng Motioun deposéieren.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest, datt

– d’Nomenclature, d’Oplëschting vun den Tariffer fir déi jeeeweileg medezinnesch Akten a verschiddene Beräicher net méi den aktuelle Besoinen am Gesondheetswiesen entsprécht,

ass sech bewusst, datt

– eng déifgräifend Analys vun der aktueller Situatioun um Terrain néideg ass, fir eng zäitgeméiss Upassung vun der Nomenclature ze erméiglechen;

– dës Analys just méiglech ass a Concertatioun mat alle betraffene Berufsgruppen aus dem Gesondheets- a Fleegeseceur,

fuerdert d’Regierung op,

– sech mat alle betraffene Berufsgruppen aus dem Gesondheets- a Fleegeseceur ze concertéieren, fir gemeinsam eng déifgräifend Analys vun der Nomenclature ze maachen an, an enger zweeteier Phas, noutwenneg Upassung ze erméiglechen.

(s.) Alexandra Schoos, Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Tom Weidig.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Mammad Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR), interpellatrice | Sait Jore schonns ginn Diskussiounen a Verhandlungen an deem Secteur geféiert, woubäi d’Medezinner sech an deem Austausch ëmmer erëm konfrontéiert gesi mat enger politesch gewollter gemeinsamer Front vu Staat a Krankekeess. Dowéinst ass et net verwonnerlech, dass verschidden Dokter an der Vergaangeneheet zäitweis de Verhandlungsdësch verlooss hunn, well se hir medezinnesch Fräiheet net ënnert d’Diktat vun der Politik stelle wollten. E Beispill heifir ass, dass et momentan keng Positioun an der Nomenclature gëtt fir d’Fonctionnementskäschtchen vun de sougenannten „appareils lourds“ am Extrahospitalier.

Mir mussen eis bewusst sinn, dass doduerch bedéngt net alles, wat an der Medezinn méiglech a sënnvoll ass, hei zu Lëtzebuerg praktizéiert ka ginn, well et keen entsprecheend Remboursement fir den Akt gëtt. Dës nach ëmmer net aktualiséiert Nomenclature am Beräich vun de medezinneschen Aktivitéiten dréit och zur Netattraktivitéit vum Beruff vum medezinnesche Personal bäi.

Dozou kënnt op där anerer Sait awer och, dass noutwendeg Aarbechten ouni entsprecheenden Akt an der Nomenclature duerchgefouert ginn. Bei den Infirmière ginn haut beispillsweis circa 32 %, een Drëttel, vun hirer Aarbecht net vun der Nomenclature ofgedeckt an domat net rembourséiert. Direkt leiddroend sinn d’Patienten op der enger Sait an indirekt dat medezinnescht Personal op der anerer Sait.

Erschwéiert gëtt d’Situatioun nach doduerch, dass de Contrôle médical vun der Krankekeess e Manktem u Spezialisten huet, wat dozou féiert, dass net spezialiséiert Personal fachfrem Decisiounen treffe muss.

Wann ee vum Gesondheetswiese schwätzt, muss een och d’Penurie vun de Medikamenter uschwätzen. Sait iwwer zwee Joer schaffe verschidden Aarbechtsgruppen am Gesondheetsministère drun, fir en Usaz vun enger Léisung ze errechen. Leider ass bis elo just e Projet de loi fir eng Centrale nationale d’achat et de logistique op den Instanzwee bruecht ginn. Ob dës sougenannte CNAL awer d’Penurie vu Standardmedikamenter wäert verhënnere kënnen, ass an den Ae vun der ADR méi wéi ongewëss. De strukturelle Problem vun engem klengen Land ouni eege Pharmaindustrie an der Medikamenteversuergung geet wäit iwwer den zentralen Akaf an d’Logistik, déi domat verbonnen ass, eraus.

Als leschte Punkt vun dëser bei Wäitem net vollständiger Oplëschting vu Problemer am Gesondheetswiese géinge mir gär nach de Volet Fuerschung an Universitéit uschwätzen. Mir begreissen ausdrécklech d’Aféiere vun engem Bachelor an der Humanmedezinn, wou mir awer Bedenken hinsichtlech sengem Succès ouni entsprecheend Masterstudiegang hei zu Lëtzebuerg hunn.

Dozou kënnt d’Contrainte, dass fir d’Zouloossung zum Bachelorstudiegang eng ganz restriktiv Politik am Beräich vun de Sprooch besteet, wéi mer rezent aus der Press gewuer gi sinn.

En änleche Problem hu mer iwwregens och bei den Infirmière, déi wéinst den exigente sproochlechen Ufuerderungen an der Schoul d’Ausbildung schlussendlech am Ausland ofschléissen, iert si am beschte Fall dann zeréck op Lëtzebuerg schaffe kommen.

Mee zeréck bei d’Dokteren. Deen net komplettéiert Studiegang op der Uni bremst automatesch d’Entwécklung vun der medezinnescher Forschung hei zu Lëtzebuerg. Zousätzlech verkomplizéieren administrativ Prozeduren, Dateschutzvirschrëften a schwéierfällg a laangwiereg Eethikunträg d’Realisatioun vu Forschungsprojeten. Doduerch ginn déi dacks iwwerhaapt net eragereecht. Eng mangelnd Legislatioun verhënnert zousätzlech d’Erhiewe vun Donnéeën, wéi zum Beispill am Fall vun engem nationale Kriibsregister.

Wéi am Ufank vu menger Ried gesot, géing d’ADR gär konstruktiv zu Léisungen am Gesondheetswiese bäidroen. Komme mer elo also zum Deel, wou ech Iech gär eng Rei Proposen als Léisungsusaz vun der ADR virstelle géing.

Grondsätzlech si mer eis jo hei am héijen Haus sécherlech all eens, datt den Accès op all Gesondheetsseceur eng Prioritéit vum Lëtzebuergesche Staat muss sinn. Dowéinst brauche mir eng Verkierzung vun de Waardezäite fir spezifesch Ënnersichungen. Dës kënnen mer errechen duerch eng Dezentraliséierung vun der Spidolsmedezinn, andeems mer deene fräiberuffleche Medezinner erlaben, sech a Gemeinschaftspraxissen zesummenzeschléissen an an eng Gerätemedezinn an de Beräich Diagnostik an Therapie ze investéieren. An esou multidisziplinären Zentere muss et och méiglech sinn, vun ugestallte Medezinner ze schwätzen, ouni Aschränkung vun der fräier Berufsausübung natierlech. An deem Kader géing ech och hei gär eng Motioun deposéieren.

Motion 1

D’Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– et e Manktem u praktizéierenden Dokteren hei zu Lëtzebuerg gëtt;

– et kee legale Kader fir Medezinner am Ugestallte-Verhältnis gëtt,

ass sech bewusst, datt

– fräiberuffleche Doktere méi héich beruffsbédéngt Obligatiounen ze droen hunn (Loyer, Personalkäschtchen, Uschafung vu medezinneschem Material, administrativ Aufgaben asw.), wat et ville jonken Dokteren onméiglech mécht, als fräiberufflechen Dokter unzefänken,

fuerdert d’Regierung op,

– méiglechst séier e legale Kader fir de „Médecin salarié“ ze schafen, deen allen Dokteren zeguttkënn, déi an engem Ugestallte-Verhältnis mat aneren Dokteren zesummeschaffe wëllen.

(s.) Alexandra Schoos, Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Tom Weidig.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci.

Mme Alexandra Schoos (ADR), interpellatrice | Fir dass dës Propos awer praktesch ëmsetzbar ass, muss zäitgläich d’Nomenclature entsprecheend der Kreatioun vun dese multidisziplinären Zentere ugepasst ginn, wéi et jo och am Koalitionsaccord scho virgesinn ass.

Am Kader vun enger besserer medezinnescher Versuergung fir Kanner fuerdert d’ADR eng zweete Peditrie, déi 24/7 funktionéiert, dës am léifsten am Norde vum Land. Dat muss méiglech sinn, wuel wësend, dass mir hei zu Lëtzebuerg méi Peditieren hu wéi an der Groussregioun. Och hei, Här President, géing ech gär eng Motioun deposéieren.

Motion 3

D’Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d’Peditrie am Centre hospitalier du Nord sech an enger ganz prekärer Situatioun befënn;

– mir méi Peditieren zu Lëtzebuerg hunn am Verglach zur Groussregioun;

– déi eenzeg 24/7-Peditrie d’Kannerklinik vum CHL ass, ass sech bewusst, datt

– déi medezinnesch Versuergung fir all Kand am Land zäitno muss kënnen assuréiert ginn, an dat 24 Stonnen am Dag, 7 Deeg an der Woch,

fuerdert d’Regierung op,

– derfir ze suergen, datt eng vollwärtig zweete Peditrie am Centre hospitalier du Nord entsteet, déi 24/7 funktionéiert.

(s.) Alexandra Schoos, Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Tom Weidig.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci.

Mme Alexandra Schoos (ADR), interpellatrice | Fir eng modern Medezinn muss d’Teleconsultatioun am ländleche Raum am ambulante Beräich an am Kader vun der Hospitaliséierung doheim geféiert ginn an dierf net nëmme am Kader vu Pandemien eng Ausnamereegelung kréien. Et bleift natierlech nach ëmmer dem Dokter virbehalen, ze decidéieren, awéiwäit op d’Teleconsultatioun an deenen eenzele Fäll zeréckgegraff ka ginn.

Des Weideren dierf d’Teleconsultatioun awer net nëmme op de reng medezinnesche Beräich beschränkt bleiwen, mee muss och méiglech si fir aner Prestatiounen, déi am Kader vun der Krankekeess rembourséiert ginn, zum Beispill d’Consultatiounen bei der Dieteticienne oder beim Logoped.

Am Kader vun enger besserer medezinnescher Versuergung vun der Bevëlkerung proposéiert d’ADR och eng Upassung vun de Remboursementer duerch d’Krankekeess, ënner anere am Beräich vun de Brëller, den Zänn, am Beräich vun der Kinesitherapie, der Chiropraktik, der Akupunktur, de medezinnesche Massagen, mee awer och am Fong fir den Erhalt vun der Gesondheet duerch zum Beispill eng finanziell Ënnerstützung vun Abonnementer a Fitnessstudioen, wat iwwregens privat Krankeversécherunge scho laang verstanen hunn.

Betreffend de Spidolsseceur proposéiert d’ADR, dass all Medezinner dee selwechte Statutt huet. Vum Organisatoreschen an Accès op d’Medezinn fir d’Patientie wier de Statutt mat enger fixer Remuneratioun wéi bei eisen europäeschen Nopere sécherlech eng Optioun, déi net ze negligéieren ass.

Zousätzlech fuerdert d’ADR, dass e professionnelle Management, dee legal ze definéieren wier natierlech, an de Spideeler institutionaliséiert gëtt. Momentan ass

et eng enorm Erausforderung fir d'Spideeler, e Btrib vu bis zu 2.000 Leit ze geréieren.

Nieft dem Personalmanagement muss awer och de Gerätemanagement enger moderner Medezinn entsprechen. Et kann net sinn, dass d'Dokteren an de Spideeler mat enger iwwerlieferter Technik schaffe mussen oder zum Beispill mir hei an der Chamber am Dezember 2023 en neie PET-Scanner stëmmen, deen da viraussichtlech am Oktober 2025, wann ech alles richteg verstanen hunn, betriebsbereit ass.

Am Gesondheitssecteur dierfe mir och net d'Iwwerstonne vernoléisseggen, déi gemaach ginn. Dëst ass zu engem klengen Prozentdeel duerch de krankheitsbedéngten Ausfall vu Personal verschëllt, mee deen ass säit 2019 relativ stabil, wéi mer an der Äntwert vun der Madamm Minister op eng parlamentaresch Fro vun déi Lénk liese konnten.

D'Ursach vun de sëllegen Iwwerstonnen an doduerch vun der Onattraktivitéit vun de medezinnesche Beruffer ass, wéi mer eis denke konnten, e Manktem u Personal. D'ADR verlaangt eng kloer Linn, wat d'Ausbildung vun Infirmiëren an Aide-soignantent ugeet.

Mir brauche keng zwou Ausbildungsschinnen, wéi am Ablack bei den Infirmiëren, an och keng zousätzlech Kreatioun vun neie Karriären, wéi zum Beispill vun Aide-soignant-Techniker. Mee mir brauchen Zukunftsperspektive fir dës Beruffer an eng doduerch eventuell Erweiderung vun den Attributiounen vun deene verschiddene Beruffer.

Et ass och wichteg, dass de Beruff vum Aide-soignant de Wee zeréck an d'Spideeler féinnt. D'Infirmiëren an d'Aide-soignantë sollen erëm hire primäre Beruff ausüben kënnen an net hir Zäit mat administrativen Tächë verbréngen. Administrativ Tächë sollen duerch administrativt Personal ausgeféiert gi beziehungsweise den Aarbechtsopwand soll duerch eng entsprechend Digitaliséierung reduzéiert ginn. Dëst géing déi Beruffer erëm valoriséieren a méi attraktiv maachen.

D'ADR proposéiert och eng kloer Linn bei der Ausbildung vun eisen Dokteren. Domadder menge mir e vollständige Studiengang am Beräich vun der Humanmedezinn mat deenen entsprechenden Ausbildungsplaze vum „Arzt im Praktikum“ an engem Léierspidol an duerno och déi entsprechend Méiglechkeete fir eng spezialiséiert Facharztausbildung.

Fir fäerdeg Medezinner ze motivéieren, hei am Land ze bleiwen oder an d'Land zeréckzeker kommen, proposéiert d'ADR, eng Éischtinstallationsprimm fir Nidderloossunge vu fräiberufflechen Dokteren anzeféieren. Dës kann zum Beispill an der Form vun enger finanzieller Ënnerstëtzung sinn oder an der Form vu Bereetstellung vun entsprechende Praxisraimlechkeeten.

Besonnenesch gefërdert soll d'Installatioun vu multidisziplinäre medezinneschen Zentere ginn. Et ass et un der Politick, en entsprechende gesetzleche Kader ze setzen.

Mir begréissen de Gesetzesprojet vun der CNAL, also der zentraler Akafs- a Logistikzentral. Mir bedauern awer, dass et momentan erëm esou ausgesäit, wéi wa se als parastaatlech Institutioun ugeluecht géif ginn. Als ADR hätte mir léiwer eng Zentral am Sënn vun engem Public-private-Partnership, also vun enger net staatlcher, privater Institutioun. Mir wëllen deene bestoenden Infrastrukturen d'Méiglechkeet ginn, eng privat organiséiert a finanzéiert Zentral an engem gesetzleche Kader opzerichten. Mir si géint déi onnéideg Schafung vun zousätzlechen staatlchen oder parastaatlchen Infrastrukturen. Do, wou mer schonns funktionéierend privat Organismen um Terrain hunn a wou sech just nach d'Fro vun der

Organisatioun an der Zesummenaarbecht stellt, sollen dës och d'Méiglechkeet kréien, fir esou en Zenter op d'Been ze stellen.

En anere Problem ass d'Ëmsetzung vum Virage ambulatoire an där Form, wéi e momentan angang ass, sech hei zu Lëtzebuerg ofzezeechnen. Grondsätzlech war d'Iddi, eng Rei Akten an Diagnosticken an d'Hänn vun de fräiberufflechen Dokteren ze leeën, fir d'Klinicken ze entlaaschten. Dës Mesür hätt awer den Nodeel, dass de fräiberufflechen Dokter bei gläichem Salaire d'Gesamtkäschte vu senger Infrastruktur a vum Personal hätt selwer misse finanzéieren, am Géigesaz zu senger Confrèren a Consoeur- en am Spidolssecteur.

Vu dass un der Nomenclature awer an deem Kader bis elo näischt geännert gouf, kann eng Wirtschaftlechkeet vun deenen Aarichtungen nëmme duerch eng méi staark Frequenz erreicht ginn. Wann awer e Fräiberuffer am medezinnesche Secteur d'Frequenz eropschrauft an doduerch an den Ae vun der Krankkeess aussergewéinlech vill Akten ofrechent, geréit e schnell an de Verdacht vun enger Fraude. Dowéinst ass d'ADR iwwerzeegt, dass de Virage ambulatoire nëmme funktionéiert, wann déi privat Strukturen, no Erfülleng vu gewëssene Kritterien natierlech, eng änlech Finanzéierung fir hir Infrastruktur kréie wéi de Spidolssecteur.

E weidere Punkt ass den elektronnesche Patientendossier. Den elektronnesche Patientendossier ass keen Erfolg. E grouse Problem bei deem Outil ass, datt de Patient net genuch Kontroll iwwert d'Donnéen huet, déi am Dossier sinn. Esou wéi den Dossier opgestallt ass, ass fir vill Dokteren net emol kloer, wat scho gemaach ass, wat nach muss gemaach ginn a wat de Suivi ass. Aus deem Grund ass d'ADR der Meenung, mir sollten den elektronnesche Patientendossier ganz anescht opbauen. Dëst kéint een op Basis vun der App maachen, déi d'AMMD entwéckelt gelooss huet, soudatt de Patientendossier schliisslech seng Zilsetzungen erfëllt, d'Patienten e Méiwaert dran erkennen an d'Dokteren och anstänneg domat schaffe kënnen.

Et ass wichteg, datt d'Gesondheitspersonal jee no Kompetenz Accès op déi néideg Donnéeën vum Patient huet, mee och den Dateschutz muss garantéiert ginn. Dowéinst ënnerstëtze mir d'Konzept vun engem elektronnesche Patientendossier ënner der Oplag, datt gréisstméiglech Sécherheet fir den Dateschutz géllt an datt de Patient d'Uleeë vu sengem Dossier refuséiere ka beziehungsweise zu all Moment Zougrëff op säin Dossier huet. Dee ganz breeden Zougrëff vum Contrôle médical op verschidde Fichieren ass Géigestand vu Kritik a muss iwwerpréift ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här Chamberspresident, ech kéint nach laang esou virufueren. Sujeten, vun deenen ech nach guer net geschwat hunn: den Encadrement vun de Leit mat spezifesch Besoinen, Kriibspatienten, Leit mat rare Krankheeten, Preventiounsmaassnahmen, d'Plan-nationalen, de ganze psychologieschen a psychiatresche Volet an och den dréngende Besoin vun engem Kannerhospiz hei zu Lëtzebuerg an nach vill weider Theemen.

Madamm Minister, ech war leschte Weekend op engem Fest, do ass mer gesot ginn, ech zitieren: „Also, dee Ministère, vun deem ech am mannsten héiere beziehungsweise Konkreetes gewuer ginn, ass de Gesondheitsministère. An eise Gesondheitssystem ass Brach.“ Zitand. Ganz esou pessimistesche géing ech et perséinlech elo net ausdrécken, mee et kann een net soen, dass iwwer 20 Joer sozialistesche Gesondheitspolitick spuerlos un eis laanschtgaange sinn.

Ech hunn an deene leschten zwielef Méint op Social Media noverfollege kënnen, wéi vill Entrevuen Dir, Madamm Minister, hat. Ech hoffen, Dir hat Zäit, Iech en Iwwerbléck ze verschafen an hanner d'Kulisse kucken ze kënnen, nach vill méi wéi et eis méiglech ass. Madamm Minister, ech hoffen, Dir hutt Är sëllegen Etüden an Analysen aus dem Koalitiounsaccord kënnen ofschléissen a kommt elo gläich hei vir hinner mat konkreete Projeten a Léisungsvirschléi a verféischt eis net déi nächst véier Joer mat weideren Analysen oder engem: „Mir musse mol fir d'Éischt kucken.“

Une voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR), interpellatrice | Engersäits d'Patienten, mee anersäits och d'Gesondheitspersonal hunn et sat, den zweete Präis ze kréien. Mir brauche Leit mat Courage – Courage, fir de ganze System ze hannerfroen, nei Weeër ze goen, sech mat enger Krankkeess auserneezenesetzen a mol endlech mat der Fauscht op den Dësch ze schloen. Soss dauert et net méi laang a mir hunn definitiv eng Zwouklassemdezinn: déi, déi et sech leeschte kënnen oder mat den néidege Relatiounen, déi séier gehollef kréien, an déi aner, déi sech brav an d'Rei stellen an domm aus der Wäsch kucken. Oder awer an zwou Klasse gespléckt: déi ugestallten Doktere versus déi liberal Doktere, déi dobausse kucke kënnen, wéi se iwwert d'Ronne kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, Här Chamberspresident, mir mussen de Gesondheitssystem grondsätzlech iwwerdenken an eventuell reforméieren: Wat kann am Gesondheitswiesen effizient zesummegeluecht ginn a wat net? Wou si Plaze fir extrahospitalier Strukturen? Wou maache se Sënn an ënner wéi enger Form?

Mir mussen eise Gesondheitspersonal erëm hire primäre Beruff ausüben loossen a si net un e Schreifdësch fesselen. Mir brauchen definitiv eng schnell Adaptatioun vun der Nomenclature un déi haiteg Zäit am Kader vun enger funktionéierender Tripartitt, genausou wéi eng modern Medezinn mat den néidege moderneren diagnostesch Hëllefsmëttel.

Mir musse fortomme vum Spartendenken an der Medezinn, wou jiddere seng Zëppche kacht an déi Lénks Hand net weess, wat déi riets mécht, a sech kee fir eppes responsabel fillt. Mir mussen an d'Richtung vun enger holistescher a fachiwuergräifender Medezinn goen, wou jiddereen Hand an Hand schafft. A genau da kréie mir erëm d'Wuelbefanne vum Mënsch an de Mëttelpunkt, sief et de Mënsch als Patient oder als Person aus dem Gesondheitswiesen. Et ass Zäit fir e Gesondheitswiesen, dat erëm den Erhalt vun der Gesondheet an d'Liewensqualitéit an de Vierdergrond stellt. Well wéi ech am Ufank den Arthur Schopenhauer zitieren: „Gesundheit ist nicht alles – aber ohne Gesundheit ist alles nichts.“

An deem Sënn soen ech Iech alleguer Merci fir d'No-lauschteren. A bleift gesond!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools der Madamm Lexy Schoos.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Françoise Kemp ageschriwwen. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Françoise Kemp (CSV) | Léif Kolleegen, léif Kolleginnen, an enger Zäit, wou mir mat ëmmer méi gesondheetlechen Erausforderunge konfrontéiert sinn, ass et wichteg, eis Verantwortung als Gesellschaft ze erkennen a Moosname fir d'Gesondheet vun eiser Bevëlkerung ze ënnerstëtzen a weiderzeféieren.

D'Gesondheetspolitick ass e fundamentaalt Element vun der öffentlecher Politick an ziilt drop of, dat kierperlecht, mentaalt a soziaalt Wuelbefanne vun alle Bierger ze garantéieren. Eng gutt strukturéiert a finanziéiert Gesondheetspolitick ass net nëmmen d'Basis fir eng héichwärtig medezinnesch Versuergung, mee dréit och zur Liewensqualität an zur wirtschaftlecher Stabilitéit vun eisem Land bäi.

D'Santé publique, wéi mir se verstinn, ass méi wéi nëmmen d'Behandlung vun Individuen. Si konzentriert sech op d'Preventioun vu Krankheeten, d'Promotioun vun engem gesonde Liewensstil a virun allem op d'Förderung vun der Liewensqualität fir all Bierger.

Am Hannergrond steet eng ganzheetlech Approche, bekannt als „One Health“, déi net nëmmen d'medezinnesch Besoine berücksichtegt, mee och déi sozial, psychologisch an ekologesch Facteuren, déi eis Gesondheet beaflossen. Hei komme mir op eng vun deene gréissten Erausforderunge vun eiser Zäit, déi komplex zesummenhäng téschent Gesondheet, Ëmwelt a Gesellschaft.

Eng vun den Hauptprioritéite vun der Santé publique ass et, den Zougang zur Gesondheetsversuergung ze verbesseren. Fir d'Iwwerlaaschtung vun den Urgencen ze reduzéieren, ass et essentiel, d'Ënnerscheeder téschent den Aufgabe vun der Primärversuergung, wéi Hausdokteren a Kannerdokteren, an den Urgencë kloerzemaachen. Vill Leit si sech net bewusst, dass vill Gesondheitsproblemer éischter an de Beräich vun der Primärversuergung falen an datt d'Urgencë virun allem fir akut a liewensbedrohlech Situatioune geduecht sinn.

Des Weidere beinhalt d'Verbesserung vum Zougang zur Gesondheetsversuergung eng Dezentraliséierung vun der Prise en charge an och d'Reduktioun vun der Waardezäit bei Dokteren an Ënnersichunge mat verschiddenen Apparater. An deem Kader just ee Wuert zum PET-Scanner, vu datt e scho virun erwäänt ginn ass: D'Pannefrequenz vum PET-Scan huet zënter 2022 zougeholl. D'Reorganisatioune goufen esou séier wéi méiglech organiséiert an et goufen och Gespréicher mat auslännesche Spideeler geféiert, fir am Noutfall d'Patienten dohinner ze iwwerweisen. Bis den zweete PET-Scanner a Betrib ass, ass e geloungt PET-Scanner zënter dem 15. Oktober a Betrib, fir d'Waardezäit fir d'Patienten ze reduzéieren. Den zweete PET-Scanner soll am Januar 2025 a Betrib goen.

Genausou penibel ass et, wann ee muss eng gefillten Éiwegkeet op d'Resultater vun Analysen, Biopsië waarden. Dës Ongewëssheet ass fir vill Leit ganz schwéier ze erdroen, wat jo och ganz verständlech ass. A genau dowéinst ass et eis Aufgab, de System esou ze verbesseren, datt déi grad beschriwwene Problemer – an dat si se bei Wäitem net alleguer – besser geléist mussen ginn.

D'Fleegepersonal ass d'Basis vun eisem Gesondheitssystem. An dach sti si/mir virun enger grousser Erausforderung: dem Mangel u qualifiziertem Fachpersonal an der Fleg.

Fir d'Zil vun iwwer 3.800 zousätzlechen Infirmieren ze erreechen, misst Lëtzebuerg der ronn 600 d'Joer ausbilden. Momentan ginn der awer nëmme maximal 100 d'Joer forméiert. Dësen Ofstand téschent dem Besoin an der Realitéit weist op déi alarmante Situatioun hin, déi weider Handlung verlaangt.

Et ass kloer, datt wa mir näischt maachen, de Mangel u Flegepersonal eng seriö Gefor fir eise Gesondheitssystem wäert ginn. Et ass positiv, dass dës Joer de Bachelor en Sciences infirmières – Infirmier responsable de soins généraux op der Uni Lëtzebuerg

ugefaangen huet. Des Weidere sollen déi Professionnell am Gesondheetssecteur vun administrativem Opwand entlaascht ginn, soudatt si méi Disponibilitéit fir d'Patienten hunn.

Et gëtt de Moment 23 verschidde Gesondheetsberuffer zu Lëtzebuerg. Et muss méi Leit an deem Beruffsfeld ausgebild ginn. Et ass och wichtig, datt mir déi jonk Generatioun motivéieren, sech fir dese Beruff am Gesondheetssecteur ze interesséieren, andeems mir dat Bild vun dese Beruffer méi positiv stäerken an nei Ausbildungsweeer entwéckelen.

Lëtzebuerg huet 3,0 Doktere pro 1.000 Awunner, wat 23 % ënnert dem Duerchschnëtt vun der Europäescher Unioun am Joer 2019 läit. Bis 2030 wäert Lëtzebuerg dem Plan national de la santé no ronn 1.200 zousätzlech Doktere brauchen. Fir d'Doktere mussen mir iwwer eng Auswäitung vum universitären Programm hei zu Lëtzebuerg nodenken, besonnesch duerch d'Afféiere vun engem Masterstudiegang.

Une voix | Très bien!

Mme Françoise Kemp (CSV) | Mir wëllen d'Attraktivitéit vun eisem Land als Standuert fir Innovatioun a Fuerschung stäerken, fir d'Zukunft vun eiser Gesondheetsversuergung sécherstellen. Den Hausdokter spillt eng zentral Roll a bleift de Kärpunkt vun eiser medezinnescher Grundversuergung. Hien ass fir de Patient eng onverzichtbar Vertrauenspersoun.

D'mental Gesondheet ass genau sou wichtig wéi déi kierperlech Gesondheet. Mir setzen eis fir eng staark Ënnerstützung vun der mentaler Gesondheet an, mat dem Fokus op Preventioun, Enttabuséierung a Betreuung vu Persounen, déi mental Hëllef brauchen. Dës ass e wichtige Schrëtt, fir méi Respekt a Versteedemach an eiser Gesellschaft ze schafen.

E weideren Akzent muss op den Ausbau vun der Formatioun am Beräich vun der mentaler Gesondheet gesat ginn, och besonnesch fir déi Professionnell.

Eng aner zentral Mesur ass d'Promotioun vun enger gesonder Liewensweis. Et muss méi an d'Preventioun vu Krankheeten investéiert ginn, andeems d'Bierger encouragéiert ginn, gesond Ernährungsgewohnheiten unzehuelen a sech méi ze beweegen.

Initiative wéi Campagnë géint den Tubakverbrauch an den Alkoholmëssbrauch sinn immens wichtig, well d'Preventioun ass e Schlëssel, fir déi allgemeng Gesondheet an eiser Gesellschaft ze stäerken.

D'Hauptzil vun der Preventioun ass et, d'Leit ze ënnerstëtzen, sou laang wéi méiglech gesond ze bleiwen. An enger effektiver öffentlecher Gesondheetspolitick spillt d'Preventioun eng entscheidend Roll, well se derzou bäidréit, Krankheete fréizäitig ze erkennen an ze vermeiden.

E gutt Beispill heifir sinn d'Programmer zur Fréierkennung vu Broschkriibs an Daarmkriibs, déi schon etabléiert sinn. Zënter dem 1. Juli ass et zu Lëtzebuerg méiglech, dass all Persoun téschent 45 a 74 Joer systematesch ageluede gëtt, fir un dese Programmer deelzehuelen. Dës ass e wichtige Schrëtt, fir d'Gesondheet vun eiser Bevëlkerung aktiv ze féieren an de Risiko vu schwéiere Krankheeten ze reduzéieren.

Wëssenschaftlech Studien hu bewisen, datt preventiv Moosnamen de Risiko fir d'Entwécklung vu Krankheete signifikant reduzéieren. Beispillsweis kann d'Fréierkennung vu Broschkriibs duerch Mammografieexamen d'Warscheinlechkeet vun der Krankheet reduzéieren an d'Chancen op eng vollstänneg Geneesung verbesseren. Dës demonstréiert, wéi eng proaktiv Haltung zu der Gesondheet e positiven Impakt op d'Liewensqualität huet. Dowéinst ass et wichtig, datt Moosnamen an Initiativen ënnerholl ginn, fir

d'Participatioun un dese preventiven Examen an dem Depistage ze erhéijen.

D'Santé scolaire: D'Santé scolaire huet eng ganz wichteg Plaz, wou et drëms geet, primär, preliminär pediatriesch Examen ze maachen, fir d'Risiko vu Krankheeten oder psychesche Problemer bei Kanner fréi ze erkennen. D'Santé scolaire muss gestärkt gi mat deem Zil, eng konsequent Preventioun an e fréien Diagnostic ze garantéieren.

D'Santé scolaire soll och méi Wäert op d'Wuelbefanne vun de Kanner leeën. All Joer profitéieren iwwer 50.000 jonk Leit vun de medico-sociale Services, déi uechtert d'Land ugebuede ginn. D'Zil vun der Santé scolaire ass et, déi beschtméiglech schoulesch Gesondheetsbegleedung ze schafen.

An de leschte Joren ass de Gesondheitssystem eng erheeblech Transformatioun duerchgaang, déi duerch déi fortschrëttlech Technologie an d'Digitaliséierung bewierkt gouf. Et ass wichtig, datt mir d'Virdeeler, déi des Transformatioun mat sech bréngt, maximal notzen, während mir och d'Erausforderung, déi mat deser Verännerung hierginn, ugin.

Lëtzebuerg brauch eng kohärent Digitalisierungsstrategie, déi eng verbessert Kommunikatioun téschent de verschiddenen Acteuren erméiglecht. Den DSP muss optiméiert ginn an awer och méi convivial ginn.

Des Weideren ass et wichtig, datt d'Gesondheitsdonnéeën deem héchste Sécherheitsstandard ënnerleien. E funktionéierenden DSP dréit zu enger besserer Prise en charge vum Hausdokter bäi.

D'Santé publique ass net just eng Fro vun Individuen, si ass eng gemeinsams Verantwortung. Lëtzebuerg steet viru grousser Reformen an der Gesondheetsversuergung, déi net nëmme vun de Besoine vun der Bevëlkerung gedriwwen sinn, mee och vum Wonsch, d'Liewensqualität an d'Gesondheitsstandarden ze verbesseren. D'Preventioun, holistesche Versuergung a gesond Liewensweise wäerte Kärpunkte vun der Zukunft sinn. An de Fortschritt an der Digitaliséierung wäert eng entscheidend Roll spillen, fir dës Zil ze erreechen.

E grouss Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmoools der Madamm Kemp. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gérard Schockmel.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, Kolleginnen a Kollegen, eise Gesondheitssystem ass e vaste Sujet mat ganz ville verschiddene Voleten. Esou kann een an eisem Drénkwaasser ënner ane rem Spuere vu cheemesche Substanzen aus Medezinn a Landwirtschaft fanne wéi Medikamenter, Hormoner, Schmäärzmëttel, Antibiotika, Pestiziden. Och cheemesch Verbindungen aus der Industrie, wéi Mikroplastik an aner Chemikalien, fénnen een an eisem Drénkwaasser an am Nuebelschnouerblutt vun eise Bëbeëen. Hei ass d'Santé publique gefuerdert.

Mir sinn eis alleguer bewusst, datt eisen aktuelle Gesondheitssystem verschidde Schwächen opweist an och mat munchen Defien ze kämpfen huet, zu deenen ech mech op anerer Plaz och schon expriméiert hunn.

Haut wäert ech mech a menger Interventioun op den Aspekt vun der Preventioun konzentriieren, deen des Regierung als gesondheetlech Prioritéit definéiert huet.

Bei der Preventioun ass net nëmmen de Gesondheitsministère aktiv, mee och aner Ministère. Sou schafft beispillsweis beim Programm „Gesond iessen, Méi bewegen“ eng Rei vu Ministère zesummen: d'Ministère fir Sport, Gesondheet, Famill an Educatioun.

Op eng gesond Ernährung gëtt an de Schoulkantinne grouse Wäert geluecht. D'Offer gouf fir d'Réintree 2024/2025 och erweidert, soudatt de Schüler elo iessen ouni Gluten proposéiert ka ginn. Fir d'Zukunft géif ech mir wënschen, dass d'Iessen an de Schoulkantinnen esou mann wéi méiglech mat Chemikalie belaauscht wier.

Rezent huet den Educatiounsministère d'Initiativ Screen-Life-Balance lancéiert, déi zum Zil huet, d'Elteren an d'Kanner iwwert den negativen Impakt vu Smartphones an de soziale Meedien opzklären fir eng besser sozial a kognitiv Entwécklung a Gesondheet bei de Kanner.

De Prinzip vum Active Ageing ass hei zu Lëtzebuerg och gutt implementéiert. D'Familljepolitik huet dës Prinzip an de leschte Joren zu enger vun hire Prioritéit gemaach, ënner anerem fir géint de sozialen Isolement am Alter virzegoen. Studien hunn nämlech gewisen, dass wann d'Zuel vun den deegleche Sozialkontakter bei den eelere Leit erofgeet, et zu Depressioun a Suizidgefährdung kënn. D'Programmer vum Active Ageing suergen d'fir, dass eis Seniore reegelméisseg mat anere Leit a Kontakt kommen, kierperlech a geeschteg aktiv bleiwen. Eis „Club Aktiv+“, virdu „Club Senior“, an de Gemenge spillen heibäi eng wichteg Roll.

Här President, enger Aarbecht nozegoen ass fir vill Leit valoriséierend a bréngt eng Struktur an den Dag. Eng Büroaarbecht zum Beispill kann awer och Réckproblemer verursaachen. A wann den Drock op der Aarbecht ze grouss gëtt, kann et zu Stress a Burn-out kommen. An da gëtt et Beruffer mat méi héijem Gesondheitsrisiko, zum Beispill wa Leit Nuetsschicht schaffen, Kontakt mat Chemikalien oder Strahlung hunn, staarkem Kaméidi ausgesat sinn, wéi dat oft am Bau de Fall ass.

Hei leescht déi national Strategie „VISION ZERO“, déi bis 2030 geplangt ass, e wichtige Bäitrag, well si sech an d'Employeuren an d'Salariéen adresséiert, fir d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz ze verbesseren.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat alles si just e puer Beispiller. Dës Regierung plangt awer nach weider Messuren, fir d'Preventioun an Zukunft ze stäerken.

Beim Iwwergang vun enger kurativer op eng preventiv Approche ass de Beruff vum Generalist ze valoriséieren. Eis Hausdoktere sinn an der Reegel déi éischt Ulafstell fir d'Patienten. Den Hausdokter kennt dem Patient seng Liewensëmstänn, seng Famill, säin Ëmfeld. Hien ass net nëmmen Dokter, mee eng Vertrauenspersoun fir de Patient.

Eng Iddi aus dem Koalitiounsprogramm ass, dass de Generalist bei senge Patiente reegelméisseg Gesondheitsbilanen erstellt. An dat schon ab engem Alter vun 30 Joer. Zu engem Gesondheitsbilan gehéiert eng Anamnese, eng klinesch Ënnersuchung a Labotester.

Natierlech misst den Hausdokter fir de Gesondheitsbilan och entsprechend remuneréiert ginn, jee no Zäitopwand. Dat géif ausserdeem de Beruff vum Generalist méi attraktiv maachen a méi Jonker motivéieren, dës Beruff auszewielen.

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, idealerweis fänkt d'Preventioun spéitstens an der Schwangerschaft un, an esouguer nach besser virdu, well wat d'Mamm méi gesond ass, wat besser fir de Bëbee. Duerfir mussen d'Eltere mat Bëbee méiglech fréi bei Gesondheitsfroen ënnerstëtzt ginn an d'Kanner an der Schoul léieren, op hir Gesondheet opzepasst.

Dat ass besonnesch wichteg, wann ee bedenkt, dass aktuellen Zuelen no vun den Aachtjäregen hei am Land 20,7% iwwergewichteg a 6,7% esouguer schwéier iwwergewichteg sinn. Domat hu si en héije Risiko, iwwergewichteg ze bleiwen. Iwwergewicht awer begënschtegt d'Entstoe vu Komplikatiounen wéi Häerz-Kreeslaf-Krankheeten, Rheuma, Diabetes Typ 2 an esou weider.

Haut gëtt et schon Offere fir d'Elteren, wéi zum Beispill d'Consultations pour nourrissons et jeunes enfants vun der Ligue médico-sociale, déi a verschiddene Gemengen ugebuede ginn, fir d'Gesondheet bei de Kanner vun 0 bis 4 Joer ze féerden.

Komme mer zur Schoul. Am Juni 2023 gouf e Gesetz gestëmmt, mat deem ënner anerem garantiéiert gëtt, dass all Lycée en Département éducatif et psychosocial kritt. Besonnesch d'mental Gesondheet vun eise Kanner wäert esou gestärkt ginn.

Am November d'lescht Joer huet de Minister Claude Meisch annoncéiert, dass an Zukunft am Secondaire Sujete wéi déi affektiv a sexuell Gesondheet, d'Ernährung, d'Preventioun vu Suchtverhale stärkeker thematiséiert ginn. Initiative wéi „Bewegte Schule“ wäerte weider promovéiert ginn, fir dem Bewegungsmangel bei ville Kanner entgéintzewierken.

A selbstverständlech wäert och vehement géint all Form vun Harcèlement a Mobbing virgaange ginn.

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | D'Schoulpersonal gëtt zu dës Sujete forméiert, och fir éischt Unzeeche vu psychesche Problemer ze detektéieren, zum Beispill duerch d'Éischt-Hëllef-Coursé fir mental Gesondheet, un deene bis Juli 2023 scho 500 Mataarbechter aus de Schoulen deelgeholl haten.

An Tëschenzäit gëtt och eng Formatioun „Teen“ ugebuede, wou Jonker léieren, éischt Unzeeche vu psychesche Problemer ze erkennen a sech ënnereneen ze hëllef, bis en Erwuessenen iwwerhuele kann.

Kolleeginnen a Kolleegen, rezent huet d'Regierung och ugekënnegt, dass d'Schoulmedezinn reforméiert gëtt. D'Schoul kann dozou bäidroen, dass all Kand de selwechten Accès zu enger gudder Gesondheitsversuergung kritt.

De leschte Rapport vum OKaJu huet weider Pisten opgezechent. Dozou gehéiert zum Beispill d'Revaloriséierung an d'Neidenke vum Carnet de santé vun de Kanner, deen aktuell net obligatoresch ass. Dës kéint engersäits a verschiddene Sproochen ugebuede ginn an anersäits den Eltere praktesch Rotschléi fir d'Preventiounsname bei hire Kanner ginn.

Ëmweltaspekter spillen eng wichteg Roll beim Konzept „One Health“, an dozou gehéiert och d'Ëmweltmedezinn, déi besser valoriséiert muss ginn. D'menschlech Gesondheet steet an direktem Rapport mat der Gesondheet vun eiser Ëmwelt. Loft, Waasser, Kaméidi, awer och Zoonosen, wéi d'Pandemie gewisen huet, hunn en direkten Impakt op eis Gesondheet.

Bei der Gendermedezinn geet et drëm, dass geschlechtsspezifesch Ënnerscheeder méi staark berécksiichtegt ginn. Fraen a Männer hunn deelweis ënnerschiddlech gesondheetlech Bedürfnisser a

Verhaltensweisen. D'Männer sinn zum Beispill oft méi risikobereet an doduerch éischer an Accidenter verwéckelt. Oft gi si ze spéit bei den Dokter. Fraen hunn oft d'Gefill, engem Schéinheitsideal entsprechen ze mussen, wourënner si net nëmme kierperlech, mee och séileg leiden. Och d'kierperlech Symptomer, zum Beispill bei engem Häerzinfarkt, sinn net onbedéngt déi selwecht bei Fraen a bei Männer.

Här President, dës Regierung setzt sech d'fir an, de Biergerinnen a Bierger gesond Verhaltensweisen iwwer e ganz Mënscheliwwen nozebréngen. A scho Klenggekeete kënnen e groussen Impakt hunn. Den Zockerkonsum reduzéieren, reegelméisseg den Auto stoe loossen an zu Fouss goen, d'Trapen huelen amplaz de Lift, dat ass net nëmme gutt fir d'eegle Gesondheet, mee och fir d'Ëmwelt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Schockmel. An da wier et elo um honorebelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Hei kënn se, d'sozialistesche Planwirtschaft.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Tout ce qui est excessif est insignifiant. Merci fir d'Steilverlage.

(Hilarité)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ëmmer gären.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den äusserst positiven europäeschen an internationale Bléck – d'Europäesch Kommissioun an d'OECD – op eise solidaresche Gesondheitssystem widdersprécht all deenen diametral, déi bei eis vun engem kapotte System schwätzen, deen an der Sakgaass géif stiechen. An da kucken ech hanneru mech ...

Net dee President ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Vergiesst net, zur Saach ze kommen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech mengen, Här President, Dir hutt ze vill Limoncello gedronk.

(Hilarité et interruptions)

Well ech hunn nämlech extra nogekuckt, wat fir e President géif do sätzen. A wann de richteg President do gesiess hätt an net de Président de séance, dann hätt ech deem gesot: ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Di Bartolomeo, Dir musst awer elo zur Saach kommen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | „Här President, Dir kennt déi ganz gutt, déi esou Saachen an d'Welt setzen.“ Och déi ... An ech froe mech, firwat dass Dir mech ënnerbrach hutt.

(Hilarité)

Och déi ëmmer méi zalreich Frontalieren, déi vun hirem Recht Gebrauch maachen, sech hei am Land gesondheetlech versuergen ze loossen amplaz bei hinnen doheem, sinn e gutt Zeeche fir eise Gesondheitssystem. Dat heescht net, dass et kee Verbesserungspotenzial gëtt, virun allem, well mer de Gesondheitssystem kontinuéierlech un de Bevëlkerungswuesstum an déi medezinesch a wëssenschaftlech Entwécklung mussen upassen.

D'LSAP wäert dobäi eise solidaresche Gesondheitssystem ouni Wenn und Aber verdeedegen no follgende Grondprinzipien:

Solidarité. D'Cotisatioune sinn ofhängeg vun de finanzielle Moyene vun all Bierger, mee jiddweree kritt déi selwecht qualitativ gutt Leeschtungen. Mir si géint all Form vun Zwouklassemmedezinn a Kommerzialisierung – jo, Ausverkauf! – vun eisem System.

Et kann net sinn, datt de Portmonni doriwuer decidéiert, wien zu wéi engem Moment wéi eng Fleeg kritt oder datt d'Leit mat méi Moyenen hei am Land éischter sollen e Rendez-vous oder eng besser Therapie kréie wéi déi aner.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Universalitéit. Kee soll ausgeschloss ginn. Dorausser ergëtt sech och, datt mer drop pochen, datt d'Couverture universelle des soins de santé, déi als Pilotprojet vun der leschter Regierung agefouert ginn ass, schnell gesetzlech verankert gëtt.

An an deem Sënn hu mer eng Motioun erabruucht, wëlle mer eng erabringen, déi och vun eise grénge Kollegen an och vun de Kollege vun déi Lénk ënnerstëtzt gëtt.

Motion 4

La Chambre des Députés,

– *considérant que le projet pilote « Couverture universelle des soins de santé » (CUSS) a été lancé par le précédent Gouvernement en 2021 en collaboration étroite avec la plateforme « Ronnen Dësch » ;*

– *rappelant que ce projet doit permettre d'offrir à toute personne vivant habituellement sur le territoire du Grand-Duché, mais qui n'est pas affiliée respectivement n'a pas les moyens d'être affiliée à la sécurité sociale, d'accéder aux soins de santé ;*

– *notant que le Gouvernement actuel a annoncé une évaluation dudit projet pilote pour l'automne 2024,*

invite le Gouvernement

– *à présenter l'évaluation du projet pilote à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais ;*

– *à pérenniser le projet « Couverture universelle des soins de santé » par l'élaboration d'un projet de loi.*

(s.) **Mars Di Bartolomeo, Marc Baum, Djuna Bernard, Taina Bofferding.**

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma merci, Här Président. Eng komplett Prise en charge vun der Gesondheet, vum Ufank bis déi lescht Stonne vum Liewen.

Bestoend Problemer – an déi gëtt et – léist een definitiv net mat Poleemik oder Politick vum eidele Stull, mee zesummen um Terrain. An deem Sënn huet déi lescht Regierung d'Weiße richtig gestallt. Um Gesondheetsdësch hunn déi verschidden Acteuren hir Kriticken, Analysen an Iddie gedeelt a Piste fir weider Verbesserungen opgezeechent. Dobäi hu sech eng 20 Projeten erausgeschiet, op deene sollt geschaff ginn an déi an en nationale Gesondheetsplang eraflësse sollten.

Et huet eis gefreet ze héieren, dass d'Madamm Minister dese Plang net iwwert de Koup geheit, mee weider dozou steet. Net ze verstoen ass fir eis, dass de Gesondheetsdësch bezéiungsweis d'Aarbechtsgruppen net méi zesummekommen a scheinbar ageschlof sinn. Erstaunlech, well et der CSV an der leschter Legislaturperiod net séier genuch konnt goen a si esou vill wollt besser maachen.

Dofir wier et extrem wichtig, den Echange an Austausch mat den Acteuren an ënnert den Acteuren virunzeféieren, si iwwert d'Entwécklung vun de

verschiddene Projeten ze informéieren an dës falls néideg unzepassen.

Ëmmerhi kann d'Ministesch elo d'Friichte plécke vun deem, wat déi fréier Ministeren an der Gesondheet a sozialer Sécherheet geséit hunn.

(Brouhaha et exclamations)

Sou huet déi viereg Regierung decidéiert – lauschtert no, lauschtert no, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... et kënt nach besser! –, ...

(Hilarité)

... eng Rei zousätzlech schwéier Apparaten, ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech bieden Iech, dem Här Di Bartolomeo nozelauschten.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här Président.

... eng Rei zousätzlech schwéier Apparaten unzeschaffen, fir d'Waardezäiten erofzedrecken.

An der leschter Legislaturperiod ass d'Zuel vun den IRMe bal verduebelt ginn, ...

(Interruption)

... déi neiste Generatioun vu Mammografe gouf bestallt an en zweete PET-Scanner ass amgang, installéiert ze ginn. Dat ass ganz gutt. D'Betriebszäite goufen ausgedeeent.

Fro un d'Madamm Minister: Wou sinn déi geplangten Zentere vu Jonglënster, Mondorf a Cloche d'Or drun? Wéi lafen d'Verhandlung mat de Spideeler? A wéi soll et mat dem Virage ambulatoire weidergoen? Well dee Virage ambulatoire vun der leschter Regierung gefält Iech jo net.

Gradewéi eng absolutt Prioritéit fir d'Gesondheetsförderung, d'Preventioun a Fréierkennung muss an eisen Aen eng konsequent Stärkung vun de Soins primaires, der medezinnescher Grondversuergung, weidergedriwwen ginn.

Ze begrëssen och, datt d'Garde vun de Spidolsdoktere besser remuneréiert sinn. Sinn hei weider Schrëtt geplangt? Dat do ass eng Remuneratioun fir eng geleechte Bereitschaft, also Aarbecht. Et gëtt aner Tariffer, déi entsprechen net enger geleechter Aarbecht – an ech kommen ëmmer erëm drop zréck –, dat sinn déi Suppléments première classe, net fir den Hotelsberäich an de Klinicken, mee fir Dokterer, déi déi éischt Klass mat engem ganz säftege Supplement kënnen verrechnen, wat awer keng zousätzlech Aarbecht bedéngt.

Eis Hausdokteren, d'Pediateren, d'Reseaux fir déi mental Gesondheet an eis eeler Leit, Apdikten, biergerne Maisons médicales, Poliklinicke sinn de Schlëssel fir d'Verbesserung vun der Primärmedezinn. Mir brauchen dofir en neien Ulaf beim Referenzdokter, deen den Iwwerbléck vun de gesondheetleche Problemer, Ennersichungen an Traitement huet, deen de Patient ka guidéieren, deen am beschte Fall en zentralen Dossier huet mat allen Donnéeën.

Mir setzen eis weider a fir déi gesetzlech Ofsécherung vu Gruppepraxissen a fir hir Förderung, a mir géife ganz gär d'Vuë vun der Madamm Minister dozou héieren, wat mer konkret an deem dote Beräich maachen.

Stéchwuert „Santé mentale“: Hei gëllt et, de Bilan vun der leschter Reform ab 2004 ze zéien, d'„Plate-forme psy“ – hei ass vun enger „plate-forme de psychiatrie“ rieds – ze reaktivéieren a mam Plan d'action santé mentale déi nächst Etapp resolut mat Expertebegleitung an dem Terrain unzegoen.

A wann ech bei de Prioritéite sinn: Wa mer eise Gesondheetsystem wëlle verbesseren, komme mer net derlaanscht, eis Medezinnerausbildung auszubauen nom Bachelor, dem Master, mat der Ambitioun, och eng Uniklinik kënnen ze envisagéieren.

An da wëll ech eng Lanz brieche fir eis Médecins en voie de spécialisation. Deenen hir Situatioun muss iwwerkuckt ginn, wa mer se wëllen hei am Land behalen. Dat gëllt fir hir Bezuelung, dat gëllt fir d'Aarbechtskonditiounen an ech mengen, dat wär extrem wichtig.

Eis Ambitioun muss sinn, zesumme mat eise Spidolsgruppen also a Richtung Uniklinik ze schaffen. Esou e Projet géif d'Zusammenaarbecht an d'Spezialisierung vun eisen Haiser och féerden.

Wann ech schonns bei der Formatioun sinn: Oft gëtt jo just vun den Doktere geschwat. Mir müssen aktiv ginn, an an enger Spuer, fir déi Ausbildung vun de Gesondheetsberuffer ze reforméieren. An ech mengen, dass mer do eng eenzeg Filière sollte wielen op der Uni. A mir sti kritesch zu där neier Formatioun vum Techniker, wou ech net genee gesinn, wat déi als Surplus solle maache vis-à-vis vum Aide-soignant, deem mer musse Brécke bauen, an dem Infirmier.

Ech mengen, wat d'Kompetenzen ugeet vun den Infirmieren, wat hiren Handlungsberäich ugeet, gëtt vill geschafft, an an deem Beräich musse mer weiderfuere.

Aner wichtig Sujete wéi d'Virundreiwen a Koordinéiere vun der Digitalisierung, wéi d'Ofsécherung vun der Disponibilitéit vun eise Medikamenter zesumme mat eisen europäesche Partner, e schnellstméiglechen Zougang zu innovativen Therapien, den Ausbau vun der Fuerschungaktivitéit kann ech hei nëmme sträifen.

Als Konklusioun: An der Santé geet eis d'Aarbecht ni aus, mee mer sollen dat, wat mer zesummen opgebaut hunn, net schlechtrieden. Ech hu virun e puer Wochen en Ambassadeur aus engem anere Land – net aus engem Land, dat an der Entwécklung ass, mee aus engem héichentwéckelte Land – begéint, dee gesot huet: „Dir wësst net, wat Der un Ärem Gesondheetsystem hutt. Ech hunn en ausprobéiert, an Daumen héich!“ Ech ëilt just dat als eng Meinung bréinge vis-à-vis vun der Brachmeenung vun der ... vun enger vu menge Virriednerinnen.

(Interruption par Mme Alexandra Schoos)

Need? Dir hutt een zitéiert: „Brach“?

Mme Alexandra Schoos (ADR), interpellatrice | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An ech hunn en aneren zitéiert – Daumen héich. Voilà, 1:1!

(Hilarité et exclamations)

An der Santé geet also d'Aarbecht net aus. Ëmsou méi erstaunlech ass et, datt d'Regierung esou wéineg iwwer Santéstheemen an der Lescht kommunizéiert huet. Si huet, wéi gesot, wichtig Gesetzesprojeten zréckgezunn, anerer wëllt se ëmänneren oder wëllt se nei schreiben. Konkreetes hu mer awer bis elo net gesinn. D'CSV ass an deene vergaangene Joren net midd ginn, d'Santépolitick schlechtrieden. Si huet ënner anere e Pandemiesgesetz gefrot respektiv en onofhängegt Opschaffe vun der Pandemie. Et konnt hir net séier genuch goen. An elo, och ee Joer no-deems déi nei Regierung am Amt ass, herrscht nach ëmmer Funkstille an deem Beräich. Dat gëllt iwwerengs och bei der Maison médicale am Osten, déi ëmmer erëm gefuerdert ginn ass. Do soll elo just nach d'Machbarkeet gepréift ginn.

Fazit: An der Regierung geet en „il n'y a qu'à" net méi duer. Hei gëllt et ze liwweren.

An deem Sënn soen ech Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Di Bartolomeo. Erlaabt Der, datt den Här Baum Iech eng Fro stellt? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Erlaabt mer, Här President, ganz kuerz op deen awer, mengen ech, onglécklechen Zwëscheruff um Ufank zréckzekomme vum Här Di Bartolomeo. Ech wëll hei soen, dass den Här Etgen de Mëtten net mat eis iesse war, dass en also och net konnt dat Gedréns zou sech geholl hunn, wat em ënnerstallt ginn ass. Ech fannen dat net gutt, an aller Frëndschaft, Här Di Bartolomeo. An ech wollt Iech soen, och allkéiers wann den Här Etgen mat eis iesse geet, léisst en d'Fanger do dervun. Ech wëll dat hei ganz kloerstellen, well ech fannen, dat, wat Der gemaach hutt, ass en Ausrutscher, deen ech net esou ka stoe loosse.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma da wëll ech Iech soen, dass ech och net verstinn, aus wat fir engem Grund den Här Etgen mech aus heiterem Himmel ënnerbrach huet. Ech hunn hei meng Introductioun gemaach an den Här Etgen huet mech ënnerbrach, an och dat passt sech net. A wann Dir wësst, dass tëschent dem Här Etgen a mir selwer eng ganz grouss Frëndschaft besteet, da kënt Der verstoen, dass dat do net ganz béis gemengt war, mee deem entsprach huet, wat den Här Etgen mat mir gemaach huet.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Di Bartolomeo, ech hat Iech ënnerbrach, well ech net wollt, datt Der Är Riedezäit iwwer zwou Minutte géift iwwerschneiden. Dat war am Fong geholl de Grund. An Dir hat bis zu deem Moment nach net zum Sujet vun dësem Punkt vum Ordre du jour geschwat gehat.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Majo selbstverständlich hunn ech zum Sujet geschwat!

Plusieurs voix | Neel!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Nee.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Also, Här President, wann et muss sinn: „Den äusserst positiven europäeschen an internationale Bléck, EU-Kommissioun an OECD, op eise solidaresche Gesondheetssystem widderpricht all deenen diametral, déi bei eis vun engem kapotte System schwätzen ...“

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Di Bartolomeo, Dir hätt am Fong geholl besser, Dir géift elo deem nächste Riedner d'Riednerpult iwwerloossen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Also, ech wëll Iech just soen, dass dat wuel eppes mam Sujet ze dinn huet! An ech fannen, dass Dir hei ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Nee, Dir waart amgaangen, Zwëschebemerkingen ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... ganz parteiesch gehandelt hutt!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Di Bartolomeo. An da si mer frou, deen nächste Riedner ze héieren, d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Schwätz zum Sujet.

(Hilarité et interruption)

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Gutt, zréck bei déi wichtige Saachen an dësem Dossier.

Här President, net eréischt säit dem Rapport Lair ass d'Wësse ronderëm e Manktem u Personal am Gesondheetssecteur eng Evidenz, an dëst betrëfft net just d'Dokteren, mee d'Gesondheetspersonal insgesamt. A well de Problem europawäit besteet, komme mer net derlaanscht, eis Strategien unzepassen, fir weiderhi fir Dokteren a Gesondheetspersonal aus dem Ausland attraktiv ze bleiwen an natierlech fir och méi hei zu Lëtzebuerg auszubilden.

Dass mir esou laang kee Medezinnstudium zu Lëtzebuerg haten, ass en vue vun der Penurie, där mer säit ville Joren entgéintgesteiert sinn an an där mer elo mattendra sinn, u sech einfach onverständlech. Mir si frou, dass de Medezinnbachelor endlech en place ass, mee de Koalitiounsaccord wëll dësen als Éischt evaluéieren, éier de Master kreéiert gëtt. Natierlech sollen dës béid Piliere vum Basisstudium openeen opgebaut a kohärent sinn, mee mir plädéieren awer vehement dofir, dass sech net nach éiweg Zäit gelooss gëtt mat där Evaluatioun.

Fir eis Gréng ass kloer: Ee wichtige Baustee fir d'Penurie an de Grëff ze kréien, ass, als Land endlech d'Verantwortung fir d'Ausbildung an de Grapp ze huelen an dofir och esou séier et geet e Masterstudium en place ze setzen. Mir kënnen eis hei net erlaben, net Gas ze ginn. Leschten Informatiounen no, Madamm Ministesch, soll de Master frëstens 2027 ulafen, wann iwwerhaapt. Huet d'Ministesch vläicht hei eng gutt Nouvelle, dass de Master awer vläicht nach kéint méi séier kommen? A wann net, u wat läit dat?

Och d'Infirmiersausbildung ass e wichtige Deel vum Kampf géint d'Waardezäiten a fir eng qualitativ héichwärtig Prise en charge. Hei huet sech esou munches gedom, an dat begrësse mer an der Optik, de Beruf esou attraktiv wéi méiglech ze halen. De Bachelor en sciences infirmières op der Uni huet aktuell 50 Studienplazen. Mir kruten do d'Informatioun, dass sech ëm déi 200 Interesséierter gemellt hunn, 150 also net konnte geholl ginn. Dofir meng Fro un d'Madamm Minister: Wat ass geplangt, fir deem groussen Interesse Rechnung ze droen an et an Zukunft méi Jonken ze erméiglechen, den Infirmiersstudium unzuetrieden?

Éischt Schrëtt goufe wuel gemaach, fir d'universitär Ausbildung an der Medezinn an an der Fleeg hei am Land ze kickstarten. Mee elo geet et drëms, de groussen Interesse vun de Studéierende fir eis ze notzen, well soss riskéiere mer, dass do eventuell de Schwong verluer geet.

De Manktem u Peditieren ass akut, besonnesch am ländleche Raum, a meng Virriedner sinn deelweis schonn drop agaang. Duerch d'Bezuele vun de Garden ass de Problem am Spidolsberäich net méi esou urgent an déi kritesche Situatioun am Norde vum Land ass och entschäerft, mee wat de Mangel am ambulante Beräich betrëfft, bleiwe mer grad am ländleche Raum nach ganz sécher ënnerbesat. Mir plädéieren hei fir regional Gemeinschaftspraxisse ronderëm d'ganzheetlech Gesondheet vum Kand. Hei solle Peditieren, Psychologen, Psychiateren, Psychomotricien an esou weider zesumme mat Infirmiären an Assistant-sociale kënnen Hand an Hand schaffen. Et ass um Staat an un de Gemengen, hei méiglechst attraktiv Konditiounen unzebidden an der ganzheetlecher Gesondheet vun eise Kanner de richtege Stellwäert ze ginn – an dat an alle Regione vum Land!

Besonnesch vill nozehuele gëtt et an der ambulanter Kanner- a Jugendpsychiatrie. D'lescht Woch war d'Woch vun der mentaler Gesondheet. A mat enger Konferenz a menger Gemeng hunn d'Experten aus

der Pedopsychiatrie en dringenden Appell geäussert, dass Lëtzebuerg sech an der transitoier Psychiatrie misst verbesseren: E Kand gëtt zum Jugendlechen, gëtt duerno zum Erwuessenen. Säu Krankheitsbild evoluéiert mat him, mee d'Dokteren an d'Prise en charge wiesselen abrupt a sënne los jee no Alters-tranche. Do brauche mer e méi fléissenden Émgang, wou de Patient am Mëttelpunkt steet.

Da wëll ech en Thema uschwätzen, dat leider souwuel an der Fuerschung, an der Weiderbildung wéi an der Alldagspraxis ëmmer erëm negligéiert, klenggeschwat, ridiculiséiert gëtt, an dobäi d'Hallschent vun der Mënschheet betrëfft an dowéinst ganz sécher Matière vun der Santé publique ass: d'Gesondheet vu Fraen. Eleng iwwert dee Sujet misst een e ganzen Debat féieren.

Fakt ass, dass fraespezifesch Gesondheetsaspecten ëmmer nach net hir Plaz an der Gesondheetspolitik hunn. Stéchwuert Endometriosis: Mir si gespaant, wat d'Konklusioun aus der Petitiounsdebatt wäert sinn. D'Banalisiéierung vun dëser Krankheet muss endlech ophalen!

Fakt ass awer och, dass Medikamenter anescht bei Frae wierke wéi bei Männer. Hei mussen eng Sensibilisatioun a besser Informatiounen hierkommen.

Fakt ass och, dass verschidden Indicateure fir Krankheeten anerer si bei Frae wéi bei Männer, zum Beispill bei de Virzeeche vum Häerzinfarkt. Am Duerchschnitt komme Frae bei Häerzinfarkt ronn zwou Stonne méi spët an d'Klinik wéi Männer, well d'Virzeechen eeben anerer sinn an och doduerjer manner bekannt.

Däitsch Fraendokteren an -doktesche schloen Alarm, dass d'Menopause an der Dokteschausbildung kaum eng Roll spillt an och an der Spezialisatioun net hir Plaz féint. Dobäi ass d'Hallschent vun der Mënschheet mindestens zéng Joer vun hirem Liewe vun den Auswierkunge betraff a beanträchtegt. Hei brauche mer Entstigmatiséierung, Opklärung an eng besser Prise en charge.

Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt den Gender Health Gap, an dëse muss d'Politik eescht huelen. Genderbaséiert Medezinn a Gesondheetsversuergung muss e méi grousst Thema am 21. Joerhonnert sinn a mir hoffen, dass d'Gesondheetsministesch sech dësem Sujet wäert unhuelen an eng national Strategie wäert ausschaffen. Mir deposéieren dofir eng entsprecheend Motioun, déi souwuel vun der LSAP wéi vun déi Lénk mat ënnerschriwwer gouf.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 5

« relative à l'élaboration d'une stratégie nationale "santé de la femme" »

La Chambre des Députés,

– considérant que la santé publique se doit de prendre en compte les besoins de toute la population ;

– considérant que la santé féminine représente un enjeu crucial pour le bien-être des femmes et pour l'égalité des genres ;

– constatant que la santé demeure un domaine où les inégalités de genre persistent, tant au niveau de la recherche, de l'enseignement, du diagnostic que des traitements ;

– rappelant l'approche de la médecine genrée qui tient compte des différences entre les sexes en matière de prévention, de diagnostic et de traitement des maladies et qui reconnaît que les hommes et les femmes peuvent réagir différemment aux mêmes maladies, médicaments ou interventions médicales, en raison de variations biologiques, hormonales, génétiques et physiologiques, mais aussi de facteurs sociaux, culturels et environnementaux ;

– réaffirmant les nombreux engagements internationaux du Luxembourg, notamment ceux pris dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations Unies, en particulier l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), qui promeuvent une couverture sanitaire universelle et l'accès équitable aux services de santé, ainsi qu'un traitement adapté aux besoins spécifiques des femmes,

invite le Gouvernement à

– adopter une stratégie nationale en matière de santé féminine, sur base d'une approche holistique et intersectionnelle, afin de répondre aux besoins spécifiques des femmes tout au long de leur vie ;

– renforcer la formation des professionnels de santé sur les spécificités de la santé féminine en intégrant des modules sur les différences liées au genre dans les programmes de formation des études en médecine, en soins infirmiers et des professionnels de santé, et proposer des formations continues sur la prise en charge des maladies et conditions spécifiques aux femmes ;

– soutenir et promouvoir les recherches qui intègrent des échantillons représentatifs de femmes et d'hommes, afin de mieux comprendre les différences dans la réponse aux traitements, les effets secondaires et la progression des maladies ;

– favoriser une approche collaborative entre différentes spécialités médicales pour garantir que les enjeux liés au genre soient bien pris en compte dans toutes les disciplines ;

– adapter les pratiques cliniques pour améliorer la prise en compte des différences physiologiques et hormonales (p. ex. posologie, diagnostic différentiel ...) ;

– améliorer l'accès aux soins de santé reproductive pour toutes les femmes en mettant l'accent sur l'accès à la contraception, la prévention des violences sexuelles, les offres autour de la grossesse et de l'accouchement, les offres de soutien en cas de fausse couche ainsi que la garantie d'un accès équitable aux services d'avortement dans le cadre de la législation en vigueur ;

– améliorer l'accès aux informations et aux soins de santé autour de l'endométriose et de la (péri)ménopause, qui ont le potentiel d'impacter fortement la santé et le bien-être physique, psychologique et social des femmes pendant une partie substantielle de leur vie ;

– mettre en œuvre un programme national de sensibilisation et de prévention sur des thématiques de santé touchant particulièrement les femmes avec des campagnes d'information adaptées et accessibles.

(s.) Djuna Bernard, Marc Baum, Taina Bofferding, Meris Sehovic, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci vilmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et gëtt fir de Mënsch wuel kee méi wäertvoll Gutt wéi seng Gesondheet. E Mënsch kann alles am Liewen hunn, mee wann him d'Gesondheet feelt, fir d'Liewen ze genéissen, dann hëlleft kee Geld vun der Welt méi. Et gëtt an der Gesondheet oft keng zweet Chance, fir d'Saachen erëm guttzemaachen, a jidderee vun eis muss kucken, fir seng éischt Chance ze notzen, éier et ze spéit ass.

Well d'Gesondheet esou wichteg ass, ginn d'Staaten op eiser Welt all Joer Billiounen fir d'Gesondheitswiesen aus. De Budget fir 2025 an eise Land eleng fir de Ministère vun der Santé an der Sozialversicherung mécht 20 % vun allen Ausgaben aus. Dat si ronn 6 Milliarden.

Trotz dem héije Budget, dee mir als Land alljoers investéieren, ass eise Gesondheetssystem nach net perfekt. Et gëtt och alt Problemer. Et ass awer och net de schlechteste System, wéi et heiansdo duergestallt gëtt. An den Etüde vun Eurostat schneit Lëtzebuerg am Verglach zu aneren europäesche Länner am Mëttelfeld of.

Här President, an der Eurostat-Etüd huet sech erausgestallt, dass ronn 75 % vun de Leit hei zu Lëtzebuerg d'Gesondheitsversuergung als gutt empfangen, a ronn 1 % vun de Leit mellen, dass se keen Accés op eng medezinnesch Interventioun hunn. Mee 25 % vun de Leit sinn net zefridde mam Gesondheetssystem.

E groussen Deel dovunner si Persounen, déi manner Geld verdéngen oder Beruffer noginn, déi kierperlech méi schwéier sinn. Anescht gesot: Wie manner verdéngt, deen empféint och de Gesondheetssystem als méi schlecht. Warscheinlech, well een duerch säi Beruff einfach méi gesondheetlech Problemer huet an oft méi Hëllef brauch, sech awer duerch déi méi kleng Pai manner leeschte kann – en Däiwelskrees also.

Wie vun eis kennt net op d'mannst ee Fall vun engem Bekannten, deen eng schlecht Behandlung gehat huet oder deen eng Behandlung net vun der CNS finanzéiert krut, well se an engem gesetzleche Schlupflach festsëtzt. Aus engem Office social kéint een Iech do ganz vill Fäll berichten.

Ee vun den Haaptproblemer vu ville Patienten hei am Land sinn déi laang Waardezäiten: stonnellaang Waardezäiten an den Urgencen, méintelaang Waardezäite fir e Rendez-vous fir eng Radiografie oder e Rendez-vous bei engem Spezialist oder e Rendez-vous fir eng Operatioun. Den Haaptgrond dofir ass bekannt: d'Attraktivitéit vum Beruff. Et feelt un Dokter an Infirmieren. Hei gëtt et verschidde Léisungen, déi kéinten hëlfe, fir de Gesondheitssektor méi attraktiv ze maachen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Fir méi Dokter heihin ze kréien, si mir Piraten och net géint eng Liberaliséierung vun der Medezinn fir besser Aarbechtskonditiounen och fir eis Dokter. Doktere solle sech a Gesellschaften dierfen zesummendoen, fir gemeinsam Cabineten opzemaachen, wou si sech d'Käschte kënnen deelen, dat ënner enger gesécherter Gesellschaftsform.

Da sollen Dokter och dierfen IRMen an de Cabineten ubidden. Wann dat méi medezinnesch Behandlung erlaabt, firwat dann hei bremsen? Wann d'Spideeler et net fäerdgebréngen, dass d'Leit zäitno e Rendez-vous fir en IRM kréien, an d'Leit an d'Ausland ginn a souguer do privat bezuele fir hir Analysen, da si mir scho längst an enger Zwouklassemdezinn ukomm. D'Leit brauchen hir Analysen elo an net herno.

Zum Problem, dass d'Gesondheitsversuergung net flächendeckend genuch ass: Mir Piraten sti ganz kloer fir eng Dezentraliséierung vun de medezinnesche Servicer. Et ass och grondfalsch, déi méi probéieren, alles op ee Site ze setzen. Mee et ass méiglech, dass ee verschidde Servicer, grad Urgencen oder Kannerdokteren, méi flächendeckend am Land opstellt. Hei proposéiere mir Piraten ganz kloer eng Mindestunzuel un Dokter an der Nordde souwéi am Oste vum Land.

Här President, d'Gesondheet hält net op de Grenzen op. Allgemeng gëtt net genuch iwwert d'Grenz eraus zesummegeschaft. Méi Kooperatioun an der Groussregioun kéint vill vun eise Problemer léisen, mee d'Initiativ muss d'Politick huelen. Mir Piraten géifen de Wee goen, mat eisen Nopeschlänner an

der Groussregioun méi zesummeschaffen. Firwat net e gemeinsame Pool un Dokter an Infirmiere fir d'Grenzregiounen am ländleche Raum, bezuelt aus engem gemeinsamen Déppen an émmer fir d'Leit do? Et wier och vu Virdeel, wa Lëtzebuerg zesumme mat den Nopeschlänner an der Groussregioun eng gemeinsam Universitätsklinik géif opmaachen. Dat kéint een eventuell och mat de Pläng vun dem Militärspidol verbannen.

Wat de Sproocheproblem ugeet, jo, do muss ee soen: Et gëtt sécherlech e Bedarf, an déi Diskussioun muss gefouert ginn. Et muss ee säin Dokter verstoe kënnen an him erkläre kënnen, wou de Problem ass, an dat och op Lëtzebuergesch. Mir Piraten hate scho viru Jore proposéiert, dass all Spidol eng Ekipp vun Dolmetscher soll kréien, déi dem Patient bei Bedarf hëlfe kann. Dat wier an eisen Aen eng schnell an onbürokratesch Léisung.

Här President, et gëtt sécherlech nach vill méi Léisungen, déi Lëtzebuerg a sengem Gesondheetssystem muss treffen, wéi déi, déi mer haut ugeschwat hunn. Grad an den neien Technologien sinn alt nees Méiglechkeeten, déi nach net all genotzt goufen an hei hëlfe kéinte géint den Doktermangel a gläichzäiteg d'Qualitéit vun de Behandlungen ze verbesseren.

Här President, eng topp Gesondheitsversuergung bedeit fir eis Piraten, dass e Maximum u medezinnesche Behandlungen muss fir d'Leit do sinn, egal wou ee wunnt, an dat schnell. Eng topp Gesondheitsversuergung bedeit gläichzäiteg, dass jiddereen hei am Land sech dës Behandlungen muss leeschte kënnen duerch eng Krankeversicherung. Zu Lëtzebuerg ass nach vill ze maachen an et gëtt nach vill ze schaffen, fir dat Realitéit ginn ze looschen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. First things first: Mir hunn zu Lëtzebuerg e gudden effentlech Gesondheetssystem, deen op de Prinzipie vun der Solidaritéit an der Universalitéit berout. A wa mer e wëlle verbesseren – an dat misst jo d'Ambitioun vun eis alle sinn –, da muss mer dat op dese Grondlage maachen.

Eisem Gesondheetssystem geet et onvergläichbar besser wéi deem franséischen, wou an de Spideeler émmer méi Better suppriméiert mussen ginn an déi effentlech Gesondheitsversuergung geschwächt gëtt en faveur vu privaten Déngschtleschter, deenen et virun allem ëm de Profit geet.

Mir si glécklecherweis och nach wäit ewech vun däitsche Verhältnissen, wou Spideeler ënner engem insupportabele Käschtenrock stinn, déi si heiansdo esouguer zu sougenannte „blutigen Entlassungen“ bréngt, also der Tatsaach, datt d'Patienten müssen eraus aus dem Spidol, obwuel si nach krank sinn.

Alles dat kenne mir net hei. An awer ... An awer sti mer virun enger Rëtsch strukturelle Problemer an Erausforderungen, déi, wa mer se net uginn, riskéieren, zu eeben deene beschriwwene Situatiounen wéi an eisen Nopeschlänner ze féieren.

Den éischte Problem läit an der Organisatioun vum Spidolswiesen. Ech schwätzen elo net dovunner, datt ech der fester Iwwerzeegung bleiwen, datt effentlech finanzéiert Spideeler och effentlech mussen geréiert ginn – inklusiv d'medezinnesch Personal. Mee ech schwätze vun der Schwierigkeit, déi Servicer, déi an de Spideeler ugebuede ginn, och optimal ze notzen. Stéchwuert: Urgencen. Et ass schon eng Contradictio in terminis, wann ee bei enger Urgence

stonnelaang waarde muss, ier ee behandelt gött. Dat huet domadder ze dinn, datt et nach keng kloer, séier an effikass Aarbechtsdeelung tëschent de Maisons médicales an den Urgencé gött, wouduerch d'Urgencen nach ëmmer iwwerlaascht sinn.

Den Ombudsman fir d'Rechter vum Kand huet als Beispill dorobber higewisen, datt iwwert d'Hallschent vun de Kanner kéint a Maisons médicales behandelt ginn an net an den Urgencen, wann déi entsprechend Öffnungszäiten assuréiert wieren.

En anert Element ass, datt mer ëmmer nach kee generaliséierten Tiers payant hunn, ausser eebe bei Urgencen an Apdikten. An dorunner wäert och de Paiement immédiat direct näischt änneren, well en nawell um Prinzipp baséiert, datt de Patient virstrecke muss. A mir wësse jo och grad, wéi wéineg dee vun den Dokteren am Moment benotzt gött a wéi laang d'Leit haut, 2024, waarde mussen, ier se hir virgestreckte Suen zeréckkréien. Och dat féiert dozou, datt vill Leit an d'Urgencé ginn.

Deen zweete grouse Problem, dee mer hunn, ass eng Penurie u Gesondheetspersonal. Do si mer zwar an Europa net eleng domadder, mee en Deel vun där Penurie ass hausgemaach. Vill Lëtzebuurger, déi am Ausland Medezinn studéieren, kommen net zeréck, aus ënnerschiddleche Grënn: well se hire Liewensmittelpunkt verluecht hunn – wat sécher hiert ganz gutt Recht ass –, mee awer och well de professionelle Kader an d'Entfaltungsméiglechkeeten am Ausland dacks besser sinn, an dat ass an éischter Linn net eng Fro vu Salaire, mee vun Aarbechtsbedéngungen. Och ëmmer méi Medezinner kucken no enger anstänneger Work-Life-Balance an no Weiderbildungsméiglechkeeten, wat net ëmmer einfach ass hei am Land.

Mir mengen och, datt mer d'Ugebuet u medezinescher Ausbildung op der Uni konsequent ausweide mussen, an dëst op villen Niveauen. A virun allem muss mer endlech Passerellen hierstellen tëschent deene verschiddenen Ausbildungen a Formationen. Eisen Ausbildungssystem ass nach ëmmer vill ze vill figéiert a féiert zu Frustratiounen, wou mer en cours de route vill Leit verléieren, déi eise Gesondheetsystem dréngend bräicht.

En plus stelle mer eng kloer Tendenz fest, datt zu Lëtzebuerg engersäits ëmmer méi Iwwerstonne vun gesamte Santépersonal musse gedrummt ginn, wat anerersäits zu Drock, Stress, Burnout a Krankschreiwunge féiert. Dëst ass och kloer ginn opgrond vu Question-parlementairen, déi ech der Madamm Minister gestallt hunn. An dëst féiert zu engem Däiwelskrees, an deem Däiwelskrees musse mer brierchen.

Eng weider Dezentraliséierung vun de Spideeler, wéi dacks gefuerdert gött, oder souguer hir Privatiséierung féieren net zu méi Gesondheetspersonal. Dat muss ee sech och virun Ae féieren, wann iwwert d'Organisatioun vum Spidolsweise geschwat gött.

Ee Wuert zu der Lëtzebuurger Sprooch: Jo, an enger idealer Welt hätte mer éischters genuch Gesondheetspersonal an zweetens géif et déi dräi Amtssproochen a wa méiglech och nach Englesch perfekt beherrschen. Mee mir liewen awer an der Realitéit vun haut, wou eis dréngend néidegt Personal feelt.

Als Lénk ënnerstëtze mer all Initiativen, datt dat Personal a senger Aarbechtszäit Sproochecoursë maache kann, esou datt de Patient sech problemlos ausdrécke kann a verstane gött. Mee éierlech gesot: Wann ech e Bee gebrach hunn, dann hätt ech gär, datt den Dokter mech operéiert. E brauch mer net d'Maus Ketti opzesoen.

An deem Kontext hat ech der Madamm Minister eng parlamentaresch Fro gestallt, wat déi gesetzlech

virgeschriwwen Sproochekenntnisser ugeet a Fäll, wou – esou ass mir zumindest reportéiert ginn – de Collège médical méi restriktiv virgeet, wéi d'Gesetz et virgesäit. Den Delai vun der Äntwert ass ofgelaf an et wier, mengen ech, awer wichteg, well hei de Verdacht awer op der Hand läit, datt en Deel Penurie an deem dote Secteur awer och hausgemaach ass.

An ech wëll dann an deem Kontext och un de Rapport vum Marie-Lise Lair erënneren, deen zur Konkusioun koum, datt wann déi franséisch oder déi däitsch Regierungen op d'Iddi géife kommen, hiert Santépersonal anstännege ze bezuelen, mer dann zu Lëtzebuerg géife riskéieren, ganz seriö Problemer ze kréien. Bon, mat der neier Regierung a Frankräich wäert dat esou bal net geschéien, mee et ass awer eppes, wat ëmmer nach wéi en Damoklesschwäert iwwer eis hängt. An ech wëll och drun erënneren, wéi mer geziddert hu während der Covidpandemie, wéi ee Moment während Stonnen d'Gefor war, datt d'Fransousen d'Grenze géifen zoumaachen.

An deem drëtten Problem, dat sinn d'Liberaliséierungstendenzen an der Medezinn. Hei geet et drëm, datt Privatinvestore sech gären déi lukrativ Deeler vum Gesondheetskuch ofschneiden an um Bockel vum Patient a vum solidaresche System gäre Profitter maachen. D'Politick huet laang genuch nogekuckt an ënnerstëtzt dës Tendenzen oder huet se ënnerstëtzt. Néierens op der Welt huet dëst zu enger Verbesserung vun de Gesondheetsdëngschter gefouert – am Géigendeel. D'Politick muss elo ophalen nozekucken, an dat geet just iwwert d'Stärken an den Ausbau vun eise performanten öffentleche Gesondheetsystem.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Wow! Eng, zwou, dräi, véier, fënnf, sechs Interventiounen. Eng méi verschidde wéi déi aner, vu ganz negativ bis ganz positiv, vu ville Problemer bis bësse Problemer, spezifische Problemer. Vill Input, an ech géif emol vir ufänken a soen: Mir haten eng Interpellatioun ugekënnegt kritt iwwert de Sujet „Amélioration de la santé publique“. Do stoung net „Amélioration du système de santé“ oder „Amélioration de la situation des professionnels de santé“. Do stoung „Amélioration de la santé publique“.

D'OMS definéiert d'Santé publique säit 1952 als „la science et l'art de prévenir les maladies, de prolonger la vie et d'améliorer la santé physique et mentale [au] niveau individuel et collectif [en y incluant] tous les systèmes de promotion [...], de prévention [...], de lutte contre la maladie [soins médicaux et soins primaires] et de réadaptation. [Et c'est] aussi une question sociale“. Ronderëm déi doten Definitioun hat ech meng Interventioun vun haut opgebaut an ech wäert herno nach kuerz op verschidde Sujeten agoen, déi an deene Riede vu virrunner ugeschwat gi sinn. Mee Dir erlaabt mer: Ech kann net an 30 Minutten eppes resuméieren, wat sech iwwer eng Stonn gezunn huet.

Éischte Sujet: Preventioun. D'Preventioun ass scho vum Deputéierte Schockmel ugeschwat ginn. Fir mech huet sech do am leschte Joer erausgeschield, datt mer een Dräieck hunn, ronderëm dee mer déi Preventioun elo mol prioritär mussen opbauen. Op der enger Säit d'Preventioun an d'Promotioun vun

der Gesondheet. Op der anerer Säit déi Kleng, d'Kanner, déi Jonk, wat sech wéi e roude Fue dem muss zéie vun 0 Joer bis 18 Joer respektiv an den adulten Alter. An on the top d'mental Gesondheet vun eis alleguerten. Well wie sech net gutt fillt, dee gött krank. A wie krank ass, dee fillt sech net gutt. Dat heescht, fir mech ass d'Santé mentale e Stéck vun der Gesamt-santé an duerfir net lasszedenke vun der Preventioun, der Promotioun an eiser Gesondheet.

An der Preventioun an an der Promotioun vun der Gesondheet spille fir eis, esou wéi d'OMS et och definéiert, den Tubak, den Alkohol – ass haut schonn ugeschwat ginn –, d'Obesitéit an d'Preventioun bei der Santé mentale eng grouss Roll. Och zu deene Sujeten ass scho vill ugeschwat ginn. A punkto Alkohol hu mer deslescht d'Etüd presentéiert vun HBSC, „Health Behaviour in School-aged Children“, an do ass déi erstaunlech Entwécklung déi, datt déi Jonk manner oft op Alkohol zrëckgräifen, dofir awer leider méi oft op elektronesch Zigaretten. Den Tubak selwer bleift konstant, mee d'elektronesch Zigarette ginn an d'Luucht. Iwwert d'Obesitéit hate mer hei schonn eng sëlleg Interventiounen. Ech kommen haut net drop zrëck. D'Médecine scolaire ass och schonn ugeschwat ginn. Och do si mer amgang, eis Hausaufgaben ze maachen.

Santé mentale: D'Semaines de la santé mentale sinn ugeschwat ginn. Och déi stoungen am Zeeche vun deene Jonken, an do wäerte mer weider dru schaffen, fir datt all déi Offeren, déi et gött, besser vernetzt ginn, well mir hunn extreem vill Acteuren um Terrain, just si schaffen oft laanschteneen. Si schaffen net vernetzt an iwwert d'Alteren ewech och net vernetzt genuch. Och do si mer amgang, alles en place ze setzen.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | D'Médecine générale ass och ugeschwat ginn an déi gesi mir als Cheville ouvrière vun deem ganze Soins primaires. Mir haten Entretien mat der AMMD, Entretien mam Cercle des médecins généralistes a si gi mat do op de Wee, fir déi erëm besser opstellen, verstärkt hir Tarifikatiounen op de Leescht ze huelen, fir déi Médecine générale erëm dohinner ze setzen, wou se higeiéiert.

Wann een dann awer trotz alle Preventioun- a Promotiounsmesure krank gött, jo, da seet d'OMS, da muss ee géint déi Krankheet kämpfen. Dat geet awer fir d'éischt emol iwwer e gudden Accès aux soins primaires. Wéi virrunner gesot, muss den Hausdokter accessibel sinn, muss och hors urgence disponibel sinn. An do sinn eng Rëtsch Praxissen, déi sech zesummedoen hunn, Dokteren, véier, fënnf, déi da verstärkt Öffnungszäiten hunn, owes bis 20.00, 21.00 Auer a moies schonn um 6.00 Auer. Dat ass eng Alternativ zur Echelle 4, 5, déi an den Urgencé sëtzen, well wa mir an den Urgencen esou laang Waardezäiten hunn – an ech hunn den Tour duerch déi verschidden Urgencé gemaach a mat de Leit geschwat, déi do aktiv sinn –, da sinn déi Urgencen iwwerbelascht, well Leit dohinner kommen, déi net mussen dohinner kommen. An déi Urgencé kënnen keen heemschécken, wann en do ass. Dat heescht, wa mer en Niveau 4, 5 an enger Urgence sëtzen hunn, kéint dee gradesou gutt bei säin Hausdokter goen oder an d'Maison médicale.

D'Maisons médicales sinn och ugeschwat ginn. Falls mir elo géifen dozou kommen, datt regional verdeelt esou Centres de soins primaires mat Grupp-praxissen opgemaach ginn, dann denke mir, datt déi Maison-médicallan à court à moyen terme eventuell iwwerflësseg ginn an deem Sënn, datt d'Leit haut

schon net an d'Maison médicale ginn, well éischtens mussen se do selwer bezuelen. An den Urgencé mussen se net selwer bezuelen. Zweetens: Wa se elo wierklech eng Urgence sinn, da wësse se, datt d'Maison médicale se egal wéi an d'Urgence eriwwerschéckt, also gi se net an d'Maison médicale. Dat heescht, si ginn éischer bei hire Vertrauenshausdokter, wann dee méi laang ophuert. Also, eise Plang ass téschent der isoléierter Praxis vum Generalist an den Urgencé Centres de soins primaires ze kreéieren, fir datt d'Leit verstärkt bei hiren Hausdokter gi respektiv bei en Hausdokter aus hirem Grupp.

Dann ass och de Stationnaire/Ambulatoire ugeschwat ginn a mir si gechallengegt ginn op de Virage ambulatoire. Ech muss Tech soen, datt dat Gesetz, esou wéi et do läit, de Moment net applizéiert gëtt. Net well et net gutt wär oder well et net verständlech wär, mee et ass keng eng Demande en cours d'instruction, fir esou eng Antenn opzemaachen. Et gëtt keng Antenn, esou wéi se de Moment am Plan hospitalier steet. Et gëtt Gedanken, et gëtt Iddien, et gëtt Iwwerleeungen, mee et ass keng Demande en cours d'instruction. Mir waarden, falls nach Klinicken da wéilten op dee Wee goen, mee à terme denke mer, datt et méi sännvoll ass, eng Strategie ze entwéckelen, wou mir eist Gesondheitswiesen an 10, 20, 30 Joer wëllen hunn.

Mir hu grouss Bauten, déi an der Planung sinn. Déi Baute mussen geféllt gi mat Servicer an déi ganz Verdeelung vun de Servicer wäert bis Enn Dezember 2025 mussen nei op de Leescht geholl ginn. Do wäerte mer am Fréijoer mat engem Text kommen.

D'Professionnels de santé huet bal jiddwereen ugeschwat a senger Interventioun. Och dat ass e Sujet, deen net érischt gëschter op mengem Dësch gelant ass, mee direkt am November, Dezember, wéi mer ugefaang hunn.

Am Ministère war eng Campagne en place gesat ginn, déi healthcareers.lu heescht. Déi war lancéiert gi Mëtt 2023. An déi ass do, fir e Site en place ze hunn, wou jiddwereen d'Informatiounen kritt, wat ee muss maache fir wéi ee Gesondheitsberuff ze ergräifen. Et ass hei vill geschwat gi vum Infirmier, mee den Infirmier eleng léist net all d'Problemer.

Den Infirmier gëtt jo elo dann op e Bachelor ausgebaut, Bac+3. An dem LTPS leeft e virun op Bac+2. An déi Leit kommen herno mateneen op de Marché. Deen een huet zwee Joer gemaach, deen aneren huet dräi Joer gemaach. De Moment gesäit de Kollektivvertrag weider keen Énnerscheid an deenen zwee Profiller vir. Mir si gespaant, wéi dat sech am Secteur wäert entwéckelen, wann déi Profiller do weiderlafen. Mee mir wäerten 2028 eng Evaluatioun maache vun deem, wat am LTPS leeft an och kucken, wéi déi éischt Absolvente vun deem éischte Léiergang op der Uni um Terrain wäerten ukommen.

Wat de Master an de Bachelor an der Medezinn ubelaangt, esou ass dat an der Kompetenz vun der Uni. Mir haten Entretien mat de Responsable vun der Uni. Mir haten Entretien mat de Responsable vun der Recherche am Enseignement supérieur. Eise Wunsch ass och, datt dee Bachelor esou séier wéi méiglech evaluéiert gëtt, mee d'Uni ass eleng zoustänneg fir déi Evaluatioun a se wäert déi Enn November lancéieren.

Wat nach zu de Gesondheitsberuffer ze soen ass: Mir hunn effektiv de Moment den Aide-soignant. D'Aide-soignant huet eng Petitioun hei an d'Chamber bruecht, fir eng besser Anerkennung ze kréien. Dann hu mer den Infirmier en soins généraux, de Bac+3. Fir déi Leit, déi den Aide-soignant kennen: Dat ass am Fong eng professionell Ausbildung a fir ze mengen,

do krit een e Passerell eriwwer op de Bac+3 ... Mir hu mat de Leit um Terrain, mam LTPS, geschwat an et ass relativ illusoresch, do Passerellen ze maachen.

Mir hunn awer eng grouss Demande aus dem Secteur, fir datt d'Aide-soignant och kéinten een Deel vun den Attributiounen vun den Infirmière maachen. De Moment hu se verschidden Akten, déi se ënnert der Surveillance vun den Infirmière kënnen maachen, mee domat hu mer de Problem dann net geléist, well dat heescht, allkéiers, wann Aide-soignant ënnerwee sinn, brauche mer Infirmière dernieft. An duerfir si mir eigentlech favorabel, mat op de Wee ze goen, fir e Berufsbild dertéschent ze kreéieren. Ob een deen elo Technicien nennt oder wéi een Numm datt een deem och gëtt, dat Berufsbild, do ass den LTPS prett, fir dat en place ze setzen ab der Rentrée 2026. An do wäerte mer iwwert d'nächst Joer Diskussiounen féiere mat de Verrieder vun den Infirmieren, mat de Verrieder vun den Aide-soignant, mat de Spideeler a mat der COPAS, fir ze kucken, ob dat Berufsbild dann elo deem entsprécht, wat si brauchen um Terrain.

Et gëtt och aner Berufsbiller, déi et nach net gëtt, déi awer gebraucht ginn. D'Laboe brauchen een, deen exklusiv ka Blut ofhuelen. De Moment ass de Laborantin awer een, deen x Attributiounen muss hunn an net nëmme ka Blut ofhuelen.

De Psycholog, ass gesot ginn, ass nach net reglementéiert. Dat steet am Regierungsprogramm dran.

A wéi virdu schonn ugedeit: Eleng iwwert d'Gesondheitsberuffer kéinte mer hei e ganzen Nomëtteg schwätzen. Fir awer elo Är Zäit net ze vill an Usproch ze huelen, géif ech da weidergoe bei d'Soien, well d'Soine beschränke sech net op d'Urgencen, op d'Soin-primaires, op d'Spideeler, mee d'Soine ginn doriwwer eraus.

Wat mer méi al ginn, wat mer méi flegebedürfteg ginn. A mir hunn net méi spéit wéi virun enger Woch den Anniversaire vun der Flegeversécherung gefeiert, déi 1999 agefouert ginn ass. An do ass gewosst, datt, wat eis Bevëlkerung méi altert, wat mer méi Soine brauchen, wat d'Flegeversécherung muss méi ausgebaut ginn. An och do brauche mer Leit, déi déi Fleg maachen, an da si mer erëm bei de Professions de santé ukomm, wou mer amgaang sinn, drun ze schaffen.

Last but not least mentionéiert d'OMS d'Question sociale. Dat heescht, Gesondheitspolitik ass och Sozialpolitik. Well wann een aarm ass, gëtt ee krank. A wann ee krank ass, kann een aarm ginn.

Den Accès zu de Soinen ass essentiel, dat heescht wa Leit sech Soinen net kënnen leeschten an dowéinsten krank ginn, ass dat net gutt an engem System vu Santé publique, dee jidderee wëllt mathuelen.

Fir déi Vulnerabelst gëtt et do zënter enger Zäit e Projet pilote, dee CUSS heescht an dee probéiert, déi Leit, déi op der Strooss sinn, déi keen Dag iwwert dem Kapp hunn, déi net hei ugemellt sinn, iwwer ONGEN an d'Sécurité sociale eranzehuelen, eent zu eent, esou wéi déi aner Leit och. Do sinn natierlech eng Rëtsch Krittären, déi mussen erfüllt ginn. An dee Projet heescht nach ëmmer Projet pilote, wat net glécklech ass. Duerfir steet och am Regierungsprogramm dran, datt dee géif evaluéiert ginn. De Cahier des charges ass elo etabliert, fir een Evaluatiounsinstitut ze fannen, fir dee Projet ze evaluéieren. An duerno gëtt aus der Evaluatioun e Projet de loi, fir dee CUSS-Projet definitiv op d'Schinnen ze setzen.

Nieft der CUSS gëtt et awer eng sëllegen Associatiounen, ASBLEN, déi an der Santé sociale tätég sinn. A virdrun ass ugeschwat ginn, datt d'Leit mäi Wee

duerch d'Meedie verfollegen. An ee groussen Deel vun Acteuren, déi mir begéint hunn an deene leschten eelef Méint, sinn eeben all déi Acteuren, déi an ASBLEN aktiv sinn, fir Santé-publiques-Dossiere virunzibréngen: fir Leit, déi krank sinn, eng Plaz ze gi fir ze schaffen, fir Leit eng Plaz ze ginn, fir eng Beschäftegung ze hunn, wann et och nëmme fir zwou, dräi Stonnen den Dag ass, fir erëm um aktive Liewen deelzehuelen, fir Leit op der Strooss ze encadréieren, fir Leit d'Méiglechkeet ze ginn, eng Dusch ze huelen, sech ze wäschen, fir Leit d'Méiglechkeet ze ginn, eng Kéier nuets ze schlofen. All déi gi vun der Santé ënnerstëtzt an déi ASBLE sinn net vum Terrain ewechzedenken.

An da soen ech ganz gär Merci, datt de Mëtten d'Dimension du genre ugeschwat ginn ass, well net méi spéit wéi d'lescht Woch hunn ech e kleng Video mat der Madamm Backes zesumme gedréit, fir op d'Menopause opmierksam ze maachen. An et gëtt net nëmme d'Menopause. Muer ass de Bus du cœur des femmes ënnerwee fir ze weisen, datt Häerzkrankheete bei Fraen oft net esou entdeckt ginn, wéi se bei Männer entdeckt ginn.

Mir hate scho Question-parlementairen iwwert d'Endometriose, iwwert d'Reegelschmäerzen, Broschtkriibs. Mir sinn nach ëmmer am Octobre rose, Broschtkriibs ass e Sujet an esou weider. An zesumme mat der Madamm Backes plange mer, fir Enn d'nächst Joer, ugangs des Joers drop eng Semaine Santé au féminin ze maachen.

Voilà, dat war elo mol dat, wat ech mer virbereet hat, fir de Mëtten ze soen. Mee eigentlech, den Haaptmessage, deen ech och schonn a verschiddenen Interviewe mat op de Wee ginn hunn, ass: Dat, wat ech bis elo vum Gesondheitssystem gesinn hunn – virum 17. November hunn ech et als Patient gesinn, nom 17. November als een, deen dann e bëssen hannert d'Kulisse gesäit – ... Ech muss soen, de System fonctionéiert. Jiddweree mécht sai Besch. Mee et feelt oft un der Vernetzung. Et feelt oft dorunner, datt de Patient weess, wou e muss higoen. De Patient kennt iergendwou un, kritt da seng Ordonnance, kritt seng Rechnung, kritt en Ziedel mat Medikamenter, déi e soll huelen a fir d'Suite vun deem Parcours kritt en oft keng Hëllef. An duerfir denke mir, datt mer de System besser mussen vernetzen an deem Sënn, datt mer e Circuit patient hunn, datt mer e Réseau de compétences hunn, datt mer e Parcours du patient hunn duerch dee ganze System, datt dee Wee virgezechent ass.

Dat heescht de Patient kennt bei sai Generalist an dee Generalist weess ganz genau, mat wéi engem Bild en de Patient wouhinner muss schécken. De System muss sech ronderëm de Patient organiséieren an net de Patient ronderëm de System. A fir datt dat fonctionéiert, brauche mer en Dossier du patient, dee säin Numm och verdéngt. Deen, deen elo en place ass, ass virun enger Rëtsch Joer, zéng Joer, mat de Moyens du bord entwéckelt ginn. Mir sinn haut vill méi wäit, mir kënnen haut vill méi, mee och do sinn et d'Acteuren, déi net aneneegräifen.

Mir hunn eng Agence eSanté, déi den DSP geréiert. Mir hunn eng LUXITH, déi d'Informatiounen vun de Spideeler organiséiert. Mir hu véier verschidde Centres hospitaliers, wou et keng Gouvernance iwwert déi véier Centres hospitaliers gëtt. Mir hunn dernieft eng FHL, déi probéiert, um materiellen Niveau eng Gouvernance ze maachen. Alles dat mussen mer elo zesummen op een Dësch bréngen. Eise Plan de digitalisation ass esou gutt wéi fäerdeg a wäert an deenen nächste Woche gouvernanceméisseg en place gesat ginn, an ech hoffen, datt mer all zesummen do op deem Wee bliewen.

A mat all deem Input, deen ech de Mëtte kritt hunn, all deene gudden Iddien, déi mer hei héieren hunn, denken ech, datt dat wäert geschéien. An ech soen Iech villmools Merci, datt Dir mir elo mol nogelauscht hutt.

(Interruption)

Ech wollt elo just kuerz nach op déi verschidden ...

A, nach eng Remark, well de Contrôle médical ass an d'Ried geholl ginn. Ech hunn direkt geschriwwen kritt: Am Contrôle médical gëtt et en Neurolog, e Kardiolog, Médecine interne, e Gastroenterolog, e Gynékolog, Chirurgie, Unfallchirurgie, e Médecin de réhabilitation, Médecins généralistes, en Zänn Dokter, e Psychotherapeut, an de Moien hunn ech nach en Ziedel ënnerschriwwen, datt do en Apdikter age stellt gëtt. Voilà. Also, dat si schonn eng Retsch Spezialitéiten. Ech weess, datt et iwwer 30 Spezialitéite gëtt, mee och de Contrôle médical kann net all Spezialisierung ofdecken an hält sech dann déi Expertise, déi e brauch, wann e se brauch.

Zur Motioun iwwert d'Santé de la femme. Ech mengen, Dir hutt héieren, datt ech Merci gesot hunn, datt dee Sujet opgeworf ginn ass. Wat mech liicht stéiert dodrunner, well ech do elo eng kleng Deformatioun iwwert déi lescht eelef Méint krut: Mir hunn iwwer 25 Programmer, Plan-nationalen an esou weider. Do si Plan-nationalen derbäi, déi 400.000 Euro eleng u Consultantskäschte kascht hunn, an et deet mer leed, mee dat kann ech net veräntweren. Dat heescht wa mir wellen a punkto Santé de la femme wierklech eppes beweegen, wier ech frou, wa mer dat kuerz a knapp, a kuerze Wiederer op enger Säit als Strategie, als Action concrète kéinte formuléieren an net do erëm eng Kéier mussen e ganze Plang op d'Bee setzen. Dat heescht, konkret Aktiounen, do sinn ech direkt domat d'accord.

D'Couverture universelle, mengen ech, hunn ech erklärt, dat confirméiert just den Accord de coalition. Dat ass en cours de route an dofir, denken ech, eigentlech superfetatoire.

Médecins salariés. Fir elo all Dokter d'Méiglechkeet ze ginn, Salarié ze ginn, ass mir net eruedroeg ginn. An esou richteg Médecins salariés hu mir eigentlech och keng um Terrain. Dat heescht, dat ass esou en Hybrid tëschent Salarié a Collaborateur. Déi gëtt et de Moment net.

A punkto MEVS (ndlr: médecins en voie de spécialisation) – dat war nach ugeschwat ginn – si mer a Verhandlungen. Do wéilt ech elo net iwwert d'Vehandlungssituatioun eraus kommunizéieren, mee et gesäit esou aus, wéi wa mer do bis Enn des Joers och eng Léisung hätten.

Dann d'Oplëschung vun den Tariffer respektiv d'Mise à jour vun den Nomenclaturen: Dat ass e Processus continu, deen nach ënnert där leschter Regierung ugefaange ginn ass, wou an der CNS extra Dokter agestallt gi sinn, fir déi Mise à jour vun den Nomenclaturen ze maachen. Déi Éischt si publizéiert. D'Zänn doktere si ganz op de Leescht geholl ginn, d'Gastro waren op de Leescht geholl ginn. Dat leeft alles. Ech mengen net, datt mer do nach eng extra Motioun brauchen, dir drop hinzeweisen.

Dann déi Lescht respektiv déi Éischt, déi deposéiert ginn ass, dat weess ech elo net méi am Detail, dat ass déi vun der Pédiatrie. Mir hunn ee Service national pédiatrie, de laut Plan hospitalier am CHL ugesidelt ass. Dann dierfen aner Spideeler och eng Filière pédiatrique d'urgence opmaachen. Mee contrairement zu deem, wat behaupt ginn ass, hu mer net genuch Pediatere, op jidde Fall net, fir eng zweet Filière d'urgence zu Ettelbréck opzemaachen. Déi

Ettelbrécker Responsabel an der Direktioun hunn et fäerdegbruecht, eng Retsch Dokter ze fannen, fir eng Urgence journalière opzemaachen. Dat heescht, et kann ee vu moies fréi bis owes 20.00 Auer mat senger Kanner dohinner kommen. Mee ausserhalb vun deenen Zäite gëtt et keng Filière urgente, ënner anerem och, well mer keng Urgentisté fannen, déi sech mat de Kanner spezifesch auskennen. Voilà!

Duerfir, wann déi Motioun géif gestëmmt ginn, mengen ech, dann hu mer e Problem, well mer hunn net genuch Personal.

Voilà. Dat schléisst dann de Cercle vum Personal. Ech denken, de Sujet Personal wäert Iech an den nächste Wochen a Méint nach alleguer beschäftegen.

An ech soen Iech elo villmools Merci fir d'Nolauschteren an e schéinen Owend.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Minister.

Motions

Mee éier mer dee schéinen Owend ufänken, mengen ech, hu mer nach e puer Motiounen hei duerchgezogen.

(Hilarité)

An ech géif se an der Reiefolleg, wéi se hei erageerecht gi sinn, dann opruffen.

Motion 1

Déi Éischt, dat ass déi, déi vun der Madamm Alexandra Schoos deposéiert ginn ass, wou eng Nummer 1 drop steet. Madamm Schoos, wéilt Dir nach Stellung dozou huelen? Da fuert lass.

Mme Alexandra Schoos (ADR, interpellatrice | Jo, hei geet et am Fong drëm, dass mer eeben e Mangel u praktizéierenden Dokteren hunn. Ech mengen, dat huet haut jiddwereen a senger Ried gesot. A mir hu bei den Dokteren nach kee legale Kader hei zu Lëtzebuerg, fir och an engem Ugestallteverhältnis – ausser am CHL – ze schaffen. Ech hunn dat elo hei net drop geschriwwen, mee bei de Veterinäre geet dat zum Beispill, do ass dat net verbueden. Also, do kann e Veterinär schonn en anere Veterinär ustellen a mat deem zesummen an enger Gemeinschaftspraxis schaffen. An déi falen och ënnert d'Santé.

An et ass och ganz wichteg: Hei geet et net drëm, iergendwéi eng kommerziell Strategie ze hunn. Doweinst hunn ech och hei ganz kloer drageschriwwen, dass een an engem Ugestallteverhältnis mat aneren Dokteren zesummeschaffe wéilt. Also, et ass elo hei net d'Iddi, dass op eemol iergendee räichen Investor vu bausse kënn, dee bei Medezinn vun Tuten a Blose keng Anung huet an da mol eng Praxis opmécht an do d'Veterinär..., pardon, d'Humanmedezinn – et ass beruufsbedéngt, pardon – Dokteren astellt an deenen dann diktéiert, wéi si ze schaffen hunn oder esou. Et ass guer net an deem dote Sënn. Et ass, fir d'Gemeinschaftspraxis méiglech ze maachen, fir dass mer do séierstméiglech e legale Kader kréien.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Wie mellst sech nach zu Wuert bei dëser Motioun? Jo, d'Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech géif mengem Grupp recommandéieren, dës Motioun net ze stëmmen. Mir gesinn dat doten net onbedéngt als realistesch un. Ech mengen zwar, datt ech elo nach aner Nuancë bei der Madamm Schoos verstanen hunn, déi mer virdrun net kloer waren, wéi ech dës Motioun gelies hunn. Mir hunn nun emol e liberale System, an dat Ganzt hei ëmzestelle gesi mir als net realistesch un, och well et eeben nach eng Kéier e Bedürfnis géif, fir weesentlech méi

Dokteren anzustellen. Also, mir wieren net en faveur vun dëser Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Schockmel.

M. Gérard Schockmel (DP) | Jo, ech si ganz sensibel op déi heiten Demande fir ze soen: Mir mussen de Médecin salarié fir déi nei Generatioun vun Dokteren ausbauen a méi wäit verbreedten.

Am Moment ass et jo esou, datt de CHL déi Klinik ass, dat ass virdrun ugeschwat ginn, wou am Prinzipp e quasi salarié-equivalente Status besteet bei den Dokteren, während an deenen aneren dräi Spidolgruppen d'Doktere fräiberufflech am Spidol schaffen. Wa mer elo kucken, wat am leschte Joer passéiert ass am CHL, wou eeben d'Salariat am nooste realiséiert gëtt bei den Dokteren, wou da Servicer soen: „Mir huele keng Patiente méi un!“, d'Kardiologie, déi jo awer wierklech eng vital Disziplin ass, seet: „Mir huele keng Patiente méi un!“, d'Gastroenterologie seet: „Mir huele keng Patiente méi un!“, ... Dat an deem Salariatsspidol.

Wou ginn déi Patienten dann hin? Si ginn an déi aner Spideeler, Klinicken, wou eeben d'Doktere fräiberufflech schaffen a wou dat guer net a Fro kënn, datt ee seet: „Mir huele keng Patiente méi un!“ Dat gëtt et net: „Mir huele keng Patiente méi un!“ Mir mussen hei ganz gutt oppassen, datt mer net de Problem vum Manktum verstärken, andeems mer hei wichteg Ressourcen entzéien. Dat heescht, mir mussen op jidde Fall en Equiliber fannen tëschent engersäits vläicht engem Usprouch vu Work-Life-Balance a vu Reegelméissigkeet vum Prestataire op där enger Säit, an op där anerer Säit awer och dem Patient, dee bei där Saach net de Leidtragende soll ginn.

Zum Schluss wéll ech nach derbäisoen, datt een zum Beispill am fräiberuffleche Kontext vill méi flexibel ass fir ze soen: „Lauschter, dës Woch maachen ech Hallefzäit oder ech maachen 80 % oder 40 %.“ Dat ass natierlech vill méi einfach realiséierbar am Fräiberuffleche wéi am Salariat. Do kann een zwar soen: „Ech schaffen e Mi-temps“, mee dat kann een elo net vu Woch zu Woch upassen oder vu Mount zu Mount.

Dat heescht, dat hei ass mer ze vag. A virun allem gesinn ech net onbedéngt d'Patienteninteresse vertrueiden, soudatt eigentlech meng Fraktioun dat an där doter Form elo net matdroe kann.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass d'Wuert fir den Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, merci, Här President. D'Iddi un der Basis ass sécher berechtigt, mee hei ginn eng Rei vu Saache matenee vermëscht. Ech wéll och soen: Wann e Spidol e Médecin salarié wéilt astellen, jo, da stellt et en nom normalen Aarbechtsrecht an.

D'Problematik ass awer, dass déi Dokteren, déi am Moment am Salariatsregimm sinn, net e Salaire kréien, zum Beispill vun der CNS, mee och à l'acte mussen ofrechnen. An déi Suen, déi ginn an e Gesamtpott – déi eng, déi verdénge méi, déi aner, déi verdénge manner – an da gëtt dat mat enger gewëssener Solidaritéit verdeelt. Dat heescht, et ass net onbedéngt den Aarbechtsvertrag, deen eis hei am Wee steet, mee et ass d'Aart a Weis, wéi d'Aarbecht vum Médecin salarié vun der CNS ugesi gëtt.

An do wär zum Beispill eng Méiglechkeet, de Médecin salarié zu engem richtege Médecin salarié ze maachen. Da géif et och net déi Streidereien zwëschen eenzelen Spezialitéite ginn. Mee et deet mer leed, déi

heite Motioun net stëmmen ze kënnen, well eeben ze vill Saache matenee vermëscht ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech versti ganz wuel, wat d'Madamm Schoos wëllt soen. Et huet mech och elo berouegt, dass Der gesot hutt, dass et net ass fir Investisseuren, déi géife kommen an da Leit géifen astellen. Dat war am Ufank net ganz kloer. An elo, wou Der et gesot hutt, ass dat elo nach eng Kéier kloergestallt ginn, well dat ass nämlech ee vun de Problemer.

Wat Der awer richteg erkannt hutt, dat ass, dass vill fräiberufflech Doktere mat der ganzer Bürokratie, mat de Gebailechkeeten an allem Problemer hunn an dass mer awer do eng Kéier als Chamber müssen driwwer diskutéieren, fir deenen eng adequat Gesellschaftsform ze ginn. Mir kënnen deenen hire Statutt, wéi en den Ament ass, net einfach esou si loossen, wa mer an Zukunft wëllen de Beruff vun den Doktere méi attraktiv maachen.

Ech denken, Ären Text ass net kloer an net verständlech genuch op deem Punkt, fir ze soen, dass mer dee Wee ginn. Dofir wäert ech mech enthalen. Mee d'Grondiddi a sech, dass mer den Doktere müssen entgéintkommen an eng Gesellschaftsform fannen, fir dass se kënnen zu e puer Dokteren, déi wuelverstanen awer gläichberechtigt Partner an engem Cabinet sinn – net dass een Investisseur dat mécht, mee si gläichberechtigt Partner sinn –, ech mengen, déi Diskussioun misste mer eng Kéier an der Chamber féieren, fir an Zukunft op dee Wee ze goen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

Ech gesi soss keng weider Wuertmeldung zu dësem Sujet. Da géif ech dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

An de Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Schluss vum Vott.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 5 Stëmmen, Nee: 51 Stëmmen, Abstentionen: 4 Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 51 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme bei 4 Abstentionen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Paul Galles) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

An da komme mer zu der Motioun Nummer 2, och vun der Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos, wëllt Dir nach Stellung dozou huelen?

(Assentiment)

Dann hutt Dir elo d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR), interpellatrice | Jo, ech huele mer just dräi Sekonnen, fir drop ze äntwerten. Et war am Fong am Sënn, wéi et am Koalitionsaccord steet, vun der Société de médecin, wou am Koalitionsaccord selwer steet, dass e Cadre juridique geschafe soll gi fir déi Sociétés. Ech hu se dann eebe Gruppepraxissen – wéi och ëmmer – genannt, mee dass d'Doktere mateneen zesummeschaffe kënnen. An deem Sënn hat ech et gemengt. Dat war deen ee Punkt.

An dass d'Salariés équivalents soen: „Mir huele kee méi un“, wéi an der Kardiologie – mir ass dat geschitt beim fräiberuffleche Generalist, wéi ech e Rendez-vous wollt kréien: „Et deet mer leed, mir huelen an der Praxis kee méi un“ –, also ech mengen net, dass dat mam Salarariat gelinkt ass.

Komme mer zur zweeter Motioun. D'Madamm Minister war schonn drop agaang: d'Nomenclature. Dass se amgaang ass, ugepasst ze ginn, dat freet mech. Mir war et wichteg, grad hei, dass sech hei mam ganze Gesondheets- a Fleegesecteur auserneegesat gëtt an dass breet gefächert gekuckt gëtt: Wéi eng Akte feelen nach? Zum Beispill hu mer d'Infirmière matgedeelt, dass si, mengen ech, just zéng Säiten un Akten hätten, dass mer do nach méi Akte musse bäifügen. An doropshin hat ech déi Motioun hei preparéiert, dass sech do wierklech nach eng Kéier un en Dësch gesat gëtt mat alle Leit, fir dat déifgrënneg ze kucken.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Wie mellst sech zu Wuert? Den Här Schockmel, d'Madamm Kemp. Här Schockmel.

M. Gérard Schockmel (DP) | Et ass ëmmer e bëssen onglécklech, wann alles matenee vermëscht gëtt. Ech hat als Beispill de CHL genannt an als Géigebeispill déi aner dräi Spidolsgruppen. Bei eis gëtt et keng Politick, datt Patienten net ugeholl ginn. Wat natierlech elo eenzel Doktere fir sech kënnen decidéieren, dat ass eng aner Saach.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Madamm Kemp.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci fir d'Wuert. Mir gesinn, dass déi Motioun éischter superfetatoire ass, well, wéi d'Madamm Deprez scho gesot huet, déi Analys ass amgaang. D'Nomenclature gëtt op de Leescht geholl. Domat wollt ech menger Fraktioun dat esou matdeelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat schéngt net ... Dach, den Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Vu dass d'Regierung och ugekënnegt huet, dass se d'Nomenclature wëllt op de Leescht huelen, ouni wëllen elo déi Motioun ze verwerfen, wär et vläicht eng Iddi, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen,

fir dass d'Regierung eis kann d'Demarche bei der Reform vun der Nomenclature erklären.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Nach aner Wuertmeldungen zu dësem Sujet? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Madamm Schoos, Dir hutt eng Proposition gemaach kritt.

Mme Alexandra Schoos (ADR), interpellatrice | Jo, fir mech wär dat an der Rei, dat an d'Kommissioun matzehuelen an de genauen Detail vun der Revisioun vun der Nomenclature ze kréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sinn d'Parteien domadder d'accord, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen? Oder ...

(Négation)

Nee, dat schéngt net de Fall ze sinn.

(Interruptions et hilarité)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da stëmme mer iwwert dës Motioun of, also d'Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op.

(Interruptions)

Nee, mir stëmmen ... Et ass keng Bereetschaft, fir se an d'Kommissioun ze huelen, hunn ech héieren. Also stëmme mer iwwert d'Motioun of.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, mee mer kéinte jo ofstëmmen, fir se an d'Kommissioun ze verweisen, an dann ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, dat ass relativ kloer hei erauskomm, datt d'Majoritéit net bereet ass, se mat an d'Kommissioun ze huelen. Dofir si mer elo amgaang, hei iwwert d'Motioun ofzestëmmen.

Sou, de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 5, Nee: 53, Abstentionen: 2. Dës Motioun ass also mat 53 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmme bei 2 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Motion 3

Komme mer zur Motioun Nummer 3, och vun der Madamm Schoos. An d'Madamm Schoos hätt sécher gär d'Wuert. Dann huet se et elo.

Mme Alexandra Schoos (ADR), interpellatrice | Selbstverständlech, Här Chamberspräsident, villmools merci. D'Madamm Minister sot grad schonn: „Mir hunn net genuch Leit.“ Et ass awer eng Problematik. Mir brauchen eng vollwärtig Pediatre uewen am Éislek, géing ech proposéieren, well do jo schonn elo eng éischt Initiativ geholl ginn ass, wou mer awer keng 24 Stonnen hunn, mee just moies 8.00 Auer bis, mengen ech, owes 20.00 Auer, wann ech mech richteg erënneren.

Ech huelen nach eng kleng Korrektur vir, well ech hat hei nach e Feeler: „Fuerdert d'Regierung op, derfir ze suergen, datt eng vollwärtig – zweet natierlech net, well mir hu jo keng am Norden, also „zweet“ géif gestrach ginn – „Pediatre am Centre hospitalier du Nord entsteet, déi 24/7 fonctionéiert“.

Dir sot: „Mir hunn net genuch Pediatren, Personal.“ Also dat hunn ech mer net aus de Fanger gesuckelt. Ech hunn dat vum Terrain. A mengen Informatiounen no, mee ech wëll hei kengem iergendwéi eppes ënnerstellen, sinn déi Pediatren, déi vir drun zu Ettelbréck waren, opgrond vun engem Salariat équivalent éischter an eng aner Klinik hei zu Lëtzebuerg gaang a sinn dofir vläicht net méi uewen zu Ettelbréck, an doduerch konnt dat net onbedéngt d'Streck halen. Dowéinst och dat Ganz, dass mer kucke mussen, eng Reform ze kréien, wat d'Spideeler betrëfft, awer och vun den Dokterinnen um Land, fir hei näischt ze vermëschen.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Wie wëllt heizou Stellung huelen? D'Madamm Kemp, d'Madamm Bernard an den Här Goergen. Madamm Kemp, fänkt Dir un.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci fir d'Wuert. Also mir ralliéieren eis un dat, wat d'Madamm Deprez schonn erwänt huet. Fir eng Filière d'urgence opzemaachen, brauche mer souwuel Pediatre wéi Urgentisten. An de Problem ass eeben, dass mer e Manque de personnel hunn an domat et net méiglech wier, déi 24/7 ze garantéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci. Et muss ee wierklech soen: Grad am Norden huet sech enorm vill entwéckelt, wat d'Spidol ugeet. Dat ass de Meritt vun der Direktioun, déi sech do wierklech nach eng Kéier vill, vill Méi ginn huet, nei Pediatren ze rekrutéieren. Doduerch, datt d'Garde bezuelt sinn, ass dat natierlech och vill méi attraktiv ginn. Mee do huet sech vill gëdoen.

A wann ee wierklech wëllt eng 7-Deeg-op-7-, 24-Stonnen-op-24-Pediatre opmaachen, jo, da bräicht een och Spezialisten an all deene Beräicher. Et ass einfach net realistesch, dat en place ze setzen. An dowéinst wäerte mer dës Motioun net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also wann ech d'Motioun liesen, da steet do: derfir ze suergen, dass déi 24/7 am Norde soll kommen. An

ech ka mech just derfir ausschwätzen. Also ech gesinn net, firwat dass d'Leit am Norde sollte benodeelegt ginn. Ech hunn eeben de Privileeg, ech wunnen am Süden.

(Interruptions)

Mir si gutt medezinnesch versuergt. Dat ass kee Problem. Mee ech verstinn awer allegueren déi Leit am Norden, déi soen: „Mir hätten och gär esou eppes.“

Hei steet keen Datum dran. Hei steet net muer, net iwwermuer. Et steet einfach dran, dass d'Regierung derfir ze suergen huet, dass den Norde 24/7 déi Pediatre soll kréien. Ech verstinn net, wéi een do kann dergéint stëmmen. Dat ass fir mech einfach en Zil, sat ee muss hunn an dat a sech all d'Partei sollten hunn, wann hinnen den Norden um Härz läit.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da stelle mer dës Motioun och zum Vott.

Vote sur la motion 3

An de Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 7 Jo-Stëmmen, 41 Nee-Stëmmen, 12 Abstentionen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 41 Nee-Stëmme géint 7 Jo-Stëmme bei 12 Abstentionen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Paul Galles), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori.

Motion 4

Dat komme mer zur Motioun Nummer 4, déi vum Här Mars Di Bartolomeo deposéiert ginn ass. Här Di Bartolomeo, wëllt Dir nach d'Wuert huelen?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, Här President, ech mengen, et ass ganz kloer. Mir hunn eis agesat fir d'Universalitéit vum Accès zu de Santésservicer. Do leeft e Pilotprojet. D'Regierung huet och gesot, si géif d'Resultat am Hierscht evaluéieren. A mir wäere frou, wa mer d'Resultat an der Kommissioun géife presentéiert kréien an eng Perenniséierung vun deem Projet iwwer Gesetz kéinte kréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Wie wëllt heizou d'Wuert huelen? D'Madamm Kemp.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci fir d'Wuert. Mir gesinn, dass déi Motioun superfetatoire ass, well déi Entrevuë lafen, déi fanne reegelméisseg statt. An dowéinst bleiwe mir bei superfetatoire.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Wie wëllt nach d'Wuert heizou huelen?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir léiert séier.

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn elo, datt dat net de Fall ass. An da géife mer och zum Ofstëmmen iwwer dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 4

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20 Stëmmen, Nee: 40 Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 40 Stëmmen dergéint géint 20 Stëmmen derfir ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jeff Boonen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 5

An da komme mer zur leschter Motioun vun dësem Sujet, an zwar enger Motioun vun der Madamm Bernard. Madamm Bernard, wëllt Dir nach d'Wuert huelen?

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, ganz kuerz. Et gouf scho viles gesot. Här President, merci dofir. Ech wëll just kuerz agoen op déi Remark, déi d'Madamm Ministesch gemaach huet par rapport zum leschten Turet. Ech ka gutt verstoen, dass ee wëll e bësse pragmatesch virgoe mat de Plan-nationalen. An ech weess net ... ech hu keen Duerchbléck, wéi et an der Vergaangenheet gemaach gouf. Wann et un enger Säitenzuel sollt scheitern, da kann ee ganz sécher e Plan national och méi kuerz maachen. Et ass net u mir, fir Iech do eng Längt virzschreiwen. Ech géif et awer schued fannen, wann een elo aus Prinzipp, well et der vill gëtt, elo hei géif soen: „Bei dësem Sujet

maache mer elo net nach e weideren.“ Ech mengen, grad deen dote Sujet a grad dee vun der Fraegsondheet meritéiert, datt ee sech wierklech Gedanke mécht, wéi een dat doten transversal ugeet. An do-wéinst géif ech et schued fannen, wann et un dësem Punkt elo sollt scheitieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Wie wëllt heizou Stellung huelen? D'Madamm Kemp, d'Madamm Schoos, d'Madamm Bofferding. Madamm Kemp, fänkt Dir un?

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci fir d'Wuert. Mir sinn nach ëmmer bereet, déi Motioun unzehuelen, wann am leschten Tiret d'Wuert „Programm“ duerch „Strategie“ ersat gëtt. Wann d'Madamm Bernard dat wëllt unhuelen, da ka se dat maachen.

An da soe mir: Mir fannen et wichtig, dass déi Santé féminine diskutéiert gëtt. Dofir setze mer déi Semaine de la santé féminine 2026 en place. An en plus ass am Aktivitéitsrapport vun 2023 vum Observatoire de l'égalité entre les genres och d'Egalité am Domän vun der Santé als Thema geholl ginn. Doropshi wëlle mer d'Wichtigkeet vun deem Sujet fir eis ënnersträichen, wou mer eigentlech eeben absolutt averstane sinn, bis op dee leschten Tiret.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR), interpellatrice | Jo, villmools merci fir dës Motioun. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalten. Ech fannen d'Iddi ganz gutt, well et gëtt Ënnerscheeder zwëschen Männer a Fraen. Eis wier wichtig gewiescht, dass déi zwee Geschlechter duerchlafend duerch all déi Punkte vun „invite le Gouvernement à“ – natierlech, e Mann ... Grosse ass elo eppes anescht – gewiescht wäeren. Et si puer gutt Punkten derbäi, mee de Fokus war eis ze vill just op der Fra. Mir hu virdrun héieren, wéi vill Suen ... oder wéi vill Planen et scho gëtt, fir an deem Beräich Etüden a sou weider ze maachen. Dowéinst géife mir eis hei bei dëser Motioun enthalten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Madamm Bofferding. An duerno d'Madamm Hartmann.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Sou wéi grad meng Virriednerin argumentéiert huet, mengen ech, weist et, wéi wichtig et ass, dass mer eis nach weider mat der Gendermedezinn auserneesetzen. Et geet jo drëms, dass mer verstinn, firwat mer krank ginn, wéi Krankheetsverleef sinn, wéi mer och kënnen gesond ginn. An do spille ganz vill Facteuren eng Roll. An ee Facteur dovunner ass nun eemol eist Geschlecht. Bei Blosenentzündunge si mir Fraen et, déi méi ausgesat sinn. Dat huet anatomesch Grënn.

An dann, mengen ech, Madamm Bernard, hat Dir d'Beispill vun Häerzinfarkter bruecht. Effektiv gouf dat jorelaang als Männerkrankheet ugesinn. Dobäi wësse mer, dass effektiv d'Frae méi seelen en Häerzinfarkt kréien, awer am Endeffekt méi heefeg um Häerzinfarkt stierwen. An et ass wichtig, dass mer déi Erkenntnisser do kréien, dass do weider gefuerscht gëtt.

Also d'Gendermedezinn ass weesentlech méi wéi dat. Och bei den Therapien an der Kriibsfuerschung ass et e Risenthema, well mer do gesinn, bei de Medikamenter, dass d'Fraen a Männer ganz ënnerschiddlech drop reagéieren. Dofir gëtt jo och gekuckt, wéi d'Kierpergewicht ass, wéi de Stoffwiessel ass. Also dat ass schonn eppes duerchaus Sënnvolles. Dofir ass dat och keen Nischenthema méi, mee weltwäit wierklech ee vun den Haaptpillieren, fir eeben eis Gesondheetsversuergung ze verbessern. An dofir sinn ech frou,

dass d'Thema hei opgeworf gëtt. A wéi gesot weist et, wéi wichtig et ass, dass mer dat heiten unhuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass et un der Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Ech géif der Madamm Bernard Merci soen, fir déi interessant Motioun hei virbruecht ze hunn, grad an engem Octobre rose, wou mer och déi Thematiken hei uswätzen. Ech mengen, et kéint een duerchaus och nach eng méi laang Diskussioun féieren iwwer Pathologie féminine. Ech muss soen, ech sinn dann awer iwwerrascht – vun enger ADR vläicht net – ze héieren, dass déi Differenzen, déi et evidenterweis einfach vum Wiesen hier vun de Leit gëtt, net dierfen ugeschwat ginn.

Ech fannen, dass mir dat hei sollten esou debattéieren, ...

(Interruption)

... esou debattéieren, wéi et einfach an der Realität och ass, ...

(Interruption et coups de cloche de la présidence)

... nämlech dass et Pathologie-féminin gëtt, déi eeben da Fraen hunn an déi och ze diskutéieren sinn an eiser Gesellschaft. Den Octobre rose mécht dat vläicht nach eng Kéier e bësse méi däitlech méiglech. Ech mengen, d'Iwwerschrëft vun Ärer Motioun ass effektiv d'„stratégie nationale“. Ech weess zwar, dass dat an Ärem éischten Tiret steet, mee ech denken, dass d'Motioun duerchaus och sënnvoll wier, wann een am leschten Tiret géif schreiwen, dass een eng Mise en oeuvre vun enger Strategie nationale de sensibilisation géif maachen.

Duerfir géife mir Iech vläicht och nach eng Kéier encouragéieren, dës Terminologie unzepassen, soudass mer an enger grousser Majoritéit – ouni déi, déi verkennen, dass et awer kleng Ënnerscheeder an der Gesellschaft gëtt – hei kéinten dës Motioun zesumme matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Madamm Hartmann. Dann ass d'Madamm Bernard ugeschwat a si kritt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, absolut. Merci Iech alleguer fir Äre Feedback. Natierlech, an d'Madamm Hartmann sot et schonn, d'„Strategie“ ass am Titel. Et soll fir eis net dorunner scheitieren, datt „Programm“ net zu „Strategie“ géif ëmgeännert ginn am leschten Tiret.

Ech mengen – et geet hei ëm d'Saach –, datt et wichtig ass, datt mer eis wierklech deenen heite wichtige Punkten unhuelen. Dat si mer dës Mount ganz besonnesch de Leit schëlleg. Mee och doriwwer eraus, mengen ech, ass et héich Zäit, dass mer eis hei eng kloer Aktioun virginn. An ech sinn och frou ze héieren, dass d'Madamm Ministesch dat änlech gesäit, an datt schonn eng Rei Demarché gemaach goufen. Dozou kann ech nëmme felicitéieren a mir wäerten eis da freeën, hei och an der Chamber nach de Suivi ze maachen. A firwat net nach eng Kéier eng eenzel Debatt doriwwer féieren?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Da géife mer elo d'Motioun Nummer 5 zum Vott stellen, mat deem leschten Tiret, wou also d'Wuert „Programm“ duerch den Terme „Strategie nationale“ dann dee Moment ëmgeännert ginn ass.

Motion 5 modifiée

« relative à l'élaboration d'une stratégie nationale „santé de la femme“ »

La Chambre des Députés,

– *considérant que la santé publique se doit de prendre en compte les besoins de toute la population ;*

– *considérant que la santé féminine représente un enjeu crucial pour le bien-être des femmes et pour l'égalité des genres ;*

– *constatant que la santé demeure un domaine où les inégalités de genre persistent, tant au niveau de la recherche, de l'enseignement, du diagnostic que des traitements ;*

– *rappelant l'approche de la médecine genrée qui tient compte des différences entre les sexes en matière de prévention, de diagnostic et de traitement des maladies et qui reconnaît que les hommes et les femmes peuvent réagir différemment aux mêmes maladies, médicaments ou interventions médicales, en raison de variations biologiques, hormonales, génétiques et physiologiques, mais aussi de facteurs sociaux, culturels et environnementaux ;*

– *réaffirmant les nombreux engagements internationaux du Luxembourg, notamment ceux pris dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations Unies, en particulier l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), qui promeuvent une couverture sanitaire universelle et l'accès équitable aux services de santé, ainsi qu'un traitement adapté aux besoins spécifiques des femmes,*

invite le Gouvernement à

– *adopter une stratégie nationale en matière de santé féminine, sur base d'une approche holistique et intersectionnelle, afin de répondre aux besoins spécifiques des femmes tout au long de leur vie ;*

– *renforcer la formation des professionnel·le·s de santé sur les spécificités de la santé féminine en intégrant des modules sur les différences liées au genre dans les programmes de formation des études en médecine, en soins infirmiers et des professionnels de santé, et proposer des formations continues sur la prise en charge des maladies et conditions spécifiques aux femmes ;*

– *soutenir et promouvoir les recherches qui intègrent des échantillons représentatifs de femmes et d'hommes, afin de mieux comprendre les différences dans la réponse aux traitements, les effets secondaires et la progression des maladies ;*

– *favoriser une approche collaborative entre différentes spécialités médicales pour garantir que les enjeux liés au genre soient bien pris en compte dans toutes les disciplines ;*

– *adapter les pratiques cliniques pour améliorer la prise en compte des différences physiologiques et hormonales (p. ex. posologie, diagnostic différencié ...);*

– *améliorer l'accès aux soins de santé reproductive pour toutes les femmes en mettant l'accent sur l'accès à la contraception, la prévention des violences sexuelles, les offres autour de la grossesse et de l'accouchement, les offres de soutien en cas de fausse couche ainsi que la garantie d'un accès équitable aux services d'avortement dans le cadre de la législation en vigueur ;*

– *améliorer l'accès aux informations et aux soins de santé autour de l'endométriose et de la de la (péri)ménopause, qui ont le potentiel d'impacter fortement la santé et le bien-être physique, psychologique et social des femmes pendant une partie substantielle de leur vie ;*

– *mettre en œuvre une stratégie nationale de sensibilisation et de prévention sur des thématiques de santé touchant particulièrement les femmes avec des campagnes d'information adaptées et accessibles.*

(s.) Djuna Bernard, Marc Baum, Taina Bofferding, Meris Sehovc, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

Vote sur la motion 5 modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuracion. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiuonen. Dës Motioun ass also mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiuonen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Ricardo Marques) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

16. Résolution de Mme Djuna Bernard relative à l'instauration d'un Conseil citoyen « Pensionsreform »

(Résolution déposée en séance publique n° 41 du 10 octobre 2024 – à consulter au compte rendu n° 17/2023-2028 en page 58)

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, deen – an ech wollt dat awer virdu soen – elo net de leschte Punkt ass, well mer nach dräi Motioune hei op hu vun dem Projet de loi 8405, iwwert déi mer duerno nach mussen ofstëmmen, sou wéi mer dat virdrun ofgemaach haten.

Mee elo huet emol d'Madamm Djuna Bernard nach eng Kéier d'Wuert fir dese Punkt vum Ordre du jour iwwert d'Schafé vun engem Conseil citoyen „Pensionsreform“. Do huet den Auteur 5 Minuten an déi verschidde Fraktiounen och 5 Minuten, während d'Sensibilitäten 2 Minuten hunn an d'Regierung 5 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Gilles Baum, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. Madamm Bernard, elo hutt Dir d'Wuert.

Exposé

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Merci villmools, Här President. Keng Angscht, ech wäert net erëm freeze wéi d'lescht Kéier. Ech hat matkritt, datt ech verschidde Leit e bëssen erschreckt hat domat.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Chamber huet sech an der Vergaangenheet scho fir Biergerbedeelegung ausgeschwat. Eist Land huet ausserdeem positiv Erfahrung mam Klima-Biergerrot gemaach an och mam Biergercomité Lëtzebuerg. D'Ministesch Deprez huet de Consultatiounsprozess zu enger méiglecher

Pensionsreform lancéiert an invitéiert d'Biergerinnen an d'Bierger, a 500 Zeechen hir Meenung ze soen.

Dat geet eis net duer a mir mengen och, dass et eng gutt Geleeënheet ass, fir e Biergerkomitee en place ze setzen. Dëse soll natierlech, Madamm Ministesch, complémentaire zu Ären Initiative fonctionéieren a soll och dozou déngen, den Debat ze alimentéieren.

Mir fannen et wichteg, dass e potenzielle Biergerrot d'Diversitéit vun der Lëtzebuurger Gesellschaft, déi verschidde Alteren, Professionen an Originnen erëm spigelt an esou e representativen Debat gestärkt gëtt.

Dëse Biergerrot sollt eiser Meenung no bei der Chamber ugesidelt sinn. E sollt Experten zu Rot zéien, falls benéidegt, an uschléissend der Regierung wéi natierlech och de Sozialpartner an natierlech och eis konkret Proposen ënnerbreeden.

Mir hunn an de vergaangene Joren ëmmer erëm iwwer méi participativ Demokratie geschwat. Hei ass elo e wichtige Moment, wou mir als Chamber, begleet duerch eise wëssenschaftlechen Déngscht, kënnen de Grondstee leë fir vläicht och duerno eng méi permanent Struktur vun engem Biergerrot. Ech bieden dofir Iech allegueren em eng breet Ënnerstützung fir dës Resolutioun, fir dass mer dese wichtige Debat, deen eis, mengen ech, alleguerete betrëfft, och kënnen dobausse mat de Biergerinnen a Bierger féieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Déi breet Consultatiounen am Kader vum Pensionsdebat gi schonns wäit iwwert déi üblech Consultatiounen eraus, inklusiv Jugendorganisiounen. D'Bierger kënnen sech all um Website „Schwätz mat!“ abréngen, net nëmmen e puer Auserwielter am Kader vun engem Biergerrot. De Bols gëtt domadder schonns gefüllt bei de Leit. E Konsens an engem gesellschaftlech representative Biergerrot zur Pensionsfro ass an eisen Aen e bëssen onrealistesch. Et wäerten déi selwecht Propose komme wéi déi aus der consultativer Zivillgesellschaft.

Dat ware genau 499 Zeechen, well d'Madamm Bernard leschtens gesot hat ... Bei 500 huet se eng Paus gemaach. Ech wollt soen, ...

(Interruption)

... dat do ware 499 Zeechen a fir mech ass et schwieereg gewiescht, ofzeliesen, mee ech hunn dat esou gutt gemaach, wéi ech konnt.

(Interruption et hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir wäerten als CSV dat do net matdroen, well mir sinn nämlech der Meenung, dass dee grouse consultative Prozess, deen d'Madamm Deprez ugeleiert huet, gutt, richtig a wichteg ass an dass mer sollen Enn des Jores respektiv Ufank des Jores da kënnen iwwert déi Konklusioone schwätzen an dass dat elo eng Méiglechkeet ass, fir iwwert déi 500 Zeeche sech anzubréngen, a wou dat jo och resüméiert gëtt an domadder och public ass, wat domadder geschitt.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Dann ass d'Wuert fir den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Ech versti jo, dass d'Kolleege vun der Oppositoun ganz brennend drop waarden,

dass et an dem Dossier richtig lassgeet, dass se och iwwer eppes informéiert ginn. Ech géif proposéieren, mir loosse d'Diskussiounen elo mol ulafen, mir loosse se emol ufänken. Mir waarden, wat erauskënn bei deem consultative Prozess. Et ass e Prozess, deen d'Sozialpartner abënn. Et ass e Prozess, deen d'Jugendorganisiounen abënn. Et gëtt en Internet-site. Elo kann ee soen: „Jo, 500 Zeechen ass net genuch.“ Dat ass natierlech eng Meenung, déi een daërf hunn. Wéi gesot, ech ralliéiere mech dem Kolleeg Marc Spautz fir ze soen, mir sollten dat heiten net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Bofferding, et ass un Iech.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Also ech muss soen, dass ech et schued fannen, dass sech hei elo kee breede Konsens fënnt, fir dat heiten ze ënnerstëtzen, well iergendwou si mer eis allegueren eens, dass et gutt ass, dass d'Leit matdiskutéieren, dass d'Leit mat agebonne ginn. Et gëtt gesot: Hei ass eng breet Consultatioun. Iwwert de schwätzmat.lu kënnen d'Leit sech abréngen och iwwert déi 500 Zeechen. Fir Verschiddener geet dat duer, anerer hu méi matzedeele, do gëtt et vläicht e bësse méi enk.

Mee ech verstinn net, firwat elo déi Angscht do ass, fir nach e Schrëtt méi wäit ze goen. Dat heite soll jo näischt ersetzen. Dat heiten ass complémentaire. Et gëtt gesot: Niewent deem, wat eeben en place ass, soll nach esou e Biergerforum eeben agefouert ginn. Mir hate gutt Erfahrung gemaach mam Klima-Biergerrot. Dat war jo méi esou en éischte groussen Exercice, wou och Konklusioone doraus gezu gi sinn. An ech fannen éischter, dass dat eng Beräicherung fir d'Debatt ass. Dat soll och fir eis an eiser Aarbecht jo ënnerstëtzend sinn. Et soll eis och weider an den Iwwerleeunge bréngen. Grad wa mer wëlle breet consultéieren, fannen ech dat do als Zousaz ganz richtig.

Wichtig ass awer och, an dat ass och richtig, wéi et hei an der Resolutioun steet, dass dat muss encadréiert ginn. Dass do och mussen Expertinnen an Experte mat um Dësch sëtzen, déi dee Moment dat Ganz begleeden, well et mécht näischt, wann een elo seet: „Mir invitéieren elo d'Biergerinnen an d'Bierger, déi da Loscht hunn, eppes zur Pension ze soen, oder iergendwou mam Härz leien hunn. Da kënn Dir Iech emol hei manifestéieren.“ Nee, herno solle Konklusioone gezu ginn. Et soll och eppes Konstruktives erauskommen. Dat heescht och, dass een dat soll debattéieren an dass een dat net just fir d'Galerie mécht.

Mir als LSAP ënnerstëtzen all Forme vun der Biergerbedeelegung. Och um Lokale gouf et emol eng Innenministesch, déi jo do nei Formen och an engem Projet de loi festgeschriwwen huet. Dofir verstinn ech net, dass mer elo Angscht hei hunn, fir déi Leit, déi mer gäre wëlle consultéieren, iwwert deenen hir Zukunft mer herno da gegebenfalls wäerten decidéieren, dass mer net do bereet sinn, déi nach méi breet mat anzubannen. Dat fannen ech immens bedauerlech. Mee bon, et ass eeben hei erëm dat Majoritéit-Oppositious-Spillchen, wat mer hei ze spiere kréien.

(Interruption et hilarité)

An ech fannen et schued, dass et hei net em d'Saach geet. Au contraire. Mir wëllen all Biergerbedeelegung. Firwat stëmme mer dat do net mat?

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass et um Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, et gëtt jo dee berüümte Saz: „Wenn du nicht mehr weiterweißt, dann gründe einen Arbeitskreis.“ Dat hei schéngt mer e bëssen dat ze sinn. Hei wëssen déi gréng net méi weider an da gëtt alt e Biergerrot gegrennt. Da fénnt een alt iergendeppes do eraus mat Experten, déi deen da beroden, wéi wann dann do keng Experte sech géife souwisou mellen, fir an dee Biergerrot eranzekommen, wann dat Leit sinn, déi sech fräiwëlleg mellen. An da brauch een am Fong kee Biergerrot. Da kann een d'Experten et einfach esou froen. An déi wäerte sech jo souwisou warscheinlech, d'Experten hei am Land, an déi Debatt hei amëschen an hiren Avis zu allem oft genuch ginn. Dat kann ech mer virstellen.

Et wonnert mech dann awer och allgemeng, wéi hei argumentéiert gëtt an der Resolutioun. Bon, dass de Klima-Biergerrot e Succès soll gewiescht sinn, dat ass eng subjektiv Meinung. Dat gëtt natierlech vu ganz ville Leit trotzdem hei am Land net gedeelt. Dat konnt een och souguer an der Press bei verschiddene Journalisten esou liesen, dass déi dat net deelen. Dat ass jo ëmmer erëm awer och interessant.

Da steet hei, wat och interessant ass, an dat ass awer elo, mengen ech, de Clou e bëssen, dat hei: „La participation citoyenne constitue un principe fondamental de la démocratie.“ Ech wëll awer hei drun erënneren, och erëm d'Kolleege vun deene Gréngen, déi dat hei schreiwen, dass mer – an dat ass nach net esou laang hier – hei d'Fro hate bei der neier Verfassung, ob mer sollten e Referendum maachen. Och déi gréng haten de Referendum versprochen, wat jo eppes ass, wat méi dätilech demokratesch ass, wou all d'Bierger kënne mat ofstëmmen a mat kënne schwätzen a wou eng grouss Debatt kënn, déi d'Demokratie immens fërdert.

(Interruption)

Nee, do wollten déi gréng dat net an Dir wollt et och net. Mir wollten et an ech fannen, dat ass de richtige Wee an da soll een hei net schreiwen, dass een dat wëll héichhalen, déi demokratesch Wäerter vun der Participation citoyenne, an op där anerer Säit versprache Referenden dann awer ofsoen, well d'Leit kéinte jo net esou decidéieren, wéi ee selwer wëll.

Hei bei deem Biergerrot ass et jo kloer, ...

(Interruption)

... dat ass e bësse wéi beim Klima-Biergerrot. Et weess ee jo, wat dobäi erauskënnt. Et brauch ee just déi richtig Leit erauszesichen ...

(Interruptions)

... oder déi ze nennen, déi se sollen erausuchen. Et brauch een déi richtig Experten an da kënnst schonn iergendwéi dat eraus, wat ee wëll. An de Combel ass dann och nach, dass hei drasteet, dat hätt eng Légitimité démocratique. Also et huet näischt manner eng Légitimité démocratique wéi e Biergerrot, wou Leit sech einfach mellen an dann ausgewielt ginn, ob dat par hasard ass oder wat och ëmmer. Dat huet null Légitimité démocratique. Déi sinn net gewielt a si kënnen net ofgewielt ginn, wat ganz wichteg ass an der Demokratie, dass déi, déi schlecht Politick maachen, ofgewielt ginn, esou wéi et bei deene Gréngen geschitt ass virun engem Joer. Bravo!

(Interruptions)

Sou, an duerfir wäerte mer natierlech hei ganz gären als ADR op dee Biergerrot verzichten. Eise Biergerrot, dat sinn d'Bierger alleguer, déi, déi viele ginn. Et si si, déi decidéieren, wien hei sëtzt. Et si si, déi decidéieren, wat d'Politick hei am Land ass. An dass dat deene Gréngen net gefält, verstinn ech eeben, wann

ech kucken, wéi déi lescht Wale waren, mee dat ass eise Biergerrot.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also ech fannen, all Matbestëmmung an all Biergerbedelegung ass cool an dat sollt gemaach ginn. Dass d'ADR d'Bierger net wëll froen, hu mer elo alleguerte matkritt an notéiert.

Iwwregens kann ech och der ADR hir Theorie widerleeën. De Klima-Biergerrot, firwat war deen an der Press e bësse méi negativ eriwwekomm? Firwat hunn eigentlech och déi dräi Regierungsparteien en deemools net esou gutt fonnt? Ma well en Iddie bruecht huet, déi si guer net wollten ëmsetzen. Dat heescht de Klima-Biergerrot war deemools ..., et waren iwwer 50 Proposen. Duvunner si bal keng ëmgesat ginn, wann ee ganz éierlech ass. Dat ass och keng Biergerbedelegung!

Mee de Klima-Biergerrot deemools, esou wéi hei e Biergerrot, ass ergänzend. Ech mengen, dat hu vill Virriedner hei net verstanen. Et ass ergänzend. Dee Biergerrot soll jo net d'Regierung ersetzen. E soll keng Tripartitt oder soss iergendeppes ersetzen. Et ass eng Ergänzung, dass déi op eng demokratesch Aart a Weis – an déi Leit ginn ausgewielt, wann een d'Konzept vun engem Biergerrot verstanen hätt – kënne Propose maachen. An et ass herno un der Politick, déi Proposen unzehuelen oder net, esou wéi jiddereen aneren déi och ka maachen.

A fir eis als Piraten ass dat en Deel vun där Biergerbedelegung an där Matbestëmmung, déi mer an deem Land brauchen. Well et ass jo näischt méi frustrierend, wéi wann een herno vun ausserhalb iwwer seng Pensionen entscheet kritt. Nee, d'Leit solle matbestëmmen. D'Leit solle kënne soen: „Hei, mat menge Pensionen hätt ech gär, dass dat an dat geschitt. Dat dote si meng Proposen.“ Ob se herno majoritéitsfäeg sinn, ob herno an engem demokratesche Prozess déi Iddi ëmgesat gëtt, dat ass jo herno eréischt de Prozess. Hei geet et elo mol ëm e Biergerrot, wou ee kann eppes maachen.

Déi 500 Zeechen, wou ee ka froen, do kann ee laang driwwer diskutéieren. Iwwregens, d'Petitionen um Chambersite sinn och begrenzt an den Zeechen. Dat waren dann déi aner Parteien, déi dat agefouert hunn. Ech fannen awer, dass mer sollten higoen an all Méiglechkeeten, déi mer hunn, fir méi Biergerbedelegung ëmsetzen, dass mer dat sollte maachen. An dofir stëmmen ech déi Resolutioun och mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Wagner. An duerno huet d'Madamm Bernard nach als Auteure d'Wuert och gefrot. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dat Spill Opposition-Majoritéit e bësse sprengen, mir wäerten nämlech déi Resolutioun net matstëmmen. Ech erklären dat awer och.

De Verglach mam Klima-Biergerrot kann een an eisen Aen net maachen. Et gëtt eng Klimakris, déi ass objektiv, déi ass wëssenschaftlech beluecht an et muss een erauskommen. An et ass net falsch, wann een och d'Biergerinnen an d'Bierger matabënnt op eng real Aart a Weis an dofir muss ee kënnen derfir sinn.

Par konter, wat d'Pensiounsreform ugeet, do gëtt mat ville Fakenews hantéiert säitens der Regierung, säitens gewëssene Lobbyen, zum Beispill där vun den Zousazpensionen, vum Patronat et cetera, et cetera.

Et gëtt keng Pensiounskris. Et gëtt eng Klimakris, et gëtt keng Pensiounskris.

Mir wäerten deemnächst och nach, wann Der wëllt ... Mir kënnen dat beleeden. D'Chambre des Salariés beleet dat, d'Gewerkschafte beleeden dat an esou weider. D'Pensione si finanzierbar! A wa se net méi finanzierbar sinn, da gëtt et Mëttelen, wéi zum Beispill den Deplafonnement vun de Cotisatiounen et cetera an esou weider. Mee mir hunn e gudder Regime général, dee gutt funktionéiert an dee weiderhi muss gestärkt ginn.

Par konter, elo déi Manip vun der Regierung, fir de Leit ze erlaben, 500 Zeechen ze schreiwen, dat ass eng Manipulatioun. A fir ze maachen, wéi wann et iergendwéi objektiv Gréng géif ginn, fir a Wierklechkeet deen éischte Pilier ze schwächen – well dat ass jo dat, wat d'Regierung scho viru Méint gesot huet – zugongschte vum zweeten a vum drëtten Pilier, do si mer der Meinung, dass dat net gutt ass. An dofir wëlle mer awer och warnen do virdrun, wann een esou fir dee Biergerrot plädéiert. Dat klengt gutt, mee a Wierklechkeet spillt een dat Spillche mat.

An éierlech gesot, e puer Lobbyiste vun den Zousazpensiounen vläicht gläichzestelle mat engem Biergerrot, mat Gewerkschaftsvertrieeder, déi Zéngtausende vu Leit representéieren – an zënter de leschte Sozialwahlen nach méi representéiere wéi viru sechs Joer, dat vergiesse gewësse Leit a Wierklechkeet och ze soen –, dat geet net!

Dat heescht, et ass a Wierklechkeet eng falsch gutt Iddi. Et gëtt keng Pensiounskris! Et gëtt eng Klimakris. A wa mer wëllen doriwuer diskutéieren, da brauch ee just deene richtige betreffenen Experten nozelauschten, notamment de Gewerkschaften an der Chambre des Salariés.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann ass d'Wuert nach fir d'Auteure vun der Resolutioun, d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Jo, villmools merci. Ech probéieren, kuerz op all d'Riedner anzegoen.

Par rapport zu der CSV: Ech sinn e bëssen enttäuscht vun Ärer Positioun, well ech hat d'Gefill, dass d'Madamm Ministesch wierklech do op en oppenen Dialog gesat hätt. Da wier dat heiten duerchaus eppes, wat ee Facteur vu ville gewiescht wier. Ech verstinn net wierklech d'Argument, firwat dat net ka complementaire zu deem sinn, wat Dir en place gesat hutt.

Par rapport zu der DP kann ech just soen: Entschëllegt, mee Dir hat emol de soi-disant „Klima-Premier“, deen de Klima-Biergerrot en place gesat huet. Dat war mol eppes, wou ee vläicht stolz drop war als DP. Dir nennt Iech Demokratesch Partei. Wann Der hei net derfir sidd, dann, mengen ech, mussst Der Iech vläicht just nach Partei nennen.

(Interruptions)

Par rapport zu ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

Par rapport zu der Positioun ... Jo, Här Baum, ech ...

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, nee, et ass elo net ... Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert an Dir schwätzt elo eleng!

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Merci. Par rapport zu der Positioun, déi den Här Keup ageholl huet: Mir huelen zur Kenntnis, Här Keup – Dir als soi-disant Partei, déi ëmmer erëm d'Basisdemokratie esou no vir setzt –, wat Är wierklech Positioun ass. Also, ech mengen, do kann ee sech just nach wonnere.

Ech hunn och d'Gefill, dass Der an Ärem klengen Exposé absolutt bewisen hutt, dass Der net verstanen hutt, wat d'Konzept vun engem Biergerrot ass. Ech si frou, dass den Här Goergen Iech do, mengen ech, op enger Rei Punkten eng kleng Nohëlleflektioun erdeelt huet. Mee dont acte. Dass Der Iech net mat dësem System auserneegesat hutt, dat fannen ech schued, an, wéi gesot, iwwerdenkt vläicht nach eng Kéier Äre Slogan zur Basisdemokratie.

Par rapport zum Kolleg Wagner hei: Ech mengen, mir wëllen op kee Fall d'Roll vun de Sozialpartner hei klengschwätzen. Et soll den Debat alimentéieren, et soll e Support sinn. Natierlech ass dat doten eng wichteg Diskussioun, déi hei tëscht de Sozialpartner an der Regierung och soll hir Plaz fannen. Fir awer ze soen, dass e Biergerrot nëmme a Krisenzäite kann tagen, dat fannen ech e bësse schued. E Biergerrot, mengen ech, muss doriwwer eraus kënnen zu villen Theeme Positioun huelen, ob se elo eng Kris sinn oder net.

An da wëll ech just zum Schluss nach soen: En Deplonnement vum Pensionsregimm ass och eng Modifikatioun. Fir also elo nëmme déi Sujeten erauszehuelen, déi Iech hei arrangéieren, fannen ech elo och e bëssen ze kuerz gegräff an där heiter Diskussioun.

Bon, ech sinn enttäuscht. Ech ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir musst zum Schluss kommen, Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | Ech kommen zum Schluss, Här President.

Ech sinn enttäuscht. Ech mengen, dass d'Regierung hei op zwee konkrete Projete gewisen huet, datt se d'Basisdemokratie an d'Biergerrot konkret notze konnt. Hei wier eng Chance gewiescht, wou mir eis als Chamber deem hätte kënnen unhuelen. Et ass schued, dass d'Majoritéit dat net wëllt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Madamm Bernard. Et ass elo nach eng Wuertmeldung do.

M. Gilles Baum (DP) | Ech wollt d'Madamm Bernard berouegen ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt nach e wéineng Zäit, dofir ganz kuerz.

M. Gilles Baum (DP) | Ech wollt d'Madamm Bernard berouegen. Mir wäerten eisen Numm net änneren. Ech mierken awer, dass déi gréng eis e bëssen erausgesicht hunn als Sparringspartner.

Ech wollt Iech just soen: 2023 huet d'Demokratesch Partei – d'Demokratesch Partei! – bei de Gemengewale gewonnen, an d'Demokratesch Partei huet bei de Landeswale gewonnen.

Une voix | An déi gréng?

M. Gilles Baum (DP) | An dat kann ee vun Ärer Partei net soen!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Elo sidd Der um Niveau vun der ADR ukomm, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Dat kënn vir am Liewen, ...

(Interruptions et brouhaha)

... mee dann hält ee sech mat gudder Rotschléi, Madamm Bernard – an dat do war kee gudden! –, e bëssen zréck.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Elo komme mer erëm zum Sujet zréck an de Sujet ass d'Resolutioun vun der Madamm Bernard. An dozou ass, mengen ech, elo

keng Wuertmeldung méi do, also géinge mer déi elo zum Vott stellen.

Vote sur la résolution

Ech fänken de Vott un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Wann Der nach e klengen Effort bei de Procuratiounen maacht, da si mer geschwënn esou wäit. Et bougéiert näischt méi. Probéiert emol nach, well et feelt nach deen een oder deen aneren. Dat ass net de Fall. Gutt, da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat ass: Jo: 16 Stëmme, Neen: 42 Stëmme. Dës Resolutioun ass also ofgeleent mat 42 Neestëmme géint 16 Jo-Stëmme.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nathalie Morgenthaler) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

17. 8405 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (suite)

Motions (suite)

An da komme mer zu dem effektiv leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour. Dat sinn nach déi dräi Motiounen, déi beim Projet 8405 iwwert d'Verlängerung vun de Bähëllef fir klimafrëndlech Investitiounen vun Här Marc Goergen deposéiert gi waren a wou gefrot gi war, datt mer déi zum Schluss vun eiser Sitzung géinge maachen.

Motions 1 à 3

Här Goergen, wëllt Dir nach zu deene Motiounen d'Wuert huelen?

(Interruption par M. Marc Goergen)

Dir wëllt hannendrun d'Wuert huelen. Jo, dann ass et un der DP. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Déi éischt Motioun vun de Piraten betrëfft d'Aspeistariffer bei Fotovoltaikanlagen. Do ass ze preziséieren, dass mer haut zwee Modeller hunn. Entweder wäit een de staatlech garantéierten Tariff, deen Der an

Ärem éischten Tired uschwätzt. Hei kritt Der e garantéierte fixen Tariff an dann hutt der manner Investitiounshëllef.

An deen zweeten, dat betrëfft Ären zweeten Tired, dat ass dann de variablen Tariff, mee dee gëtt awer vum Marché fixéiert. Dat heescht, do proposéiert Der am Fong oder fuerdert Der d'Regierung u sech op, dass hei d'Regierung soll intervenéieren. Et sinn awer d'Fournisseurs an de Marché, déi hei dee Präis determinéieren, soudass ech reng aus deem Grond géif menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmme.

Ech géif awer nach derbäisoen, dass trotzdeem bei dem fixen Tariff – dat heescht bei der éischter Méiglechkeet – aktuell eng Analys gemaach gëtt, awéifern een deen Tariff kann upassen. A mir géife ganz gären déi Analys do ofwaarde fir ze kucken, ob deen Tariff eventuell dann nach eropgehewe gëtt. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Si soss nach Wuertmeldungen zu dëser Motioun? Den Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, déi Motioun rejoinéieren e bëssen dat, wat och an där Motioun vun deene Gréngen dran ass.

Déi drëtt, do geet et ëm d'Batterien, fir do eng Subventioun anzeféieren. Dat, mengen ech, ass eppes, dat mir, wéi ech gesot hat, och géife supportéieren. Dat heescht, déi kënnen mer matdroen.

Bei der zweeter, do geet et drëm, u sech och ze berücksichtegen, dass d'Leit schonn investéiert hunn an eng Fotovoltaikanlag, an deem och Rechnung ze droe bei der Tarifikatioun.

An déi éischt Motioun ass, mengen ech, och schonn ofgedeckt duerch déi Motioun vun deene Gréngen, dans une certaine mesure. Dat hei sinn dräi Motiounen, déi mer och kënnen esou mat supportéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci de Piraten fir dës Motiounen.

Ech denken, et ass e bëssen eng Mëschung an deene verschidde Motiounen, wou verschidde Saachen interessant sinn an ech bei aneren den Androck hunn, dass e puer Saachen net esou kloer sinn oder zum Deel och e bëssen duerjerneegeheit ginn.

Déi éischt Motioun, do géing ech soen ... Also eis Approche ass, dass mer do éischer géingen en faveur si vun enger Approche, déi d'Autoconsummatioun och wierklech encouragéiert, wat dee Wee ass, deen hei am nützlichste wär, quitte dass mer Sympathien hu fir staark Aspeistariffer. Et gëtt awer net nëmme een, et gëtt der méi. Et ass an deem Sënn och net ganz richtig, wat do an der Introduktioun steet.

An dat Zweet, dass mer tatsächlech bei dem selwer produziéierter Strom sollen e minimalen Aspeistariff hunn, do hunn ech meng Zweifel, ob dat wierklech netzdénglech ass, an dat déngt och net onbedéngt zur Stabilisatioun vum Netz. Ben, do wär ech virsiichteg, also do hätt ech meng Virbehalter.

An dofir géife mer déi éischt Motioun tel quel net kënnen matzestëmme, obwuel mer der Meenung sinn, dass Elementer dra sinn, déi een duerchaus kéint diskutéieren, zum Beispill an enger Kommissioun.

Déi zweet Motioun, do si mer an enger Situatioun, wou mer probéieren, ...

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mir sinn zwar elo nach bei der éischer.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ech wéilt zwar déi dräi ...

Une voix | Den Här Fayot huet déi dräi matenee geholl.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, dann ...

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Et waren der dräi, mee mir kënnen et awer andeelen.

Une voix | Nee, nee.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, kommt, mer maachen déi dräi mateneen, vu datt et owes spéit ass. Vu datt d'Madamm Hartmann nëmmen zu enger geschwat huet, kritt si dann duerno nach eng Kéier d'Wuert. Madamm Welfring, da maacht déi dräi mateneen.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, ech hu bei där zweeter den Androck, dass do e puer Saache matenee vermëscht ginn, dass zum Deel d'Netzkäschten an d'Stroumkäschten, also d'Stroumtariffer, matenee vermëscht ginn an awer och d'Consummation an d'Hierstelle vun deem Elektresch. Dat heescht do ass et net ganz kloer bei deem éischte Punkt.

Deen zweete Punkt, dee kéint een esou mat ënnerstëtzen. Dat geet och an déi Richtung wéi dat, wat mir an eiser Motioun haten: dass mer soen, dass Leit, déi eng Wärmepompe hunn oder en Elektroauto, sollen Tariffer proposéiert kréien, déi ausserhalb vun de Spëtzestonnen eebe favorabel si fir déi doten Technologien.

An déi drëtt kënne mer och matdroen, fir et kuerz ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Ech kucken nach, ob soss nach een anere wéilt d'Wuert hei froen. Dat schéngt mer net de Fall ze sinn. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Hartmann an duerno fir den Här Goergen.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci nach eng Kéier, Här President. Also, bei der zweeter Motioun, do hu mir schon e Problem an engem vun de Consideranten, well den zweete Considerant schwätzt nämlech dervunner, dass den ILR an och d'Stroumbedreier wäer warnen. Dat ass net de Fall. Dat ass vum Marché aus komm, soudass dat net ganz richtig ass.

An da geet et an dës Motioun och erëm ëm dat, wat och virdrun d'Motioun vun der Madamm Welfring ugeschwat huet, nämlech ëm déi Formel an ëm d'Berechnung vun den Netzkäschten. An do si mer dann nees bei der Kompetenz vun engem ILR, wéi ech et virdrun och schon explizéiert hunn. Dat heescht, mir sinn net an enger Kompetenz vun der Regierung. An duerfir géif ech hei proposéieren, dës Motioun an deem Sënn och net matzedroen.

An da bei der drëtter Motioun ass et och änlech wéi bei der Motioun vun der Madamm Welfring. Do hat ech gesot, dass mer jo och schon an der d'Kommissioun driwwer geschwat haten, dass verschidden Aiden nach géifen diskutéiert ginn, fir och ugepasst ze ginn. Dir schwätzt elo hei eng spezifesch Aide un. Dat Ganzt ass awer an engem Paquet ze consideréieren, wou gekuckt gëtt, wou eventuell nach kéinten zousätzlech Incitante geschafe ginn, fir d'Leit eeben ze ënnerstëtzen, verschidden Investitiounen och weiderhin ze maachen.

An duerfir wär eis Proposition hei och déi – wéi et virdrun och bei där anerer Motioun gemaach ginn ass –, dës Motioun hei net ze ënnerstëtzen. An ech géif Iech da verweisen op déi Diskussiounen, déi mer

schon an der Kommissioun haten an och an der Ekonomieskommissioun wäerte weiderféieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet d'Wuert elo den Auteur, den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech fänke bei där éischer un. Dir hutt vun de staatlechen Tariffer geschwat. Et ass richtig: Déi eng leet der fest, déi aner si variabel. Wa mer elo mol ufänken ze kucken, dann ass et esou, dass d'Regierung jo bewosst méi Subsid gëtt, wann een herno zu engem variabelen aspeist. Dat ass e Choix, dat ass e politesche Choix. An déi fest, do ass et awer esou, dass se och erofgaange sinn. 2023 bei 14, 15 Cent ugefaangen, wäerte se elo, 2025, op 0,1291 Euro erofgoen. Dat heescht, do kritt ee manner. Dat ass elo net dramatesch. Ech hätt zwar léiwer, se géifen eropgoen, well de Stroumpreis jo eropgeet. Mee dat, wat ee vun Iech garantéiert kritt, dat si jo déi garantéiert Präisser, déi ginn erof.

Vill méi schlëmm ass et awer bei deenen, déi variabel sinn. Wann een déi Variabel kuckt ... Ech hunn elo einfach d'ganz Statistik hei. Se ass vun engem grouse Konzern hei zu Lëtzebuerg, dee Stroum liwwert. En ass orange, da kënnt Der Iech denken, wien dat ass. Am Mee 2022 hutt Der zum Beispill 12,1 Cent fir Äre Stroum kritt. Dann hutt Der d'lescht Joer nach 4,28 Cent kritt, dee selwechte Mount, déi selwecht Konditiounen fir Är Anlag. Dat heescht, einfach mol duerch dräi gedeelt!

An dann hutt Der d'äst Joer nach 2,53 Cent kritt, fir dee selwechte Stroum vun Ärer Solaranlag, während de Stroumpreis an d'Luucht gaangen ass! An et ass dat, wat ech verhënnere wëll.

Ech wëll verhënnere, dass déi Leit, déi an eng Solaranlag investéiert hunn, dru gegleef hunn, elo quasi ofgeknappt ginn! Well Dir hutt eng schéi Linn. Dat huet een op kenger Stroumrechnung, dass all Mount den Tariff anescht ass vum Stroum, deen ee konsuméiert, mee wann Der e verkaaft, ass et esou. Do geet een dramatesch erof. Vun 12 op 2 Cent si se erofgaange bei deem, wat déi Leit kréie fir hire Stroum.

Dofir ass d'Iddi gewiescht, dass een déi Leit schützt. Ob dat herno e minimale Sockel ass, ob ee mat deene Betriber schwätzt, wou de Staat och nach Aktionär ass, dat ass alles oppen. Et geet just drëm, dass déi Leit net bestrooft ginn, déi deemools eng Solaranlag gemaach hunn an elo vun 12 op 2 Cent gaange sinn. Dat war a sech d'Iddi derhannert.

An de staatlechen Tariff, do hutt Der jo gesot, dass Der deen nach eng Kéier wéilt kucken. Also ech si gäre bereet ze soen, dass deen an d'Luucht soll goen, well och do ass et esou: De Stroumpreis geet an d'Luucht, mee dat, wat Der verkaaft, net. Et ass a sech e bëllege Subsid, deen Der de Stroumfournisseure gitt. An en plus nach vum Staat gesteiert, well Der méi Subsid kritt, wann Der en an de Variabele gitt, wou Der awer herno näischt erëmkritt.

Beim der zweeter ass et esou – dat hat ech virdrun a menger Ried schon erkläert –, dass elo déi Leit bei d'Lisette gelooss ginn, déi eng Wärmepompe oder en Elektroauto hunn. Bon, et mécht herno kee Sënn méi, deen ze lueden. Dat ass nun emol sou, well dann dee Moment, wou Der luet, Är Moyenne esou wäert eropgoen an da gitt Der nach eng Kéier bestrooft an Der bezuelt méi.

Dat ass e politesche Choix, dee geholl ginn ass. Dir kënnt Iech ëmmer hannert dem ILR do verstoppen, dat ass awer net onbedéngt meng Meenung. Och do misst Der méi Zänn weisen als Regierung a vläicht

d'Leit schützen virun esou engem Abus, dass d'Präisser an d'Luucht ginn.

Dann d'Stroumspäicherer: Dir kënnt elo iergendeng Kéier d'nächst Joer doriwwe schwätzen, mee dat anert kënnt awer elo den 1. Januar. An déi Leit, déi eng Solaranlag gemaach hunn, déi wousste jo net, dass dat géif kommen. Wann ee virdrun eng Solaranlag gemaach huet, war dat a sech méi interessant, well jo de Konsum, also de Stroum, deen een erëm akaaft huet, wann een e selwer net produzéiert huet, ëmmer de selwechte Präis hat – fir Iech dat ze erklären. Elo geet den ILR hin, net Dir, a seet: „D'Moyenne!“ A wann een da méi konsuméiert, muss ee méi bezuelen. Also wier et fir eng Stroumanlag a sech dat Besch, wann een en Akku géif kréien.

Elo kënnen déi Leit awer net vum Subsid profitéieren, wa se en Akku nobauen, wat jo total onlogesch ass, well et kascht Iech genau dat selwecht, ob een en direkt agesat huet oder net.

Dofir war hei d'Iddi, dass ee seet: Mir ginn hin, fir deenen, déi schon eng Solaranlag hunn, wann déi elo en Akku wëllen nobauen, entgéintzekommen, well déi d'Netz jo entlaaschte wëllen, sou dass déi deen Akku hätten. A soumat kéinte se mathëllefen, fir dass d'Netzer entlaascht ginn. Dat war eigentlech d'Iddi derhannert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat ass dann elo och dës Debatt ronderëm déi dräi Motiounen ofgeschloss.

An ech géif d'Motiounen awer net zesammen, mee eng no där anerer, zum Vott hei stellen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. An de Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 16 Jo-Stëmme, 40 Nee-Stëmme a 4 Abstentiuonen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme bei 16 Jo-Stëmme a 4 Abstentiuonen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloeser (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Dan Biancalana), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jeff Boonen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Vote sur la motion 2

Da komme mer zu der Ofstëmmung iwwert déi zweet Motioun vum Här Goergen. An och do fänkt de Vott un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 16 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, 4 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 16 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Dan Biancalana), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter

(par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Vote sur la motion 3

An dann déi lescht Motioun, d'Motioun Nummer 3 vum Här Marc Goergen. Och do maachen ech de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott och do ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 0 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Dan Biancalana), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ; MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Alex Donnersbach), Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Paul Galles) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Domat si mer dann um Enn vun der Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 13. a 14. November 2024 virgesinn.

An d'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.59 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Accidents cardiovasculaires au Luxembourg	0803	Sven Clement	50	Discours lors des remises de diplômes dans les lycées	1034	Fred Keup	58
Rapport du Service de médiation scolaire	0882	David Wagner	51	Heures de travail supplémentaires prestées au Luxembourg	1035	Marc Baum	58
Problèmes de communication, entre la direction et le personnel, au sein du Lycée Josy Barthel à Mamer	0931	Francine Closener	51	Impact de la nouvelle loi sur les associations sans but lucratif	1036	Marc Spautz, Françoise Kemp	58
Programme « oneZone »	0971	Jeff Boonen	52	Réforme du dispositif du chèque-service accueil (CSA)	1037	Claire Delcourt	59
Programmes de dépistage des cancers du sein et colorectal	0982	Mars Di Bartolomeo	52	Nouveau radar fixe à Saeul	1038	André Bauler, Luc Emering	59
Per- et polyfluoroalkylées ou « PFAS »	0994	Claire Delcourt	52	Bénéficiaires d'un complément pour pension minimum	1040	Marc Baum	59
Pénurie de personnel soignant qualifié dans le domaine de la santé mentale et de la psychiatrie	0998	Marc Baum	53	Panne informatique globale du 19 juillet 2024	1041	Franz Fayot	60
Responsabilité des huissiers de justice lors de l'accomplissement de leurs missions	1010	Dan Hardy	55	Jugement du 19 juillet 2024 de la Cour internationale de justice au sujet de l'occupation des territoires palestiniens par Israël	1042	Franz Fayot, Yves Cruchten	60
Personnel paramédical	1017	Laurent Mosar	55	Prolongation du délai de détention préventive	1043	Carole Hartmann	61
Formation des fonctionnaires à la transition écologique	1021	David Wagner	56	Fonds de compensation	1044	Sven Clement	61
Recommandation de l'ADAC concernant le cannabis au volant	1030	Nancy Arendt épouse Kemp	56	Crédit d'impôt location	1045	Marc Goergen	61
Inscription dans une structure d'éducation et d'accueil (SEA)	1031	Claire Delcourt	56	Participation de l'État aux centres nationaux sportifs	1046	Sven Clement	61
Création d'un observatoire de la délinquance	1032	Dan Biancalana	57	Exercice de l'autorité parentale dans le cas de divorce	1047	Sven Clement	62
Décision du conseil communal de Hesperange relative au recrutement d'un employé communal pour le poste de « coordinateur du pacte communal »	1033	Meris Sehovic	57	Défauts constatés dans des logements commercialisés par la SNHBM	1048	Marc Goergen	62



Utilisation du Taser par la police	1049	Tom Weidig, Fred Keup	63	Quai et esplanade de Remich	1083	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	76
Emprunts obligataires privés	1050	Franz Fayot	63	Hélicoptères de sauvetage	1084	André Bauler	77
Exploitation d'un bar à vin dans la zone verte	1051	Franz Fayot, Claire Delcourt, Paulette Lenert	63	Élection présidentielle au Venezuela	1085	Laurent Mosar	77
Bâtiments de l'Administration des contributions directes	1052	Diane Adehm	64	Gestion locative sociale (GLS)	1086	Marc Goergen	77
Personnel de l'Administration des contributions directes	1053	Diane Adehm	64	Rapatriment des réfugiés	1087	Paul Galles	78
Conditions de logement insuffisantes	1054	David Wagner	64	Nationalité des prisonniers	1088	Fred Keup	78
Adresse de référence	1055	Franz Fayot	65	Réclusion à vie	1089	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	78
Exécution des décisions de déguerpissement	1056	David Wagner, Marc Baum	65	Nouveau radar au lieu-dit Pulvermühle	1090	Jeff Engelen	79
Règlement relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (AMLR)	1057	Laurent Mosar	65	Statuts du fonctionnaire et de l'employé de l'État	1091	Djuna Bernard	79
Garantie locative	1058	Marc Goergen	66	Projet « Supply4Future »	1092	Djuna Bernard	80
Recours à du personnel intérimaire pour les besoins de la Caisse nationale de santé	1059	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	66	Obligations de l'OTAN dans le transport ferroviaire	1093	Marc Goergen	81
Vols commerciaux avec un seul pilote aux commandes	1060	Mars Di Bartolomeo, Francine Cloesener	66	Vols commerciaux anti-incendie	1094	Mars Di Bartolomeo	81
Évolution des deniers publics octroyés depuis 2018 aux communautés religieuses agréées par l'État	1061	André Bauler	67	Fuite des données auprès de l'ILR	1095	Marc Goergen	81
Comportement dangereux des conducteurs	1062	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	67	Scarabée japonais	1096	André Bauler, Luc Emering	81
Supervision et contrôle des associations qui reçoivent des deniers publics	1063	Laurent Mosar	68	Acquisition de voitures par la Police grand-ducale	1097	Marc Goergen	82
Implication des parties prenantes dans la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC)	1064	Joëlle Welfring	68	Bus du TICE	1098	Marc Goergen	82
Détection des contenus générés par l'intelligence artificielle à l'école	1065	Meris Sehovic, Djuna Bernard	68	Frais engendrés par le TICE	1099	Marc Goergen	83
Utilisation de systèmes réutilisables lors d'événements publics	1066	Joëlle Welfring	69	Détournement de fonds chez Caritas	1100	Djuna Bernard	83
Imprimés publicitaires sur les véhicules et dans les boîtes à lettres	1067	Joëlle Welfring	69	Fuite de données auprès de l'ILR	1101	Diane Adehm	84
Activités internationales de Caritas Luxembourg	1068	Marc Baum	70	Prise en charge de prothèses dentaires	1102	Corinne Cahen, Carole Hartmann	84
Niveau d'inondation à Bollendorf-Pont	1069	Carole Hartmann, Gusty Graas	70	Accidents de vélo	1103	Nancy Arendt épouse Kemp	84
E-Scooter	1070	Nancy Arendt épouse Kemp	70	Tapinoma magnum	1104	André Bauler, Luc Emering	85
Réduction des subsides pour les « Green Events »	1071	Joëlle Welfring	71	Taux d'intérêt du prêt étudiant	1105	Mars Di Bartolomeo	85
Menace d'une opération turque en Israël	1072	Marc Goergen	71	Statistiques sur la criminalité	1106	Tom Weidig, Fred Keup	85
Renforcement du partenariat entre le Luxembourg et le Rwanda dans le domaine de la coopération au développement	1073	Joëlle Welfring	71	Demandes d'indemnités de chômage de travailleurs indépendants	1107	Corinne Cahen, Carole Hartmann	86
Espérance de vie	1074	Marc Spautz	72	Fièvre catarrhale	1108	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	86
Détournement de fonds chez Caritas	1075	Joëlle Welfring	72	Réfugiés afghans	1109	Fred Keup	86
Contrôle technique	1076	Jeff Engelen	73	Affaire Caritas	1110	Franz Fayot, Taina Bofferding, Claire Delcourt	87
Encadrement des sportifs dans le domaine de l'alimentation	1077	Jeff Engelen	73	Diffusion de fausses informations sur les réseaux sociaux	1111	Laurent Mosar	88
Qualité des services offerts par Luxair	1078	Jeff Engelen	73	Mort de cinq chiens dans une pension canine luxembourgeoise	1112	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	89
Soutien pour le sport de haut niveau	1079	Jeff Engelen	74	Gestion locative sociale dans le cadre de l'affaire Caritas	1113	Sven Clement	89
Algues bleues	1080	Joëlle Welfring	74	Eau potable	1114	André Bauler, Luc Emering	90
Promotion de la finance durable	1081	Sam Tanson	75	Programmes de dépistage précoce des cancers	1115	Djuna Bernard	91
Compétences linguistiques dans la fonction publique	1082	Fred Keup	76	Congé collectif dans le secteur du bâtiment	1116	Taina Bofferding, Georges Engel	91
				Travailleurs handicapés	1117	Sven Clement	91
				Présence des chrysophycées dans les eaux au Luxembourg	1118	Gusty Graas	92
				Organisation de tombolas par des maisons des jeunes	1119	Marc Goergen	92

Mort de cinq chiens dans une pension canine luxembourgeoise	1121	Marc Goergen	92	Code vestimentaire à la piscine	1128	Nancy Arendt épouse Kemp	97
Comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement	1122	Marc Goergen	93	Nationalité des patients	1129	Alexandra Schoos, Fred Keup	97
Conduite autonome	1123	Marc Goergen	93	Fonds du logement	1130	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	97
Protection internationale	1124	Corinne Cahen, Gusty Graas	95	Congés collectifs dans le secteur du bâtiment	1131	Marc Baum	98
Intervention de la police lors d'une rave-party illégale près du lac de la Haute-Sûre	1125	Gusty Graas, André Bauler	96	Liste d'exclusion de LuxFLAG	1132	Sam Tanson, Joëlle Welfring	98
Intervention de la police lors d'une rave-party illégale près du lac de la Haute-Sûre	1126	Fred Keup, Jeff Engelen	96	Maison du Luxembourg à Paris lors des Jeux olympiques	1136	Liz Braz, Georges Engel	99
Fermeture imprévue de la piste de décollage et d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg	1127	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	96				

Accidents cardiovasculaires au Luxembourg | Question 0803 (28/05/2024) de M. Sven Clemente (Piraten)

Zu Lëtzebuerg hunn ongeféier all Dag 4 Leit e Schlaganfall. E Schlaganfall gehéiert zu den Erkrankungen vum Häerz-Kreeslaf-Erkrankungen, déi déi heefegst Doudesursaach hei am Land duerstellen. Laut den Zuele vun der Santé ware cerebrovaskulär Erkrankungen 2022 d'Ursaach fir 5,4 Prozent vun allen Doudesfälle hei am Land. E Schlag féiert awer net ëmmer zum Doud a vill net ugebuere Behënnerunge sinn of Folleg vun engem Schlag.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit maache pro Joer zu Lëtzebuerg e Schlag? Wéi vill vun hinne ginn dono a Lëtzebuerg Klinicke behandelt? Wéi vill dovun landen an enger sougenannter Stroke Unit?

2. Wat ass d'Altersstruktur vun dësen Patient:innen a wéi verdeelt se sech statistesch (Moyenne, Median, Quartillen)?

3. Kann d'Ministesch bestätegen, dass 60 % vun dësen Patient:innen duerno op eng Reha-Moosnam ugewise sinn?

4. Wéi gesäit d'Prise en charge no der Intensivphas aus? Ënnerstëtzen d'Klinicken d'Patient:innen an hir Famillje beim Iwwergang an eng Reha-Arriichtung a wann se nees heem ginn?

- Wa jo, wéi gesäit dës Ënnerstëtzung aus?
- Wann nee, wien ass dofir zoustänneg?

5. Wéi laang dauert am Duerchschnitt eng Behandlung no engem Schlag? Wéi vill Prozent vun de Patient:innen kënnen duerno nees heemgoen? Wéi vill Prozent ginn duerno an en Alters- oder Pflegeheim iwwerwisen?

6. Wéi vill Schlagpatient:inne ginn aktuell am nationale Rehazenter a wéi vill an enger anerer Reha-Arriichtung behandelt? Wéi ass jeeeweils d'Altersstruktur vun dësen Patient:innen?

7. Wéi vill Schlagpatient:inne ginn aktuell am Ausland behandelt? Besti Konventiounen oder eng aner Form vun Zesummenaarbecht tëscht lëtzebuergesche Klinicken an auslännesche Rehazentere? Wa jo, wéi gesäit dës Zesummenaarbecht aus?

8. Wat sinn d'Haaptdestinatiounen am Ausland, wou Schlagpatient:innen aus Lëtzebuerg iwwerwisen ginn? Wéi ass d'Altersstruktur vun dësen Patient:innen? Wéi laang dauert am Duerchschnitt eng Behandlung am Ausland? Wien organiséiert de Suivi, wann déi Patient:innen aus der Reha entlooss ginn?

9. Wéi steet d'Gesondheitsministesche zu de Virwërfen aus dem Artikel „Angehörige von Schlaganfallpatienten

fühlen sich alleine gelassen“ aus dem „Lëtzebuerg Wort“ vum 14. Mee 2024, datt den nationale Rehazenter bei de fräie Plazen d'Prioritéit op méi jonk Patient:innen leet an dowéinst deels keng eeler Patient:innen opgehall ginn an d'Famillje vun de Patient:innen sech no der Akutbehandlung eleng gelooss fillen? Ass d'Ministesch der Meenung, dass et an dësem Punkt Verbesserungspotential gëtt?

10. Wéi steet d'Regierung zum vun der Blëtzt ASBL gefuerderte „Schlaganfall-Lotsen“?

Réponse (10/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. No der Analys vun den Donnéeën, gesammelt an der Documentation et classification des séjours hospitaliers (DCSH), kann ee feststellen, datt am Joer 2022 819 Persounen wéinst engem akuten Schlaganfall opgehall goufen, während et am Joer 2023 921 Persounen waren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Am Joer 2022 gouf et 296 Openthalter an enger spezialisierter Betreieungseenheet (Stroke Unit), (dat entsprécht 33 % vun den Hospitalisatiounen wéinst akutem Schlaganfall).

Am Joer 2023 waren 268 Openthalter an enger Stroke Unit (dat entsprécht 27 % vun de Spidolopenthalter wéinst akutem Schlaganfall).

ad 2. Geméiss den DCSH-Donnéeën vun 2022 an 2023 stellt sech déi statistesch Verdeelung vum Alter vun de Patient:innen, déi wéinst engem akuten Schlaganfall hospitaliséiert goufen, wéi follegt duer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. D'Analys vun den DCSH-Donnéeën weist op d'Zuel vu Patient:innen hin, déi fir Rehabilitatiounsmoosnamen betreit ginn, entweeder an engem Centre hospitalier oder an engem spezialisierter Spidol mat Mëttelzäitbetter. D'Proportioun u Patient:innen, déi op eng Reha-Moosnam ugewise sinn, läit bei manner wéi engem Drëttel (respektiv 28,3 % am Joer 2022 a 27,9 % am Joer 2023). Allerdéngs erlaabt d'Analys vun den DCSH-Donnéeën net ze bestëmmen, wéi vill Persounen vun ambulanten Rehabilitatioun profitéieren oder an d'Ausland transferéiert ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. An de Spideeler ënnerstëtzen d'Equippen d'Virbereedung vum Patient fir d'Heemrees oder d'Assistentesocialien d'Patient:innen an hir Familljen a koordinéieren, wann néideg, den Transfert vum Patient an eng aner Institutioun, zesumme mat de Familljen.

Ausserdeem gesäit d'Gesetz d'Grënnung vun engem Réseau de compétences „Accidents vasculaires cérébraux“ vir (Loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, Art. 28). Allerdéngs ass bis elo nach kee Projet de réseau de compétences AVC am M3S agereecht ginn.

ad 5. D'Patient:innen, déi an engem Centre hospitalier wéinst engem akuten Schlaganfall hospitaliséiert goufen, hunn am Duerchschnitt souwuel am Joer 2022 wéi och 2023, 17 Deeg do verbruecht, onofhängeg vun der Aart vun der medezinnescher oder chirurgescher Behandlung oder der Rehabilitatioun. Allerdéngs ass d'Behandlung no enger Hospitalisatioun net onbedéngt eriwwee a kann am Ambulatoire weidergoen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Patient:innen, déi an enger Rehaarriichtung (RHZ, CRCC, HIS) wéinst Sequellë vun engem Schlaganfall hospitaliséiert goufen, hunn am Joer 2022 am Duerchschnitt 73,9 Deeg do verbruecht an am Joer 2023 nëmmen 61,9 Deeg.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Den Undeel vu Patient:innen, déi an engem Centre hospitalier mat Mëttelzäitbetter wéinst engem akuten Schlaganfall hospitaliséiert goufen an zeréck heemgaange sinn, gëtt geschätzt op 61,5 % am Joer 2022 an op 63,8 % am Joer 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Proportioun vun de Patient:innen, déi an engem Spidol mat akuten Better wéinst engem akuten Schlaganfall hospitaliséiert goufen, an déi an eng Struktur fir eeler Leit verluecht goufen, gëtt geschätzt op 4,5 % am Joer 2022 an op 4,6 % am Joer 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6. No der Analys vun den Donnéeën DCSH sinn am nationale Rehazenter (RHZ) am Joer 2022 67 Schlaganfallpatient:innen mat Sequellë behandelt ginn. Am Joer 2023 waren et der 80. An deenen anere Rehaarriichtungen (CRCC an HIS) sinn am Joer 2022 52 Schlaganfallpatient:innen mat Sequellë behandelt ginn. Am Joer 2023 waren et der 61.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Geméiss den DCSH-Donnéeën vun 2022 an 2023 stellt sech déi statistesch Verdeelung vum Alter vun de Patient:innen, déi a Rehaarriichtung behandelt goufen, wéi follegt duer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 7. Den CNRFR¹ huet keng Konventioun mat spezialiséierte Spideeler an der Reeducatioun an der Readaptatioun ausserhalb vu Lëtzebuerg ofgeschloss.

D'CNS krit all Demande de transfert eran, mee gesäit duerno net am Detail, wéi eng Behandlung am Ausland gemaach gëtt, duerfir kann ee keng Donnéeën zu de Behandlungen am Ausland ginn.

ad 8. D'Daten, déi aktuell zur Verfügung stinn, sinn net präzis genuch, fir ee komplette Behandlungs-Parcours zeechnen ze kënnen a kloer ze identifizéieren.

ad 9. Den Alter vun de Patienten ass keen Opnamekrittär am CNRFR. Et gëtt keng Prioritéit fir Patienten an Hisiicht op hiren Alter oder hir Jugendlechkeet. D'Opname- an Ausschlosskrittären am CNRFR goufe vum Verwaltungsrat validéiert a kënnen op der Internetsäit vum CNRFR consultéiert ginn: Zulassung – Rehazenter.

Internetsäit: Admission – Rehazenter ([hyperlien à consulter sur www.chd.lu](#)).

Doriwwer eraus weise mer drop hin, datt den eventuelle Patient schonn am Spidol evaluéiert gëtt an den Dokter mat der Famill decidéiert, ob de Patient hei am Land bleift oder eventuell an d'Ausland iwwerwise gëtt. Vun deem Moment un, wou den Dokter an d'Famill decidéiert hunn, datt de Patient an den CNRFR kënnt, dauert et an der Moyenne ongeféier 9 Deeg bis zum Transfert.

ad 10. Wéi ënner 4. beschriwwen, steet am Gesetz vum 8. März 2018, datt e Réseau de compétences AVC kéint geschaf ginn, fir eng interdisziplinär Gestoung ze garantéieren. An dësem Kader kéint de Konzept vun „Schlaganfall-Lotsen“ integréiert ginn.

Rapport du Service de médiation scolaire | Question 0882 (13/06/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

Le rapport annuel du Service de médiation scolaire 2018-2023 contient plusieurs recommandations concrètes qui amélioreraient le cadre législatif et bureaucratique des écoles et rendraient ainsi les parcours scolaires de nos élèves plus sereins. Or plusieurs de ces recommandations n'ont été suivies qu'à moitié ou sont encore en attente d'actions législatives et administratives concrètes de la part du ministère.

Dès lors, je souhaiterais que Monsieur le Ministre de l'Éducation me communique les informations suivantes :

1) Quelles sont les recommandations de ce rapport 2018-2023 du Service de médiation scolaire qu'il considère comme prioritaires et qu'il veut encore voir aboutir à une action concrète de la part de son ministère sous la période de législature actuelle ?

2) Quelles sont les raisons pour lesquelles il les considère comme prioritaires ?

3) Quelles recommandations ne compte-t-il pas suivre ou bien laisser dans leur état actuel ?

4) Quelles sont les raisons pour lesquelles il ne considère pas ces recommandations-là comme prioritaires ?

Réponse (09/10/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Le Service de médiation scolaire (SMS) a été créé par la loi du 18 juin 2018 portant institution d'un service au

maintien, à l'inclusion et à l'intégration scolaires de l'éducation nationale. Le SMS travaille de manière indépendante et est placé sous la responsabilité du médiateur scolaire, nommé pour une période de sept ans.

En vue d'une optimisation continue du système scolaire luxembourgeois et afin d'offrir à tous les élèves les meilleures chances de réussite scolaire, le SMS attire l'attention du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) sur les doléances qui lui sont confiées par le personnel enseignant et socio-éducatif ainsi que par les parents d'élèves.

Le MENJE prend toutes les recommandations émises par le SMS au sérieux et, si elles nécessitent une action concrète, tente de les mettre en œuvre dans les meilleurs délais, notamment en apportant les modifications législatives qui s'imposent.

ad 1) et 2) Recommandations nécessitant une action concrète considérées comme prioritaires et pas encore transposées :

– Recommandation n° 6/2019 – L'ajustement des notes scolaires

– Recommandation n° 34/2020 – Ajustement vers le bas des notes scolaires

Devant l'insécurité juridique engendrée par la mesure critiquée, une instruction ministérielle interdira la pratique de l'ajustement vers le bas des notes scolaires.

– Recommandation n° 41/2020 – Mise à jour du « Vade-mecum : La mesure disciplinaire du renvoi »

En raison de la gravité que revêt un renvoi scolaire dans le parcours d'un jeune, il est impératif d'entourer cette mesure de toutes les garanties permettant d'assurer les droits du jeune. Aussi le document « Vade-mecum : La mesure disciplinaire du renvoi » est actuellement mis à jour et sera finalisé dans le courant de l'année scolaire 2024-2025.

– Recommandation n° 43/2021 – Admission à l'examen de fin d'études secondaires

– Recommandation n° 47/2021 – Exclusion des examens de fin d'études secondaires

Il est prévu de procéder à l'élaboration d'une nouvelle législation concernant l'organisation des examens de fin d'études classiques et générales, actuellement régie par le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation des examens de fin d'études classiques et générales.

Elle précisera les conditions d'admission aux examens ainsi que les cas justifiant une exclusion des examens.

– Recommandation n° 14/2019 – Difficultés récurrentes dans la prise en charge d'élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement fondamental

Le MENJE considère qu'un encadrement holistique de tous les enfants, en particulier des élèves à besoins spécifiques, est primordial. C'est dans ce contexte que l'élaboration d'une procédure pour la gestion des certificats dans des cas de figures particuliers, pour laquelle les recommandations de différents experts sont également consultées, est actuellement en cours de finalisation.

ad 3) et 4) Dans certains cas, aucun changement ne s'avère nécessaire et il convient de rappeler les dispositions légales en vigueur aux partenaires scolaires.

Recommandations ne nécessitant pas de suivi particulier :

– Recommandation n° 48/2021 – concernant l'application de l'article 39 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées

Le MENJE ne souscrit pas à la proposition d'une dérogation à l'article 39 de la loi modifiée du 25 juin 2004 pour l'EHTL ou d'autres lycées. Les différents services compétents (cellule d'orientation du lycée, direction générale de l'enseignement secondaire pour les cas complexes, Maison de l'orientation) lui apportent leur aide dans cette réorientation.

– Recommandation n° 07/2018 – Prise en compte de la langue luxembourgeoise pour la décision de promotion du cycle 1 vers le cycle 2

La prise en compte de la langue luxembourgeoise pour la décision du passage du cycle 1 vers le cycle 2 fait partie du processus global de la révision du plan d'études qui est actuellement en cours.

– Recommandation n° 39/2020 – Scolarisation des élèves en situation irrégulière

Conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, les DPI pour lesquels aucune décision finale n'a été prise ont accès à la formation professionnelle et aucun traitement discriminatoire ne leur est applicable.

Problèmes de communication, entre la direction et le personnel, au sein du Lycée Josy Barthel à Mamer | Question 0931 (25/06/2024) de Mme Francine Cloeser (LSAP)

De Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM) huet am März säin 20. Anniversaire gefeiert. An deenen 20 Joer huet de Lycée sech eng ganz gutt Reputatioun opgebaut mat qualitativ héichwärtigem Enseignement. Allerdings schéngt am Moment e gewësse Malaise ze bestoen tëscht der Direktioun an dem Personal.

Enger Ëmfro vum SEW-OGBL no, déi elo public gemaach ginn ass, a bei där 100 Leit vum Personal matgemaach hunn, schätzen 89 % vun den Enseignanten d'Stëmmung als ugespaant bis ganz ugespaant an. Och d'Initiativ „Een oppent Ouer“, mam Zil, den Enseignanten d'Méiglechkeet ze ginn, sech ze äusseren, schéngt nach net, oder net vill Friichten ze droen. Der genannter Ëmfro no, hätt de Klima sech nämlech net verbessert: 43 % soe souguer, en hätt sech nach verschlechtert. An d'Kommunikatioun mat der Direktioun gëtt als de gréisste Problem genannt, mat deem d'Leit am berufflechen Alldag ze kämpfen hätten.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

– Wéi schätzt den Här Minister d'Situatioun am LJBM an?

– Kann den Här Minister confirméieren, datt aussergewéinlech vill Enseignanten an de leschte Joren de Lycée verlooss hunn?

– Envisagéiert den Här Minister Moosnamen ze huelen, fir d'Klima am LJBM ze verbessern? Wa jo, wéi eng Moosname wieren dat? Wéilt den Här Minister en onofhängegen Audit maache loossen? Wat gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir och weiderhin eng héich qualitativ Ausbildung vun de Kanner am LJBM ze assuréieren?

Réponse (08/10/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Situatioun am Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM) ass breet am Kader vun der Kommissiounssetzung vum 18. Juli 2024 diskutéiert ginn. D'Moosnamen, déi envisagéiert ginn, fir d'Klima am LJBM ze verbessern, sinn notamment E-Coaching vun der Direktioun an eng Mediatioun souwéi d'Afëiere vun

¹ Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (Rehazenter)

enger Commission de gestion des plaintes. D'Zil vun deene Mesuren ass, eng Kultur vum géigesäitegen Nolauschteren ze promovéieren. Op en Audit social soll an enger éischter Phas net zeréckgegraff ginn.

Wat d'Zuel vun den Enseignante betrëfft, déi den LJBM iwwert eng Demande de mutation verlooss hunn, sou louch dës fir d'Schouljoer 2023-2024 bei sechs, an iwwert déi dräi lescht Jore bei insgesamt néng. Dëst sinn Zuelen, déi een och fir aner Lycéeën fënnt.

Programme « one2one » | Question 0971 (05/07/2024) de M. Jeff Boonen (CSV)

Aus enger vum Educatiounsministère stamender Note d'information vum 16. Mee 2024 geet ervir, dass eng Refonte vum Programm one2one fir d'Schouljoer 2024/2025 geplangt ass. Aus der Note geet ervir, dass den Educatiounsministère seng Approche zu der Verdeelung vun iPaden oder Laptoppen u Schüler aus dem Lycée ze kierzen. Dës Entscheedung gouf, laut dem Ministère, aus finanzieller Grënn getraff.

De one2one-Programm gesäit vir, dass am Prinzip all Schüler, deen op 7^e ageschoult gëtt, en iPad oder e Laptop kritt an et un de jeeweilege Lycéeën ze entscheeden ass, wéi se déi elektronesch Outiler verdeelen. Verschidde Lycéeën hunn d'Strategie vum one2one-Programm an der Formation professionnelle ëmgesat an d'Notzung vun engem iPad oder Laptop ass Deel vun hirem Programm. Allerdéngs risquéiere grad déi Schüler, déi nach keen iPad haten, an op 4^e an der Formation professionnelle ufänken, elo keen Apparat ze kréien.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

– De Koalitiounsaccord gesäit vir, d'Digitalisatioun virunzedriewen. Wéi gesäit de Minister d'Verhältnis zwëschen der Digitalisatioun an der Kierzung vum one2one-Programm?

– Weess de Minister, a wéi enge Schoulen de Problem besteet, a wéi vill Schüler concernéiert sinn?

– Wéi kann den Educatiounsminister de one2one an de Schoulen. déi eng Formation professionnelle ubidden, garantéieren? Kann de Ministère déi Schüler, déi réischt méi spéit an enger Schoul ufänken an nach keen Outil hunn, an Zukunft an hirer Berechnung mat abegraifen?

Réponse (08/10/2024) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech kann dem honorabelen Deputéierte confirméieren, datt dem Educatiounsministère seng Ustrengungen am Beräich vun der Digitalisatioun am Enseignement net wäerten noloossen. Dëst bedeit awer net, datt et net zu kontinuierlechen Ajustementen a Verbesserungen, wat d'Qualitéit a punkto Asaz an Notzung vun digitalen Outilen an de Schoule betrëfft, kënn.

D'Zil vum Educatiounsministère ass et, de Schüler aus dem Enseignement secondaire den Zougang zu engem digitalen Apparat ze ginn, falls de Lycée dat am Kader vun engem didaktesche Projet fir sënnavoll hält.

Fir kënnen anzeschätzen, wéi vill Apparater all Joer mussen akaf ginn, fir dësem Zil gerecht ze ginn, gëtt als Ordre de grandeur d'Schülerzuel vu 7^e geholl. De Chiffer vun de Schüler op enger 7^e ass also als een Indicateur ze gesinn, wéi vill Geräter all Joer mussen bestallt ginn. Dëst bedeit awer net, datt dës Geräter automatesch de 7^e-Schüler zur Verfügung gestallt ginn. D'Schoule kënnen, jee no didakteschem Projet, dës Geräter an anere Klassen asetzen. Fir Schoulen, déi keng 7^e hunn, gëtt de Besoin beim didaktesche Projet separat bestëmmt.

Deemno wäerte genuch Apparater disponibel si fir och d'Schüler aus der Formation professionnelle, fir déi d'Benotze vun enger Tablett Sënn mécht.

Fir d'Schouljoer 2024/2025 stinn 8.500 iPaden zur Verfügung. Aktuell leeft d'Distributiounsphas an den eenzele Lycéeën.

Programmes de dépistage des cancers du sein et colorectal | Question 0982 (10/07/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Le Ministère de la Santé vient d'annoncer l'extension des programmes de dépistage des cancers du sein et colorectal aux tranches d'âge à partir de 45 ans et jusqu'à 74 ans.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale combien de cancers ont pu être diagnostiqués par le biais des programmes de dépistage depuis leur création.

2) Quel est le pourcentage de participation des personnes invitées auxdits programmes ?

3) Par quels voies et moyens le ministère entend-il promouvoir ces programmes essentiels ?

Réponse (11/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Pour le Programme mammographie, une analyse a été faite conjointement avec le RNC pour les données de 2013 à 2018. Les résultats démontrent qu'en moyenne 6,3 cas de cancer sont détectés pour 1.000 mammographies. Ce taux est plus élevé pour les primo-participations (7,8 pour 1.000) et plus faible pour les participations subséquentes (6,0 pour 1.000), ce qui est aligné avec les références internationales.

Ces données sont consolidées et exhaustives.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le Centre de coordination des programmes de dépistage des cancers dispose des chiffres plus récents de 2019 à 2023 mais qui doivent être considérés comme provisoires et non consolidés par le RNC et donc encore potentiellement évolutifs.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pour le dépistage du cancer colorectal durant la phase pilote du programme, à savoir du 15 septembre 2016 au 31 décembre 2018, 73 cancers invasifs et 18 cancers in situ ont été diagnostiqués grâce au programme. Par ailleurs, 518 personnes se sont également vu retirer des polypes à haut risque (de taille supérieure à 1 cm et/ou ayant une composante vilieuse de minimum 25 % et/ou un score de Vienne de 4,1).

37.000 personnes ont participé aux tests FIT (fecal immunochemical test) et parmi celles-ci, 900 participations par coloscopie de première intention (coloscopie réalisée directement, sans passer par le test FIT préalablement), le taux de détection des cancers serait de 2,4 % sur la phase pilote. Cela correspond aux références internationales qui retrouvent des taux entre 1,8 % et 9,5 % pour les primo-participants aux programmes en population générale.

ad 2) Pour le programme de mammographie le taux de participation est légèrement régressif.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pour le dépistage du cancer colorectal, le taux de participation en phase pilote était d'environ 25 %.

Pour la phase actuelle du programme, nous disposons des données suivantes :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et la Direction de la santé organisent chaque année plusieurs campagnes de communication pour les deux programmes.

La dernière campagne a informé la population du changement des tranches d'âge concernées par les programmes, notamment l'âge d'entrée a baissé à 45 ans.

Le mois de mars (« Mars bleu ») pour le cancer colorectal et le mois d'octobre (« Octobre rose ») pour le cancer du sein sont chaque année l'occasion de multiples communications via les canaux suivants :

- Publications online ciblées sur les réseaux sociaux
- Publications grand public sur nos sites web et pages officielles
- Publications écrites dans la presse papier
- Publications orales via des spots radio
- Vidéos promotionnelles/explicatives des programmes
- Présences de l'équipe du Centre de coordination des programmes de dépistage organisé de cancers de la Direction de la santé à divers événements : p. ex. Broschkriibslaf, présence sur les marchés hebdomadaires, dans des entrées des hôpitaux, ...
- Lunchtalk organisé sur le temps de midi pour des échanges avec les médecins et professionnels de santé

Par ailleurs, l'équipe du Centre de coordination tente à développer des collaborations avec les professionnels de terrain pouvant orienter les personnes vers le dépistage.

Per- et polyfluoroalkylées ou « PFAS » | Question 0994 (12/07/2024) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

Les per- et polyfluoroalkylées ou « PFAS », souvent qualifiées de « polluants éternels » en raison de leur persistance environnementale, sont largement utilisées dans l'agriculture, l'industrie et les biens de consommation. À titre d'exemple les PFAS sont employées dans des pesticides, vêtements ou encore produits cosmétiques. Ces substances sont connues pour leur impact potentiellement néfaste sur la santé humaine et l'environnement. En effet, selon l'Agence européenne pour l'environnement de nombreux risques sanitaires sont liés à certains PFAS comme les maladies thyroïdiennes, des taux élevés de cholestérol, des lésions au foie, des cancers du rein ou encore des cancers des testicules. Sans mesures restrictives, jusqu'à 4,4 millions de tonnes de PFAS pourraient s'accumuler dans l'environnement dans les prochaines décennies.

Ainsi, selon un communiqué récent de votre ministère, les concentrations de TFA détectées dans l'eau potable peuvent atteindre 900 ng/l, un niveau bien supérieur à la limite de 500 ng/l fixée par la directive européenne 2020/2184 transposée par la loi du 23 décembre 2022 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine en droit luxembourgeois.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelles mesures le Gouvernement met-il en œuvre pour réduire la concentration de TFA dans l'eau potable afin de respecter les valeurs paramétriques qui entreront en vigueur en janvier 2026 ?

2) Quelles actions le Gouvernement prévoit-il pour atténuer les niveaux de PFAS et de TFA dans l'environnement, incluant l'eau, l'air et le sol, dans le but de

prévenir les effets néfastes sur la santé humaine et l'écosystème ?

3) Le Gouvernement a-t-il recensé les principales sources de PFAS au Luxembourg ? Quelles sont les mesures de surveillance et de contrôle appliquées aux sites susceptibles d'être contaminés ?

4) Est-ce que l'Administration de la gestion de l'eau a adopté une méthode d'analyse différenciée pour les échantillons d'eau dans ce contexte ? Un tableau synthétisant les concentrations de PFAS et TFA est-il disponible par région ? Des analyses comparables sont-elles effectuées pour les sites industriels ou les zones agricoles intensives ?

5) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant l'initiative de cinq pays européens, présentée à l'ECHA le 13 janvier 2023, visant à interdire les PFAS ?

6) En cas de retard dans l'adoption d'une interdiction européenne des PFAS, le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il de mettre en place des restrictions nationales ?

Réponse (08/10/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En premier lieu, il me semble utile de clarifier les valeurs paramétriques qui sont actuellement en vigueur respectivement qui entreront en vigueur en janvier 2026.

La directive relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) transposée dans la législation luxembourgeoise par la loi du 23 décembre 2022 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine règlemente actuellement la somme des 20 PFAS les plus pertinents pour les eaux destinées à la consommation humaine avec une valeur paramétrique fixée à 100 ng/l à partir du 12 janvier 2026. Il est à rappeler que le TFA ne fait pas partie de ces 20 PFAS. Le Gouvernement soutient une réévaluation de la classification du TFA au niveau européen. Cette réévaluation doit viser aussi bien les normes de qualité des eaux potables que les normes de qualité environnementales pour les eaux de surface et les eaux souterraines. Ces évaluations devront permettre d'établir les valeurs toxicologiques adéquates en fonction de l'état actuel des connaissances.

Un bilan du total des PFAS est aussi envisagé dans le cadre de la législation en vigueur, ceci par l'intermédiaire du paramètre additif « total PFAS ». La valeur paramétrique « total PFAS » de 500 ng/l n'entrera en vigueur qu'après publication de lignes directrices techniques pour la surveillance de ce paramètre par la Commission européenne (COM). À ce stade, la COM n'a pas encore pris de décision à cet égard. La COM a demandé à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'évaluer les effets du TFA sur la santé humaine et d'établir une valeur toxicologique. L'objectif de cette étude conduite par l'OMS est également de clarifier au niveau européen si le TFA est à considérer comme métabolite pertinent dans les eaux et, le cas échéant, de l'associer à une valeur sanitaire applicable à la santé humaine. Rappelons encore qu'à l'heure actuelle aucune valeur paramétrique n'existe pour le TFA.

En l'attente des résultats de l'étude menée par l'OMS, la Direction de la santé (DISA) a effectué une évaluation de la pertinence du TFA en tant que métabolite de pesticide. Dans son avis préliminaire, basé sur les connaissances scientifiques existantes à ce jour, la DISA a déterminé une valeur maximale de 12.000 ng/l basée sur la dose journalière admissible (à noter qu'il

n'existe actuellement qu'un nombre très réduit d'études disponibles à ce sujet). Cette valeur est 12 fois supérieure au maximum détecté dans nos analyses actuelles réalisées dans les eaux potables. Cette valeur est destinée à servir de valeur guide en l'attente de directives plus précises quant à la classification de la substance (métabolite de pesticides ou PFAS).

À noter que dans les domaines des produits phytopharmaceutiques, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a été mandatée en juillet 2024 par la COM pour revoir certaines valeurs toxicologiques de référence pour le TFA. La conclusion de l'EFSA devrait être disponible fin octobre 2025.

Le Gouvernement est en train d'analyser les origines possibles du TFA dans les eaux potables. Les résultats de cette analyse permettront de définir les actions permettant de plafonner voire de réduire les concentrations de TFA dans les eaux potables. À cette fin, un groupe interministériel informel comprenant des représentants du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ainsi que des différentes administrations concernées a été mis en place.

ad 2) Le groupe interministériel prémentionné identifiera également des actions au niveau environnemental au-delà du domaine de l'eau.

Le Gouvernement s'engage aussi en faveur d'interdictions ou de restrictions de mise sur le marché au niveau européen de substances qui seraient susceptibles de nuire à la santé humaine et à l'environnement.

ad 3) En raison de l'utilisation étendue des PFAS dans de nombreux produits, ces substances sont omniprésentes dans l'environnement. L'ampleur précise d'une éventuelle pollution au Luxembourg n'est à ce stade pas connue. Afin d'acquérir des connaissances sur la présence de certains PFAS, plusieurs projets sont planifiés pour 2024 dans différents milieux environnementaux. D'une part, la présence de certains PFAS dans l'air sera étudiée à l'aide de deux projets de biosurveillance, sur des mousses terrestres et sur des légumes à feuilles. Par ailleurs, un monitoring des sols à l'échelle nationale est prévu pour 2024 et 2025.

En ce qui concerne les articles de consommation qui contiennent des substances PFAS en tant que contaminants, l'Administration de l'environnement contrôle régulièrement des articles en vente sur le marché luxembourgeois.

ad 4) Le laboratoire de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) mesure depuis le 1^{er} janvier 2023 de manière proactive la somme des 20 PFAS (voir réponse à la question n° 1) sur tous les échantillons d'eaux de surface ainsi que sur tous les échantillons d'eau potable prélevés conformément à la partie B (« groupe B ») de l'annexe II de la loi du 23 décembre 2022 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. À l'heure actuelle, tous les échantillons analysés sur les réseaux d'eau potable sont conformes.

En ce qui concerne le TFA en particulier, le laboratoire de l'AGE a commencé en 2023 à développer une méthode d'analyse. L'accréditation de la méthode est prévue pour fin 2024.

Certains fournisseurs d'eau potable ont fait analyser, à la suite des recommandations de l'AGE, leurs eaux potables par d'autres laboratoires. Les résultats sont concordants et montrent des concentrations comprises entre 200 et 970 ng/l pour les eaux potables. Ces résultats sont à considérer comme préliminaires et ne couvrent pas encore l'ensemble des régions. Il est par conséquent trop tôt pour présenter des résultats fiables par région et par origine de contamination. Des

études sont en cours, en particulier pour ce qui est des possibles origines du TFA. Les résultats de ces études seront présentés au groupe interministériel dont question ci-dessus.

ad 5) La proposition est actuellement discutée au sein des comités de l'Agence européenne des produits chimiques, qui sont chargés de formuler un avis indépendant et scientifique et de le soumettre à la COM.

Ces dernières années, le sujet des PFAS a également été abordé à plusieurs reprises au conseil environnemental de l'UE. Ici – via notamment des interventions ainsi que le soutien actif de certaines initiatives – le Luxembourg a souligné que ce sujet était particulièrement important et qu'il partage les préoccupations concernant les effets et les risques de ces substances pour l'environnement et pour la santé humaine, notamment en ce qui concerne leur persistance, leur impact environnemental irréversible, leur accumulation et la contamination des sols, des eaux potables, des eaux de surface et des eaux souterraines qu'elles sont susceptibles d'entraîner. C'est pour cette raison que le Luxembourg suit avec intérêt la proposition de restriction générale actuellement discutée au niveau européen.

Nous sommes d'avis que tous les produits doivent être conçus et fabriqués de manière à préserver les ressources et à éviter les effets négatifs sur l'environnement. Nous pensons également qu'une action coordonnée au niveau de l'UE et une restriction étendue des substances PFAS sont essentielles pour réduire autant que possible les effets sur la santé humaine et l'environnement. Il est dans ce contexte également important de veiller à ce que les substances PFAS ne soient pas remplacées par d'autres substances présentant un potentiel de danger similaire.

ad 6) Même si théoriquement, en appliquant la procédure prévue par l'article 129 (clause de sauvegarde) du règlement européen REACH, le Luxembourg pourrait envisager de mettre en place une restriction nationale, il est fort probable qu'une telle démarche ne serait pas acceptée par la COM alors qu'un dossier européen est actuellement traité au sein des comités de l'Agence européenne des produits chimiques. Un retard dans la mise en œuvre de ce dossier risque de ne pas être considéré comme motif suffisant pour lancer la procédure de l'article 129. Considérant qu'il s'agit d'un dossier très complexe qui envisage la restriction d'un très vaste groupe de substances chimiques, il ne serait pas possible de finaliser une restriction nationale dans des brefs délais. Même si une restriction nationale était acceptée, elle serait peu efficace dans le cadre du marché unique de l'Union européenne. C'est pourquoi l'approche retenue est celle de s'engager au niveau européen pour faire avancer dans les plus brefs délais le dossier de restriction précité.

Pénurie de personnel soignant qualifié dans le domaine de la santé mentale et de la psychiatrie | Question 0998 (12/07/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Il y a actuellement une pénurie de personnel soignant qualifié dans le domaine de la santé mentale et de la psychiatrie. En outre, selon nos informations, une formation de la Haute École Henallux « Qualification en santé mentale et psychiatrie » (de 150 heures, effectuée à raison d'un weekend par mois pendant un an) a été considérée comme équivalente à la formation spécialisée proposée à l'Université du Luxembourg, intitulée « Bachelor en sciences infirmières – Spécialité : infirmier psychiatrique » (d'une durée de 2 années),

donnant ainsi accès aux mêmes attributions, rémunérations et titres professionnels.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) L'accord de coalition 2023-2028 dit :

« La pénurie accrue de personnel de santé est particulièrement perceptible dans le domaine de la psychiatrie et de la pédopsychiatrie. Le Gouvernement mettra en œuvre des mesures destinées à augmenter le nombre de professionnels de la santé mentale et à revaloriser l'ensemble des métiers en cause. »

Le Gouvernement estime-t-il que les infirmiers spécialisés en soins psychiatriques font également partie de « l'ensemble des métiers en cause » ? Dans l'affirmative, le Gouvernement a-t-il déjà pu établir une stratégie plus précise qu'au début de la période législative pour contrecarrer la pénurie en infirmiers spécialisés en soins psychiatriques et peut-il en donner un résumé ?

2) Durant les cinq années à venir, combien d'infirmiers spécialisés en soins psychiatriques partiront à la retraite ? Le Gouvernement compte-t-il en outre sur une augmentation des postes d'infirmiers spécialisés en soins psychiatriques à pourvoir ? Dans l'affirmative, peut-il donner une estimation chiffrée de cette augmentation ?

3) Sur combien de diplômés du Bachelor en sciences infirmières – Spécialité : infirmier psychiatrique le Gouvernement estime-t-il pouvoir compter dans les cinq années à venir pour remplacer les départs à la retraite et faire face à une éventuelle croissance des postes à occuper ? Au cas où le nombre de diplômés ne s'avérerait pas suffisant, quelle est la stratégie du Gouvernement pour remplir les postes à pourvoir sans faire de compromis sur la qualité de la formation des infirmiers ?

4) Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur peut-elle confirmer que la formation Henallux a été reconnue comme équivalente au bachelors spécialisée de l'Université du Luxembourg – et détailler de façon précise l'argumentaire qui justifie à ses yeux cette reconnaissance ?

5) La reconnaissance de la formation Henallux fait-elle partie de la stratégie du Gouvernement pour pallier un manque d'infirmiers psychiatriques qualifiés ?

6) Si la formation Henallux est reconnue comme équivalente au bachelors spécialisée, le danger existe que les étudiants désertent éventuellement le bachelors pour donner la préférence à une formation qui dure moins longtemps. Comment le Gouvernement veut-il éviter une éventuelle dévaluation du bachelors, au cas où à l'avenir des formations moins exigeantes permettraient l'accès à la même profession ?

Réponse (09/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) La pénurie de personnel de santé est une réalité qui concerne l'ensemble de l'Europe et qui se reflète également dans le domaine de la psychiatrie et de la santé mentale. Au Luxembourg, d'après le rapport sur l'état des lieux des professions de santé, publié en 2019², les infirmiers psychiatriques font également partie des métiers concernés.

Depuis septembre 2023, un Bachelor en sciences infirmières avec spécialisation en psychiatrie en 2 ans a été mis en place, avec possibilité d'accueillir 15 étudiants par an. Cette spécialisation est également accessible aux infirmiers en exercice.

Plus particulièrement, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a mis en place la campagne « Health-careers » qui vise la promotion et la valorisation des professions de santé en général, dont l'infirmier psychiatrique. Un des objectifs de cette campagne est de susciter l'intérêt des jeunes à s'engager davantage dans les métiers de la santé et prioritairement dans ceux qui sont touchés par un risque de pénurie. À retenir également que la réforme des attributions de la profession d'infirmier psychiatrique vise notamment à rendre celle-ci plus attractive, en définissant plus précisément son profil professionnel.

ad 2) Selon les données de l'Inspection générale de la sécurité sociale, 216 personnes exerçaient en tant « qu'infirmier psychiatrique » au 31 décembre 2023.

La répartition par classe d'âge est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ne dispose pas de chiffres concernant les postes supplémentaires d'infirmiers psychiatriques à pourvoir, alors que le nombre de ces postes varie en fonction des activités exercées sur le terrain.

ad 3) Le Bachelor visé permet à ce jour la formation de 15 infirmiers par an. Au cours de l'année académique 2023-2024, dix étudiants ont été inscrits dans le programme d'études menant au Bachelor d'infirmier psychiatrique auprès de l'Université du Luxembourg. Il est escompté que ce nombre augmentera dans les années à venir et que le quota de quinze places disponibles pour la première année d'études sera atteint prochainement.

ad 4) En ce qui concerne la reconnaissance de la formation en soins infirmiers psychiatriques de la Haute École de Namur-Liège-Luxembourg (Henallux), il y a lieu de renvoyer aux explications données dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 7562 du 7 février 2023 relative à ce sujet. De surplus, il y a lieu de signaler qu'aucune équivalence de cette formation par rapport au diplôme de Bachelor d'infirmier psychiatrique de l'Université du Luxembourg n'a été établie par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. En effet, une telle procédure d'équivalence par rapport à un diplôme précis n'est actuellement pas possible au Luxembourg, faute de base légale afférente.

Le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur a, au cours des dernières années, arrêté plusieurs décisions de reconnaissance des qualifications professionnelles de titres de formation sanctionnant des études en soins infirmiers psychiatriques délivrés par l'établissement de formation en question en vue de l'accès à la profession d'infirmier psychiatrique.

Dans ce contexte, il y a lieu de signaler que la reconnaissance des qualifications professionnelles est réglementée au niveau de l'Union européenne par la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles telle qu'elle a été modifiée. Ce texte est transposé en droit national par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Cette directive s'applique lorsqu'un demandeur a obtenu dans un pays A une qualification qu'il veut faire valoir dans un pays B pour y accéder à une profession réglementée, comme la profession de l'infirmier psychiatrique.

Dans le cadre de cette procédure de reconnaissance, le profil professionnel (= activités/actes réservés et formation) du demandeur, tel qu'il résulte de sa formation et de son expérience professionnelle, est comparé au profil professionnel tel qu'il est fixé par la

réglementation nationale du pays d'accueil. Lors de cette comparaison peuvent être constatées respectivement une compatibilité adéquate des deux profils professionnels avec décision de reconnaissance directe subséquente, des différences substantielles nécessitant l'accomplissement de mesures compensatoires en vue de la reconnaissance ou des différences essentielles justifiant un refus de la demande de reconnaissance.

À noter que la directive précitée ne permet pas de constater des différences substantielles/essentielles sur la seule base de la durée de la formation. Par conséquent, il n'est pas possible de refuser une demande de reconnaissance en invoquant uniquement une durée d'études trop réduite dans l'État de formation par rapport à celle dans l'État d'accueil.

Jusqu'à ce jour, aucun élément probant – de nature légale ou factuelle – n'a été rapporté au Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur permettant à celui-ci de constater des différences substantielles/essentielles entre le profil professionnel des demandeurs belges susvisés et le profil professionnel de l'infirmier psychiatrique tel que fixé par l'annexe 4 de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Si des différences entre les matières enseignées auprès de Henallux et celles couvertes par le titre de formation requis au Luxembourg devaient être constatées dans le futur, il en sera tenu compte dans le cadre de la reconnaissance de la formation Henallux.

ad 5) Les décisions de reconnaissance précitées ne s'inscrivent pas dans une stratégie distincte tendant à recruter spécifiquement les lauréats de l'établissement de formation susvisé, mais résultent du principe de la liberté de circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne et de l'harmonisation des procédures de reconnaissance des qualifications professionnelles mises en place par la directive 2005/36/CE précitée.

ad 6) Comme indiqué supra, aucune équivalence de la formation Henallux par rapport au diplôme de Bachelor d'infirmier psychiatrique de l'Université du Luxembourg n'a été établie. Dans ce contexte, on ne peut pas parler d'une dévaluation du Bachelor d'infirmier psychiatrique de l'Université du Luxembourg puisque cela ne tient pas compte du contexte européen des formations menant aux professions réglementées. Étant donné que, faute d'harmonisation des durées de formations au niveau européen, une formation menant à une profession réglementée donnée peut sanctionner dans le pays A des études universitaires de cinq années menant in fine à un diplôme de niveau master, tandis que dans le pays B cette même formation est de nature professionnelle et porte sur une durée de trois années, sans que pour autant une demande de reconnaissance du titre de formation obtenu dans le pays B ne puisse être refusée dans le pays A au seul motif que la durée des études n'est pas équivalente.

En effet, certains programmes d'études plus classiques à temps plein s'adressent plutôt à des étudiants en formation initiale, tandis que d'autres programmes d'études s'adressent à des personnes qui ont déjà acquis une expérience professionnelle de plusieurs années et qui veulent parfaire leurs connaissances professionnelles moyennant une formation en cours d'emploi. Il va de soi que le volume horaire et la nature de ces formations ne peuvent pas être identiques, sans pour autant que les acquis d'apprentissage obtenus à l'issue de ces formations ne divergent nécessairement.

² Synthèse rapport final 2019-10-01 (public.lu)

Responsabilité des huissiers de justice lors de l'accomplissement de leurs missions | Question 1010 (15/07/2024) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Eis ass e Fall zu Ouere komm, bei deem de Schlässer, deen engem Huissier erlaabt, an eng Wunneng eranzekommen, e beträchtleche Schued an zwou Dieren, dorënner enger denkmalgeschützter Dier, verursaacht huet, e Schued, dee wäit iwwer déi geschëlten Zomm erausgaangen ass. De Schlässer gouf weeder vum Huissier selwer nach vun de Polizisten, déi present waren, dru gehënnert, dee Schued ze verursaachen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Niefert dem Schlässer begleeden normalerweis een oder zwee Polizisten an een Zeien den Huissier an d'Wunneng. No wéi enge Krittere ginn de Schlässer, de Polizist/d'Polizistin an den Zeien ausgewielt? Handelt et sech bei de Polizisten ëmmer ëm lokal Polizisten oder kënnen et och Leit vun der Police judiciaire sinn?

2. Wat sinn déi spezifesch Aufgabe vum Zeien? Si si vum Gesetz gereegelt?

3. Wéi eng Entschedegung kréien d'Zeie fir hir Presenz?

4. Huet den Zeien d'Recht, Fotoen oder Videoen op privatem Terrain an an der Wunneng ze maachen?

5. Gëtt et eng kloer gesetzlech Regelung, déi den Ëmfang vun de Schied begrenzt, déi bei der Vollstreckung verursaacht kënnen ginn?

6. Wéi gëtt séchergestallt, datt denkmalgeschützten Dieren net onnéideg beschiedegt ginn?

7. Besteet d'Méiglechkeet, datt onnéideg grouse Schued, dee verursaacht gëtt, vum Huissier oder Schlässer gedroe muss ginn?

8. Wat kënnen déi betrafte Leit maachen, wann se Affër vun onnéideg grousem Schued ginn? Kënnen si eng Plainte maachen? Wa jo, wéi oft ass sou eng Plainte an de leschte 5 Joer gemaach ginn?

9. Wier et net noutwenneg, eng ëmfaassend Reform vum Statut vum Huissier ze maachen, fir Tëscheffäll wéi deen uewe beschriwwenen an Zukunft ze vermeiden?

Réponse (03/10/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. D'Zeien an de Schlässer, déi en Huissier bei enger Vollstreckungsmoosnam begleeden, gi vun dësem erausgesicht. Bei enger Saisie-exécution oder enger Saisie conservatoire applizéieren sech eng Rei Incompatibilitäten, déi am Artikel 721 vum Nouveau Code de procédure civile (NCPC) stinn an en Impakt op d'Persoun vum Zeien hunn: „L'huissier sera assisté de deux témoins luxembourgeois majeurs, non parents ni alliés des parties ou de l'huissier, jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement, ni leurs domestiques [...]“

D'Chambre des Huissiers de justice präziséiert, datt hir Memberen drop Uecht ginn, Leit erauszesichen, déi sech respektvoll a professionell behuelen.

De Polizist gëtt op Ufro vum Huissier vun der betrafener Regionaldirektioun designéiert. D'Regionaldirektioun designéiert e Polizist aus hiren disponibele Beamten, deen d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire huet.

En Officier de police judiciaire schafft net forcement am Service de police judiciaire.

ad 2. D'Aufgab vun den Zeien ass et, den Oflaf vun der Vollstreckungsmoosnam ze beziien, dat souwuel

am Interêt vum Creancier, deen net därëf dobäi sinn, wéi vum Debiteur (dëst virun allem, wann den Debiteur net do ass, wann d'Vollstreckungsmoosnam stattfënt).

Den Artikel 721 vum NCPC gesäit vir, datt d'Zeien de Procès-verbal vun der Vollstreckungsmoosnam ënnerschreiwen („[...] les témoins signeront l'original et les copies.“).

ad 3. D'Entscheidung ass net vum Gesetz festgeluecht. Si gëtt vum jeeweilegen Huissier festgeluecht a läit an der Moyenne bei 13,75 Euro.

ad 4. Et ass net d'Aufgab vun den Zeien, Fotoen oder Videoen op privatem Terrain oder an der Wunneng ze maachen.

ad 5. Et gëtt keng spezifesch Reegelung, déi den Ëmfang vun de Schied begrenzt. Hei applizéieren sech gegebenefalls déi generell Reegelen vun der Responsabilité civile.

ad 6. D'Huissieren därfe keng Dieren onnéideg beschiedegen. Dat gëllt souwuel fir denkmalgeschützten Dieren wéi fir net geschützten Dieren.

ad 7. Wann e Feeler am Sënn vun de Reegelen vun der Responsabilité civile virläit, da kann déi geschiedegt Persoun en zivilrechtleche Recours maachen, fir entschidedegt ze ginn. D'Huissieren hunn eng Versécherung fir hir berufleche Haftpflicht.

ad 8. Wann déi geschiedegt Persoun der Meenung ass, datt eng Strofdot virläit, kann si eng Plainte maachen. Mir hu keng Zuelen zu Plainten, déi an de leschte 5 Joer gemaach gi sinn.

Wéi am Punkt 7 beschriwwen, kann déi geschiedegt Persoun och en zivilrechtleche Recours maachen, fir entschidedegt ze ginn, wann e Feeler am Sënn vun der Responsabilité civile virläit.

Des Weidere kann eng geschiedegt Persoun sech bei der Chambre des Huissiers de justice beschwéieren.

ad 9. Den Tëscheffall, deen den honorabelen Députéierte beschreift, an dee punktuell Aspekter vun der Aarbecht vum Huissier betrëfft, verlaangt am Moment keng ëmfaassend Reform vum Statut vum Huissier.

Personnel paramédical | Question 1017 (16/07/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le Luxembourg est l'un des pays disposant du plus grand ratio de personnel paramédical en relation avec la population. Cet état de fait est cependant remis en cause par une pénurie de personnel paramédical de plus en plus importante, alors qu'il s'agit d'un enjeu crucial pour assurer l'accès et la qualité des soins dispensés aux patients.

Je rappelle dans ce contexte que les ressources humaines financées par des fonds publics font l'objet de négociations entre la Caisse nationale de santé (ci-après « CNS ») et le secteur hospitalier. D'après mes informations, les prochaines négociations entre la CNS et le secteur hospitalier seraient imminentes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Est-ce qu'il existe une méthodologie qui permette de vérifier que les fonds alloués pour le personnel hospitalier soient effectivement utilisés pour les postes qui ont été négociés entre la CNS et le secteur hospitalier ? Est-ce que les affectations de personnel hospitalier financées par des fonds publics sont régulièrement auditées ?

2) Est-ce que les affectations de personnel hospitalier, et notamment de personnel paramédical, sont bien conformes aux accords qui ont été négociés entre la CNS et le secteur hospitalier ? Est-il possible d'avoir accès aux tableaux d'affectation pour chaque établissement hospitalier ?

3) Comment est assurée la répartition équitable des ressources humaines entre les différents établissements hospitaliers ?

4) Est-ce que Madame la Ministre a déjà constaté un impact de la pénurie de personnel paramédical pour l'accès et la qualité des soins dispensés aux patients ? Quelles sont les raisons expliquant cette pénurie ? Quels efforts sont actuellement menés pour pallier cette pénurie ?

5) Quels sont les principaux enjeux des négociations à venir entre la CNS et le secteur hospitalier en termes de financement et de personnel ?

Réponse (07/10/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Conformément à l'article 37, alinéa 1^{er} de la convention conclue entre la CNS et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (ci-après la « FHL »), les établissements hospitaliers transmettent lors du décompte annuel le tableau des fonctionnalités reprenant le nombre d'« équivalents temps plein » (ci-après « ETP ») réel.

La CNS a prévu deux mécanismes de contrôle d'allocation des ressources :

1) Pour chaque établissement hospitalier, les postes financés par la CNS sont repris dans des tableaux du personnel suivant les fonctionnalités qui sont joints aux protocoles d'accord relatifs au budget négocié. Ces postes sont exprimés en nombre ETP. Au plus tard au moment de l'émission du décompte du budget, les établissements hospitaliers remettent à la CNS les tableaux des postes effectivement engagés par fonctionnalité. Ce tableau permet à la CNS de retracer les écarts éventuels entre les postes budgétisés et les postes effectivement engagés.

2) Des audits systématiques sont faits pour certains services tels que les services des urgences.

ad 2) Les niveaux d'activités prévisionnels constituent un élément essentiel dans la détermination du personnel paramédical budgétisé. Dans la mesure où les niveaux d'activités effectives peuvent diverger des prévisions, la CNS accorde aux établissements hospitaliers une certaine latitude dans l'affectation des postes sur les différents services en fonction des écarts par rapport aux prévisions. Ainsi, le budget relatif à des postes déterminés pour un service hospitalier peut être réaffecté temporairement à un autre service hospitalier si l'évolution des niveaux réels des activités le justifie.

La simple comparaison des tableaux d'affectation sans contextualisation ne permettra pas de dégager des conclusions univoques.

Les établissements hospitaliers ont globalement recruté le personnel budgétisé pour 2023.

ad 3) Une grande partie des postes est normée, en particulier en ce qui concerne le personnel paramédical pour lequel cette normalisation repose sur une charge de travail mesurée selon une méthodologie convenue entre la CNS et la FHL. Conformément à la convention qui lie la CNS et la FHL, une commission paritaire établit la méthodologie uniforme relative aux normes de dotation en personnel. Cette approche garantit ainsi une répartition équitable des ressources humaines entre les établissements hospitaliers pour les fonctionnalités normées.

ad 4) Tenant compte de tous les domaines d'activité dans lesquels le personnel paramédical intervient, il est impossible d'isoler et de mesurer l'impact d'une possible pénurie de personnel paramédical sur l'accès et la qualité des soins, la réalisation des soins étant en outre en lien avec l'intervention de plusieurs professionnels de santé différents.

Concernant la pénurie, il y a lieu de faire la distinction entre les différents professionnels de santé. D'une manière générale, des campagnes d'information sur les métiers de la santé sont prévues (cf. accord de coalition). Le ministère est en contact permanent avec les parties prenantes notamment à travers la campagne healthcareers.lu³ afin de promouvoir de façon conséquente et stratégique l'image des professions de santé.

ad 5) D'une part, les dépenses en relation avec les médicaments innovants et la médecine personnalisée constituent un point d'attention majeur. Leur prise en charge nécessitera la plus grande transparence en matière de respect des bonnes pratiques dans leur prescription et de prix demandés par l'industrie pharmaceutique.

D'autre part, l'informatique ainsi que les dépenses nécessaires en vue de maintenir un bon fonctionnement de l'infrastructure et la sécurisation de l'exploitation, tout comme le dimensionnement d'un parc d'équipements médico-techniques en ligne avec les besoins sanitaires de la population constituent également des enjeux importants dans les négociations à venir.

Finalement, en ce qui concerne le personnel, le virage ambulatoire ainsi que la réduction des durées moyennes de séjour continueront à animer les négociations entre la CNS et les établissements hospitaliers dans la détermination des postes paramédicaux à prévoir.

.....

Formation des fonctionnaires à la transition écologique | Question **1021** (17/07/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

La France a lancé en 2022, dans le cadre de son plan de sobriété énergétique, son plan de formation des agents publics à la transition écologique. Par un appel d'offres, des organisations ont été sélectionnées pour former des milliers de fonctionnaires français en matière de réchauffement climatique, de biodiversité et de ressources naturelles. Font partie de la formation des visites sur le terrain ainsi qu'une élaboration de plans d'action concrets au niveau de chaque administration. À l'heure actuelle, à peu près la moitié des fonctionnaires visés ont suivi cette formation. Ce plan permet entre autres, en sensibilisant les fonctionnaires à ces questions, de mobiliser leurs ressources et leur inventivité au niveau local.

Étant donnée l'urgence de la transition écologique, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et de la Fonction publique :

- 1) A-t-il eu des échanges au sujet de cette formation avec des responsables français ? Suit-il de près le déroulement de cette formation et l'analyse-t-il ?
- 2) Y a-t-il à l'heure actuelle des connaissances de base en matière de réchauffement climatique, de ressources naturelles et de biodiversité que l'on demande à chaque fonctionnaire communal ou étatique luxembourgeois de connaître ?
- 3) Monsieur le Ministre envisage-t-il de créer une formation écologique obligatoire de ce genre pour les

agents publics du Luxembourg ? Pourquoi ou, le cas échéant, pourquoi pas ?

Réponse (28/08/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Ministère de la Fonction publique procède continuellement à une veille des initiatives des administrations publiques via le réseau européen de coopération entre les administrations publiques. Aussi le MFP suivra le déroulement et l'impact de la formation des cadres de la fonction publique en France citée par l'honorable Député David Wagner. Il n'y a pas d'échanges avec les responsables français sur cette formation.

ad 2) Les fonctionnaires communaux et étatiques luxembourgeois bénéficient de plusieurs formations spécifiques qui permettent d'assurer et de développer des connaissances concernant les sujets évoqués par l'honorable Député. Dans le cadre de leur formation initiale les fonctionnaires communaux peuvent ainsi choisir de suivre des cours sur la protection de la nature, la gestion des déchets ou concernant le système de compensation écologique nationale. Dans le cadre de la formation initiale des fonctionnaires et employés de l'État, plusieurs cycles sont en cours d'analyse pour intégrer la formation au développement durable dans le pilier « principes de gestion publique » dispensé au sein du tronc commun de la formation générale. Ceci aussi pour intégrer la notion de développement durable de manière transversale, par exemple concernant les domaines des finances durables et des marchés publics durables. Dans le cadre de la formation continue destinée aux agents de l'État et aux agents communaux, le catalogue de l'INAP (Institut national d'administration publique) comprend plusieurs formations concernant le développement durable ou encore l'économie circulaire, notamment la formation, sous format d'atelier participatif « fresque du climat – décrypter le changement » du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité pour les agents de l'État du Nohaltegkeetscheck.

ad 3) Le Ministère de la Fonction publique poursuit la volonté d'intégrer les thématiques écologiques de manière transversale dans les formations initiales, tout en continuant à proposer une offre de formation continue adéquate sur ces sujets, afin que les administrations puissent les intégrer dans leurs plans de formation respectifs.

.....

Recommandation de l'ADAC concernant le cannabis au volant | Question **1030** (18/07/2024) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Wéi aus Medieberichter ervirgeet, huet den däitschen ADAC eng Etude gemaach iwwert d'Auswierkunge vum Cannabiskonsum op d'Fuerverhale vum den Automobilisten. An dëser gouf festgestallt, datt de Konsum vu Cannabis däitlech negativ Auswierkungen op d'Fuerverhale vum den Testpersounen hat, an datt een eréischt 20 Stonnen nom Konsum konnt vum engem feelerfräie Fuerverhale schwätzen. Opgrond vun dëser Resultater recommandéiert den ADAC de Leit, déi geleeëntlech Cannabis konsuméieren, sech 24 Stonnen dono net hanner d'Steier vun engem Gefier ze setzen.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madame Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

- Ass der Madame Ministesch dës Etude bekannt?
- Ass de Ministère am Dialog mat lokalen Acteure wéi der Sécurité routière an dem ACL iwwert d'Auswierkunge vum Cannabiskonsum op d'Fuerverhalen?

- Gedenkt de Ministère, änlech Recommandatiounen och zu Lëtzebuerg erauszeginn?

Réponse (12/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Kader vun engער Etude vum däitschen ADAC iwwert d'Auswierkunge vum Cannabiskonsum op d'Fuerverhale vum Automobilisten*innen.

De Ministère huet dës Etude vum ADAC zur Kenntnis geholl. Resultater vun dëser Etude decken sech dann och am Weesentleche mat dem Standpunkt vum Ministère zu dësem Sujet. Esou weisen zum Beispill Studie vum der Universiteit Yale bei Chaufferen, déi Cannabis konsuméiert haten, negativ Auswierkungen op d'Steieren a Kéieren, eng Verschlechterung vun der Reaktionszeit beim Bremsen oder och nach eng Verschlechterung bei der Fäegkeet, fir d'Spuer ze halen, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Opgrond vun dësen Erkenntnisser gëtt reegelméisseg a verschiddene Reuniounen am Kader vun der Verkéierssicherheit mat de betraffene Partner iwwert dës Problematik geschwat.

Eng spezifesch Kommunikatioun, déi an Däitschland jo och net op staatlechem Niveau stattfonnt huet, mee eng Recommandatioun vum ADAC, ass am Moment zu Lëtzebuerg net geplangt. Et sief awer dorops higewisen, dass déi legal Tauxen, déi am Code de la route stinn, ausschlaggebend sinn, an een sech strofbar mécht, wann een sech mat engem méi héijen Taux hannert d'Steier setzt. Ech erlabe mir, fir an dësem Kontext och nach emol op meng Äntwerten op déi parlamentaresch Froen Nr. 0560 a 0760 ze verweisen.

.....

Inscription dans une structure d'éducation et d'accueil (SEA) | Question **1031** (18/07/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Dans bon nombre de communes, des parents – même s'ils travaillent à deux ou s'ils sont monoparentaux et qu'ils travaillent – peinent à faire inscrire leurs enfants dans une structure d'éducation et d'accueil (SEA) à cause du manque de places. Certaines SEA ont élaboré des règles de priorité pour garantir la prise en charge de ces enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du fait que des parents qui travaillent ne parviennent pas à faire inscrire leurs enfants dans une SEA à cause d'un manque de places ?
- 2) Quel est le nombre d'enfants ne parvenant pas à avoir une place, respectivement sont inscrits sur une liste d'attente d'une SEA agréée ?
- 3) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des règles de priorité appliquées dans certaines communes et dans certaines SEA pour garantir la prise en charge des enfants dont les parents travaillent ?
- 4) Une recommandation aux SEA agréées concernant l'inscription de telles règles de priorité dans leur règlement d'ordre interne est-elle envisagée ?
- 5) Monsieur le Ministre encourage-t-il des mesures – par exemple inscrites dans les règlements d'ordre interne des SEA – visant à responsabiliser les parents pour qu'ils profitent de temps de qualité avec leurs enfants pendant leurs congés légaux ?

Réponse (23/08/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

³ <https://healthcareers.public.lu/fr.html>

ad 1) Pour rappel, la mise à disposition de places au sein des structures d'éducation et d'accueil (SEA) est assurée par les gestionnaires choisis par les communes respectives et n'incombe donc pas au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE).

Le MENJE est conscient que certains parents rencontrent des difficultés à inscrire leurs enfants dans une SEA en raison d'un manque de places. À noter que l'augmentation des capacités d'accueil est inscrite dans le programme gouvernemental 2023-2028 et l'accès des enfants aux services d'éducation et d'accueil constitue une des priorités du Gouvernement. Des réflexions et des actions pour répondre à la problématique actuelle et aux besoins des familles sont en cours.

ad 2) Les listes d'attente sont gérées directement par les gestionnaires des structures d'éducation et d'accueil choisies par les communes. De ce fait, le MENJE ne dispose pas d'informations structurées sur le manque de places disponibles. Pour pallier ce manque d'informations, une enquête visant à recenser les informations relatives à la demande de places non satisfaites a été lancée en mars 2024 auprès des SEA pour enfants scolarisés ; l'objectif étant de répertorier le nombre d'enfants inscrits sur les listes d'attente et les besoins en termes de places d'accueil.

ad 3) Le MENJE est au courant de règles de priorité mises en place dans certaines communes et dans certaines SEA pour garantir la prise en charge des enfants. Ces critères de priorité sont définis par les SEA, qu'il s'agisse d'établissements conventionnés ou privés et ne sont pas déterminés par le MENJE. Ainsi, les critères de priorité varient selon la SEA.

ad 4) Il n'est actuellement pas envisagé d'émettre une recommandation aux SEA agréés concernant l'inscription de telles règles de priorité dans leur règlement d'ordre intérieur. En ce qui concerne les SEA pour enfants, il appartient au MENJE de délivrer un agrément au sens de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, à condition que les conditions légales et réglementaires qui s'imposent aux gestionnaires soient réunies.

Les critères concernant les règles d'inscription de priorité ne sont pas inscrits dans la loi, ni dans des règlements grand-ducaux. Il n'appartient dès lors pas au MENJE de fixer lesdits critères qui sont laissés à la libre discrétion des communes et des gestionnaires respectifs.

ad 5) Un certain nombre de SEA prévoient des règles spécifiques dans leur règlement d'ordre intérieur concernant la durée d'accueil journalière ou hebdomadaire des enfants. Au-delà, il est rappelé que les enfants non scolarisés âgés de 1 à 4 ans qui fréquentent un service d'éducation et d'accueil ou une mini-crèche prestataires du chèque-service accueil bénéficient d'un encadrement gratuit de 20 heures hebdomadaires, pendant 46 semaines par an. Il est également à noter que la gratuité partielle de l'accueil pour les enfants soumis à l'obligation scolaire ne s'applique que pendant les périodes scolaires.

Création d'un observatoire de la délinquance | Question 1032 (18/07/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En février 2020, j'ai posé une question parlementaire à la Ministre de la Justice de l'époque concernant l'éventuelle création d'un Observatoire de la délinquance afin de rassembler les différentes statistiques

relatives à la criminalité et à la délinquance à un seul endroit. Actuellement, les statistiques sont toujours collectées et présentées isolément et séparément.

En effet, en France, il existe l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales. Fonctionnant de manière indépendante, il est chargé d'analyser l'évolution des phénomènes criminels et des réponses pénales qui y sont apportées. Pour ce faire, sa mission consiste à recueillir et exploiter les sources de données disponibles sur la délinquance et les réponses pénales. Il procède, en outre, à des enquêtes de victimation et à des publications scientifiques.

À l'époque, la réponse à ma question concernant la création d'un observatoire similaire à celui en France était plutôt positive, laissant la porte ouverte à une telle création sans pour autant avoir un projet en voie d'élaboration.

Dans ce contexte et concernant le changement de Gouvernement, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Est-ce que Madame la Ministre est favorable à la création d'un Observatoire de la délinquance afin de contribuer à une collecte de statistiques plus efficace et centralisée ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

– Est-ce qu'il existe une alternative à un tel Observatoire de la délinquance ?

Réponse (22/08/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Dans l'introduction de la question parlementaire, il est fait référence à l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales qui existait en France. Il y a lieu de relever que cet observatoire a été dissous en 2020, ensemble avec l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice. Ses missions ont été en partie reprises par le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure.

En ce qui concerne la collecte de statistiques, l'honorable Député a observé à juste titre qu'un ensemble de données sur la délinquance est déjà recueilli, bien que de manière dispersée. À titre d'exemple, on peut citer les statistiques judiciaires et pénitentiaires qui sont recueillies par le Ministère de la Justice, les statistiques policières collectées par le Ministère des Affaires intérieures, les statistiques sur la délinquance routière recueillies par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics ainsi que les statistiques en matière de violence domestique recueillies par le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité.

On peut en outre mentionner le projet de Datawarehouse sur lequel le Service informatique de la justice travaille dans le cadre du Programme « Paperless Justice » et dont la première phase, le Proof of concept, s'est achevée fin juin 2024. Le Datawarehouse a pour but de permettre l'accès aux données des juridictions judiciaires en garantissant une protection et sécurité des données maximale et en permettant une analyse de la qualité des données pour pouvoir établir des statistiques qualitatives. Le projet a été présenté aux membres de la Commission de la Justice lors de la réunion du 20 juin 2024 lors de la présentation du « Paperless Justice ».

La mise en place d'un observatoire central nécessiterait de doter ce dernier de criminologues et de sociologues qualifiés. Par ailleurs, il faudrait s'assurer que le traitement des dossiers pénaux par cet observatoire respecte scrupuleusement les règles en matière de protection des données personnelles. Il s'agit dès lors d'un projet de grande envergure. Un tel projet n'est à l'heure actuelle ni à l'étude, ni entamé.

Décision du conseil communal de Hesperange relative au recrutement d'un employé communal pour le poste du « coordinateur du pacte communal » | Question 1033 (18/07/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Le Ministre de l'Intérieur a fait savoir aujourd'hui par voie de communiqué qu'il annule la décision du conseil communal de Hesperange relative au recrutement d'un employé communal pour le poste du « coordinateur du pacte communal » au motif que la candidate n'a pas satisfait aux exigences au niveau des diplômes requis.

Monsieur le Ministre n'a cependant pas retenu le reproche de conflit d'intérêts à l'encontre du bourgmestre, avec pour explication que conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi communale, le bourgmestre avait quitté la salle lors du point de l'ordre du jour en question et n'avait participé ni aux discussions ni au vote y afférent.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre :

1) Les délibérations en Conseil échevinal tombent-elles dans le champ d'application de l'article 20 de la loi communale ?

2) Les procédures de recrutement (élaboration du profil recherché, participation au conseil de recrutement, ...) tombent-elles dans le champ d'application de l'article 20 de la loi communale ?

Réponse (16/08/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

L'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 s'applique indistinctement aux conseillers communaux et aux membres du Collège des bourgmestres et échevins en leur interdisant d'être présents aux délibérations du conseil communal et du Collège des bourgmestres et échevins sur des objets auxquels ils ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires ou fondé de pouvoir ou auxquels leurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré ainsi que leur conjoint ou partenaire ont un intérêt personnel et direct.

Par intérêt direct, au sens de la loi, on entend un intérêt matériel, né et actuel, appréciable en argent.

Il importe de constater que l'article 20 vise les situations où un membre du corps communal est appelé à prendre une décision dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en personne ou à l'organe auquel il appartient, en exécution d'une disposition légale ou réglementaire.

En matière de recrutement de personnel communal, les seules décisions à prendre par le Collège des bourgmestres et échevins, visées par l'article 20 précité sont celles portant sur l'engagement de salariés en exécution de l'article 57, point 8° de la loi communale.

L'engagement des fonctionnaires et employés communaux en revanche relève de la compétence du conseil communal, de sorte que les tâches y relatives, incombant au Collège des bourgmestres et échevins, telles que l'élaboration d'un profil recherché dans le cadre de la publication d'une vacance de poste, l'analyse des candidatures à soumettre au conseil communal ainsi que l'inscription de l'objet sur l'ordre du jour du conseil communal, ne sont pas formellement visées par l'article 20 en question.

Il appartient évidemment à tout membre d'un corps communal de juger si, par respect de ses devoirs de délicatesse, il doit s'abstenir d'intervenir dans des affaires dont l'objet risque de compromettre sa

neutralité et son indépendance, même en l'absence d'une obligation légale formelle découlant de l'article 20 précité.

Finalement, l'honorable Député Sehovic voudra noter que la dénomination légale de la formation collégiale du bourgmestre et des échevins, n'est pas « Conseil échevinal », mais soit « Collège des bourgmestre et échevins », soit « Collège échevinal ».

Discours lors des remises de diplômes dans les lycées | Question 1034 (18/07/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kader vun den Diplomiwwerreechungen um Enn vum Schouljoer am LTPES, de 4. Juli 2024 a Presenz vun der Madamm Justizminister an den 8. Juli a Presenz vun Här Schoulminister, huet d'Directrice vun dësem Lycée gesot:

„De Rietsruck, dee weltwäit duerch d'Gesellschaft geet, bereet mir immens grouss Suergen. Ech hat wierklech gehofft, datt mir no der Erfahrung vum Zweete Weltkrich an der Occupatioun duerch Nazi-däitschland hei am Land, mä och a ganz Europa an an der ganzer fräier Welt, bäigeléiert hätten an net méi empfänglech wiere fir déi vun de Populiste virgegaukelt einfach Äntwerten op komplex Froen. Dës ginn erfahrungsgeméis emmer op d'Käschte vu Minoritéiten a vun deene Persounengruppen, déi um Rand vun eiser Gesellschaft stinn, a vun deene kritesche Membere vun der Gesellschaft. Ech hat och gehofft, datt mer als fräi europäesch Gesellschaft opgrond vun eisem humanistesche Mënschebild an eisem Vertrauen an d'Demokratie immun wiere géint déi riets-extrem a rietspopulistesch Gefor.“

(zitëiert aus der Äntwert vum Här Schoulminister op meng parl. Fro 0983)

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Minister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister preziséieren, wou hien dësen Extrait hierhuet, an, wa méiglech, béid Rieden, déi d'Directrice am Kader vun den Diplomiwwerreechungen am LTPES gehalen huet, an hirer Integritéit noreechechen?

2. Den Här Minister huet a senger Äntwert op meng parl. Fro 0983 gesot, d'Directrice hätt mat dëser Ried net géint hir Verpflichtung zur Neutralitéit verstouss. Lo liese mir awer beispillsweis um „site officiel de l'administration française“: „Un agent public [...] doit respecter une obligation de neutralité en application de laquelle il ne doit pas, dans l'exercice de ses fonctions [...] manifester ses convictions qu'elles soient religieuses, philosophiques ou politiques, à l'égard des usagers et de ses collègues.“ (Devoirs de réserve, de discrétion, de neutralité et secret professionnels dans la fonction publique | Service-Public.fr) (*Hyperlien à consulter sur www.chd.lu*.)

Kann den Här Minister, am Licht vun dësem Zitat, confirméieren, datt d'Directrice mat hirer Ausso „De Rietsruck, dee weltwäit duerch d'Gesellschaft geet, bereet mir immens grouss Suergen“ net géint hir Verpflichtung zur Neutralitéit verstouss huet?

Réponse (24/07/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Béid Rieden, déi d'Directrice am Kader vun den Diplomiwwerreechungen am LTPES gehalen huet, sinn um Internetsite vum LTPES ze fannen a kënnen do an hirer Integritéit nogelies ginn (L.T.P.E.S. - Félicitations aux diplômés du LTPES 2024 !). (*Hyperlien à consulter sur www.chd.lu*.)

ad 2. Déi politesch Neutralitéit, där sech all Beamten an och eis Schoule verpflichten, féint hir Limitten an eiser Verfassung an och an de Mënscherechter. Eis éffentlech Schoul däerf net neutral si par rapport zu de Feinde vun eise fräiheetlech demokratesche Grondwäerter, also och net par rapport zu rietsextremen oder rietspopulistesch Gedanken. Wien sech bewusst géint eis Verfassung a géint déi allgemeng Mënscherechter stellt, kann déi Neutralitéit, déi den honorabelen Deputéierten zitëiert, net akloen. D'Schüler sollen an der Schoul zur Toleranz erzu ginn. Domadder kann awer net d'Toleranz géigengewier der Intoleranz gemengt sinn. An deem Sënn ass et absolut zoulässeg, jo souguer wëschenswäert, datt sech d'Schoule géint Rietsextremismus a Rietspopulismus engagéieren.

Dëst war an aller Kloeerheet och schon d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 0983, an där ech mech besuergt gewisen hunn, datt dëst keng Selbstverständlechkeet méi wier. D'Réckfro vum honorabelen Deputéierte bestärkt mech just nach an dëser Suerg.

Heures de travail supplémentaires prestées au Luxembourg | Question 1035 (18/07/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Il n'existe à ma connaissance pas de vue d'ensemble sur les heures supplémentaires prestées au Luxembourg ces dernières années : j'aimerais donc obtenir les informations suivantes de Monsieur le Ministre du Travail et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Monsieur le Ministre ou bien Madame la Ministre pourrait-il ou elle me communiquer une ventilation des heures de travail supplémentaires prestées au Luxembourg par année et par secteur pour les 6 dernières années ?
- 2) Quelle est la masse salariale de ces heures supplémentaires (avec une ventilation par année et par secteur) ?
- 3) Quel est le montant total des cotisations qui auraient résulté de ces heures supplémentaires (avec une ventilation par année et par secteur) si les salaires avaient dû cotiser sur ces heures ?

Réponse (12/08/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) D'après le Code du travail (Art. L. 211-27), les heures supplémentaires sont soit compensées par du temps de repos, soit comptabilisées sur un compte épargne-temps (majoration = 50 % dans ces deux cas), soit payées à un taux de 140 %.

Selon le Code de la sécurité sociale, les heures supplémentaires sont exemptes de cotisations sociales à l'exception des cotisations pour l'assurance maladie-maternité (prestations en nature) et pour l'assurance dépendance, auxquelles est soumise l'heure supplémentaire non majorée. Seules les heures payées (et par conséquent qui donnent lieu à une cotisation) sont reprises dans les fichiers de la sécurité sociale. Les heures supplémentaires compensées ne sont donc pas retraceables par l'intermédiaire de ces fichiers administratifs.

Entre 2018 et 2023, le nombre d'heures supplémentaires déclarées dans les fichiers de la sécurité sociale est passé de 11.582.463 à 11.228.033, soit une progression annuelle moyenne de -0,6 % (tableau n° 1).

(*Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*.)

ad 2) Entre 2018 et 2023, la masse salariale des heures supplémentaires est passée de 295,4 millions

d'euros à 359,0 millions d'euros, soit une progression annuelle moyenne de +4,0 % (tableau n° 2).

(*Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*.)

ad 3) Entre 2018 et 2023, le montant des cotisations pour l'assurance maladie-maternité, prestations en nature (dont cotisations de l'État), et pour l'assurance dépendance, résultant des heures supplémentaires non majorées est passé de 22,6 millions d'euros à 27,5 millions d'euros, soit une progression annuelle moyenne de +4,0 % (tableau n° 3 a).

(*Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*.)

Ainsi, si les heures supplémentaires avaient été soumises à cotisation (y compris la majoration de l'heure supplémentaire) pour l'ensemble des régimes de sécurité sociale, le montant des cotisations qui en résulterait aurait affiché 113,8 mio. d'euros en 2018 et 137,7 mio. d'euros en 2023 (dont cotisations de l'État pour l'assurance maladie-maternité et l'assurance pension), contre 22,6 mio. en 2018 à 27,5 mio. en 2023 à législation constante, soit une augmentation annuelle moyenne d'environ 100 millions d'euros sur la période concernée (tableau n° 3 b).

Impact de la nouvelle loi sur les associations sans but lucratif | Question 1036 (18/07/2024) de **M. Marc Spautz** | **Mme Françoise Kemp** (CSV)

Mat deem neien ASBLs-Gesetz vum 7. August 2023 an duerch déi am Gesetz virgesinne Kategoriséierung an énnerschiedlech Gréisste vun ASBLen, fale vill Associatiounen an een neie Régime comptable. Als „utilité publique“ brauche si awer souwisou schon eng Fiduciaire an ee Réviseur d'entreprise. Mat deem neie Régime huet d'Union Grand-Duc Adolphe Fédération nationale de musique (UGDA) eisen Informatiounen no zum Beispill e Surcôt tëscht 30.000-40.000 € d'Joer un Ausgaben. En gros huet de Benevolat dann och net just ofgehofft iwwert déi lescht Joren, mee tendéiert esou nach weider u Bereetschaft ze verléieren, wann et nieft der Zäit och nach Sue kascht.

An deem Kontext wéllt mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Familljeminister stellen:

1. Wat huet d'Regierung kuerz-, mëttel- a laangfristeg virgesinn, fir de Benevolat zu Lëtzebuerg nees méi attraktiv ze gestalten, sou wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass?
2. Wéi vill Veräiner ginn iwwert de Seuil vun der Kategoriséierung am neie Gesetz vun der „petite“ zur „moyenne“ Associatioun?
- Wier et méiglech, dës Seuilen ze flexibiliséieren a per Règlement grand-ducal amplaz Gesetz ze définéieren, fir esou der Situatioun um Terrain gerecht ze ginn?
3. Bestinn Iwwerleeungen, fir een Template um Site www.myasbl.lu en place ze setzen, un deem sech d'Associatiounen orientéiere kéinten, fir d'Comptabilité en partie double an de Bilan automatiséiert ze maachen?
4. Betreffend de Punkt vun der „gratuité“, wier et méiglech, dësen duerch eng Formule ze ersetzen, déi et erlaabt, d'Frais encourus, d'Frais de représentation oder Ähnlech ze bezuelen?

Réponse (01/10/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Wéi am Koalitiounsaccord festgehalen, wäert d'Regierung hir Efforte verstärken, fir de Benevolat weider ze promovéieren, d'Offer un d'Besoine vun de Leit unzepassen a méi flexibel Méiglechkeeten, sech ze engagéieren, unzebidden. Tatsächlech gëtt et e grousst Potential vum Benevolat zu Lëtzebuerg, wéi eng TNS-ILReS-Ëmfro vun 2021 am Opdrag vum Familljeministère gewisen huet.

Déi nei Plattform „benevolat.lu“ vun der Agence du bénévolat bréngt haut schonn Associatiounen a Fräiwëlleger beieneen, andeems souwuel punktuell wéi och méi laangfristeg Méiglechkeeten, sech ze engagéieren, verëffentlecht ginn, dat an ënnerschiddlechen thematesche Beräicher. D'Offer vun dëser Plattform gëtt permanent ausgebaut a soll och an Zukunft weider developpéiert ginn. Notamment soll d'Benevolat-Offer am soziale Beräich erweidert ginn, sief et am Handicap, bei eelere Persounen oder Mënschen, déi sozial méi schwach sinn, andeems méi „nidderschwellig“ Missiounen, wéi zum Beispill mat enger Persoun Kaffi drénken, trëppele goen oder einfach Zäit verbréngen, ausgeschafft an ugebuede ginn. Gläichzäitg soll och de benevollen Engagement vun eelere Leit méi staark gefërdert ginn, andeems d'Offer an deem Beräich op der Plattform „benevolat.lu“ ausgebaut gëtt.

Donieft wäerten och d'Méiglechkeete vum digitale Benevolat ausgebaut ginn, sou datt Leit, déi zäitweis an aus verschiddene Grënn net sou flexibel oder mobil sinn, op eng digital Offer zeréckgräife kënnen.

De Familljeministère wäert mëttelfristeg een interministerielle Comité an d'Liewe ruffe mam Zil, e Statut vum Benevollen ze schafen, Weeër ze sichen, fir de Benevolat ze valoriséieren, z. B. iwwer e Badge-System, wéi et dat am Ausland scho gëtt, respektiv d'Méiglechkeet ze präiwen, fir eng Assurance-Accident fir de Benevollen anzeféieren.

A puncto Kommunikatioun ass eng Campagne virgesinn, déi d'Wichtigkeet vum Benevolat an eiser Gesellschaft ervirhiewen an d'Leit encouragéiere soll, sech benevole ze engagéieren.

ad 2. D'Gesetz vum 7. August 2023 iwwert ASBLen a Fondatiounen („d'Gesetz“) gesäit am Artikel 18 vir, dass all ASBL eng Comptabilitéit muss féieren. Dës Obligatioun, déi net nei ass an zu enger gudder Governance gehéiert, gëtt elo proportional zur Gréisst an Aktivitéit vun der ASBL festgeluecht. D'Gesetz gesäit ab dem Akraafttriede vum 23. September 2023 awer eng Iwwergangszäit vu 24 Méint vir.

Zur Erënnerung: Wéinst der Iwwergangsperiod vum 24 Méint hunn d'ASBLen nach Zäit, sech mam neie Comptabilitéitsregimm vertraut ze maachen. D'Associatiounen, déi virum Akraafttriede vum neie Gesetz, also virum 23. September 2023, gegrennt goufen, bleiwe bis dem 23. September 2025 dem ale Comptabilitéitsregimm ënnerstallt, ausser si géifen hir Statuten un dat neit Gesetz virum dësem Datum upassen. Nom Oflafe vun der Iwwergangszäit wäerten d'Ännerunge fir d'ASBLen d'Comptabilitéit vun 2026 betreffen, déi 2027 wäerten deposéiert ginn. Wann d'ASBLen hir Statute virum Enn vun der Iwwergangszäit un dat neit Gesetz upassen, kënnen sech d'Ännerungen och méi fréi applizéieren, z. B. falls eng ASBL hir Statuten am Laf vun 2024 geännert huet, gëllt den neie Comptabilitéitsregimm ab dem 1. Januar 2025 an d'Comptabilitéitsdokumenter müssen am Juni 2026 aprouvéiert ginn.

Vun deem Moment un, wou d'Konte vun den ASBLen wäerten am Registre de commerce et des sociétés („RCS“) ënnert dem neie Gesetz deposéiert ginn, wäerten Zuelen disponibel ginn, wéi vill ASBLen ënnert déi kleng, mëttel oder grouss ASBLen falen. Dës Zuele bestinn am Moment also nach net.

Et ass am Moment net virgesinn, d'Seuilen aus dem Artikel 18 vum Gesetz unzepassen oder dës Seuilen an engem aneren Text wéi dem Gesetz festzeleeën.

ad 3. Den Artikel 18 vum Gesetz gesäit vir, wéi déi kleng, mëttel a grouss ASBLen hir jeeeweileg Comptabilitéit nom Enn vun der Iwwergangszäit vu 24 Méint musse féieren.

Et ass am Moment net virgesinn, Modeller op der Internetsäit myasbl.lu ze verëffentlechen, fir den Associatiounen d'Fräiheet ze loosse, hire Scheema sou ze gestalten, datt et am Aklang mat hiren Aktivitéiten ass.

ad 4. D'Gesetz gesäit an den Artikelen 5 (3) fir d'ASBLen a 45 (2) fir d'Fondatiounen d'Gratuitéit vun de Mandater vun den Administrateuren vir.

D'Gratuitéit heescht, dass keng Bezuelung vum Mandat däerf an de Statute virgesi ginn, an dass keng Bezuelung stattfannen däerf. Dës schléisst awer haut schonns net aus, dass reell Käschten, wéi z. B. Deplacements- an Openthaltskäschte kënnen op der Basis vu presentéierte Rechnunge rembourséiert ginn, well dës keng Bezuelung vum Mandat duerstellen.

Réforme du dispositif du chèque-service accueil (CSA) | Question 1037 (19/07/2024) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

L'accord de coalition 2023-2028 prévoit une réforme du dispositif du chèque-service accueil (CSA). Actuellement le barème de participation des parents prévoit différentes catégories du CSA en fonction des revenus. Celui-ci prévoit une participation maximale à partir d'un revenu égal ou supérieur à 4,5 fois le salaire social minimum.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Monsieur le Ministre envisage-t-il d'adapter le barème de la participation des parents au CSA en rajoutant des tranches supplémentaires au-delà de la limite de 4,5 fois le salaire social minimum et de rendre ainsi le système du CSA plus équitable ?

Réponse (23/08/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a introduit une série de mesures en faveur des enfants et de leurs familles afin de rendre l'accès aux services de l'éducation non formelle équitable :

Afin qu'un maximum d'enfants puisse bénéficier d'une offre éducative de qualité dans tous les services de l'éducation non formelle, la gratuité de l'accueil et des repas de tous les enfants scolarisés à l'enseignement fondamental pendant les semaines d'école s'applique depuis la rentrée 2022-2023. Les enfants de 1 à 4 ans bénéficient dans le contexte d'une éducation plurilingue d'un encadrement gratuit de 20 heures hebdomadaires, et ce pendant 46 semaines par an.

Les parents dont les enfants fréquentent un service d'éducation et d'accueil pour jeunes enfants ou enfants scolarisés, une mini-crèche ou une assistante parentale peuvent s'attendre à ce que les directives de qualité établies et contrôlées par le MENJE s'appliquent. Outre les critères de qualité structurelle, le cadre de référence national sur l'éducation non formelle prévoit des spécifications sur le plan pédagogique qui doivent être respectées.

Enfin, dans le cadre de la réforme du dispositif du chèque-service accueil (CSA), le programme

gouvernemental ne prévoit pas d'ajouter des tranches supplémentaires au-delà de la limite de 4,5 fois le salaire social minimum.

Nouveau radar fixe à Saeul | Question 1038 (19/07/2024) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

Zënter dem 1. Juli blëtzt zu Sëll en neie Radar op der Haaptstrooss. Et ass eng Testphas virgesinn. No dëser kënn dann déi eigentlech repressiv Phas.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Chauffeure goufe während der Testphas geblëtzt? Wat war déi maximal Vitess?
2. Wéi vill Camionen, Camionnetten an Autoe goufen op dëser Plaz geblëtzt?
3. Wéini leeft déi repressiv Phas un?
4. Gëtt et och änlech Statistike fir de Radar, deen an der Géigend vu Leewel bei Biekerech steet a fir deen, deen tëscht Sëll a Miersch positionéiert ass?

Réponse (16/08/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. An der Testphas ginn all Donnéeë geläscht an och keng Auswärtung gemaach. Den Objektiv vun der Testphas ass et zum Beispill, de Parametrage an d'Ästellung vum der Kamera/Cadragge ze maachen.

ad 3. Ee genauen Datum gouf nach net définéiert.

ad 4. Zu deene gefrote Radare goufe während der Testphas och keng Auswärtunge gemaach, deemno bestinn och hei keng Donnéeën.

Bénéficiaires d'un complément pour pension minimum | Question 1040 (19/07/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Dans la contribution salariale à l'Avis du Conseil économique et social publié le 17 juillet 2024 il est écrit à la page 15 : «... en 2009, dernière année pour laquelle des données sont publiques, 80 % des 26.600 bénéficiaires d'un complément pour pension minimum étaient des femmes – augmenter la pension minimum revient donc principalement à augmenter le niveau de pension des femmes ».

– Comme il s'agit d'informations d'intérêt publique, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pourrait-elle me transmettre une ventilation par sexe et par année (en commençant en 2009) des bénéficiaires d'un complément pour pension minimum ?

Réponse (19/08/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Les données de 2009 auxquelles la CSL fait référence dans sa partie de l'Avis du Conseil économique et social publié le 17 juillet 2024 étaient incluses dans le rapport associé à l'exposé de la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension (document parlementaire 6387).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En décembre 2023, 36.014 pensions du régime général d'assurance pension versées par la Caisse nationale d'assurance pension contiennent des compléments pour pension minima. La répartition par sexe des bénéficiaires de compléments pour pension minima reste relativement stable depuis 2009, avec 79,3 % de femmes et 20,7 % d'hommes en 2023.



(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La proportion des bénéficiaires d'un complément pour pension minima parmi l'ensemble des pensions du régime général d'assurance pension a diminué, passant de 19,5 % en 2009 à 16,4 % en 2023. La diminution la plus significative est observée chez les bénéficiaires féminins.

Panne informatique globale du 19 juillet 2024 | Question 1041 (19/07/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Ee weltwäiten technesche Feeler huet e Freideg den 19. Juli 2024 de Betrib a verschiddene Branchë beaflosst: Fluch- an Zuchgesellschaften hunn hir Fliigere an Zich gestoppt, verschidde Fernsehsendere waren net méi accessibel, bei de Banke bis zum Gesondheetswiese gouf et och Problemer an hiren informatesche Systemer.

No enger Warnung, déi d'Firma CrowdStrike un hir Clienté geschéckt huet, ass et kloer ginn, datt en Update vun hirer Software „Falcon Sensor“ de Microsoft Windows zum ofstierze bréngt.

Laut Lëtzebuerger Medien hat d'Pann och zu Lëtzebuerg hir Repercussiounen. Wéi et aus der Press ze liesen ass, ware bis ewell d'Fluggesellschaften dovunner betraff, wat fir d'Retarden an Annulatioune bei de Vollen um Findel gesuergt huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung an dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

– Kënnt Dir bestätegen, dass dës technesch Problemer och aner Beräicher wéi de Fluchverkëier zu Lëtzebuerg betraff hunn? Falls jo, wéi eng Beräicher waren nach concernéiert?

– Wat fir eng Mesuren huet d'Regierung geholl, fir d'Auswierkunge vun dësem weltwäiten technesche Feeler op kritesch Infrastrukturen a Servicer zu Lëtzebuerg ze minimiséieren?

– Kann d'Regierung de finanziellen Impakt vun dësem techneschen Ausfall op Lëtzebuerger Firme chiffriéieren?

– Wéi eng Schrëtt gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Sécherheet an d'Resilienz vun den digitale Systemer hei am Land géint änlech Pannen an Zukunft ze verbesseren?

Réponse (04/09/2024) de **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministere de la Digitalisation | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

De CIRCL huet déi éischt Hiweiser op d'Informatik-Pann an engem Bericht iwwer Informatik-Pannen aus Neuseeland festgestallt. Effektiv goufen déi éischt Auswierkunge vum CrowdStrike Update aus Neuseeland gemellt. Esoubal d'Informatioun iwwer ee méiglechen Incident duerch e feelerhafte CrowdStrike Update bekannt gouf, hunn déi national CSIRTen (GOVCERT a CIRCL) an déi national zoustänneg regulatoresch Autoritéiten (HCPN, ILR a CSSF) sech concertéiert fir ze bestëmmen, ob dës Situatioun op eng eventuell Cyberattack zréckzeféiere wier. Dës Evaluatioun ass a Kollaboratioun mam europäesche CSIRT-Reseau an dem EU-CyCLONE (European Cyber Crisis Liaison Organisation Network) duerchgefouert ginn.

Den 19. Juli 2024 moies huet de CIRCL den technesche Bericht „TR-87 – CrowdStrike Agent causing BSOD loop on Windows – Faulty Update on Falcon Sensor“ verëffentlecht a souwuel d'Regulateure wéi seng Communautéit informéiert. Den Institut luxembourgeois de

régulation (ILR) huet de Bericht TR-87 nach am Laf vum Moien diffuséiert a kuerz drop huet d'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) eng Kommunikatioun erausginn.

Dacks sinn et grouss Betriber, déi an Endpoint Detection and Response Software wéi CrowdStrike investéieren, an e puer vun deenen, déi CrowdStrike benotzen, ware vun der Pann betraff. Zu Lëtzebuerg waren dës e puer Betriber aus dem Finanzsecteur an eng Fluchgesellschaft. Et sinn, 2 Wochen nom CrowdStrike Incident, bei den zoustänneg regulatoresch Autoritéiten an den nationale CSIRTen (GOVCERT a CIRCL) keng Incidente mat signifikativem Impakt am Zesummenhang mat CrowdStrike gemellt ginn. Spezifesch fir de Finanzsecteur sinn Incidenten am Zesummenhang mam CrowdStrike Feeler vun 42 Entitéite bei der CSSF agaangen. Kee vun dësen Incidenten ass als signifikativ fir d'essenziell Servicer aus dësem Secteur identifizéiert ginn (entspreechend der europäescher Richtlinn – der Network and Information Security Direktiv, „NIS 1“). Bei den nationale kriteschen Infrastrukturen an de Bedriewer vun essenzielle Servicer hat de CrowdStrike Feeler also kee signifikativen Impakt, oder d'Bedriewer haten déi néideg Mesuren am Virfeld geholl, fir den Impakt ze minimiséieren. D'Infrastrukturen an d'Servicer, déi vum CTIE (Centre des technologies de l'information de l'État) geréiert ginn, waren net betraff.

Den Impakt zu Lëtzebuerg war wäit manner grouss wéi an anere Länner, de finanziellen Impakt op d'Betriber léisst sech awer net chiffriéieren. E puer béiswëlleg Entitéiten hu vum Virfall profitéiert, fir Phishingattacken ze starten.

Entspreechend der aktueller Legislatioun sinn d'Bedriewer vu kriteschen Infrastrukturen gehalen, fir hir operationell Risike reegelméisseg ze bewäerten an entspreechend Mesuren ze huelen. D'Risiken an der IT duerch Ofhängegkeete vun IT-Léisunge vun Drëtten (Supply Chain Risks) sinn een Deel vun dëser Risikoanalys an d'Mesuren dogéint sinn déi gängeg Best Practices am IT-Beräich. Zousätzlech sinn d'Bedriewer vu kriteschen Infrastrukturen gehalen, fir e Plan de continuité de l'activité ze definéieren. Dozou gehéiert, datt bei Ofhängegkeete vun IT-Prozesser alternativ Prozesser definéiert ginn, déi am Fall vun engem Incident kënnen exekutéiert ginn, fir esou den Impakt op dat operationell Geschäft an op den Déngscht un de Bierger esou kleng wéi méiglech ze halen.

Wéi et am Koalitionsaccord virgesinn ass, wäert d'Regierung weider an d'Sécherheet vun der staatlecher Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien-Infrastruktur investéieren, an esou Privatleit a Betriber besser viru Cyberattacke schützen.

Mat der Ëmsetzung vun der zweeter Network-and-Information-Security-Direktiv, „NIS 2“ (Projet de loi n° 8364) an den zousätzleche regulatoresch Erweiderunge fir de Finanzsecteur (EU Digital Operational Resilience Act) wäerten d'Exigenzen un de Risikomanagement weider ausgebaut ginn, méi spezifesch am Beräich vun der Sécherheet an der Supply Chain. Iwwert de Finanzsecteur eraus wäert d'Transpositioun vun der NIS 2 Direktiv zousätzlech ekonomesch Secteuren an de reguléierte Kader mat eranhuelen.

Jugement du 19 juillet 2024 de la Cour internationale de justice au sujet de l'occupation des territoires palestiniens par Israël | Question 1042 (22/07/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La Cour internationale de justice à La Haye a rendu le 19 juillet 2024 un jugement retenant clairement que les colonies de Cisjordanie et de Jérusalem-Est « sont

maintenues en violation du droit international ». Le jugement condamne les « pratiques de l'occupant, dont l'installation de colons juifs en Cisjordanie et à Jérusalem-Est (750.000 aujourd'hui), le transfert forcé de population, les expulsions, les démolitions d'habitations, la confiscation de terres, les restrictions de circulation, le détournement de ressources naturelles « au profit de sa propre population, notamment des colons ». Israël a l'obligation « de respecter le droit du peuple palestinien à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles », ajoutent les juges (« Le Monde », 20 juillet 2024). Cette décision, non contraignante, a été saluée par l'Autorité palestinienne, mais aussi par de nombreux observateurs, pour sa clarté et sa sévérité dans la condamnation de la politique d'occupation illégale d'Israël, et comme un appel à la communauté internationale de se mobiliser.

La veille, le 18 juillet 2024, la Knesset israélienne adoptait à une large majorité une résolution s'opposant à la solution à deux États comme voie de règlement négociée du conflit. Cette résolution a été condamnée aussi bien par l'Union européenne que par la France.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Premier ministre :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport au jugement de la CIJ ? Est-ce qu'il appuiera une future résolution annoncée par l'Autorité palestinienne à l'Assemblée des Nations Unies condamnant Israël et requérant la cessation de l'occupation illégale dans les territoires occupés ?

2) Est-ce que la résolution de la Knesset modifie la position du Gouvernement luxembourgeois quant à la nécessité de reconnaître l'État de Palestine ?

3) Comment est-ce que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères entend poursuivre ses efforts visant à promouvoir une solution à deux États au Proche-Orient au vu du refus de la quasi-totalité des partis représentés à la Knesset ?

Réponse (21/08/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministere des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le Luxembourg soutient le travail et l'indépendance de la Cour internationale de justice (CIJ), et à ce titre également son avis consultatif rendu le 19 juillet dernier au sujet des conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Cette position se reflète également dans ses observations écrites du 20 juillet 2023 et dans ses observations orales du 22 février 2024 devant la CIJ. En accord avec cette position, le Luxembourg est en attente d'un possible projet de résolution à l'Assemblée générale des Nations Unies reflétant l'avis consultatif de la CIJ et l'examinera, ensemble avec ses partenaires européens.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois affirme le principe de la reconnaissance de l'État de Palestine dans le cadre de la solution à deux États et du processus de paix au Moyen-Orient. L'adoption, le 17 juillet 2024, par la Knesset d'une résolution opposant la création d'un État palestinien n'incite pas le Gouvernement à modifier cette position.

ad 3) Il est à noter que sur les 120 membres de la Knesset, 68 ont voté en faveur de cette résolution, contre l'opposition des partis Ra'am et Hadash-Ta'al, et l'absence de membres du parti d'opposition Yesh Atid de Monsieur Yair Lapid et du parti travailliste HaAvoda. En tout état de cause, il s'agit de continuer à s'engager avec tous les acteurs afin de parvenir à une paix durable par le biais d'une solution à deux États, incluant un État palestinien vivant côte à côte en paix avec

Israël. La reconnaissance bilatérale de la Palestine nécessite un effort international concerté afin d'exercer la pression nécessaire et de créer la dynamique politique requise pour changer la donne. La reconnaissance bilatérale ne doit pas seulement être un symbole, mais aussi un outil de changement. Le Gouvernement réitère sa conviction que la solution à deux États est la seule voie vers une paix durable qui garantisse non seulement la sécurité des Palestiniens, mais aussi celle d'Israël.

.....

Prolongation du délai de détention préventive | Question 1043 (22/07/2024) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Depuis une loi du 2 décembre 2021 ayant modifié le Code de procédure pénale, le délai maximal de détention, à l'issue duquel un prévenu arrêté et privé de liberté doit être présenté devant un juge d'instruction peut exceptionnellement, en cas d'indices graves de culpabilité et de circonstances particulières de l'espèce, être porté de 24 heures à 48 heures par le biais d'une ordonnance motivée d'un juge d'instruction.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Pour combien de prévenus une ordonnance visant à prolonger le délai de détention à un maximum de 48 heures a été prise, par année depuis l'entrée en vigueur de la loi susvisée ?

2) Quelle est, depuis son entrée en vigueur et par année, la proportion entre les détentions inférieures à 24 heures et les détentions qui durent entre 24 et 48 heures avant la présentation des prévenus devant un juge d'instruction ?

3) Pour quels types d'infractions présumées une prolongation du délai de base de 24 heures a-t-elle été appliquée ?

4) Par quelles « circonstances particulières de l'espèce » les prolongations du délai de détention ont été justifiées ?

5) Quel est le délai moyen de détention des prévenus visés par une ordonnance de prolongation du délai de détention avant la présentation devant un juge d'instruction ?

6) Parmi les prévenus visés par une ordonnance de prolongation du délai de détention, combien ont été inculpés et mis en détention préventive et/ou placés sous contrôle judiciaire ?

Réponse (27/08/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Le cabinet d'instruction de Diekirch n'ayant à ce jour pas encore émis d'ordonnance de prolongation du délai de 24 heures en application de l'article 93, alinéa 2 et suivants du Code de procédure pénale, les chiffres indiqués ci-après ne concernent que le cabinet d'instruction de Luxembourg.

ad 1) et 2) Le cabinet d'instruction de Luxembourg a fait application de cette nouvelle disposition dans le cadre de trois instructions judiciaires comportant plusieurs prévenus. Ces applications ont eu lieu deux fois entre 2021 et 2022 et une fois en 2023.

ad 3) La prolongation du délai de base de 24 heures a été appliquée une fois dans le cadre d'un assassinat, une fois dans le cadre d'infractions à loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie et une fois dans le cadre de violences policières.

ad 4) Les prolongations du délai de détention ont été justifiées par la complexité et la spécificité des faits

nécessitant l'exécution de multiples mesures d'instruction en parallèle ainsi que par le nombre de détenus en cause.

ad 5) Dans les trois cas où une prolongation du délai de base de 24 heures a été appliquée, les suspects ont été présentés au juge d'instruction le lendemain de leur arrestation, c'est-à-dire deux à cinq heures après l'écoulement du délai ordinaire. Les suspects ont donc à chaque fois été présentés au juge d'instruction bien avant l'écoulement du délai prolongé théorique de 48 heures.

ad 6) Parmi les prévenus visés par une ordonnance de prolongation du délai de détention, tous les suspects ont été inculpés et mis en détention préventive et/ou placés sous contrôle judiciaire.

.....

Fonds de compensation | Question 1044 (22/07/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An de Rapports annuels vun dem Fonds de compensation kann een ënnert anerem och d'Entwécklung vun de „prêts hypothécaires aux particuliers“ novollzéien. Esou ass am Rapport vum leschte Joer ze liesen, dass Enn 2023 nach 313 Prête bei engem Taux vun 1,75 % aktiv sinn, déi insgesamt nach 8,5 Milliounen Euro wäert sinn. Och ass ze liesen, dass de Volume u Prête konstant erofgeet.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi kënt et dozou, dass sech Prête vu Particulieren am Fonds de compensation erëmfannen?

2. No wéi enge Krittäre ginn dës Prêten ausgewielt an/oder opkaf?

3. No wéi enge Krittäre ginn déi applizéiert Zënssätz festgeluecht a wéi ass de groussen Ënnerschied zu den aktuell um Marché applizéierten Zënssätz ze erklären?

4. Wéi positionéiert sech de Ministère zu der beschriwwener Entwécklung vun der Unzuel u Prêten? Wéi gesäit hei déi kuerzfristeg a laangfristeg Strategie aus? Ass e konstante Renouvellement geplangt?

Réponse (03/09/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Dës Prêten u Particulieren hunn hiren Ursprung an der Privatbeamtenpensiounskeess, déi ee Service hat, wou een als Privatbeamten ënner bestëmmte Konditioune konnt e Prêt fir de Kaf vun enger Wunneng oder engem Haus accordéiert kréien.

Mat der Aféierung vum Eenheitsstatut op den 1. Januar 2009 ass de Stock vun de bestoende Prêten un de Kompensatiounsfong iwwerdroe ginn, well dës Prête Bestanddeel vun der Reserv sinn, an d'Gestioun vun de Reserven d'Missioun vum Kompensatiounsfong nom Artikel 247 vum Code de la sécurité sociale ass.

ad 2. De Kompensatiounsfong géiert säit Enn 2009 nach just ausschliisslech existent Prêten, bis dës integral zeréckbezuelt sinn. Et gi keng Prêten an- oder opkaf.

Krittären, fir bei der Privatbeamtenpensiounskeess ee Prêt ze kréien, waren, dass een huet missen de Statut vum Privatbeamte besëtzen, d'Gréisst vum Haus oder der Wunneng waren an der Gréisst an am Präis limitéiert, de maximale Montant, deen ee konnt géleint kréien, war plafonéiert an huet och net dierfen 80 % vum Wäert vun der geplangter Immobilie iwwerschreiden, d'Kapazität, fir de Prêt ze rembourséieren, huet missen ënner 1/3 vum Revenu disponible leie bei enger maximaler Dauer vum Prêt vu 25 Joer, ouni dass den Alter vu 65 Joer konnt iwwerschritt ginn.

ad 3. Bei Prêten, déi virum 1. September 2009 gemaach gi sinn, baséiert den Zënssatz op dem Referenztax fir d'Rechnung vun der Subvention d'intérêt (dem ehemolegen Taux social). Dësen Zënssatz gëtt nom 12. Joer vum Prêt, nom deemsollege Reglement vun der Pensiounskeess, ëm 0,25 % majoréiert. Dobäi gëtt et dann nach verschidden Zënssätz, wann een dat beléint Haus selwer net méi bewunnt oder net méi an der Sécurité sociale affiliéiert ass. Prêten, déi nom 1. September 2009 accordéiert gi sinn, hunn een Zënssatz, deen sech op den Taux de refinancement vun der Europäescher Zentralbank berufft, majoréiert mat 1,5 %.

ad 4. Wéi am Rapport annuel vum Fong beschriwwen, entwéckelt sech d'Zuel vun de Prêten no ënnen. No 2009 si keng nei Prête méi vum Pensiounsfong gemaach ginn. Den zoustännige Service bei der Pensiounskeess ass duerch natierlech Ofgäng op e Minimum reduzéiert ginn. Well Prêten ëmmer eng méi komplizéiert a staark reglementéiert Aktivitéit gi sinn, huet de Fong haut net méi déi néideg Ressourcen an den Knowhow, fir dës Aktivitéit nees opzehuelen.

.....

Crédit d'impôt location | Question 1045 (22/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 22. Mee dëst Joer ass d'Gesetz iwwert verschidden Hëllef fir de Wunnengsmaat a Kraaft getrueden (Loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement). Hei gouf een neie Bëllegen Akt fir d'Locatioun agefouert (crédit d'impôt location).

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Logement dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hunn dëst Joer bis ewell vun dësem Steierkredit profitéiert a wéi vill Sue goufe Stand 31.7.2024 ausbezuelt?

2. Bei wéi villen Transaktiounen ass dëst Joer kee Steierkredit accordéiert ginn (also weeder de klassesche Bëllegen Akt, nach de Bëllegen Akt fir Locatioun)?

Réponse (12/08/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

D'Zil vum Gesetz vum 22. Mee 2024 iwwer verschidden Hëllef fir de Wunnengsmaat ass et, de Konstruktionssektor an och d'Handwerk ze stäerken, fir domat Aarbechtsplazen ofzesécheren, d'Offer vu Wunnengen unzekerbelen a souwell Keefer wéi och Locatairé bei der Wunnengssich ze ënnerstëtzen.

Eng Iwwersiicht iwwer all d'Moosname fënt sech hei: Mesures – Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire (gouvernement.lu) / Mesures – Ministère des Finances (gouvernement.lu).

Wat de sougenannte „Bëllegen Akt“ fir d'Locatioun ugeet, gouf dësen, op den 31. Juli 2024, am Kader vun 33 Transaktiounen ugefrot an och accordéiert. 54 Leit hunn dovunner profitéiert. De Gesamtmontant vum Steierkredit, deen accordéiert gouf, beleeft sech op 904.035,93 Euro.

Vun 2.260 Transaktiounen, wou de klassesche „Bëllegen Akt“ ugefrot gouf, gouf en 2.217-mol accordéiert an 43-mol net accordéiert.

.....

Participation de l'État aux centres nationaux sportifs | Question 1046 (22/07/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 0804 hunn ech verschidde Froen zu der Participatioun vum Staat un de Centres nationaux am

Sport gestallt. Hei stellen sech no der Äntwert awer eng Rei weider Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Kann de Minister erklären, wéi et méiglech ass, dass eleng de Bedarf no méi Trainingsméiglechkeete beim Stade de Luxembourg zu enger Augmentatioun vun 382.500 € 2019 op 2.121.662 € 2023 bei der Participatioun un de Fonctionnementskäschte gefouert huet?

2. Kann de Minister erklären, wéi et méiglech ass, dass eleng de Bedarf no méi Trainingsméiglechkeete beim Complexe sportif Parc Hosingen zu enger Augmentatioun vun 33.673 € 2019 op 71.680 € 2023 bei der Participatioun un de Fonctionnementskäschte gefouert huet?

3. A senger Äntwert huet de Minister geschriwwen: „A wat de Centre national de golf ugeet, gëllt et ze betounen, dass déi finanziell Participatioun, bis dëst Joer, iwwer de Fonds d'équipement sportif national bezuelt gouf. Zënter 2024 leeft dëst och iwwer de Budget vun den nationale Sportzentren, sou datt dësen am nächsten Aktivitéitsbericht wäert opgeléicht sinn.“

Firwat gouf de Centre national de golf bis 2023 iwwer de Fonds d'équipement sportif national bezuelt?

4. Zu der Fro nom „Centre national de canoë kayak“ zu Dikrech huet de Minister Follgendes geäntwert: „D'Komplexitéit vum Dossier, duerch d'Bedeelung vu ville staatlechen Instanzen, ass de Grond, wisou de Centre national de canoë kayak Stand haut nach net konventionéiert ass an de Sportsministère d'Fonctionnementskäschten net kann iwwerhuelen.“ Och wann hei verschidde staatleche Instanzen involvéiert sinn, sou gëtt et dësen zënter 2016. Firwat ass deen och no méi wéi 8 Joer zënter senger Grënnung nach net konventionéiert? Gëtt et ausser der Bedeelung vu verschidde staatlechen Instanzen besonnesch Grënn dofir?

5. De Centre national des arts martiaux krut bei der Participatioun un de Fonctionnementskäschten 2021 138.563 €, 2022 660.229 € an 2023 215.203 €. Kann de Minister déi grouss Ënnerscheeder beim Centre national des arts martiaux erklären?

Réponse (21/08/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. De Stade de Luxembourg ass offiziell de 26. September 2021 ageweit ginn. Dëst erkläert, wisou d'Fonctionnementskäschten zënterhier an d'Luucht gaange sinn. Dobäi koumen natierlech och déi steigend Energiepräisser, souwéi och d'Acquisitioun vu verschidde Ekipement, dat indispensable ass, fir datt de Stade de Luxembourg esou ka funktionéieren, wéi en dat aktuell fir d'Fussball- a Rugbymatcher mécht.

ad 2. De Sportkomplex zu House gouf an dëser Zäit méi genotzt, sou datt och d'Fonctionnementskäschten an d'Luucht gaange sinn. Donieft spillen natierlech och déi steigend Energiekäschten eng Roll.

ad 3. D'Ursach loung an der Natur vun den Aarbechten, déi um Centre national de golf gemaach goufen. Déi finanziell Participatioun gouf via Konventioun gereegelt. An Tëschenzäit huet eng nei Konventioun déi al ersat, sou datt d'Bedeelung vun de Fonctionnementskäschten iwwer den Artikel vun de Centres nationaux gereegelt gëtt.

ad 4. Sou wéi et aus der vieregter Äntwert ervirgeet, ass dësen Dossier duerch d'Implicatioun vu verschidde Instanzen komplex. Allerdéngs préiwe meng Servicer aktuell eng Propositioun, déi et géif erlaben,

eng Konventioun mat de verschidde Partner kënnen ze ënnerschreien.

ad 5. 2022 sinn d'Personalkäschte réckwierkend op d'Joer 2018–2021 bezuelt ginn, sou datt deen exzeptionelle Montant zustane koum.

Exercice de l'autorité parentale dans le cas de divorce | Question 1047 (22/07/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 0808 huet d'Justizministesch eis verschidde Zuele geliwert zu de Scheedungen. Wat d'Zuele vum Droit de garde vu Kanner a Scheedungsfäll betrëfft, esou schreift d'Ministesch:

„Am Fall vun engem Divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales versicht de Riichter d'Parteien ze versöne respektiv hinnen ze hëllefen, een Accord ze fanne betreffend d'Residenz vun de Kanner an de Modalitéite vum Besuchsrecht. Falls keen Accord zustane kënn, hëlt de Riichter eng Decisioun a Funktioun vum Interêt vun de Kanner. [...]“

Bei klenge Kanner respektiv Kanner, déi nach gestëllt ginn, gëtt d'Residenz meeschtens bei der Mamm fixéiert. De Papp kritt an dëse Fäll e reegelméisseg Besuchsrecht. Wann d'Kanner iwwer 7 Joer al sinn, gëtt a ville Fäll eng Résidence alternée op Prouf decidéiert.“

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi oft gouf zënter 2018 d'Residenz vun Kand bei der Mamm fixéiert a wéi oft beim Papp?

2. Wéi oft gouf engem Elterendeel zënter 2018 d'Besuchsrecht entzunn? Existéieren hei Zuelen opgeschlësselt jee nodeems dëst fir d'Mamm oder de Papp decidéiert gouf?

3. Am Artikel 371-1 vum Code pénal steet: „Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 2.000 euros ou d'une de ces peines seulement, les parents et autres personnes [...] qui ne représenteront pas à ceux qui ont le droit de le réclamer, [...]“

– Wéi vill Plainté gouf et am Zäitraum vun 2018 bis 2023 betreffend dëse Passage vum Artikel 371-1 CP?

– Wéi oft gouf am selwechten Zäitraum d'Stof op Basis vun dësem Passage vum Artikel 371-1 ausgesprach?

– Wéi vill Plainten op Basis vun dësem Passage vum Artikel 371-1 CP goufen am selwechten Zäitraum vum Parquet ad acta geluecht?

– Falls d'Ventilatioun net fir dëse Passage sollt verfügbar sinn, da wgl. op Basis vun alle Fäll vum Artikel 371-1 CP.

Réponse (06/09/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. D'Regierung huet keng spezifesch Statistiken iwwer d'Unzuel vun endgültige geriichtlechen Entscheedungen betreffend d'Residenz vun mannrjäregen Kanner no der Scheedung, déi zënter dem Akraaftriede vum Gesetz vum 27. Juni 2018 geholl goufen.

ad 2. Et ass just an Ausnahmefäll, dat ee vun den Elterendeeler d'Besuchsrecht entzu kritt. Esou hu laut den Zuele vun de Justizautoritéiten zënter 2018 16 Mammen an 39 Pappen d'Besuchsrecht entzu kritt.

ad 3. Wat d'Verletzung vum Besuchsrecht (Non-présentation d'enfants) ugeet:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Statistike vun den „affaires nouvelles“ bezéie sech op d'Plainten, mee och op Meldunge vun

Institutionen a Signalementer, déi gemaach goufen. Par contre gëtt et keng Opschlësselung par rapport zu deenen dräi Elementer.

Et ass ze notéieren, datt déi meescht Plainté wéinst der Verletzung vum Besuchsrecht an den éischte Méint vun der Trennung vun den Elteren deposéiert ginn, d. h. an enger Phas, an där d'Elteren oft nach a Konflikt sinn a Schwierigkeeten hunn, sech mat der Trennung an de Konsequenzen dovunner ofzefannen.

Dat féiert dozou, dass:

- an enger kuerzer Zäitspan déi selwecht Eltere vill Plainté kënnen deposéieren,
- oft Plainten deposéiert ginn, well deen een Elterendeel d'Kanner ze spéit ofliwwert, oder well d'Urteeler falsch interpretéiert ginn an esou Mëssverständneser entstinn.

Vu dass esou Affairen och nach vun aneren Instanzen behandelt ginn, wéi zum Beispill dem Juge aux affaires familiales „JAF“, an den Eltere Méiglechkeete vun enger alternativer Resolutioun vun hiren Differenzen (Service Treffpunkt oder Mediation) zur Verfügung gestallt ginn, ass et an de meeschte Fäll net néideg, op eng stroferechtlech Interventioun zeréckzegräifen. Déi meescht Eltere fannen no enger éischter konfliktueller Phas e modus vivendi, deen awer weiderhi vun de Geriichter a vum Parquet suivéiert gëtt.

Falls awer d'kierperlech oder d'geeschteg Gesondheet vum Kand um Spill steet, da geet den Dossier un de Jugendriichter, deen, wann et muss sinn, nach aner Mesurë kann huelen (Suivi éducatif, Plazéierung vum Kand etc.).

Défauts constatés dans des logements commercialisés par la SNHBM | Question 1048 (22/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Een Artikel op rti.lu vum 5. August 2022 hat beréicht, dass et bei verschidde Baute vun der SNHBM ganz schlëmm Defekter gëtt. Rieds ass vu Schimmel, Infiltratiounen, enger schlechter Ventilatioun, déi fir stéckeg Wunnenge suergt, a geschréipste Fënsteren. Am selwechte Wunnegebaue um Kierchbiere waren 2023 och Stécker vun engem Balcon erfogefall. D'Balcone kënnen zënterdeem net méi vun de Residente genotzt ginn, wéi een Artikel op lessentiel.lu et richtig titelt „Privés de balcon, terrasse ou jardin depuis... septembre 2023“.

D'SNHBM hat informéiert, dass si dës Wunnengen net selwer gebaut huet, mee iwwer Sous-traitanten, déi sech missten ëm dës Problemer këmmern. De Minister hat op d'Froen N° 6622 a 6625 geäntwert, dass déi zoustänneg Firmen sech ëm déi Mängel géife këmmern.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Sinn d'Problemer am Wunnegebaue um Kierchbiere méttlerweil all geléist?

Falls nee, firwat net a bis wéini kënnen d'Bewunner mat enger Léisung rechnen?

2. Wéi vill weider Plainté wéinst Defekter a Gebaier vun der SNHBM an dem Fonds du logement gouf et vusäite vun de Besëtzer/Emphyteoten a Locataire vum éffentleche Wunnengen tëschent 2022 an 2024?

Réponse (22/08/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'SNHBM huet all d'Problemer an de betraffene Residenzen um Kierchbiere behuewen.

Just de Problem mat der Fassad/Balconen ass nach net geléist. Obwuel d'SNHBM direkt aktiv ginn ass,

konnt bis haut nach keng Eenegung mat der Entreprise, déi déi Aarbechten ausgefoert huet, fonnt ginn, an d'SNHBM huet duerfir geriichtlech Schrëtt an d'Weeër geleet.

D'Gericht huet en Expert assermenté chargéiert, eng detailléiert Expertis ze maachen. Dës Expertis ass nach net ofgeschloss. De Schued kann eréischt behuewe ginn, wann d'Gericht sech prononcéiert huet.

ad 2. Wéi schonn an der QP 6625 geschriwwen, féiert d'SNHBM keng Statistike vu Plaintë pro Joer.

Am Kader vun de Remise des clés gëtt, wann néideg, eng Lëscht mat Mängel erstallt, déi dann zäitno, ënner der Kontroll vun de Coordinateurs de chantier, ofgeschafft gëtt. Sollt et duerno nach Reklamatioune ginn, déi d'SNHBM net zesumme mat de Sous-traitante gereegelt kritt, ginn déi Fäll bei der Assurance gemellt.

Beim Fonds du logement ginn d'Ufroen vun de Locataires, de Propriétaires an den Emphyteotes am System erfaasst a verschafft.

Bei de meeschte Fäll handelt et sech ëm kleng Mängel, déi duerch d'Benotze vun den zur Verfügung gestallte Wunnengen optrieden oder duerch den Alter vum Gebai ze erkläre sinn.

Bei Mängel un Neibaute ginn dës am Kader vun de gesetzliche Garantien mat de Baufirmae behuewen. Nëmme an Ausnahmefäll kënn et hei zu der Ernennung vun engem Expert an dem Melle vum Schuet an d'Assurance.

Utilisation du Taser par la police | Question 1049 (22/07/2024) de **M. Tom Weidig** | **M. Fred Keup** (ADR)

D'Benotze vun elektresche Schockgewierer („Tasers“) duerch Polizisten gouf souwuel an Däitschland wéi och a Frankräich getest an duerno applizéiert. A Frankräich huet de Gebrauch vum Taser sech bewäert. An engem Artikel op Europe 1, deen den 19. November 2023 publizéiert gouf (Longue portée, plus de cartouches : ce Taser révolutionnaire que pourrait bientôt utiliser la police (europe1.fr), gëtt erkläert: „En 2022, la police a eu une augmentation de l'usage du Taser sur le terrain avec aucun blessé. Et en 2021, il y avait un blessé pour environ 3.000 usages (...) en proportion, c'est l'arme qui fait le moins de blessures par rapport à son usage sur le terrain.“ De Gebrauch vun dëser Waff huet et fäerdegbruecht, méi wéi eng geféierlech Situatioun an eisen Nopeschlänner ze berengegen.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Bannemister gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zum Asaz vum Taser duerch d'Police?

2. Wat hält d'Regierung vun der Notzung vun dëser Waff an den Nopeschlänner?

Réponse (20/08/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

De Regierungsprogramm gesäit vir, dass d'Benotzung vum Taser soll evaluéiert ginn („L'équipement de la police sera amélioré et adapté aux nouvelles réalités et aux besoins. [...] L'équipement éventuel des policiers avec des ‚Tasers‘ sera évalué.“, p. 111.)

Emprunts obligataires privés | Question 1050 (22/07/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Dans la suite du mouvement baissier des prix sur le marché immobilier résidentiel, le Luxembourg a vu

certaines scandales financiers tels Cenaro ou encore Qubic, au centre desquels se trouvent des levées de fonds non garantis sous forme d'emprunts obligataires privés émis sous droit luxembourgeois. Ces emprunts non cotés et non régulés par la Commission de surveillance du secteur financier, ni par la Bourse de Luxembourg, étaient vendus à des family offices, des investisseurs privés « avertis » et parfois des fonds d'investissement dont les parts étaient acquises par des fonds de pension.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Messieurs les ministres des Finances respectivement du Logement et de l'Aménagement du territoire :

– Madame et Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il conviendrait de renforcer la régulation des emprunts obligataires privés, sous forme de titrisation ou non, afin d'éviter des abus spéculatifs du type de ceux observés dans les scandales récents Cenaro et Qubic ?

– Madame et Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il conviendrait d'introduire un ratio de fonds propres conséquent comme condition de pouvoir émettre des obligations privées à des investisseurs avertis ?

– Quelles sont les conséquences sur le plan réglementaire et de la surveillance que tirent les ministres des scandales liés à certains promoteurs ayant levé des fonds liés à des ventes en état futur d'achèvement (VEFA) au cours des dernières années, afin de prévenir de nouveaux scandales du même type ?

Réponse (17/09/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la régulation des émissions d'emprunts obligataires privés non cotés, sous forme de titrisation ou non, vendus à des family offices, des investisseurs privés « avertis » et parfois des fonds d'investissement dont les parts sont acquises par des fonds de pension.

Il échet tout d'abord de noter que la question de l'honorable Député a trait à des affaires encore en cours dont l'ensemble des ressorts ne sont pas, à ce stade, tous connus. Sur cette base, il serait prématuré de tirer des conclusions en vue d'un éventuel changement de la réglementation.

Il est cependant opportun de rappeler que l'émission d'obligations par des sociétés relève avant tout du droit des sociétés. L'article 100-14 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales pose le principe que toute société peut émettre des obligations. Cette forme de valeur mobilière qui représente un titre de créance sur la société émettrice constitue pour les sociétés commerciales une alternative viable au crédit bancaire et permet de lever les capitaux indispensables au développement de leurs activités.

À cet égard, il est intéressant de se référer aux récents rapports Noyer⁴, Leta⁵ et Draghi⁶ qui servent de base aux discussions entre décideurs européens

⁴ Rapport de Christian Noyer « Développer les marchés de capitaux européens pour financer l'avenir – Propositions pour une Union de l'épargne et de l'investissement » (avril 2024) ; <https://www.economie.gouv.fr/actualites/rapport-noyer-developper-marches-capitaux-europeens-financer-avenir>

⁵ Rapport d'Enrico Leta « Much more than a marke » (avril 2024) ; <https://www.consilium.europa.eu/media/ny3j24sm/much-more-than-a-market-report-by-enrico-leta.pdf>

⁶ Rapport de Mario Draghi « The future of European competitiveness » (septembre 2024) https://commission.europa.eu/topics/strengthening-european-competitiveness/eu-competitiveness-looking-ahead_en#paragraph_47059

sur la relance de la compétitivité en Europe. Les rapports Noyer et Draghi relèvent notamment que l'accès des entreprises européennes à un financement non bancaire est vital mais notoirement insuffisant par rapport à d'autres pays en concurrence directe avec les pays européens. La titrisation est également présentée dans lesdits rapports comme indispensable au financement de l'économie et un moyen efficace de transfert des risques vers des investisseurs qui sont suffisamment sophistiqués pour financer les actifs titrisés. Les recommandations exprimées dans ces rapports tendent à faciliter l'accès à ces moyens de financement en simplifiant la réglementation, et non en la rendant plus stricte.

Concernant la protection due aux investisseurs, il convient de noter que celle-ci est ancrée dans la réglementation luxembourgeoise existante (qui est elle-même issue de la réglementation européenne). Le niveau de protection varie, conformément au principe de proportionnalité, en fonction de la catégorisation du client (ou du client potentiel). Ainsi la clientèle de détail bénéficie du plus haut niveau de protection. Ceci explique notamment pourquoi les organismes de titrisation qui émettent en continu des valeurs mobilières à destination du public conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation doivent obtenir un agrément de la Commission de surveillance du secteur financier. A contrario, les investisseurs dits « professionnels » ou « institutionnels » (comme les fonds d'investissement, les family office et autres investisseurs du secteur financier) disposent de la sophistication nécessaire pour évaluer la solidité d'une transaction financière telle qu'une émission obligatoire ou une titrisation.

Concernant la question relative à l'imposition d'un ratio de fonds propres comme condition pour émettre des obligations privées à des investisseurs avertis, il convient de rappeler que le Luxembourg a fidèlement transposé toutes les directives européennes en matière de réglementation relative à la surveillance des marchés financiers (notamment les directives « prospectus », « transparence », « abus de marché », « MiFID II », etc.). Il n'existe pas à notre connaissance d'initiative européenne pour réglementer spécifiquement les émissions d'emprunts obligataires privés visés par l'honorable Député. Imposer un ratio de fonds propres là où la législation européenne ne le prévoit pas aurait donc pour effet de soumettre les entreprises luxembourgeoises, dans leur recherche d'investisseurs privés, à des conditions de concurrence inégales vis-à-vis de leurs concurrentes européennes.

En ce qui concerne la protection des acquéreurs d'immeubles vendus en l'état futur d'achèvement, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 0806.

Exploitation d'un bar à vin dans la zone verte | Question 1051 (22/07/2024) de **M. Franz Fayot** | **Mme Claire Delcourt** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

An der Reunioun vum 18. Juli vun der Kommissioun fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau huet d'Madamm Ministesch erkläert, dass et zwee Wënzer gëtt, déi eng Konzessioun hunn, fir an der Gréngzon eng Wäistuff ze bedriewen, dass aner Wënzer awer keng Konzessioun kréien.

Dozou wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau stellen:

– Wéini goufen déi zwou Konzessiounen ausgestallt? Fir wéi en Zäitraum an op wat fir enger gesetzlecher Basis ass dat geschitt?

– Wat ënnerscheet dës zwee Fäll vun aneren Demandé fir eng Wäistuff an der Gréngzon, déi keng Autorisatioun kruten?

Réponse (12/09/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Laut Cabaretage-Gesetz vum 6. Juni 1989 muss all Persoun, déi e sougenannten „Ausschank vun alkoholeschem Gedränk“ (Débit de boissons alcooliques), fir op der Plaz ze consomméieren, wéll etabléieren, eng Deklaratioun bei der Douanesverwaltung maachen. Op där Basis gëtt da gekuckt, ob a wéi eng Schank-Lizenz kann ausgestallt ginn.

Bei deenen 2 vun den Deputéierten ugeschwate „Konzessiounen“ handelt et sech deemmo ëm 2 Schank-Lizenzen. Déi eng gouf 1986 ausgestallt. Den Transfert vun der Lizenz gouf 2021 op Basis vum Artikel 6 Paragraph 6 vum Cabaretage-Gesetz vum 6. Juni 1989 autoriséiert. Déi zweet Lizenz gouf 1996, och op Basis vum Artikel 6 vum virgenannte Cabaretage-Gesetz, ausgestallt.

Beim Ausstelle vun enger Schank-Lizenz gëtt gepréift, ob d'Konditiounen vum d'Cabaretage-Gesetz erfëllt sinn. Ob esou en Ausschank an der Gréngzon läit oder net, ass fir d'Ausstelle vun enger Schank-Lizenz u sech net relevant. Fir aner Autorisatiounen, wéi z. B. Baugeneemegungen, sinn de Finanzministère respektiv d'Douanesverwaltung net zoustänneg.

.....

Bâtiments de l'Administration des contributions directes | Question **1052** (23/07/2024) de **Mme Diane Aehm** (CSV)

An engem rezenten Interview um Radio huet den Direkter vun der Steierverwaltung, dee säit dem 1. Mee am Amt ass, eng Rei Ukënnegunge gemaach, wat d'Zukunft vun der Steierverwaltung ubelaangt. Hien huet, ënnert anerem, ugekënnegt, datt et Iwwerleeunge gëtt, fir d'Verwaltung, déi aktuell op 24 Sitten a 14 Gemenge verdeelt ass, esouwuel kuerz- ewéi laangfristeg ze regroupéieren.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madame Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Finanzminister stellen:

- Wéi eng regional Sitte gëtt et a wéi vill dovunner respektiv wéi eng solle weider bestoe bleiwen?
- Wéi vill verschidde Sitte gëtt et an der Stad?
- Wéi vill Leit schaffen op deenen eenzelne Sitten?
- Wou sollen déi Neiastellungen hir Aarbechtsplaz kréien?
- Gëtt dru geduecht, fir eventuell Leit op méi engem grouse Site ze regroupéieren?
- Wa jo, ass scho gewosst, wou dat kéint sinn a fir wéini dat wier?
- Gëtt dës Site vum Stat gelount oder kaaft?
- Wat ass de Präis pro m² am Fall vun engem Kaf respektiv de Loyer pro m² am Fall vun enger Locatioun?

Réponse (22/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Aktuell zielt d'Steierverwaltung 24 Sitte verdeelt op 17 Gemengen am Land.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

An der Stad gëtt et de Moment 7 Sitten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Op deem klengste Site vun der Steierverwaltung schaffen 8 Beamten. Op deem gréisste sinn et der ronn 200. An der Moyenne schaffe 45,69 Mataarbechter op engem Site.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir de Moment gëtt et dräi Projeten, fir aktuell Sitten op méi grouse Sitten ze regroupéieren:

1. Déi aktuell Sitte vun Dikrech an Ettelbréck ginn op engem Nordstad-Site zu Ettelbréck regroupéiert. Dëst am Gebai Centre administratif Nordstad, dat de Moment am Bau ass. Dësse Projet sollt Enn 2026 ofgeschloss sinn.
2. Fir verschidde Sitte vun der Stad Lëtzebuerg ze regroupéieren, gëtt en neie Site op der Cloche d'Or geschaf. Dësse Projet soll Mëtt 2026 fäerdeg ginn.
3. Um Horizont 2035 ass geplangt, eng Cité des contributions directes um Kierchbiérg fir bis zu 1.500 Leit ze bauen. Hei sollen all d'Servicer vun der Stad Lëtzebuerg an deels der Peripherie regroupéiert ginn. Aktuell gëtt op der Basis vum Programme de construction, deen 2023 vum Finanzministère mat der Steierverwaltung opgestallt ginn ass, gepréift, wéi dësen op de Site „Tony Rollman“ um Kierchbiérg passt. De Site mécht den Eck vun der Avenue John F. Kennedy an der Rue Erasme. Dës Site gehéiert momentan nach dem Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg.

D'Verwaltung fir ëffentlech Bauten huet eng éischt Analys vum Bauprogramm ofgeschloss. An engem nächste Schrëtt gëtt en Appel à candidatures lancéiert, fir d'Bureaux d'études auszewielen.

Duerfir ass et aktuell nach ze fréi, fir konkret Aussoen zum m²-Präis ze maachen.

Doriwwer eraus wäert de Büro vun Déifferdeng deemnächst innerhalb vun der Uertschaft a méi eng modern Struktur plënnen.

.....

Personnel de l'Administration des contributions directes | Question **1053** (23/07/2024) de **Mme Diane Aehm** (CSV)

An engem rezenten Interview um Radio huet den Direkter vun der Steierverwaltung, dee säit dem 1. Mee am Amt ass, eng Rei Ukënnegunge gemaach, wat d'Zukunft vun der Steierverwaltung ubelaangt. Hien huet, ënnert anerem, ugekënnegt, datt d'Steierverwaltung iwwert déi nächst Jore wäert 500 Leit astellen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Finanzminister stellen:

- Iwwer wéi vill Joer sollen déi 500 Beamten agehallt ginn?
- Wéi eng Profiller ginn agehallt an a wéi enge Carrièren?
- Wéi wëll de Staat déi Leit unzéien, wann ee weess, datt elo scho vill Plazen an der Fonctioun publique net besat sinn?
- Ginn duerch d'Digitaliséierung Posten agespuert?
- Wa jo, wéi vill a wéi eng Profiller?
- Wat bedeit dat fir den Netto-Wuesstem um Niveau vum Personal vun der Steierverwaltung?

Réponse (22/08/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Steierverwaltung plangt, mëttelfristeg bis zu 500 Beamten anzustellen. Wann een d'Ofgäng an d'Pensioun mat arechent, wäert d'Verwaltung doduerch netto ëm ronn 200 Beamten, op ronn 1.300 Persounen, wuessen.

D'Profiler, déi d'Steierverwaltung am Kader vun hirer Transformatioun, Modernisatioun an Digitalisatioun brauch, si breet gefächert. Dëst fänkt mat der Stärkung vun de Ressources humaines un, fir d'Rekrutementer, d'Formatiounen an eng besser Gestioum vum Personal. Et ginn doriwwer eraus och IT-Agenten, Data Science-Spezialisten, Steier-Experten, Auditeuren, TMO1, BPM2, Ekonomisten a Juristen, genesou wéi och Kontrolleren a Gestionnaire gesicht.

D'Verwaltung wëll sech och weider moderniséieren, fir kompetent a motivéiert Leit ze halen an och Neier unzezéien, déi och Méiglechkeete respektiv Perspektiven ugebuede kréien, fir sech intern weiderzeentwéckelen. Den Employeur Branding, esouwéi och d'Kommunikatioun sollen aus deem Grond staark ausgebaut ginn, fir d'Attraktivitéit vun der Steierverwaltung souwuel no banne wéi och no baussen ze steigern.

D'Digitalisatioun wäert dozou féieren, dass d'Prozesser méi effizient kënnen gestallt an de Service um Bierger verbessert ka ginn. Fir d'Ëmsetzung an d'Implementatioun dovunner wäerten nei Poste geschaf ginn, déi souwuel duerch nei Rekrutementer wéi och duerch d'Mobilitéit interne kënnen besat ginn.

.....

Conditions de logement insuffisantes | Question **1054** (23/07/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Selon un article réemment publié dans la presse luxembourgeoise, quatre communes frontalières françaises auraient annoncé la mise en place d'un « permis de louer » dès janvier 2025. À l'avenir les propriétaires devraient ainsi disposer d'une autorisation pour mettre un logement en location, autorisation qui leur serait délivrée à la suite d'un contrôle de l'habitabilité et de la salubrité effectué par les autorités. Cette nouvelle réglementation s'appliquerait à la première location d'un logement ou lors d'un changement de locataire pour les biens déjà loués.

Cette mesure visant à lutter contre la prolifération de situations de mal-logement dans les communes frontalières est basée sur l'article 6 de la loi française de 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs qui oblige le bailleur « de remettre au locataire un logement décent ne laissant pas apparaître de risques manifestes pouvant porter atteinte à la sécurité physique ou à la santé, exempt de toute infestation d'espèces nuisibles et parasites, répondant à un critère de performance énergétique minimale, défini par un seuil maximal de consommation d'énergie finale par mètre carré et par an, et doté des éléments le rendant conforme à l'usage d'habitation ».

Au Luxembourg les critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location sont régis par la loi de 2019 et les règlements grand-ducaux afférents. Cette législation ne prévoit pas de contrôles lors de la mise en location mais demande toutefois à tout propriétaire ou exploitant de déclarer préalablement au bourgmestre de la commune les caractéristiques des chambres qu'il donne en location ou qu'il met à disposition. Des contrôles des logements et des chambres mis en location ou mis à disposition peuvent être effectués par le bourgmestre de la commune.

Dans une réponse à la question parlementaire n° 6152 (2022), votre prédécesseur au Ministère du Logement

avait attesté l'absence de statistiques nationales sur les conditions de logement insuffisantes et de données sur l'application de la loi de 2019. Il s'ensuit que les autorités étatiques ou communales ne disposent d'aucun moyen pour déterminer le taux de la population vivant dans des conditions de logement insuffisantes. Or, votre prédécesseur avait annoncé dans sa réponse vouloir procéder à une adaptation de la législation en question en se basant sur les observations et propositions reçues par les communes et les acteurs concernés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

- 1) Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une adaptation de la législation de 2019 telle que souhaitée par votre prédécesseur est nécessaire ?
- 2) Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de Monsieur le Ministre pour procéder à une telle adaptation et quelle en serait la finalité ?
- 3) Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il lutter par d'autres moyens contre les conditions de logement insuffisantes ? Si oui, lesquels ?
- 4) Monsieur le Ministre est-il en faveur d'une réglementation plus stricte pour le cas spécifique des chambres mises en location ou mises à disposition, dans le but de lutter contre les « marchands de sommeil » ?
- 5) Dans l'affirmative, est-il d'avis que le dispositif mis en place par certaines communes frontalières françaises imposant des contrôles préalables à la mise en location pourrait trouver une application au Luxembourg pour les chambres mises en location ? Dans la négative, prévoit-il d'autres mesures pour le cas spécifique des chambres mises en location ?

Réponse (09/08/2024) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Comme déjà informé dans les réponses aux questions parlementaires n° 0855 (6 juin 2024) et n° 0996 (12 juillet 2024), le groupe de travail interministériel « critères de salubrité et de sécurité des logements » sera réactivé.

Dans ce cadre, il est prévu d'impliquer étroitement les communes, afin de leur demander leurs observations et propositions.

Au regard des informations se trouvant déjà à notre disposition, une revue de la législation afférente en collaboration avec tous les concernés s'impose.

Le dispositif mis en place prochainement par certaines communes frontalières françaises imposant des contrôles préalables à la mise en location d'un logement ou d'une chambre (introduction d'une sorte de « permis de louer ») mérite d'être analysé par le prédit groupe de travail, tout comme la pertinence d'autres mesures éventuellement nécessaires pour lutter contre les « marchands de sommeil ».

Adresse de référence | Question 1055 (23/07/2024) de M. Franz Fayot (LSAP)

Dans sa réponse du 21 mai 2024 à la question parlementaire n° 0606 concernant e. a. le nombre de bénéficiaires d'adresses de référence, Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a indiqué qu'entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023, 1.215 personnes étaient inscrites à une adresse de référence au Registre national des personnes physiques. Par ailleurs, Monsieur le Ministre a

déclaré ne pas avoir d'informations sur le nombre de personnes inscrites à une adresse de référence par l'intermédiaire d'associations œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (ASFT).

Or, selon mes informations, le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) disposerait de données circonstanciées et complètes à ce sujet.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Madame la Ministre de la Digitalisation :

– Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer que le CTIE dispose d'informations circonstanciées sur les bénéficiaires d'une adresse de référence ?

– Dans l'affirmative, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils me fournir les informations sur le nombre de personnes actuellement inscrites à une adresse de référence par l'intermédiaire d'associations ASFT ?

Réponse (05/09/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Monsieur le Député, je ne peux pas confirmer vos informations selon lesquelles le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) disposerait de données circonstanciées et complètes sur le nombre de personnes inscrites à une adresse de référence par l'intermédiaire d'associations ASFT.

Je renvoie dans ce contexte à la réponse du Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, du Ministre des Affaires intérieures et de la Ministre de la Digitalisation à la question parlementaire n° 0606 de Monsieur le Député Franz Fayot et de Monsieur le Député Georges Engel concernant l'adresse de référence.

Exécution des décisions de déguerpissement | Question 1056 (23/07/2024) de M. David Wagner | M. Marc Baum (déi Lénk)

Après deux suspensions justifiées par les effets de la pandémie de Covid-19 en 2020 et 2021 et une suspension de fin 2022 en raison des pressions inflationnistes, l'exécution des décisions de déguerpissement ordonnées en matière de bail à usage d'habitation en application de la loi modifiée du 21 septembre 2006 a repris depuis le 1^{er} avril 2023.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Combien de procédures pour demander l'autorisation du juge de paix de pouvoir faire expulser une personne sont actuellement en cours ?
- 2) Combien de procédures pour demander l'autorisation du juge de paix de pouvoir faire expulser une personne ont été traitées depuis le 1^{er} avril 2023 ?
- 3) Combien de ces demandes ont été accordées ?
- 4) Combien d'expulsions autorisées par le juge de paix ont été exécutées depuis le 1^{er} avril 2023 ?
- 5) Dans combien de cas depuis le 1^{er} avril 2023 le juge de paix a-t-il accordé un sursis à l'exécution de la décision ?

Réponse (26/09/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

La question parlementaire n° 1056 concerne l'exécution des décisions de déguerpissement depuis le 1^{er} avril 2023.

ad 1) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les chiffres indiqués incluent les procédures pendantes à un déguerpissement des locataires/occupants.

ad 2) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il est précisé que ce nombre inclut les procédures pendantes à un déguerpissement des locataires/occupants.

ad 4) Pendant la période du 1^{er} avril 2023 au 16 août 2024, 327 déguerpissements autorisés par le juge de paix ont été exécutés par les huissiers de justice, dont 262 dans l'arrondissement de Luxembourg et 65 dans l'arrondissement de Diekirch.

ad 5) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dans un souci de transparence, le Ministère de la Justice publie annuellement les chiffres relatifs aux « décisions de sursis » dans son rapport d'activité (voir Partie III – Rapport d'activité des juridictions judiciaires et des parquets).

Règlement relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (AMLR) | Question 1057 (23/07/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

En mai dernier, l'Union européenne a adopté un paquet visant à renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent. Ce « paquet AML » comprend notamment le règlement AML, dit AMLR. Celui-ci sera directement applicable dès la mi-2027. Ce texte, qui est d'une importance stratégique pour la place financière, a suscité beaucoup d'intérêt durant son élaboration et sa mise en œuvre est également suivie de près par les professionnels concernés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Outre le règlement AMLR directement applicable, le Ministre estime-t-il qu'il est nécessaire de réaliser des adaptations ponctuelles de textes de loi ?

– Dans l'affirmative, quel est le calendrier prévu pour réaliser ces adaptations ?

Réponse (22/08/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Le 20 juillet 2021, la Commission européenne a présenté un ensemble de propositions législatives visant à renforcer les règles de l'Union européenne (UE) en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Ce paquet comprenait une proposition de règlement relatif à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (AMLR), une proposition de directive établissant les mécanismes que les États membres doivent mettre en place pour prévenir l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, et abrogeant la directive (UE) 2015/849 (AMLD6), une proposition de règlement instituant une Autorité européenne pour la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (AMLAR) ainsi qu'une proposition de refonte du règlement (UE) 2015/847 étendant les exigences de traçabilité aux crypto-actifs (TFR2) (le « paquet AML »).

Les versions finales de ces textes ont été publiées au Journal officiel de l'UE respectivement le 9 juin 2023 (TFR2) et le 19 juin 2024 (AMLR, AMLD6, AMLAR). Les règlements AMLR et AMLAR seront applicables à partir du 10 juillet 2027. De même, la directive AMLD6 doit être transposée en droit national avant cette date.

La transposition en droit luxembourgeois respectivement l'opérationnalisation du paquet AML rendra entre autres nécessaires des aménagements importants de diverses lois, au titre desquelles notamment :

1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (« loi de 2004 »), du fait que les règles applicables aux professionnels sont désormais essentiellement contenues dans le règlement AMLR qui est d'application directe. Ceci nécessitera donc notamment une abrogation des dispositions correspondantes contenues dans la loi de 2004 ;

2. la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs, du fait notamment des nouvelles exigences qui s'imposent aux entités chargées des registres centraux (Registre des bénéficiaires effectifs et Registre des trusts et autres constructions juridiques) ;

3. la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, du fait des nouvelles dispositions relatives aux compétences et aux missions de la Cellule de renseignement financier.

À noter qu'en date du 21 mai 2024, le Gouvernement a déposé un premier projet de loi visant à opérationnaliser le règlement TFR2 au Luxembourg (PL 8387). Les travaux relatifs à la transposition voire la mise en œuvre des autres textes législatifs du paquet AML sont actuellement en cours.

Garantie locative | Question 1058 (23/07/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Mam neie Logementsgesetz muss Locataire an Zukunft nach 2 Méint Loyer am Virus als Garantie locative bezuelen, wa si enzwousch lounen. De Staat ka Locataire, déi net déi néideg finanziell Méttel hunn, beim Bezeule vun der Garantie locative hëllefen, andeems de Logementsministère als Garant aspréngt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Logementsminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Mol gouf d'Garantie locative an deene leschten 10 Joren ugefrot?
2. Wéi vill Mol gouf d'Garantie locative ausgestellt?
3. Wéi oft goufen Demandë refuséiert?

Réponse (26/08/2024) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Fir op dem Här Deputéierten seng Froen zu der Aide au financement d'une garantie locative ze äntweren, fannt Dir hei ënnendrénger Tableaun, déi déi gefroten Zuelen zesummefaassen. Et sief hei ze bemierken, dass d'Zuele fir d'Joer 2024 d'Situatioun op den 22.8.2024 duerstellen.

Zuel vun den agerechten Demanden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Zuel vun den accordéierten a refuséierten Demanden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Heibäi ass wichteg ze bemierken, dass den Demandeur d'Méiglechkeet huet, en Accord de principe beim Ministère fir Wunnensbau a Landesplanung unzufroen, ier en e Contrat de bail ënnerschreift.

Allerdéngs gëtt net an all Fall um Enn eng Aide au financement d'une garantie locative decidéiert, sief dat, well den Demandeur seng Demande zeréckzitt, kee Contrat de bail ënnerschriww gëtt oder well de Bailleur d'Garantie vum Staat net wëll unhuelen a léiwer d'Kautioun direkt wëll iwwerwise kréien.

Dëst erkläert dann den Ënnerschied tëschent den eragerechten Demanden an deenen, déi schlussendlech accordéiert ginn.

Fir komplett ze sinn, fannt Dir hei ënnendrénger fir déi jeeweileg Joren d'Zuel vun den Appels à la garantie (déi Fäll, wou eng Garantie locative un de Bailleur ausbezuel gouf).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Recours à du personnel intérimaire pour les besoins de la Caisse nationale de santé | Question 1059 (24/07/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Pour contribuer à la résorption des délais excessifs dans le remboursement des frais avancés par les patients, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale vient de confirmer le recours à du personnel intérimaire.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Travail dans quelle mesure des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM ont pu être placés auprès de la Caisse nationale de la santé (CNS).

2) Dans quelle mesure la CNS a recruté par le biais de sociétés privées de travail intérimaire ?

3) Étant donné le nombre important de demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM, pourquoi l'établissement public CNS a recouru à des sociétés privées de travail intérimaire ?

4) Est-ce que d'autres établissements publics recourent à cette pratique ?

Réponse (19/08/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Depuis plusieurs années, la CNS recourt systématiquement aux services de l'Agence pour le développement de l'emploi (ci-après « l'ADEM »). Ainsi, depuis 2020 la CNS a engagé vingt-neuf demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM (six sous contrat d'occupation temporaire indemnisée (OTI) et vingt-trois sous contrat d'appui-emploi (CAE)). Parmi ces vingt-neuf contrats, trois personnes ont été embauchées par la suite via un contrat à durée déterminée, une personne a été engagée moyennant un contrat à durée indéterminée sous le statut d'employé de l'État et une personne a bénéficié d'une mise en stage en vue d'une fonctionnarisation. Pour l'année 2024, la CNS a engagé à ce jour quatorze demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM.

ad 2) Le recours de la CNS à du personnel intérimaire vise à renforcer à court terme les services accusant du retard. À cette fin, pour l'année 2024, la CNS a recruté à ce jour douze personnes par le biais de sociétés de travail intérimaire.

ad 3) Tel que déjà précisé sous ad 1), la CNS travaille en étroite collaboration avec l'ADEM afin d'augmenter l'effectif de plusieurs de ses services. Or, il s'avère malheureusement que le nombre de profils correspondants aux besoins de la CNS parmi les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM est limité.

En outre, il convient de rappeler le contexte dans lequel se situent les recrutements récents de la CNS. Les

demandes de remboursements à traiter et l'activité dans les agences ont fortement augmenté au courant du premier semestre de l'année 2024. En parallèle, le personnel disponible dans les services concernés a dû être réduit pour être réaffecté en interne afin de garantir l'avancement d'autres projets tels que notamment la mise en place du PID. En conséquence, la CNS a dû accroître rapidement son effectif sur une période limitée par les différents moyens légaux à sa disposition.

Les recrutements de la CNS par le biais de sociétés de travail intérimaire constituent ainsi des mesures temporaires, nécessaires pendant une période de transition, jusqu'à ce que le déploiement des différents projets de digitalisation (PID, courrier, refonte de la chaîne de facturation) apporte l'efficacité attendue et une rapidité accrue dans le traitement des demandes permettant ainsi à terme une diminution du besoin en personnel externe.

Pendant la période de transition précitée, la CNS continuera à étoffer ses équipes par :

- une collaboration étroite avec l'ADEM et le recrutement de collaborateurs sous contrat à durée déterminée,
- l'embauche via l'ADEM de personnes bénéficiant d'un contrat d'appui-emploi,
- un recours accru à du personnel intérimaire pour les services qui accusent du retard.

À noter que parmi les douze personnes intérimaires engagées, cinq étaient déjà inscrites auprès de l'ADEM.

ad 4) Oui, il y a d'autres établissements publics qui recourent à cette pratique.

Vols commerciaux avec un seul pilote aux commandes | Question 1060 (24/07/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Francine Cloeser (LSAP)

L'Agence européenne de sécurité aérienne (EASA), dont le Luxembourg est membre, envisage d'autoriser à partir de 2027 des vols commerciaux avec un seul pilote aux commandes, et ceci pendant des phases de vol prolongées, notamment durant la phase dite « de croisière ». Il est à noter que, conformément au dernier rapport de l'EASA sur la sécurité publié le 8 juillet, la plupart des incidents majeurs et accidents se produisent en moyenne pendant cette phase de vol.

Actuellement, les normes réglementaires imposent la présence de deux pilotes aux commandes des avions de ligne. Selon l'Association européenne des pilotes (European Cockpit Association) cette autorisation de la part de l'EASA ferait suite à des pressions purement commerciales exercées par les aviateurs et les compagnies aériennes.

En effet, il semble que cette initiative n'apporterait aucune amélioration de la sécurité aérienne mais au contraire, engendrerait un nombre non négligeable de risques supplémentaires et périls potentiels pour les équipages et les passagers.

Comme la sécurité des vols repose sur un travail d'équipe dans le cockpit, nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois en la matière ?
- Comment se positionnent nos compagnies aériennes respectivement l'Association luxembourgeoise des pilotes de ligne dans ce dossier hautement sensible ?
- Le Gouvernement soutient-il le principe que tout développement en technologie aéronautique doit

augmenter la sécurité aérienne, et ceci surtout si un tel développement engendrait un changement fondamental du concept d'opération des compagnies aériennes ?

Réponse (22/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne (AESA), dont la mission principale est de garantir le plus haut niveau de sécurité dans l'aviation, n'a pas encore tiré des conclusions sur la question d'une réduction potentielle du nombre de pilotes dans le transport aérien commercial durant certaines phases de vol (« extended minimum crew operations – eMCO »).

En effet, l'AESA a initié de vastes travaux d'élaboration et de consultation auprès des milieux aéronautiques associés (dont les associations représentant les intérêts des membres d'équipage sur le plan européen, telles que la European Cockpit Association). Ces efforts sont censés déboucher sur la publication d'un avis officiel (« opinion ») en 2026, qui constituerait dès lors le point de départ du processus réglementaire visant à amender, le cas échéant, le cadre réglementaire actuel. Tant que les conclusions concrètes ne sont pas connues, toute discussion sur un changement réglementaire relève de la pure spéculation. Un tel changement réglementaire affecterait en premier lieu la certification de nouveaux types d'aéronefs avant tout changement de mode opératoire, où les défis à relever pour assurer un niveau équivalent de sécurité restent de taille.

Par ailleurs, un amendement réglementaire de la certification des aéronefs sur le seul niveau européen ne ferait guère de sens, puisqu'un tel changement fondamental devrait être adopté également sur le plan mondial (au niveau de l'Organisation de l'aviation civile internationale – OACI) ou d'autres entités de certification majeures telle que la « Federal Aviation Administration » (FAA) aux États-Unis, afin de s'assurer d'une reconnaissance globale de ces modifications. Ceci constitue généralement un processus assez long.

Les travaux de consultation de l'AESA sont complétés en parallèle par des travaux de recherche menés par un consortium dirigé par le Royal Netherlands Aerospace Center NLR (Koninklijke Nederlands Lucht- en Ruimtevaartcentrum) afin de développer un cadre d'évaluation des risques pour les principaux dangers associés au concept des opérations par un pilote unique durant certaines phases de vol.

Il est évident qu'il ne sera pas procédé à des amendements réglementaires aussi longtemps que les constructeurs d'aéronefs ne seront pas en mesure de fournir des technologies garantissant un niveau de sécurité au moins équivalent aux opérations multi-crew.

Le Gouvernement luxembourgeois ainsi que les compagnies aériennes Luxair et Cargolux respectent l'autorité et la compétence de l'AESA en tant qu'organisme de supervision de la sécurité aéronautique de l'Union européenne dont les règlements sont appliqués par l'intermédiaire de la Direction de l'aviation civile luxembourgeoise.

Il est à noter que Luxair n'exploite que des avions court et moyen-courriers. Les pilotes restent donc dans le cockpit pour toutes les phases du vol. Du point de vue de Cargolux, la compagnie aérienne accueille favorablement l'évolution dans l'automatisation des avions à condition qu'elle soit correctement testée, documentée et certifiée par les autorités compétentes.

L'Association luxembourgeoise des pilotes de lignes a fait savoir par voie de presse qu'elle était opposée à ce projet.

Évolution des deniers publics octroyés depuis 2018 aux communautés religieuses agréées par l'État | Question 1061 (25/07/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Dans le cadre de conventions spéciales, l'État luxembourgeois règle ses relations avec les communautés religieuses les plus différentes, dont notamment les questions de financement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails concernant l'évolution des deniers publics octroyés depuis 2018 aux communautés religieuses agréées par l'État ?
- 2) Combien de communautés sont actuellement conventionnées par l'État ?
- 3) Est-il prévu de réviser ces conventions ?
- 4) Dans l'affirmative, dans quels délais ?
- 5) Combien de personnels bénéficient actuellement de ce cofinancement ?

Réponse (13/08/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1) Le total des dépenses comptabilisées à la section 00.7 Cultes du budget de l'État depuis 2018 peut être ventilé comme suit :

- Pour 2018 : 23.345.410,48 € ;
- Pour 2019 : 26.416.013,82 € ;
- Pour 2020 : 26.090.377,06 € ;
- Pour 2021 : 25.213.578,14 € ;
- Pour 2022 : 24.895.332,65 € ;
- Pour 2023 : 25.465.944,26 €.

En détail, ces dépenses englobent (i) la masse salariale des ministres du culte assimilés aux fonctionnaires en ce qui concerne le calcul des traitements et pensions (cf. infra), (ii) les différents soutiens financiers payés aux communautés religieuses conventionnées, au titre des lois respectives du 23 juillet 2016 réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel aux différentes communautés religieuses conventionnées, (iii) ainsi que quelques dépenses en lien avec le Centre Jean XXIII.

Étant donné que la majorité de ces dépenses prémentionnées couvrent des frais de personnel, l'évolution des montants précités est en grande partie tributaire des évolutions de carrière dudit personnel, mais aussi de l'indexation des salaires, etc.

Par ailleurs, le détail de ces montants est renseigné dans les différentes lois portant règlement du compte général des exercices 2018 à 2022, respectivement dans le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2023, lequel se trouve actuellement en procédure législative.

ad 2) Les communautés religieuses conventionnées avec l'État, reprises par les lois respectives du 23 juillet 2016, sont les suivantes :

- La Communauté israélite du Luxembourg ;
- La Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg ;
- L'Église anglicane du Luxembourg ;
- L'Église catholique ;
- L'Église orthodoxe au Luxembourg ; et
- L'Église protestante du Luxembourg et l'Église protestante réformée du Luxembourg.

ad 3) et 4) L'État est dans un dialogue permanent avec les communautés religieuses conventionnées. Il est dans la nature même d'un tel dialogue qu'il peut soulever des points qui demandent une révision des

conventions. Même si des révisions ne sont pas prévues à ce stade, il ne serait à l'avenir pas exclu, le cas échéant, de réviser lesdites conventions, par exemple pour en préciser certaines modalités pratiques de mise en œuvre, sans pour autant toucher au principe de la séparation entre les églises et les communautés religieuses et l'État tel que disposé par l'article 120 de la Constitution.

ad 5) Si la question de l'honorable Député consiste à savoir combien de personnes perçoivent un traitement/salaire provenant du soutien financier de l'État, il échet de rappeler tout d'abord que les différentes conventions signées en 2015, et mises en œuvre par les lois respectives du 23 juillet 2016, sont marquées par l'abandon de l'assimilation des ministres du culte aux fonctionnaires en ce qui concerne le calcul des traitements et pensions. Le soutien financier s'entend dorénavant comme une somme forfaitaire attribuée à la communauté religieuse (conventionnée). En ce sens, la communauté religieuse peut affecter le soutien financier à la masse salariale, mais pas uniquement.

D'autre part, concernant les ministres du culte régis par le régime transitoire des lois du 23 juillet 2016 prémentionnées, c'est-à-dire ceux qui ont été engagés avant l'entrée en vigueur desdites lois et qui sont encore directement à charge du Trésor public (au 31 décembre 2023), leur nombre total s'élève à 214, toutes communautés religieuses conventionnées confondues.

Comportement dangereux des conducteurs | Question 1062 (25/07/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon une enquête récente de l'Agence wallonne de la sécurité routière, un conducteur sur quatre aurait comme dangereuse habitude de coller au véhicule qui le précède. Ceci soit pour pousser le conducteur qui le précède à accélérer ou à se rabattre soit pour empêcher quelqu'un de s'insérer devant lui.

Or, ces comportements peuvent mener à des accidents graves ou du moins effrayer ou détourner l'attention des conducteurs visés par ces attaques.

Dès lors, nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- 1) Existe-t-il des enquêtes comparables au Luxembourg ?
- 2) Combien d'accidents sont dus au non-respect des distances de sécurité surtout sur les autoroutes ?
- 3) Y a-t-il des contrôles réguliers concernant ce phénomène irresponsable et dangereux ?
- 4) Combien de procès-verbaux y relatifs ont été dressés ces dernières années ?

Réponse (19/08/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Des enquêtes comparables ne sont pas disponibles pour le Luxembourg.

ad 2) Sur la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2023, 1.159 accidents étaient liés, entre autres, au non-respect de la distance de sécurité.

Les bases de données de la Police grand-ducale ne permettent pas de ventiler les statistiques en fonction du type de lieu d'accident.

ad 3) Le non-respect des distances de sécurité est inclus dans les contrôles assidus de circulation effectués de manière générale au niveau du réseau routier par les patrouilles des unités de circulation et des commissariats.



Par ailleurs, l'Unité de la police de la route procède de manière régulière à des contrôles spécifiques d'envergure sur le réseau autoroutier ciblant, entre autres, la surveillance du respect de la distance de sécurité entre poids-lourds.

Des contrôles ciblés dénommés « interdiction de dépasser et interdiction poids-lourds », ont lieu bi-annuellement dans le cadre des campagnes de sécurité routière nationales.

ad 4) Du 1^{er} janvier 2021 au 29 juillet 2024, l'article du Code de la route réprimant le défaut pour les conducteurs d'un véhicule automoteur, qui circulent en dehors d'une agglomération, de maintenir par rapport au véhicule qui précède une distance, correspondant à un temps de parcours d'au moins 2 secondes » a été appliqué dans 318 cas.

Supervision et contrôle des associations qui reçoivent des deniers publics | Question 1063 (25/07/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Ces dernières semaines, plusieurs associations qui profitent des deniers publics ont eu des problèmes au niveau de la gouvernance, respectivement au niveau du contrôle et de la surveillance de la gestion de leurs actifs financiers. Par ailleurs, l'une d'entre elles a été victime d'escroquerie et d'autres se retrouvent dans des procédures judiciaires. Indépendamment des problèmes ponctuels de ces associations se pose la question du contrôle et de la surveillance des deniers publics versés à celles-ci.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Comment les ministres apprécient-ils la situation de ces différentes associations ?

– Les ministres sont-ils d'avis que les règles de gestion, de supervision et de contrôle des associations qui reçoivent des deniers publics sont suffisantes ou estiment-ils qu'elles doivent être renforcées ?

– Dans l'affirmative, les ministres entendent-ils légiférer pour clarifier et renforcer le cas échéant les règles de gouvernance s'imposant aux associations touchant des deniers publics ?

Réponse (04/10/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence à un nombre de cas d'associations recevant des deniers publics où des problèmes au niveau de la gouvernance ou de la gestion financière ont été rendus publics au fil des derniers mois, dont notamment le cas d'une association caritative qui a été victime d'un détournement de fonds particulièrement conséquent et qui fait actuellement l'objet d'une enquête de la police judiciaire.

Le Gouvernement condamne fermement tout mésusage de fonds publics et suivra de près les conclusions de l'instruction en cours. Compte tenu de l'envergure et de la complexité des questions qui se posent dans ce cadre, le Gouvernement ne sera en mesure de se prononcer sur l'ensemble des suites à réserver aux faits

évoqués par l'honorable Député seulement après une analyse détaillée des conclusions de l'enquête.

Néanmoins, tout en attendant les conclusions détaillées de l'enquête et tel qu'annoncé par le Premier ministre, le Ministère des Finances et le Ministère de la Justice sont en train d'analyser la régulation actuelle et élaboreront des propositions permettant d'améliorer, le cas échéant, les règles de gouvernance s'imposant aux associations touchant d'importants deniers publics. Il est évident que les représentants du secteur seront entendus en leur avis avant toute modification en la matière.

Implication des parties prenantes dans la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) | Question 1064 (25/07/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

L'implication des parties prenantes dans les processus politiques est cruciale pour garantir la pertinence, l'acceptabilité et l'efficacité des décisions. Cette approche inclusive permet de recueillir une diversité de perspectives et d'expertises, assurant que les solutions proposées répondent aux réalités et besoins de chaque secteur. Elle favorise également la transparence et une meilleure appropriation des mesures politiques par l'ensemble de la société. Le règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et l'action pour le climat et la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat soulignent cette importance en exigeant la participation des citoyen.ne.s et des parties prenantes dans l'élaboration et la mise à jour du PNEC. La loi sur le climat a également créé deux organes, l'Observatoire de la politique climatique (OPC) et la Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique (Plateforme climat), pour e. a. faciliter le dialogue entre les autorités locales et nationales, organisations de la société civile, chambres professionnelles, organisations patronales et salariales, et d'autres parties prenantes concernées, y compris la jeunesse. Avec le lancement du Klima-Biergerrot (KBR), une plateforme de participation citoyenne réunissant un échantillon représentatif de citoyen.ne.s a été créé en parallèle pour formuler des propositions pour le PNEC adapté. Dans le cadre d'une note⁷ publiée par l'ancien Gouvernement résumant les consultations au sujet de l'avant-projet de mise à jour du PNEC 2021-2030, il est expliqué que l'OPC a formulé une déclaration au sujet de l'avant-projet dont il a été tenu compte dans la finalisation du projet de mise à jour et que la Plateforme climat a transmis un avis au sujet de l'avant-projet en juillet 2023. Par ailleurs, 23 organisations et 19 citoyen.ne.s ont soumis des contributions dans le cadre de la mise à jour du PNEC.

Concernant le processus de consultation du nouveau Gouvernement, une lettre ouverte du Mouvement écologique datée du 12 juillet 2024 indique que, jusqu'à présent, la Plateforme climat n'a pas encore été convoquée par le Gouvernement et que le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité n'a pas assumé un dialogue préalable au remaniement du PNEC au sein de la plateforme.

Considérant que la mise à jour du PNEC pour la période 2021-2030 a été présentée le 17 juillet 2024, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils expliquer pourquoi la Plateforme climat n'a pas encore été convoquée

par le Gouvernement, malgré son rôle essentiel dans le dialogue sur les politiques climatiques ? Messieurs les Ministres confirment-ils que la Plateforme climat n'a pas été impliquée dans le processus récent de mise à jour du PNEC ? Quels sont les plans pour sa convocation future afin de garantir son implication active dans les politiques climatiques, ainsi qu'à la mise en œuvre du PNEC ?

2) Messieurs les Ministres ont-ils formellement consulté l'OPC au sujet de l'avant-projet de mise à jour du PNEC ? Quels ont été les retours obtenus de la part de l'OPC ?

3) Messieurs les Ministres ont-ils eu des échanges avec le Klima-Biergerrot (ou avec les anciens membres de ce dernier) lors des travaux de finalisation de la mise à jour du PNEC ? Envisagent-ils d'impliquer le KBR (éventuellement sous une nouvelle forme) dans la mise en œuvre et le suivi des mesures du PNEC ? Si oui, quels mécanismes seront mis en place pour ce faire ?

4) Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser comment les acteurs ayant soumis un avis sur le PNEC ont été impliqués dans la finalisation du document ? Comment Messieurs les Ministres comptent-ils faire le suivi des propositions formulées par les acteurs dans les années à venir ?

Réponse (07/10/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le processus de la mise à jour du PNEC s'est déroulé en plusieurs étapes, dans le respect des dispositions de la législation européenne et de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat. La consultation des parties prenantes, dont la plateforme climat, s'est déroulée au premier semestre 2023, sur base d'un avant-projet élaboré par le Gouvernement. Elle a alimenté le projet de la mise à jour du PNEC, transmis fin juillet 2023 aux services compétents de la Commission européenne en vue de son évaluation. La version finale de la mise à jour du PNEC publiée en juillet 2024 se base dans une très large mesure sur le projet datant de juillet 2023 et rend compte des recommandations de la Commission européenne ainsi que des éléments contenus dans le programme gouvernemental 2023-2028. La plateforme climat, qui se réunira une prochaine fois fin octobre, sera associée au suivi de la mise en œuvre du PNEC.

Dans le cadre de son rapport annuel 2022, l'OPC avait formulé des recommandations en vue de la mise à jour du PNEC. Ces recommandations et les recommandations soumises par d'autres acteurs ont été analysées et prises en compte dans l'élaboration de l'avant-projet de mise à jour. Ensuite, l'OPC a formulé une déclaration au sujet de l'avant-projet dont il a été tenu compte dans la finalisation du projet de mise à jour.

Des échanges récents avec les anciens membres du Klima-Biergerrot n'ont pas eu lieu. Le Gouvernement reste convaincu que la participation du public est un élément clé d'une politique environnementale et climatique réussie et réfléchira sur les modalités de participation citoyenne aux futures décisions majeures, notamment sur base des enseignements tirés du Klima-Biergerrot.

Détection des contenus générés par l'intelligence artificielle à l'école | Question 1065 (25/07/2024) de M. Meris Sehovic | Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Spéitstens säit der ëffentlecher Virstellung vun „ChatGPT“ duerch d'Firma OpenAI, sinn déi Kënschtlech Intelligenz an hir Auswierkungen op grouss Dee-ler vun eisem alideegleche Liewen de Géigestand vu

⁷ pnc-projet-de-mise-a-jour-resume-consultations.pdf (public.lu)

villen Diskussiounen, sief et ënner Expert.inn.en oder an der breeder Ëffentlechkeet. Ee vun de Beräicher, wou sech d'Fro vun den Auswierkunge vu KI-Programmer besonnesch dringend stellt, ass dee vun der Schoul. Nieft de Virdeeler, déi et sécher och gëtt, gesi sech d'Enseignanten am Schoulalldag awer virun allem och mam Risiko konfrontéiert, dass d'Schüler. inne bei Prüfungen an Exame mat Hëllef vun der KI fuddelen. Eisen Informatiounen no gräifen eenzel Enseignantë schonn haut an Eegeninitiativ op Erkennungsprogrammer fir KI-generéierte Contenu zeréck.

Dëse Sujet war och schonn's Thema vun der parlamentarescher Fro Nr. 7495. Hei ass den deemolegen Här Educations- an Héichschulminister a senger Äntwert bei de konkreete Schrëtt virun allem op de Beräich vun der Universitët agaangen. Weider huet de Minister deemools zouginn: „Wat den Ëmgang mat dëser neier Software an der Schoul ueget, sou sti mir nach am Ufank vun engem Léierprozess.“

An dësem Kontext erlabe mir eis, folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen:

1. Weess de Minister, ob d'Fuddele mat KI-Programmer e Problem ass, mat deem vill Enseignantë während dem ofgelafene Schouljoer am Secondaire oder esouguer am Fundamental konfrontéiert waren? Wa jo, féiert den Educationsministère Statistiken heizou? Gëtt et Zuelen dozou, wéi vill Sanktiounen opgrond vu KI-Asaz decidéiert goufen?

2. Gëtt et konkret Recommendatiounen oder Reegle vum Educationsministère un d'Enseignanten, wéi si solle virgoen, wa si mengen, e.ng Schüler.in hätt mat KI-Programmer gefuddelt? Wa jo, decken dës Consignen déi verschidden Etappe vun der Detektioun bis hin zu enger eventueller Sanktioun an de Recoursméiglechkeeten of?

3. Gëtt et eng offiziell duerch de Ministère unerkannt Software, fir KI-Inhalter ze erkennen, a wa jo, kréien d'Enseignanten dës zur Verfügung gestallt? Wann net, firwat, an op wéi enger Grondlag solle si dann eventuell Sanktioune begrënnen?

Réponse (08/10/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Educationsministère (MENJE) huet keng deementspriechend Statistiken. De Feedback, deen de MENJE aus de Lycéee krit, ass, datt verschiddene Fachrichtunge wéi z. B. d'Sproochenenseignantë méi dacks mat dësem Thema konfrontéiert gi wéi hir Kollegen aus de Beräicher vun der Mathematik an den Naturwëssenschaften. D'KI ass dobäi allerdéngs just ee weideren techneschen Outil, deen am schoulesche Kontext benotzt ka ginn, fir Plagiat ze bedriewen.

Fir op dës Problematik, déi duerch KI verschäerft gouf, ze reagieren, hunn d'Enseignanten eng Rei vu Moosnamen ergraff: Gesprécher mam Schüler bei Verdachtsfäll, mëndlech Presentatiounen, alternativ Aufgabeformater, déi d'Weise vu Kompetenzen erméiglechen, Paper-Pencil-Prüfungen, wéi och spezifesch Uweisungen zur Notzung an Deklaratioun vu KI-Hëllefsmittelen.

ad 2. De MENJE huet bei der Rentrée en Aktiounsplang virgestallt mat dem Titel „sécher digital“. Den zweeten Theemeblock dovou beschäftegt sech mat der Notzung vun der KI an der Schoul. An deem Zesammenhang wäerten am Laf vum Schouljoer 2024/25 Recommendatioune vum MENJE publizéiert ginn.

ad 3. Aktuell gëtt et an der EdTech-Industrie a Fuerschung kee Konsens doriwwer, ob KI-Erkennungssoftware eng 100 % zuverlässeg Léisung bitt. Et ass

dobäi ze bemierken, datt vill vun den existente Léisunge besonnesch an der englescher Sprooch gutt Resultater erreechen, allerdéngs net esou gutt an de Sproochen, déi am Lëtzebuergeschen Schoulssystem gebräichlech sinn.

Utilisation de systèmes réutilisables lors d'événements publics | Question 1066 (25/07/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Un des aspects de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets est de réduire les déchets d'objets à usage unique, notamment par la réduction voire interdiction progressive, dans divers secteurs, de certains objets à usage unique en faveur de l'utilisation de solutions réutilisables.

Un des secteurs concernés est celui de l'événementiel : depuis le 1^{er} janvier 2023, les boissons et aliments servis lors d'événements publics ne peuvent plus être vendus dans de la vaisselle à usage unique en plastique. À partir de 2025, les produits à usage unique de ce type, quel que soit le matériel, doivent être remplacés par des solutions réutilisables.

Pendant la dernière période législative et en amont des délais précités, le Ministère de l'Environnement avait entrepris de nombreux échanges avec e. a. les fédérations sportives afin de préparer la mise en œuvre des nouvelles dispositions. De même, il avait mis en place un groupe de travail commun avec les services de la Ville de Luxembourg, afin d'accompagner plus particulièrement l'organisation de la Schueberfouer en tant qu'évènement de grande envergure. De plus, une étude avait été lancée, afin de suivre les organisateurs d'événements dans la mise en œuvre pratique des dispositions, d'identifier les défis, les éléments à clarifier et afin de dégager des solutions pour faciliter la mise en œuvre de ces dispositions. Dans le contexte de cette étude, une attention particulière a été attribuée aux événements sportifs et à la Schueberfouer, en raison des défis particuliers liés aux événements sportifs (p. ex. règles de sécurité) ou aux manifestations de grande ampleur.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) L'étude précitée a-t-elle été finalisée ? Dans l'affirmative, quels en sont les principaux résultats par rapport à la mise en œuvre pratique de l'obligation d'utilisation d'objets réutilisables lors d'événements publics en général ?
- 2) Quels sont les résultats par rapport à la mise en œuvre lors d'événements sportifs et de manifestations de grande envergure plus particulièrement ?
- 3) Encore dans l'affirmative, quelles sont les prochaines étapes afin de mettre en œuvre les résultats, voire les bonnes pratiques éventuellement dégagées par cette étude au Luxembourg ?

Réponse (29/08/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) L'étude est finalisée et peut être consultée sur le site nullofall.lu.

L'étude établit, sur base d'une consultation des secteurs concernés, un état des lieux sur la mise en œuvre de la disposition légale et met en évidence les solutions pour remplacer les produits à usage unique énumérés dans l'annexe VI de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets par des systèmes réutilisables.

L'étude identifie également un besoin pour spécifier différentes terminologies dans la loi modifiée du 21

mars 2012 relative aux déchets et de fournir des conseils aux organisateurs de grandes fêtes et événements afin de les assister dans la mise en œuvre de l'article 12 (3) de la loi précitée.

De plus amples informations, reprenant les questions souvent posées au sujet des fêtes et événements, sont disponibles sur le site www.nullofall.lu (rubriques « FAQ » et « Guide »).

ad 2) L'étude a révélé qu'il y a des difficultés pour approvisionner les coureurs avec des gobelets réutilisables lors de très grandes courses à pied ou à vélo. Une dérogation concernant l'utilisation de gobelets à usage unique pour les sportifs de haut niveau lors de ces événements fait l'objet d'une évaluation.

ad 3) Comme indiqué dans la réponse à la question N° 0638 de l'honorable Députée Joëlle Welfring, des consultations avec le comité de coordination en matière de gestion des déchets et des ressources sont en cours et l'article adressé par la présente question y est également discuté. Les discussions servent à établir une qui est praticable et exécutable et qui tient compte des bonnes pratiques qui sont déjà établies.

Imprimés publicitaires sur les véhicules et dans les boîtes à lettres | Question 1067 (26/07/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En 2022, le Gouvernement précédent avait entrepris une modification de sa législation par rapport aux déchets et à la gestion durable des ressources. Avec la modification de la loi, le dépôt et la distribution d'imprimés publicitaires à vocation commerciale dans les boîtes à lettres ne sont autorisés qu'avec l'accord du destinataire, et le dépôt d'imprimés publicitaires sur les véhicules est interdit.

Selon des articles dans la presse nationale et au vu des nombreux imprimés plastifiés qui jonchent parfois les rues dans certaines villes de notre pays, la pratique de dépôt d'imprimés publicitaires sur les véhicules se poursuivrait, ceci provoquant la frustration des automobilistes et ainsi que des citoyens de manière générale.

Le Mouvement écologique quant à lui a communiqué avoir été contacté par de nombreux citoyens au sujet de la non-application de la disposition interdisant le dépôt d'imprimés publicitaires à vocation commerciale dans les boîtes à lettres. Par la suite, Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a été invité à aborder le non-respect de la loi par le biais de plusieurs mesures, y compris l'introduction d'une adresse de contact pour les réclamants et la garantie des conséquences du non-respect de la législation.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Quel bilan Monsieur le Ministre tire-t-il des deux précitées dispositions ? Monsieur le Ministre partage-t-il le constat d'une non-application des dispositions et peut-il chiffrer l'envergure de la problématique ?
- 2) Le cas échéant, comment Monsieur le Ministre compte-t-il aborder le non-respect de la loi dans ces cas (par exemple en renforçant le contrôle) ?
- 3) Monsieur le Ministre envisage-t-il de faciliter la prise de contact des réclamants avec les pouvoirs publics dans ce contexte (par exemple, en rendant une adresse de contact plus visible ou accessible) ?

Réponse (21/08/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité



ad 1) En ce qui concerne l'interdiction du dépôt et de la distribution d'imprimés publicitaires à vocation commerciale sans accord préalable du destinataire, ainsi que le dépôt de publicités sur les véhicules, conformément à la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, 41 plaintes administratives ont jusqu'à présent été traitées par l'Administration de l'environnement (AEV), dont 8 ont été initiées par des citoyens. Il importe de souligner que parmi les 41 plaintes répertoriées à l'AEV, aucune ne concernait des imprimés plastifiés qui jonchaient les rues de certaines villes de notre pays.

ad 2) Afin d'aborder le non-respect de la loi, les plaintes sont traitées au sein de l'AEV et les acteurs concernés sont contactés par lettre ou par courriel, stipulant de cesser immédiatement l'activité non conforme à l'article 12 (6) et 12 (7) de la loi précitée.

En outre, l'AEV a eu de multiples échanges avec le secteur de la distribution de publicités afin de définir les modalités pratiques pour mettre en œuvre la disposition relative au dépôt d'imprimés publicitaires à vocation commerciale.

ad 3) Plusieurs possibilités de prise de contact, aisées et appliquées par les citoyens, sont d'ores et déjà disponibles :

L'adresse électronique offall@aev.etat.lu est utilisée par les citoyens pour obtenir des informations sur les lois relatives aux déchets, ainsi que pour toute démarche y relative, et plus précisément par rapport au dépôt des publicités.

De plus, le site Internet dédié aux plaintes administratives peut également être utilisé (<https://guichet.public.lu/fr/citoyens/justice-voies-recours-reglement-litiges/plaintes-administratives/plainte-aev.html>).

Activités internationales de Caritas Luxembourg | Question 1068 (26/07/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Suite à un acte de détournement de fonds, Caritas Luxembourg est actuellement confronté à de graves difficultés financières. Dans ce contexte, le Gouvernement a fait savoir qu'il entend arrêter tout soutien financier public à Caritas Luxembourg, tout en faisant en sorte que les activités d'intérêt public assurées au Luxembourg par la même structure soient maintenues.

Par contre, le Gouvernement ne s'est pas prononcé sur une éventuelle continuation des activités internationales de Caritas Luxembourg, c'est-à-dire des programmes de coopération et d'aide humanitaire que l'association soutient dans 11 pays (Bangladesh, Kosovo, Laos, Mali, Soudan du Sud, Syrie, Turquie, Burkina Faso, Niger, Ukraine et Moldavie).

Étant donné qu'un arrêt soudain de ces projets risque de porter de graves préjudices à des milliers de personnes qui dépendent directement de ce soutien, je voudrais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

– Êtes-vous à la recherche de solutions pour assurer une continuation des projets et programmes internationaux de Caritas Luxembourg dans l'intérêt des bénéficiaires finaux ? Dans l'affirmative, quelles solutions sont actuellement envisagées ? Dans la négative, pouvez-vous m'expliquer vos motivations ?

Réponse (31/07/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Les services compétents du ministère sont en train de réaliser un état des lieux des projets et programmes de développement mis en œuvre par Caritas Luxembourg afin d'évaluer l'étendue de l'impact du détournement.

À ce stade, le ministère n'est pas en mesure de signaler si et sous quelle forme les différents projets et programmes de développement mis en œuvre par Caritas Luxembourg pourraient être poursuivis.

Niveau d'inondation à Bollendorf-Pont | Question 1069 (29/07/2024) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Gusty Graas** (DP)

Zu Bollenduerferbréck an der Gemeng Bäerdref schéngt den Héichwaasser-Peeegel futti ze sinn. De Peeegel ass net nëmme wichteg, fir d'Héichwaasser-gefor zu Bollenduerf anzeschätzen. Och d'Nopeschgemeng Iechternach, déi selwer keen huet, verléisst sech op dese Peeegel fir ze wëssen, ob eng Héichwaasser-gefor besteet.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Bis wéini ass geplangt, fir de Peeegel ze reparéieren oder ze remplacéieren?
2. Gëtt eventuell eng temporär Solutioun envisagéiert, fir den Niveau um Waasser ze moossen, esoulaang bis dass de Peeegel nees opgeriicht gëtt?
3. Gëtt envisagéiert, zousätzlech Moossinstrumenter ze installéieren, notament zu Iechternach, fir dës Regioun, déi à risque vun Héichwaasser ass, besser ze couvréieren?

Réponse (09/09/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. De Bedreiwler vum Peeegel Bollenduerf an domat och zoustänneg fir den Ënnerhalt vum Peeegel ass d'Struktur- und Genehmigungsdirektion (SGD) Nord zu Tréier a Rheinland-Pfalz. D'Waasserwirtschaftsamt huet och eege Moossystemer un dësem Peeegel installéiert, esou datt de Waasserstand insgesamt vu véier verschiddene Systemer gemooss gëtt. Dës Systemer sinn net beschiedegt ginn a moosse weiderhi kontinuierlech den Niveau vun der Sauer, deen een ënnert anerem um Site www.inondations.lu suivéiere kann.

Den 22. Juli koum et zu enger Beschiedegung vun der sougenannter „Seilkrananlage“. Dës Anlag ass net néideg fir de Betrib vum Peeegel selwer, erméiglecht et awer, méi einfach mat Moosbooter zousätzlech Miessunge vun Offloss ze maachen. Dës Anlag ze reparéiere wäert allerdéngs méi Zäit an Usproch huelen.

ad 2. cf. 1.

ad 3. Den offizielle Reseau vu Peegelen zu Lëtzebuerg ass relativ dicht an et ass den Ament net geplangt, fir tèschent Bollenduerf a Rouspert eng weider Statioun ze installéieren. Tèschent Bollenduerf an Iechternach lafe keng gréisser Baachen oder Flëss der Sauer zou, déi e signifikanten Impact op den Offloss vun der Sauer hätten. Deemno eegent sech den Niveau vum Peeegel zu Bollendorf och gutt, fir d'Situatioun zu Iechternach ze bewäerten, dëst och a Kombinatioun mat Erfahrungswäerter vun historeschen Héichwaasserevenementer.

E-Scooter | Question 1070 (29/07/2024) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Déi sougenannten E-Scootere sinn och zu Lëtzebuerg säit e puer Joer ëmmer méi beléift, besonnesch bei jonke Leit. Leider suergen dës Gefierer, och weinst hirer Héchstgeschwindigkeit, ëmmer erëm fir geféierlech Situatiounen, sief et um Trottoir, an der Foussgängerzon, um Vëloswee oder op der Strooss. Och

gesäit ee vill Leit, déi ouni Helm op deenen E-Scooteren ënnerwee sinn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madame Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

1. Wat ass de Mindestalter, fir dierfen E-Scooter ze fueren?
2. Wéi vill Accidenter gouf et an deene leschten 3 Joer mat Bedeelegung vun E-Scooteren?
3. Ass hir Unzuel an d'Luucht gaangen?
4. Wat ass den Alter vun deenen accidentéierten E-Scooter-Fuerer?
5. Hat den déi accidentéiert E-Scooter-Fuerer een Helm un?
6. War och Alkohol oder Marihuana am Spill?
7. Gouf et Doudeger bei Accidenter mat Bedeelegung vun E-Scooteren?

Réponse (12/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert rensignéiert sech iwwer de Mindestalter an d'Accidenter vun E-Scooteren.

Duerch d'Ännerung vum „arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques“ vum 19. Dezember 2020 goufen d'„Micro-véhicules électriques“ (MVE) am Code de la route verankert.

D'E-Scootere falen ënnert d'Kategorie vun dësen MVE a sinn, bis op e puer Ausnamen, mam Vëlo gläichzesetzen.

ad 1. Dës MVE dierfe vun de Kanner ënner 13 Joer op deene Plazen, déi fir Foussgänger virgesi sinn, wéi zum Beispill Trottoiren oder Spillstroossen, fir ze spille benotzt ginn, ënnert der Konditioun opzepassen an de Foussgänger d'Prioritéit ze loosse. Ab dem Alter vun 10 Joer ass et erlaabt, op der Strooss an op deene Plazen ze fueren, déi fir de Vëlo virgesi sinn, an ab dem Alter vun 13 Joer ass dat obligatoresch.

ad 2. bis 4. Am Joer 2021 goufen 10 kierperlech Accidenter rezenséiert, wou een E-Scooter dra verweckelt war. Insgesamt gouf et 4 schwéier a 4 lichter Blesséierter an 2 Persounen goufen net blesséiert. Bei deenen 10 Accidenter war eemol Alkohol beim Fuerer vum E-Scooter mat am Spill.

2022 waren insgesamt 25 kierperlech Accidenter, wou een E-Scooter dra verweckelt war, mat 6 schwéier Blesséierter, 18 lichter Blesséierter an engem Onverwonnen. Bei deene 25 Accidenter war och eng Kéier Alkohol beim Fuerer vum E-Scooter mat am Spill.

Fir 2023 goufen 19 kierperlech Accidenter gezielt, wou een E-Scooter dra verweckelt war. Dobäi gouf et 4 schwéier Blesséierter, 11 lichter Blesséierter a 4 Persounen goufen net blesséiert. Bei deenen 19 Accidenter waren insgesamt zweemol Alkohol an eemol Cannabis beim Fuerer vum E-Scooter mat am Spill.

ad 5. Et ass eng lichter Hausse bei der Unzuel vun den Accidenter mat E-Scooteren ze erkennen, dozu muss een awer soen, dass dës Accidenter eréischt säit 2021 vum Statec rezenséiert ginn an een dës Statistik definitiv an Zukunft weider muss evaluéieren.

ad 6. Heidrënner 3 Tableaux iwwert den Detail zu de verschiddenen Altere vun den accidentéierten E-Scooter-Fuerer pro Joer.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 7. Informatiounen iwwert d'Droe vun engem Helm si leider net disponibel, woubäi ze vermierken ass, dass dëst laut Code de la route net obligatoresch ass.

Réduction des subsides pour les « Green Events » | Question 1071 (29/07/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Lancé en 2019 par le Gouvernement précédent avec l'objectif de réduire l'empreinte écologique des événements organisés au Luxembourg, le projet des « Green Events » a prouvé son succès selon un bilan récemment publié. Au total 369 événements ont obtenu le logo « Green Events » et 566 événements ont connu un accompagnement individuel de la part de l'Oekozer Pafendall et/ou la SuperDrecksKëscht.

Jusqu'à présent, afin d'être certifié comme « Green Event », un événement a dû satisfaire à tous les critères obligatoires s'articulant autour de huit thématiques (communication et marketing ; décoration et matériel ; mobilité ; alimentation et boisson ; déchets ; eau et sanitaires ; énergie ; engagement environnemental). Actuellement, un événement certifié peut recevoir un subside de 1.500 euros. Par ailleurs, le régime actuel prévoit une prise en charge à hauteur de 25 % au maximum (avec un seuil de 1.000 euros) des frais engagés pour la mise en œuvre de certaines mesures facultatives favorisant une consommation durable, telles que l'utilisation de matériaux écolabellisés, recyclés ou réutilisables.

Malgré le succès des « Green Events », Monsieur le Ministre a récemment fait part de sa décision de réduire les subsides attribués au régime à partir du 1^{er} octobre 2024 ; d'un côté limitant le nombre de fois qu'une association pourra bénéficier du subside, de l'autre côté supprimant la subvention facultative entièrement. Dans le communiqué y afférant, il est expliqué que « l'adaptation vise à rationaliser l'allocation des fonds pour faire bénéficier un maximum d'associations de ce régime d'aide ».

Il est à noter que le projet « Green Events » s'inscrit dans l'approche choisie dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg défini par l'ancien Gouvernement pour la période 2021-2030, ce dernier contenant plusieurs mesures visant la réduction de l'empreinte écologique, notamment la mesure n° 0122 « Réduire notre empreinte carbone basée sur la consommation » et n° 0602 « Soutien à une économie circulaire "Null Offall Lëtzebuerg" ».

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) La réduction des subsides se base-t-elle sur une évaluation du projet « Green Events » ? Dans l'affirmative, quels ont été les résultats de l'évaluation et comment ces résultats ont-ils informé la décision de réduire les subsides dont peuvent bénéficier les associations ?

2) Pourquoi Monsieur le Ministre, au vu du succès de cette initiative, n'est-il pas d'avis que l'encouragement pour des pratiques particulièrement durables (telles que l'utilisation de matériaux écolabellisés) mériterait de bénéficier d'un soutien continu ? En l'absence de la subvention facultative, comment Monsieur le Ministre compte-t-il soutenir la demande de produits écolabellisés ?

3) Pourquoi est-ce que Monsieur le Ministre n'a pas procédé à une révision ou à un ajustement des critères (suppression de critères éventuellement devenus superflus suite à la révision de la loi des déchets, renforcement des critères, révision de leur praticabilité, introduction de nouvelles catégories, p. ex. d'événements ou d'organiseurs, etc.) des deux subventions en vue de faire évoluer le concept des « Green Events » et de renforcer son impact ?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas préoccupé par le fait que la restriction stipulant qu'une association ne

peut bénéficier d'un subside qu'une seule fois pourrait contrarier l'objectif de promouvoir les « Green Events » ? Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il le risque que cette restriction pourrait en effet freiner l'effet multiplicateur pour des organisateurs qui souhaiteraient impliquer de nouveaux partenaires pour organiser des événements (non encore familiarisés avec le concept), étant donné que ceci entraînerait des frais supplémentaires ?

5) Étant donné que le Gouvernement affirme vouloir mettre en œuvre le PNEC ainsi que promouvoir l'économie circulaire et la durabilité, pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il décidé de rationaliser l'allocation des fonds au lieu d'augmenter les moyens disponibles pour la subvention du projet de « Green Events » ?

Réponse (04/10/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

L'objectif affiché du projet « Green Events » est de réduire l'empreinte écologique des événements organisés au Luxembourg et donc de promouvoir les événements écoresponsables en informant, sensibilisant et en accompagnant les organisateurs souhaitant se lancer dans l'organisation d'événements écoresponsables.

L'aide accordée par le Gouvernement se compose de deux volets, l'un d'ordre financier, l'autre d'ordre consultatif.

Les activités de conseil sont confiées à l'Oekozer Pafendall et à la SuperDrecksKëscht (SDK), alors que la gestion des subventions est gérée par le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB).

Pour ce qui est de l'aide financière, la subvention introduite en 2019 visait à soutenir tous les « Green Events » sans égard quant à l'identité du demandeur et quant à la fréquence de l'aide sollicitée. La nouvelle approche a pour objet de limiter cette aide à une subvention par demandeur et par événement afin de faciliter la transition vers une approche écoresponsable.

Pour ce qui est de l'aide au niveau consultatif, le Gouvernement entend maintenir le cadre existant afin de guider et d'accompagner les organisateurs sur le long terme.

ad 1) Évidemment une analyse de la mise en œuvre du concept « Green Events » a été menée avec les différents responsables du projet mentionnés ci-dessus. Il ressort du bilan de cette analyse couvrant la période 2019-2024 que le projet « Green Events » a permis d'informer et de sensibiliser un grand nombre de personnes à la question environnementale et climatique. Un bilan sommaire a été présenté à l'occasion du communiqué de presse du 22 juillet 2024⁸.

ad 2) À ce jour, près de 25 % des organisateurs d'événements ont déjà profité à plusieurs reprises du régime de subvention. Ce chiffre est en constante progression. Comme relevé ci-avant, le régime de subvention vise avant tout à soutenir les efforts à mener en vue de la transition vers une approche écoresponsable pour l'organisation d'un premier événement répondant à des critères environnementaux élevés.

Le subside facultatif initialement accordé pour l'utilisation de produits écolabellisés visait à s'assurer que les produits écolabellisés et certains services soient développés et accessibles aux organisateurs. Après une phase de lancement, on constate que ces produits sont disponibles et facilement accessibles et que certains acteurs locaux ont développé des

services, voire se sont spécialisés pour répondre aux critères du projet « Green Events ». Le MECB dispose par ailleurs d'autres instruments de sensibilisation pour soutenir la mise sur le marché de produits durables. On peut citer, à titre d'exemple, le projet Shop Green mené dans le cadre de la SDK.

ad 3) Grâce au réajustement entrepris, le projet « Green Events » restera disponible au moins jusqu'en 2028. Il n'est par ailleurs pas exclu de réviser à l'avenir les critères d'attribution du logo « Green Events ».

ad 4) Les activités de conseil et d'accompagnement des organisateurs constituent un pilier important du projet. Comme indiqué en guise d'introduction, ces activités ne sont pas impactées. Une recommandation du bilan du projet « Green Events » est d'accompagner davantage de grands événements sportifs et culturels ainsi que d'accentuer le rôle de multiplicateur des communes. Cette recommandation sera discutée avec l'Oekozer Pafendall et la SDK lors de l'établissement du plan de travail.

ad 5) La transition vers une économie circulaire doit être planifiée et réalisée à long terme et il faut s'assurer de multiplier les acteurs en ciblant plus particulièrement de nouveaux acteurs s'engageant dans un premier projet de transition. Le réajustement vise à garantir l'accessibilité du projet « Green Events » sur une période étendue.

Menace d'une opération turque en Israël | Question 1072 (30/07/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

De Krich a Palästina riskéiert nei Dimensionen ze kréien. Gëschter huet den türkesche President Israel mat enger militärescher Interventioun gedréit. Israel huet sengersäits gefuerdert, d'Tierkei aus der NATO auszeschléissen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Wat wären d'Implikatiounen fir d'NATO, am Fall wou d'Tierkei géif militäresch an Israel intervenéieren?

2. Wat wären d'Implikatiounen fir d'NATO, am Fall wou Israel géif den tierkeschen Territoire attackéieren?

3. Wéi positionéiert sech déi lëtzebuergesch Regierung an dësem Konflikt tëschent der Türkei an Israel?

4. Wéi ka verhënnert ginn, dass d'Türkei am Fall vun enger militärescher Interventioun op Informatiounen oder Ressourcë vun der NATO zeréckgräift?

Réponse (21/08/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Den Ausseministère gesäit an der aktueller Situation keen Interêt fir ze spékuléieren iwwer méiglech Konsequenze vun Aussoen, op déi den honorabelen Deputéierte Referenz mécht. Déi Lëtzebuergesch Regierung setzt sech weiderhi fir e Cessez-le-feu a Gaza an, an der Iwwerzeugung, dass dëst och zu enger Reduzéierung vun der regionale Spannunge féiere wäert.

Renforcement du partenariat entre le Luxembourg et le Rwanda dans le domaine de la coopération au développement | Question 1073 (30/07/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

La coopération au développement luxembourgeoise poursuit une politique d'intervention ciblée dans un nombre restreint de « pays partenaires ». Ces pays partenaires comprennent le Cabo Verde, le Sénégal et

⁸ Bilan du projet « Green Events » et adaptation du régime des subsides – gouvernement.lu // Le Gouvernement luxembourgeois

le Laos. De plus, le Luxembourg soutient des projets dans des « pays à projets », dont aussi la République du Rwanda.

Lors de sa déclaration sur la coopération luxembourgeoise à la Chambre des Députés de 2021, le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire Franz Fayot avait proclamé que les relations avec le Rwanda seront davantage approfondies et que la coopération y visera notamment à soutenir le développement durable du secteur financier.

Dans ce contexte, en juin 2024 un Memorandum of Understanding (MoU) fut signé entre le Luxembourg et le Rwanda. Selon un communiqué de presse⁹ de la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire le MoU prévoit « le renforcement du partenariat entre le Luxembourg et le Rwanda dans le domaine de la coopération au développement. Le MoU précise davantage les secteurs de coopération prioritaires, qui sont l'éducation, la formation et l'insertion professionnelles, la résilience climatique, l'adaptation et la durabilité environnementale ainsi que la finance inclusive et innovante. L'égalité des genres, la bonne gouvernance et les droits humains ainsi que la digitalisation sont intégrés en tant que priorités transversales. »

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

- 1) Outre la définition des secteurs prioritaires de coopération, quels engagements ont été pris par le Gouvernement avec la signature du MoU ?
- 2) Existe-t-il une feuille de route en ce qui concerne le renforcement du partenariat entre le Luxembourg et le Rwanda dans le domaine de la coopération au développement ? Dans l'affirmative quelles sont les étapes prévues ?
- 3) Le MoU donne-t-il plus de précisions en ce qui concerne des futurs projets et programmes de coopération entre les deux pays ? Dans l'affirmative quels programmes et projets – outre ceux déjà lancés – sont prévus ?
- 4) Vu la diversité des secteurs de coopération prioritaires prévus dans le MoU, est-ce que le Gouvernement prévoit une approche pangouvernementale dans le contexte de la coopération avec le Rwanda ?
- 5) Est-ce qu'il est prévu qu'à court ou moyen terme la République du Rwanda devienne « pays partenaire » de la coopération au développement luxembourgeoise ?

Réponse (19/08/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Le MoU signé en juin 2024 a pour seul et unique but de définir les objectifs stratégiques des interventions de la coopération luxembourgeoise au Rwanda dans les trois secteurs prioritaires mentionnés.

Le MoU est complémentaire à l'accord général de coopération toujours en vigueur entre nos deux pays depuis 2002.

ad 2) En 2022, le Rwanda a fait l'objet d'un exercice d'identification approfondi. Sur base de cet exercice, en 2023, une phase de formulation a abouti avec l'approbation de huit projets de développement bilatéraux. La mise en œuvre des premiers projets a débuté en 2023 tandis que la majorité des projets est lancée en 2024. Les évaluations à mi-parcours de ces projets sont prévues à partir de 2026.

⁹ https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2021/11-novembre/17-fayot-declaration-cooperation-luxembourgeoise.html

ad 3) En tant que document de cadrage, le MoU ne prévoit pas d'autres engagements allant au-delà de la définition des objectifs communs.

ad 4) Alors que la reprise de relations de coopération avec le Rwanda n'est qu'à ses débuts, il est juste de dire que le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) veille au respect de l'approche pangouvernementale dans toutes ses programmations, y inclus au Rwanda.

À titre d'exemple, le MAE avait invité un représentant du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB) ainsi qu'une représentante de la Chambre du Commerce à participer à la première mission d'identification du MAE au Rwanda en 2022. Les échanges au niveau technique avec le MECB continuent à cet égard.

ad 5) À ce stade, considérant que la mise en œuvre des premiers projets n'a débuté que cette année, toute décision sur un approfondissement de nos relations en matière de coopération au développement avec le Rwanda serait prématurée.

Espérance de vie | Question 1074 (31/07/2024) de M. Marc Spautz (CSV)

D'après les données du Statec, l'espérance de vie à la naissance atteint au Luxembourg les 80,5 ans pour les hommes et les 84,8 ans pour les femmes.

Ces chiffres, qui sont une moyenne, ne reflètent pas une inégalité bien connue : en général, l'espérance de vie dépend également de la catégorie socioprofessionnelle. Ainsi, bien souvent, un cadre dispose d'une espérance de vie supérieure à un ouvrier. La différence en terme d'espérance de vie se constate au niveau de la pénibilité du métier exercé, mais aussi au niveau des dénommés « comportements de santé à risque » (comme par exemple la consommation d'alcool ou de tabac).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Est-ce que le Gouvernement a les informations concernant l'espérance de vie des Luxembourgeois par catégorie socioprofessionnelle ?

– Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement peut communiquer sur les chiffres en question ? Quelle est son appréciation des résultats et de l'inégalité entre les catégories socioprofessionnelles au niveau de l'espérance de vie ?

– Dans la négative, est-ce qu'il ne serait pas utile de mener de telles études pour se rendre compte des écarts entre les catégories socioprofessionnelles au niveau de l'espérance de vie et de mener, le cas échéant, des actions visant à améliorer l'espérance de vie des catégories socioprofessionnelles désavantagées ?

Réponse (05/09/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

La production des statistiques démographiques, établies par le Statec, est régie par le règlement (UE) n° 1260/2013 du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 relatif aux statistiques démographiques européennes. Ce règlement ne prévoit pas la collecte de données par catégorie socioprofessionnelle en ce qui concerne les décès.

Le Statec calcule l'espérance de vie de la population résidente par âge et sexe, mais pas par catégorie socioprofessionnelle.

Les informations sur les décès des personnes résidentes au Luxembourg sont récoltées par le Statec à travers les bulletins de l'état civil transmis par les communes. Les informations sur la profession et le statut professionnel dans ces bulletins ne peuvent pas être utilisées à des fins statistiques, car elles sont soit manquantes, soit il est indiqué « retraité », ce qui est le cas pour l'immense majorité des décès concernant des personnes de 65 ans et plus (en 2023, 83,5 % des décès).

Il n'existe pas de base légale pour la collecte des données socio-économiques des personnes décédées.

Vu que de nombreuses études existent sur les déterminants de la santé (qui sont les facteurs personnels, sociaux, économiques et environnementaux) sur lesquels il faudra agir pour améliorer l'espérance de vie, il n'est pas utile de mener des études supplémentaires pour se rendre compte des écarts qui existent entre les catégories socioprofessionnelles et l'espérance de vie. Il est établi que les inégalités d'espérance de vie résultent d'une multitude de facteurs dont les conditions de travail, la durée du travail, mais également l'attention portée à sa propre santé, l'alimentation, les modes de vie en général (alcool, tabac, pratiques à risques, ...) ainsi que la qualité et l'accessibilité des soins de santé. L'espérance de vie des travailleurs peut donc être fonction des conditions de travail, d'éventuels accidents du travail, de trajet ou de maladies professionnelles, mais est également affectée par le mode de vie en général.

Afin de réduire l'impact des conditions de travail et donc celui de la catégorie socioprofessionnelle, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale mène depuis des années, avec ses partenaires en santé et sécurité (Ministère du Travail, ITM, UEL, Chambre des Salariés, Services de santé au travail, AAA) des actions de prévention et de promotion de la santé en entreprise, dont notamment l'action VISION ZERO¹⁰ comme stratégie de prévention en matière de sécurité et de santé au travail. Même si les effets sur l'espérance de vie liés à ces activités de prévention ne peuvent pas être chiffrés, la réduction du nombre d'accidents en résultant a un impact notable sur la santé des travailleurs concernés et contribue donc implicitement à l'augmentation de l'espérance de vie des cohortes de travailleurs concernés.

Détournement de fonds chez Caritas | Question 1075 (31/07/2024) de Mme Joëlle Welfring (déli gréng)

La Fondation Caritas Luxembourg est une ONG de développement (ONGD) agréée qui mène des projets de coopération au développement et d'aide humanitaire, dans une quinzaine de pays à travers le monde. Au Luxembourg, la campagne de sensibilisation « Rethink your Clothes » est mise en œuvre par Caritas (en collaboration avec l'ONG Fairtrade Lëtzebuerg), sous mandat de la coopération luxembourgeoise.

Lors d'une réunion jointe de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité et de la Commission de l'Exécution budgétaire en date du 24 juillet, suite au détournement de fonds chez Caritas, le Premier ministre a annoncé qu'il est essentiel pour le Gouvernement de garantir la continuité des activités

¹⁰ VISION ZERO – VISION ZERO ([Hyperlien à consulter sur www.chd.lu](https://www.chd.lu))

de Caritas au Luxembourg pour « les plus vulnérables ». Cependant le Premier ministre a aussi souligné qu'actuellement, le Gouvernement ne transfère plus de fonds à Caritas.

En outre, la radio 100,7 a reporté en date du 26 juillet que, selon le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, il ne serait actuellement pas clair si, et comment, les projets humanitaires et les projets de coopération de Caritas pourront être poursuivis. Le ministère serait en contact avec Caritas pour savoir si les fonds alloués aux projets de Caritas étaient dépensés comme prévu.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Combien de projets et programmes de Caritas sont actuellement cofinancés par le Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire ?

2) Quels sont ces projets et programmes ? Quelle est la hauteur de la contribution financière de l'État ?

3) Monsieur le Ministre est-il en communication avec les acteurs locaux et les organisations partenaires de Caritas dans les pays cibles de l'ONG ? Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre afin d'éviter une perte de confiance de la part de ces acteurs et partenaires, ce qui pourrait compromettre le travail sur le terrain ?

4) Le Gouvernement est-il prêt à garantir que les personnes « les plus vulnérables » dans les pays en développement reçoivent également le soutien nécessaire, même si la structure de Caritas ne serait temporairement plus en mesure de fonctionner ?

Réponse (06/08/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) En 2024, le ministère a financé six projets humanitaires, cinq projets de reconstruction et de réhabilitation, un mandat, un programme pluriannuel de développement et un programme pluriannuel de sensibilisation mis en œuvre sous la responsabilité de la Fondation Caritas Luxembourg.

ad 2) En 2024, la contribution versée directement par le ministère à la fondation s'élève à 5,25 MEUR. Ce montant est composé des projets et programmes mentionnés ci-dessus ainsi que des frais de fonctionnement au Luxembourg.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Le ministère est à l'écoute des préoccupations formulées par les organisations partenaires de la fondation.

Les services compétents du ministère sont en train de réaliser un état des lieux des projets et programmes de développement mis en œuvre par Caritas Luxembourg afin d'évaluer l'étendue de l'impact du détournement.

ad 4) À ce stade, le ministère n'est pas en mesure de signaler si et sous quelle forme les différents projets et programmes de développement mis en œuvre par Caritas Luxembourg pourraient être poursuivis.

Contrôle technique | Question 1076 (31/07/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

D'Automobiliste créien normalerweise zwee Méint virum Oflav vun der technescher Kontroll vun hirem Gefier e Bréif heemgeschéckt, fir si drun ze erënneren, dësen ze erneieren. Esou wéi et mir zougedroe gouf, kruten an der Lescht awer vill Leit wéinst engem Feeler am informatesche System kee Bréif méi an et

koum am Kader vu Policekontrollen och schonn zu éischte Protokollen, well d'Leit sech där feelender Konformitéit net bewosst waren.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister déi Virgäng bestätegen?

2. Kënnen d'Leit, déi opgrond vun der feelender technescher Kontroll e Protokoll kruten an eventuell Punkte verluer hunn, dës zeréckfroen, well den Ursprung vum Problem beim Staat selwer louch?

Réponse (22/08/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte stellt Froen iwwert d'Convocatioun fir an d'techesch Kontroll, déi ronn zwee Méint virum Oflav vum Zertifikat vun der technescher Kontroll un den Titulaire vum Gefier erausgeschéckt ginn.

D'Verschécke vun de Convocatioun fir an d'techesch Kontroll stellt ee Service um Bierger duer, fir d'Leit drun ze erënneren, dass d'Gültgheet vum Zertifikat vun der technescher Kontroll geschwënn op en Enn kënnt. Et sief allerdéngs ze ënnersträichen, dass d'Receptioun vun dëser Convocatioun keng Noutwendegheet ass, fir kënne säi Gefier bei enger vun de Kontrollstatiounen préiwen ze loossen.

Et ass jidder eenzelem, deen e Gefier op der öffentlecher Strooss beweegt, seng Responsabilitéit sécherstellen, dass dëst Gefier konform zu der nationaler Gesetzgebung ass, wouzou och gehéiert, dass d'Gefier eng gültig technesch Kontroll huet. Dat selwecht géllt och fir déi aner obligatoresch Dokumenter vum Gefier.

Et sief des Weideren ervirzehiewen, dass ënnerschiddlech Grënn virleie kënnen, déi net an der Kontroll vum Ministère leien, firwat eng Convocatioun fir an d'techesch Kontroll net bei enger Persoun ukomm ass. Zousätzlech konnt no enger grëndlecher Iwwerprüfung festgestallt ginn, dass keng technesch Feeler beim Versand vun de Convocatiounen identifizéiert goufen. De Fakt, dass ee keng Convocatioun fir an d'techesch Kontroll krut, déi net gesetzlech virgeschriwwen ass, befreit een net vun der gesetzlecher Obligatioun, säi Gefier enger technescher Kontroll ze ënnerzéien a stellt kee Grond duer, fir déi festgestallte Verstéiss vun der Police ze contestéieren.

Ofschléissend wëll ech präziséieren, dass de Minister, deem den Transport ënnersteet, net d'Méiglechkeet huet, fir gültig Verstéiss, déi vun der Police festgestallt goufen, ze annulléieren.

Encadrement des sportifs dans le domaine de l'alimentation | Question 1077 (31/07/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

Sportlech Leeschtungen op héchstem Niveau ze erbréngen, setzt e groust perséinlecht Investissement viraus. Bal an all Sportaart ass e gesonde Liewensstil vu grousser Bedeitung, wat awer zur Folleg kann hunn, dass den Athlet vu gesondheetleche Problemer affektéiert gëtt, zu deenen och Iessstéierunge gehéiere kënnen.

An engem Artikel, deen de 26. Juli 2024 am „Luxemburger Wort“ publizéiert gouf („Luka Mladenovic und der dunkle Schatten der Essstörung“), gëtt op dëse Problem higewisen. Den Artikel weist: Iessstéierungen trieden oft grad dann op, wann den Athlet sech mental op eng wichteg Competitioun virbereet.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Sportminister:

1. Plangt d'Regierung, méi Ressourcen am Beräich vun der richteger Sporternierung zur Verfügung ze stellen (Berodung, Begleedung, Suivi, Opklärung asw.)?

2. Wëll d'Regierung den Ernierungsspezialiste méi Moyenen zur Verfügung stellen, fir datt d'Athleeten ënner hirer Opsicht sech mental besser op hir Competitiounen virbereede kënnen?

Réponse (21/08/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

De Sujet Ernährung, virun allem am Leeschtungs- an Héichleeschtungssport, gewënnt ëmmer méi u Bedeitung. An deem Sënn sinn ech frou, datt eis Partner wéi de LIHPS oder de Sportlycée Spezialisten agestallt hunn, déi d'Athleeten*Innen an dësem Beräich beroden. Donieft ginn eis Athleeten*Innen och, wa si dëst an Usproch huelen, vun engem Sportpsycholog begleet.

D'Zil vun der Regierung ass et, esou wéi et aus dem Koalitionsaccord ervirgeet, fir déi néideg personell a finanziell Ressourcen zur Verfügung ze stellen, fir datt den Héichleeschtungssport säi Potential ka komplett notzen.

Qualité des services offerts par Luxair | Question 1078 (31/07/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

Den 12. Juli huet de Josh Cahill, deen sech op de soziale Medie selwer als privat Testpersoun fir Fluchgesellschaften presentéiert, e Video iwwert seng Erfarunge mat der Luxair verëffentlecht, andeems hien zwar de Fluch selwer éischter positiv bewäert, mee de Service um Findel ganz staark kritiséiert. Konkreet hat den Här op sengem Businessfluch den Openthalt an der Lounge mat gebucht, deen den Informatiounen no, déi hie beim Onlinekaf vum Ticket matgedeelt krut, fir déi gesamt Dauer vu sengem Transitopenthalt gültig wier. Wéi hien awer dunn ukoum, gouf hie vun Personal op der Plaz drop higewisen, datt hie maximal eng Stonn an der Lounge verbréngen dierft, obwuel säin Tëschestopp ronn siwe Stonne sollt daueren.

Weider krut de Mann, esou wéi hien et duerstellt, e puer Deeg no dësem Tëscheffall e Bréif vun der Luxair, andeems si juristesche Konsequenze fir de Fall ukënneg, datt de Mann de Virfall géif publick maachen an hien drop hiweist, datt d'Fluchgesellschaft d'Méiglechkeet hätt, hie vun zukünftege Flich auszuschléissen. Et kann ee verschidden Aspekter vun der Virgoensweis vum jonke Mann duerchaus kritesch gesinn, notamment den Émgang mat der Cheffin vun der Lounge, déi sech fir e Feeler vun der Hierarchie virun engem emotional opbruechte Client huet misse veräntwerten. Dozou gehéiert d'Veëffentlechung vun hire perséinleche Biller, déi just mëttelméisseg verpixelt goufen an deementspreechend Réckschlossméiglechkeeten zouloossen.

Diriwwer eraus ass et awer e weideren Imageschued fir de Fluchhafstanduert Lëtzebuerg. E Client krut offensichtlech net deen Service, fir deen hie separat bezuelt hat an am plaz wéi vun dësem gefrot, d'Suen zeréckzebezuelen, wëll d'Luxair lo nach juristesche géint hie virgoen. Op de Stand vum 31. Juli gouf de Video op YouTube ronn 441.000-mol opgeruff. Dat, nodeems den Tëscheffall vum 10. Mee, wou och vill Passagéier an Ree stoe gelooss goufen, schonn héich Welle geschloen hat. D'„Lëtzebuerg Wort“ huet dann an engem Artikel vum 15. Juli zu deem Thema och no enger Reaktioun vun eiser staatlecher Fluchgesellschaft gefrot, déi dës awer schëlleg bliwwen ass.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert d'Madamm Verkéiersminister allgemeng op dese Virfall?

2. Wéi ass den Accès zu der Lounge fir Luxair-Cliente gereegelt, souwuel fir den Transit, wéi och virum Start vum Fluch? Wou kënnen d'Clienten sech doriwwer informéieren?

3. Sinn der Madamm Minister änlech Virfäll bekannt, esou wéi se zum Beispill an der Kommentarfunktioun zum Video dacks genannt goufen? Gi konkret Verbesserungen an der Kommunikatioun oder och en Iwwerschaaf vum Service u sech ugeduecht?

4. Wéi war déi Decisioun vun der Luxair begrënnt, de Client juristesch unzesichen, wuel wëssend, datt esou e Schratt virum „Gericht vun der ëffentlecher Meinung“ an der Reegel als Scholdageständnes bewäert gëtt an deementspreechend zu engem weidere Vertrauensverloscht bei de Cliente ka féieren?

Réponse (03/09/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Gerance vun der Fluchhafelounge, déi vun der Luxair bedriwwen gëtt, fällt an de Kompetenzberäich vun der Luxair-Direktioun. Et sief och drun erënnert, dass d'Luxair keng „staatlech Fluchgesellschaft“ ass, wéi an der parlamentarescher Fro ze liesen, mä eng kommerziell, privatrechtlech Gesellschaft.

ad 2. D'Benutzungsbedéngungen an Zougang zu der Lounge sinn um Site vun der Luxair an 2 Rubricen disponibel:

– an der Rubrick „legal information“

(https://www.luxair.lu/sites/default/files/Luxair-Services%20Luxembourg%20Airport%20Lounge%20Terms%20of%20Use.pdf?_gl=1*byhfgn*_up*MQ..&gclid=EAIAIqobChMIOM7v_PlfhwMV66jQBh0GQDA1E-AAYDAEBw11Ef);

– wéi och op der Informatiounssäit vum Luxair-Site

(https://www.luxair.lu/en/offers/new-lounge-access?_gl=1*1gqm1c*_up*MQ..&gclid=EAIAIqobChMIOM7v_PlfhwMV66jQBh0GQDA1EAAAYDAEBw11Ef)

Obschonn d'Ëffnungszäiten, d'Benutzungs- oder Remboursementsbedéngungen op dese Säite beschriwwen ginn, huet sech erausgestallt, dass präzis Informatiounen iwwer d'Zougangszäit virum Fluch (4 Stonnen) net kloer genuch beschriwwen waren. D'Luxair huet dofir d'Informatiounen op hirer Websäit iwwer d'Benutzungsbedéngunge vun der Lounge um Lëtzebuurger Fluchhafen aktualiséiert. Den Update ass schonn a Kraaft an all Informatioun kann op den erwäntene Säite consultéiert ginn.

Zousätzlech kann een och erwänen, dass an der deeglecher Praxis eng Transitzäit vun 8 Stonnen an der Lounge vum Lëtzebuurger Flughafen éischter d'Ausnam ass.

ad 3. Dem Mobilitéitsministère si keng änlech Virfäll bekannt.

Decisiounen iwwer d'Kommunikatioun vun der Luxair wéi och d'Qualitéit vum Service an der Lounge läit am Beräich vun der deeglecher Gestiou vun der Luxair a gi vun der Luxair-Direktioun getraff.

Wat spezifesch d'Lounge ugeet, esou ass geplangt vu lux-Airport, dass des an den nächste Jore soll vergréissert ginn. D'Lounge muss dofir awer deplacéiert ginn, wéi och schonn an der Chamberplenièr vum 27. Juni 2024 ugekënnegt.

ad 4. Op Nofro hin informéiert d'Luxair iwwer den Of-laf vun dem Tëscheffall Follgendes:

De Client ass de 27. Juni 2024 mat der Luxair vu Berlin op Lëtzebuerg geflunn, ier hien 8 Stonne méi spéit mat engem anere Luxair-Vol vu Lëtzebuerg op

Paräis-Charles de Gaulle gereest ass. Zousätzlech zu sengem Ticket huet de Client Zougang zu der Fluchhafelounge zu Lëtzebuerg kaaft. De 27. Juni huet hien sech ongeféier 8 Stonne viru sengem Fluch an der Lounge presentéiert. D'Lounge-Mataarbechterin sot him, dass den Zougang nëmme 4 Stonne virum Fluch autoriséiert ass. D'Luxair-Mataarbechterin huet him den Accès net komplett refuséiert, mä hie gefrot, fir méi spéit, 4 Stonne viru sengem Vol, zeréckzekommen. Dës 4-Stonne-Reegel ass Standard an der Industrie.

De Client huet dëst Gespréich heemlech mat zwou Kamerae fotografiéiert/gefilmt, ouni d'Zoustëmmung vun de betraffene Luxair-Mataarbechterinnen. An de Minutten nom Gespréich huet de Client op de sozialen Netzwierker (inklusive TikTok an Instagram) eng Serie vu Fotoen iwwer dësen Tëscheffall publizéiert, dorënner och déi vun der Luxair-Mataarbechterin, ouni d'Gesichter ze verpixelen, sou datt et méiglech ass, d'Mataarbechterin kloer ze identifizéieren.

De selwechten Dag huet d'Kommunikationsdepartement vun der Luxair:

– de Passagéier op kommerzieller Basis kontaktéiert, fir him ze soen, dass hien, trotz der 4-Stonne-Reegel, an d'Lounge kéint kommen (kommerzielle Geste), wat hie schlussendlech awer refuséiert huet;

– de Passagéier opgefuerdert, d'Foto ze läschen oder ze verpixelen, well d'Mataarbechterin hir Zoustëmmung fir dës Verëffentlechung net ginn huet. Dës Opfuederung ass de Client allerdéngs net nokomm.

Den 28. Juni huet d'Luxair, esou wéi et hir Prozedure virgesinn, e „Warnbréif“ geschéckt, fir offiziell d'Läsche vun der Foto vun der Mataarbechterin ze fuerderen. Am Bréif gouf de Passagéier och informéiert, dass d'Luxair sech d'Recht reservéiert, fir juristesche Moosnamen ze huelen, fir d'Rechter vu senger Mataarbechter*innen ze schützen. D'Handlung vum Passagéier sinn net konform mat de Gesetzer, déi zu Lëtzebuerg applikabel sinn, a besonnesch mat dem Reglement 2016/679 iwwer de Schutz vu perséinlechen Donnéeën (RGPD). Dofir huet d'Luxair schlussendlech eng Plainte géint dese Passagéier gemaach.

Den 12. Juli 2024 huet de Client nees e Video op YouTube publizéiert iwwer seng Luxair-Erfahrung, an deem ass d'Gesicht vun der Mataarbechterin schlussendlech deelweis verpixelt. Den 19. Juli 2024 huet d'Luxair de Client fir de Lounge-Service, deen hien net an Usproch geholl huet, rembourséiert.

Soutien pour le sport de haut niveau | Question 1079 (31/07/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Lëtzebuerg huet am Leeschtungssport kee Grond méi, sech ze verstoppen. D'Resultater vun eisen Athleeten op der Weltbün si bemierkenswäert. Wéi och ëmmer déi Lëtzebuurger Sportler bei den Olympesche Spiller zu Paräis ofschneide wäerten, d'Qualifikationscampagne war méi wéi erfollegräich a stellt ënner Beweis, datt Lëtzebuerg Ambitiounen huet.

An engem Artikel, deen den 22. Juli 2024 am „Luxemburger Wort“ publizéiert gouf („Luxemburg könnte als Sportnation viel erfolgreicher sein“), gëtt drop higewisen, datt e Manktem un Traineren an Trainingsgruppen nach bessere Resultater am Wee steet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Sportminister:

1. Wéi wëll d'Regierung d'Entwécklung vun de Lëtzebuurger Sportsinfrastrukture virundreiwen?

2. Wéi eng Moyene wëll d'Regierung asetzen, fir méi an nach besser Traineren unzezéien?

3. Wéi eng Moyene wëll d'Regierung asetzen, fir méi Trainingsgruppen op héchstem Niveau ze hunn? Wëll sech d'Regierung hei un eisen Nopeschlänner inspiréieren?

Réponse (21/08/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. D'Entwécklung vun de Sportsinfrastrukture gëtt via Fënnefjorespläng gereegelt. An deem Kader gëllt et ze betounen, datt den aktuelle Fënnefjoresplang eng Budgetsenveloppe vun 120 Milliounen Euro virgesäit, fir, via Subsiden, d'Gemenge finanziell beim Bau vu Sportinfrastrukturen ze ënnerstëtzen.

D'Entwécklung vu Sportinfrastrukturen dierf awer net nëmme iwwer eng finanziell Bedeelegung geschéien. An deem Sënn notze mir an Zukunft den Input vun de Sportkoordinatoren an de Gemengen, fir datt mir déi kommend Sportinfrastrukturen, zesumme mat de Gemengen, multifunktionell gestalten an un d'Besoinen vun deene verschiddenen Acteuren upassen.

ad 2. Sou wéi ech dat an de leschte Méint schonn e puermol betount hunn, wëlle mir déi organisationell Kapazitéit stäerken. Dozou zielt natierlech och, datt mer héich qualifizéiert Traineren an d'Federatiounen, souwéi och an d'Veräiner kréien. Dofir schaffe meng Servicer aktuell u verschiddene Modeller, wéi mer d'Federatiounen an d'Veräiner finanziell esou kënnen ënnerstëtzen, fir datt si dës Trainere kënnen finanzéieren.

Parallell gëllt et awer och, Traineren hei am Land op de selwechte Stand vun der Qualifikatioun ze bréngen, an de Beruff vum Trainer esou attraktiv ze gestalten, datt déi Leit, déi hei am Land ausgebild ginn, och haaptberufflech als Trainer wëlle schaffen. An deem Beräich schafft dem Sportsministère seng Verwaltung, den INAPS, aktiv, souwuel u méigleche Bildungsweeër wéi och u qualitativ héichwäertige Formatiounen, déi op d'Besoinen vum Terrain zougeschnidde sinn.

ad 3. D'Olympesche Spiller zu Paräis waren déi ideal Geleeënheet, fir sech mat den auslänneschen Homologen auszetauschen an Iddien ze kréien, wéi mir d'Trainingsëmfeld vun eisen Elitesportler esou kënnen gestalten, fir datt si och an Zukunft konkurrenzfähig sinn. Elo gëllt et mat alle concernéierten Acteuren un den néidege Stellschrauwen ze dréinen, fir de Leeschtungs- an Héichleeschtungssport nohalteg ze féieren.

Algues bleues | Question 1080 (01/08/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Récemment, la détection d'une prolifération importante de cyanobactéries, ou algues bleues, à hauteur des plages Romwiss et Burfelt au lac de la Haute-Sûre a mené à une interdiction de baignade. Même si entre-temps l'interdiction a été levée suite à la normalisation de la situation, la présence des algues bleues – dont les toxines présentent des risques pour la santé humaine, pour la faune aquatique, les animaux domestiques et le bétail – cause régulièrement des fermetures des plages de certaines de nos eaux de baignade.

Selon les informations de l'Administration de la gestion de l'eau, la prolifération des algues bleues se produit surtout dans des eaux riches en nutriments (surtout en phosphore, mais également en azote), peu aérées ou stagnantes et exposées à un ensoleillement intense.

Les apports en phosphore peuvent avoir des origines multiples : effluents d'élevage, compost, engrais

épanchés sur les sols, rejets d'eaux usées insuffisamment traitées, ou encore le lessivage des sols lors d'épisodes pluvieux importants.

Afin d'assurer que les citoyens puissent profiter de nos lacs de baignade dans les étés à venir, il est important de réduire l'apport de phosphore et d'azote dans les cours d'eau. À cette fin, le troisième plan de gestion pour les parties luxembourgeoises des districts hydrographiques internationaux du Rhin et de la Meuse prévoit la mise en œuvre de mesures telles que la modernisation des stations d'épuration, la réduction de l'utilisation d'engrais dans l'agriculture et la plantation de bandes riveraines le long des parcelles agricoles.

Étant donné que l'apport d'azote est régi par une réglementation à part et a fait l'objet de ma question parlementaire n° 0458, je me permets de poser les questions suivantes au sujet du phosphore :

1) Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité peut-il partager les données et informations les plus récentes concernant l'origine des concentrations élevées en phosphore dans les eaux de baignade luxembourgeoises ? Monsieur le Ministre est-il en mesure de quantifier l'origine de l'apport des nutriments en lien avec les algues bleues plus généralement ?

2) Quelles sont les mesures supplémentaires au niveau technique, financier ou de conseil que Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture envisage de prendre afin de mieux soutenir les agriculteurs dans la réduction de l'apport de phosphore dans les cours d'eau ?

3) Quelles sont les mesures supplémentaires au niveau technique, financier ou de conseil que Monsieur le Ministre envisage de prendre afin de réduire l'apport de phosphore dans les cours d'eau ?

4) Est-ce que des mesures réglementaires supplémentaires sont envisagées visant la réduction de l'apport de phosphore aux alentours des eaux de baignade plus spécifiquement ?

Réponse (04/10/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Les données relatives aux concentrations des nutriments dans les cours d'eau recueillies dans le cadre du monitoring de surveillance régulier sont disponibles à tout moment sur simple demande à l'adresse suivante : donnees@eau.etat.lu.

Les sources d'apport en nutriments que sont l'azote et le phosphore et qui favorisent la prolifération des algues bleues sont multiples et peuvent être très distantes de la zone de prolifération. Les mécanismes de transfert, de rétention et de capacités d'élimination de ces nutriments sont complexes, varient localement et dépendent de facteurs environnementaux (p. ex. température de l'eau). De ce fait, il n'est pas facile d'établir voire de quantifier une relation directe entre une source d'apport et son impact.

ad 2) Dans le cadre de la Prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage, qui existe depuis 1997 et à laquelle participe plus de 90 % de la surface agricole utile, des échantillons de sol sont prélevés tous les 5 ans sur toutes les parcelles d'une exploitation agricole et analysés sur la présence de phosphore et d'autres éléments déterminant la fertilité des sols. Ceci permet au laboratoire des sols de l'ASTA de suivre l'évolution des formes de phosphore susceptibles d'être lixiviées.

À l'échelle nationale, les concentrations de phosphore médian ont diminué dans la période de référence 2016-2024 par rapport à la période de référence

2008-2016 (de 16 à 14 mg P₂O₅/100 g terre sèche en terres arables et de 13 à 10 mg en prairies permanentes). Une valeur de 12 mg est considérée actuellement comme seuil entre un sol suffisamment pourvu en phosphore et le début d'une carence latente. Dans le bassin tributaire du lac d'Esch-sur-Sûre, les teneurs sont passées durant les mêmes périodes de 17 à 14 mg en terres arables et de 16 à 13 mg en prairies permanentes. Les évolutions sont similaires pour le reste de l'Oesling avec des teneurs médianes récentes de 15 mg en terres arables et 13 mg en prairies permanentes. Cette baisse contribue à la réduction des teneurs en phosphore dans les eaux de surfaces.

Par ailleurs, le phosphore sous sa forme orthophosphate est très faiblement soluble dans les sols. Il est particulièrement bien retenu dans les sols ardennais en raison de leur capacité d'adsorption élevée liée à la présence importante d'hydroxydes de fer et d'aluminium. À cela s'ajoute que les sols ardennais sont filtrants et peu sensibles à l'érosion, comme on peut le voir sur la carte d'érosion publiée sur le site Géoportail. Si érosion il y a, elle se concentre sur des événements pluvieux importants hivernaux ou printaniers. Les sédiments érodés contiennent essentiellement des formes de phosphore organique et inorganique peu solubles.

Entre-temps, plusieurs mesures réglementaires¹¹ existent pour prévenir au mieux les apports de phosphore agricole dans les affluents de la Sûre. Des restrictions liées au pâturage et à l'affouragement en proximité du lac et des restrictions d'utilisation d'engrais phosphatés et azotés limitent les fuites potentielles vers le lac. La coopérative LAKU - Landwirtschaftliche Kooperatioun Uewersauer - s'est dotée d'un conseil agricole pointu accompagné d'un programme de mesures et de moyens budgétaires pour propager des techniques respectueuses de la protection des eaux au-delà des mesures réglementaires. Selon le dernier rapport annuel de la LAKU portant sur l'année 2023, 81 % de la surface agricole du bassin versant adhèrent à la LAKU. De manière générale les concentrations en phosphore (P₂O₅) des sols gérés par les adhérents de la LAKU sont inférieures aux autres sols (en médiane 1 mg P₂O₅ pour les terres arables et 2 mg pour les prairies permanentes).

Reste à préciser que le plafond phosphaté de la fumure appliquée sur des cultures de maïs, principale culture recevant des engrais phosphatés minéraux, a été révisé vers le bas à l'occasion du Plan stratégique national 2023. Par ailleurs, des mesures d'atténuation de l'érosion du sol ont été introduites dans la conditionnalité élargie. Enfin, un conseil agricole spécifique vise à abaisser les intrants phosphatés au niveau de l'alimentation animale.

ad 3) La modernisation des stations d'épuration biologiques ainsi que l'équipement de celles-ci par une étape de dénitrification et de précipitation du phosphore seront les mesures principales qui permettront de réduire l'apport en nutriment dans les cours d'eau. S'y ajoutera l'optimisation du réseau d'assainissement via le remplacement de déversoirs par des bassins d'orage et la mise en place de bassins de filtration en aval de certains de ces bassins d'orage.

Plus particulièrement pour le lac de la Haute-Sûre, le projet d'assainissement y relatif prévoit de réduire le rejet de stations d'épuration dans le lac via l'acheminement des eaux usées vers d'autres stations d'épuration en dehors de son bassin versant.

Ces mesures sont inscrites dans le programme de mesures du troisième plan de gestion hydrographique et peuvent bénéficier d'une prise en charge via le Fonds pour la gestion de l'eau.

Le programme de mesures contient aussi une multitude de mesures agricoles contre la lixiviation, l'érosion et les ruissellements, dont notamment l'établissement de bandes tampons le long des cours d'eau ou encore la couverture permanente du sol. Ces mesures ont notamment pour objectif de contribuer à la réduction des apports en nutriments d'origines diffuses. Le règlement grand-ducal du 16 avril 2021 délimitant les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre comprend des mesures visant à réduire les apports en nutriments. En supplément, des mesures sont appliquées sur base volontaire dans le cadre d'un programme de mesures et de la coopérative LAKU. Ces mesures sont supportées financièrement par le Fonds pour la gestion de l'eau et par le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (notamment programmes agri-environnementaux).

Afin d'aboutir à une amélioration de la situation, les mesures ci-avant doivent être réalisées en commun, et il est important que chaque acteur concerné entreprenne des mesures pour contribuer à la réduction de l'apport en nutriments dans les cours d'eau.

ad 4) À l'heure actuelle aucune mesure réglementaire supplémentaire n'est prévue pour la protection des eaux de baignade. Toutefois les possibilités de réduction supplémentaire de l'apport des nutriments dans tous les cours d'eau sont à l'étude dans le cadre d'autres projets législatifs tels que l'adaptation de la législation concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture.

Promotion de la finance durable | Question 1081 (01/08/2024) de Mme Sam Tanson (déli gréng)

Le monde de la finance joue un rôle crucial afin de réussir la transition énergétique et écologique. De même, la finance durable constitue une opportunité de développement pour notre place financière. Or, il existe, à défaut de règles claires, des risques de social- et greenwashing.

Notons que le Gouvernement s'est engagé dans son accord de coalition à « positionner la place financière luxembourgeoise comme hub international de la finance durable ».

La taxe d'abonnement réduite pour investissements dans des activités durables, introduite en 2021, constitue une mesure pour favoriser la finance durable. À ce sujet, selon l'accord de coalition, « le Gouvernement analysera l'impact d'une réduction de la taxe d'abonnement des fonds d'investissement qui investissent dans des activités économiques durables et évaluera si des baisses supplémentaires de la taxe d'abonnement permettent d'augmenter les investissements dans ces activités ».

Notons encore que les fonds ETF gérés activement seront exonérés de la taxe d'abonnement à partir du 1^{er} janvier 2025.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il renseigner l'état d'avancement de l'analyse d'impact d'une réduction de la taxe d'abonnement pour investissements durables ? Par conséquent, Monsieur le Ministre envisage-t-il de proposer une réforme au régime actuellement en place ?

2) Est-ce qu'il est prévu lors d'une réforme d'exiger une conformité avec certains engagements pris par le

¹¹ Règlement grand-ducal du 16 avril 2021 délimitant les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre et déterminant les installations, travaux et activités interdites, réglementées ou soumises à autorisation dans ces zones

Luxembourg en matière de droits humains et de climat (comme les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et droits de l'homme ou l'accord de Paris sur le climat) afin d'éviter toute forme de social- et greenwashing au niveau des investissements durables ?

3) Quelles parties prenantes ont été ou seront consultées dans l'élaboration de la réforme de la Luxembourg Sustainable Finance Strategy (LSFS) ? Quelles en seront les grandes lignes et endéans quel délai Monsieur le Ministre entend-il la présenter ?

4) Monsieur le Ministre se focalisera-t-il exclusivement sur des mesures facultatives ou envisage-t-il de proposer des mesures plus contraignantes afin de canaliser les investissements de la Place vers des activités durables ?

5) Est-ce que Monsieur le Ministre considère que l'exonération des fonds ETF gérés activement de la taxe d'abonnement contribuera également à renforcer une Luxembourg Sustainable Finance Strategy ? Si oui, dans quelle mesure ?

Réponse (09/09/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) Une éventuelle revue de la taxation des fonds d'investissements durables doit se faire à la lumière du cadre réglementaire en place et à venir au niveau européen, ainsi que du comportement des acteurs du marché. À cet égard, il y a lieu de noter, d'une part, que les nouveaux règlements délégués couvrant les six objectifs de la taxonomie verte ne sont applicables que depuis le 1^{er} janvier 2024. D'autre part, l'orientation que prendra la future révision du règlement sur la publication d'informations en matière de finance durable (SFDR) alimentera certainement les réflexions nationales sur les mécanismes les plus appropriés pour offrir un taux de taxe d'abonnement réduit aux investissements durables, de sorte qu'il est judicieux d'attendre la mise à jour de ce cadre européen.

ad 2) Avec l'implémentation progressive de textes décidés au niveau européen, et de nouvelles lignes directrices par les autorités de contrôle, la transparence dans le domaine des investissements durables sera augmentée afin d'éviter le risque de social- ou greenwashing.

ad 3) La Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) est l'entité de coordination de la finance durable au Luxembourg ayant pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie luxembourgeoise de finance durable (LSFS), de sensibiliser à la finance durable et d'aider le secteur financier à évoluer vers la durabilité.

Au vu de l'évolution du cadre européen et en tenant compte de l'attention apportée au sujet de la finance durable depuis 2021, il a été décidé d'actualiser la LSFS actuelle. Dans ce contexte, les parties prenantes de la « Stakeholder Assembly » de la LSFI, composée de représentants de la société civile, des institutions de recherche, des institutions financières, des institutions publiques, des associations des services financiers et des régulateurs sont consultées pour avoir une vue holistique du sujet et surtout des opportunités et des défis dans le domaine de la finance durable.

Au-delà, une enquête a été lancée auprès des acteurs de services financiers présents au Luxembourg, incluant, entres autres, des banques nationales et internationales, des gestionnaires de fonds ainsi que des prestataires de services.

À ce stade, le premier retour des parties prenantes est analysé. Il est prévu de présenter la nouvelle stratégie au cours du premier trimestre de l'année 2025.

ad 4) Comme mentionné ci-dessus, le cadre européen dans le domaine de la finance durable a fortement évolué ces dernières années, de sorte qu'il importe désormais de l'implémenter de manière cohérente.

Afin de drainer davantage de capitaux privés dans des activités durables, le Ministère des Finances a lancé plusieurs partenariats publics-privés, à l'instar de l'International Climate Finance Accelerator (ICFA) – qui sera doté d'un accélérateur pour des investissements à impact social. De même, la structure parapluie du Luxembourg Earth Impact Fund (LEIF) permettra de lancer des sous-fonds à stratégies d'impact environnemental et social avec des partenaires privés de la place financière, comme par exemple le Green Earth Impact Fund.

En ligne avec le plan d'action en 10 points pour la finance durable du Ministère des Finances d'avril 2024, les initiatives vont également s'étendre au domaine de l'innovation des services financiers. C'est dans cet esprit que le ministère a lancé le programme Catapult : Green Fintech en collaboration avec le Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT). En septembre 2023, le ministère a également mis en place la Gender Finance Task Force (GFTF) qui se compose de représentants stratégiques de la place financière et qui a pour but d'identifier et de mettre en œuvre des opportunités dans le domaine de la finance de genre.

Toutes ces initiatives ont un but commun : activement impliquer la place financière dans le développement de projets de finance durable et garantir sa participation dans ces initiatives pour canaliser les investissements vers les activités durables.

ad 5) La LSFS est une initiative stratégique qui s'adresse au secteur financier au sens large afin de l'accompagner dans sa transformation vers un système financier plus durable et n'a pas pour vocation à viser à un produit financier en particulier. Alors que l'exonération de la taxe d'abonnement s'applique à l'ensemble des OPCVM ETFs gérés activement, y compris les OPCVM ETF ayant une politique d'investissement durable, elle pourra, le cas échéant, soutenir la création d'OPCVM ETFs durables au Luxembourg.

Compétences linguistiques dans la fonction publique | Question 1082 (01/08/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Laang Zäit huet d'Beherrsche vun eisen dräi administrative Sproochen zu de feste Viraussetzung fir eng Astellung am ëffentlechen Déngscht gehiéert. Mëttlerweil ginn awer och ëmmer méi Leit ageballt, déi eng vun deenen dräi Sproochen net beherrschen an och dauerhaft eng Dispens ausgestellt kréien, fir dës nozehuelen.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi vill Leit an de Joren 2021 bis 2023 jee weils beim Staat ageballt goufen, wéi vill dovun eng Dispens fir d'Kenntnesser an eng oder méi vun eisen dräi administrative Sprooche kruten, ëm wéi eng Sprooch an sech dobäi gehandelt huet a wéi déi Leit sech op déi eenzel Karriäre verdeelen?
2. Kann den Här Minister déi selwecht Tabell och am Besuch op déi ëffentlech Etablissementer preziséieren?

Réponse (10/09/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de de la Fonction publique

Wat déi nei Astellung beim Staat an de Joren 2021 bis 2023 ugeet, kann ech den honorabelen Deputéierten informéieren, dass 2021 ongeféier 2.700

Agenten ageballt goufen, 2022 waren et der ronn 2.900 an 2023 waren et der ronn 2.500.

De folgenden Tableau resuméiert d'Unzuel vun den Dispensen an den dräi administrative Sproochen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Verdeelung vun de Sproochendispensen op déi eenzel Karriären ass am Tableau heidrënner opgeléicht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Déi uewe genannten Zuele bezéien sech just op den Zentralstaat. Ech kann dem honorabelen Deputéierte keng Zuelen iwwert d'ëffentlech Etablissementer liwweren.

Quai et esplanade de Remich | Question 1083 (02/08/2024) de **M. Jeff Engelen** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Déi ronn 3 Kilomeeter laang Esplanade zu Réimech ass en „haut-lieu“ net nëmme vum Lëtzebuurger Tourismus, mee och vun der Lëtzebuurger Geschicht. Hei ass schon am 19. Joerhonnert den deemolege Kinnek-Grand-Duc Wëllem III. spadséiert, an de Lëtzebuurger Nationaldichter Edmond de la Fontaine, besser bekannt ënnert dem Numm „Dicks“, huet sech wärend senger Réimecher Joren oft hei opgehal (fir just dës zwou Perséinlechkeeten ze nennen). Déi historesch Alstad vu Réimech, mat der „Porte Saint-Nicolas“ zu Éiere vum Schutzpatroun vun de Schëffsleit, attestéiert déi beweegt Vergaangenheet vu Réimech.

An obschonns e fréiere Buergermeeschter vu Réimech d'Esplanade eemol als „Côte d'Azur vu Lëtzebuerg“ bezeechent hat, huet sech d'Häerzstéck vun dësem Touristemagnéit, nämlech de Schëffsquai, zu enger desolater Plaz entwéckelt: iwwerall Vullenexkrementer a raschteg Gelännere schéngen drop hinczedeiten, datt d'Wuelbefanne vun de ville Visiteure vu Réimech keng Prioritéit duerstellt.

An engem Artikel, deen den 1. August 2024 am „LW“ publizéiert gouf („Es ist eine Schande, dass der Staat hier nichts investiert“, S. 12), gëtt d'Situatioun follgendermoosse beschriwwen: „Wenn Kunden an Bord gehen wollen, müssen sie sich erst einmal einen Weg durch die Exkrementer auf dem Asphalt bahnen. Verantwortlich ist eine Kolonie aus Nilgänsen und verwilderten Hausgänsen, die sich neben den Anlegeplätzen angesiedelt hat.“ De Vertrieeder vun engem Schëffsbetrieb warnt virun ekonomesche Konsequenzen: „Ende der 1990er Jahre haben wir noch 90.000 Passagiere pro Jahr befördert. Heute sind es noch etwa 25.000.“

Well de Quai zu Réimech (wéi un der ganzer Musel) dem Lëtzebuurger Staat gehiéert an dofir d'Stroossebauverwaltung fir dës Problem verantwortlech ass, géife mir der Madamm Minister fir ëffentlech Baute gär follgend Froe stellen:

1. An de belschen an hollänneschen Hafestied ginn d'Quaien all Dag mam Héichdruckreiniger propper gemaach. Kann d'Madamm Minister preziséieren, firwat de Staat dëst nach net zu Réimech an Erwägung gezunn, bzw. ëngesat huet? Net zulescht och, fir d'Gesondheet vu Mënsch an Hausdéier ze schützen, déi all Dag iwwer de Schëffsquai spadséieren.

2. Informatiounen vun der Stroossebauverwaltung no ze schléissen, fänkt d'Erneuerung vun Réimecher Quai „innerhalb der kommenden drei Jahre“ (cf. Artikel „LW“) un. Kann d'Madamm Minister hei e konkreeten Termin confirméieren? Wéi e Budget ass fir

dës Aarbechte virgesinn? Wéi eng Infrastrukture si genau virgesinn?

Réponse (28/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Uewerfläch vun de Quaie laanscht d'Musel gëtt prinzipiell zweemol am Joer gebotzt.

Zousätzlech dozou ginn d'Quaien och no all Héichwaasser ofgeschwenkt a gebotzt.

De Quai zu Réimech ass op der ganzer Musel deen eenzegen, deen e gréissere Problem duerch eng Verschmutzung mat Vullenexkrementer vuerweist. Dës méi staark Verschmutzung ass ënnert anerem op déi op der Plaz ugesidelt Vullepopulatioun zeréckzuführen, déi zudeem vun de Passanten onkontrolléiert gefidert gëtt.

Dës Situatioun mécht et den Equippe vun der Stroossebauverwaltung schwéier, de Quai an engem propperen Zoustand ze halen. Fir awer desער unhalender Problematik entgéintzewierken, gëtt gekuckt, fir d'Frequenz vum Botzen an Zesummenaarbecht mat der Réimecher Gemeng ze erhéijen an domadder eng Verbesserung vun der Situatioun erbäizeféieren.

ad 2. Aktuell ass virgesinn, datt d'Aarbechten zur Erneuerung vum Quai zu Réimech viraussichtlech am Summer 2029 ufänken. D'Käschte fir dese Projet, déi vum Staat an der Gemeng Réimech gedroe ginn, belafen sech op ronn 15 Milliounen Euro. De Projet ass a 4 Lousen ënnerdeelt a begräift folgend Aarbechten:

Lous 1: Erneuerung vun der Quaimauer an Erhéijung vum existente Quai. Dës Aarbechten déngen enger Verbesserung vun der Stabilitéit an dem allgemengen Zoustand vum Bauwierk.

Lous 2: Verlängerung vum existente Quai mat Hëllef vun Dalben („Ducs d'Albe“, am Énnergronn verankert Pottoen) a Reamenagement a Befestegung vun den existéierenden Uferberäicher.

Lous 3: Moderniséierung vun den Embarquement-Plazen, flossofwäerts vun der Réimecher Grenzbréck. Zousätzlech ginn d'Uferberäicher adaptéiert a mat Steng befestegt. Och gëtt een neie Quai mat Hëllef vun Dalben amenagéiert. Dës Aarbechten erhéijen déi maximal Kapazität, déi duerch déi allgemeng wuessend Unzuel un Touristen néideg ginn ass.

Lous 4: Amenagement vun engem neie Quai fir Booter an de Beräicher Sport a Fräizäit, souwéi Reamenagement a Befestegung vun den existéierenden Uferberäicher.

Donieft ginn am Kader vun de verschiddene Lousen d'Reseauen erneiert an un déi existent Infrastruktur ugeschloss.

Fir all dës Amenagementen ginn dann och déi néideg Geneemegunge vun de jeeuwelegen Administratiounen op der Lëtzebuurger Säit ageholl, wéi zum Beispill bei der Natur- a Waasserverwaltung.

Doriwwer eraus maachen ech op déi speziell Situatioun vun eise Waasserleef, déi d'Grenz tëschent Lëtzebuerg an Däitschland forméieren, opmierksam. D'Musel ass nämlech ee Condominium, ee gemeinschaftlechen däitsch-lëtzebuergesche souveränen Territoire. Den Territoire vun der Musel ass also ënnert der gemeinsamer Souveränitéit vun Däitschland a Lëtzebuerg. Verwaltungstechnesch läit den Territoire op kenger vun den ugrenzende Gemengen.

Déi an desער parlamentarescher Fro beschriwwen Aarbechten, souwéi och all aner Aarbechten, déi um Condominium vun der Musel realiséiert ginn, ginn deemmo am Kader vun engem technesche Comité vun der Muselkommissioun (Comission de la Moselle) mat den Nopeschlänner Frankräich an Däitschland ofgeschwat.

..... **Hélicoptères de sauvetage** | Question **1084** (05/08/2024) de **M. André Bauler** (DP)

An hiren Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 0854 hunn den Här Inneminister an d'Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung mer matgedeelt, datt de Standuert fir de Rettungshelikopter, dee bei der Ettelbrécker Klinick stationéiert ass, mëttelfristeg verréckelt soll ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister an der Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung folgend Froe stellen:

1. Gouf et scho Gespréicher mat Gemengen, déi bereet wieren, fir op hirem Territoire e Standuert fir den Helikopter ze sichen?

2. Soll de Rettungshelikopter éischter an der Nordspëtz stationéiert ginn?

3. Ass scho gewosst, wou an der Nordstad eng nei Landeplaz amenagéiert kéint ginn, fir d'Proximitéit zur Ettelbrécker Klinick ze sécheren? Gouf et och do schonn en Austausch mat de Gemengen?

Réponse (09/09/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De CGDIS huet eis driwwer informéiert, dass si am Kader vum Neibau vun der Pompjeeskassär zu Élwen, och mat der Gemeng iwwer de Standuert fir en Hangar fir de Rettungshelikopter geschwat hunn, ouni dass et awer zu enger Entscheedung komm ass.

ad 2. D'Haaptkrittäre fir de Standuert vum Rettungshelikopter-Hangar sinn d'Accessibilitéit, d'Disponibilitéit vun engem Terrain an déi operationell Couverture.

ad 3. Och wann den Helikopter-Hangar fréier oder spéider deplacéiert soll ginn, sou wäert d'Landeplaz fir den Helikopter bei der Ettelbrécker Klinick, déi et erméiglecht, d'Patienten direkt an d'Urgence ze bréngen, an Zukunft jiddefalls bestoe bleiwen. E konkreeten Austausch mat Gemengen huet et bis elo nach net ginn.

..... **Élection présidentielle au Venezuela** | Question **1085** (05/08/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

No den Zweifel um offiziell kommunizéierte Walresultat zu de Presidentschaftswalen am Venezuela hunn sech 7 EU-Memberstaaten zesummeengeschloss, a fuerderen de Präsident Maduro op, Detailler zu de Walresultater ze verëffentlechen.

De Conseil national électoral (CNE) am Venezuela hat deklaréiert, dass de President sortant, den Nicolas Maduro, mat 51,2 % vun de Stëmmen de Gewënner vun de Wale wier. Sāi Konkurrent den Edmundo Gonzalez wier op 44,2 % vun de Stëmmen komm. D'Oppositioun selwer reklaméiert awer, dass hire Kandidat 3,5 Milliounen Stëmmen méi kritt hätt wéi den Nicolas Maduro.

Doropshin hunn Däitschland, Frankräich, Italien, Polen, Holland, Spuenien a Portugal den 3. August 2024 eng gemeinsam Deklaratioun publizéiert, an där si fuerderen: „Nous appelons les autorités vénézuéliennes à publier rapidement tous les procès-verbaux afin de garantir la transparence et l'intégrité du processus électoral. L'opposition indique avoir collecté et publié plus de 80 % des procès-verbaux produits dans chaque bureau de vote. Cette vérification est essentielle pour reconnaître la volonté du peuple vénézuélien.“

An deem Kontext wéilt ech folgend Fro un den Här Ausseminister stellen:

– Aus wéi enge Grënn huet Lëtzebuerg déi gemeinsam Deklaratioun vun den uewe genannte 7 EU-Memberstaaten net matgedroen?

Réponse (13/08/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Lëtzebuerg ass net gefrot ginn, fir des Deklaratioun matzedroen, déi vun Däitschland, Frankräich, Italien, Polen, den Niederlanden, Spuenien a Portugal den 3. August 2024 publizéiert gouf, a mir hate virdu keng Kenntnisser iwwer dës Initiativ. Lëtzebuerg huet keng Ambassade am Venezuela.

Ech wéll awer betounen, dass de 4. August den Héije Beoptraagte fir EU-Aussen- a Sécherheetspolitick, de Josep Borrell, am Numm vun der Europäescher Unioun eng Erklärung zu deemem Sujet publizéiert huet. An där Erklärung huet d'EU gefuerdert, dass d'Autoritéiten am Venezuela d'Walrapporte schnell a komplett verëffentlechen, a fir eng zousätzlech onofhängeg Verifizéierung vun den elektorale Resultater plädéiert.

Lëtzebuerg ass alignéiert mat der EU-Positioun an ënnerstëtzt all Beméiungen an des Richtung.

..... **Gestion locative sociale (GLS)** | Question **1086** (05/08/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gestion locative sociale (GLS) ass ee wichtegt Puzzlestéck, fir soziaalt an erschwénglecht Wunnen zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen. Dobäi setzt de Staat op d'Kooperatioun mat Organisatiounen aus der Zivilgesellschaft (ASBLen, Fondatiounen etc.). Organisatiounen, déi wëllen eng Gestion locative sociale ubidden, mussen eng Konventioun mam Staat (Logementsministère a Familljeministère) agoen. Duerch des Konventioun kréien d'Organisatiounen d'Recht, fir eng Agence immobilière sociale (AIS) opzemaachen, duerch déi Privatpersounen desén Organisatiounen hir Wunnengen zur Verfügung stelle kënnen a steierlech Virdeelers fir d'Locatioun kënnen kréien.

Den 19. Juni 2024 huet d'Regierung eng Rëtsch Moossnamen an der Wunnengspolitick virgestallt, dorënner de Projet, dass Privatpersounen an Zukunft um Bau vu Sozialwunnenge kënnen matmaachen (PPP Logements abordables). Wéi de Logementsminister mir op eng mëndlech Fro de 25. Juni an der Chamber bestätegt huet, ass d'Kompensatioun, déi de Staat dem Propriétaire am Kader vun desér Moossnam bezilt, indexéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau des Froe stellen:

1. Falls de Minister d'Projete fir Privatpersounen indexéiert, plangt hien an deem Fall och, fir de Subside fir d'AIS eropzesetzen oder d'Beträg ze indexéieren? Falls jo, wéi eng Beträg wäerten hei indexéiert ginn?

2. Wéi wäert de Wunnengsbauminister a. dofir suergen, dass de GLS par rapport zum neie Privatmodell attraktiv bleift; b. verhënneren, dass Privatpersoune sech vum GLS ofwenden?

Réponse (05/09/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. „Gestion locative sociale“ besteet doranner, datt de Privatpropriétaire engem konventionéierte Partner eng Wunneng iwwer e gewëssenen Zäitraum zur Verfügung stellt an dat zu engem maximale Loyer tëschent 10–12 EUR/m², deen net indexéiert ass, fir dem Locataire och eng Loyerssächerheet ze bidden. De Modell vun der „Gestion locative sociale“ ass e Modell, deen haaptsächlech de „Leerstand“ vun de Wunnengen zu Lëtzebuerg viséiert a manner den Neibau betrëfft.

D'Regierung analyséiert eng Erhéijung vun der Prise en charge vun de Frais de gestion vun de konventionéierte Partner.

De Pilotprojet, an deem privat Developpeuren/Proprietären op Privatterrain Wunnenge baue sollen, ass net mat der „Gestion locative sociale“ ze vergläichen. Et ass e komplementare Modell, deem den Neibau vu Wunnenge betrëfft, déi dann iwwer en Zäitraum vun 20 Joer an der „Abordabilitéit“ geréiert soll ginn. An dësem Modell ass eng gewëss Indexéierung vum Loyer, deem de Bailleur un de Proprietär bezuele muss, ugeduecht. Dëst erméiglecht et dem Developpeur, de Projet iwwer Friemfinanzéierung iwwer 20 Joer finanzéieren ze kënnen. De Loyer, deem de Locataire bezilt, variéiert jee no Akommes vum Stot.

ad 2.

a. Well déi 2 Modeller net a Konkurrenz stinn, mee komplementär sinn, wäert de „GLS Modell“ weiderhi fir alleguerten déi Wunnengen, déi eidel stinn, attraktiv sinn.

b. Vu datt de GLS Modell Privatproprietären an net Developpeuren usprécht, wäert och an Zukunft de „GLS Modell“ fir Privatpersounen attraktiv bleiwen. Des Weideren huet d'Regierung de steierlechen Avantage vu 75 % op 90 % vum „revenu locatif net“ gehewen, wat e weideren Ureiz fir de Proprietär bedeit.

Rapatriement des réfugiés | Question 1087 (06/08/2024) de M. Paul Galles (CSV)

Wéi aus engem „Wort“-Artikel vum 5. August 2024 ervirgeet, fuerdert d'UN-Kannerrechtskommissioun Lëtzebuerg dozou op, eng Decisioun zu der Réckféierung vun enger syrescher Famill a Griichenland virleefeg ze stoppen.

Well eent vun de 6 Kanner vun der Famill u Kriibs erkrankt ass, huet sech d'Famill nom Erhale vum Flüchtlingsstatut a Griichenland op Lëtzebuerg beginn. Den Zougang zur medezinescher Versuergung an déi materiell Mängel, mat deenen d'Famill a Griichenland konfrontéiert war, hu si als Beweegrënn uginn, fir op Lëtzebuerg ze kommen. Am Februar 2020 huet d'Famill fir hiert jéngstent Kand, wat zu Lëtzebuerg gebuer ass, een Asyluntrag gestallt, deem ofgeleent ginn ass. D'Famill soll elo zeréck a Griichenland kéieren, wou dëst Kand, am Géigendeel zu de reschtliche Familljemember, awer och kee Flüchtlingsstatut huet. Dem genannten Artikel no huet d'UN-Kannerrechtskommissioun Lëtzebuerg doropshin opgefuerdert, d'Reckféierung vun der Famill en suspens ze setzen, bis eng definitiv Decisioun geholl ass.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Inneminister stellen:

1. Wéi gedenkt de Minister elo an dësem Fall virzegoen?

2. Wat geschitt mat der Famill bis zur definitiver Decisioun vun der UN-Kannerrechtskommissioun?

Réponse (12/08/2024) de M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures

ad 1. D'Ufro, déi bei der UN-Kannerrechtskommissioun am genannten Dossier gemaach ginn ass, ass dës Woch dem Inneministère iwwermëttelt ginn. De Ministère wäert dës Ufro analyséieren an déi néideg Äntwerte bei der Kannerrechtskommissioun erareeche.

ad 2. Wéi vun der Kannerrechtskommissioun gefrot, wäert de Ministère keng Schrëtt ënnerhuelen, fir d'Famill a Griichenland ze bréngen, éier d'Ufro recevabel erkläert ginn ass respektiv et zu enger Recommandatioun am Fong vun der Affaire komm ass. Dës Weidere verweist de Ministère an dës Affaire op säi Communiqué vum 6. August 2024.

Nationalité des prisonniers | Question 1088 (06/08/2024) de M. Fred Keup (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 0897 vum honorabelen Deputéierten Här Marc Baum iwwert d'Nationalitéit vun de Prisonéier schreift d'Madamm Justizminister, datt am Joer 2023 68 Leit zu Lëtzebuerg zu Prisongsstrofe verurteelt goufen, bei deenen d'Nationalitéit net festgestallt konnt ginn. Dëst Joer beleeft déi Zuel sech bis ewell op 43.

Weider hunn sech am Joer 2023 insgesamt 100 Leit virun de Justizautoritéite misse veräntwerten, déi kenger Nationalitéit konnten zougeuerdent ginn an dëst Joer 57.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gären dës Froen stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi et méiglech ass, datt si d'Nationalitéit vu sou ville Leit, déi sech hei am Land ophalen, net kennt?

2. Wéi eng technesch Méiglechkeete stinn allgemeng zur Verfügung, fir d'Nationalitéit festzustellen? Vu wéi enge vun deene Méiglechkeete mécht d'Regierung Gebrauch? Wéi eng Grënn schwätze fir a géint déi verschidde Methoden?

3. Wéi kann et sinn, datt esou vill Leit sech zu Lëtzebuerg ophalen, déi kengem Staat kënnen zougeuerdent ginn, an dann och duerch kriminell Verhalen opfalen? Wéi wëll d'Regierung déi Zuel reduzéieren?

4. Zu wéi enge Konsequenze féiert déi feelend Nationalitéit um Niveau vun der Verwaltung an dem Alldag am Prisong?

5. Zu wéi enge Konsequenze féiert déi feelend Nationalitéit nom Enn vun der Prisongsstrof? Dierfen déi betraffe Persounen sech weiderhin hei am Land ophalen? Falls net, u wéi ee Staat gi si verwisen?

Réponse (18/09/2024) de M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministère de la Justice

ad 1. A senger parlamentarescher Ufro beriff sech den honorabelen Deputéierten op Zuelen, déi aus der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0897 ervirginn, also d'Nationalitéit am Kontext vun enger strof-rechtlicher Verurteilung an der Prisongsstrof, déi se no sech zitt.

Dozou muss erkläert ginn, dass bei enger strof-rechtlicher Enquête, der Verurteilung a beim Untrëtt vun der Prisongsstrof d'Nationalitéit vun der concernéierter Persoun an éischer Linn festgestallt gëtt, unhand vun den Identitéitspabeieren, déi déi concernéiert Persoun virweise kann. Och gëtt am Nationale Persouneregëster („Répertoire national des personnes physiques – RNPP“) nogekuckt, an déi Informatioun, déi zu deem Moment am RNPP steet, gëtt da gebraucht. Weeder d'Justizautoritéiten nach d'Prisongsverwaltung stellen zu deem Moment weider Nofuerschungen un, falls d'Nationalitéit vun där Persoun zu deem Moment als „inconnue“ am RNPP rensignéiert gëtt. Dat ass do-duerch ze erklären, dass d'Nationalitéit vum Ugekloter fir de Strofvollzuch duerno kaum eng Roll spillt, wéi an der Äntwert op déi 4. Fro ausgefouert gëtt. Dowéinst hunn déi Autoritéiten och keng gesetzlech Kompetenz, fir sou Nofuerschungen unzesstellen.

Dat verhënnert awer net, dass während oder no der Prisongsstrof d'Generaldirektioun vun der Immigratioun, am Kontext vum Openthaltsrecht vun där Persoun, weider Nofuerschungen kann ustellen an dann eng Nationalitéit ka feststellen, déi virdrun net bekannt war. Heibäi sief awer ugemierkt, dass, op Basis vun

der Wiener Konventioun, während enger Prisongsstrof nëmme mam Averständnis vum concernéierte Kontakt mat den Autoritéite vu sengem Heemechtsland kann opgeholl ginn.

ad 2. Wat d'Justizautoritéiten ubelaangt, sief op d'Fro 1 verwisen.

D'Generaldirektioun vun der Immigratioun benotzt déi europäesch Systemer Eurodac, VIS an SIS II, fir Informatiounen iwwer d'Nationalitéit vu Persounen ze kréien, falls dës keng Dokumenter virweisen.

ad 3. Et sief op d'Äntwerten zu de Froen 1 an 2 verwisen.

D'Regierung notzt all technesch a konsularesch Méiglechkeeten, fir d'Nationalitéit vu Kriminellen ze identifizéieren an si an hiren Hierkonftsstaat oder en anere Staat, deem si ophëlt, zeréckzeféieren.

ad 4. Am Alldag vum Prisong huet déi feelend Nationalitéit kaum Repercussiounen. Den Detenu hält um aldeegleche Liewen deel: hie kann op de Sport, an d'Schoul a schaffe goen. Et kënn Schwierigkeeten entstoen, wann et drëms geet, e Projet pénologique fir den Detenu op d'Been ze stellen, dee keng gëlteg Pabeieren huet, well am Prinzip muss en Detenu gëlteg Pabeieren hunn, fir kënn vum engem Aménagement de la peine ze profitéieren. Am Prisong zu Giwenech gëtt et aktuell keng Detenuë mat feelender Nationalitéit. Et ass och net virgesinn, dass Detenuë mat feelender Nationalitéit an de Prisong zu Giwenech kommen, well gëlteg Pabeieren eng Viraussetzung fir en Transfert an den hallef-oppene Vollzuch zu Giwenech sinn.

ad 5. Wann en Detenu op d'Enn vu senger Prisongsstrof zougeet, dann hält de Greffe vum Centre pénitentiaire de Luxembourg virdrun Kontakt mat der Generaldirektioun vun der Immigratioun op, déi dann entscheet, ob déi Persoun dierf am Land bleiwen oder net. Wann déi Persoun net dierf am Land bleiwen, da gëtt se vum Prisong aus an de Centre de rétention placéiert. Wann déi Persoun dierf am Land bleiwen, da gëtt se virun der Dier vum Prisong entlooss.

D'Generaldirektioun vun der Immigratioun geet allen Indizien op méiglech Hierkonftslänner no a probéiert, déi Persounen iwwer déi zoustänneg Konsulater ze identifizéieren. Wann dat net geléngt oder déi jee-weileg Konsulater net matschaffen, muss déi Persoun aus dem Centre de rétention entlooss ginn.

Réclusion à vie | Question 1089 (06/08/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

Le Code pénal prévoit un catalogue de peines, dont la réclusion à vie, un emprisonnement fermé de vingt à trente ans, qui est la plus élevée à pouvoir être prononcée. Elle punit, entre autres, des crimes comme l'attentat contre la vie du Grand-Duc ou le meurtre.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Sous quelles modalités la réclusion à vie est, le plus souvent, exécutée en pratique ? Quels sont les facteurs déterminant son mode d'exécution ?

2) Au Luxembourg, combien de réclusions à vie ont été prononcées les cinq dernières années ?

3) Combien de ces peines ont été exécutées sans libération anticipée ces dernières décennies ?

Réponse (09/09/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministère de la Justice

ad 1) Pour les détenus condamnés à la réclusion à vie et incarcérés au Centre pénitentiaire de Luxembourg,

les modalités de la détention sont les mêmes que pour tout autre détenu condamné à une peine privative de liberté. Il n'y a pas de mesures de sécurité accrues et le régime de détention n'est pas plus restrictif. Afin de répondre au mieux à la mission de la réinsertion sociale de l'administration pénitentiaire, le Centre pénitentiaire de Luxembourg essaie de soutenir les détenus condamnés à de longues peines pour maintenir ou recréer les liens avec le monde extérieur et pour utiliser le temps passé en prison de manière judicieuse, par exemple en participant à des activités axées sur leurs besoins (activités organisées par le service psychosocial et socio-éducatif, thérapies, etc.) ou en faisant des apprentissages dans les ateliers du Centre pénitentiaire de Luxembourg. La réinsertion des personnes condamnées à une peine de réclusion à vie est donc préparée tout au long de leur séjour au Centre pénitentiaire de Luxembourg.

En ce qui concerne les modalités d'exécution de la peine, un transfèrement vers le milieu semi-ouvert du Centre pénitentiaire de Givenich est envisageable après que le détenu a purgé au moins 10 ans de sa peine.

Au Centre pénitentiaire de Givenich, les modalités de la détention sont également les mêmes pour tous les détenus, bien que le séjour des condamnés à la réclusion à vie au Centre pénitentiaire de Givenich soit plus long. Tout au long de leur séjour ils peuvent profiter des multiples offres (apprentissage dans les ateliers, mesures psychosociales et sociopédagogiques, psychothérapies, etc.) afin de préparer de manière adéquate leur réinsertion sociale.

Étant donné que les personnes condamnées à de longues peines, comme la réclusion à vie, restent en milieu carcéral jusqu'à un âge plus avancé, le Centre pénitentiaire de Luxembourg dispose d'un étage adapté à l'accueil et aux besoins des détenus plus âgés. Les détenus qui y sont logés bénéficient d'un suivi et de soins adaptés, dispensés par l'infirmerie, et d'activités adaptées à un âge plus avancé qui sont proposées par le service psychosocial et socio-éducatif du Centre pénitentiaire de Luxembourg.

ad 2) Entre 2019 et 2023, douze décisions définitives prononçant une peine de réclusion pour une durée supérieure à 20 ans respectivement une réclusion à vie ont été inscrites au casier judiciaire.

ad 3) Entre 2014 et 2023, les peines ont été exécutées contre 33 personnes condamnées à une peine de réclusion supérieure à 20 ans ou à vie. Sur ces 33 peines exécutées, 27 condamnés ont bénéficié d'une libération avant la fin de la peine prononcée : 20 condamnés se sont vu accorder une libération conditionnelle et sept condamnés ont bénéficié d'une libération anticipée. Les six autres condamnés ont été transférés dans leur pays d'origine pour y exécuter la peine de réclusion à vie prononcée contre eux par des juridictions luxembourgeoises.

Nouveau radar au lieu-dit Pulvermühle | Question 1090 (07/08/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi d'„Lëtzebuurger Wort“ schreift, plangt d'Regierung op enger Kräizung an der Pulvermillen a Richtung Stad d'Installatioun vun engem Radar. Den Apparat soll souwuel Verstéiss géint d'Vitesslimit, wéi och d'Iwwerfuere vun enger Roudér Luucht erfassen. Dës Technologie gouf bis ewell just op ganz staark frequentéierte Kräizungen, wéi der Stäreplaz an dem Bouillon agesat. Weider schreift d'„Wort“, datt Vëloschaufferen, déi géint d'Rout Luucht verstoussen, net verfollegt ginn, well een hir Identitéit net erfasse kann.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi begrënt d'Regierung d'Decisioun, grad op dëser relativ roueger Kräizung, mat just enger Haaptachs aus an an d'Stad, souwéi zwou Niewestroossen e Radar mat duebeler Funktioun opzestellen?
2. Gesäit d'Regierung an där feelender Verfolgung vu stroffällege Vëloschaufferen net e Verstouss géint de Gläichheetsgrondsatz? Wier an deem Sënn net grondsätzlech iwwert eng Identitéitspflicht fir Vëloschaufferen nozedenken?
3. Foussgänger gi reegelméisseg ugehalen, och dann net bei Rout iwwert den Zebrastreifen ze goen, wann offensichtlech kee Verkéier herrscht, fir Kanner domat kee falscht Beispill ze ginn. Sollt dat selwecht net och fir Vëloschauffere gëllen?

Réponse (04/09/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte reiseignéiert sech iwwer de geplangte Radar op der Pulvermillen an iwwert d'Vestéiss vun de Vëlosfuere géint de Code de la route.

ad 1. Am Beräich vun der Verkéierssicherheit ass am Koalitiounsaccord festgehalen, een drëtten Aktiounsplang mat engem Objektiv „VISION ZERO“ auszeschaffen. Dësen Aktiounsplang strieft un, d'Verkéierssicherheit op eise Stroossen ze bekämpfen, an ass axéiert op d'Preventioun, d'Sensibilisatioun an awer och op d'Repressioun, dat fir d'Haaptursaache vu schwéieren an déidlechen Accidenter ze bekämpfen.

Aus de rezenten Daten zur Statistik vun de Verkéiersaccidenter vum Statec geet ervir, datt am Joer 2021 27 Vëlosfuere*innen bei Accidenter veronglückt oder verstuerwe sinn, am Joer 2023 ass déi Zuel op 40 geklommen. Dat bedeit, d'Tendenz vun Accidenter mat de schwache Verkéiersparticipanten op eise Stroosse weist also allgemeng no uewen.

Tëscht dem Val de Hamm/Boulevard Général George S. Patton (Nationalstrooss N2) an der Rue de Pulvermühl kräizen sech d'national Vëlospist PC1 an d'Nationalstrooss N2. Op dëser Plaz kräizen also Vëlosfuere*innen a Foussgänger*innen eng vun den Haaptachse fir an d'Stad, an deemno gouf decidéiert, op dëser Kräizung ee Radar mat enger, wéi vum Här Deputéierte beschriwwener, duebeler Funktioun opzestellen.

ad 2. D'Gesetz an d'Reglementer gëlle fir all Verkéiersparticipant. D'Police kontrolléiert am Kader vun hiren Aufgaben esou all d'Leit, déi um Verkéier deelhuefen. Dozou gehéiere selbsterständlech och d'Vëlosfuere*innen.

An dësem Zesummenhang muss dann och e*ng Vëlosfuere*in sech ausweise kënnen, wann hie*si kontrolléiert gëtt. Et gëtt also eng Ausweispflicht fir d'Vëlosfuere. All Persoun, déi um Verkéier deelhëlt, gëtt selbsterständlech d'selwecht behandelt, wa se sech net un d'Reegelen hält. Eng Kennzeechnungspflicht, zum Beispill duerch eng Erkennungsplack vun de Vëloen, ass net am Koalitiounsaccord virgesinn a deemno och net vun der Regierung geplangt.

Wat d'Foussgänger*inne betrëfft, esou muss se sech selbsterständlech och un de Code de la route halen.

Well awer déi automatesch Kontroll a Sanctioun CSA (Contrôle et sanction automatisés) op d'Ausliefe vun de Placknummern ausgeluecht ass, erlaabt d'Technik vum Radar net, fir eventuell Verstéiss vun engem*er Foussgänger*in oder engem*er Vëlosfuere*in ze poursuivieren.

ad 3. Wat d'Reegel, fir net bei Rout iwwert d'Strooss ze goen, wa Kanner an der Géigend sinn, ugeet, esou ass dat keng Reegel aus dem Code de la route, mee eng allgemeng Reegel am soziale Verhalen vun de Leit, déi sech mat der Zäit agebiergert huet. Dëst sécherlech ganz sënnavoll Verhalen ass awer eebe genee dat, eng Verhalensregel. D'Gesetz schreift vir, dass een net bei Rout däerf iwwert d'Strooss goen, onofhängeg, ob Kanner do sinn oder net. Dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Vëlosfuere*innen.

Statuts du fonctionnaire et de l'employé de l'État | Question 1091 (07/08/2024) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Dans un article dans la presse nationale, il est question d'un licenciement d'une employée de l'État lorsque cette dernière était en arrêt de maladie. Outre ce cas particulier, dans l'article en question, plusieurs questionnements de portée générale sont soulevés, dont notamment certaines différences de traitement entre fonctionnaires, employé.e.s de l'État et salarié.e.s privé.e.s.

Rappelons dans ce contexte que le statut de l'employé.e de l'État prévoit, en cas d'ancienneté inférieure à 20 ans, qu'en cas d'absence pour raisons de santé pendant 6 mois consécutifs ou non au cours d'une période d'un an, la procédure de résiliation du contrat est déclenchée, sachant que ce délai peut être prolongé à 9 mois sur base d'un rapport médical circonstancié. Si par après, le contrôle médical conclut que la personne n'est pas invalide, le ministre du ressort est en droit de résilier le contrat. Notons qu'en cas d'ancienneté supérieure à 20 ans, le régime applicable à l'employé.e de l'État est similaire à celui du fonctionnaire.

Le statut du fonctionnaire prévoit que, lors d'une absence pour cause de maladie pendant 6 mois consécutifs ou non au cours d'une période d'un an, le ministre du ressort saisit le médecin de contrôle afin de vérifier si le fonctionnaire est susceptible de présenter une incapacité pour exercer ses fonctions. Le médecin peut alors estimer que les conditions pour l'ouverture d'un droit à la pension d'invalidité sont remplies, ou bien estimer justifiées les absences de service pour cause de maladie, ce qui mène à une prolongation des congés de maladie sous contrôle périodique du médecin.

Le Code du travail quant à lui prévoit une protection contre licenciement en cas de maladie pour une période maximale de 26 semaines, ce qui correspond à 6 mois, après laquelle un licenciement avec préavis est possible.

Par ailleurs, selon l'article de presse, il existe une différence de traitement en ce qui concerne les procédures disciplinaires dans le secteur public. Alors que, en cas de manquement aux devoirs d'un fonctionnaire, une procédure disciplinaire est entamée afin de déterminer si et le cas échéant quelle sanction est à prendre, pour les employé.e.s de l'État, une procédure disciplinaire est réservée à celles et ceux avec plus de 10 ans d'ancienneté.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- 1) Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre fin à la différence de traitement des employé.e.s de l'État avec une ancienneté de moins de 10 ans en ce qui concerne les procédures disciplinaires lors d'une suspicion de manquement aux devoirs de l'employé.e ? Si oui, endéans quel délai présentera-t-il une réforme ?

2) Considérant la différence de protection contre le licenciement en cas de maladie selon les différents statuts publics, Monsieur le Ministre est-il d'avis que les régimes actuellement en vigueur au niveau du secteur public devraient être adaptés ? Si oui, comment ?

3) Monsieur le Ministre est-il notamment d'avis que l'absence pour raisons de santé devrait être continue pour que la résiliation du contrat de l'employé de l'État avec une ancienneté inférieure à 20 ans soit entamée, comparativement à ce qu'est prévu par le Code du travail pour le secteur privé ?

4) Monsieur le Ministre a-t-il déjà entamé des discussions concernant les sujets évoqués ci-avant avec les représentations syndicales ? Si non, compte-t-il le faire et endéans quel délai ?

Réponse (10/09/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1) L'accord salarial actuel dans la fonction publique prévoit l'institution d'un groupe de travail « pour analyser le droit disciplinaire en vue d'y apporter d'éventuelles améliorations ». Les travaux de ce groupe sont en cours.

ad 2) Tout d'abord, il y a lieu de préciser qu'il ne s'agit pas d'une question « de protection contre le licenciement », mais de l'application de deux procédures différentes pour deux statuts/régimes différents.

La finalité primaire de la procédure prévue pour les employés de l'État n'est pas de résilier le contrat de travail. En effet, avant d'envisager le cas échéant une telle résiliation, la procédure fait d'abord intervenir le Contrôle médical de la sécurité sociale, dont les conclusions peuvent être résumées comme suit :

- L'agent n'est plus capable de travailler et bénéficiera d'une pension d'invalidité ;
- L'agent n'est pas invalide, mais n'est plus capable d'exercer son emploi actuel ; la saisine de la Commission mixte de reclassement peut aboutir à une décision de reclassement interne (avec un changement d'emploi ou une réduction du temps de travail) ;
- L'agent est en principe capable de travailler.

Dans ce dernier cas, le contrat de travail sera le cas échéant résilié, dans le respect de la procédure administrative non contentieuse.

Dans ce contexte, l'accord salarial actuel dans la fonction publique prévoit aussi l'institution d'un groupe de travail au sujet de la maladie de longue durée. Les travaux de ce groupe sont également encore en cours.

ad 3) L'article 7, paragraphe 3, de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État prévoit ce qui suit :

« Sans préjudice des paragraphes 1 et 2, le ministre [de la Fonction publique] ou le ministre du ressort est en droit de résilier le contrat en cas d'absence prolongée ou d'absences répétées pour raisons de santé de l'employé qui ne bénéficie pas encore du régime de pension des fonctionnaires de l'État. Le ministre, sur demande du ministre du ressort, ou le ministre du ressort déclenche la procédure de résiliation lorsque, au cours d'une période de douze mois, l'employé a été absent pour raisons de santé pendant six mois, consécutifs ou non. À cet effet, et avant de prendre sa décision, il saisit la Caisse nationale d'assurance professionnelle de l'employé au sens des dispositions du Code de la sécurité sociale. Sont mises en compte pour une journée entière toutes les journées d'absences pour cause de maladie, même si ces absences ne couvrent pas des journées entières.

Au moins deux mois avant l'écoulement du délai de six mois d'absences pour raisons de santé et du

déclenchement prévu de ladite procédure prévue à l'alinéa 1^{er}, le chef d'administration informe l'employé concerné de l'approche de ce délai de six mois. L'employé peut demander, sur base d'un rapport médical circonstancié de son médecin traitant, une prolongation du délai précité d'une durée de trois mois supplémentaires. Sur base de ce rapport médical, le ministre, sur demande du ministre du ressort, ou le ministre du ressort décide du moment de déclencher la procédure de résiliation. »

D'après l'article L. 121-6 du Code du travail, l'employeur peut procéder à un licenciement après préavis en raison d'absences fréquentes ou prolongées car cela fait présumer une perturbation dans le fonctionnement de l'entreprise, soit lors du retour du congé de maladie, soit après 26 semaines d'absence pour cause d'inaptitude. Cette période de 26 semaines correspond à la période durant laquelle le salarié malade est protégé.

Par ailleurs, le contrat de travail cesse de plein droit après 78 semaines de maladie sur une période de 104 semaines.

La Cour constitutionnelle a déjà retenu que les salariés du secteur privé et les employés de l'État ne se trouvent pas dans des situations comparables.

Aligner les dispositions du secteur public sur celles du secteur privé reviendrait à traiter de manière identique des personnes qui se trouvent dans des situations distinctes, ce qui constituerait un problème au niveau de la constitutionnalité du texte.

Vu la spécificité des missions du secteur public, des approches spécifiques et adaptées aux besoins du secteur public se justifient.

ad 4) D'une manière générale, les échanges avec les syndicats ont lieu régulièrement dans le cadre du dialogue social. Ensuite, comme indiqué plus haut, deux groupes de travail ont été institués et travaillent actuellement sur ces sujets.

Projet « Supply4Future » | Question 1092 (07/08/2024) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Restopolis zerwéiert a sengen iwwer 100 Schoul- an Uniskantinnen all Joer iwwer 3 Milliounen Platen. D'Gesetz vum 20 Juli 2023 huet Restopolis eng eege gesetzlech Basis ginn. Am Laf vun der parlamentarescher Prozedur gouf den entsprechende Gesetzesprojet, verglach mat senger éischter Versioun, substanzieel weiderentwéckelt. Sou goufen d'Missionne vu Restopolis an de Beräicher Nohaltegkeet, Fairtrade an Déierewuel gestärkt, an et gouf e kloren Accent op den Akaf vu biologeschen a lokale Produite geluecht. Och d'Transparenz an d'Abannung vun der Schoulcommunautéit goufen am Laf vun der legislativer Prozedur gestärkt, zum Beispill duerch de Comité d'accompagnement, deen an der éischter Versioun vum Text nach e reng interministerielle Comité war, mee deen duerch Amendementer erweidert gouf ëm Verrieder*inne vu de Schüler*innen, Elteren an och de Student*innen.

Fir seng Verpflichtungen am Beräich vun der Nohaltegkeet konkret ëmzesetzen, huet Restopolis déi digital Plattform „Supply4Future“ op de Wee bruecht. Si erlaabt et kleng wéi grouss Produzent*innen a Verkeefer*inne vu Liewensmëttel, hir biologesch a lokal Produiten u Restopolis ze verkafen. Dës Plattform an déi gesetzlech Verpflichtunge vu Restopolis zum Akaf vu biologeschen a lokale Produite si wichteg, well de Lëtzebuurger Staat hei an engem wichtige Beräich eng Virreiderroll anhëlt, a well si e Win-win-Modell duerstelle fir d'Notzer*inne vu Restopolis, fir déi lokal

Produzent*inne vu Liewensmëttel a fir eis Ëmwelt. Besonnesch wichteg ass och, dass beim Choix vun de Commanden d'Qualitéit vun de Liewensmëttel (biologesch, lokal) eng méi héich Gewichtung kritt wéi de Präis.

Säit September 2023 ginn an enger Pilotphas 11 Schoulkantinnen iwwer d'Plattform „Supply4Future“ versuergt. Ab der Rentrée 2024 soll d'Plattform an hir definitiv Phas goen an et solle mëttelfristeg all d'Kantinnen a Cafeteriae vu Restopolis iwwer dës Wee beliwwert ginn.

An dësem Kontext erlaben ech mir, folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen:

1. Wéi e Bilan zitt de Minister allgemeng vun der Pilotphas vun der Plattform „Supply4Future“? Wat sinn déi zentral Stärkten a Schwächen, déi dobäi ervirgetruede sinn?

2. Wéi eng Quantitéiten u biologeschen a lokale Produite goufen iwwer dës Plattform am ofgelafene Schouljoer akaaft, a wéi verdeele sech dës Akeef op déi grouss Kategoriën vu Produiten? Wéi vill Sue goufen op dësem Wee fir biologesch a lokal Produiten ausginn?

3. Wäert d'Pilotphas wéi annoncéiert am September 2024 kënnen ofgeschloss ginn? Kann den Här Minister eis méi Detailler ginn zur geplangter Auswäitung vun der Plattform a bis wéini se soll generaliséiert sinn?

4. Ass de Comité d'accompagnement vu Restopolis no senger Nominatioun am Fréijoer schonn eng Kéier zesummekomm? Wa jo, wat sinn d'Resultater vun dëser Reunioun?

Réponse (05/09/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Mat dem 2023 lancéierte Konzept Supply4Future, engem dynameschen an innovativen Akafsystem fir d'Schoulkantinnen, huet Restopolis eng digital Plattform ausgeschafft, där hir Attributiounskriterien d'Produktioun vun nohaltege Liewensmëttel favoriséieren an och stimuléieren.

Deen neie System encouragéiert d'Produzente vun all Gréisst, d'Produktioun an d'Diversitéit vu biologeschen Liewensmëttel ze steigern, an erlaabt hinnen awer och, ee méi vereinfachten Zougang zu der Restauratioun vun den öffentleche Lycéeën an der Universitéit Lëtzebuerg.

Wéi déi honorabel Deputéiert schreift, ass déi informatesch Akafsplattform vu September 2023 u fir d'éischt während 12 Méint an 13 Schoul- an Uniskantinnen getest ginn, ier vum 1. September 2024 un all déi vu Restopolis geréiert Restauranten hir Liewensmëttel doriwweier akafe mussen.

Déi Testphas vun 12 Méint kann een als ee grouse Succès beschreiwen. Vill Produzenten awer och Grosse vum alle Gréissten hunn no der offizieller Presentatioun vun dem Supply4Future am Mee 2023 mat Restopolis Kontakt opgehol, fir sech iwwer dës nei Liwwerméiglechkeet ze informéieren.

Duerch gezielt Aktiounen wéi ënnert anerem eng Präsenz vu Restopolis op der Foire agricole Ettelbréck 2023 an 2024 konnt Restopolis zanter dem Lancement vun der Testphas weider Produzente fir d'Plattform dozou gewannen.

An der Pilotphas huet sech erweisen, datt d'Supply4Future-Plattform elo scho weesentlech dozou bäidréit, fir d'Entwécklung vun der biologeschen Liewensmëttelproduktioun ze verstärken.

ad 2. Dir fannt am Unhang zu der Äntwert op dës parlamentaresch Fro d'Zuelen zu den Akeef vu biologeschen, lokalen a biolokale Produiten iwwert d'Supply4Future-Plattform.

ad 3. Vum 1. September 2024 u kafen alleguer d'Schoul- an d'Unirestaurante vu Restopolis hir Liewensmëttel iwwert d'Plattform Supply4Future, déi iwwert de Portail des marchés publics funktionéiert.

ad 4. Jo, de Comité d'accompagnement ass de 14. Abrëll an de 4. Juli 2024 zesummekomm an déi nächst Reunion ass fir de 15. November 2024 virgesinn.

D'Reunione si ganz konstruktiv an zilen drop of, Restopolis bei senger Missioun betreffend eng gesond an nohalteg Ernährung zum Wuell vun de Schüler, Enseignanten an all senger Clienten ze ënnerstëtzen. Zil ass et, dem Educationminister all zwee Joer ee schrëftleche Rapport iwwert déi Echanging a Recommendationen zoukommen ze loosssen.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Obligations de l'OTAN dans le transport ferroviaire | Question 1093 (07/08/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'NATO brauch fir ee funktionéierend Verdeedegungsbündnis net nëmme militäresch Ressourcen, mee muss och funktionéierend Infrastrukturen hunn, fir d'Ressourcë kënnen vun A op B ze transportéieren. Een Deel dovunner entfällt op de Schinneverkéier.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Fro stellen:

1. Wéi eng Verplichtungen huet Lëtzebuerg am Kader vun der NATO am Schinneverkéier ze respektéieren?

2. Existéiert eng Verplichtung, dass am Fuerpark vun Schinneverkéier vun engem Land eng Mindestanzuel un Diesel-Lokomotive musse präsent sinn? Falls jo, wou ass dës festgehalen a wéi ee Seuil gëllt et hei ze respektéieren?

3. An engem Artikel op focus.de vum 6. Abrëll 2024 steet:

Wie schnell der Expresstransport zum Beispiel ins Baltikum gelingen könnte, ist offen. Denn für Militärfahrzeuge gibt es kein Schengen-Abkommen, das normalerweise einen freien Grenzverkehr in der EU garantiert. [...] Um den Prozess zu beschleunigen, arbeiten die Niederlande, Polen und Deutschland derzeit an einem „militärischen Schengen“.

Wéi steet déi lëtzebuergesch Regierung zu dëser Pläng a wat ass den aktuelle Stand vun dësem Projet?

Réponse (02/09/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

ad 1. an 2. Et gëtt keng Verplichtungen am Schinneverkéier am Kader vun der NATO.

ad 3. Lëtzebuerg steet der Approche vun den hollänneschen, däitschen a polnesche Partnere positiv géintwärtig, fir d'Prozeduren am Beräich vun der militärescher Mobilitéit weider ze harmoniséieren an ze vereinfachen.

Duerfir ass Lëtzebuerg säit Ufank 2024 als Observateur an deene respektiven Aarbechtsgruppe vertrueden.

Vols commerciaux anti-incendie | Question 1094 (07/08/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

En janvier, Cargolux – référence mondiale dans le secteur du fret aérien – annonçait pour la première

fois en 53 ans d'existence le lancement d'une nouvelle branche d'activité dédiée à la lutte aérienne contre les incendies. L'unité commerciale, dont le financement est entièrement assuré par fonds propres, se compose notamment de 12 avions Air Tractor AT-802AF Fire Boss et d'un simulateur. Trois appareils étaient déjà livrés au moment de la présentation de l'unité en janvier en vue d'un déploiement annoncé pour le mois de mai.

Cette nouvelle unité contribuera à pallier le déficit en termes de capacités d'intervention dans le contexte de la lutte contre les incendies engendrés par le réchauffement climatique.

Dès lors, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– La nouvelle unité commerciale a-t-elle déjà entamé une première mission ?

– Des États ont-ils déjà conclu un contrat avec Cargolux en vue d'un recours aux services de l'unité anti-incendie ? Dans l'affirmative, lesquels ?

– Combien d'avions ont été livrés à l'heure actuelle ? Combien de pilotes ont entre-temps achevé la formation spécifique pour être pleinement opérationnels ?

Réponse (06/09/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Comme indiqué par l'honorable Député dans sa question parlementaire, l'activité dans la lutte aérienne contre les incendies représente une « nouvelle unité commerciale » de Cargolux.

La question se rapporte aux affaires internes et confidentielles d'une société commerciale. Il appartient dès lors à la société commerciale en question de déterminer le contenu et le moment des publications afférentes à effectuer.

Fuite des données auprès de l'ILR | Question 1095 (07/08/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, dass et eng Fuite u perséinlechen Donnéeë beim ILR gouf, woubäi d'Donnéeë vu Clientë beim Stroum op enger öffentlecher Plattform accessibel waren. Am Bréif réit den ILR zur Virsiicht, falls Clientë sollten Dokumenter vun hirem Stroumfournisseur kréien. D'Leit solle sécherstellen, dass et wierklech hire Fournisseur ass, deen si kontaktéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie an Digitalisatioun dës Fro stellen:

1. Wéi vill Persounen si vun dëser Fuite betraff?

2. Wéi eng Moosname goufe beim ILR ënnerholl, fir dass et an Zukunft net méi zu „erreurs de manipulation interne“ ka kommen?

Réponse (10/09/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Et sinn 9.795 Privatpersounen betraff.

ad 2. Den ILR huet direkt verschidde Moosnamen ergraff fir sécherstellen, dass dee Feeler sech net ka reproduzéieren. Zum enge goufe Prozeduren adaptéiert fir ze garantéieren, dass nom Véier-Ae-Prinzipp iwwerpréift gëtt, dass déi richteg Fichieren eropgeluede ginn. An deem Kader ass och en Open Data Officer genannt ginn, deen onofhängeg vun de Services d'Donnéeën eroplueft. Des Weidere goufen d'Accounte fir d'Open Data Plattform reevaluëiert an all onnéidegen Accès revoquéiert. Déi intern Formationen ginn och ugepasst.

Scarabée japonais | Question 1096 (08/08/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

De japanesche Käfer schéngt am Umarsch ze sinn. Dat mellt jiddefalls d'Press, a seng Ausbreedung wier héchstwahrscheinlech net méi opzuehalen. Eng ganz Rëtsch vun Planzenzorte wier betraff, déi d'Lëtzebuurger Landwirtschaft kultivéiert (Gromperen, Mais asw.). Et ass eis och zu Ouere komm, dass besuergte Baueren a Gäertner net richtig woussten, bei weem si sech melle sollen, fir méi iwwer dës Problematik gewuer ze ginn. Ee Service hätt se un deen anere weidergeleet a sech net zoustänneg fir dës Probleem gefillt.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Fro stellen:

1. Gëtt et eng offiziell Ulafstell, un déi sech all betraffe Produzente richte kënnen, wa si plazeweis déi Zort Käfer detektéieren?

2. Sollen, nieft de Betriber, och Privatleit sensibiliséiert ginn, fir der kompetenter Ulafstell Meldung ze maachen, soubal si dës invasiv Aart begéint hunn?

3. Gëtt et mëttlerweil Iwwerleeungen am Ministère fir ze préiwen, wat fir Mëttel an Instrumenter am meeschte wirksam sinn, fir dës asiatescht Insekt a Schach ze halen?

Réponse (12/09/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. Déi offiziell Ulafstell ass d'Abteilung Planzengesondheet vum Planzeschutzservice (Service de la protection des végétaux) vun der ASTA. Souwuel professionell Acteure wéi Gäertner, Baueren oder Bamschoule wéi och déi breet Effentlechkeet kënnen sech beim Service mellen, wa si déi Zort Käfer gesinn hunn oder e Verdacht hunn. Dës Meldung gëtt an all Fall gepréift an déi néideg ugepasste Mesurë gi geholl.

Fir d'Effentlechkeet rode mir, nëmme schonn doudeg Käferen anzemellen an dem Service ze iwwerginn, well eng Verwiesslung vun Japankäfer mat eenheemesche Käferarten wéi z. B. dem Meekiewerlek duerch méiglech ass. Dofir kënnen d'Leit och gär Fotoen un de Service schécken. De Service ass ënnert dëser E-Mail-Adress phytopathologie@asta.etat.lu an Telefonsnummer (+352) 457172-277/-275/-268 ze errechen. Weider Informatiounen heizou gëtt et och an der Brochure vun der ASTA zum Japankäfer.

(Link: <https://agriculture.public.lu/de/veroeffentlichungen/pflanzen-und-boeden/pflanzenschutz/japankaefer.html>)

Bis elo gouf de Japankäfer, *Popillia japonica* Newman, allerdéngs nach net an der Natur zu Lëtzebuerg gemellt oder observéiert. De Käfer steet awer ënner passiver Iwwerwaachung vum Nationalmusée fir Naturgeschichte (Naturmusée), deen als Kulturinstitut vum Staat fir d'Etüd an d'Dokumentatioun vun natierleche Patrimoine souwéi fir d'Gestioun vun der nationaler wëssenschaftlecher Datebank iwwer d'Biodiversitéit zoustänneg ass. D'Entomologe vum Musée kënnen d'Exemplairen identifizéieren, déi hinne gemellt respektiv geschéckt ginn, a registréieren d'Plaz, op där se fonnt goufen. Dës Date ginn a Recorder-Lux, der Datebank iwwert den natierleche Patrimoine vu Lëtzebuerg, agedroen.

(Link: <https://mdata.mnhn.lu>)

De Japankäfer gouf och an d'Warnlëscht vun der partizipativer Wëssenschaftsapplikatioun „iNaturalist“ opgeholl. Op Basis vun dëser Lëscht kënnen Observatiounen um Terrain zu Lëtzebuerg gemellt an direkt

un déi verschidden Instanze weidergeleet ginn, déi am Beräich vun invasiven Aarten aktiv sinn (MNHNL, ANF...). Dat wäert dozou bäidroen, de Japankäfer fréizäiteg zu Lëtzebuerg ze detektéieren.

ad 2. D'Sensibiliséierung iwwer Quarantänschuedorganismen ass fir déi ganz Bevëlkerung geduecht. Betriber, déi an der Landwirtschaft, am Wäibau, am Gaardebau oder allgemeng an der Natur tätég sinn, ginn direkt informéiert mat Brochuren zu de wichtegste Schuedorganismen. An deem Kader goufen Ufank 2023 ronn 2.000 Brochuren iwwer de Japankäfer verschéckt. Zousätzlech goufen a gi Virtrag fir déi spezifesch Secteuren op bestëmmte Veranstaltungen gehalen, z. B. fir d'Services techniques vun de Gemengen.

Fir d'Effentlechkeet ass all Brochure och um Internet-site vum Ministère fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau ze fannen. D'Sensibiliséierungsinformatiounen iwwer de Japankäfer goufen och u sämtlech Gemenge geschéckt an eenzel Gemengen hunn een Artikel an hirem Buet gedréckt. Am Joer 2022 war een Artikel fir d'Allgemengheet an der Zeitung „GUDD (N° 12)“, mam Opruff, Verdachtsfäll ze mellen. Rezent gouf d'Sensibiliséierung zum Japankäfer och op der Konferenz „La sécurité dans mon assiette“ thematiséiert an et goufen zwee weider Zeitungsartikelen am „Luxemburger Wort“ an am „L'essentiel“ verëffentlicht, nodeems d'Journalisten de Ministère kontaktéiert haten. Des Weidere gouf en Interview mat enger Mataarbechterin vum Planzeschutzservice um „Radio 100,7“ ausgestraalt.

ad 3. Jo, de Planzeschutzservice consultéiert europäesch an international fachlech Artikelen zur Ausbreedung, zur Bekämpfung an zum Andämme vum Japankäfer a beréit de Ministère, wéi eng Méttelen an Techniken kënnen agesat ginn, falls d'Situatioun et verlaangt. An de Befallsgebiddere vum Japankäfer an Italien an an der Schwäiz gëtt et Fuersungen zu enger Rei Méttel.

De Service ass och an de relevante Comité vum der EU-Kommissioun zu Bréssel vertrueden, wou d'Memberstaaten sech iwwer hiren Erfarungen zu de verschiddene Schuedorganismen austausche kënnen an eventuell gemeinsam Bekämpfungssaktiounen kënnen organiséieren, falls dëst sech als néideg géif erweisen.

Den Asaz vu klassesche cheemesche Planzeschutzméttel gouf am Ausbrochsgebitt an Italie getest. Verschidde Breetbandinsektizide weisen eng Wierksamkeet géint erwuesse Käfer, mee hunn och eng déidlech Wierkung op net uviséiert Aarten, dofir gëtt weiderhin an integréierte Planzeschutzmoosname géint de Japankäfer geschafft. Zum Beispill gi beim EU-Projet „IPM Popillia“ bekannte Management-Strategien iwwerpréift an optimiséiert: <https://www.popillia.eu/>.

Des Weidere gëtt den Asaz vu wirbellose biologesche Bekämpfungsméttel wéi parasitesch Nematoden a Mécken oder entomopathogene Pilzen an deene Länner, déi en Ausbroch hunn, ënner Labo- a Feldbedéngunge getest.

Zousätzlech gi sougenannten „attract-and-kill“ Methoden op hire Effizienz hi gepréift. An dese Fäll ginn d'Käferen duerch Lockstoff, ënner anerem spezifesch Pheromone, op bestëmmte Plazen ugezunn an do duerch Fale gefaangen oder duerch insektizidbehandelt Netzer bekämpft (LLIN – Long-Lasting Insecticide-treated Nets). Weider mechanesch Bekämpfungsmethoden, wéi de Buedem mulchen oder ofdecken, ginn och getest.

Zu Lëtzebuerg gi fir de Fréierkennungs-Monitoring verschidde Falen a Lockstoff getest. De Planzeschutzservice hänkt all Joer Falen a verschiddene landwirtschaftleche Kulturen an am urbane Raum

op strateegesch wichtige Plazen op, fir de Käfer sou fréi wéi méiglech ze detektéieren. Dobäi ginn ënnerschiddlech Modeller vu Fale getest an zum Beispill gekuckt, ob och eenheemesch verwandte Käferarten ugezu ginn oder net.

.....
Acquisition de voitures par la Police grand-ducale | Question 1097 (08/08/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Lëtzebuerg Police huet nei Autoe kaf. Dofir gouf bis den 28. Mee 2024 eng effentlech Ausschreibung gemaach (Acquisition des véhicules spéciaux pour les besoins de la Police grand-ducale, Référence 2400812). Wéi een op de soziale Medie gewuer gëtt, krut d'Lëtzebuerg Police hir Autoe vun der Firma Losch geliiwert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Handelt et sech bei der Liwwerung vu Losch ëm déi effentlech Ausschreibung mat der Référence 2400812?
 2. Wéi vill Policeautoe goufen insgesamt kaf?
 3. Wéi vill vun dësen Autoe sinn elektresch ugedriwwen, opgeléicht téschent 100 %-Elektro a Plug-in-Hybrid?
 4. Wéi vill Sue goufe fir d'Autoen investéiert?
 5. Wéi vill Firmen hu bei der effentlecher Ausschreibung matgemaach?
 6. War d'Offer vu Losch déi bëllegsten Offer? Falls nee, wéi vill Offere ware méi bëlleg a firwat goufen dës net zeréckbehalen?
 7. Goufen an der Ausschreibung Konditiounen opgesat, dass d'Gefierer mat Assistenzsystemer mussen equipéiert sinn oder speziell Confort-Equipement kréien?
- Falls jo, wéi eng Konditiounen waren dat?

Réponse (21/08/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures

D'Prozedur vun der effentlecher Ausschreibung mat der Referenz 2400812, déi an der Fro vum honorabelen Deputéierten ernimmt ass, ass grad eréischt ofgeschloss an et sinn 3 Offeren zeréckbehalde ginn (Merbag, Bilia a Luxmotor).

Et sinn deemno och nach keng Gefierer am Kader vun dëser Prozedur, déi sech op „véhicules spéciaux“ bezunn huet, geliiwert ginn.

D'Prozedur fir d'Patrullenautoen („véhicules de patrouille“), déi rezent vun Losch geliiwert gi sinn, an op déi d'parlamentaresch Fro sech bezitt, ass vu mengem Virgänger initiéiert an ofgeschloss ginn. Et sinn 58 Autoe bestallt gi fir e Montant vun 3.333.280,90 € TTC. Elektresch Gefierer si keng dobäi.

Ech wëll nach eng Kéier betounen, dass d'Regierung sech engagéiert huet dofir ze suergen, dass d'Police déi adäquat Infrastrukturen an Equipementen zur Verfügung huet, fir hir Missiounen an de beschtméigleche Konditiounen auszeüben.

.....
Bus du TICE | Question 1098 (08/08/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0950 hat d'Mobilitéitsministesch Donnéeën zum Alter vun de Busser vum TICE geliiwert. D'Ministesch schreift heizou:

Wann d'Busser amortiséiert sinn, ginn se gréisstendeels ofgestouss.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill TICE-Busser goufen an deene leschten 10 Joren zu Lëtzebuerg exmatrikuléiert? Wéi vill dovunner sinn an d'Ausland verkaf ginn, fir do weiderzefueren? Wéi vill si ganz ausser Betrib geholl ginn?
2. Wat ass den duerchschnëttleche Kilometerstand vun de Busser, déi an de leschten 10 Joren ofgestouss goufen?
3. Den eelste (Bus) ass de 5.1.2009 immatrikuléiert ginn. Wat ass de Kilometerstand vun dësem Bus? Kéinten déi meeschte Busser, ënner normale Bedéngungen, esoulaang a-wäit fueren?
4. Wat ass den duerchschnëttlechen Akafspräis vun den TICE-Busser gewiescht (opgeléicht pro Joer, op déi lescht 10 Joren gekuckt)?
5. Wat ass den duerchschnëttleche Verkafspräis vun den TICE-Busser gewiescht (opgeléicht pro Joer, op déi lescht 10 Joren gekuckt)?

Réponse (28/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 0950 ugeschwat, ass den TICE een interkommunale Syndikat, dee Buslinien am Süde bedreift. De Staat ënnerstëtzt déi gemengeniwwergräifend Busoffere mat engem Subside. De Staat huet awer am Prinzip keng Vue op déi Informatiounen, déi an deene sukzessive parlamentaresche Froe vum honorabelen Deputéierten gefrot ginn.

D'Gemengeconseilen aus de Membersgemenge vun engem Gemengesyndikat ginn normalerweis och iwwer hire Vertrieeder am Syndikat periodesch a bei all Ufro am Gemengerot iwwer déi wichteg Eckdaten informéiert.

Déi folgend Äntwert baséiert op den Informatiounen, déi vum TICE zur Verfügung gestallt goufen.

Vun 2014 bis 2024 sinn 91 Busser vum TICE exmatrikuléiert ginn, dovunner sinn 88 an d'Ausland verkaaft ginn. Den TICE huet keng weider Detailler iwwer den aktuelle Liewenslaf vun dësen Bussen, mee et gëtt ugeholl, dass op d'mannst 86 vun dësen Gefierer am Ausland nach weider a Betrib sinn. 2 Bussen, déi als schwéier accidentéiert verkaaft goufen, kéinten erëm operéiert gi sinn, obwuel den TICE keng Informatiounen dozou huet.

Den duerchschnëttleche Kilometerstand vun de Busser, déi an de leschten 10 Joren ofgestouss goufen, läit bei ronn 610.000 km.

De Kilometerstand vum eelsten Bus, dee momentan nach a Betrib ass, läit bei 345.080 km. Wéi den TICE betount, kann e Bus mat Verbrennermotor am Duerchschnëtt 15 Joren fueren, och wann dëst natierlech vun engem ganze Spektrum u Facteuren ofhänkt. Nieft der Korrosioun spillt och de Verschleiß eng wichteg Roll. Den duerchschnëttlechen Akafspräis vun den TICE-Busser iwwer déi lescht 10 Joren ass wéi follegt opgeléicht:

- 2014: keen Akaf
- 2015: 291.342 Euro
- 2016: 295.366 Euro
- 2017: 301.618 Euro
- 2018: 341.769 Euro
- 2019: 347.602 Euro
- 2020: 423.458 Euro
- 2021: 490.000 Euro
- 2022: 423.750 Euro
- 2023: 660.730 Euro
- 2024: a Prozedur



Den duerchschnëttleche Verkafspräis vun den TICE-Busser iwwer déi lescht 10 Joer:

- 2014: 8.132 Euro
- 2015: 11.111 Euro
- 2016: 16.385 Euro
- 2017: 14.800 Euro
- 2018: kee Verkaf
- 2019: 12.625 Euro
- 2020: 12.175 Euro
- 2021: kee Verkaf
- 2022: kee Verkaf
- 2023: 12.556 Euro

Frais engendrés par le TICE | Question 1099 (08/08/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ee „Wort“-Artikel vum 1. August titelt „Die Kosten des TICE steigen dramatisch“.

Deemno läit de Käschtepunkt am Joer 2023 fir den TICE bei ronn 70 Milliounen Euro fir ronn 7 Milliounen gefuere Kilomeeter. Dat si ronn 10 € pro Kilomeeter.

Bei den CFL-Busser läit de Käschtepunkt bei ronn 8,5 € pro Kilomeeter fir d'Joer 2025 (61 Milliounen Euro fir 2025 bei och ronn 7 Milliounen gefuere Kilomeeter), wann een d'Zuele vum Gesetzesprojet N° 8322 kuckt.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Busser wäerten 2025 bei den CFL fueren a wéi vill beim TICE?
2. Ronn 380 Buschauffere fuere laut „Wort“-Artikel aktuell fir den TICE. Wéi vill Buschauffere fueren aktuell fir d'CFL?
3. Wéi vill Passagéier goufen 2023 vun den TICE-Busser transportéiert a wéi vill vun den CFL-Busser?
4. Wéi vill Euro huet de Staat 2023 fir d'Busservicer vun den CFL bäigeluecht a wéi vill fir den TICE? Wéi gesäit de Ratio aus, wann een d'Subventioun duerch d'Unzuel u Passagéier dividéiert?

Réponse (10/09/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro no Informatiounen iwwer den TICE an d'CFL-Busser. D'Fro bezitt sech och méi spezifesch op d'Käschte pro transportéiert Persoun.

Éier ech op déi verschidde Statistiken am Detail aginn, ass et wichteg, dës Zuelen an de richtege Kontext ze setzen an ze betounen, dass se net wierklech fir eng Käschten-Notzen-Analys géeegeent sinn.

An der Fachwelt ass et dofir üblech, de Präis pro Persounekilomeeter als méi relevant unzekerken, a fir realistesch Vergläicher ze zéien, muss de jeeweilege Reseau och a säi geographeschen an historesche Kontext gesat ginn.

Nieft der Zuel vun transportéierte Passagéier därefen d'Distanzen, déi vun de Passagéier zeréckgeluecht ginn, net ignoréiert ginn. A ländleche Gebidder iwwerbrécken d'Passagéier an der Reegel méi laang Distanzen, während urban Linnen zwar méi Leit transportéieren, mee iwwer méi kuerz Distanzen.

Et ass evident, dass zum Beispill zu Bäerdref net déi selwecht Zuel vu Leit an d'Busser eraklamme wéi zu Déifferdeng. Et ass och evident, dass et Linnen am CFL-Busreseau gëtt, déi während 3 km keen eenzegen Arrêt ufuere. Beim TICE hält all Linn praktesch no 300 m op engem Arrêt. Dës Aspekter si relevant fir d'Bewäertung vun de Käschten, allerdéngs gëtt et aktuell keng granulär Zuelen, fir esou ee Verglach ze maachen.

Et geet doriwwer eraus och ëm d'Erreechbarkeet an d'Mobilitéit an deene jeeweilege Gebidder. An deem Zesammenhang dierf och net de wichtege Rôle vum ëffentlechen Transport fir sougenannte „captive riders“ vergiess ginn, also déi Leit, déi aus verschiddene Grënn op dës Mobilitéitsform ugewise sinn. Den ëffentlechen Transport iwwerhëlt dofir eng bedeitend Grondversuergungsroll, déi sécherstellt, dass all Regiounen am Land, egal ob ländlech oder stättesch, op eng zouverlässeg an accessibel Mobilitéit zeréckgräife kënnen.

Et muss een also oppassen, déi verschidden Operateuren net op Basis vu Passagéierzuelen an Onkäschten eleng ze bewäerten, mä och déi spezifesch Erausforderungen an d'Besoinen vun de betraffene Regiounen prezis ze verstoen.

Den TICE, e Gemengesyndikat, geet op e fréieren Tramsreseau aus dem Süden zeréck, dee viru méi wéi 100 Joer entstanen ass. D'CFL-Busser hu par contre hir Urspréng an de Schmel- an Normalspuereisebunnen, déi virun allem am ländleche Raum virum Zweete Weltkrich aktiv waren an dono vu Bussen ersat goufen. Dës ënnerschiddlech Entwécklungsgeschichte weise schonn drop hin, dass den TICE als urbanen an d'CFL als ländleche Reseau betruecht sollte ginn.

Dës Ënnerscheeder kann ee bei sämtlechen Operateuren och haut erkennen. Zum Beispill transportéieren d'Zich vun den CFL haut mat engem 275 km laange Reseau eng änlech Zuel u Passagéier wéi Luxtram op just 11 km Streck.

D'Exploitationuskäschte fir den TICE hu sech 2023 op 70 Milliounen Euro belaf. Dovun huet de Staat der 46,9 Milliounen Euro bäigedroen. D'Gesamtkäschte vun den CFL-Bussen hunn sech op 49,7 Milliounen Euro fir dat selwecht Joer belaf.

Den TICE wäert 2025 eng Flott vun 153 Busser hunn, inklusiv Reservebusser, a bedéngt urban Gebidder, wou ronn 170.000 Leit an direkter Noperschaft vun den TICE-Linne wunnen. Am Joer 2023 huet den TICE 11,6 Milliounen Passagéier transportéiert.

D'CFL-Busser, déi virun allem ländlech Gebidder am Oste vum Land bedéngen, wou ronn 30.000 Awunner liewen, hunn am selwechte Joer 3,5 Milliounen Passagéier transportéiert mat insgesamt 83 Bussen.

Wann een also d'Spezifizitéiten, d'transportéiert Kilomeeter pro Passagéier an de Kontext vun de verschiddenen Operateuren ignoréiert, géifen sech beim TICE d'Onkäschte fir de Staat an d'Gemenge pro transportéiert Persoun op ongeféier 6 Euro belafen. Bei den CFL-Busser op 14,2 Euro. Bei Luxtram léichen se där Berechnung no fir de Staat an d'Gemeng bei manner wéi engem Euro pro transportéiert Persoun.

Détournement de fonds chez Caritas | Question 1100 (09/08/2024) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Suite à l'affaire de détournements de fonds chez Caritas, une réunion entre l'OGBL et le Premier ministre a eu lieu le vendredi 2 août 2024 afin de rechercher des solutions pour éviter des licenciements parmi les 500 employé.e.s de l'organisation.

Alors que cet objectif semble avoir été provisoirement atteint avec une garantie de paiement des salaires pour le mois d'août, des questions se posent par rapport aux frais de fonctionnement des activités courantes de l'organisation. En effet, selon nos informations, certains services rencontreraient d'ores et déjà des difficultés pour assurer le financement de leurs activités courantes.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Monsieur le Premier ministre :

- 1) Monsieur le Premier ministre a-t-il connaissance que certaines activités de Caritas ne peuvent plus avoir lieu ?
- 2) La situation budgétaire actuelle de Caritas a-t-elle déjà un impact direct sur l'exécution de ses missions ?
- 3) Est-il vrai que Caritas paie la société de conseil PwC avec son budget existant ?
- 4) Monsieur le Premier ministre ne pense-t-il pas que l'exécution des activités en cours de Caritas devrait être une priorité budgétaire et n'aurait-il pas été une option pour l'État de prendre en charge les honoraires de la société de conseil PwC ?
- 5) Au-delà de l'exemple de la Croix-Rouge qui assure provisoirement le financement du volet achats des épiceries sociales de Caritas d'autres exemples de ce type d'entraide sont-ils à l'étude ou en cours de mise en œuvre ?

Réponse (17/09/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1) En date du 17 juillet 2024, le Conseil de Gouvernement a pris connaissance des allégations de détournement de fonds au sein de Caritas Luxembourg. Depuis la mise en place d'un comité de crise mené par un réviseur d'entreprises externe respecté, les ministres concernés ont eu des échanges réguliers dans le but d'assurer la poursuite des activités conventionnées que les entités affectées de Caritas prestent pour le compte de l'État. Puisque ces dernières exercent également des activités non conventionnées, la situation financière des entités semble indiquer que certaines activités ne pourront plus avoir lieu. Ces décisions reviennent au comité de crise de Caritas en fonction de la situation financière.

Ainsi, la Fondation Caritas Luxembourg a annoncé de ne pas poursuivre ses activités au niveau international. L'enquête est toujours en cours pour identifier le montant précis des détournements affectant les projets et programmes de la coopération internationale. Il revient à Caritas d'informer le Gouvernement de ses intentions relatives à ses engagements contractuels, eu égard à la fraude qui a manifestement eu lieu. Le Gouvernement se réserve toutes les voies de recours en cas de non-respect de ces engagements.

ad 2) Toujours se référant aux activités conventionnées et selon les informations à disposition du Gouvernement, les activités continuent à ce jour d'être prestées par Caritas.

ad 3) Afin d'apporter un soutien opérationnel au comité de crise et de conduire les investigations requises pour la découverte des faits, le conseil d'administration de Caritas a mandaté la société PricewaterhouseCoopers (PwC). Le financement de ce support externe est une question à trancher par le comité de crise de Caritas.

ad 4) Le Gouvernement partage pleinement l'avis de l'honorable Députée que l'exécution des activités conventionnées de Caritas est une priorité dans ce dossier. Ainsi, le Gouvernement se réjouit du fait que ces activités continuent d'être prestées à ce jour. Il importe toutefois de distinguer la continuité des activités conventionnées de celle des entités concernées.

Par ailleurs, il convient de noter que la gestion financière, y compris le paiement des frais de consultance, des entités affectées de Caritas relève des compétences du comité de crise de Caritas.

ad 5) Le comité de crise de Caritas continue à explorer diverses options afin d'assurer la continuation des activités au service des personnes les plus vulnérables.

Fuite de données auprès de l'ILR | Question 1101 (09/08/2024) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

D'Direktioun vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) huet Medieberichter bestätegt, datt en Dokument mat perséinlechen Donnéeën vun engen 10.000 Leit, déi doheem eng Installatioun hunn, fir Stroum ze produzéieren, 9 Méint laang online éffentlech zougänglech war. Grond dofir wier eng falsch Manipulatioun gewiescht.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Premierminister stellen:

1. Wéi vill Prozent vun de Leit, déi doheem Stroum produzéieren, si vun dësem Leak betraff?

2. Duerch wat ass de Feeler opgefall?

3. Wéi ass et méiglech, dass dës Feeler während 9 Méint net opgefall ass?

4. Wuel wëssend, dass ëmmer méi KI an der Cyberkriminalitéit zum Asaz kënn, an dobäi och déi verschiddenst Privatdonnéeën vu Leit genotzt ginn, wien ass responsabel, falls ee Client geschiedegt sollt ginn op iergendeng Aart a Weis op der Basis vun den Donnéeën, déi online zougänglech wären?

Réponse (10/09/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. De betraffene Fichier beinhalt déi privat Stroum-Produktiounsanlagen, déi bis den 31.10.2023 vun engem Bedreiwler ugeschloss goufen. Persounen, déi no deem Datum ugeschloss goufen, sinn net betraff.

ad 2. De Fichier gouf duerch Zoufall vun enger Privatpersoun entdeckt, déi den ILR via de Service information presse (SIP) a Kenntnis gesat huet.

ad 3. Beim betraffene System handelt et sech ëm eng Testplattform, déi just ganz seele benotzt gëtt. Zënter dem Incident sinn d'Prozedure fir den Accès op d'Testplattform ugepasst ginn an entsprechen dem héije Standard, dee fir d'Open Data Plattform applizéiert gëtt.

ad 4. Den ILR ass responsabel fir d'Donnéeën, déi hien op der Test-Plattform publizéiert. Vu datt déi betraffenen Donnéeën net als kritesch anzestufe sinn, sinn d'Méiglechkeete fir eng kriminell Exploitatioun vun dësen Donnéeën an e Schued ganz geréng. Falls eng Persoun op der Lëscht sollt zu Schued komm sinn, misst fir d'Éischt gekläert ginn, ob e kausalen Zesammenhang tëscht der Fuite vun Donnéeën an dem Schued besteet.

Prise en charge de prothèses dentaires | Question 1102 (12/08/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Après une chimiothérapie, il peut arriver qu'un patient perde ses dents. Pour obtenir une prothèse dentaire, un traitement chez le dentiste est nécessaire.

La plupart des actes concernant les prothèses dentaires nécessitent l'accord préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) pour être remboursées. Les délais d'attente semblent toutefois très longs.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de devis le CMSS a-t-il déjà reçus cette année de la part de dentistes pour accord préalable ? Combien de devis ont été refusés et combien ont reçu un avis favorable ?

2) Quels sont les délais d'attente actuels pour obtenir une réponse du CMSS ?

3) Comment ces délais d'attente pourraient-ils être réduits ?

Être privé de dents saines pendant des semaines réduit considérablement la qualité de vie d'une personne.

4) Quelles solutions transitoires peuvent être proposées à un patient dans l'attente de l'accord préalable du CMSS pour un devis de prothèse dentaire ?

Réponse (07/10/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

En guise d'introduction, il est utile de souligner qu'aucun acte concernant les prothèses dentaires n'est soumis à la condition d'un accord préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale (APCM). Un certain nombre d'actes concernant les prothèses dentaires sont certes soumis à une autorisation du contrôle médical (ACM), autorisation se faisant ex post par opposition à l'APCM qui se fait ex ante.

Cette distinction entre autorisation préalable du contrôle médical (APCM) de la sécurité sociale requise et autorisation du contrôle médical (ACM) de la sécurité sociale requise figure à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins-dentistes pris en charge par l'assurance maladie.

ad 1) La CNS n'est pas en mesure de déterminer avec précision combien de devis relatifs aux prothèses dentaires ont été accordés ou refusés par la CNS, respectivement par le CMSS, mais ne peut livrer que les chiffres dans leur globalité.

Depuis le 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 3 septembre 2024, 51.622 devis relatifs aux prothèses dentaires ont été réceptionnés par la CNS. 2.487 devis ont fait l'objet d'un refus administratif et 37.357 devis ont été enregistrés. Parmi ces 37.357 devis enregistrés, il y a eu 29.175 accords (78,10 %) et 2.186 refus (5,9 %), le reste se trouvant soit en attente de l'avis du CMSS, soit mis en suspens par le CMSS.

ad 2) Suite à une augmentation continue du nombre de devis réceptionnés quotidiennement par la CNS, la durée de traitement moyenne d'un devis s'élève actuellement à 9,6 jours, à compter de la date d'enregistrement dans le système informatique de la CNS. Le devis enregistré est transmis pour avis au CMSS qui réagit généralement entre 1 et 3 jours. Si un examen clinique s'avérait nécessaire, ce délai est d'une à deux semaines. Après réception de l'avis du CMSS, la CNS procède au traitement additionnel du devis en fonction de l'avis précité avant de pouvoir donner un retour.

ad 3) Comme indiqué sous 1), aucun acte en relation avec des prothèses dentaires n'est soumis à la condition d'un accord préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale.

ad 4) Comme la prise en charge par l'assurance maladie des actes en relation avec des prothèses dentaires n'est pas soumise à la condition que l'accord du Contrôle médical soit donné avant le début du traitement, il n'est pas nécessaire que la personne protégée reste en attente de la réponse de prise en charge avant de faire réaliser le travail prothétique.

Accidents de vélo | Question 1103 (12/08/2024) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Rezent ass eng Infographie vum Statec publizéiert ginn, wou draus ervirgeet, dass d'Zuel vu schwéier blesséierten an ëm d'Liewe gekommene Vëlosfuerer tëscht 2021 an 2023 vu 27 op 40 geklomm ass.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madame Ministesch fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi deelt déi uewe genannten Zuel (den Total) vu schwéier blesséierten an ëm d'Liewe gekommene Vëlosfuerer sech op? Wéi ass d'Évolutioun, wann een déi 2 Kategorië separat kuckt?

2. Wat ass den Alter vun deenen accidentéierte Vëlosfuerer?

3. Hatent déi accidentéiert Vëlosfuerer een Helm un?

4. War och Alkohol oder Marihuana am Spill?

Réponse (04/09/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi honorabel Deputéiert renseigneiert sech iwwer d'Statistike vun de Vëlosaccidenter am Zäitraum vun 2021 bis 2023. D'Évolutioun an d'Opdeelung vun Total vun de Schwéierblesséierten an de Vëlosfuerer*innen, déi ëm d'Liewe komm sinn, geet aus dësem Tableau ervir:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Joer 2023 stécht an dëser Opstellung besonnesch ervir, woubäi een hei erwänt muss, dass et am Joer 2020 en Total vu 35 schwéier blesséierten an 3 verstuertene Vëlosfuerer*inne gouf.

ad 2. D'Alterskategorië vun deenen accidentéierte Vëlosfuerer*inne stelle sech, cumuléiert fir déi Schwéierblesséiert an déi, déi ëm d'Liewe koumen, follgendermoossen duer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dës Zuele weisen, dass an deenen ieweschten Alterskategorië ganz däitlech, an dat mat Ofstand, méi Vëlosfuerer*inne schwéier Konsequenze bei Accidenter dervu gedroen hunn, wéi an deene méi niddregen.

ad 3. Et gëtt zu Lëtzebuerg fir Vëlosfuerer*inne keng Helmpflicht, dofir hëlt d'Police dës Informatioun net systematesch op. Dofir ginn doriwier beim Statec och keng Statistike gefouert.

De Ministère recommandéiert awer all Vëlosfuerer*innen, en Helm unzedoen, fir schwéier Kappverletzungen méiglechst ze verhënneren.

ad 4. Am gefroenen Zäitraum gouf a follgende Fäll Alkohol- oder Marihuanakonsum festgestallt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Aus dësen Zuelen ass däitlech ze erkennen, dass vergläichbar wéi beim Autofueren den Alkohol bei schwéieren an déidlechen Accidenter eng grouss Roll spillt.

Rectificatif de la réponse (01/10/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Zu der parlamentarescher Ufro Nummer 1103 vum 12. August 2024, op déi ech de 4. September 2024 geäntwert hu betreffend accidentéiert Vëlosfuerer, huet de Statec eis nodréiglech matgedeelt, dass verschidde



vun hiren Donnéeën an der Äntwert net korrekt waren, wat op en informatesche Feeler zeréckzeféieren ass.

Et ass mer wichteg, dëst am Respekt vun den accidentéierten a verstuerwene Cycliste richtegzestellen.

ad 4) Den Tableau, wat den Alkohol- oder Marihuana-konsum ubelaangt, stellt sech deemno folgendermoossen duer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Tapinoma magnum | Question 1104 (13/08/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Déi invasiv Seejomes mam Numm „Tapinoma magnum“, déi aus dem Mëttelmierraum staamt, huet sech plazeweis an Däitschland explosiounsartig verbreet. Däitsch ëffentlech-rechtlech Medie mellen, dat am Quartier Marlen an der Stad Kehl (Ortenau) eng Fläch vun ettlechen Hektar betraff wier. Hei géif et eng Superkolonie vu méi Milliounen där schwaarzer Seejomesse ginn. Dës Insektenzort wier net nëmmen eng Plo fir Haus- a Gaardebesëtzer respektiv fir déi regional Fauna, si géif och e wirtschaftleche Schued provozéieren, dat duerch Stroumausfäll a Stéierunge vum Internet.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Sinn dem Här Minister sou Fäll hei zu Lëtzebuerg bekannt?
2. Ass domadder ze rechnen, dat sech dës invasiv Zort kuerzfristeg och an eisem Land ze verbreedet risquéiert?
3. Mat wat fir enge Mëttel kann een d'Ausbreedung vun dësem Insekt vermeiden oder zumindest ofbremmen?
4. Bei wat fir enger Déngschtstell kënnen d'Leit sech mellen, wann se sou Seejomessen entdecken?

Réponse (30/08/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Zu dësem Zäitpunkt konnt Tapinoma magnum nach net zu Lëtzebuerg nogewise ginn.

ad 2. Et ass méiglech, dass dës invasiv Seejomes an Zukunft och zu Lëtzebuerg unzetreffen ass. Ob dëst an engem kuerz- oder laangfristegen Zäitraum passéiert, ass net méiglech ze soen. Mee de Moment ass se nach net an der Ëmgéigend vu Lëtzebuerg nogewisen.

ad 3. Dës Seejomessenaart bilt sougenannte Superkolonien, an et ass immens schwéier a laangwiereg, fir déi ze bekämpfen. Idealerweise misst dofir verhënnert ginn, dass dës Superkolonien iwwerhaapt opkommen, andeem si an engem fréien Etabléierungsstadium entdeckt a vernicht ginn. Well Tapinoma magnum virun allem am urbane Raum virkënn, kann eng Sensibiliséierung vum Public dozou bäidroen, dës Aart fréizäiteg ze erkennen.

ad 4. Well déi Aart nach net an der Ëmgéigend vu Lëtzebuerg virkënn, ass de Moment kee Grond fir Onrou.

Bierger-innen, déi awer mengen, esou eng Seejomes ze gesinn, sollen eng Foto maachen an déi op d'Applikatioun iNaturalist (gratis verfügbar am App Store (Apple) an am Play Store (Android)) eroplueden, mam Standort, fir dass déi Beobachtung ka vun Experte validéiert ginn. Falls Tapinoma magnum da wierklech géif nogewise ginn, géif den Naturmusée, deen d'Donnéeë vun iNaturalist kritt, déi nächst Schrëtt an d'Weeër leeden.

Taux d'intérêt du prêt étudiant | Question 1105 (13/08/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Bourssen a Prêten am Kader vun der staatlecher Studiebäihëllef (AideFi) erméiglechen et ville Jonken, en Universitätsstudium ze finanzéieren. De Studentepret ass staatlech garantéiert an den Zënssaz ass op maximal 2 % fir de Student begrenzt. Et ass virausgesat, dat de Studentepret bei enger Bank opgeholl gëtt, déi en entsprecheden Accord mam Staat huet. Aktuell hu fënnf Banken esou e staatlechen Accord.

Mengen Informatiounen no hu rezent eng Rei Befraffener misse feststellen, dat hir Mensualitéite fir d'Zeréckbezuete vum Studentepret considerabel gehéicht gi sinn, well den Zënssaz iwwer 2 % eropgesat ginn ass.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul folgend Froe stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, dat rezent d'Mensualitéite vu Studentepreten op en Zënssaz vun iwwer 2 % gehéicht goufen? Wa jo, wéi vill Prête si betraff a wéi eng Banken hunn esou eng net gesetzeskonform Erhéijung praktizéiert? Wa jo, wéi eng Konsequenzen huet d'Madamm Ministesch wëlles ze zéien?

– Generell, wéi eng Moosnamen hält d'Regierung fir sécherzestellen, dat all d'Modalitéite vum Gesetz iwwer d'Studenteprete respektéiert ginn?

– Wéi genee gesinn déi praktesch Modalitéiten aus, fir dat de Beneficiaire vum Pret zu kengem Zäitpunkt Mensualitéite bezuete muss, déi méi wéi déi dem maximalen Zënssaz vun 2 % entsprechen?

Réponse (10/09/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierten seng Froe mat dëse Prezisiounen.

De Ministère fir Fuerschung an Héichschoul huet reegelméisseg an direkte Kontakt mat de Banken, esou wéi et am Kader vun de concernéierte Konventionne virgesinn ass. Meng Servicer hunn an deem Sënn och all konventionéiert Banke kontaktéiert, déi dem Ministère confirméiert hunn, dass si 2 % applizéiere bei de Prêten am Kader vun den Aides financières de l'État pour études supérieures.

Wann et Studente gëtt, déi iertemlecherweis méi wéi 2 % verrechent kruten, da wier et gutt, wa si sech beim Ministère melle géifen, esou dass den zoustännege Service, le cas échéant, d'Banke kontaktéiere kann an dass den Iertum ka réckgäengeg gemaach ginn.

De Ministère stellt awer och fest, dass op d'mannst eng Bank op hirem Site, nieft dem Prêt am Kader vun de staatleche Studiebäihëllef, een anere méi kommerzielle „Studentepret“ ubitt, deen awer natierlech aner Konditionne huet ewéi de Prêt am Kader vun den Aides financières de l'État pour études supérieures.

De Ministère wäert de Banken am Allgemenge recommandéiere sécherzestellen, dass d'Studente kloer an transparent informéiert ginn, dass een Taux vun iwwer 2 % fir de Prêt am Kader vun de Studiebäihëllef gëllt, mee dass dovun de Student just 2 % iwwerhuele muss an dass den Ënnerschied vum Staat iwwerholl gëtt.

Statistiques sur la criminalité | Question 1106 (14/08/2024) de **M. Tom Weidig** | **M. Fred Keup** (ADR)

An den Analyse vun de Policeberichter vun 2010 bis 2017 stinn detailléiert Statistiken a Beschreiwunge vun enger Rei vun Infraktiounen dran. Zum Beispill: Am Joer 2011 goufen 2.744 Fäll vu kierperlecher Gewalt (Coups et blessures) a 70 Fäll vu Vergewaltungen dokumentéiert. Och d'Nationalitéite vun den Täter ënner 25 Joer goufen opgeléicht. Am Joer 2016 goufen 2.851 Fäll vu kierperlecher Gewalt an 106 Fäll vu sexueller Gewalt verëffentlecht.

No 2017 sinn dës Kategorië mander detailléiert oder kommen net méi vir. Zum Beispill: Am Joer 2019 goufen nëmmen allgemeng Zuelen iwwer Gewalt géint Persoune verëffentlecht, ouni detailléiert Opdeelung no kierperlecher oder zum Beispill sexueller Gewalt. Am Joer 2023 goufen d'Fäll vu Gewalt géint Persoune an engem allgemenge Rapport iwwer Kriminalitéit zesummegefaasst, ouni spezifesch Statistiken an ouni Opléschung vun den Nationalitéiten.

An deem Zesammenhang géife mir dem Här Police-minister gär dës Froe stellen:

1. Firwat ginn dës detailléiert Informatiounen net méi publizéiert?
2. Gesäit d'Regierung bestëmmten Donnéeën als ze sensibel un, fir se mat der selwechter Prezisioun wéi virun 2017 ze verëffentlechen? Wa jo, wat sinn déi spezifesch Bedenken a wéi eng Donnéeë betrëfft dat?

3. An Däitschland fuerderen ënner anerem d'CDU an d'FDP beispillsweis och Informatiounen iwwer d'Nationalitéit an d'Originne vun den Täter, fir esou duerch en Täterprofilregëster iwwerhaapt eng adequat Preventiounsarbecht ze maachen. Sou huet den CDU-Bannminister vun Nordrhein-Westfalen, den Herbert Reul, decidéiert, dat an Zukunft d'Nationalitéit vun all zweifelsfräi identifizéiertem Tatverdächtege genannt muss ginn, egal ob et sech ëm däitsch Staatsbürger oder Ausländer handelt. Gesäit d'Regierung dëst als méiglech Strategie, fir méi effizient géint Kriminalitéit virzegoen? A wann neen, op wat baut d'Preventiounsarbecht aktuell op?

4. Huet d'Regierung Informatiounen iwwer den aktuelle Residenzstatus vun den Täter, besonnesch a Bezuch op den Openthaltstatus? A wa jo, kéint d'Regierung dës Statistik verëffentlechen an, am Fall vun engem Asylstatus, preziséieren, wou sech déi Persoun an der Prozedur befënt (zum Beispill: Asyl ugefrot, ugeholl, ofgeleent, temporär)?

5. Ass d'Regierung der Meenung, dat d'Bierger e Recht op Informatiounen betreffend d'Nationalitéit, d'Originne wéi och den Openthaltstatus vun den Täter hunn?

Réponse (16/09/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Ech beantwerten dës Fro als Inneminister, deen ënner anerem zoustänneg ass fir bannenzeg Sécherheet.

D'Policestatistiken, déi ech dëst d'lescht Joer fir d'éischt presentéiert hunn, sinn d'selwecht opgebaut wéi d'Policestatistiken, déi meng Virgänger déi Jore virdu presentéiert hunn. Well d'Fro sech méi spezifesch op kierperlech Gewalt a Vergewaltunge bezieht, wéll ech ervirhiewen, dass an de Statistiken vun 2023 d'Kategorië „meurtres/assassinats“, „coups et blessures volontaires“ „viol ou attentat à la pudeur“ opgeléicht sinn, grad wéi déi lescht Jore an de Policestatistiken.

D'Police stellt dës Statistiken méttels automatiséierte Recherchen op. D'Datebanke vun der Police sinn deemno esou configuréiert, dass si Donnéeën ze ëmmer deene selwechte Krittere liwweren. Esou sinn d'Resultater ëmmer d'selwecht opgebaut, novollzéibar a vergläichbar.

Spezifesch am Beräich vu sexueller Gewalt sinn vu Lëtzebuerg méi Acteure bedeelegt, déi reegelméisseg an hirem Expertiseberäich Zuelen a Statistike verëffentlechen, notament de Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit an Zesummenaarbecht mat der Zivilgesellschaft.

Wann ech d'Uleies vun den honorabelen Deputéierte richteg deiten, geet et hei eigentlech a virun allem ëm d'Nationalitéit an d'Mise en place vun engem „Täterregister“ op Basis vun der Nationalitéit an ëm de „Residenzstatus“ an „Openthaltsstatus“ vun den „Täter“.

Dës Fro ass jo éischter eng populistesch Fro.

Ech hat scho virun e puer Méint dem honorabelen Deputéierte Fred Keup a menger Äntwert op d'Fro N° 0833 erklärt, dass d'Police keng Statistiken iwwert Nationalitéite féiert. D'Police féiert och keng Statistiken iwwert de Residenz- oder Openthaltsstatus vun presuméierten Täter.

D'Preventionsaarbecht vun der Police baséiert op der Analys vun de Phänomeneer vun der Kriminalitéit an op dem Virgoe vun den Täter, och „modus operandi“ genannt, a versicht, d'Bevëlkerung ze sensibiliséieren an ze beroden, fir ze vermeiden, dass se Affer vu Strofdote gëtt. Et gëtt keen Ennerscheid tëscht den Nationalitéiten, Reliounen an Originne vun den Täter gemaach.

Och d'Fro vun den honorabelen Deputéierten, ob d'Regierung der Meenung ass, dass d'Bierger e Recht hätten op Informatiounen betreffend d'Nationalitéit, d'Originne wéi och den Openthaltsstatus vun den Täter ass puere Populismus.

De Bierger huet e Recht op Sécherheet. Dat ass d'Hauptmissioun vun der Police, déi si dagdeeglech fir de Bierger assuréiert. Doriwwer eraus informéiert d'Police dagdeeglech an hirem Bulletin de presse iwwer Strofdoten.

Dës Regierung huet sech engagéiert, dofir ze suergen, dass mir eng modern, effektiv a gutt equipéiert Police hunn an huet scho konkret Moossnamen an deem Sënn geholl, wéi zum Beispill de massive Recrutement. Ausserdeem ass ee Projet de loi an der Chamber deposéiert ginn, fir de Platzverweis renforcé anzeféieren.

Demandes d'indemnités de chômage de travailleurs indépendants | Question 1107 (14/08/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Les travailleurs indépendants, inscrits en tant que demandeurs d'emploi auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) peuvent bénéficier de l'indemnité de chômage complet s'ils ont dû cesser leur activité :

- en raison de difficultés économiques et financières ;
- pour des raisons médicales ;
- par le fait d'un tiers ;
- en cas de force majeure.

Cependant, toutes les demandes d'indemnités de chômage des travailleurs indépendants ne sont pas acceptées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de demandes d'indemnités de chômage de travailleurs indépendants ont été acceptées ou refusées au cours des dix dernières années ?

2) Pour quelles raisons les demandes ont-elles été refusées ?

3) Combien de fois un travailleur indépendant a-t-il fait appel d'un refus devant la Commission spéciale de réexamen (CSR) ?

4) Combien de fois le travailleur indépendant a-t-il obtenu gain de cause ?

Réponse (23/09/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Pour la période de janvier 2014 à août 2024, sur 3.426 demandes d'indemnités de chômage pour travailleurs indépendants, 2.251 demandes ont été acceptées tandis que 1.175 demandes ont été refusées.

ad 2) Les demandes d'octroi aux indemnités de chômage complet en tant que indépendants ont été refusées pour un ou plusieurs des motifs suivants :

1. pas de cessation de l'activité ;
2. pas de difficultés économiques et financières établies ;
3. pas de raisons médicalement justifiées ;
4. abandon de l'activité indépendante pour un motif non prévu par la loi ;
5. chômeur volontaire ;
6. l'activité était insuffisante ;
7. arrêt temporaire de l'activité ;
8. aucune base de calcul (pas de cotisations sociales payées) ;
9. l'activité a été exercée pour moins de 6 mois ;
10. inscription tardive à l'ADEM.

ad 3) Pour la période susvisée, 713 recours ont été introduits devant la CSR par des travailleurs indépendants dont la demande en obtention des indemnités de chômage complet a été refusée.

ad 4) Sur les 713 recours, les travailleurs indépendants ont obtenu gain de cause dans 42 cas.

Fièvre catarrhale | Question 1108 (16/08/2024) de **M. Jeff Engelen** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den 2. August gouf zu Lëtzebuerg den Noweis vun der Blauzungenkrankheet (BTV Serotyp 3) duerch e Referenzlabo bestätegt. Bis elo gouf matgedeelt, dass 39 Déieren infizéiert sinn an am Ganzen 28 Betriber betraff sinn. Wéi et an enger Pressematdeelung vum Landwirtschaftsministère heescht, huet déi Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) eng Impfcampagne organiséiert.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Landwirtschaftsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Impfdose goufen am Ganze bestallt?
2. Ass séchergestallt, dass genuch Impfdosen do sinn, fir widderhuelt Impfungen ze garantéieren?
3. Goufe bei der Bestellung och d'Schofsbestänn berécksiichtegt? Wa jo, wéi vill Dose goufe fir d'Impfe vun de Schofsbestänn bestallt?
4. Wéini genee huet d'ALVA den Impfstoff bestallt, wëssend, dass dese scho säit dem 8. Juni liwwerbar war?
5. Firwat war den Impfstoff eréischt ab dem 8. August iwwert d'ALVA verfügbar, wëssend, dass d'Immunitéitsbildung bei Ranner circa sechs Wochen dauert a bei de Schof circa dräi Wochen?
6. Gëtt elo a Betruecht gezunn, déi betraffe landwirtschaftlech Acteuren ze entschiege fir eventuell Schied, déi duerch déi ze spéit Ausliwwerung vum Impfstoff optrieden?

Réponse (11/09/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg internationale Schutz ufreet, kann 2 Zorte vu Schutz kréien, dëst ofhängeg vun de Critèren, déi erfëllt sinn. Engersäits gëtt

ad 1. 240.000 Dosen.

ad 2. Fir de Moment si méi Impfdosen am Stock, wéi vun de Veterinärpraktiker nogefrot gi sinn. Wann sech sollt erausstellen, dass méi Impfdose gebraucht ginn, wäerte mer de Stock upassen.

ad 3. Jo, mir si vun 10.000 méigleche Schofsimpfung ausgegangen.

ad 4. Während dem Mount Mee goufe Kontakter opgeholl mat der Firma, déi de Vaccin hierstellt, an et gouf eng éischt Commande vu 50.000 Dose gemaach.

ad 5. Nodeems de Vaccin bestallt war, huet dese missen op nationaler Basis autoriséiert ginn, wat op Hand vun engem Dossier vun der Firma vum Santéministère, deen zoustänneg ass fir all d'Medikamenter (human a veterinär), duerchgefouert gouf. Nodeems de Vaccin autoriséiert war, hu missen eng ganz Rei administrativ a finanziell Prozedure respektéiert ginn, bevir de Vaccin konnt un déi verschidde Grossisten, déi mat Veterinärmedikamenter handelen, geliiwwert ginn.

ad 6. Wéi uewe beschriwwen, gëtt et gesetzlech virgeschriwwen Prozeduren, déi bei der Bestellung vun Impfdose mussen agehale ginn. D'Impfdose ginn de betreffenen Acteure gratis zur Verfügung gestallt an et ass un hinnen ze decidéieren, a Concertatioun mat hirem Veterinär, ob, wéi oft a wéini geimpft gëtt.

Doriwwer eraus läit fir den Ablack weeder eng eenzelbetriblech nach eng global offiziell Analys iwwert Schied, déi duerch de BTV Serotyp 3 entstanen sinn, vir. Bleift ze präziséieren, dass d'Betriber sech géint dës Blauzungenkrankheet kënnen versécheren an dass de Staat 65 % vun den Assurancëprimmern iwwerhëlt.

Réfugiés afghans | Question 1109 (19/08/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Zesummenhang mat Berichter, dass Asylanten aus Afghanistan, déi an Däitschland den Asylstatus kritt hunn, fir hir Vakanz an hiert Hierkonftsland zeréck gereest sinn, sot de Joachim Stamp, de Spezialvertrieeder vun der Bundesregierung fir Migratiounsofkommes an Däitschland: „Die Behörden müssen sicherstellen, dass Menschen, die bei uns Schutz beantragt haben, aber im Heimatland Urlaub machen, unmittelbar ihren Schutzstatus verlieren und nicht mehr in Deutschland bleiben können.“

An deem Kontext géif ech gär dem Här Bausseminister follgend Froe stellen:

1. Awéiwäit deelt d'Regierung d'Usiicht vum Här Stamp, a wat fir Moossname gi geholl, fir änlech Fäll zu Lëtzebuerg ze verhënneren?
2. Wéi bewäert déi lëtzebuergesch Regierung sou Fäll am Kontext vun eiser nationaler Migratiounspolitik, besonnesch mat Bezuch op d'Glafwierdegkeet vun Asylunträg?
3. Sinn der Regierung Fäll bekannt vu Leit, déi den Asylstatus kritt hunn an dann awer an hiert Hierkonftsland fir eng kuerz Zäit gereest sinn? Wat fir Prozedure sinn da virgesinn? Kréien déi Leit direkt hiren Asylstatus nees ewechgeholl?
4. Wat fir Schrëtt plangt d'Regierung fir sécherzestellen, dass Asylverfahren zu Lëtzebuerg weiderhi gerecht sinn a gläichzäiteg viru Mëssbrauch geschützt ginn?

Réponse (11/09/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg internationale Schutz ufreet, kann 2 Zorte vu Schutz kréien, dëst ofhängeg vun de Critèren, déi erfëllt sinn. Engersäits gëtt

et de Flüchtlingsstatut laut der Genfer Konvention an anerkannt gëtt et de subsidiär Schutz, dee vun europäeschen Direktiven definéiert ass. Et ass wichteg, dësen Ënnerscheed ze maachen, well d'Rechter a Pflichte jee no Statut variéieren. Den unerkannte Flüchtling muss säin nationale Pass ofginn a kritt e speziell Reesdokument fir Flüchtlingen, virgesi vun der Genfer Konvention, ausgestellt, an deem ausdrécklech steet, dass dësen net gültig ass fir Reesen an dat respektiiv Heemechtsland. Eng Persoun, déi de subsidiär Schutzstatus huet, kritt kee Reesdokument a muss am Prinzip e Pass aus hirem Heemechtsland virleeën. Si dierf doduerch och an hiert Heemechtsland zeréck reesen.

Well et engem unerkannte Flüchtling am Prinzip net erlaabt ass, an säin Heemechtsland ze reesen, kann esou eng Rees effektiv dozou féieren, dass déi Persoun hire Schutzstatus oferkannt kritt. Bei der Ausreis aus dem Schengen-Raum ginn d'Päss vu Grenzbeamte kontrolléiert. De Memberstaat, deen de Flüchtlingspass ausgestellt huet, gëtt gegebenefalls dorivver informéiert. Wann d'Generaldirektion fir Immigration Kenntnis vun esou engem Fall huet, gëtt déi concernéiert Persoun convoquéiert, fir Explikatiounen dozou ze ginn. No esou enger Entrevue an no enger spezifescher Analys vun deem eenzelne Fall kann eng Ofkennung vum Statut, laut dem Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwer den internationale Schutz an temporäre Schutz, envisagéiert ginn. Dëst ass de Fall, wann d'Persoun sech erëm dauerhaft an hirem Land néiergelooss huet, wann si, nodeems si de Flüchtlingsstatut kritt huet, d'Autoritéit vun hirem Heemechtsland kontaktéiert huet, fir sech zum Beispill en neie Pass ausstellen ze loossen, oder wann d'Grënn, weinst deenen d'Persoun de Flüchtlingsstatut unerkannt kritt huet, net méi existéieren. Den einfache Retour oder kuerzen Openthalt an d'Heemechtsland sinn net vum Gesetz virgesinn a ginn eleng net duer, fir de Flüchtlingsstatut ofzerkennen.

Am Fall, wou de Flüchtlingsstatut awer oferkannt gëtt, muss déi concernéiert Persoun Lëtzebuerg verloossen.

ad 2. Kritt d'Generaldirektion d'Informatioun, dass ee Flüchtling a säi Land zeréck war, esou gëtt iwwerpréift, aus wéi engem Grond d'Persoun zeréck war, a fir wéi laang. Esou ee Retour kann effektiv een Unhaltspunkt sinn, dass d'Persoun net méi a Gefor ass oder hir Fluchtgrënn net der Wouerecht entsprach hunn. Wann dat de Fall ass, da kann de Statut oferkannt ginn. Fir dëst erauszefannen, si laang a komplex Analysen néideg an et gëtt ëmmer individuell gekuckt, wat d'Motiver vun der Persoun waren.

ad 3. Der Regierung sinn eenzel Fäll bekannt vun Flüchtlingen, déi fir eng kuerz Zäit an hiert Heemechtsland gereest sinn.

Des Weidere sief op d'Äntwert op d'Fro 1 verweisen.

ad 4. Demanden, fir internationale Schutz ze kréien, ginn zu Lëtzebuerg op Basis vun de Critère analyséiert, déi aus der Genfer Konvention respektiv aus europäeschen Direktive kommen. Zu Lëtzebuerg gëtt all Demande individuell an objektiv gekuckt, et gi keng pauschal oder automatesch Decisiounen geholl. Dës Analysen déngen och derzou, Fäll vun eventuellen Abusen ze detektéieren an doraus déi néideg Konsequenzen ze zéien.

Ausserdeem ass d'Regierung aktuell aktiv dobäi, den neien europäeschen Asylpakt an den nationale Kontext ëmzesetzen. Déi Texter, déi 2026 wäerten a Kraaft trieden, bréngen eng ganz Rei weider Garantien mat sech fir sécherzestellen, dass d'Prozeduren zu Lëtzebuerg an a ganz Europa weiderhi gerecht sinn a gläichzäitig viru Mëssbrauch geschützt ginn.

.....

Affaire Caritas | Question 1110 (19/08/2024) de M. Franz Fayot | Mme Taina Bofferding | Mme Claire Delcourt (LSP)

En date du 14 août 2024, le Gouvernement a publié un communiqué informant le public d'une réunion de cinq ministres afin de discuter des suites à réserver à l'affaire Caritas.

Contrairement aux déclarations assez catégoriques du Premier ministre devant les députés en juillet 2024 que « Caritas ne toucherait plus un seul euro » avant que la lumière ne soit faite sur l'affaire, le Gouvernement a fait savoir qu'il envisageait désormais de continuer les financements aux entités qui n'étaient pas concernées par la fraude. Parallèlement, le comité de suivi instauré auprès de Caritas aurait décidé de constituer deux entités nouvelles au sein du groupe Caritas destinées à recevoir, pour l'une, les activités, le personnel et les financements nationaux et, pour l'autre, les activités internationales relevant de la coopération. Les nouvelles entités devraient assurer la continuité des activités de Caritas, alors que les anciennes entités touchées par la fraude et le détournement des actifs et obérées par les deux lignes de crédit de 33 millions d'euros seraient maintenues en suspens en attendant l'éclaircissement de la fraude.

Sur le front judiciaire, le parquet a communiqué son avis selon lequel il s'agirait dans la fraude Caritas d'une « arnaque au président », avis qui soulève des questions alors même que les arnaques au président sont presque toujours des opérations uniques et non pas des détournements impliquant plus d'une centaine de virements effectués sur plusieurs mois.

Dans le contexte de ces nouveaux développements nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs le Premier ministre, le Ministre des Finances, le Ministre de la Famille, des Solidarités et du Vivre ensemble et le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération :

1) Sous quelles conditions le Gouvernement serait-il prêt à maintenir les financements au bénéfice de Caritas ? Est-ce que ces financements iraient aux nouvelles entités Caritas constituées par le comité de suivi ? Est-ce que les banques créancières de Caritas ont signalé leur accord avec une telle solution, alors que les financements à venir de l'État étaient présentés comme garantie des lignes de crédit octroyées ?

2) Selon quelle gouvernance fonctionneront ces deux nouvelles entités ? Qui en constituera le conseil d'administration et qui sera en charge de la gestion journalière ? Est-ce que les nouvelles entités de Caritas continueront à fonctionner sous la tutelle du diocèse ?

3) Est-ce que les entités « Fondation Caritas » et « Caritas Accueil et Solidarité » seront à terme liquidées ?

4) Sur les 29 millions d'euros décaissés par l'État depuis le début de l'année 2024, combien ont été détournés dans le cadre de la fraude ayant touché Caritas ?

5) En ce qui concerne plus particulièrement les projets de coopération internationale, est-ce qu'une reprise des projets en cours par une nouvelle entité Caritas sera possible, alors même que les financements réservés à ces projets ont été dérobés en tout ou en partie ? Est-il prévu de réduire l'envergure des projets concernés ? Quels sont les pays les plus touchés par le vol des fonds de Caritas, en ce qui concerne d'éventuels projets non réalisables ?

Réponse (17/09/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | M. Max

Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) Suite au détournement massif de fonds constaté en juillet 2024, les ministres concernés ont décidé de suspendre les paiements aux entités de Caritas au vu des risques posés par une gouvernance douteuse et les conditions de cession associées aux lignes de crédit contractées par la Fondation Caritas Luxembourg. À noter que les paiements envers les entités non affectées par la fraude ont entre-temps repris, après avoir transmis les assurances de gouvernance nécessaires.

Au vu de la situation financière des entités Fondation Caritas Luxembourg et Caritas Accueil et Solidarité, le Gouvernement a décidé de mettre en œuvre une solution de paiement transitoire en septembre permettant aux entités concernées de maintenir les activités effectuées pour le compte de l'État dans le cadre des conventions existantes.

En ce qui concerne la nouvelle entité, des nouvelles conventions jusqu'à la fin de l'année 2024 seront signées entre l'État et la nouvelle entité pour les activités nationales conventionnées jusqu'à présent. Il va de soi que le Gouvernement exigera des assurances de gouvernance renforcées, dont le paiement des avances de façon mensuelle au lieu de trimestrielle, dans l'objectif de protection des deniers publics. Par ailleurs, l'État se réserve le droit d'imposer à tout moment un audit.

Concernant les lignes de crédit contractées par la Fondation Caritas Luxembourg, il convient de noter que cette dernière conteste la validité de ces lignes de crédit couvertes par des cessions de créance portant sur les conventions de l'État.

ad 2) Afin d'assurer la neutralité, il convient de noter que PwC a été chargé avec la création de la nouvelle entité.

PwC a annoncé la création d'une nouvelle entité sous forme d'association sans but lucratif, dénommée « Hëllef um Terrain », à partir d'octobre 2024.

Les membres fondateurs qui apporteront par ailleurs le capital initial ont été récemment annoncés par le comité de crise de Caritas.

ad 3) Il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur une éventuelle dissolution de ces entités.

Or, du moins à court terme, il est nécessaire que les deux entités continuent à exister afin de finaliser les décomptes et pour encadrer les procédures judiciaires.

ad 4) En ce qui concerne la balance de paiements nette entre l'État et les différentes entités affectées de Caritas, il ressort, sur base de décomptes provisoires, qu'au 31 août 2024, la balance était en faveur des entités de Caritas. Tandis que des fonds étatiques ont fait partie du détournement, notamment les fonds en relation avec la coopération internationale (5,2 millions d'euros), l'État reste redevable aux entités Caritas pour la prestation d'activités en 2022, 2023 et 2024, vu que les activités ont continué à être prestées au service des personnes vulnérables. D'après les dernières estimations, il s'agit d'un montant d'environ 2,65 millions d'euros que l'État est redevable aux entités affectées de Caritas (l'État doit 4,49 millions d'euros à FCL) (CAS doit à l'État un montant de 1,84 million d'euros).

À noter que la prestation continue des activités au mois de septembre crée de créances additionnelles de l'État envers la Fondation Caritas Luxembourg.

ad 5) La Fondation Caritas Luxembourg a annoncé de ne pas poursuivre ses activités au niveau international. L'enquête est toujours en cours pour identifier le montant précis des détournements affectant les projets et

programmes de la coopération internationale. Il revient à Caritas d'informer le Gouvernement de ses intentions relatives à ses engagements contractuels, eu égard à la fraude qui a manifestement eu lieu. Le Gouvernement se réserve toutes les voies de recours en cas de non-respect de ces engagements.

Diffusion de fausses informations sur les réseaux sociaux | Question 1111 (20/08/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Sur les réseaux sociaux, on trouve régulièrement des messages qui ne correspondent pas à la vérité. Cela peut même aller jusqu'à porter gravement atteinte à l'intimité des personnes en diffusant des informations totalement fausses. Souvent, ces diffusions concernent des personnes physiques ou morales, qui se voient alors contraintes de porter plainte auprès du parquet pour diffamation ou calomnie. Apparemment, le parquet lui-même ne dispose pas de moyens suffisants pour obliger les services en ligne à supprimer immédiatement les faux contenus. Il existe donc une nécessité qui implique de continuer à lutter systématiquement contre la diffusion de fausses informations sur les réseaux, en renforçant la réglementation, les contrôles, l'éducation aux médias et les relations avec la presse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, Ministre des Médias déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité :

- 1) Madame la Ministre est-elle au courant de ce phénomène omniprésent qui concerne les personnes physiques ou morales ?
- 2) Combien de plaintes ont été déposées ces dernières années pour diffusion de fausses informations sur des personnes physiques ou morales sur les réseaux sociaux ?
- 3) Comment la ministre compte-t-elle lutter contre ce phénomène ?
- 4) Madame la Ministre peut-elle confirmer que le parquet ne dispose pas des moyens nécessaires pour contraindre les services en ligne à supprimer immédiatement les faux contenus ?
- 5) Des adaptations de la législation en vigueur sont-elles prévues dans ce contexte ?
– Si oui, lesquelles ?

Réponse (25/09/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) La rapidité de diffusion des contenus en ligne implique que les contenus illicites ciblant une personne physique et morale peuvent avoir un impact important de façon quasi instantanée. Au vu de l'envergure de ce phénomène dont le Gouvernement est évidemment conscient, les plateformes en ligne ont été responsabilisées au niveau de l'Union européenne par le Digital Services Act (« DSA ») qui est en cours de transposition¹². Ce règlement européen les oblige dans un premier temps à la transparence de leurs décisions en matière de modération des contenus en cas d'activités

inappropriées, et dans un second temps, à la protection des utilisateurs contre les pratiques trompeuses et le profilage inapproprié de leurs données à des fins de publicité et de recommandation.

ad 2) Il faut noter qu'il n'existe pas d'infraction spécifique qui incrimine la diffusion de fausses informations. Si ces dernières concernent des personnes physiques et morales, les articles 443 à 452 du Code pénal relatifs à la diffamation, la calomnie et l'injure pourront trouver leur application. Les statistiques ne différencient pas entre les infractions commises en ligne et celles commises hors ligne.

Tableau 1 : Total des affaires nouvelles en matière de diffamation, calomnie et injures par année de la prise en charge au parquet

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) et 5) Il est à noter que les contenus illicites hors ligne le sont également en ligne. Le Code pénal criminalise ainsi la diffamation, la calomnie et l'injure aux articles 443 à 452 du Code pénal ; la discrimination et l'incitation à la haine aux articles 454 à 457-4 du Code pénal ; le harcèlement à l'article 442-2 du Code pénal ; l'incitation à la violence et au terrorisme à l'article 135-11 paragraphes 1 et 2 du Code pénal.

En outre, la récente modification de la nouvelle loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias garantit désormais à toute personne visée par la diffusion d'un fait inexact le droit à une rectification qui sera diffusée dans des conditions similaires et publiée à la suite de l'information en cause, soit accessible à partir de celle-ci (article 43, alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias).

Tel qu'indiqué ci-avant, les instruments législatifs nationaux de lutte contre la désinformation ont été récemment complétés au niveau européen par le règlement (UE) 2022/2065 relatif à un marché unique des services numériques (Digital Services Act – DSA). Ce texte, entré en vigueur le 17 février 2024, vise à responsabiliser les plateformes en ligne dans la lutte contre la diffusion de contenus illicites et à contribuer à réduire la diffusion de contenus illégaux ou préjudiciables.

Le DSA oblige les plateformes en ligne (par exemple les réseaux sociaux, les plateformes de partage de vidéos ou les places de marché en ligne) à mettre en place des mécanismes pour lutter contre les contenus illégaux (par exemple les discours de haine, les contenus extrémistes et à caractère terroriste violents, les contenus discriminatoires illégaux). Ainsi, les utilisateurs peuvent signaler des contenus illégaux directement à la plateforme en ligne, qui doit, par la suite, examiner le contenu et prendre une décision.

En termes de désinformation, le texte prévoit des obligations de diligence accrues pour les réseaux sociaux qualifiés de « très grandes plateformes en ligne » tels que Facebook, Instagram, LinkedIn, X (anciennement Twitter). Ces obligations visent à rendre les réseaux sociaux transparents et plus proactifs dans la lutte contre les fausses informations diffusées à travers leurs services. Ainsi, le DSA leur impose de mettre en place des mécanismes destinés à identifier les fausses informations présentes sur leur plateforme et d'atténuer les risques liés aux campagnes de désinformation. En cas de violation des obligations du DSA, une amende pouvant aller jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires annuel mondial de la plateforme en cause pourra être prononcée.

La Commission européenne est chargée de veiller au respect de ces obligations par les très grandes

plateformes en ligne et a, à ce titre, déjà ouvert une procédure formelle d'infraction contre X (anciennement Twitter) le 18 décembre 2023 pour des manquements présumés aux obligations de lutte contre les contenus illicites et de désinformation. Au Luxembourg, le projet de loi n° 8309 désigne l'Autorité de la concurrence comme coordinateur pour les services numériques. Celle-ci aura pour rôle de surveiller que les plateformes en ligne établies au Luxembourg respectent les obligations de diligence prévues par le DSA. L'Autorité de la concurrence a déjà mis en place des groupes de travail pour coordonner son action avec celle des autorités sectorielles (ALIA, police, ILNAS, CNPD, etc.) et coopère avec la Commission européenne et les coordinateurs pour les services numériques des autres États membres de l'Union européenne.

En ce qui concerne plus spécifiquement le terrorisme, la loi du 24 juillet 2024 portant mise en œuvre du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relative à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne permet l'émission d'injonctions de retrait ou de blocage de contenus à caractère terroriste en ligne.

Le 11 mai 2022, la Commission européenne a, en outre, présenté une proposition de règlement établissant des règles en vue de prévenir et de combattre efficacement les abus sexuels sur enfants en ligne. Cette proposition est encore en cours de négociation au niveau de l'Union européenne. À l'heure actuelle, la détection, la suppression, etc. de matériels pédopornographiques sont réglementées par un règlement 2021/1232 du 14 juillet 2021 relatif à une dérogation temporaire à certaines dispositions de la directive 2002/58/CE (directive e-privacy) en ce qui concerne l'utilisation de technologies par les fournisseurs de services de communications interpersonnelles non fondés sur la numérotation pour le traitement de données à caractère personnel et d'autres données aux fins de la lutte contre les abus sexuels commis contre des enfants en ligne. Ce règlement temporaire prévoit un régime de détection volontaire entouré de plusieurs garanties.

Finalement, il convient d'insister sur le fait que des initiatives purement nationales n'ont guère d'impact, sachant que les espaces en ligne ne connaissent pas de frontières et qu'une approche pénale à elle seule ne peut pas apporter toutes les résolutions adéquates pour contrecarrer les contenus illicites en ligne. Une approche administrative préventive peut dans certains cas s'avérer plus efficace et doit aller de pair avec les initiatives en matière pénale.

ad 4) Dans le cadre d'une instruction judiciaire, le juge d'instruction dispose de la possibilité de saisir les données stockées, traitées ou transmises dans un système de traitement ou de transmission automatisé de données, soit par la saisie du support physique de ces données, soit par une copie de ces données. Toutefois, il est à relever que l'équipement informatique se trouve souvent à l'étranger, dans quel cas les autorités judiciaires sont amenées à recourir à l'entraide judiciaire en matière pénale en vue de requérir les preuves nécessaires.

Ces pouvoirs de droit commun ne permettent cependant pas la suppression immédiate des contenus illégaux visés. En effet, l'effacement définitif sur le support physique ne peut être ordonné par le juge d'instruction que lorsque celui-ci se trouve au Grand-Duché de Luxembourg et qu'il n'a pas été placé sous la main de la justice, et ne peut que concerner des données stockées, traitées ou transmises dans un système de traitement ou de transmission automatisé de données

¹² Projet de loi n° 8309 portant mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques) et portant modification de : 1° la loi modifiée du 14 août 2000 sur le commerce électronique ; 2° la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence.

dont la détention ou l'usage est illégal ou dangereux pour la sécurité des personnes ou des biens.

Le projet de loi n° 8309 portant mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques) précitée sous la question 1) prévoit en outre que l'Autorité de la concurrence peut saisir la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement de Luxembourg afin que cette dernière ordonne une mesure de restriction temporaire de l'accès au service d'un fournisseur concerné, dans les hypothèses prévues par le règlement précité.

Tel que précitée sous la question 3) et 5), un régime spécial existant qui permet le retrait de contenus illégaux par le Ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions est prévu par la loi du 24 juillet 2024 portant mise en œuvre du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne qui permet donc l'émission d'injonctions de retrait ou de blocage de contenus à caractère terroriste en ligne.

Mort de cinq chiens dans une pension canine luxembourgeoise | Question 1112 (20/08/2024) de **M. Jeff Engelen** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

D'Déiereschutzorganisatioun FRIDA ASBL huet RTL géintiwuer bekannt ginn, datt et rezent zu Lëtzebuerg zu engem tragesche Virfall koum, wou fënnf Muppen nom Openthalt an enger Déierepensioun gestuerwe sinn. D'Ursaache vun dese plätzlechen Doudesfäll si bis dato net bekannt, och wann et heescht, datt d'Hëtz kéint eng Roll gespilt hunn. D'Modalitéiten, wien autoriséiert ass, esou eng Pensioun ze bedriewen, fanne sech am Déiereschutzgesetz an iwwerdeems sinn d'Krittären, ewéi een d'Muppen aartgerecht ze halen huet, an engem Règlement grand-ducal vun 2018 fixéiert. Am Kontext vun deem uewe beschriwwenen Incident stellen sech eng ganz Partie Froen, ewéi et dozou konnt kommen an ob déi entsprecheend gesetzlech Dispositiounen och agehale respektiv vun den zoustännegen Autoritéite kontrolléiert goufen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär follgend Froen stellen:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt rezent fënnf Muppen an enger Déierepensioun ëm d'Liewe komm sinn? Gouf an deem Kontext och d'Lëtzebuergser Veterinär- a Liewensmittelverwaltung (ALVA) age-schalt?
2. Goufen an deser Affär bis dato eng oder méi Plaintë beim Parquet deposéiert?
3. Huet de Landwirtschaftsministère respektiv d'ALVA Informatiounen doriwwer, u wat des Muppe gestuerwe sinn? Goufen an deem Kontext Autopsië bei de verstuerwene Muppen duerchgefouert? Falls jo, zu wéi enger klinischer Diagnostik ass ee komm?
4. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt déi am Déiereschutzgesetz virgeschriwwen Dispositiounen, fir eng Déierepensioun opzemaachen, am Fall vun deser spezifescher Déierepensioun agehale goufen? Sinn all entsprecheend Krittären, fir d'Muppen aartgerecht kënnen ze versuergeren, am Fall vun deser spezifescher Déierepensioun kontrolléiert ginn? Falls net, firwat goufen hei net déi néideg Kontrollen duerchgefouert?
5. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt déi am Déiereschutzgesetz virgeschriwwen Dispositiounen, fir eng Déierepensioun opzemaachen,

systematesch an ëmmer agehale ginn? Wéi gëtt an deem Zesummenhang kontrolléiert, ob des Dispositiounen agehale ginn?

6. Wéi vill Demanden, fir eng Déierepensioun opzemaachen, goufen dem Landwirtschaftsministère an de Joren 2021, 2022 an 2023 zougeschéckt? Wéi vill vun desen Demandë goufen accordéiert a wéi vill vun desen Demandë goufe verworf?

7. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt déi am Déiereschutzgesetz virgeschriwwen Dispositiounen, fir Muppen an och aner Déierenzorten aartgerecht ze halen, enger reegelméissegem Kontroll ënnerleien? Wa jo, wéi dacks ginn esou Kontrollen duerchgefouert a wéi dacks ass et an de Joren 2021, 2022 an 2023 zu Verstéiss komm? Wéi enger Natur waren des Verstéiss?

8. Am Hibleck op dee rezente Virfall, wou fënnf Muppen an enger Déierepensioun gestuerwe sinn: Wat gedenkt de Landwirtschaftsministère elo konkret ze ënnerhuelen, fir datt et an Zukunft net méi zu sou Incidente kënn?

Réponse (07/10/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Et sinn effektiv fënnf Muppen an enger Déierepensioun am Süde vu Lëtzebuerg ëm d'Liewe komm. Nodeems d'ALVA doriwwer informéiert gouf, waren d'Veterinärspekteren direkt op d'Plaz kucken an hunn eng Enquête ageleet.

ad 2. Et goufe véier Plaintë gemaach. D'ALVA schafft an deser Affär enk mam Parquet zesummen an d'Enquête vun der ALVA gëtt mam Parquet koordinéiert.

ad 3. Éischt Ermëttlung vum der ALVA hunn erginn, dat déi fënnf Hënn an ënnerschiddleche Situatiounen ëm d'Liewe komm wieren, d'Ënnersichunge sinn awer nach net ofgeschloss. Bei der Enquête huet sech erausgestallt, dass véier vun deene fënnf Hënn zum Zäitpunkt vum Ufank vun der Enquête schonn ageäschert waren, bei dem fënneften Hond gëtt eng Autopsie duerchgefouert, wou awer nach net all Resultater virleien.

ad 4. Vun der concernéierter Déierepensioun goufen déi virgeschriwwen Dispositiounen net agehalen. Déi besoten Déierepensioun hat net déi nom Artikel 6 vum Déiereschutzgesetz erfuerderlech Autorisatioun vum Landwirtschaftsminister, fir hir Tätigkeet dierfen auszuféieren. Der ALVA war bis zum Zäitpunkt vun deem Virfall net bekannt, dass op där Adress iwwerhaapt eng Déierepensioun gefouert gëtt.

ad 5. Fir dierfen eng Déierepensioun zu Lëtzebuerg opzemaachen, muss een Dossier bei der ALVA agereecht gi fir ze beleeeën, datt d'Konditiounen vum Déiereschutzgesetz agehale sinn. An deem Dossier musse follgend Dokumenter agereecht ginn:

- a. Pläng vun den Infrastrukturen a vun den Equipe-menter;
- b. Eng detailléiert Beschreiwung vun den Aktivitéiten;
- c. Eng Lëscht vum Personal an d'Confirmatioun vum Deelhuelen un enger Formatioun iwwer d'Konditiounen vun der Haltung vun de betreffenden Déieren;
- d. Eng Lëscht vun den Déierenarten, déi an der Pensioun betreit ginn;
- e. Eng Beschreiwung vun de Konditiounen, wéi d'Déiere gehale ginn.

Réischt wann den Dossier komplett ass, gëtt eng Visitt op der Plaz vun engem Vétérinärspekter vun der ALVA duerchgefouert fir sécherzegoen, dass déi gefroten Dispositiounen agehale ginn. Wann duerch des Kontroll beluecht ka ginn, datt alles an der Rei ass, kritt d'Déierepensioun eng ministeriell

Autorisatioun, fir op legaler Basis hir Aktivitéit dierfen duerchzuféieren.

ad 6. Demanden:
2021: 6
2022: 9
2023: 14

All déi Demanden hunn d'Dispositiounen erfëllt a sinn accordéiert ginn.

ad 7. Am Kader vum Déiereschutzgesetz gi vun der ALVA permanent Kontrollen duerchgefouert, v. a. am Beräich vun der Déierenhaltung souwuel bei Privatleit wéi och bei kommerziellen Aktivitéite mat Déiere wéi z. B. bei Déierepensiounen. Esoubal e Verdacht besteet, dass op enger Plaz – an enger Déierepensioun oder a soss enger Haltung – eng Situatioun besteet, déi net konform zum Gesetz ass, ginn d'Veterinärspekteren op d'Plaz eng Kontroll maachen.

Verstéiss:
2021: 38
2022: 20
2023: 41

Bei de Verstéiss handelt et sech an deene meeschte Fäll ëm eng net konform Haltung vun den Déieren, wéi net genuch Plaz, Déieren, déi ugestréckt sinn oder a Käfeger gehale ginn, Hygiènesproblemer oder kee Fudder/Waasser op der Plaz.

ad 8.

- Sou séier wéi méiglech Publikatioun vun den autoriséierten Déierepensiounen, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, direkt am Virfeld ze kucken, ob d'Déierepensioun eng Autorisatioun vum Landwirtschaftsminister huet;
- Revisioun vum Déiereschutzgesetz och am Hibleck op d'Autorisatiounen fir d'Déierepensiounen;
- Méiglechkeet, Problemer oder Opfällgkeeten an Déierepensiounen ze mellen: help@deier.lu;
- Kontrolle vun den Déierepensiounen och no der Autorisatioun, souwäit de Personalschlëssel et erlaabt.

All Persoun, déi hiert Déier an eng Pensioun wëll ginn, gëtt geroden, sech virdrun ze informéieren, ob déi Pensioun iwwer déi néideg Autorisatioun vum Landwirtschaftsminister verfüügt a sech d'Autorisatioun gegebenefalls och weisen ze loossen. Zousätzlech sollt een sech ëmmer am Virfeld d'Pensioun selwer ukucke goe fir kënnen ofzeweien, ob dee Konzept zum Déier passt oder awer eventuell eng aner Pensioun méi géeegeent ass.

Gestion locative sociale dans le cadre de l'affaire Caritas | Question 1113 (20/08/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Iwwer d'Gestion locative sociale kann e:ng Proprietär:in Wunnraum un eng Vereenegung verlouen, déi se dann um soziale Wunnengsmaat weidervoulent. D'Vereenegung garantéiert dobäi, d'Wunneng a Stand ze halen an anzesprangen, wann de Locataire de Loyer net méi géif bezuelen. Zu de staatlech konventionéierte Partner fir d'Gestion locative sociale gehéiert ënnert anerem och d'Fondation Caritas Luxembourg Accueil et Solidarité ASBL.

Verständlecherweis veronséichert de Finanzskandal bei der Caritas aktuell eng Rei Persounen, déi der ASBL hir Wunneng am Kader vun enger Gestion locative sociale zur Verfügung gestallt hunn. D'Wunnengsbesëtzer:inne froe sech, ob d'Caritas ugesiichts vun enger eventueller Insolvenz nach zäitno de Loyer iwwerweise géif, am Fall, wou d'Locataire de Loyer net méi géinge bezuelen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Pläng fir sécherzestellen, dass eng Faillite vun der Caritas kee Verloscht vu sozialem Wunnraum mat sech géif bréngen?

2. Huet d'Regierung Pläng fir sécherzestellen, dass am Fall vun enger Faillite vun der Caritas d'Konditiounen an d'Ofsécherunge vun der Gestion locative sociale fir déi concernéiert Locataire a Propriétaires zu all Moment bestoe bleiwen?

Réponse (26/09/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Aktuell gëtt et keen Indice op e Verloscht vu sozialem Wunnraum. D'Propriétaires, déi hir Wunneng aktuell iwwer d'Gestion locative sociale bei der Caritas verlouwen, sinn informéiert ginn, datt e Moratoire op de Payementer vun de Loyere steet. De groussen Deel vun de Propriétaires huet dat mat Versteesdemech uegheoll. Aktuell gëtt awer dru geschafft, fir déi Payementer esou schnell wéi méiglech ze maachen.

ad 2. Déi nei geplangte Struktur „HUT – Hëllef um Terrain“ huet de Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire kontaktéiert an eis matgedeelt, datt si GLS wéilte weiderféieren. De Ministère du Logement wäert an nächster Zäit d'Konventioun mat der Caritas resiliéieren an eng nei Konventioun mat „HUT“ preparéieren.

.....
Eau potable | Question 1114 (20/08/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Selon des informations relayées par des médias allemands, il semblerait que des réservoirs d'eau potable aient récemment été la cible d'intrusions, entraînant, dans le pire des cas, une dégradation de la qualité de l'eau, voire une contamination. Un exemple notable est celui de la ville de Mechnich, dans l'Eifel, où une intrusion a été constatée. Heureusement, aucun problème de contamination dangereuse n'a été signalé dans ce cas.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer sur les dispositifs actuels de sécurisation des réserves d'eau potable au Grand-Duché de Luxembourg ?

2) En cas de nécessité, est-il envisagé de renforcer les mesures de sécurité dans un avenir proche, notamment pour les réservoirs gérés par les communes et les syndicats de communes ? Existe-t-il encore des réservoirs qui ne bénéficient pas de systèmes de sécurité tels que des alarmes et des caméras de surveillance ?

3) Les ministères concernés comptent-ils publier, dans les semaines à venir, une circulaire recommandant un renforcement des mesures de sécurité dans les communes où cela s'avérerait nécessaire ?

4) Enfin, dans quelles communes du pays l'eau potable a-t-elle été contaminée au cours des derniers mois, sans qu'il y ait eu d'intrusion ? Quelle a été la nature exacte de ces contaminations ?

Réponse (07/10/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La sécurisation des réserves d'eau potable est au cœur de la stratégie nationale pour garantir et

pérenniser l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine du pays, tant en termes de qualité qu'en termes de quantité.

Comme prévu par la loi du 23 décembre 2022 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en eau potable (captage, stockage, traitement, distribution) fait l'objet d'une approche fondée sur les risques. Cette approche vise à identifier l'ensemble des événements pouvant survenir et pouvant affecter la qualité et/ou la quantité d'eau potable. Chaque événement identifié fait l'objet d'une mesure à mettre en œuvre afin d'atténuer ou de supprimer le risque. Cette analyse des risques est réalisée par les fournisseurs d'eau potable à savoir les administrations communales et les syndicats intercommunaux. Les fournisseurs disposent depuis 2018 d'un outil, le « Luxembourg Water Safety Plan » (« LuxWSP »), développé par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE). En supplément, certains fournisseurs comme le Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES), le syndicat Distribution d'eau des Ardennes (DEA) et le Syndicat des eaux du sud (SES) disposent de systèmes d'assurance qualité performants et reconnus internationalement.

Au niveau européen, le Luxembourg joue un rôle précurseur sur le plan de la gestion des risques. En effet, la directive européenne sur les eaux destinées à la consommation humaine de 2020, qui a été transposée en droit luxembourgeois par la loi précitée, rend l'analyse des risques obligatoire uniquement à partir de 2027. Or, cette analyse est déjà en vigueur depuis 2018 au Luxembourg. Les fournisseurs d'eau sont par conséquent en mesure d'assurer une gestion efficace de leur réseau et de garantir la sécurité d'approvisionnement en eau.

La sécurisation des accès aux ouvrages d'eau potable et la protection contre les actes de vandalismes ou de sabotage sont des mesures majeures dans le cadre de cette analyse des risques. Chaque fournisseur doit préciser dans l'outil LuxWSP les mesures en place pour assurer cette sécurisation ; en cas d'insuffisance, le fournisseur doit prendre des mesures. Afin de prévenir tout risque, les mesures à mettre en place sur les différents ouvrages sont :

- l'accès restreint aux ouvrages aux seules personnes habilitées,
- la clôture des installations,
- la mise en place de portes sécurisées pour l'accès aux ouvrages,
- la sécurisation des trappes, des fenêtres et des puits de lumière,
- la mise en place de capteurs d'alarme anti-intrusion sur les portes avec report des alarmes 24h/24 et 7j/7 sur le système de télésurveillance,
- la réalisation de visites de surveillance par du personnel habilité.

Un certificat d'excellence « Drèpsi » est remis par le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, en collaboration avec l'AGE, aux fournisseurs d'eau ayant réalisé l'évaluation des risques afin de valoriser leurs efforts pour garantir l'approvisionnement en eau potable. Le certificat d'excellence « Drèpsi » se caractérise par différents niveaux d'excellence (platine, or, argent et bronze) attribués – après la réalisation d'un audit par l'AGE – en fonction du niveau de maîtrise des risques pour les différents types d'infrastructures (ressource, stockage, traitement, distribution).

À ce jour, 60 fournisseurs d'eau sur 105 disposent d'un certificat d'excellence validé par l'AGE.

Finalement, il est à souligner qu'en cas d'événement improbable, le Conseil de Gouvernement a approuvé et rendu exécutoire en date du 8 septembre 2017, un plan d'intervention d'urgence en cas de rupture d'approvisionnement en eau potable (« PIU eau potable »).

ad 2) Les fournisseurs disposent à ce jour déjà d'une très bonne gestion de la sécurité des accès aux infrastructures. Ceci s'explique par une excellente conscience professionnelle et des mécanismes de contrôle rigoureux (voir réponse précédente). Une grande partie des fournisseurs d'eau disposent également de caméras de surveillance ou encore de personnel permanent de surveillance sur site.

Le certificat d'excellence « Drèpsi » décrit dans la réponse précédente a une durée de validité maximale de 6 ans. La démarche d'audit et d'attribution du certificat est un processus continu et permet encore d'avantage de développer des concepts de sécurisation de plus en plus performants tenant compte du progrès technologique (vidéosurveillance, télésurveillance, etc).

ad 3) Les dispositifs en place n'ont identifié aucune lacune qui nécessiterait un renforcement à très courte échéance des mesures de sécurité par voie de circulaire.

L'analyse des risques des systèmes d'approvisionnement en eau potable est – comme expliqué dans les réponses précédentes – un travail continu impliquant l'ensemble des acteurs. Le contrôle par l'AGE par le biais d'audits réguliers est un élément important garantissant une sensibilisation des fournisseurs d'eau. L'ensemble de la démarche de maîtrise et la gestion des risques, quels qu'ils soient, est un pilier majeur dans le cadre des échanges et des communications régulières entre l'AGE, le MECB et les fournisseurs pour sécuriser au quotidien l'approvisionnement en eau potable.

ad 4) En juillet 2024, l'eau potable a fait l'objet d'une non-conformité de la qualité de l'eau sur la commune de Mersch (présence d'entérocoques et d'Escherichia coli). Cette non-conformité a fait l'objet d'une restriction de consommation. Elle serait liée à la dégradation temporaire de la qualité d'une ressource communale suite à une période de fortes pluies au niveau d'un captage d'eau souterraine dont la zone d'alimentation est particulièrement vulnérable. Des investigations sont en cours pour connaître l'origine exacte de cet événement et régler le problème avant la remise en service de la ressource concernée. La vigilance des responsables a permis une détection rapide et la mise en place de mesures adéquates pour ne pas mettre en danger la santé des consommateurs. Il est également à souligner que pour plus de 80 % des captages d'eau potable, des zones de protection ont été délimitées conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et que des mesures obligatoires et volontaires sont en vigueur pour réduire autant que possible les risques de pollution des captages.

En septembre 2024, l'eau distribuée sur une partie de la commune de Rambrouch a également fait l'objet d'une non-conformité (présence d'un entérocoque). Cette non-conformité a elle aussi fait l'objet d'une restriction de consommation. L'origine de cette contamination est en cours d'investigation par la commune avec le support de la DEA.

Grâce à une bonne gestion et à une maîtrise anticipée des risques ainsi qu'à des contrôles adaptés des systèmes d'approvisionnement, les cas de non-conformités constituent des situations exceptionnelles et très rares. L'eau potable est l'aliment le plus contrôlé au Luxembourg et sa qualité est excellente.

Programmes de dépistage précoce des cancers | Question 1115 (20/08/2024) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Dans le cadre du programme du dépistage du cancer colorectal, des kits de dépistage seront proposés à partir du 1^{er} septembre 2024 aux résident.e.s âgé.e.s entre 45 et 74 ans. Selon les informations disponibles, la participation automatique au programme serait limitée aux résident.e.s affilié.e.s auprès de la CNS. Les personnes non résidentes et affiliées à la CNS doivent demander leur invitation auprès de la Direction de la santé, alors que pour les personnes non affiliées à la CNS, la participation se fait soit aux propres frais soit sur base d'une prescription médicale classique. Les mêmes critères semblent être applicables pour le programme de mammographie.

La catégorie des résident.e.s non affilié.e.s à la CNS comprend également les personnes en situation de précarité pour lesquelles les actions de médecine préventive aux frais propres ou sur base d'une prescription médicale sont financièrement inaccessibles.

Étant donné que le régime luxembourgeois de sécurité sociale doit offrir une protection et des prestations à tou.te.s les résident.e.s, je voudrais demander dès lors des renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Les personnes bénéficiant de la CUSS sont-elles intégrées dans les programmes de dépistage précoce des cancers ?

2) Quels sont les efforts entrepris afin d'intégrer les personnes non affiliées en situation précaire dans les programmes de dépistage précoce des cancers ?

3) De quelle manière les personnes non résidentes et affiliées à la CNS sont-elles informées du fait qu'elles peuvent demander auprès de la Direction de la santé à participer au programme de dépistage ?

Réponse (25/09/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Pour les programmes de dépistage organisés, l'envoi des invitations se fait sur base de la résidence au Luxembourg (adresse RNPP) et de l'affiliation à la CNS en tenant compte du sexe et de l'âge. Dès lors que les critères d'éligibilité sont respectés, les personnes concernées reçoivent une invitation. C'est le CCSS qui fournit le statut d'affiliation et l'adresse des bénéficiaires.

Concernant plus spécifiquement les personnes bénéficiant de la CUSS, le fonctionnement même de cette couverture universelle implique que ses bénéficiaires font partie des personnes incluses dans le programme de dépistage précoce des cancers. Étant donné que la plupart de ces bénéficiaires n'ont pas d'adresse personnelle, ce sont les associations partenaires de la CUSS qui reçoivent les courriers destinés aux bénéficiaires et les remettent aux personnes dans le cadre de leur suivi régulier.

ad 2) Les personnes non affiliées en situation précaire sont accompagnées et peuvent bénéficier d'un suivi médical par certaines associations du secteur conventionné par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. L'offre de soins est proposée par l'association responsable du bénéficiaire et consiste en un suivi médical adapté tenant compte des priorités de santé publique et des soins urgents.

ad 3) Les campagnes de sensibilisation mentionnent régulièrement la possibilité pour les non-résidents de faire la demande d'une invitation aux programmes de dépistage auprès de la Direction de la santé.

Par ailleurs les différents événements comme Mars bleu ou Octobre rose sont des occasions supplémentaires pour rappeler la proposition de dépistage.

Enfin le site sante.lu rappelle sur ses pages dédiées aux dépistages des cancers que seuls les résidents sont invités automatiquement, mais que les non-résidents répondant aux mêmes critères d'âge, de sexe et d'affiliation peuvent faire la demande d'une invitation à la Direction de la santé.^{13 14}

Congé collectif dans le secteur du bâtiment | Question 1116 (20/08/2024) de Mme Taina Bofferding | M. Georges Engel (LSAP)

De 14. August 2024 huet den Här Minister an engem Interview mat RTL a Fro gestallt, ob de Congé collectif am Bausecteur nach zäitgeméiss wier. Hie wéilt dofir mat de Sozialpartner diskutéieren, fir eng aner Lösung ze fannen. Dës Ausso kënn émsou méi iwwerraschend, well se net am Koalitionsaccord vun der Regierung ermëzefannen ass.

Mir wëllen den Här Minister drun erënneren, dass de Congé collectif e feste Bestanddeel vum Kollektivvertrag am Bausecteur ass, deen deemno tëschent de Sozialpartner nei verhandelt misst ginn. D'Ännere vum Congé collectif ass domat keng Regierungskompetenz (Artikel L. 164-8 vum Code du travail). Souwuel d'Gewerkschaften OGBL an LCGB wéi och den Daachverband vun de Baumentreprise gesinn awer kee Grund, fir de Congé collectif a Fro ze stellen.

An deem Zesammenhang wëlle mir dem Här Aarbechtsminister dës Fro stellen:

1. Gouf et am Virfeld vun den Aussoe vum Här Minister Gesprécher mat de Sozialpartner?

2. Nodeems d'Sozialpartner keng Demande fir eng Verännerung vum aktuelle System gesinn, hält de Minister trotzdeem u senger Iddi fest?

3. Wa jo, wéi begrënnt den Här Minister, dass eng Alternativ zum Congé collectif néideg ass?

4. Wéi soll déi Alternativ konkret ausgesinn?

5. Wëssend, dass d'Derogatiounen schon haut accordéiert kënnen ginn (Annex V vun der Convention collective), kann den Här Minister Zuelen doriwwer liwweren, wéi vill Derogatiounen an de Joren 2022, 2023 an 2024 ugefrot, refuséiert an accordéiert goufen?

Réponse (18/09/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1. D'Ännere vum Congé collectif respektiv vum Kollektivvertrag am Bausecteur ass keng Regierungskompetenz an deemno och net am aktuelle Koalitionsaccord vun der Regierung virgesinn.

Am RTL-Interview de 14. August 2024 huet de Minister wëlle seng Bereetschaft signaliséieren, fir dese Sujet mat de Sozialpartner ze diskutéieren – falls op dësem Punkt géif Handlungsbedarf bei de Sozialpartner bestoen.

ad 2. cf. Äntwert op d'Fro N° 1.

ad 3. Net applikabel.

ad 4. Net applikabel.

ad 5. An de Joren 2022, 2023 an 2024 goufe follgend Ufro gemaach, fir während dem Congé collectif kënnen ze schaffen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

¹³ <https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/c/cancer-colon-depistage.html>

¹⁴ <https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/c/cancer-sein-depistage.html>

Travailleurs handicapés | Question 1117 (20/08/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Den Aarbechtsminister war de 14. August Invité bei RTL Radio. Hei huet hien eng Rei Ablécker ginn an d'Projeten, déi den Aarbechtsministère am Moment virundreift, a seng Prioritéite präsentéiert. Et ass am Interview och ëm d'Theema „Handicap op der Aarbechtsplaz“ gaangen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Fro stellen:

1. Am Interview seet de Minister, dass sech vill Leit d'lescht Joer um spezifeschen Jobday fir Persoune mat Handicap vun der ADEM gemellt haten.

Wéi vill Persoune waren sech um Jobday Handicap vun der ADEM virstelle komm?

Wéi vill Persoune konnten no dësem Jobday eng Aarbechtsplaz ufänken?

Ass ee weideren Jobday an deem Sënn fir dës Leit geplang?

2. De Minister erkläert, dass säi Ministère mat der ADEM géif dru schaffen, fir de Wee op den éischten Aarbechtsmaart fir Leit mat engem Handicap ze vereinfachen. Wéi soll dës Vereinfachung konkret ausgesinn?

3. Den Aarbechtsminister schwätzt am Interview mat RTL dovun, dass d'Formatiounen fir Leit mat Handicap missten ausgebaut ginn. Um Terrain héiert een, dass d'Formatiounen net de gréisste Problem wieren, mee den Amenagement vun den Aarbechtsplaze leider géif ville Leit Weeër verspären. Wat wëll de Minister hei maachen?

Wëssend, dass d'Assistance à l'inclusion dans l'emploi kaum genotzt gëtt, wéi d'Äntwert op d'Fro 6181 gewisen hat, gëtt et hei mëttlerweil méi Patronen a Mataarbechter, déi vun dëser Assistance profitéiert hunn?

Réponse (23/09/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1. Insgesamt huet d'ADEM tëschent 800 an 900 Persoune um Jobday „Handicap & reclassement“ aus dem Joer 2023 gezielt. D'Kandidate waren op fräiwëlleger Basis sur place an haten de Statut vum Salaré handicapé oder/a vum Reclassement externe.

Wéi vill Embauchen et genau opgrond vun deem Jobday gouf, ass net gewosst. Par contre hunn sech 2 vun 18 Employeuren, déi matgemaach hunn, direkt bei der ADEM zeréckgemellt fir matzedeele, dass si zwou Persoune an de Stage de professionnalisation geholl hunn an och duerno fest agestallt hunn.

Och wann déi genau Zuel vun den Embauchen opgrond vun dem Jobday 2023 net gewosst ass, esou ass gewosst, dass déi Rencontre tëschent den Employeuren an de Persoune mam Statut vum Salaré handicapé an/oder am Reclassement den Employeuren et erlaabt huet, sech en anert Bild vu Persoune mat enger Behënnerung ze maachen. De Retour, deen d'ADEM vun den Employeuren, déi deen Dag sur place waren, krut, war, dass den Dag hinne gewisen huet, dass si hir fräi Aarbechtsposten a Prozesser nei iwwerdenke mussen an aneschtens opdeelen, fir an Zukunft esou och Persoune mat enger Behënnerung/am Reclassement kënnen anzestellen.

Den 8. Oktober 2024 gëtt e weideren Jobday fir Persoune mam Statut vum Salaré handicapé an/oder am Reclassement externe organiséiert.

ad 2. Eng éischt administrativ Vereinfachung ass, dass eng Persoun mam Statut vum Salaré handicapé och um éischten Aarbechtsmaart ka schaffen (partiell

oder ganz), och wann si ursprüngelech eng Orientatioun fir den Atelier protégé vun der Commission d'orientation et de reclassement professionnel kritt huet.

Des Weidere gëtt d'Demarche, fir dass den Employeur bei der Embauche vun enger Persoun mam Statut vum Salarié handicapé eng Participation au salaire kritt, vereinfacht.

Duerch eng zweet Editioun vum Jobday „Handicap & reclassement“ den 8. Oktober 2024 soll d'Insertioun op den éischten Aarbechtsmarché weider vereinfacht ginn.

Doriwwer eraus ginn 2024 mat der Ënnerstëtzung vum Aarbechtsministère dräi nei Projeten en place gesat:

– Zesumme mat den Associatiounen UFEP, IMS an der Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale gëtt eng Formatioun fir d'Employeuren an hir Mataarbechter iwwert d'Thema Behënnerung op der Aarbechtsplatz ugebueden.

– Am Kader vun engem FSE-Projet lancéiert d'ADEM, zesumme mam House of Training an dem Institut national pour le développement durable et la RSE (INDR), de Projet „Fit 4 Inclusion“, wou et drëms geet, fir Demandeurs d'emploi, déi de Statut vum Salarié handicapé hunn oder/am Reclassement sinn, e ganz geziiltten Accompagnement unzebidden (Coaching, Formations, Ateliers d'insertion, Networking etc.), fir Fouss um éischten Aarbechtsmarché ze faassen.

– An Zesummenaarbecht mat IMS ginn Entreprisë geziilt beroden a begleet, fir hir Strukturen a Prozesser vun Ufank u méi inklusiv a behënnerteregerecht ze organiséieren.

ad 3. Esou wéi et am Gesetz vum 12. September 2003 virgesinn ass, kann d'Persoun, déi de Statut vum Salarié handicapé huet, esouwéi och hiren Employeur, vun enger staatelecher Bähëllef fir speziell Amengementer vun der Aarbechtsplatz profitéieren. 2023 hunn 20 Employeure vun dëser Aide Gebrauch gemaach; 2024 hu bis haut 12 Employeuren dës Bähëllef ugefont.

Wat d'Assistance à l'inclusion dans l'emploi betrëfft, huet d'Situatioun sech net geännert an d'Mesure gouf net weider genotzt.

Den Aarbechtsminister ass sech de Limitte vum aktuelle System bewusst. Dofir soll d'Gesetz iwwert d'Assistance à l'inclusion dans l'emploi och reforméiert ginn. En interministerielle Groupe de travail ass zesumme gesat ginn, fir un dëser Reform ze schaffen.

Présence des chrysophycées dans les eaux au Luxembourg | Question 1118 (21/08/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

An der Oder an an hiren Zouflëss stierwen aktuell massiv Fësch wéinst enger Verbreedung vu Goldalgen (Prymnesium parvum), déi duerch Hëtzt an Industrieofwaasser gefërdert gëtt. Fir dës Problem ze bekämpfen, setzen déi polnesch Autoritéiten op Waasserstoffperoxid, eng Chemikalie, déi déi invasiv Algen zu 99 Prozent eliminéiere kann, ouni aner Liebewiese staark ze beaflossen. Zousätzlech gouf och de Waasserzoulaaf zum Kanal gestoppt, fir d'Ausbredung vun den Algen ze verhënneren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Sinn dem Här Minister Fäll vu Goldalgen an de lëtzebuergesche Flëss oder Stauséi bekannt?
2. Ass d'Vebreedung vun dësen Algen zu Lëtzebuerg e Risiko, besonnesch ënner dem Afloss vun der Hëtzt an eventuellen Industrieofwässer?

3. Kéint de Gebrauch vu Waasserstoffperoxid als Mëttel géint d'Ausbredung vu schiedlechen Algen och hei zu Lëtzebuerg eng Léisung sinn?

4. Gëtt et aner präventiv oder reaktiv Moosnamen, déi Lëtzebuerg kann ënnerhuelen, fir seng Gewässer virun enger änlecher Situatioun ze schützen?

Réponse (07/10/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Hei zu Lëtzebuerg gouf et onse Kenntnisser no nach keng Noweiser vun der Goldalgenart „Prymnesium parvum“.

ad 2. D'Alg „Prymnesium parvum“ ass eng Alg, déi natierlecherweis a Brackwaasser virkënn, dat heescht, a Waasser mat méi enger héijer Salzkonzentratioun.

Jee no Salzkonzentratioun am Waasser reproduzéiert sech „Prymnesium parvum“ bei Waassertemperaturen tëscht 20 °C an 30 °C besonnesch séier. Ënner ideale Konditiounen verduebelen dës Algen hir Biomass bannent e puer Deeg.

Massentwécklung vu „Prymnesium parvum“ goufe bis elo a Séie mat enger Leitfäegkeet vun 1.700 bis 32.000 µS/cm dokumentéiert, an a staureguléierte Flëss mat enger Leitfäegkeet vun 2.000–5.100 µS/cm.

Zu Lëtzebuerg hu mir am Stauséi Leitfäegkeete vun 125 µS/cm, deemno bitt de Stauséi dëser Goldalgenart kee Liewensraum. An der Musel läit d'elektresch Leitfäegkeet bei 25 °C ëm déi 1.200 µS/cm. Och hei ass déi ideal Salzkonzentratioun fir d'Massenopkomme vu „Prymnesium parvum“ net erreecht, och wann se dës méi no kënn. De Risiko fir Lëtzebuerg ass deemno laut dem aktuelle Fuerschsstand als geréng anzuschätzen.

„Prymnesium parvum“ produzéiert awer och nëmmen ënner bestëmmten Ëmstänn Gefter. Et sinn dës Gefter, déi den aneren Organismen hir Zellen zerstéieren. D'Fësch stierwen an Oxygeenmangel, wann d'Gëft hir rout Bluttkierpercher zerstéiert. Wéini d'Alg hiert Gëft produzéiert a fräisetzt, gëtt am Moment erfuerscht.

ad 3. De Gebrauch vu Waasserstoffperoxid kann d'Konzentratioun vun der Alg zwar lokal erofdrécken, mee dësen huet awer keng nohalteg Wierkung. Eng Uwendung am Flëssgewässer ass wéinst de groussen Quantitéiten, déi noutweneg wieren, net ubruucht an hält och e ganz negativen Impakt op aner Waasserorganismen.

ad 4. Well d'Gefor fir eng Massentwécklung vu „Prymnesium parvum“ héchstens an der Musel besteet, wäert Lëtzebuerg sech enk mat den Nopeschlänner – notamment am Kader vun der internationaler Flösschutzkommissioun – ofstëmmen.

E „Prymnesium“- an e generellen Algen-Monitoring wäerten an Zukunft Fréiwarnsystemer erméiglechen. D'Géigemoosnamen an d'Reaktiounsméiglechkeete bliewen awer beschränkt.

Am Fall vu Gëftkatastrophen a Flëss spillen naturno Niewen- an Augewässer eng wichteg Roll als Neibesiidlungshabitater fir d'Waasserorganismen. Dës bidden der Fëschfauna an anere mobilen Organismen Zougang zu Réckzuchs-, Läich- an Opwuessgebieder. Et ass dofir ganz wichteg, eis Gewässer nees an een natierlechen Zoustand ze bréngen an déi horizontal Vernetzung erëm hierzestellen, besonnesch während de summerlechen Nidderegwässerperioden. Naturno a renaturéiert Gewässer sinn allgemeng besser op zukünftige Erausforderunge virbereet.

Eng Verréngerung vun de Konzentratiounen vun den Nährstoff Phosphor a Stéckstoff géif de Risiko vu weidere „Prymnesium“-Massentwécklung reduzéieren. Dofir ass et wichteg, all d'Moosnamen, déi den 3. Waasserbewirtschaftungsplang vun 2022 virgesäit, sou schnell wéi méiglech ëmzesetzen.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Organisation de tombolas par des maisons des jeunes | Question 1119 (21/08/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Jugendhaus zu Péiteng gouf viru Kuerzem eng Tombola gemaach, woubäi Bongen, mee och Spillkonsole verspillt goufen. D'Missioun vun engem Jugendhaus ass et u sech, fir sozio-educativ a kulturell Aktivitéiten op engem gemeinsamen Treffpunkt fir Jonker unzebidden. Esou steet et mol an der Statute vun der ASBL vu Jugendhaus geschriwwen. Iwwerdeems gëtt d'Jugendhaus finanziell vum Ministère fir Bildung a Jugend subventionéiert. Et ass dofir duerch aus derwäert, sech d'Fro ze stellen, ob d'Organisatioun vu Glécksspiller dëser Missioun gerecht gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Fro stellen:

– Wat denkt de Minister doriwwer, dass eng ASBL, déi Jonke sozio-educativ a kulturell Aktivitéiten zouféiere soll, hir Ressourcen (an domadder och déi vu staatleche Subventiounen) benotzt, fir Glécksspiller ze organiséieren? Ënnerstëtzt de Minister dës Aktivitéiten?

Réponse (08/10/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Jugendhaus Péiteng huet eng Tombola am Kontext vum Projet „Le tour d'Europe“ organiséiert. Dëst ass e Laangzäitprojet fir 2024, deen et Jonken erlaabt, verschidden Haaptstied an Europa während de Schoulvakanz stoung Prag, Wien a Budapest um Programm.

Déi Jonk finanzéieren de Projet zu engem groussen Deel selwer an déi Tombola ass eng vun de Méiglechkeeten, fir de Projet mat ze finanzéieren. Et sinn dem Jugendhaus duerch d'Tombola keng Ressourcen ewechgeholl ginn, mee et goufe Sue fir de Projet sammelt. D'Jugendlech hunn nieft der Tombola och nach aner Aktiounen ënnerholl, fir de Projet ze finanzéieren, wéi zum Beispill e Grillstand oder de Verkaf vu Paangecher bei lokalen Evenementer. Iwwer dës Weeër hunn déi Jonk léiere kënnen, datt et Efforte kascht, fir e Finanzement zesummezedroen.

D'Jugendhaus huet eng offiziell Autorisatioun vun der Gemeng fir dës Tombola ugefrot an och kritt. D'Konditioun war, datt 40 % vun de Gesamtrechten aus der Tombola als Gewënnerlousen erausginn an dofir waren z. B. déi Spillkonsolen oder Bonge mat dobäi.

D'Tombola war also Deel vun engem gréisseren Projet, deen et Jonken erlaabt huet, hiren Horizont ze erweidern a Stereotype vis-à-vis vun Nationalitéiten a Fro ze stellen, andeem si aner Kulture kenne léiere konnten. Déi Jonk waren agebonnen an déi verschidden Etappe vum Projet an hu Responsabilitéiten iwwerholl. An deem Kontext ass eng Tombola ze veräntwerthen.

Mort de cinq chiens dans une pension canine luxembourgeoise | Question 1121 (22/08/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Viru Kuerzem si fënnef Hënn an enger Déierepensioun aus onerkläreche Grënn gestuerwen. An engem „Wort“-Artikel vum 19. August gëtt ausféierlech iwwert dës Fall beriicht, bei deem d'Besëtzer virun engem tragesche Schicksalsschlag stoegelooss ginn.

„Adela Fuentes spricht von einer ‚Pension unter Anführungszeichen‘, da nicht gewusst sei, ob diese überhaupt eine Zulassung habe. Kunden bezweifelten dies. Die Hundepension selbst hat auf einer Internetseite angegeben, sie sei registriert. Die ALVA teilt mit, die Hundepension sei nicht vom Landwirtschaftsministerium zugelassen worden.

Wer hierzulande eine Pension anmelde, ‚wird einmal kontrolliert und das war es dann‘, kritisiert Adela Fuentes. Die betroffene Person sei nach Wissen von Fuentes ‚offiziell nur Dogwalker‘. Diese würden überhaupt nicht kontrolliert. Eine Hundepension müsse seit ein paar Jahren bei der Veterinärverwaltung angemeldet sein. Auch bei kleineren, familiär geführten Pension müssten gewisse Infrastrukturen vorhanden sein wie ein Quarantänerraum für kranke Tiere. ‚Das Internet ist voll mit Haustiersittlern, es ist grausam. Da gibt es überhaupt keine Kontrollen hier im Land‘, bemängelt Fuentes.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau des Froe stellen:

1. Wéi vill Déierepensiounen sinn offiziell hei am Land ugemellt?

2. Wéi vill Dogsitte/Dogwalker sinn offiziell hei am Land ugemellt?

3. „Die Besitzerin des Bichon sei ‚voller Panik nach Bettemburg in die Klinik gefahren‘. Sie habe nach ihrer Hündin gefragt und wollte eine Autopsie durchführen lassen. Die Frau habe mitgeteilt bekommen, das sei nicht möglich, da bereits alles eingeleitet und bezahlt worden sei, um die Hunde einäschern zu lassen. ‚Ich verstehe nicht, wie das möglich ist‘, sagt Fuentes. Die vermeintlichen Besitzer der Hunde, zwei Fremde, seien in die Klinik gekommen, lieferten zwei tote Hunde ein und nachher stehe die richtige Besitzerin da und verlange eine Autopsie. Da müsse die Klinik sich doch Fragen stellen.“

Wéi eng gesetzlech Dispositiounen existéieren, fir esou Fäll, wéi deen uewe beschriwwenen, ze verhënnere a wéi eng Strofe stinn hei drop?

Réponse (01/10/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministère de l’Agriculture, de l’Alimentation et de la Viticulture

ad 1. 44 Autorisatiounen goufe bis elo fir Déierepensiounen ausgestallt.

ad 2. Deen engleschen Ausdrock „Dogsitte“ gëtt fir Aktivitéite vu Garde vun Hënn benotzt, also fir Hondspensiounen. Et gëtt 22 autoriséiert Hondspensiounen hei am Land.

D’Aktivitéit vum Dogwalking ass een engleschen Term, dee fir d’Aktivitéit vum Spadséieregoe mat Hënn benotzt gëtt. Déi Aktivitéit ass gesetzlech net geregelt a muss net autoriséiert oder notifiéiert ginn.

ad 3. Déi aktuell Gesetzgebung betreffend d’Veterinärmedezinn an den Déiereschutz gesäit keng spezifesch Virschreften oder Strofe fir sou Fäll vir.

Comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement | Question 1122 (22/08/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d’Fro N° 0957 huet d’Regierung geäntwert:

„Et goufe keng Sue fir déi Foto an de Post op X vun der Mobilitéitsministesch fir den Déplacement den 19. Juni op Dikrech ausginn. An der Reegel ass et esou, dass e Beamten/in, deen/déi si begleet, oder d’Ministesch selwer eng Foto mécht. D’Ministesch ass an den neien Technologie verséiert genuch, gradesou ewéi vill vun hire Kolleegen/innen, fir selwer an de soziale Medien ze posten.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten des Froe stellen:

1. Kann Ministesch bestätegen oder widderleeën, dass fir verschidde Chamberskommissiounen extra eng Fotografien matkomm ass, fir d’Ministesch ze fotografieren, obwuel vun der Chamber Fotoe geholl gi sinn?

– Wat ass d’Roll vun dëser Persoun, déi d’Fotoen hei geholl huet?

2. Verwalten, ausser der Ministesch, nach aner technologieverséiert Persounen d’Social-Media-Profiller vun der Ministesch? Falls jo, sinn hei Staatsbeamten drënner?

Réponse (18/09/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet, ob eng Fotografien mech fir verschidde Chamberkommissiounen begleet huet.

Et ass duerchass méiglech, dass ech bei deem engen oder aneren offiziellen Ulass vun engem(er) Beamt*in aus dem Kommunikatiounsservice vum Ministère begleet ginn.

Fir de Rescht ass et esou, dass ech meng Social-Media-Profiller all selwer geréieren.

Conduite autonome | Question 1123 (22/08/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D’Regierung huet am Koalitiounsaccord ugekënnegt, d’Innovatioun an der Automobilitéit ze ënnerstëtzen, andeems d’Technologien, déi fir d’Realisatioun vum autonome Fuere gebraucht ginn, reglementéiert solle ginn.

Am Automobillsecteur ginn et schon Autoen ze kafen, déi d’autonom Fuere op drëtter Stuf erméiglechen, a bei eisem däitschen Noper krute verschidden Autosmodeller d’Fuere op der Stuf 3 vum Kraftfahrtbundesamt accordéiert.

A menge Froen N° 0508, 5093 a 5403 hat ech gefrot, ob déi lëtzebuergesch Stroosse fir d’autonom Fuere géeeent sinn. Aus den Äntwerte vum Minister war ze interpretéieren, dass virun allem d’Autobunnen, wéinst dem héije Standard an der Stroossebeschëlderung an de Fuebunnamarkéierungen, am fuertüchtgste fir autonom Autoe sinn. Op villen anere Stroossen hunn des Autoen awer aktuell nach mat Problemer ze kämpfen, well eng schlecht Beschëlderung, mangelhaft Stroossemarkéierungen oder d’Presenz vu Chantieren de Bordinstrumenter Problemer bereeden. Och Assistenzsystemer, wéi de Spurhalteassistent, stoussen domadder op Hindernisser.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten des Froe stellen:

1. Wéi wäit sinn déi lëtzebuergesch Stroossen op autonom fuerend Autoe preparéiert?

2. Sinn all eis Autobunnsstroossen esou ausgeluecht, dass een autonom fuerenden Auto sécher hei kann zirkuléieren?

Sinn all eis Nationalstroossen esou ausgeluecht, dass een autonom fuerenden Auto sécher hei kann zirkuléieren?

Sinn all d’Cren esou ausgeluecht, dass een autonom fuerenden Auto sécher hei kann zirkuléieren?

3. Wéi vill Stroossen oder wéi vill Prozent vun eise Stroosse si fir ee sécher autonom Fuere géeeent?

4. Bis wéini rechent d’Ministesch, dass d’autonom Fuere op drëtter Stuf, op d’mannst op den Autobunne souwéi den Nationalstroosse méiglech ass?

5. 2018 gouf et ee grenziwwerschreidende Projekt tëschent Lëtzebuerg, Däitschland a Frankräich (5GCroCo; <https://5g-ppp.eu/5gcroco/>).

Wat sinn d’Resultater vun dësem Projet? Wéi eng Hindernisser goufen zu Lëtzebuerg am Kader vun dësem Projet entdeckt?

Réponse (03/10/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministère de l’Économie, des PME, de l’Énergie et du Tourisme

Den honorabelen Deputéierte freet Detailler zu der Stroosseninfrastruktur am Zesummenhang mat Autoen, déi mat Systemer ekipéiert sinn, déi et erlaben, autonom bezéiungsweis semi-autonom ze fuere. Méi präzis wéll den honorabelen Deputéierte wëssen, wéi d’Stroossen autonom Fuere erlaben a wéi vill Kilometer vun de Stroossen am Grand-Duché des Mindestufuerderungen erfëllen.

Dës parlamentaresch Fro an d’Conclusiounen aus där selwechter zu autonome Gefierer an der Stroosseninfrastruktur erfuere den eng méi breetgefächert Betruuechtung.

Den honorabelen Deputéierte resuméiert d’Aussoe vum Koalitiounsaccord 2023–2028, dass d’Regierung ugekënnegt hätt, d’Innovatioun an der Automobilitéit ze ënnerstëtzen, andeems d’Technologien, déi fir d’Realisatioun vum autonome Fuere gebraucht ginn, reglementéiert solle ginn.

Am Koalitiounsaccord ass zu dem Thema ze liesen, dass d’Regierung eng intelligent Mobilitéit ënnerstëtzt, andeems eng holistesche Strategie fir een automatiséiert a connectéiert Fuere definéiert gëtt mam Zil, Lëtzebuerg zu engem Pionéier an der Matière ze maachen. Fir eng méi konkret Ëmsetzung vun dëser Strategie ze errechen, ginn zwou Piste festgehalen; d’Elaboratioun vun enger Mobilitéitsdatestrategie an d’Schafung vun engem gesetzleche Kader, deen déi verschidden Aspekter fir d’Notzung vu Gefierer mat automatiséierte Systemer reglementéiert.

Dat heescht, d’„Aspekter fir d’Notzung“ (Säit 201 vum Koalitiounsaccord) gi reglementéiert, wéi am Kapitel „Planification du développement du territoire Cadre légal – Mobilité – Voiture“ vum Koalitiounsaccord 2023–2028 definéiert:

„Afin de jouer un rôle de pionnier en Europe dans le domaine de la conduite autonome, le Gouvernement élaborera un cadre légal qui régleme les différents aspects de l’utilisation de véhicules équipés de systèmes d’automatisation.“

Ob a wat fir Technologie reglementéiert gi mussen, kann eréischt méi spéit decidéiert ginn, wann all relevant Aspekter, déi sech net reng op Technologie bezéien, identiféiert, analyséiert an evaluéiert sinn. Dat ass d’Basis, fir méi detailléiert Aktiounspläng ze elaboréieren.

Dës parlamentaresch Fro geet och op d’Eegnung vu lëtzebuergesche Stroosse fir d’autonom Fuere mat Referenz op d’Äntwerte vun der deemoleger Regierung op d’parlamentaresch Froen N° 0508 vum 14. Mäerz 2019, N° 5093 vum 12. Oktober 2021 an N° 5403 vum 17. Dezember 2021 an.

Zum éischte Punkt, dass „virun allem Autobunne wéinst dem héije Standard an der Stroossebeschëlderung an de Fuebunnamarkéierungen, am fuertüchtgste fir autonom Autoe sinn“, ass festzustellen, dass an den Äntwerten op d’parlamentaresch Froen N° 0508 an N° 5093 sech reng op d’Fro vum honorabelen Deputéierte fokusséiert gouf.

Et ass keng Ausso gemaach ginn, déi eng „Fuertüchtgeet vum autonomen Auto“ an direkter Relatioun

oder souguer essenzieller Ofhängegkeet mat Markéierungen an/oder Beschëlderung op der Autobunn confirméiert.

Iwwert den Autobunnreseau (parlamentaresch Fro N° 0508) ass vum deemolege Minister explizéiert ginn, dass „dat och de Reseau ass, wou d'autonoomt Fueren am sännvollsten ass an och viraussichtlech wäert vir d'éischt erlaabt ginn, well hei grouss Distanzen nëmmen duerch motoriséiert Gefierer gefuere ginn, ouni déi vill Konfliktpunkten, déi op de Landstroossen oder an Uertschafte gi sinn.“

Wéi schonns an där selwechter parlamentarescher Fro bemierkt, ginn déi Stroosenelementer europawäit éischter vereinfacht an harmoniséiert, iwwerall wou dat méiglech ass; „op Stroosse mat weíng Gefierer, woufir sech iwwert déi leschte Joren europawäit déi Marquagestandarden entwéckelt hunn, ass et méiglech, ouni iwwerdriwwene Marquage an ouni iwwerdriwwene Stroossebeschëlderung auszekommen“.

Déi parlamentaresch Fro verweist och op d'Upassung vum Gefier an d'Émgéigend an, dass Fuerassistenz muss „Situatiounen auswäerten a konfliktfräi meeschtere kënnen“. Dozou ass ze präzisieren, dass duerch d'EU-Veruerdnung 2019/2144 progressiv ëmmer méi Systemer fir nei Autoe verpflichtend ginn, déi den*d'Automobilist*in beim Fieren assistéiere sollen. Iwwert déi Veruerdnung mussen d'Hiersteller iwwert déi kommend Joren ëmmer méi esou Systemer verbauen, wann se hir Autoe wëllen op den EU-Marché bréngen. Hei schwätze mir awer éischter vun erweiderten Assistenzsystemer.

Aner europäesch an international Normen am Kader vun der Homologatioun bezéien sech prinzipiell op d'Virgabe fir d'Automobilhersteller, wéi se hir Autoe mussen entwéckelen, a schreiwen de Länner net vir, wéi se hir Infrastruktur mussen un d'Gefierer upassen, dass dës mat sämtlechen entwéckelte Systemer autonom oder deels autonom fuere kënnen.

Et ass deemno un den Hiersteller, fir Systemer ze entwéckelen a sécherzestellen, dass se op de verschiddene Stroosentypen kënnen genotzt ginn. D'Hiersteller leeën dann och déi sougenannten „Operation Design Domain“ fest, an där déi autonom Funktiounen benotzbar sinn. Dëst kann een haut scho bei den Autoe feststellen, déi engem beispillsweis uweisen, wéini de Spurhaltesystem ka genotzt ginn, bezéiungsweis wéini dësen aktiv ass. Dëst gëtt och nach eng Kéier duerch d'Wiener Konventioun, méi präzis mam Artikel 34bis, bekräftegt. Wann d'Autoe mat esou Systemer equipéiert sinn, déi den*d'Automobilist*in vun der Fuerfunctioun zum Deel oder ganz entbanen an deemno selwer d'Kontroll iwwert den Auto huelen, mussen d'Autoen sech konform zu den internationale bezéiungsweis nationale Bestëmmunge verhalten. Dëst bedeit och, dass déi bestoend national Infrastruktur muss berücksichtegt ginn an d'Verhale vum Auto op dëser Infrastruktur muss adaptéiert sinn.

D'Systemer fir autonoomt Fuere ginn also esou entwéckelt, dass d'Fuerweis vum Gefier entsprechend de besteende Verkéiersreegele respektiv den ënnerschiddleche momentane Stroossen- a Verkéierskonditiounen kann ugepasst ginn. Dëst ass engersäits méiglech, andeems d'Systemer an den autonome Gefierer d'Strooseschëlde selwer erkennen an anerersäits sinn an de Systemer héichopléisend digital Kaarte vun de Stroossen hannerluecht, déi eng Villzuel un Detailler vum Stroosereseau enthalen, déi néideg sinn, fir d'Gefier op der Strooss ze beweegen.

Des Weidere sinn d'Automobilhersteller an hir Zouliwwerer mat der Entwécklung vu Komponenten amgaangen, déi den Zoustand vun der Strooss zu all

Moment kënnen erfassen. Mat deenen Donnéeë kann de System exakt berechnen, wéi en d'Fuerweis muss upassen, fir d'Gefier sécher op der Strooss ze beweegen. Autonom Gefierer sinn also net just ausschliesslech ugewisen op Input vun der Stroosseninfrastruktur wéi zum Beispill der Beschëlderung, mee si gräifen och op intern hannerluechten Donnéeën zereck, déi reegelméisseg aktualiséiert ginn, an se analyséiere selwer d'Stroossebegebenheeten.

Zum zweete Punkt, deen ugeschwat gëtt, dass „Op villen anere Stroossen dës Autoen awer aktuell nach mat Problemer ze kämpfen hunn, well eng schlecht Beschëlderung, mangelhaft Stroossemarkéierungen oder d'Presenz vu Chantieren de Bordinstrumenter Problemer bereeden“ ass nach eng Kéier ze betounen (parlamentaresch Froen N° 0508 an N° 5093), dass sech no dem classesche Statut vun der jeeweileger Strooss un een etabléierte Standard fir Markéierung a Beschëlderung gehale gëtt.

Zu Lëtzebuerg sinn d'Beschëldeungen a Markéierung generell an engem gudden bis exzellenten Zoustand. Zum Beispill ginn eleng op de Staatsstroosse ronn 10.000 Schëlde d'Joer ausgetosch respektiv dobäigesat an d'Säitesträife vun den Autobunnen eemol am Joer nogezunn.

Ofhängeg vun de Stroosseklassen an hirem Erëmkennungsweert ginn ënnerschiddlech Systemer bei de Markéierung bewosst opbruecht, fir den*d'Automobilist*in ze responsabiliséieren. Alles an allem spille bei deene Mesurë vill Verkéierssécherheitsiwwerleeunge mat, déi den*d'Automobilist*in haut ënnerstëtzen an Accidenter miniméieren. D'Stroossebauverwaltung suivéiert kontinuierlech déi Entwécklung an tauscht sech mat den anere Stroossegestionnaire vum aneren EU-Länner aus.

Fir den autonome Fuermodus gouf nach kee spezifesch EU-Standard definéiert, wat d'Beschëldeungen an d'Markéierungen ubelaangt.

D'Approche, fir autonoomt Fuere reng iwwer Schëlde a Markéierungen op der physikalescher Stroosseninfrastruktur ze realiséieren, entsprécht zudeem net deem, wéi an Europa vernetzt autonoomt Fuere mat entsprecheende Sécherheitsmesurë vun de Länner, Industrie an Expertegruppen entwéckelt an etabléiert gëtt. Chantieren an och Accidenter si generell wéinst der Komplexitéit eng grouss Problematik vun autonome Systemer a ganz Europa.

Eng Bewäertung, ob den autonomen Auto eng spezifesch Situatioun am Trafick maîtreséiert, hânt net eleng vu Schëlde a Markéierungen op der Strooss of, mee och, wat den autonome System am Auto vum selwe maîtreséiert a wat fir aner ënnerstëtzend Technologien an Digitalisatiounen als unerkannt a sécher Léisungen an Europa agefouert ginn.

ad 1. Déi lëtzebuergesch Stroossen, wat den Deel vun der physikalescher Infrastruktur ugeet, wäerten op autonoomt Fieren adaptéiert ginn, wa bis een europäesche Standard fir d'Evaluatioun an d'Ausleeung vu Stroosseninfrastrukturen am Kontext vum autonome Fieren existéiert. Dat ass haut net de Fall, mee et gëtt drop geuecht, dass nëmme Standardbeschëldeungen benotzt ginn.

Trotzdem setzen sech d'Gestionnairen an d'Entwéckler vun der Stroosseninfrastruktur an Europa fir eng harmoniséiert Beschëlderung a Markéierung an. An dësem Zesammenhang hunn d'Länner och missen de visuellen Aspekt vun hire Strooseschëlde obligatoresch der EU-Kommissioun an esou och den Hiersteller matdeelen, fir dass dës kënnen d'Autoen, op Grondlag vun der domadder erstallten Datebank, mat den néidegen Informatiounen fiddere. Tatsächlech ass dëst eng vun de weíng Veruerdnungen, déi d'Länner

obligéiert, fir den Hiersteller déi néideg Informatiounen zu der Stroosseninfrastruktur bereetzestellen.

Am Fall wou een europäesche Standard fir d'physikalesch Infrastruktur géif kommen, wier d'Evaluatioun vun der Stroosseninfrastruktur net un der classescher oder anere Stroosseklassifikatioun/-kategorien orientéiert, mee villméi ginn dee Moment d'Stroossenofschnëtter no spezifesch festgeluechte Krittären an EU-wäit unerkannte Bewäertungsmodeller analyséiert. Dozou gëtt et éischt Projeten an Entwécklungen, déi opmierksam suivéiert ginn. Et ass dovunner auszegoen, dass deen Deel nach staark evoluéiert, well déi automatiséiert a connectéiert Systemer am Gefier vun der Industrie sech staark weiderentwéckelen.

Am Kontext vun der Sécherheet vum autonome Fuere gëtt an Europa zurzäit e vernetzt Fieren ugestriift, dat heescht, dass d'Gefier mat anere Gefierer, der Infrastruktur an IT-Plattformen kommunizéiert a reegelméisseg aktualiséiert Kaartematerial an aner relevant Informatiounen pro Stroossen-Ofschnëtt, an deem et sech beweegt, kréie soll.

Vill Initiative fir Harmoniséierungen an der Digitalisatioun lafen op europäeschem Niveau, fir dass d'Gefierer an d'Infrastruktur interoperabel Donnéeën deelen an notze kënnen.

Den autonomen Auto kann also mat Technologien an digitalen Architekturen ënnerstëtzt ginn, déi sech souwuel technesch, wéi och organisatoresch a finanziell als fiabel an drobar erweisen.

Dat neit internationaalt Reglement „Driver Controlled Assistance Systems“ am Kader vun der Homologatioun, wat op der UN-Reegelung 79 opgebaut ass, déi sech mat avancéierten Assistenzsystemer auserneeetzt, stellt eng nei Veruerdnung duer, déi et den Hiersteller erlabe soll, Systemer an den Autoen ze verbauen, déi tatsächlech den Auto deels autonom kënnen bedriewen, woubäi den*d'Automobilist*in ëmmer nach muss den Auto iwwerwaachen an nach ëmmer d'Responsabilitéit iwwert den Auto behält an esou ëmmer kann agräifen, wouduerch den Auto och selwer soll léieren. All Agrëff duerch den*d'Automobilist*in an de System muss vum Hiersteller opgezeechent an der Homologatiionsautoritéit matgedeelt ginn.

Duerch dës Prinzip wäerten d'Autoen och léieren, mat de verschiddenen Infrastrukturen eens ze ginn, dëst mam Zil, dem komplett autonome Fuere méi no ze kommen. Dëst ass tatsächlech e weidere Schrëtt zum autonome Fieren, well esou d'Hiersteller d'Méiglechkeet wäerte kréien, esou Systemer ze installéieren, déi konform zu der Homologatioun sinn, an deemno och konform zu der Wiener Konventioun kënnen genotzt ginn, woubäi den nationale Kader ëmmer priméiert.

Et bleift deemno festzehalen, dass d'Entwécklung an d'Penetratioun vun esou Systemer op effentleche Stroossen éischter eng Saach ass, déi un den Hiersteller läit, woubäi eng gutt Stroosseninfrastruktur, wéi een se am Grand-Duché huet, dës Prozess vereinfacht.

ad 2. Hei gëtt op d'Aleedung an dëser Äntwert verwisen.

ad 3. Hei gëtt op d'Äntwert vun der Fro 1 verwisen.

ad 4. Den Niveau 3 vun der internationaler SAE-Norm entsprécht enger bedéngter Automatiséierung, wou d'Gefier an e puer spezifesch Situatiounen, wéi zum Beispill op der Autobunn, ouni aktiv Interventioun vum Chauffeur ka fuere. Allerdéngs bleift de Chauffeur während der Fahrt responsabel a muss d'Fäegkeet behalen, d'Kontroll zu all Moment zréckzefannen, och wann d'Gefier autonom funktionéiert. De System ka just a spezifesch Zenarioe funktionéieren an ass net

geduecht, fir komplett autonom iwwerall ze fueren. Den autonome Modus funktionéiert zum Beispill net a komplexe Verkéierssituatiounen oder bei Wiederbedéngungen, déi d'Sensoren vum Gefierer limitéieren oder esou beaflossen, dass de System net méi ouni mënschlechen Afloss funktionéiere kann. Den europäeschen Text, deen et erlaabt, Gefierer mat autonome Fuerfunktione vum Niveau 3 op de Marché ze bréngen, ass d'Reglement (EU) 2019/2144 vum Europäesche Parlament an dem Conseil, ugeholl de 27. November 2019. Dëst Règlement setzt ënnert anerem déi technesch Sécherheetsufoerderunge fest fir d'Homologatioun vum Niveau-3-autonome Gefierer an der Europäescher Unioun. Esou mussen all Gefierer vum Niveau 3 eng speziell Zertifizéierung an der EU hunn, déi beweist, dass de System sécher ass an all technesch Ufoerderungen erfëllt. D'Gefierer respektiv d'Systemer mussen reegelméisseg vun den Hiersteller aktualiséiert gi fir sécherzestellen, dass d'Software vum autonome System op dem neiste Stand ass an déi neisten Erkenntnisser vu Sécherheet an Technologie integréiert ginn.

ad 5. D'Zil vum Fuerschungsprojet „5GCroCo“ war nozeweisen, dass 5G-Technologien eng fiabel Basis kéinte sinn, fir eng sécher Konnektivitéitsléisung am Kader vu grenziwwerschreidendem, connectéiertem an autonome Fueren. Dobäi gouf och de 5G-Reseau vum jeeweilege Land (den Ofschnëtt vun der Teststreck) getest. Am Projet ass fir déi dräi virdefinéiert Uwendungsfäll d'Funktionalitéit vun der 5G-Connectivitéit erfolgräich demonstréiert ginn.

Iwwert d'Grenzen Däitschland-Lëtzebuerg gouf d'Fuere per Teleoperatioun vum engem autonomen Auto déi éische Kéier op engem lëtzebuergeschen Terrain realiséiert (Tele Operated Driving). Een aneren Test huet d'Echtzäitwuerdung iwwerpréift, fir d'Kartematerial an héijer Opléisung (Generation & Distribution of HD Maps) beim Passage vun der Grenz am autonome Gefier ze empfanke an auszuwerten. D'Évitéiere vu Kollisiounen vu vernetzten an autonome Gefierer (Anticipated Cooperative Collision Avoidance) war den drëtten Testfall vun der Connectivitéit.

Um Internetsite vum europäesche Projet „5GCroCo“ sinn déi verschidde Resultater vun dësem Projet ëffentlech zougänglech. Do fënnt een detailléiert Informatiounen zu den Tester, déi duerchgefouert gi sinn zu den Technologien a Standarden, déi genotzt goufen, an zum Impakt, deen dëse Projet hat. Et goufen och potentiell wirtschaftlech Opportunitéiten identifizéiert, esouwéi Theeme festgehal, déi aus enger wirtschaftlecher Perspektiv ze kläre wieren. Dës Theeme leien an de Beräicher vun der Homologatioun, dem legale Kader an der Responsabilitéit, awer och bei der Maturitéit vun den Technologien an dem Zougang zu Donnéeën, der Sécherheet an dem Dateschutz.

Fir POST Luxembourg huet d'Bedelegung um „5GCroCo“ Projet dono zum „5GDeLux“ Projet gefouert, dee vun CEF (Connectioun Europe Facility) gefërdert gëtt an am Kader vun deem et eng Kooperatioun mat Telekom Deutschland an dem BMW Group gëtt. Dëse Projet fokusséiert sech op de fléissenden Iwwergang vum 4G/5G-Reseau iwwert der Grenz tëschent Däitschland a Lëtzebuerg, mam Zil, e standardiséiert Scheema fir eng europäesch Léisung ze schafen.

Änlech Eraufuerderunge goufen och am grenziwwergräifenden an Interreg/FEDER gefërderte Projet „TERMINAL“ identifizéiert. En harmoniséierten a standardiséierten Prozess fir d'Geneemegung vu Projeten an eenheetlech Ufoerderungen tëscht de verschidene Länner a Juridictiounen ginn als zwee Elementer

vun zentraler Bedeitung fir d'Entwécklung vum automatiséierte Fueren ugesinn.

Wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, gëtt aktuell interministeriell un der Ëmsetzung vum engem nationale Kader fir d'automatiséiert Fuere geschafft, dëse Kader soll den identifizéierten Eraufuerderunge gerecht ginn.

Eng Etude iwwert de „5G Deployment“ am Projet „5GCroCo“ huet resuméiert, dass d'5G-Couverture vum mobille Reseau um Testkorridor fir de Basiszenario (coverage only) zu Lëtzebuerg mat 9 Mobilfunkstatiounen an engem Ofstand vun 3 Kilometer den Obligatiounen entsprecht.

Fir de Fall, dass an Zukunft en héijen Duerchsaz vun Datenwuerdung gefouert ass (high throughput scenario), huet d'Etude fir d'Teststreck geschätzt, dass am betroune Korridor Mobilfunkstatiounen ausgebaut bezéiungsweis nei opgericht mussen ginn.

Dat ass natierlech matverfollegen awéiwäit, wou a wéini d'Couverture muss ugepasst ginn, fir preevaluéiert Servicer vum autonome Fueren ze erméiglechen.

Hindernisser zu Lëtzebuerg am Kader vum Projet si keng bekannt, ausser dass d'Coronapandemie en Impakt op den zäitlechen Oflof hat.

.....

Protection internationale | Question 1124
(27/08/2024) de **Mme Corinne Cahen | M. Gusty Graas** (DP)

Suite à l'attentat de Solingen du 23 août dernier qui a fait trois morts et plusieurs blessés, le suspect a été arrêté par la police allemande. Selon la presse, il s'agit d'un citoyen d'origine syrienne, arrivé en Allemagne en 2022. Il avait demandé à bénéficier du statut de protection internationale, mais sa demande avait été rejetée.

En juin 2023, alors que les autorités allemandes tentaient de le reconduire à la frontière pour l'extrader vers la Bulgarie, pays qui, selon les accords de Dublin, devait examiner sa demande d'asile, l'homme avait disparu. Le délai de transfert a expiré en août 2023 et, à sa réapparition, il a été logé dans une structure pour demandeurs d'asile à Solingen.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Combien de personnes ont fait une demande de protection internationale (DPI) entre le 1^{er} janvier 2023 et fin août 2024 au Luxembourg (chiffres mensuels) ?
- 2) Combien de ces personnes avaient déjà laissé leurs empreintes digitales dans un autre pays européen ?
- 3) Combien de personnes ont été déboutées (chiffres mensuels) ?
- 4) Combien de personnes ont été reconduites dans un autre pays européen ?
- 5) Combien de personnes n'ayant pas bénéficié du statut de protection internationale ont été renvoyées dans leur pays d'origine ?
- 6) Combien de personnes déboutées ont été renvoyées et vers quels pays ?
- 7) Combien de personnes déboutées vivent actuellement au Luxembourg et combien d'entre elles sont logées dans des foyers gérés par l'État ou par une structure subventionnée par l'État ?
- 8) Quelles actions le ministre envisage-t-il pour garantir que les personnes déboutées ne restent pas plus longtemps au Luxembourg ?

9) Le ministre envisage-t-il de régulariser un certain nombre de personnes sans-papiers qui ne peuvent pas être reconduites dans leur pays d'origine ?

Réponse (26/09/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) En 2023, 2.477 ont introduit une demande de protection internationale au Luxembourg. Entre janvier et fin août 2024, 1.127 personnes ont introduit une telle demande.

La ventilation par mois se présente comme suit :
(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) En 2023, le Luxembourg a émis 305 décisions de transfert dans le chef de demandeurs de protection internationale. Entre janvier et fin août 2024, le Luxembourg a émis 243 décisions de transfert dans le chef de demandeurs de protection internationale. Par une telle décision de transfert, la responsabilité d'un autre État membre pour le traitement d'une demande est établie conformément au règlement Dublin III. Le nombre des empreintes digitales enregistrées dans la base de données européenne Eurodac qui contient les empreintes digitales des demandeurs de protection internationale ne constitue pas d'indication fiable pour déterminer le nombre de demandeurs pour lesquels le Luxembourg n'est pas responsable alors que le seul fait qu'une personne soit enregistrée dans la base de données Eurodac ne suffit pas pour établir la responsabilité d'un autre État membre. En effet, les empreintes digitales d'une personne peuvent être introduites plusieurs fois dans le système Eurodac par différents États membres à différents moments. Par ailleurs, la compétence conformément au règlement Dublin III est déterminée non seulement sur base des empreintes digitales de la base de données Eurodac, mais encore en vertu d'autres critères dont le fait que la personne soit ou fut détenteur d'un visa de court séjour ou d'un titre de séjour dans un autre État membre.

ad 3) En 2023, 387 personnes se sont vu refuser leur demande de protection internationale.

La ventilation par mois et par type de procédure pour l'année 2023 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Entre janvier et fin août 2024, 333 personnes se sont vu refuser leur demande de protection internationale.

La ventilation par mois et par type de procédure pour l'année 2024 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) En 2023, 149 personnes ont été transférées dans un autre État membre en application du règlement Dublin III. Entre janvier et fin août 2024, 145 personnes ont été transférées dans un autre État membre en application du règlement Dublin III.

Il convient de noter que les transferts concernent tant les personnes ayant introduit une demande de protection internationale au Luxembourg et pour lesquelles un autre État membre est responsable du traitement de la demande, que les personnes n'ayant pas introduit une demande au Luxembourg qui ont été appréhendées en séjour irrégulier au Luxembourg et qui sont renvoyées vers un autre État membre parce qu'elles y avaient déjà déposé une demande de protection internationale.

ad 5) et 6) En 2023, 67 personnes issues de la procédure de protection internationale ont fait l'objet d'un retour. Parmi ces 67 personnes, 43 personnes sont

parties dans le cadre d'un retour volontaire et 24 personnes ont été éloignées dans le cadre d'un retour forcé.

La ventilation par pays d'origine pour l'année 2023 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Entre janvier et fin août 2024, 74 personnes issues de la procédure de protection internationale ont fait l'objet d'un retour. Parmi ces 74 personnes, 58 personnes sont parties dans le cadre d'un retour volontaire et 16 personnes ont été éloignées dans le cadre d'un retour forcé.

La ventilation par pays d'origine pour l'année 2024 se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 7) Le chiffre de personnes qui ont été déboutées de leur demande de protection internationale et qui vivent au Luxembourg ne peut pas être établi alors que les autorités luxembourgeoises ne sont pas nécessairement informées si une personne quitte le Luxembourg de sa propre initiative.

En date du 29 août 2024, l'Office national de l'accueil (ONA) hébergeait 66 personnes dont la demande de protection internationale a été déboutée (décision négative confirmée en dernière instance) et qui ne disposent d'aucun titre ou autorisation de séjour (report à l'éloignement, sursis, vie privée, etc.).

ad 8) En ce qui concerne le retour des personnes concernées, le Gouvernement s'est engagé à accélérer le retour de personnes en séjour irrégulier, y inclus des personnes déboutées de leur demande de protection internationale. Dans cette optique, une maison retour a été mise en place depuis le 1^{er} septembre 2024, qui a pour vocation d'héberger les personnes ayant l'obligation de quitter le pays afin de mieux les préparer à leur retour. Cette mesure va de pair avec un nouveau concept en matière de retour volontaire qui sera mis en place au cours de l'année 2025 et qui vise à promouvoir davantage l'option du retour volontaire. En même temps, le Gouvernement explore les options pour accélérer l'organisation des retours forcés au niveau national et soutient les efforts au niveau européen dans ce domaine.

ad 9) Conformément à l'accord de coalition, il n'y aura pas de régularisation systématique des personnes déboutées de leur demande de protection internationale.

Intervention de la police lors d'une rave-party illégale près du lac de la Haute-Sûre | Question 1125 (27/08/2024) de **M. Gusty Graas** | **M. André Bauler** (DP)

Tëscht Béiwen an dem Hareler Potto um Stauséi huet an der Nuecht vum 24. August op de 25. August bis spéit an den Dag eran eng net ugemellte Rave-Party stattfonnt, un där bis zu 300 Persounen aus der Belsch an Holland deelgeholl hunn. D'Police war op der Plaz, mee si huet aus Sécherheetsgrënn awer bis an de Sonnedegnomëtteg era gewaart fir anzegräifen.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wat fir Sécherheetsufuerderungen hunn eng méi fréi Interventioun vun der Police verhënnert?
2. Allgemeng, wéi eng Mesurë goufe konkret vun der Police bei dësem Virfall ergraff? Goufen Drogekontrollen op der Plaz gemaach? Wa jo, goufen an

deem Kontext och Droge confiscuéiert? Goufe Leit vun der Police opgeschriwwen a wa jo, wéi vill Leit si betraff?

3. Wéi gesäit et am Allgemenge mat der Verstärkung vun de Policepatrullen am Norden aus, besonnesch de Weekend?

4. Wéi kéint een an Zukunft esou Virfäll evitéieren an, méi präzis an dësem Kontext, wat fir Lektioone ginn aus dem rezente Virfall vun engem Tuning-Treffen op engem Parking vun engem Shoppingcenter an der Gemeng Ëlwe gezunn?

Réponse (30/09/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police huet no enger Evaluatioun vun der Situatioun determinéiert, dass eng erhéichte Geforelag fir Beamten an Drëttpersoune besteet, bedéngt duerch en opgeweechten Terrain, ee limitéierten an eenzegen Zoufaarts- respektiv Réckzuchswee, esou-wéi eng héich Verletzungsgefor am Fall vun enger forcéierter Raumaktioun. D'Entscheidung, den Event net direkt opzeléisen, ass an Ofsprooch mam Buergermeeschter vun der Stauséigemeng an den zoustännege Justizautoritéite geholl ginn.

D'Sécherheet vun alle Betraffenen huet Prioritéit.

ad 2. Ech verweisen op de Pressecommuniqué vun der Police vum 26. August 2024 betreffend déi illegal Rave-Party, an deem d'Police hir Interventioun detailléiert huet.

D'Police huet Verkéierskontrollen duerchgefouert. Zu deene gehéiert ze iwwerpräiwen, ob Unzeeche vun Alkohol- respektiv Drogekonsum bestinn. Bei dëse Kontrolle konnt näischt festgestallt ginn.

ad 3. All Polizeikommissariat muss ee Minimum vu Patroulle pro Schicht stellen. Bei grësseren ugekënnegten Evenementer kënnen Verstärkungen ageplangt ginn. Bei net ugekënnegte respektiv net previsibelen Evenementer besteet d'Méiglechkeet, kuerzfristeg Patroulle vun anere Kommissariater dozouzeruffen. Eng Risikoaschätzung determinéiert, ob ee Besoin besteet.

Bedéngt duerch de verstärkte Rekrutement vu Polizisten, wéi en am Koalitiounsaccord festgehalten ass, ass den Effectif vun de Polizisten am Norden am Laf vun dësem Joer eropgaangen a wäert an Zukunft nach weider klammen.

ad 4. Fir net autoriséiert an imprevisibel Rassemblementer ze verhënnern, kënnen präventiv Mesurë geholl ginn, déi am Dialog tëschent Police, de Gemengen a private Propriétaire beschwat ginn, wéi z. B. d'Installatioun vu Barriären, fir den Accès ze limitéieren oder ze verhënnern.

Intervention de la police lors d'une rave-party illégale près du lac de la Haute-Sûre | Question 1126 (28/08/2024) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Nuecht vum 24. August op de 25. August gouf an der Stauséigemeng, méi genee um Bauschelter Bierg, deen iwwerdeems als Waasserschutzzon ausgewisen ass, eng illegal Techno-Party organiséiert. Eng 300 Leit aus der belsch-hollännescher Zeen waren op där illegaler Party, fir déi d'Stauséigemeng keng Autorisatioun ausgestallt huet. D'Terraine vun de Bauere goufen uerg ramponéiert an d'Awunner goufen an där Nuecht an engem Êmkrees vun 10 Kilomeeter an nach méi mat massivem Kaméidi belästeg. Engem Spriecher vun der Police no gouf net agegraff, well just een Accès op de Site gefouert hätt an et iwwerdeems däischer war. Och moies hunn d'Beamte weiderhin net agegraff, well ee gehofft hätt, sou de Spriecher vun der Police, datt sech déi illegal Party

vum selwe géif opléisen. Dëst Virgoe vun der Police-direktioun huet bei de betraffene Leit fir vill Onverständnis gesuergt.

An deem Kontext géife mir dem Här Policeminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi ass et an den Ae vum Här Minister ze veräntwerten, datt net schonn an der Nuecht selwer agegraff gouf, fir déi illegal Party opzeléisen?

2. Wéi ass et an den Ae vum Här Minister ze veräntwerten, datt d'Police net agegraff huet mam Argument, datt just „een Accès op de Site“ gefouert hätt an et „däischer“ war?

3. Heescht dëst, datt d'Bevëlkerung an där Logik net méi mam Agräife vun der Police reche kann, wann et „däischer“ ass an et just „een Accès“ op e menacéierte Site gétt?

4. Ass et an den Ae vum Här Minister net irresponsabel, datt eis Police net capabel ass, zu all Moment kënnen anzegräifen, wann et zu manifesten Illegalitéite kënn? Wou läit hei d'Responsabilitéit vun der Policedirektioun?

5. Gëtt et nieft deene vun der Policedirektioun genannte Grënn nach aner Grënn, firwat net matzäiten agegraff gouf? Wa jo, wat sinn dës Grënn?

Réponse (30/09/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. D'Police huet am Kader vun hire gesetleche Kompetenze bei esou engem Evenement gehandelt an d'Decisioun gouf an Ofsprooch mam Buergermeeschter vun der Stauséigemeng an den zoustännege Justizautoritéite geholl, nodeems eng Evaluatioun vun der Situatioun gemaach gouf.

Ech verweisen op de Pressecommuniqué vun der Police vum 26. August 2024 betreffend déi illegal Rave-Party, an deem d'Police hir Interventioun detailléiert huet an ech verweisen och op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1125.

ad 3. a 4. D'Bevëlkerung kann sech zu all Moment op eng Interventioun vun der Police verloossen. Déi genau Ofwäcklung vun engem Incident berout ëmmer op enger Risikoaschätzung vun der Police. D'Sécherheet vun alle Betraffenen huet Prioritéit.

D'Organisateure vun der Rave-Party konnten identifizéiert ginn. E Procès-verbal gouf geschriwwen an un d'Justizautoritéite weidergeleet.

ad 5. Nee.

Fermeture imprévue de la piste de décollage et d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg | Question 1127 (28/08/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'Aéroport de Luxembourg-Findel a été fortement affecté suite à la fermeture imprévue de la piste de décollage et d'atterrissage, dès le matin du mercredi 28 août 2024, en raison de dommages constatés sur sa surface asphaltée récemment rénovée. Cette situation a entraîné la suspension temporaire des opérations de décollage et d'atterrissage, provoquant des perturbations considérables dans le programme des vols.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Pourriez-vous préciser les causes exactes de la détérioration de la surface récemment rénovée de la piste d'atterrissage, notamment en tenant compte de la prise de position du CEO de lux-Airport qui exclut tout défaut mécanique ?

2) Quelles actions ont été entreprises pour atténuer l'impact de cette fermeture sur les voyageurs et les opérations des compagnies aériennes ?

3) Est-il prévu de revoir les standards de qualité et de surveillance des travaux de réfection des infrastructures critiques comme celle de la piste d'atterrissage ?

Réponse (08/10/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Comme confirmé le jour-même, il n'y a pas eu de charge mécanique exceptionnelle de la piste comme cela aurait pu se produire suite à un accident ou un atterrissage particulièrement brutal. Depuis la fermeture de la piste de décollage et d'atterrissage à l'Aéroport de Luxembourg, le 28 août dernier, je me suis concertée à trois reprises avec la direction de lux-Airport. Il s'avère que des irrégularités sont apparues au niveau de la couche supérieure d'asphalte il y a plus d'un an et demi, entraînant déjà diverses réparations et entretiens préventifs.

Des analyses en cours depuis cette date n'ont pas encore produit de résultats tangibles à ce jour. J'ai demandé à être en possession de conclusions au plus tard pour la fin de l'année.

ad 2) Au cours des travaux de réparation de la piste, une partie de cette dernière a déjà été réouverte au trafic aérien le jour même à partir de 10.30 heures, tout d'abord sur une longueur de 1.800 m, ensuite sur une longueur de 2.000 m. Cette opération, appelée « Reduced Runway Operations », a permis aux avions de taille moyenne de décoller et d'atterrir pendant les travaux de réparation, ce qui a considérablement atténué les retards et les annulations de vols.

Sur 81 départs prévus, 11 ont dû être annulés et 49 ont été retardés; et seulement 4 des 80 arrivées prévues ont dû être déviées sur un autre aéroport.

Malgré les troubles occasionnés, les compagnies aériennes ont salué la prééminence de la sécurité sur la continuité des opérations.

ad 3) La piste est considérée comme infrastructure critique particulièrement sollicitée et elle est contrôlée de manière continue à ce titre. Sept inspections sont effectuées chaque jour. C'est grâce à ces inspections que le dommage a été identifié rapidement.

Il faut savoir que si la durée de vie d'une piste d'atterrissage et de décollage est de 30 ans, la couche supérieure d'asphalte doit être renouvelée environ tous les cinq ans.

Pour le surplus, je renvoie au communiqué de lux-Airport qui effectuera sous peu des travaux préventifs sur la piste.

Code vestimentaire à la piscine | Question 1128 (28/08/2024) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Wéi aus engem „Wort“-Artikel vum 27. August 2024 ze liesen ass, krute rezent Dammen, déi an engem Burkini an eng Schwämm wollte goen, refuséiert, do dierfen ze schwammen. Dës Thematik beschäftigt méi wéi eng Schwämm am Land. Soufern d'Gemeengereglung net konkret präziséiert, mat wéi enger Kleedung een dierf schwamme goen, ass et zu Lëtzebuerg um Schwammeeschter, dës Appreciatioun ze maachen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Sportminister stellen:

– Wéi steet d'Regierung zum Droe vun engem Burkini oder Boxerschwammboxen an enger Schwämm?

– Besteet fir d'Regierung d'Necessitéit, d'Droe vu Boxerschwammboxen oder Burkini iwwert eng national Hygienesregelung ze reegelen? Wier et néideg, an deem Kontext eng virzegesinn, dass ënnert der Schwammkleedung keng Ennerwäsch daerf gedroeg ginn?

• Wa jo, wéini gedenkt d'Regierung hei ze legiferéieren?

• Wann nee, wéi begrënnt d'Regierung dës Decisioun?

Réponse (25/09/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

Déi responsabel Instanze préiwe reegelméisseg déi besteeënd Reegelen zu den öffentleche Schwämme fir sécherzestellen, dass se souwuel den hygieeneschen Ufuerderungen, wéi och de Grondsatz vun der öffentlecher Gesondheet a Sécherheet entsprechen. Aktuell gëtt et keng konkret Pläng, national Virschreften a Bezuch op d'Droe vu Schwammkleedung wéi Burkinien oder Boxerschwammboxen ze änneren.

Wéi den Innenminister et och scho betount huet, gëtt et keen objektive Grond fir e Burkini verbuet, soulaang de Burkini kee Sécherheets- an Hygiënerisiko duerstellt.

Nationalité des patients | Question 1129 (28/08/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fred Keup** (ADR)

An enger parlamentarescher Fro N° 3406 vum 8. Januar 2021 huet d'ADR-Fraktioun déi deemoleg Regierung eng Rei Donnéeë gefrot iwwert d'Nationalitéit vun de Patienten, déi zu Lëtzebuerg krankversécher sinn an hei behandelt ginn. An deem Kontext wär et interessant ze wëssen, wéi dës Zuelen sech säit dem Joer 2019 weiterentwéckelt hunn.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi ass aktuell d'Opdeelung vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg sozial versécher sinn, der Nationalitéit no? Wéi vill vun deene wunnen aktuell zu Lëtzebuerg a wéi vill wunnen am Ausland, a wou (Land)?

2. Wéi vill Patienten, déi an de Joren 2022 an 2023 an der Noutopnam (Urgence) waren, waren Awunner vu Lëtzebuerg a wéi vill waren Awunner vun engem anere Land, a vu wéi engem Land? Wat fir eng Nationalitéit haten d'Patienten vum der Noutopnam, opgeschlësst no de Joren 2022 an 2023?

3. Wéi vill Patienten – opgeschlësst no de Joren 2022 an 2023 – déi eng oder méi Nuechten an der Klinik hu misse verbréngen, waren Awunner vu Lëtzebuerg a wéi vill waren Awunner vun engem anere Land, a vu wéi engem Land? Wéi eng Nationalitéit haten d'Patienten?

4. Wéi hu sech déi gefrotene Zuelen an Donnéeë säit dem Joer 2019 entwéckelt?

Réponse (07/10/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Joer 2023 waren 38,6 % vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg krankversécher sinn, Lëtzeburger. 18,9 % ware Fransousen an 10,9 % Portugisen. Insgesamt waren 959.488 Persounen zu Lëtzebuerg krankversécher (Tabell 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Am Joer 2023 hu vun deenen 959.488 Krankversécheren ënnert anerem 62,5 % zu Lëtzebuerg,

18,3 % a Frankräich an 8,7 % an Däitschland gewunnt. Déi Jore virdrü war den Undeel u Krankversécherter mat Wunnsätz an der Belsch méi héich wéi dee mat Wunnsätz an Däitschland, soudass an deem Joer déi 3 Länner, wou déi meeschte lëtzebuergesch Krankversécherter gewunnt hunn, Lëtzebuerg, Frankräich an d'Belsch waren (Tabell 2).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. 2023 ware 85,3 % vun den Assuréeen, déi an der Urgence waren, Awunner vu Lëtzebuerg (Tabell 3).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

50,5 % vun den Assuréeen, déi 2023 an der Urgence waren, ware Lëtzeburger, 18,4 % Portugisen an 9 % Fransousen. Insgesamt waren 178.409 Assurée mindestens eemol an der Urgence (Tabell 4).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Am Joer 2023 hu 60.084 Assuréeen eng oder méi Nuechten an engem vun den akute Spideeler¹⁵ vu Lëtzebuerg verbruecht. Dovu waren 88,2 % Awunner vu Lëtzebuerg, 5,9 % koumen aus Frankräich, 3,4 % aus der Belsch an 1,9 % aus Däitschland. Am Joer 2020 hunn dogéint 90,2 % vun den Assuréeen, déi stationär behandelt goufen, zu Lëtzebuerg gewunnt (Tabell 5).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

57,7 % vun den Assuréeen, déi am Joer 2023 eng oder méi Nuechten an der Klinik verbruecht hunn, ware Lëtzeburger, 13,9 % Portugisen a 7,5 % Fransousen. 2020 goufen 61,1 % Lëtzeburger, 13,4 % Portugisen a 7,2 % Fransouse stationär zu Lëtzebuerg behandelt (Tabell 6).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Dës Fro gouf scho bei de Froen 1–3 beäntwert.

Fonds du logement | Question 1130 (29/08/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Aus dem Joresrapport vum Fonds du logement, deen den 23. Juli per Pressecommuniqué virgestallt ginn ass, geet ervir, dass de Fonds du logement am Joer 2023 85 Wunnengen op de Marché bruecht huet. A senger Ried zum „Zukunftspak“ vum 14. Oktober 2014 hat den deemolege Premierminister Xavier Bettel annoncéiert, bis 2025 wëllen 10.000 öffentlech Wunnengen zu Lëtzebuerg ze bauen an/oder ze finanzéieren. Déi fréier Logementsministesch Maggy Nagel hat dës Zuel esouguer op 10.517 Unitéite bis 2025 gehuewen. Am Joer 2018 hat den deemools zoustännege Minister Marc Hansen nach annoncéiert, dem Fonds du logement wëlle weider Moyenen ze ginn, fir à moyen terme 350 Unitéiten d'Joer kënnen op de Marché ze bréngen. Tëschent Ufank 2013 an dem Enn vum Joer 2023 sinn, de Joresrapporte vum Fonds du logement no, am Ganzen 1.018 Wunnenge fäerdeggestallt ginn. Kuckt een sech d'Personalentwécklung zanter dem Joer 2013 un, esou gesäit een, dass d'Unzuel u Personal sech op 10 Joer gekuckt (also vun 2013–2023) verdräifacht huet, dat vu 60 op 183 Persounen.

¹⁵ Zu den akute Spideeler vu Lëtzebuerg zielen de Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM), d'Hôpitaux Robert Schuman (HRS), de Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), de Centre hospitalier du Nord (CHdN), den Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI) an de Centre François Baclesse (CFB). D'Reeducatioun gouf net matgezilt.

An deem Kader géife mir vum Här Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung gär follgend Froe beäntwert kréien:

1. Firwat huet de Fonds du logement am Joer 2023 nëmme 85 Wunnengen op de Marché bruecht?
2. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dës Zuel u Wunnengen, déi fir eist Land vun extreemer Wichtigkeet sinn, ze erhéijen?
3. Wat fir zousätzlech Moyene brauch de Fonds du logement der Regierung no, fir déi ambitiéis Ziler, déi een sech iwwert déi lescht Joren ëmmer erëm ginn huet, dann och iergendwann ze erreechen?
4. Gëtt et Iddien, fir weider grouss Bauprojeten am Land zesumme mam Fonds du logement ëmzesetzen (nieft de scho bekannte Projete wéi „Wunne mat der Wootz“ oder „Nei Schmelz“ zu Diddeleng)?

Réponse (08/10/2024) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Et gëtt dofir e puer Erklärungen.

Engersäits ass et esou, datt de Fonds du logement net nëmme op Volume geet, mee och Baulücken a kleng komplex Renovatiounsprojeten am ganze Land ausféiert, wou ee quasi déi nämmléicht Efforten huet wéi bei méi grouss Projeten, ouni awer Volume ze erzilen. Dat ass e wichtege Rôle vum Fonds du logement an e Rôle, wou et net vill aner Acteure gëtt, déi deen anhuelen.

Dobäi kënn, datt esou Projeten aus hirer Komplexitéit eraus tëschent 5 an 10 (bei PAPen) Joren – vun der Planung bis zum Ofschluss – daueren. D'Coronapandemie an d'Liwwerkettekris hunn dem Fonds du logement och net dobäi gehollef, méi séier ze sinn. Dat heescht, datt bei deene Wunnengen, déi elo op de Maart kommen, d'Constructiounen an enger schwiereger Zäit gestart gi sinn.

De Fonds du logement huet iwwert déi leschte Jore seng Kompetenzen erweidert an seng Kapazitéiten eropgesat, fir kënnen ab 2026 méi Wunnengen op de Maart ze bréngen.

ad 2. D'Regierung ass sech bewusst, dass d'Fro vum Logement eng vun de gréissten Erausforderunge fir d'Zukunft vun eisem Land duerstelt. Mir hunn als Haaptzil, dass all Bierger Zougang zu enger bezuelbarer a wärdiger Wunneng huet. Dofir verfollegt d'Regierung eng Wunnengspolitik, déi prioritär dorop ausgeriicht ass, bezuelbar Wunnengen ze schaffen, an dat sou séier wéi méiglech.

Eng gerecht an abordabel Wunnengspolitik ass essentiel, fir de sozialen Zesummenhalt an eisem Land ze garantéieren. Dofir schafft d'Regierung u méi bezuelbare Wunnperspektiven net nëmme fir déi Schwaach, mä och fir déi Jonk an d'Mittelschicht, déi ëmmer méi mat den héije Wunnungskäschte konfrontéiert ass. Et ass wichteg, dass de Staat als Koordinator agéiert, fir effentlech a privat Ressourcen effektiv ze mobiliséieren. D'Regierung setzt op eng enk Zesummenaarbecht tëscht effentlechen a privaten Acteuren. Dëst erlaabt eis, eng Politik mat Impakt ëmzesetzen, déi flexibel a resilient géintwärt den Erausforderunge vum Wunnengsmaart ass.

D'Regierung huet sech och d'Zil gesat, den Ausbau vun effentlech abordabele Locatiounswunnengen ze verstärken. Dës Mesure soll hëllef, den Drock um Privatmarché ze reduzéieren an eng kritesch Mass an abordabele Wunnengen ze schaffen, déi eng real Auswierkung um Gesamtmarkt huet.

E weidere wichtege Bestanddeel vun eiser Strategie ass d'Mobiliséierung vu Bauland. D'Regierung wäert

aktiv Moosnamen huelen, fir d'Disponibilitéit vu Bauland ze erhéijen.

De Fonds du logement ass e wichtegen Acteur, fir dës Erausforderungen unzegoen, mee et ass net deen eenzeg. D'SNHBM, d'Gemengen, d'ASBLen an och de Privatsektor, all zesumme, spillen eng Roll an droen hiert dozou bäi, eist Zil ze erreechen.

ad 3. De Fonds du logement huet sech kloer an ambitiéis strateegesch Ziler ginn, déi en och weider verfollegt. Fir déi ze erreechen, muss en natierlech kënnen weider wuessen, um Niveau vun de Mataarbechter wéi um Niveau vun de Kompetenzen. Och fir déi néideg finanziell Mëttele muss gesuert ginn.

D'Zesummespill mat de Gemengen an Administratiounen ass eng ganz wichteg Komponent an der Realisatioun vu méi abordabelem Wunraum. Hir Ënnerstëtzung ass fir de Fonds du logement enorm wichteg.

Déi nei Mesurë vun der Simplification administrative, déi d'Regierung zeréckbehalen huet, sinn e wichteg Element. Kloer, einfach a schnell Prozedure si wichteg, fir net onnéideg zousätzlech Retarden ze kréien.

ad 4. Niewent deenen 2 Projeten huet de Fonds du logement eng Rei aner gréisser Projeten en cours wéi zum Beispill de Projet „An der Schmëtt“ zu Biver fir 700 Awunner, de Projet „Manertchen“ zu Iechternach fir 580 Awunner oder de Projet „Weltgebond“ zu Mamer fir 400 Awunner, wou deels och schonn de Bau vun de Logementer ugefaang huet. Beim Projet „Wunnen am Park“ zu Esch sinn entre-temps iwwer 300 Logementer gebaut an et kommen der an nächster Zukunft nach eng Käier ëm déi 100 dobäi.

Congés collectifs dans le secteur du bâtiment | Question 1131 (29/08/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Monsieur le Ministre a récemment annoncé dans le cadre d'un entretien radiophonique vouloir mener une discussion avec les partenaires sociaux sur le bien-fondé des congés collectifs dans le secteur du bâtiment.

Une telle initiative au niveau des congés collectifs ne figure pourtant pas dans l'accord de coalition du Gouvernement CSV-DP et les partenaires sociaux ne semblent pas non plus être en faveur d'une remise en question des congés collectifs dans la construction. Le président de la Fédération des entreprises luxembourgeoises de construction et de génie civil a ainsi entre-temps affirmé que le système des congés collectifs permet une organisation efficace du travail et qu'il ne voit aucune raison de l'adapter.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

- 1) Monsieur le Ministre est-il effectivement d'avis qu'il faudrait remettre en question voire adapter le système des congés collectifs dans le secteur de la construction qui a fait ses preuves en tant qu'instrument d'organisation du temps de travail tant pour les employeurs que pour les salariés ?
- 2) Dans l'affirmative, quelles seraient les raisons qui pousseraient Monsieur le Ministre à proposer des adaptations ?
- 3) Dans l'affirmative encore, quels éléments de réforme du système des congés collectifs Monsieur le Ministre préconiserait-il ?

Réponse (18/09/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Le Ministre du Travail renvoie aux réponses fournies dans le cadre de la question parlementaire n° 1116 du 20 août 2024 de l'honorable Députée Taina Bofferding et de l'honorable Député Georges Engel au sujet des congés collectifs dans le secteur du bâtiment.

Liste d'exclusion de LuxFLAG | Question 1132 (29/08/2024) de Mme Sam Tanson | Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

L'agence LuxFLAG est une agence de labellisation indépendante créée en 2006 par des partenaires privés et publics. L'État est représenté au sein du conseil d'administration par des représentants du Ministère des Finances, du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité.

Selon le site Internet de l'agence, LuxFLAG a comme mission de stimuler l'investissement responsable en attribuant aux véhicules d'investissement éligibles un label reconnaissable qui rassure les investisseurs que le demandeur est en train d'investir dans le secteur de l'investissement responsable.

En ce qui concerne les labels ESG, LuxFLAG applique à cette fin une politique d'exclusion de certains secteurs et activités, dont p. ex. les investissements dans des armes controversées, le tabac et l'énergie nucléaire. Pour certaines de ces exclusions, des limites de pourcentage en chiffres d'affaires sont appliquées. Par exemple sont exclus les investissements dans des entreprises dont plus de 5 % du chiffre d'affaires sont liés à la production, la vente ou la distribution d'énergie nucléaire. Notons que la liste d'exclusion la plus récente indique que face à l'inclusion de l'énergie nucléaire au niveau de la taxonomie européenne, ce critère d'exclusion pourrait être remis en cause par LuxFLAG à l'avenir.

Dans ce contexte, nous voudrions demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Messieurs les Ministres peuvent-ils renseigner si et quand une révision des critères d'exclusion de l'agence LuxFLAG est envisagée et quel sera l'objet de cette révision ?
- 2) Quelles sont les directives concrètes données par Messieurs les Ministres aux représentant.e.s étatiques au sein des organes décisionnels de LuxFLAG concernant une éventuelle révision des critères d'exclusion, particulièrement en ce qui concerne une révision de l'exclusion de l'énergie nucléaire ?

Réponse (02/10/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

À ce jour, l'agence LuxFLAG (Luxembourg Finance Labelling Agency) attribue deux catégories de labels :

- (i) les labels ayant un impact social ou environnemental clair et positif : Microfinance (2006), Environment (2011), Climate Finance (2016) et Green Bonds (2017), et
- (ii) les labels de transition vers le développement durable pour les produits axés sur les meilleures pratiques ESG : ESG (2014), ESG Insurance Product (2021), ESG Discretionary Mandate (2022).

Les labels LuxFLAG sont assortis de critères d'éligibilité auxquels s'ajoutent des critères d'exclusion pour les

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

labels ESG ainsi que pour le label d'impact Climate Finance.

D'une manière générale, les critères d'éligibilité et d'exclusion des labels LuxFLAG ont été mis en place lors de la création des différents labels. Aussi, LuxFLAG a débuté, pour tous les labels, une revue des critères d'éligibilité et, le cas échéant, des politiques d'exclusion en vue d'une mise à jour dans un but de modernisation voire d'actualisation de ces critères.

Les travaux de révision sont réalisés au sein de groupes de travail composés, entre autres, par des experts de LuxFLAG. En principe, ces travaux de révision tiennent compte de l'évolution du marché, des attentes des investisseurs et des développements réglementaires au niveau européen. À l'issue des travaux de révision, une proposition de mise à jour des critères sera soumise au conseil d'administration de LuxFLAG pour approbation. L'approbation se fera de manière collégiale par les membres du conseil.

En ce qui concerne plus particulièrement la revue des critères d'exclusion du nucléaire, les travaux de mise à jour sont toujours en cours et une proposition d'adoption n'a pas encore été soumise au conseil d'administration. Ainsi, il est à ce stade encore prématuré de se prononcer à ce sujet.

Maison du Luxembourg à Paris lors des Jeux olympiques | Question 1136 (03/09/2024) de **Mme Liz Braz** | **M. Georges Engel** (LSAP)

D'Maison du Luxembourg huet den 11. August 2024 hir Dieren zougemaach – déi Paralympesch Spiller, mat ënnert anerem 2 Lëtzebuurger Sportler an hire

Begleeder, hunn allerdéngs den 28. August ugefaang an daueren nach bis den 8. September 2024.

Dozou wéilte mir gären dem Här Premierminister, dem Här Wirtschaftsminister an dem Här Sportminister folgend Froe stellen:

1. Firwat ass d'Maison du Luxembourg net während de Paralympesche Spiller op, nodeems bekannt war, dass Lëtzebuerg och mat zwee Sportler vertrauede wier?
2. Ewéi gesäit de genaue finanzielle Bilan (Recetten & Depensen) vun der Maison du Luxembourg 2024 aus? Ewéi genau setzen sech sämtlech Käschten, déi am Kader vun der Maison du Luxembourg an den Olympesche Spiller entstan sinn, zesummen?
3. D'Concerte vun De Lëb & NOSI, déi den 1. August sollten an der Fan Zone vum Team Deutschland iwwert d'Bün goen, goufe kuerzfristeg annulléiert. Firwat goufen dës Concerten ofgesot an aus wéi enge Grënn goufen dës Concerten net op een aneren Dag verluecht? Sinn heifir awer Käschten entstan a wien huet dës Käschten iwwerhol?
4. An der Maison du Luxembourg sinn och Table-rondë mat der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) respektiv mam Ministère de la Santé organiséiert ginn. Firwat hunn dës Table-ronden zu Paräis stattfonnt? Wat war d'Plus-value, dës Evenementer zu Paräis ze organiséieren?
5. Gedenkt d'Regierung, och eng Maison du Luxembourg bei den nächsten Olympesche respektiv dann och fir déi Paralympesch Spiller zu Los Angeles an d'Liewen ze ruffen?

Réponse (26/09/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. De Standuert vun der Maison du Luxembourg, am Stade Jean Bouin, ass fir d'Zäit vun de Paralympesche Spiller net disponibel gewiescht, well dëse vun dem däitsche paralympesche Comité genotzt ginn ass.

ad 2. Dësen Decompte gëtt aktuell vu menge Services gemaach. Dës sinn natierlech ofhängeg vun alle bedeelegte Prestatairen, sou dass den Decompte eréischt kann an den nächste Wochen ofgeschloss sinn.

ad 3. D'Entscheidung fir dës Annulatioun gouf onofhängeg vum Wëlle vum Sportsministère getraff. De Gestionnaire vun der genannter Fan Zone, d'Deutsche Sport Marketing GmbH, huet dës Decisioun ganz kierzlech aus organisatoresche Grënn geholl. D'Organisatioun, aus lëtzebuergescher Siicht, ass vu Kultur | lx iwwerhol ginn, sou datt ech heizou net méi ka soen.

ad 4. Déi genannten Tables rondes, wou zum Deel franséisch Experten drun deelgeholl hunn, waren e reegelrechte Succès, souwuel wat d'Unzuel u Participanten ugeet, wéi och virun allem inhaltlech. Et gouf eng ganz Rei interessant Denksätz, déi déi verschidde concernéiert Instanzen elo auswäerten, an d'Conclusiounen dono an eng kohärent Sport- a Beweegungspolitick ëmsetzen.

ad 5. Och hei ass et nach ze fréi, fir schonn Ukënnungen an iergendeng Richtung ze maachen. Meng Services schaffen am Moment nach déi 17 Deeg Maison du Luxembourg op. Do ass et och wichteg, sech mat all de Partner zesummesetzen an e finalen Debriefing ze maachen. Eent ass awer elo scho kloer, d'Maison du Luxembourg wor e grouse Succès.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert. Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799